

# Acta Historica

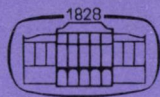
ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,  
I. T. BEREND, I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ,  
E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS,  
E. PALOTÁS, E. PAMLÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. SZÉKELY, GY. TOKODY,  
L. ZSIGMOND

secrétaire de Rédaction: A PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 29

№ 1



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1983

# ACTA HISTORICA

## REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

---

*Acta Historica* paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

*Acta Historica* est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

### AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie  
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:  
*H-1014 Budapest, Uri u. 53.*

Abonnement:  
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur "KULTURA"  
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

## SOMMAIRE

### ETUDES

<i>Pál Sándor</i> , Quelques traits du portrait de Deák au début de sa carrière ( <i>Пал Шандор</i> , К портрету молодого Деака) .....	3
<i>Pál Pritz</i> , Das Geheimnis der auf mehreren Bahnen betriebenen deutschen Außenpolitik ( <i>Пал Пritz</i> , Тайна многонаправленной внешней политики Германии) .....	35

### COMMUNICATIONS

<i>Gábor Klaniczay</i> , Le culte des saints dans la Hongrie médiévale .....	57
<i>Péter Sipos, István Vida</i> , The Policy of the United States towards Hungary during the Second World War .....	79

### COMPTES RENDUS DE LIVRES

<i>Б. А. Рыбаков</i> , Язычество древних славян ( <i>Иштван Долманьош</i> ) .....	111
L'affirmation des Etats nationaux indépendants et unitaires du Centre et du Sud-Est de l'Europe (1821-1923) ( <i>Emil Niederhauser</i> ) .....	113
<i>Wolf Dietrich Behschnitt</i> , Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914 (E. N.) .....	115
Die Protokolle des Österreichischen Ministerrates 1848-1867. III. Abteilung. Das Ministerium Buol-Schauenstein, Band 2, 13 März 1853 — 9 Oktober 1853 ( <i>Éva Somogyi</i> ) .....	118
<i>Б. А. Айзин</i> , Революционные германские социалдемократы против империализма и войны (1907-1917 гг.) ( <i>Янош Йемниц</i> ) .....	120
Geschichte der Sorben I-IV ( <i>Domonkos Illényi</i> ) .....	122
Историография новой и новейшей истории стран Европы и Америки ( <i>Эмиль Нидерхаузер</i> ) .....	125





## ETUDES

---

# Quelques traits du portrait de Deák au début de sa carrière

PÁL SÁNDOR

### I.

Un homme trapu, aux épaules bien musclées, une large poitrine et des membres un peu courts. Le crâne bombé encercle un front de hauteur moyenne, le rond visage montre des traits doux. La moustache touffue est, dans sa simplicité naturelle, courbée un peu vers le haut au-dessus des lèvres et le menton s'arrondit un peu. Les sourcils épais couvrent des yeux au ton bleu qui rayonnent tantôt d'un calme doux, sans passion, du lointain vibrant d'un monde éloigné, tantôt reflètent, avec le froid perçant de leur couleur changée en gris, la dureté indéfectible du caractère. On le voit toujours vêtu simplement, de noir, faisant, mouvements lents et commodes, ses longues promenades quotidiennes dans l'univers paisible, d'une sécurité éternelle, d'un calme rafraîchissant, de la nature connue depuis le plus jeune âge : le long des détours capricieux de la rivière Zala, dans la vallée bordée de peupliers, s'ouvrant sur de larges prés et champs ou sur les pentes des vignobles et des collines couvertes de forêts que l'on voit aussi de sa maison de Kehida. Son inséparable compagnon est la solitude angossante dans la retraite à la recherche de la quiétude.<sup>1</sup>

SÁNDOR, PÁL, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise.

<sup>1</sup> Les différents types de mémoires et études le concernant, ainsi que les lettres où il parle de lui-même, contiennent de nombreuses observations sur les circonstances de sa naissance, sur sa constitution physique, ses habitudes, sa manière de s'habiller. Nous n'en citons que les plus importantes, sans prétendre à être exhaustif. Mme Kálmán Széll, née Ilona Vörösmarty: *Emlékeim Deák Ferenc politikai és magánéletéből* (Mes souvenirs de la vie politique et privée de Ferenc Deák), Budapest, s. d. 30, 51 pp. (dans la suite : souvenirs de sa pupille); on ne peut toujours pas se passer de la bibliographie, en trois volumes, de FERENCZI, ZOLTÁN, intitulée *Deák élete* (La vie de Deák), Budapest, t. I. 54-55, 187 pp. (Dans la suite : Ferenczi); on peut utiliser, avec cependant un esprit critique l'ouvrage, à caractère publiciste paru en deux volumes à Budapest, en 1905, sous le titre *Deák Ferenc és családja* (Ferenc Deák et sa famille) de EÖTVÖS, KÁROLY (dans la suite : Eötvös K.), t. II. 72-74., 109-111. pp.; on peut lire quelques observations relatives au Deák plus âgé mais qui sont également valables pour sa jeunesse, dans l'ouvrage d'histoire de la médecine de HORÁNSZKY, NÁNDOR : Deák Ferenc lelki alkatának és betegségének befolyása pályájára (L'influence de sa structure psychologique et de sa maladie sur la carrière de Ferenc Deák), *Orvostörténeti Közlemények* No 64-65, 1972, 22-23. pp. Dès ses lettres de jeunesse, on trouve bien des remarques ironiques sur son penchant pour le confort, publiées par PUKÁNSZKY, BÉLA sous le titre *Deák Ferenc kiadatlan levelei* (Lettres inédites de Ferenc Deák), *Irodalomtörténeti Közlemények* 1935, 305-318. pp. Cf. encore : Vörösmarty Mihály levelezése (Correspondance de Mihály Vörösmarty), rédacteurs : Horváth, Károly és Tóth, Dezső, classées

Les heures muettes de la solitude appartiennent à la vie quotidienne, au rythme de vie du jeune Deák. Cette manifestation caractéristique de l'être replié sur lui-même devient chez lui, vers la trentaine, une habitude enracinée et, dans les circonstances changeantes de sa longue vie, elle s'intègre de plus en plus profondément à sa vie quotidienne, tout au plus dans des formes adaptées à son mode de vie changé. Cet aspect, en apparence purement extérieur, trouve ses racines dans les composantes substantielles de sa personnalité. Dans le propriété de son oncle József Deák, à Zalatárnok, il vécut jusqu'à l'âge de cinq ans dans un milieu froid où, au lieu de l'affection personnifiée, régnait l'indifférence de l'impersonnalité qui refoulait les actions et réactions émotionnelles ainsi que l'état d'abandon et l'absence de contacts propres à son âge.<sup>2</sup> Sa naissance causait la mort de sa mère et cette mort fut la première étape d'une série d'événements sinistres s'abattant sur la famille. La mélancolie malade du mari ayant perdu sa femme, l'éloignement du nourrisson « assassin » de la chaleur du foyer familial, la mort subite du père las de vivre, l'orphelinat complet de ses jeunes frères — voilà les tristes conséquences de sa naissance. Et pourtant, c'était lui le gros perdant, l'orphelin de cinq ans, répudié par son père dès sa naissance, dépourvu de la sécurité de l'appui paternel. Le cruel destin voulait que sa mère, à cause de lui, le quitte pour le tombeau, sa mère, personnification des sentiments qui soutiennent la tendre enfance, et ce avant que lui, qui en avait le plus grand besoin, pût connaître ces sentiments instinctifs dans leur naturel éternel pour les assimiler dans cette première phase de vie.<sup>3</sup> C'est la plus jeune de ses sœurs, Claire, qui a quinze ans en 1808, qui le sort de ce monde austère de l'enfance pour lui donner place dans le milieu fraternel, dans la maison de Kehida qui lui remplace la famille. Dans la vie de l'enfant, c'est un grand changement émotionnel, intellectuel et social. A partir de ce moment, sa vie est dirigée par l'intérêt que lui porte sa sœur, avec quelque chose de maternel. Le manque des sentiments maternels profonds est comblé par la chaleur des soins dispensés par la sœur qui remplace la mère. C'est ainsi que, dans cette famille irrégulière de frères et sœurs ayant perdu leurs parents, où Antal, à l'approche de sa dix-neuvième année,

---

par Brisits, Frigyes, Budapest, 1965, t. 17, 103-216. pp. et t. 18, 22-36. pp. (Dans la suite : VMÖM.). Presque tous ses biographes parlent de ses promenades solitaires ; en dehors des œuvres citées ci-dessus, voir encore : EGRY, IRÉN, *Deák Ferenc. Történeti arckép* (Ferenc Deák. Portrait historique), ouvrage de vulgarisation scientifique paru à Budapest en 1941, 113-114. pp. ; lui-même en parle dans nombre de ses lettres, par exemple dans celle, datée du 7 mai 1833, contenant son premier rapport sur Presbourg. Cette lettre, toute entière, fut publiée pour la première fois par l'avocat de Pest, GRÄNER, ERNŐ, dans la périodique *Régi Okiratok és Levelek Tára* 1906, cahier II, 15 février, 52-57. pp. (Dans la suite ROLT). C'est Eötvös qui donne la plus belle description des collines de Zala, de la nature à Kehida et dans ses environs, dans le premier tome de son ouvrage cité. — t. I. 132. pp. su.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les années passées à Zalatárnok, les premiers cinq ans d'exil, sa pupille fournit quelques aspects caractéristiques, aux 50-51. pp. de ses souvenirs déjà cités, ainsi qu'EGRY, op. cit. 10-15. pp. Voir encore ÁLDOR, IMRE (rédacteur), *A haza bölcse* (Le sage de la patrie), Budapest, 1876, 7-8. pp. (Dans la suite ÁLDOR).

<sup>3</sup> Sur tout cela on trouve des informations plus amples dans FERENCZI op. cit. t. I, 10-14. pp. ; op. cit. de sa pupille, 50-52. pp. ; EÖTVÖS, K., op. cit. t. II, 147-149. pp.

joue en quelque sorte le rôle du père et Claire (Klára), tutrice de Ferenc,<sup>4</sup> est la source de la sécurité que procurent les soins maternels, sa personnalité se développe sous l'influence de facteurs directs, d'effets du milieu, d'impulsions venant de la nature et de la collectivité qui, du fait qu'ils interviennent également d'une manière inhabituelle, constituent son évolution personnelle.

C'est que, comme nous l'avons déjà indiqué, ces influences sont des plus arides, surtout dans la période de la socialisation primaire et, dans leur chronologie, dans leur intensité, dans leur fondement et dans la motivation qui en découle, différentes des exigences de la période correspondante de la vie d'un enfant. Les années où l'enfant joue avec des camarades de son âge, où commence à se former l'adaptation sociale, manquent à sa vie comme manque aussi la satisfaction de l'instinct inné de se raccrocher à quelque chose dans l'atmosphère de l'amour naturel, maternel et paternel.<sup>5</sup> Les traits caractéristiques de la personnalité de Deák se développeront à partir de cette existence de base — toujours en fonction des influences sociales, plus ou moins directes, déterminées par le lieu et le temps. Il est fort probable que cet instinct resté insatisfait fût une des principales sources de la solitude de Deák. Les années de solitude, avares en excitations, tournent vers la nature son esprit qui commence à s'ouvrir. C'est de là que vient son amour pour la nature, pour le silence qui marqueront toute sa vie, comme un des signes d'une personnalité refoulé. Quand il est déjà élevé par Klára et Antal, son endroit préféré est la cour du moulin sur la rivière Zala. Pendant de longues heures, en silence, il observe les habitants des villages et des fermes — Almás, Kustyán, Nemesbükk, Karmacs, Vindornyafok — qui y viennent faire moudre leur grain.

Il a dix ans et son comportement diffère sensiblement de celui de ses camarades d'école du même âge. Il ne prend pas part à leurs joyeux et bruyants jeux de balle, il se promène plutôt à part, dans la cour de l'école. Plus tard non plus, il ne s'adonne pas aux passions du jeu, il ne danse pas, joue rarement aux cartes, ne boit pas, il regarde les joueurs de billard plutôt que de participer au jeu. Et si ses camarades se glissent derrière lui et, en jouant, lui donnent une tape légère, il ne la rend jamais. Sa constitution physique et psychique le rendent inapte à aimer ce genre de jeu. Son comportement est en outre réglé par la force, tôt apparue, de l'intellect qui détend la tension émotionnelle. Au lieu de rendre le coup, qui ne promet guère de triomphe, il répond plutôt par la patience mêlée à la dignité enfantine.<sup>6</sup> Son comportement, dans une telle situation, présage déjà un des traits caractéristiques de la manière politique du Deák adulte qui se manifeste déjà sous une forme idéalisée dans le contexte enchevêtré de la politique. Notamment de choisir, dans des situations qui ne lui promettent pas de succès, la

<sup>4</sup> Jusqu'à la majorité d'Antal, le tuteur des quatre orphelins était leur grand-oncle György Hertelendy.

<sup>5</sup> L'élaboration et l'analyse de l'instinct de s'accrocher se trouvent dans les ouvrages psychologiques de HERMAN, IMRE. C'est ce dont traite HERMAN, ALICE dans son livre de vulgarisation scientifique intitulé *Emberré nevelés* (Élever l'homme), sans date ni lieu de parution. Voir surtout 77-99. pp.

<sup>6</sup> ÁLDOR; op. cit. 9-14. pp.; FERENCZI, op. cit. t. I, 28-29, 32-33. pp. Cf. le périodique *Budapesti Hirlap* No 6. de l'année 1876, 86 p.; et aussi No 8. 122 p. avec l'article d'Eötvös, K.

patience et l'attente qui conservent les principes, plutôt que le moyen combatif de la dure riposte à succès douteux; ne pas animer l'adversaire politiquement plus fort avec le feu de l'ironie, ne pas l'exciter par une riposte furieuse, plutôt défendre l'idée avec assiduité, adoucir l'adversaire à conquérir « peu à peu » et en « l'appriivoisent ». Pour cela il est nécessaire de faire preuve de la grande tolérance que donne la force de conviction, et d'avoir un penchant individuel à attendre son temps. Ce n'est donc certainement pas un hasard si, dans une de ses plus belles lettres, écrite le 24 février 1832 à Vörösmarty, où, avec une douleur poignante non cachée, il s'appelle « personne solitaire » éloignée du centre culturel de Pest et solitaire, y compris dans le sens politique, ces traits qui marquent tellement sa personnalité se révèlent avec tant de force. Ainsi, il écrit que c'est lui qui « avec intelligence peut ménager la vanité hautaine des Ordres plus puissants qui, dans un cercle d'amis, fait ses remarques en badinant et non comme pour faire la leçon, sur un ton interrogatif et non prétentieux, qui les habitue ainsi, peu à peu, aux nouvelles idées tant redoutées jadis. Il est capable d'arriver à bien des choses ayant autrefois paru impossibles, car la nouveauté peut également être acceptée par ceux qui s'y opposaient du départ . . . ainsi, on peut de la même façon débarrasser la nation hongroise de ses vieux rêves, de ses préjugés séculaires, on n'a qu'à toucher avec tendresse le tissu fait des fausses opinions des époques précédentes qui, grâce à l'habitude, leur sont devenues si chères, on ne doit pas leur faire sentir leur nudité, il ne faut pas ironiser sur les mœurs dérodées . . . car des efforts démesurés éveilleraient des soupçons sur la pureté de nos intentions » et, au lieu d'aboutir au but désiré, provoqueraient plutôt des « résistances ». Pour une telle tactique politique, écrit-il dans la suite, « il faut du temps . . . et de la patience paisible ».<sup>7</sup> Et quand, deuxième député de son comitat, il participe à la politique nationale et la forme, lors, à la séance du 13 novembre 1833 de la Chambre Basse, il voit le climat excité par le quatrième message des Ordres supérieurs relatif aux redevances seigneuriales, c'est lui qui, pour défendre les réformes déjà obtenues, invite à la prudence, contre une réponse dure opposée au gouvernement, ce qui est tactiquement inutile. Il invite les députés tonitrueux de l'opposition à « répondre . . . avec mesure, avec décence et avec la dignité que notre situation nous impose . . . »<sup>8</sup>

Il est impossible de séparer des penchants personnels de Deák cette attitude politique inspirant le renouveau spirituel qui est sans aucun doute intolérance exigeante et sans émotions surchauffées. Cette absence de passions, née d'émotions refoulées, est remplacée par la force de l'intellect tôt épanoui qui mobilise l'imagination. Au début, cela se fait d'une manière enjouée, sous forme d'osiers taillés pour remplacer les jouets. Ces bâtons, taillés différemment, sont pour l'imagination enfantine, des chevaux, et il les monte pendant des journées entières. Il a douze ans quand, également sous l'influence de sa sœur qui l'élève en développant sa vie

<sup>7</sup> Pour le passage de lettre cité voir : PUKÁNSZKY, op. cit. 313-316. pp.; VMÖM t. 18, 30-32. pp.

<sup>8</sup> *Deák Ferenc beszédei 1829-1841* (Discours de Ferenc Deák 1829-1841), rassemblés par KÓNYI, MANÓ, Budapest, 1882, 35. p. Dans la deuxième édition, augmentée, de 1903, 41. p. (Dans la suite, nous citons toujours : KÓNYI, M. d'après la première édition).

affective, en lui posant des questions pour le pousser à raconter, il évoque ses anciennes impressions au moulin, et se taille un moulin. C'est de là que viendra son talent pour la sculpture. Dans sa maison de Kehida, le couloir se remplit, au fil des années, de différents instruments de travail taillés par lui, il y installe presque un petit atelier. Ce passe-temps est au fond une autre forme de dissipation du sentiment constant de solitude. Dans la suite, il développe si bien ce penchant qu'il arrive à exécuter non seulement différents objets — des bâtons, pipes, petits meubles, des animaux bien observés — mais aussi des visages humains, dont le sien,<sup>9</sup> qui témoignent de capacités d'observation, de mémoire et d'évocation très fines et d'une imagination créatrice de caractère. Tout cela s'explique aussi, en dehors de sa prématurité intellectuelle, de ses dons individuels, par l'éducation de ses sœurs aînées, par un intellect ouvert.<sup>10</sup>

Il a quatorze ans quand son professeur de littérature lui confie la surveillance et l'enseignement dans sa classe; ses camarades de classe lui demandent conseil pour organiser les fêtes scolaires; plus tard, étudiant de l'académie de droit, il est invité à régler les conflits entre ses camarades, et les activités de la société d'entraide, qui a pour but d'alléger le sort des étudiants pauvres, sont soumises à son contrôle.<sup>11</sup> La tenue négligée de l'adolescent, ses manières flegmatiques, cachent des réflexions profondément enracinées dans l'intellect, capables de créer de l'ordre, de la discipline et du respect intellectuel. Sa solitude, elle aussi, cache une sensibilité sociale et une faculté de discernement qui se manifestent très tôt. L'attention et la curiosité du jeune étudiant face au stimulus venus de l'extérieur et qu'il perçoit en tant que contexte intellectuel, ont une tendance de généralisation et de synthèse. Pendant ses études à Kanizsa, poussé par une force interne, il se soustrait à l'obligation de prendre des notes et griffonne tout au plus sur de petits bouts de papier ce qu'il entend pendant les cours. Et pourtant, il se rappelle et répète avec précision les matières enseignées.<sup>12</sup> A Győr, étudiant en droit, il donne déjà des leçons, transmettant ainsi une des habitudes enracinées à partir des traditions véhiculées par ses sœurs. Son camarade d'internat, János Sinkay, fils d'un propriétaire aisé du comitat de Zala, n'est pas à son niveau d'intelligence. Le jeune Deák est trop indolent pour lire le programme de l'examen de l'Académie, il s'installe dans son confortable fauteuil et le fait lire à Sinkay. En apparence, il n'y fait même pas attention. Seuls les examens montrent qu'il a tout de

<sup>9</sup> Souvenirs de sa pupille, 51. p.; FERENCZI, op. cit. t. I, 23-24. pp.; EÖTVÖS K., op. cit. t. I, 82-87. pp.; périodique *Pesti Hírlap* du 17 octobre 1903, No 284, 19-20. pp.

<sup>10</sup> Pour les événements de son enfance qui ont développé son sens critique et l'ont poussé à réfléchir, voir les souvenirs de sa pupille, 53. p.; en outre : EÖTVÖS, K., op. cit. t. I, 120-121. pp.

<sup>11</sup> En ce qui concerne les événements cités au cours de ses années d'études à Kanizsa et à Győr voir : le périodique *Hazai és Külföldi Tudósítások* 1877, No 34; et aussi l'article de EÖTVÖS, K., Deák Ferenc mint tanuló (Ferenc Deák l'élève) dans le périodique *Vasárnapi Újság* 1876, 86. p. C'est là que FERENCZI puise ses citations : op. cit. t. I, 35-36. pp. Deák a fait ses études secondaires, en 1811-12, à Keszthely, au lycée dirigé par les prêtres de Csorna; en 1812-13, au petit lycée de Pápa, en 1813-17, à Nagykanizsa, au lycée des jésuites.

<sup>12</sup> EÖTVÖS, K., Deák életéből (De la vie de Deák), paru dans le No 8/1876 du périodique *Vasárnapi Újság*, 122. p.; cf. : FERENCZI, op. cit. t. I. 32-34. pp.

même bien analysé ce qu'il entendait.<sup>13</sup> Cette manière acoustique et extrêmement efficace est basée, chez le jeune Deák, sur l'intention consciente d'apprendre, sur la compréhension des rapports logiques, et sur la vivacité particulière de la mémoire. Ce sont les impulsions toujours changeantes de son mode d'existence sociale qui enrichissent en premier lieu sa mémoire et toute sa personnalité.

Libéré de l'univers, pauvre en émotion, enfermant les souvenirs, l'enfant Deák s'insère dans les milieux de la moyenne noblesse, plus affranchie des conventions, socialement plus souple. Il est régulièrement conduit à la crypte familiale par le curé de Kehida, descendant d'une des branches appauvries de la famille que le père installa sur sa propriété où il était hôte quotidien de la famille. En route, le curé lui explique les souvenirs effacés du triste passé, lui fait connaître la nature qui entoure la propriété de famille, les objets qui gardent les souvenirs familiaux. Il offre un moyen simple et efficace de développer, sans la pression de l'instruction, l'intellect qui commence à s'ouvrir.<sup>14</sup> Cette façon d'éveiller l'imagination, de créer des contacts vivants avec le monde matériel, de fournir de profondes impressions contribua également au développement hatif, chez Deák, de la capacité de mémoire et d'observation.

Les membres de la branche noble, plus aisée, des Deák ne se délimitaient pas de la parenté noble plus pauvre, vivant la vie des paysans. Il y a beaucoup de neveux et nièces, menant l'existence de gentilhomme-paysans, avec lesquels la famille maintient les contacts familiaux.

La simple maison de Söjtör, de triste mémoire, au crépi grossier, était entourée d'environ 1240 acres, comprenant les terres arables de deuxième, troisième et quatrième classe, le pré de 650 acres, la vigne et le pâturage utilisés en commun avec les propriétaires nobles voisins, les 21 tenures de 2/8, tandis que la propriété de Kehida<sup>15</sup> où le nombre des tenures est de 18, s'étend sur environ 1600 acres y compris les vignes qui fournissaient des cens. Tout au plus 150-200 familles de serfs et de salariés vivaient

<sup>13</sup> EGRY, op. cit. 27-28. pp. Des données analogues d'années antérieures sont citées par FERENCZI, op. cit. t. I. 47. p. Pour les problèmes théoriques et pratiques de la mémoire et de l'assimilation des connaissances en général, voir l'ouvrage de KARDOS, LAJOS intitulé *Általános pszichológia* (Psychologie générale), Budapest, 1965, 125-159. pp. Quant à la capacité d'étude de Deák, fondée sur les relations logiques, on en trouve une donnée caractéristique dans le No du 27 septembre 1886 de *Pesti Hírlap*, 3-4. pp. On y trouve que, à ce que l'on dit, Mór Czínér était ce « pater Martinus » qui, au lycée de Győr, appliquait strictement la méthode d'enseignement fondée sur la réflexion exigée des élèves et dont Deák se souvenait dans la suite avec une grande estime.

<sup>14</sup> Ferenczi écrit que József Deák, curé de Kehida, « était le fils d'un des serfs des Deák que... la famille a fait élever et a aidé à devenir curé de Kehida ». Op. cit. t. I. 38. p. Plus tard, Egrý l'interprète en disant que « ce prêtre était un des descendants de la branche paysanne ». Op. cit. 7. p. Il est probable qu'il s'agit d'un membre de la branche nobiliaire appauvrie et menant la vie des paysans. C'est ce qu'indique la note concernant le curé József Deák dans le recensement général de 1835. Voir : Zala Megyei Levéltár (Archives du Comitat de Zala) (dans la suite ZML). Nemesi javak összeírása (Recensement des biens nobiliaires) (dans la suite NÖ), 1835, IV.-9/f, district de Kapornak, 45. Kehida.

<sup>15</sup> Sur la première esquisse de la maison à étage de Söjtör, voir : *Hazánk s a külföld* (Notre pays et l'étranger), Pest, 1865, No 52, 817. p. On en trouve une mention, entre autres, chez ÁLDOR, op. cit. 7-8. pp.; *Adatok Zala megye történetéhez* (Contributions à l'histoire du comitat de Zala), tt. I-V., Nagykanizsa, 1876-78, rédigé et publié par BATORFI, LAJOS (dans la suite le comitat de Zala), t. II, 103. p.; voir encore : EÖTVÖS, K., op. cit. t. I, 70-75. et 140-161. pp., mais avec la description des conditions du début des années 1850.



dans le courant des années 1830, en alternance sur les deux propriétés, y compris les propriétés « partiaires », avec des salariés « agiles ». <sup>16</sup> L'exploitation se faisait sous forme de copropriété, sur des propriétés indivises, dans le périmètre encore non remembré et au cens non réglé. Pendant leur minorité, c'est le tuteur des enfants, leur grand-oncle György Hertelendy qui gère la propriété, la fortune familiale; en 1822, c'est le sous-préfet du comitat, et à partir de 1809 c'est Antal, âgé de vingt ans qui dirige l'exploitation commune qui rapporte environ 3000 forints par an. Cette somme, avec certaines variations, correspond au revenu des familles nobles vivant dans le comitat, représentant une couche mince, de fortune moyenne par rapport aux riches aristocrates. Ce sont en général des magistrats ou des fonctionnaires du comitat. Parmi eux, il y a aussi, certes, des avocats ou même des magistrats à la fortune bien plus modeste. Mais leur niveau dépasse celui de la petite noblesse ou des hobereaux-paysans qui ont une tenure mais pas de serfs et, qui constituent les quatre cinquièmes de la noblesse du comitat et dont les revenus atteignent à peine cent forints par an. Il est par contre extrêmement bas par rapport à celui des quelque vingt de familles de magnats qui concentrent vingt pour cent de la population sur leurs propriétés — qui d'ailleurs, sont parfois situées en dehors du comitat — et dont les revenus dépassent 30 000 forints. <sup>17</sup> Dans cette noblesse, articulée à l'extrême, la famille Deák se situe à un niveau moyen honorable, dans le groupe plus réduit, plus élevé, des magistrats et des fonctionnaires du comitat d'une plus haute culture. <sup>18</sup>

C'est dans ce milieu que les influences, au début — irréguliers dans le sens social aussi — d'une carrière soumise aux penchants individuels et c'est ce milieu qui forgera la personnalité de l'enfant et ensuite celle du jeune homme. Dans cet état de socialement exclu, l'enfant Deák évite pour ainsi dire les influences qui règlent dès le départ, la vie quotidienne, le mode de vie, le comportement et la mentalité des familles nobles conformément aux coutumes prescrites par l'étiquette. Ces influences agiront non seulement avec un retard dans le temps, mais aussi sous une forme moins intense, réduite par la mentalité et le mode de vie de la famille « frères et sœurs », moins rigide et qui, vu ses tendances morales, se refuse à prendre de grands airs. Ce processus de socialisation, modifié et dans le fond et dans le temps, a pour effet une différence entre

<sup>16</sup> ZML. NÖ. 1835, No 1. Söjtör, No 45 Kehida. Voir encore SIMONFFY, EMIL, A jobbágyfelszabadítás Zala megyében (L'affranchissement des serfs dans le comitat de Zala) où l'auteur publie les données de 1828 et de 1848 sur le nombre de tenures serviles et d'ouvriers salariés ayant ou n'ayant pas de maison. *Zalai Tükör*, 1974, 90-97. pp.

<sup>17</sup> Sur les conditions matérielles, voir les données de l'année 1835 dans ZML. NÖ. En 1819, furent recensés 4486 gentilshommes ayant le droit de vote, dont 87% étaient des hobereaux sans fortune, écrit DEGRÉ, ALAJOS dans son étude intitulé *Zala megye reformkori követválasztásai* (Les élections des députés à l'époque des réformes dans le comitat de Zala), *Levéltári Közlemények*, No 44-45, 1977, 148-150. pp.

<sup>18</sup> Au groupe des proches de la famille Deák, appartenaient avant tout les familles suivantes : à côté de Sándor Kisfaludy, apparenté, les Hertelendy, à partir de 1821, les Oszterhuber, puis les Csányi — László et István —, les Skublics, gens cultivés, les Sellyei dont Elek était, entre 1822 et 1828, chef de district et, à l'époque où Antal Deák occupait le poste de premier sous-préfet, il était second sous-préfet, les Tuboly, les familles Bertalan et Csertán, János Horváth de Zalabér, appelé « Muki » dans l'intimité, premier sous-préfet depuis 1833 et pendant un an le premier député du comitat à l'assemblée nationale.

les habitudes et les attitudes du jeune Deák et celles des jeunes nobles moyens qui ont traversé ces étapes dans leur ordre chronologique et dans leurs formes habituelles et qui ont reçu une éducation qui y correspond. Vu que, dès l'âge où se forment les bases, son expérience vitale est d'une qualité différente, elle est aussi non seulement plus profonde, mais plus large, dans ses effets sociaux, que celle des autres. Les soins de ses sœurs équilibrant avec succès l'expérience négative des débuts et, s'ajoutant à ses penchants personnels, ils développent chez lui une intense sensibilité sociale, une réceptivité aux événements du monde qui l'entoure, qui est une réponse positive contraire à l'expérience de base. Le jeune étudiant en droit a des manières quelque peu rustiques, se soucie peu des règles de la bienséance. Non seulement il s'habille avec négligence, ses gestes sont rudes, son discours est rocailleux, son écriture désordonnée, il mange avec grand appétit et avidité, il se soucie fort peu des apparences.<sup>19</sup> Ce n'est pas un hasard si son manque d'exactitude aux exercices religieux est mentionné dans la rubrique « morale religieuse » qui est une appréciation nettement politique selon le règlement de la Nova Ratio Educationis de 1806, et qui témoigne de son comportement scolaire. Ce jeune homme fait peu de cas des formalités strictes et administrative des règles religieuses adaptées au mécanisme politique de l'absolutisme de l'empereur François<sup>20</sup> et, sans se soucier des interdictions officielles, il a toujours dans sa poche les cahiers du *Tudományos Gyűjtemény* (Recueil Scientifique) rédigé alors par György Fejér<sup>21</sup> et en lit les articles à d'autres également. Même de mémoire, il récite certaines parties des études de cet auteur savant. Malgré la sévère interdiction, il se rend plusieurs fois aux sessions du comitat de Győr où il pouffe de rire en entendant les « weiter » mécaniquement prononcés par le préfet qui ne parle pas hongrois.<sup>22</sup> Il méprise ceux qui manquent de vertu et des lumières de l'esprit, toutes les manifestations d'ambitions de parvenus, l'imperméabilité blasée des privilégiés aux malheurs qui touchent toute la collectivité mais en premier lieu la paysannerie accablée de multiples charges. Il fait la critique de ceux qui « pensent que ce sont leurs propres

<sup>19</sup> Deák Ferenc életéből (De la vie de Ferenc Deák), par un de ses camarades d'école, *Pesti Napló*, 1876, an 27, No 40, 1. p. Cité par FERENCZI, op. cit. t. I, 54. p. et EGRY, op. cit. 27-28. pp.

<sup>20</sup> Sur l'histoire de la naissance de la deuxième Ratio et sur les Règlements Disciplinaires, on trouve un tableau synthétique dans KORNIS, GYULA, *A magyar művelődés eseményei 1777-1848* (Événements de la vie culturelle hongroise 1777-1848), t. I-II, Budapest, 1927, t. I, 241-309 et 582-583. pp. Dans la suite KORNIS, Gy., *La vie culturelle hongroise*.

<sup>21</sup> L'historien György Fejér, qui avait une formation théologique — jadis élève du séminaire josphiste à Presbourg — était alors inspecteur d'académie à Győr. Il était depuis longtemps partisan du nationalisme des Ordres et publia des études dans cet esprit dans les premiers volumes du *Tudományos Gyűjtemény*, mais qui contenaient aussi des éléments des idées éclairées.

<sup>22</sup> En ce qui concerne la lecture et la mémorisation du *Tudományos Gyűjtemény* (Recueil scientifique) et aux références qui y sont faites, voir : BONTZ, JÓZSEF, *Keszthely város monográfiája* (Monographie de la ville de Keszthely), Keszthely, 1896, 423 p. Pour ce qui est du merveilleux et des autres aspects soulignés dans la loi, cf. FERENCZI, op. cit. t. I, 8-29, 41, 58. pp. Pour les aspects intellectuels, idéologiques et politico-culturels de *Tudományos Gyűjtemény* mis en rapport quelque peu vague avec la réalité sociale et politique du nationalisme dominant des Ordres, voir récemment : *A magyar sajtó története* (Histoire de la presse hongroise), Budapest, 1979, t. I, 284-323. pp. Rédacteur KÓKAY, GYÖRGY, la partie citée est l'œuvre de FENYŐ, ISTVÁN.

mérites qui les ont rendus riches et que les pauvres vivent dans la misère — parce qu'ils ne méritent pas un meilleur sort. » Pourtant, les différences sociales en faveur des riches remontent souvent au fait — écrit-il quelques années plus tard — qu' « au moment de leur conception Son Excellence, ou parfois son valet, embrasse Madame et non pas la cuisinière ». Il réagit avec sensibilité à tous les problèmes sociaux et fait montre d'aptitudes à découvrir, dans les anomalies sociales locales de moindre importance, les grands problèmes d'ensemble, à envergure nationale, de la réalité sociale. Cette sensibilité est moralement motivée. A propos de l'incendie à Zalaegerszeg, en le décrivant, il porte un jugement sur lui-même, car il ne peut pas aider comme il voudrait les sinistrés, pour la plupart des miséreux. Et ceux « qui pourraient le faire, dans leur grande abondance, ne voient même pas leurs prochains qui mènent à côté d'eux une vie miséreuse, ou bien, s'ils les voient, ils les méprisent ». <sup>23</sup> Plus tard, quand il assiste à la diète de Pozsony et renseigne régulièrement son beau-frère sur la marche des délibérations politiques, il se prononce de la même façon à propos d'un autre épisode. Dans ses rapports politiques, il fait un détour pour décrire ses tristes expériences lorsque la foudre s'est abattue sur Pozsony. « J'ai vu, mon Ami — écrit-il à son beau-frère — l'immense couronne briller en haut, merveilleusement, dans les rayons du soleil de midi, et je l'ai vue le lendemain, détruite par le foudre, abbatue dans la poussière, souillée par la suie . . . mais cela ne m'a pas autant étonné qu'avant-hier . . . la vue, dans la banlieu, de cinq misérables maisons détruites par le feu; la tour et la couronne seront reconstruites par des riches, mais les propriétaires de ces cinq maisons sont des journaliers miséreux dont presque tous les biens, même l'enfant de l'un d'eux, y ont brûlé ». Il y ajoute : « à la séance d'hier, nous avons recueilli pour eux presque mille forints. » <sup>24</sup> C'est une sensibilité qui lui est caractéristique face aux petits événements quotidiens qui reflètent de tristes destins. Les observateurs les plus pénétrants de la vie quotidienne sont d'avis que la plupart des gens dédaignent les petits événements, bien que, selon lui, ils soient bien souvent le point de départ des grands événements. <sup>25</sup> Cette réflexion du jeune Deák à propos d'un fait local montre non seulement l'esprit et le contenu de ses messages, mais elle fait en outre discerner une de ses qualités fondamentales : sa manière de voir les manifestations individuelles de la vie quotidienne dans leur rapport avec les grands problèmes de la collectivité. En effet, la description de cet épisode entre comme partie organique dans son rapport sur les questions de la politique aux sens le plus élevé, et ce avec un objectivisme concis. Il situe cette description dans une série de questions socio-politiques comme, entre autres, les ambitions réformatrices concernant l'égalité confessionnelle des protestants, la liberté de la presse et dans l'exposé des conflits et temporisations qui surgissent autour de celles-ci. Les vues de l'homme privé sur les questions secondaires correspondent aux positions prises par l'homme public

<sup>23</sup> La citation est prise à une des lettres de Deák à Vörösmarty, datée du 29 juillet 1826, de Kehida. VMÖM, op. cit. t. 17, 147-149. pp.

<sup>24</sup> Lettre de Ferenc Deák à József Oszterhuber, Presbourg, le 4 juillet 1853. Bibliothèque Nationale Széchényi, département des manuscrits, collection de lettres, f. No 14. (Dans la suite OSZK. — K.-L.)

<sup>25</sup> Sur cette conception typique de Deák, voir les souvenirs de sa pupille, op. cit. 30-31. pp.

dans les questions de la grande politique, « . . . car il serait vraiment honteux, aux yeux du monde cultivé », écrit-il, en demandant l'intervention de son beau-frère pour appuyer, devant le comitat, le projet de loi cité — « qu'une loi<sup>26</sup> visant à mettre fin à l'arbitraire, rencontre de l'opposition » au comitat. Deák n'est pas de ces « hypocrites », de ces « avides de gloire » poussés par le désir de réussite politique, qu'il critique, et qui, en paroles, sont « amis ardents des serfs, mais dont plusieurs les traitent avec une dureté sans pitié » dans la vie quotidienne.<sup>27</sup> Ses idées réformatrices, tendant à faire éclater l'esprit seigneurial, trouvent leur source dans une conviction mûrie très tôt. Comme il le dit dans une confession postérieure : « Dieu m'est témoin que depuis l'enfance j'ai la nostalgie de changer les choses . . . »<sup>28</sup>

L'enfance et la jeunesse de Deák se déroulent à l'époque qui suit les bouleversements des guerres napoléoniennes où, par suite du renforcement de l'absolutisme autrichien, règnent le gouvernement sans assemblée nationale et le nationalisme bruyant des Ordres opposés au système d'administration. Les débuts de l'âge adulte, à partir du commencement des années 1820, sont déjà liées aux premiers signes des troubles dans le mécanisme anachronique du pouvoir. Il suit son dernier cours de droit à Győr quand l'Autriche réprime les insurrections de Naples, de Sicile, du Piémont, que l'alliance quadripartite autorise à l'intervention armée. Des régiments hongrois prennent part eux aussi à la répression des insurrections. Deák se trouve à Győr au moment de la promulgation de la fameuse ordonnance de recrutement signée le 21 avril 1821 par le souverain. En novembre 1822, il se rend à Pest, prête le serment de clerc d'avoué et, en décembre de l'année suivante, obtient son diplôme d'avocat.<sup>29</sup>

C'est ainsi qu'à l'aube de l'âge adulte il sort de l'univers mesquin, renfermé du village, du provincialisme transdanubien de la noblesse moyenne, pour entrer en contact avec l'existence plus évoluée, ouvrant de nouvelles perspectives intellectuelles, du centre culturel de Pest. Ses besoins intellectuels, son univers idéal dépassent les poèmes traditionnels d'Ádám Pálóczi Horváth qui expriment le sentiment vital de la noblesse transdanubienne et l'évoquent aussi dans ses aspects extérieurs, dans les vêtements des nobles, ainsi que dans les contes en vers de Sándor Kisfaludy qui idéalise le misérable mode de vie des gentilhommières, cherchant « l'ancienne gloire » dans la préhistoire hongroise. A partir de novembre 1822, il entre en contacts personnels avec les jeunes membres du cercle Aurora, groupés autour de Károly Kisfaludy, qui ont déjà une vision du monde plus élaborée et qui entrent en scène imprégnés d'idées bourgeoises plus évoluées. Parmi ceux-ci, on trouve le poète Vörösmarty, alors âgé de vingt-deux ans, József Bajza, âgé de dix-huit ans, Toldy, plus jeune d'un an, descendant

<sup>26</sup> Dans sa lettre citée, Deák se réfère à la fameuse 8<sup>e</sup> proposition de loi relative aux censives, qui vise la sécurité personnelle et matérielle des serfs. A ce moment-là, il n'y avait pas encore de directives de soutien qui s'y rapportent.

<sup>27</sup> Pour ses paroles à propos des « hypocrites » politiques, voir sa lettre à Vörösmarty datée du 24 février 1832, écrite à Kehida. Voir : étude déjà citée de PUKÁNSZKY, 315. p. et VMÖM, t. 18, 30-33. pp.

<sup>28</sup> *Magyar Állam*, 1886, No 106, 16 avril.

<sup>29</sup> FERENCZI, op. cit. t. I, 58-61. pp.

d'une famille bourgeoise de Buda, et György Stettner (Zádor), originaire de Duka (comitat de Vas), diplômé de droit et déployant, à côté de sa pratique d'avocat, des activités de critique littéraire et d'esthète. Dès le début, les membres de ce cercle collaborent dans une fraternité d'armes bien organisée. Dans les idées, ils posent les fondements de tendance bourgeoise-nationale, dans la poésie, ils tendent vers le romantisme révolutionnaire et, quelques années plus tard, entrant sur la scène publique, ils déclarent la guerre aux privilèges et « auctoritas » de naissance.<sup>30</sup> Les contacts personnels avec les jeunes membres du cercle Aurora qui ont élargi son existence isolée et lui ont fourni de nouvelles inspirations intellectuelles ont duré seulement un an. Fin 1823, Deák retourne dans son comitat et, huit mois plus tard, il y commence à travailler dans sa fonction d'avocat-conseil adjoint d'honneur de la préfecture. C'est ainsi que réurgit en Deák, et sous une forme encore plus prononcée, la grande tension entre le mode de vie arriéré, féodal-provincial, du département et les intentions réformatrices de cet esprit attaché aux idéaux d'un univers plus large de l'existence historique. Au cours des années, cela provoque, avec des intensités variées, des conflits de plus profonds entre l'existence féodale isolée et l'esprit qui veut en sortir. C'est sur la base de ce conflit historique que le jeune politique provincial déploie une intense activité d'auto-développement qui l'attache directement à Keszthely, un des centres intellectuels de la Transdanubie, et lui fait fréquenter systématiquement la bibliothèque de la famille Skublics, de Zalaszentbalázs, qui possède une grande culture et ayant de bonnes relations avec sa famille.<sup>31</sup> Mais les liens établis plus tôt avec Vörösmarty, Stettner, et, d'une manière générale, avec les membres du cercle Aurora, restent déjà indissolubles, tout comme la volonté d'un renouveau intellectuel continue à agir en Deák, même dans l'atmosphère politique assombrie du comitat de Zala et aussi en raison du nationalisme des Ordres. C'est ce désir qui alimente son intérêt constant, nostalgique des événements culturels et publics qui se déroulent à Pest sur un plan élevé, ainsi que son insatiable besoin d'acquérir, du moins dans les livres, des

<sup>30</sup> HORVÁTH, MIHÁLY, *Huszonöt év Magyarország történetéből 1833-tól 1848-ig* (Vingt-cinq ans de l'histoire de la Hongrie de 1833 à 1848), Pest, 1868, t. I, 194-195. pp. (Dans la suite HORVÁTH, M., Vingt-cinq ans.) Voir le procès du *Konversations-Lexikon*. Deák lui aussi accorda une grande attention aux événements de cette affaire qui avait troublé la vie littéraire publique.

<sup>31</sup> Plusieurs références dispersées attestent que le jeune Deák fréquentait et connaissait à fond la bibliothèque Festetics et qu'il visitait constamment Keszthely. Voir par exemple sa lettre écrite de Kehida à Vörösmarty, datée du 16 octobre 1827. *VMÖM*, t. 17, 184. p.; voir encore à ce propos EÖTVÖS, K., op. cit. t. II, 154. pp. sq. La bibliothèque est décrite par KLEMPA, KÁROLY, *A Keszthelyi Festetics-könyvtár* (La Bibliothèque Festetics à Keszthely), sans date; une brève information en est donnée dans l'œuvre déjà citée de BONTZ, 334-335. pp. Nous ne disposons pas encore de données concrètes sur l'utilisation par le jeune Deák de la bibliothèque Skublics. Cependant, deux circonstances semblent justifier notre affirmation, notamment les relations étroites entre les deux familles et aussi la collaboration, à partir de la fin des années 1820, du jeune Deák avec Károly Skublics et d'autres dans l'action lancée par László Festetics pour mettre sur pieds des bibliothèques, action qui s'étendit dans la suite aussi aux comitats de Somogy, Sopron, Zala et Vas. *ZML. Közgyűlési Iratok* (Actes des Sessions) 1831, 8 août, No 1974. Récemment, on y trouve des références dans le livre de FÜLÖP, GÉZA, *A magyar olvasóközönség a felvilágosodás idején és a reformkorban* (Les lecteurs hongrois à l'époque des Lumières et au temps des réformes), Budapest, 1978, 166-168, 200-211. pp.

connaissances qui aident à une ouverture vers un univers plus vaste. C'est ce que l'on peut tirer des deux lettres écrites par Deák dans les années 1820 à Vörösmarty et à Stettner, qui nous sont connues, et de la correspondance de ces trois hommes.<sup>32</sup> Les informations tant attendues, parvenues dans les lettres de Pest, les demandes de Deák de recevoir différents livres et périodiques, les lettres de remerciement pour les livres reçus, tout cela témoigne de contacts continus, mais douloureusement rares et indirects que Deák a pu, malgré l'éloignement, conserver avec ses compagnons intellectuels de Pest. Aussi lointains et indirects qu'aient été ces contacts, ils n'en aident pas moins Deák à élargir cet univers d'isolement, si caractéristique du mode de vie de la noblesse moyenne hongroise. Parmi les membres de la noblesse moyenne des années 1820 qui, sur le plan politique, s'élevaient au-dessus de la moyenne, c'est peut-être le début de la carrière de Deák qui représente cette lutte typique, douloureusement dure que précisément ceux du « milieu » doivent mener, poussés par leur désir de sortir de cet univers suicidaire du passé, pour trouver, dans les cadres étroits de leur existence, les voies et les méthodes du renouveau. L'existence sociale et politique de Deák a ses racines dans l'univers provincial du comitat nobiliaire qui garde jalousement ses privilèges féodaux. La nostalgie de sortir de ce mode d'existence pour s'orienter vers des connaissances plus vastes et vers le « champ étendu des expériences », ce désir de parfaire sa personnalité, se réalisent chez lui par la connaissance intellectuelle. De même que chez Kölcsey, dont le lot avait été la même enfance et la même jeunesse, qui vivait, à l'autre bout du pays, dans le même univers renfermé et qui voulait « s'envoler » vers des régions plus élevées des connaissances intellectuelles, chez qui la lecture et la soif de savoir étaient devenues, dès sa tendre jeunesse, une passion presque malade, mais qui, vers l'Occident, n'a jamais dépassé Presbourg.<sup>33</sup> C'est un cas typique chez ceux qui attaquent les bastions séculaires de cette existence terre à terre de la noblesse moyenne, qui vivent dans l'univers rustre de « l'orgueil jovien » que donnent les préjugés féodaux, où c'est la noblesse moyenne qui donne le ton mais qui n'a d'yeux pour le mode de vie des aristocrates et dont l'horizon ne dépasse pas les bornes de sa propriété, où l'absence flagrante de connaissances intellectuelles est remplacée par l'orgueil que donne le rang et, où la distraction la plus importante est fournie par la chasse, les cartes et la ripaille et où le livre est un outil de peu d'estime. En dehors de la Bible, de Verböczi et des calendriers, ces gentilshommes du comitat « ne lisent pas autre chose, les riches ne font rien pour la littérature nationale ». C'est ainsi que se plaint, en 1820, l'auteur d'un article dans « Hazai és Külföldi Tudósítások » (Communications de Hongrie et de l'étranger).<sup>34</sup> Ce triste tableau intellectuel change à

<sup>32</sup> Pages tirées de la communication de PUKÁNSZKY déjà citée et des tomes 17-18 de VMÖM.

<sup>33</sup> KORNIS, GY., *Kölcsey Ferenc világnézete* (Vision du monde de Ferenc Kölcsey), Budapest, 1936, 116. p.

<sup>34</sup> *Hazai és Külföldi Tudósítások*, No du 12 janvier 1820. Cité à la page 170 de l'ouvrage déjà cité de FÜLÖP, G. L'auteur anonyme de cet article devait être le rédacteur KULTSÁR, ISTVÁN. Dans les mémoires de Hongrois et dans les relations de voyage d'étrangers, on lit beaucoup d'observations justes à propos du mode de vie de la noblesse moyenne, du sentiment de supériorité que donne le rang, le niveau intellectuel. Nous



peine dans la période qui suit la naissance de l'*Hymne* (Kölcsey) dans l'atmosphère de l'historicisme du romantisme révolutionnaire, et la publication du *Zalán* de Vörösmarty qui exhale une grande force d'humanisme et qui précède directement la publication du *Handbuch* de Stettner-Toldy. Dans sa lettre adressée à Stettner en 1827, Deák exprime une opinion accablante sur le vide intellectuel de son entourage. Il ne pourra guère vendre le *Handbuch* de son ami sur la poésie hongroise — écrit-il — car « nos vieux ne l'achèteront pas », puisque « ils n'aiment que Werbőczy et Huszti »; les « jeunes filles n'ont pas un goût plus poli », une partie des jeunes déteste tellement la langue allemande qu'ils n'ouvrent jamais un livre, l'autre partie est insensible à toute science et préfère la chasse à la réflexion.<sup>35</sup>

Il y a, certes, des exceptions. Parmi celles-ci, le sous-préfet István Sárközy, vivant à Nagybjom où il régit ses exploitations, diplômé de droit, amateur de littérature, qui lit en allemand et en français, ou István Csépas, descendant d'une famille de propriétaires du comitat de Zala, avocat à Ják (comitat de Somogy) où il s'achète une propriété, grand amateur de connaissances savantes et lecteur assidu d'œuvres sur l'histoire de l'Allemagne, de l'Angleterre, et de la Suisse. Et surtout Imre et Károly Skublics, déjà cités, de Zalaszentbalázs, qui connaissent bien les langues étrangères et lisent dans l'original Goethe, Schiller, Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Shakespeare, Grotius et Smith.<sup>36</sup> Pourtant, ces représentants cultivés de la noblesse provinciale, qui acquièrent grâce à leurs lectures des connaissances les rapprochant du niveau intellectuel de leur époque, ne sont pas, et de loin, majoritaires dans la noblesse des comitats où domine encore l'esprit de Werbőczy. Et surtout, leur culture est passive, touche à peine la sphère des activités politiques. Tout au plus, vers la fin des années 1820, quelques personnalités actives essayent, en fondant des bibliothèques publiques, de répandre de nouvelles connaissances intellectuelles dans quelques comitats transdanubiens. Cela aussi s'engage après l'initiative du comte László Festetics, homme de grande culture. Tel est le climat intellectuel de la noblesse moyenne provinciale de la Transdanubie quand le jeune Deák s'engage dans la voie de la

---

n'en citons ici que les suivants : GYŰRKY, ANTAL, *Ötvennégy év Hont vármegye történetéből 1820-tól 1874-ig* (Cinquante-quatre ans de l'histoire du comitat de Hont, de 1820 à 1874), Vác, 1875, t. I, 119-122. pp.; Mémoires de Nándor Mezőkövesdi Ujfalvy, mises sous presse et publiées avec des compléments par GYULAI, FARKAS, Kolozsvár (Cluj), 1841, 173-180. pp.; BUSBACH, PÉTER, *Egy viharos emberöltő. Korrajz* (Une génération orageuse. Tableau d'une époque). Budapest, 1898. t. I, 13-14. pp. t. II, 32-34 et 138. pp. Parmi les étrangers, voir ELLRICH, AUGUST, *Die Ungarn wie sie sind*, Berlin, 1831. Il y parle aussi de la grande masse des hobereaux incultes qui font jour après jour et avec ostentation montre de leurs privilèges nobiliaires. Miss PARDOE, *Ungarn und seine Bewohner und Einrichtungen in den Jahren 1839 und 1840*, Leipzig, 1842, qui est aussi valable pour le début des années 1830. Széchenyi, ayant beaucoup voyagé, connaissant beaucoup de pays, regarde avec dédain, du haut de l'aristocratie, la noblesse provinciale, parle ironiquement du gentilhomme hongrois qui « tient pour l'occupation la plus convenable de tirer sur de petits lièvres dans le ventre de leur mère, ou de ne rien faire ». Cité par KORNIS, GY., *La culture hongroise*, t. I, 513 p.

<sup>35</sup> Lettre de Deák à György Stettner, datée du 17 octobre 1827, Kehida. Publiée par PUKÁNSZKY, op. cit. 306-309. pp. « Poesis » fut publiée en deux tomes, par TOLDY, FERENC, en 1828.

<sup>36</sup> Voir : FÜLÖP, G., op. cit. 202-226. pp.

politique de son comitat et commence, avec assiduité, à développer ses connaissances intellectuelles.

Kölcsey est une âme romantique et un poète lyrique, pour qui, dans sa première période de poète, la lecture est un moyen de fuir la réalité. Deák comme il l'écrit, se rendant très vite compte de ses penchants, est un caractère « prosaicus », <sup>37</sup> qui se meut dans la réalité austère des faits et pour qui la lecture est un instrument rationnel qui doit servir la transformation tant désirée de l'existence historique. Le désir de Kölcsey, menant une vie « latente », de fuir la réalité est, pour ainsi dire, une souffrance sans objet. Ses discours ultérieurs à la diète sont de belles allocutions, pleines d'idées profondes pour la postérité. Le jeune Deák en a dit qu'ils « possèdent davantage une chaleur poétique qu'une importance diplomatique ». <sup>38</sup> Ce jugement est celui de l'homme politique attaché aux faits et connaissant le labyrinthe de la vie quotidienne. Deák aussi souffre de l'atmosphère étouffante du village féodal, lui aussi aspire au renouveau de l'existence historique, mais non pas sans objet, et surtout pas sous la forme de la personnification directe des émotions. Chez lui, les fondements lyriques de l'âme restent cachés, les sentiments sont couverts d'un objectivisme impersonnel. Y contribue l'héritage de l'enfance avec son incertitude affective <sup>39</sup> qui, conformément à son caractère, dirige toujours son regard vers les événements minimes ou importants du présent toujours accessible, vers l'avenir toujours ouvert. Il s'agit ici d'une rencontre spécifique de constitution et de situation et ce dès le début de sa carrière politique. Remplir les fonctions au comitat de l'avocat-conseil adjoint, ensuite de l'avocat-conseil et, parallèlement, de la chambre des tutelles, c'est un réel apprentissage des connaissances et de la carrière politique. Peut-être n'est-ce pas tout à fait le hasard, du moins dans son cas personnel, si l'ancien pupille est devenue tuteur et patron des orphelins. C'est que ce rôle n'avait pas uniquement pour origine les débuts de la carrière politique ou une intention à brève échéance, mais sa sensibilité marquée pour toujours par les expériences de l'enfant qui transpose le passé dans l'âge mûr. Et cela vaut aussi pour les temps suivant la révolution où il devient le tuteur des orphelins de Vörösmarty. Rendre comme adulte l'assistance reçue comme enfant, cela fait partie de l'autoexpression de la personnalité dans sa maturité. C'est ainsi que les sentiments cachés peuvent être positivement vécus dans les domaines socio-juridiques et éthiques de l'action. Ces penchants personnels s'adaptent aux possibilités qu'offre la situation politique et dont celles qui y sont les plus proches déterminent la direction des activités pratiques et aussi l'approche plus ouverte de l'univers des connaissances intellectuelles. Et ce dans une période historique de bruyantes discussions constitutionnelles où faire de la politique avec des lois est une méthode à grande répercussion dans la noblesse des

<sup>37</sup> Lettre de Deák à Vörösmarty, du 16 octobre 1827, Kehida. VMÖM t. 17, 184. p.

<sup>38</sup> Lettres de Deák à József Oszterhuber, du 31 mai 1833 et du 6 juin 1833, de Presbourg. OSZK.-K-L.

<sup>39</sup> A ce sujet, voir une de ses lettres les plus caractéristiques, adressée le 6 juillet 1826 de Kehida à Stettner. On y trouve, entre autres, une remarque ironique, se justifiant, disant qu'autant qu'il « connaît les biographies des poètes, le plus heureux d'entre eux était celui dont l'épouse mourut le plus tôt ». Publié par PUKÁNSZKY, op. cit. 142-145. pp.

comitats et qui peut vraiment produire un grand effet dans toute la vie constitutionnelle de la Hongrie. C'est cette situation qui, au début de sa carrière, fait sortir son propre porte-parole de l'anonymat en la personne de Deák. C'est cette situation historique que pressent ce jeune homme politique du comitat qui cherche à acquérir des connaissances, à les enrichir et à les vivre, surtout dans les domaines du droit et de l'histoire. Même dans le champ plus large de la politique, situation et tendances personnelles convergent. Ce n'est donc pas un hasard si Deák trouve la possibilité de se réaliser non pas dans la littérature ou la critique littéraire — approches indirectes de l'action politique. Caractère essentiellement politique, il choisit la voie la plus directe, celle qui dirige la politique par des lois, et c'est surtout à cette fin qu'il cherche à acquérir des connaissances intellectuelles relatives tant à la Hongrie qu'à l'étranger.<sup>40</sup>

Les lectures et la culture du jeune Deák sont nécessairement limitées par sa connaissance des langues qui se borne au latin et à l'allemand. Aussi, les courants occidentaux, porteurs de renouveau dans l'esprit du siècle, ne lui sont-ils accessibles que par l'intermédiaire de la langue allemande. C'est une voie passablement étroite pour accéder à ce qui est neuf, même si on la compare non aux possibilités bien plus larges de certains éminents représentants de familles aristocrates de grande culture, possédant plusieurs langues, ayant voyagé à l'étranger, mais à la connaissance des langues de certaines familles de la noblesse moyenne, déjà citées, qui forment une rare exception, surtout celle de Kőlcsey qui, des l'âge de quinze ans, lit Voltaire en français et qui, en dehors du latin et du grec, connaît l'allemand, l'anglais, l'italien et l'espagnol, ce qui lui permet d'acquérir une culture exceptionnelle répondant ainsi au désir d'oublier son existence mesquine.<sup>41</sup> Chez le jeune Deák, l'isolement de l'existence nobiliaire limite donc les possibilités de connaissances intellectuelles et il ne peut assouvir sa soif de savoir que par des canaux plus étroits. Cependant, plus il lui est difficile d'atteindre le but désiré, plus il s'y dirige avec assiduité et détermination. Un seul rapide aperçu des lectures du jeune Deák offre un tableau assez univoque de ses connaissances spécialisées et de sa culture qui recouvre l'histoire, l'économie, la philosophie et la littérature, et, dans une certaine mesure, de leur tendance idéologique.

Il connaît et sait à fond le *Corpus Juris* et, en outre, il étudie méthodiquement les actes et les diaires des assemblées nationales hongroises. Il connaît dans le détail et dans le fond l'immense matériau des travaux systématiques des comités faits en 1791. Il étudie le *Repertorium* du droit pénal et du droit public hongrois de József Bencsik et il

<sup>40</sup> C'est un malentendu de la part de Pukánszky, d'affirmer que, dans les années 1820, le jeune Deák « hésite », au début, entre la littérature et la politique. Voir p. 305, le passage qui introduit sa communication. Deák n'a jamais été fait pour être écrivain. Lui-même ne considère pas comme des tentatives sérieuses ses premiers essais dans la critique littéraire. Ceci n'est pas contredit par le grand intérêt avec lequel il suit le renouveau dans la littérature, ni son amour pour les poèmes épiques, en premier lieu pour le « Zalán » de Vörösmarty qui agit sur lui avec le charme du « sentiment national élevé ». L'attention avec laquelle il suit la vie littéraire et la naissance de nouvelles œuvres sous le signe du romantisme révolutionnaire, et donc la poésie de Kőlcsey, est surtout celle de l'homme politique qui s'assimile passivement la littérature.

<sup>41</sup> KORNIS, GY, *Kőlcsey világnézete* (La vision du monde de Kőlcsey), op. cit. 8. p.; FÜLÖP, op. cit. 184. p.

connaît déjà le Code Napoléon, ainsi que les codes civils bavarois de 1756, prussien en vigueur depuis 1794 et autrichien en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin 1811. Donc, dès avant sa carrière de député, ses connaissances juridiques ont une ampleur européenne. Il lit les œuvres de J. Ancillon, gouverneur du prince royal prussien Frédéric Guillaume IV, à la position hésitante concernant la constitution des Ordres, intitulées *Sciences Politiques* (Berlin, 1819) et *Esprit et Influence sur la Législation des Constitutions d'Etat* (Berlin, 1825). Il étudie la grande œuvre en quatre volumes de L. Politz, professeur à l'université de Leipzig, libéral, sur les *Constitutions Européennes de 1789 aux Temps Récents*, dont la première édition parut en 1817–25, où l'auteur fait la critique libérale des institutions et des systèmes gouvernementaux périmés. Il puise des connaissances analogues dans le « *Lehrbuch* » en quatre volumes de l'historien et politique K. Rotteck, né à Freiburg, commentateur libéral du droit naturel et des idées de la révolution française, qui traite du droit naturel et des sciences politiques. Opposé à l'absolutisme, Rotteck est pour la monarchie constitutionnelle, pour la période 1789–91 de la révolution française, il cherche le juste milieu juridique entre la révolution bourgeoise et la légitimité afin de sauver les idées révolutionnaires des passions et de l'arbitraire. En étudiant ce livre, Deák y fait des annotations marginales caractéristiques. A la page 57 du deuxième volume, où l'auteur parle de l'objectif de l'Etat, on trouve une note manuscrite de Deák disant que, dans l'esprit de Rotteck, il faut exclure du système étatique « auch die Vorrechte der Ämter und der Eigenthümer ». A la page 132, où l'auteur se déclare pour la liberté de la presse, Deák souligne le mot « Pressefreiheit » et ajoute dans la marge: « In Ungarn bis jetzt ein Traum ». L'aspiration à la culture et l'orientation intellectuelle du jeune politique provincial se dessinent plus nettement sur le fond de ses lectures, historiques, politiques, philosophiques et économiques.

Il est un lecteur et un connaisseur passionné des œuvres de Tacite dont les volumes décoratifs sont conservés jusqu'à sa mort dans sa bibliothèque. Il fait des études approfondies dans le domaine de l'histoire hongroise et universelle. Parmi les nombreuses œuvres de ce genre, il connaît bien l'histoire de la Hongrie et de ses habitants, en dix volumes, œuvre d'Ignác Aurél Fessler, originaire de Hongrie, ancien franc-maçon revenu à l'idéalisme romantique, qui soutient la conscience du caractère européen de la culture hongroise. Fessler écrit également des romans historiques où il représente ses héros (dans ses œuvres sur Attila ou le roi Mathias) comme champions du progrès qui vise l'empire de la raison pure. Ses autres œuvres sur l'histoire hongroise (*Gemälde aus den alten Zeiten der Hungarn*, Breslau 1808) sont fort lues surtout par la jeune génération, elles offrent une des sources de l'inspiration historique. En plus de Mirabeau et de Lafayette, Deák lit également les œuvres politiques de E. J. Sieyès (*Politische Schriften*) datant de la période de maturation de la révolution. Sieyès représente les intellectuels libéraux, nobiliaires et ecclésiastiques, il est partisan de la monarchie constitutionnelle de la période 1789–91. Il prend ses distances aussi bien avec l'absolutisme féodal réactionnaire qu'avec le mouvement jacobin, de plus en plus radical. C'est la même curiosité intellectuelle historique du jeune Deák que suscite

l'étude de l'œuvre du publiciste français D. Pradt Dufour. (Avant la révolution, l'auteur était membre royaliste des Etats Généraux, il émigra en 1791.) Deák a lu son ouvrage, en traduction allemande, sur le congrès de Vienne. Il connaît en outre l'ouvrage en dix volumes de l'historien et philosophe français G. Raynal (qui désapprouva la violence révolutionnaire dans sa lettre adressée en 1791 aux Etats Généraux) intitulé *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, et aussi le livre sur Cromwell, paru en allemand, du libéral A. Villemain, professeur à la Sorbonne, par la suite ministre de l'instruction publique de Guizot. Il lit également l'histoire de l'empire romain, parue en 1779–90 à Leipzig, en quinze volumes, de l'historien anglais E. Gibbon, connu comme partisan de la liberté, ainsi que les œuvres, parues à Königsberg entre 1806–19, de V. Krug, épigone de Kant, apologiste à la chaire de Königsberg du libéralisme politique et confessionnel, qui traite le système de la philosophie théorique et pratique. Sa curiosité historique s'étend également à l'histoire de la Russie. Il étudie l'histoire de l'empire russe, ouvrage de Karamzine, libéral au début, qui, par la suite, a adhéré à la tendance conservatrice des slavophiles russes et dont le livre est paru en allemand à Dresde et à Leipzig en 1828.

Déjà Adolf Fenyvessy a découvert l'influence du « Smithianisme » dans les vues de Deák sur l'économie nationale. C'est un fait que l'œuvre fondamentale du père du libéralisme économique, les *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations* était une des lectures préférées du jeune Deák. Il en lisait l'édition allemande parue en 1810. Smith, qui s'inspira dans ses doctrines du droit naturel de Rousseau, trouve les conditions de l'évolution harmonieuse de la vie socio-économique dans la liberté d'action des individus poussés par un sain égoïsme mais moralement limité par « la sympathie réciproque ». La propagation des idées, d'inspiration libérale, de « la propriété et de la liberté individuelles » apparaît dès les toutes premières phases de l'action politique de Deák, comme nous le verrons dans la suite de notre exposé. Dès maintenant, il faut cependant souligner que cela se réalise toujours sous une forme adaptée aux aspects hongrois des institutions féodales et dans une réinterprétation en conformité avec celles-ci. Il en est de même quant à l'idée de Rousseau sur le droit naturel, développée dans son *Contrat Social*, dont le message inquiétant sur la souveraineté du peuple acquiert, chez lui comme chez les autres représentants de la noblesse réformatrice, un sens atténué sous la forme du « bien public ». De toute évidence, l'idée originelle de Rousseau à propos de la souveraineté du peuple n'était pas applicable dans la politique des gentilshommes et bourgeois qui cherchaient, face à l'absolutisme, à conserver sous une forme réformée la constitution des Ordres. Pour lui, c'était excessif et effrayant, car cela allait également contre le maintien des privilèges nobiliaires. Les doctrines de Voltaire, idéalisant l'image du « roi philosophe » de l'absolutisme, ne pouvaient être insérées, sous un autre aspect, dans les cadres des idées et des actions nobiliaires-bourgeoises. Elles paraissaient insuffisantes et antipathiques, professant la toute-puissance de la monarchie absolutiste contre les privilèges des Ordres. Ce n'est pas un hasard si ce sont les principes et idées exposés par

Montesquieu dans l'Esprit des Lois, qui étaient les mieux applicables aux conditions hongroises, que le jeune Deák accepte le mieux. Deák en étudiait l'édition de 1829 de Halle, en allemand, et les annotait. Montesquieu, davantage grand observateur et penseur, qu'écrivain, note, dans le siècle des Lumières précédant la révolution française, la relativité historique des choses considérées comme absolues. Son idéal est la monarchie constitutionnelle qui élimine les obstacles à l'évolution propres à la monarchie absolutiste. Dans la première, le roi règne mais ne gouverne pas; le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont indépendants l'un de l'autre; la législation appartient de droit au parlement; l'exécution incombe au gouvernement nommé par le roi et responsable devant le parlement; la juridiction est de la compétence de la magistrature, indépendante et du parlement et du gouvernement. Cette séparation des institutions du pouvoir, où domine le pouvoir législatif et où la magistrature fonctionne en toute indépendance, reflète, avec certaines modifications, la monarchie anglaise. Le fait que la doctrine de Montesquieu souligne d'une part l'importance de la séparation des organes du pouvoir et de l'autre n'est pas contre les Ordres, voire prône la fidélité envers la dynastie de la noblesse hongroise du temps de Marie Thérèse, contribue grandement à inspirer, en Hongrie, des tendances nobiliaires-bourgeoises contre l'absolutisme.

On voit donc comment le jeune Deák découvre des œuvres d'auteurs français des Lumières, du libéralisme économique anglais professant l'égalité en droits, formulant le système de la monarchie constitutionnelle fidèle à la légitimité. C'est ce même type de curiosité intellectuelle qui le pousse à lire, en s'y abandonnant tout entier, les œuvres de W. Scott, créateur du roman historique romantique. Après avoir lu, à la fin des années 1820, le Napoléon de Scott, il commande toutes ses œuvres. Il pourrait paraître contradictoire que Deák, attaché aux faits de la réalité quotidienne, s'enthousiasme pour le romantisme de Scott qui transpose par enchantement la réalité du passé historique dans l'univers éloigné, imaginaire, des rêves. En fait, il s'agit ici d'un autre moyen de s'abandonner à l'imagination, d'un moyen mis en œuvre par l'autodidactisme intellectuel où la grande imagination se libère du poids logique des idées pour affranchir son esprit des conflits du présent réel en se réfugiant dans l'univers enchanté des contes où les victimes et sacrifices réels sont absents. C'est un grand repos pour l'esprit qui fait « oublier » les étroites limites des possibilités d'action du présent historique et permet à l'imagination de s'envoler sans entraves. En dehors de l'analogie des idées, c'est ce besoin interne qui explique son adoration pour la poésie romantique de Vörösmarty; dès la parution du poème épique Zalán, et même deux décennies plus tard, il le sait par cœur. Les mêmes motifs le tournent vers l'art dramatique, sont à l'origine de son intérêt pour la dramaturgie de Schlegel. Il lit les œuvres de Shakespeare dans la traduction de Schlegel, qui synthétise et popularise les idées littéraires romantiques, et il lit également ses conférences sur l'art dramatique et la littérature (*Vorlesungen über dramatische Kunst und Literatur*), de même que les



œuvres de Lessing, pleines des idées et des sentiments de l'humanisme, du progrès universel, de la philanthropie et de la tolérance (Sämtliche Werke).<sup>42</sup>

Partant de ce qui précède, nous avons certainement pu montrer que le jeune Deák, remplissant ses fonctions au comitat — depuis 1829, également comme magistrat au Tribunal Civil —, encombré d'actes officiels à préparer, de procès-verbaux de justice seigneuriale et départementale, de délégations de l'office des orphelins, se trouve au niveau supérieur de cette forme d'existence, compte tenu de ses connaissances intellectuelles et du niveau de sa culture. C'est une personnalité qui s'exprime activement dans les sciences historiques et juridiques et qui peut se sentir familier des jouissances passives fournies par la littérature et l'esthétique qui polissent son goût. Un visiteur anglais de la propriété, à Keszthely, du comte László Festetics, qui y rencontre Deák, note à son propos qu'il est fort bien informé non seulement des conditions hongroises mais aussi des conditions européennes.<sup>43</sup> En effet, Deák est un

<sup>42</sup> Les données suivantes, dispersées, témoignent de la culture et des lectures du jeune Deák. En ce qui concerne les corps de lois français, bavarois, prussien et autrichien, ainsi que les travaux systématiques de 1791, voir les références y ayant trait dans ses discours prononcés à l'assemblée nationale, en 1834. KOSSUTH, LAJOS, Országgyűlési Tudósítások (Rapports de l'Assemblée Nationale), sous la rédaction de la Collectivité de Travail de l'Institut de Sciences Historiques, dirigée par István Barta, Budapest, 1945, t. III. 170. p. (Dans la suite O. T.); Ce sont surtout ses lettres adressées à Stettner et à Vörösmarty qui nous fournissent des renseignements sur ses lectures, commandées à Pest, dans le domaine du droit, de l'histoire, des belles lettres et de l'esthétique, de son abonnement à *Aurora* et à *Tudományos Gyűjtemény* (Recueil Scientifique) et de la lecture de ces périodiques et des noms des intermédiaires. Ils sont à rechercher dans l'étude plusieurs fois citée de Pukánszky et dans les tomes 17-18, également cités, de l'édition critique de VMÖM. Des informations utiles sont à voir dans la description de la bibliothèque de Ferenc Deák par PANKA, KÁROLY parue dans *Magyar Könyvszemle* No 3. de 1938, 288-293. pp. Ce qui y est publiée peut être confronté avec l'étude d'ÁGAI, ADOLF, Deák és Eötvös József az olvasmányaik tükrében (Deák et József Eötvös tels que leurs lectures les reflètent), parue dans *Literatura*, No du 1<sup>er</sup> septembre 1935, 266. p. Les lectures indiquées dans cette dernière doivent, très certainement, être rapportées aux années ultérieures. Il est également vraisemblable que Deák ne fit connaissance que vers la fin des années 1830 des ouvrages d'auteurs étrangers écrits sur les conditions juridiques en Amérique, en Suisse, en Angleterre et en Belgique. A ce propos, voir ÁLDOR, op. cit. 59. p. Les notes marginales de Deák sont mentionnées dans *Magyar Könyvszemle*. A la p. 20 du t. 2 de l'œuvre de Montesquieu, on lit la note suivante, caractéristique, écrite par Deák : « Die Politik ist eine Stumpfe Feile, welche unmerklich angreift, aber gleichwohl ihren Zweck erreicht. » Les discours plus tard prononcés par Deák à l'assemblée nationale témoignent de l'influence du « smithianisme » sur ses vues sur l'économie nationale. C'est ce dont traite FENYVESSY, ADOLF dans son étude intitulée Deák Ferenc nemzetgazdasági nézetei (Vues de Ferenc Deák sur l'économie nationale, *Budapesti Szemle*, 1882, No 32, 1-26. pp. Quant à ses idées sur la liberté confessionnelle, « bien commun de toute la nation », droit inaliénable de chaque homme, voir : KOVÁCS, SÁNDOR, Deák Ferenc és a vallászabadság (Ferenc Deák et la liberté confessionnelle), *Protestáns Szemle*, en 1907, 5-16. pp. Sur le même sujet, des détails restés inconnus jusqu'à nos jours sont à chercher dans les lettres de Deák écrites à Presbourg en 1833, adressées à son beau-frère et qui ne sont toujours pas publiées. OSZK.-K. L. Sur l'idéologie des auteurs professant ou transmettant les idées du libéralisme dans la théorie juridique et politique, et sur leur influence en Hongrie, voir le livre de SZABÓ, IMRE, *A burzsoá állam- és joghölcsélet Magyarországon* (La théorie politique et juridique bourgeoise en Hongrie), Budapest, 1955, 533 p. Aujourd'hui, son ouvrage ne peut être utilisé qu'avec d'importantes corrections, surtout d'un point de vue historique. Récemment paru : BIRÓ, FERENC, Voltaire és Rousseau a felvilágosodáskori magyar irodalomban (Voltaire et Rousseau dans la littérature hongroise de l'époque des Lumières), *Magyar Tudomány*, No 11 de l'année 1978, 808-814. pp. Le dernier ouvrage de KOSÁRY, DOMOKOS, *Művelődés a XVIII. századi Magyarországon* (Culture de la Hongrie du XVIII<sup>e</sup> siècle), Budapest, 1980, offre une large analyse méthodique de l'époque des Lumières, dans une vision moderne de l'histoire.

<sup>43</sup> Souvenirs de sa pupille, 60. p.

observateur éloigné mais sensible de la vie publique hongroise et des événements européens et, au début des années 1830, il expose sa position concernant quelques questions actuelles et essentielles de la politique hongroise sous forme d'une conception politique bien assise. Il n'a pas d'initiatives, n'attaque pas, il n'est même pas un novateur bruyant et agité. Il propage plutôt en douceur et expose avec patience l'idée du renouveau politique et entoure sa personne du silence de la retenue. Il ne veut pas avancer d'un coup et de front, mais pas à pas. Il refuse tout acte violent car, même parmi les partisans délibérés des anciennes coutumes, il y a des « charitables » qui s'opposent à tout ce qui est neuf, uniquement parce qu'on « le colle avec force sur leur dos ». A son avis, le préalable du succès de la politique des réformes est de répandre avec ténacité les lumières politiques auprès de la noblesse des comitats, d'élargir systématiquement l'information entre les comitats, de mettre en place la collaboration et la solidarité politiques de l'opposition départementale, car « Pest n'est pas encore Paris pour que son exemple fasse loi. . . Il ne dispose pas encore de la confiance générale de notre nation », son exemple ne peut donc servir de modèle à d'autres comitats. « Dans notre pays — explique le jeune Deák —, ce sont en effet les comitats qui forment la base de la législation. » C'est pour cette raison qu'il invite les « grands » — Széchenyi, Andrassy, Wesselényi — à retourner dans les vrais bastions de la vie politique hongroise, dans les comitats, car — à cette époque — dans la période de travail pré législatif, « ils apportent davantage de bien dans le comitat où se trouve leur propriété » qu'à Pest « en siégeant ensemble ». Le 27 février 1832, il note par écrit ses idées politiques,<sup>44</sup> en tant que participant actif des séances de comité qui préparent la future assemblée nationale dans son comitat, où la lutte entre les vieilles et les nouvelles idées n'était encore réglée ni à propos des recommandations à donner aux délégués ni sur leur élection. Dans le comitat de Zala, la lutte entre les idées politiques opposées évolue graduellement et un des événements caractéristiques en est l'alternance, en tant que de député, des deux frères Deák, Antal et Ferenc.

## II.

Cette alternance, qui ne manque pas de préalables, coïncide avec le changement d'époque qui se révèle alors dans la vie des comitats. Le début des années 1830 constitue un tournant dans la vie politique hongroise. La génération des aînés, élevée à l'école de la politique des récriminations, est relevée par les jeunes, ouverts aux réformes sociales. Et ce à une période où le déplacement de l'équilibre des puissances européennes, établi depuis novembre 1815 conformément aux principes de l'accord quadrilatéral, crée des conditions de plus en plus désavantageuses pour le fonctionnement normal de l'absolutisme autrichien, lié à la politique de Metternich et visant à réprimer toute évolution nationale et libérale. Les événements historiques survenus

<sup>44</sup> PUKÁNSZKY, op. cit. 315-318. pp.

dans les années 1828 et 1830, dans la politique des grandes puissances, affaiblissent la position de grande puissance dont jouit l'Empire Autrichien. Les événements qui se déroulent à la première date sont en relation directe avec la « question orientale », et leur effet d'ensemble touche la situation générale de l'empire. L'Angleterre — avec la France et la Prusse —, cherchant à freiner l'expansion russe dans les Balkans, dénonce l'alliance existante. Comme conséquence, le mouvement d'indépendance grec triomphe avec leur aide de l'oppression des Turcs. Tandis que l'Angleterre cherche à empêcher l'accès de la Russie à la Méditerranée, en reconnaissant la Grèce indépendante, l'Autriche essaie, en soutenant l'Empire déclinant des Osmanlis, de contrebalancer l'expansion dans les Balkans de cet allié-rival de plus en plus redoutable. Le traité de paix d'Andrinople, en 1829, influence défavorablement la politique balkanique de l'Autriche et, par conséquent, le système de Metternich. La Russie continue son expansion dans les Balkans, au détriment des Turcs, et s'assure la sortie en Méditerranée pour sa flotte commerciale. Pour la contrebalancer, l'Angleterre et la France, agissant, dans ce conflit, comme intermédiaires, déclarent définitivement, en 1830, l'indépendance de la Grèce par rapport aux Turcs. C'est le premier désastre de la politique de Metternich qui ne peut empêcher ni la victoire du mouvement d'indépendance grec, ni l'expansion dans les Balkans du « géant du Nord ». Vient ensuite l'autre bouleversement: la révolution de juillet 1830 met fin au règne des Bourbons. Le libéralisme français jouit d'un grand rayonnement en Europe: un mois après Juillet les Belges acquièrent leur indépendance par rapport aux Pays-Bas puis, en Braunschweig et Hessen, le peuple chasse son souverain. L'Etat Pontifical est en ébullition, des insurrections s'annoncent en Saxe et Hanovre. Fin août 1830, l'empereur François reçoit un rapport secret sur la situation politique tendue dans les provinces allemandes rhénanes, surtout sur les « bagarres » d'Aix-la-Chapelle où les jeunes forment des groupes et envahissent les rues en criant « vive Napoléon, vive les Belges ». A Düsseldorf, le « poison révolutionnaire » se répand surtout dans les milieux des petits employés et les journaux locaux parlent, sous des titres criards, de la « révolution glorieuse ». Le maire de la ville explique à la population réunie la « magnificence de la révolution ». Dans la ville impériale, le 30 août, des troubles éclatent dans les classes les plus dépourvues. La cause en est l'augmentation des impôts sur la consommation exigée par les dépenses militaires accrues. Comme le rapport confidentiel du ministre de la police, Sedlniczky le note, on entendait dans la foule dispersée par l'armée, les slogans aux « allusions criminelles » de la révolution parisienne. Comme réponse politique au Juillet parisien, le 29 novembre 1830, éclate, dans la Pologne « du congrès », l'insurrection contre l'oppression du tzar. Les forces russes, en supériorité, mènent, pendant un an, une lutte acharnée pour étouffer la lutte des Polonais, et mettent juridiquement fin à l'autonomie des provinces polonaises, intégrant le pays dans l'empire du tzar. La dénonciation de l'accord quadripartite suivie de la victoire du mouvement d'indépendance grec, l'influence russe accrue dans les Balkans, encore à la fin des années 1820, peu après la victoire de la révolution de juillet, qui a détrôné la dynastie, et le renforcement, sous son effet, des mouvements

nationaux et libéraux dans l'Occident européen d'une part et, de l'autre, l'expansion continue de l'allié redoutable du Nord qui est déjà installé le long de la frontière galicienne — tous ces événements qui se suivent et qui sont en relation — soit directe soit indirecte, déplacent, au détriment de la position extérieure autrichienne, les lignes de force de l'équilibre européenne antérieurement tracées. Metternich n'a plus la possibilité d'une intervention militaire ouverte, comme il l'avait, grâce au système d'alliance, au temps des insurrections de Naples, de Sicile et de Piémont. Il n'en utilisait pas moins tous les moyens, propos à sauvegarder son régime. Dans les provinces autrichiennes héréditaires pour couvrir les dépenses de l'armée, il augmente les impôts sur la consommation, engage un armement fiévreux et envoie des forces armées dans les régions frontalières occidentales et galiciennes.

Une telle évolution des conditions extérieures explique l'assouplissement — encore que pour un bref délai, jusqu'à la signature de l'accord de Münchengrätz — de la pression de l'appareil du pouvoir absolutiste autrichien sur la vie politique en Hongrie. Comme le corps vivant poussé sous l'eau s'élève vers la surface dès que la force de pression venue d'en haut diminue, de même, après 1831, la résistance nobiliaire hongroise se renforce pour exiger la solution, conforme à ses doléances, des problèmes que pose l'évolution bourgeoise et nationale face à la politique gouvernementale qui cherche à conserver le régime féodal absolutiste.<sup>45</sup>

<sup>45</sup> Les rapports qui existent, vu la coïncidence chronologique, entre la détérioration de la situation de l'Autriche en tant que grande puissance et la résistance réitérée de la noblesse hongroise, doivent encore être méthodiquement dépouillés. Toutefois, grâce aux œuvres déjà connues et aux sources archivistiques récemment découvertes, on peut esquisser la suite des événements, liés les uns aux autres, survenus au tournant de la décennie. Sans prétendre à être exhaustifs, nous nous référons ici aux œuvres et sources suivantes. Des ouvrages hongrois de l'époque, on peut encore utiliser l'ouvrage déjà cité de HORVÁTH, MIHÁLY, *Vingt-cinq ans*, contenant des observations contemporaines sur les événements européens survenus entre 1828 et 1831 et sur leur influence sur les conditions en Hongrie, t. I, 225-265. pp.; parmi les ouvrages ultérieurs, nous trouvons des données intéressantes, rassemblées sans système et sans aucune conception, dans le livre de HORVÁTH, JENŐ, *Magyar diplomácia* (Diplomatie hongroise), paru en 1928 à Budapest. Les données qu'il cite démontrent que l'ouverture de l'assemblée nationale de 1825 était déjà étroitement liée à la situation critique survenue autour de la « question orientale », comme l'a déjà écrit Mihály Horváth. Les armées russes avançaient le long des Carpathes, à travers la Moldavie et la Valachie, vers Constantinople. En 1828, le gouvernement de Vienne mit en place un cordon militaire contre une attaque russe prévisible et dont le centre supposé — comme l'a écrit le général Radetzky dans son « *Militärische Lage Österreichs* » — était la région du Danube moyen. Cité par HORVÁTH, JENŐ, op. cit. 6-8. pp. Sur le conflit russo-turc de 1828-29 et sur le rôle que l'Autriche y a joué, on trouve des informations en grande quantité, en dehors des ouvrages autrichiens parus jusqu'ici, dans des archives diplomatiques, mais elles ne sont toujours pas dépouillées. Ce sont surtout des rapports confidentiels du baron Ferenc Ottenfels, envoyé, souvent tous les jours, en sa qualité d'ambassadeur d'Autriche à Constantinople, à Metternich. Voir là-dessus : Haus- Hof- und Staatsarchiv, récemment : Wiener Staatsarchiv, Türkei, VI. — *Berichts-Weisungen*, 1823-29, cartons NoNo 36-37-38. Des rapports également importants, mais à peine utilisés encore, traitent de l'évolution des relations autrichiennes-russes entre 1829-36, rapports dus à l'ambassadeur à Saint-Petersbourg Karl Ludwig Fiequelmont, Staatskanzlei, Russland III. *Berichte*, cartons No 86-106. Un long rapport datant de 1830 renseigne sur les troubles éclatés à la suite de la révolution de juillet dans les provinces de l'Allemagne du Sud, à Augsbourg : Kabinettsarchiv, Geheim-akten, 1830, carton No 4, portant le titre principal suivant : « *Darstellung des Benehmens der preuss. Regierung in den rheinischen Provinzen nach der Juli-Revolution* ». Sur les troubles éclatés le 30 août à Vienne, voir BLEIBER, HELMUT, *Die Unruhen in Wien im August 1830. Zur Frage der Auswirkungen der Pariser Julirevolution auf die*

Parallèlement, la situation en politique intérieure est également en maturation, surtout depuis que paraissent les unes après les autres les œuvres de Széchenyi,<sup>46</sup> où sont pour la première fois formulées de façon spectaculaire les idées réformatrices, idées qui mettent l'opinion publique politique en effervescence. Pendant ce temps, dans les comitats, les débats continuent, de plus en plus vifs, accompagnant les travaux systématiques.<sup>47</sup> C'est à cette période que la génération nobiliaire des aînées, incarnation du vieux temps,<sup>48</sup> est relayée par les jeunes, ouverts à l'héritage intellectuel du siècle français des Lumières, au libéralisme économique anglais, au régime étatique constitutionnel, aux idées de la liberté et de la propriété individuelles, jeunes qui cherchent leur voie. Parmi ces jeunes à la relève de leurs pères, il y a déjà ceux qui cherchent les moyens d'enlever « les haillons, jadis brillants, du féodalisme croulant »<sup>49</sup> qui couvrent le corps de la collectivité hongroise. Cette jeune génération se recrute parmi les avocats possédant peu ou point de fortune, parmi certains gentilshommes plus aisés et parmi des riches protecteurs devenus par suite de leurs expériences pratiques dans l'exploitation et dans la vie quotidienne, réceptifs à l'égard des idées bourgeoises et ne restant pas inactifs. Ces jeunes réformateurs, qui apportent de nouvelles forces dans le domaine politique, mènent dans les comitats d'âpres luttes pour la transformation dans un sens national-bourgeois de tout ce qui s'est enlisé dans les labyrinthes de l'ancien esprit féodal.<sup>50</sup> Début 1831, dans les comitats, des commissions d'enquête se forment pour discuter les travaux imprimés des commis-

---

Monarchie der Habsburger, Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, 1974, cahier No 7, 723-729. pp. Déjà Mihály Horváth avait traité de l'influence qu'exerça sur les milieux dominants de l'absolutisme autrichien l'expansion russe qui suivit la défaite polonaise de 1831. Il traita également des tentatives temporaires et inefficaces de Metternich visant la mise en place d'une alliance autrichienne-française-anglaise. Op. cit. t. I, 264-265. pp.

<sup>46</sup> « Hitel » (Crédit) fut pour la première fois publié à Pest le 28 juillet 1830. Trois autres éditions, dont une en langue allemande, suivirent jusqu'en 1832. « Világ » (Le Monde) fut également publié à Pest, en 1831, tandis que « Stadium », achevé la même année, ne parut, en raison de la censure, que deux ans plus tard, à Leipzig.

<sup>47</sup> Tout cela est traité en détails, mais en utilisant les rapports de la police secrète d'une façon unilatérale et sans choix critique, et en exagérant quelque peu les tendances progressistes dans certains comitats, par BARTA, ISTVÁN, *A fiatal Kossuth és kora* (Le jeune Kossuth et son temps), thèse de doctorat, manuscrit, Budapest, 1963. Variante abrégée *A fiatal Kossuth* (Le jeune Kossuth). Budapest, 1966. Surtout les 44, 97-98, 100-146, 149, 153-154, 164-173. pp. Sur les travaux, l'opinion de Széchenyi, en 1831, était qu'ils manquent absolument de « clef de voûte ». VISZOTA, GYULA, éditeur, *Gróf Széchenyi István naplói 1830-1836* (Journaux intimes du comte István Széchenyi 1830-1836), Budapest, 1934, t. IV, XXXIX. p. Selon Wesselényi, « ils ne contiennent pas beaucoup de réalité » et « n'ont guère de clef de voûte, ce n'est pas discutabile non plus ». BARTA, *A fiatal Kossuth* (Le jeune Kossuth), op. cit. 113. p. Plus tard, en 1834, lors des débats dans la circonscription à propos du code civil, Deák déclara que « la délégation nationale... ne pouvait pas créer un système, étant uniquement déléguée à l'aplanissement, à la réparation les déficiences ». O. T. t. III, 170. p.

<sup>48</sup> BUSBACH, P., op. cit. t. I, 8-9, 14. pp. t. II, 12-13, 138. pp. Voir encore : GYÜRKY, ANTAL, op. cit. t. I, 119-122. pp. Sur le même sujet : SRÉTER, JÁNOS, *Visszaemlékezések* (Souvenirs), Buda, 1842, 29. pp. sq.

<sup>49</sup> Paroles de Deák, dans son célèbre discours prononcé à la séance de l'assemblée nationale du 10 novembre 1834. (O. T. III, 687. p.)

<sup>50</sup> KOSÁRY, DOMOKOS, *Kossuth Lajos a reformkorban* (Lajos Kossuth au temps des réformes), Budapest, 1946, 32. p. BARTA, I., op. cit. 97-98, 106, 127-146, 159, 153-154, 164-173. pp.

sions nationales déléguées par le palatin et pour en donner leur opinion afin de « s'y tenir pour donner les directives aux députés » de l'assemblée nationale qui sera convoquée. Au comitat de Zala, on trouve, dans la commission, les deux frères : Antal en est le président, Ferenc un des membres.<sup>51</sup>

Antal a terminé ses études en 1808 à l'Académie de droit à Győr, il a pris part, en 1809, à l'insurrection de la noblesse, d'où il est revenu avec le grade de capitaine. Il est une des personnalités typiques du vieux monde nobiliaire, possédant, en plus des motifs personnels comme la fermeté des principes que donne la conviction, l'esprit militaire d'ordre et le penchant à prendre des dispositions. En 1823, il est dans son comitat, en tant que magistrat, le chef de file dur de la résistance des Ordres; c'est grâce qu'il devient le deuxième député à l'assemblée nationale de 1825/27; premier sous-préfet de son comitat à partir de 1828, et en 1830 son premier député. Avant cela, pour affaiblir sa résistance dans la levée des recrues et dans l'affaire des impôts, le gouvernement lui offre le titre de conseiller royal qu'il décline. Non seulement son aspect extérieur — sa tenue toute droite, un physique bien soigné de militaire, des traits de visage sérieux derrière lesquels seul Kölcsey, connaisseur des profondeurs de l'âme, découvre un caractère trahissant même des penchants à la poésie — mais tout son caractère ont une force inflexible. Il est fortement lié au mode de vie et au système institutionnel des Ordres et, dans ces cadres, fait preuve d'une dignité humaine et d'une éthique interne.<sup>52</sup> Son élévation à la vie publique du comitat s'arrête, vers la fin de cette décennie, et décline entre 1831 et 1833, années marquées par le changement dans l'esprit du temps. Au comitat de Zala aussi, aux séances régulières de la commission qui tire au clair les directives des députés, de nouvelles voies expriment de nouveaux besoins. Cela vaut surtout après la répression de l'insurrection paysanne de 1831, qui a alarmé le pays entier. Non seulement les politiciens nobiliaires conservateurs, mais aussi certains partisans des changements ont été décontenancés et ont éprouvé une réserve prudente quant aux réformes sociales, de peur que le peuple ne les accueille comme « extorquées par la peur ». <sup>53</sup> Ceux, par contre, qui voient plus loin, tirent les

<sup>51</sup> ZML. Közgyűlési Jegyzőkönyvek (Procès-verbaux des séances) (dans la suite KJ). 1831, No 1, 17 janvier.

<sup>52</sup> FERENCZI, op. cit. t. I, 14-19, 67-71, 74-77. pp. Pour le rapport correspondant aux positions du gouvernement, de la police secrète, en 1830, à son propos voir la caractéristique intitulée « Abligati Comitatuum 1830 » dans le f. No III. Wiener Staatsarchiv, Kabinettsarchiv, Kaiser Franz-Akten No 146. Nous avons déjà dit que c'est Antal qui régissait l'exploitation dans les propriétés indivisibles de Söjtör et de Kehida. Le rapport de la police secrète cité plus haut mentionne également les biens qui « ne représentent pas une fortune importante », et l'exploitation dirigée par Antal. Nous connaissons en outre une lettre de Ferenc, datée de Kehida, du 15 novembre 1825, adressée à Vörösmarty où il écrit que seules les activités de député d'Antal interrompent sa direction de l'exploitation et qu'en ces temps-là « la charge de notre exploitation commune ne pèse que sur moi... » VMÖM, t. 17, 103-105. pp.

<sup>53</sup> BARTA, I, op. cit. 114-115. pp. Quant à l'insurrection paysanne de 1831 et à son influence politique, nous ne nous référons ici qu'à deux ouvrages : BALÁSHÁZY, JÁNOS, *Az 1831-i esztendői felsőmagyarországi zendülések történeti leírása* (Description historique des révoltes de 1831 dans la Haute Hongrie), paru à Pest en 1832, et TILKOVSKY, LORÁNT, *Az 1831. évi parasztfelkelés* (L'insurrection paysanne de 1831), Budapest, 1955.



leçons des mouvements paysans suscités par l'épidémie de choléra, pressent la solution du problème des serfs car, comme Széchenyi le dit, « si le choléra n'ouvre pas les yeux de certains aveugles, nous vivrons de mauvais temps ». <sup>54</sup> Dans ce comitat de Zala, plutôt éloigné du foyer de l'insurrection, le jeune Deák observe les « nouvelles alarmantes » avec un flegme quelque peu malicieux quand il renseigne Vörösmarty sur l'humeur politique aigrie de la noblesse de son comitat et du comitat de Vas. « La conscience pure, j'ose dire — écrit-il au poète — que je n'ai jamais oublié qu'eux aussi — les serfs — sont mes frères humains ». Aussi bien, « dans leur milieu, il rit », à l'écoute des « nouvelles alarmantes », et tâche plutôt de trouver une solution pratique pour empêcher l'épidémie de se répandre. Dans le comitat de Zala, la décision est prise que les frais des travaux devront être supportés également par les nobles « dans les proportions d'un certain partage », mais « à l'exception des gentilshommes tout à fait pauvres ». Il est intéressant et caractéristique de voir comment Deák motive cette décision qui transgresse le principe de l'immunité fiscale de la noblesse. D'une part, il adapte à la tâche actuelle le principe du droit naturel, inspiré de Rousseau, et indépendant de toute loi écrite, « car ce paiement n'est pas fondé sur les lois écrites mais sur la vérité sainte et irrévocable inculquée par la nature dans le cœur de tout homme bon, et selon laquelle la vue des hommes souffrants, l'amour du prochain nous demandent, en dehors de l'obligation par les lois écrites, des sacrifices. . . » D'autre part, comme pour défendre et fortifier sa pensée, il a recours à l'esprit, dans sa propre interprétation, des lois féodales, c'est-à-dire à l'absence d'interdiction ! Par conséquent, écrit-il, « comme cette imposition n'est pas une obligation imposée par la loi » mais un sacrifice, « ceux qui ne veulent pas payer n'y seront pas obligés par la force ». <sup>55</sup> Cette manière de donner à la même pensée des motifs puisés à deux sources et ayant deux caractères, liant ainsi la morale du droit naturel aux lois hongroises des Ordres et adaptant ces dernières à l'esprit nouveau de son temps, voilà une des premières manifestations, dans le cadre du comitat, de la méthode politique du jeune Deák. C'est cette méthode politique qui consiste à lutter avec les lois qu'il introduit aussi dans les délibérations des commissions du comitat. Et ce non seulement à propos de quelque doléance nationale, ni pour résoudre la question du servage, qui touche les fondements du système féodal, mais pour les mettre au service du changement de la société hongroise dans le sens bourgeois-national. C'est pourquoi, début 1832, aux débats qui se déroulent dans le comitat, il concentre ses interventions sur l'idée de base qui constitue la substance de la transformation. Il dit entre autres : « Comme la partie de nos lois fondamentales qui se rapporte à la relation entre les différentes classes de notre nation ne correspond pas entièrement à la justice naturelle, n'est pas fondée sur les liens stricts créés par quelque contrat mutuel, mais sur le pouvoir et les coutumes séculaires des plus forts, maintenant, dépassant les cadres de notre propre profit, nous devons corriger ces défauts des lois fondamentales, sacrifier, pour le bonheur de nos

<sup>54</sup> VISZOTA, GY., op. cit. XXXIX. p.

<sup>55</sup> De la lettre de Deák à Vörösmarty écrite à Kehida, le 31 octobre 1831. VMÖM t. 18, 22-25. pp.

*compatriotes, au moins une partie de nos droits* qui jadis ont été acquis par la force des armes et que le temps a légalisé sans pouvoir les rendre équitables, puisque nous ne violons par là le droit naturel de personne. Et *notre sacrifice sera porté à l'autel de la patrie et de l'humanité.* » Aussi bien — continue-t-il — « doivent être abrogées toutes les lois interdisant *que nos compatriotes non nobles puissent acheter, avec droit de propriété, quelque bien nobiliaire* », tandis que le serf « *vu sa naissance et malgré tout son travail industriel, ne peut posséder de biens immobiliers et, ainsi, est plutôt habitant que citoyen de sa patrie. . .* » Et il continue : que chacun de nos compatriotes roturiers ait le droit de « librement disposer, sans restrictions, de ce qu'il a réellement acquis »; eux aussi doivent participer au pouvoir législatif et exécutif « dans le part qui revient à une partie de la nation »; eux aussi doivent être promus au rang de « citoyen libre hongrois » afin « d'avoir des raisons d'aimer leur partie qu'ils défendent en tout premier lieu ». <sup>56</sup> A ces idées exposées ainsi, nous pouvons encore ajouter une autre lettre écrite à Vörösmarty où nous trouvons des constatations caractéristiques comme : les Normands aussi . . . ont conquis les Anglo-Saxons, et pourtant, maintenant, en Angleterre, les descendants de ceux-ci et de ceux-là et aussi des prisonniers de guerre qui y sont restés sont des hommes égaux, des citoyens égaux, disposant des mêmes droits et participant à égalité aux charges publiques »; que son désir le plus ardent est de voir que « la vraie nation hongroise passe une fois du nombre de quatre cent mille à douze millions » <sup>57</sup>. Là, on

<sup>56</sup> C'est ce passage que cite BARTA, I, aux pages 531-533 de sa thèse de doctorat déjà citée et aux pages 165-166 de son livre également cité, *Le Jeune Kossuth*, mais sans indiquer le nom de Deák, sous la forme de l'avis du comitat, fixé par procès-verbal, concernant les travaux systématiques. Si toutefois nous confrontons, outre le vocabulaire et les particularités stylistiques, l'exposition et la motivation des idées de réforme avec les écrits de Deák datant de ce temps, et surtout avec le vocabulaire, les particularités stylistiques et les arguments de ses discours prononcés peu après à l'assemblée nationale, nous pouvons établir les analogies et identités frappantes, suivantes :

a) *La référence au droit naturel* revient dans les motivations les plus diverses. Entre autres, par exemple, dans le discours de Deák prononcé à la séance de circonscription du 15 juin 1833, dans l'intérêt de la sécurité personnelle des serfs. « Il y a une loi . . . sans laquelle aucune constitution civique ne peut être stable, sans laquelle une loi écrite ne peut être juste et bienfaisante, et c'est : *la loi sacrée, inviolable de la nature.* » O. T. K. I. k. 471. p. A la séance de l'assemblée nationale du 4 septembre, il dit : « le droit de propriété est un droit naturel inviolable, inné de tous les hommes ». Ensuite : la plus grande part des charges publiques pèsent sur les huit millions — et ensuite les mots cités plus haut se répètent dans ce passage presque mot à mot — « qui, ne pouvant posséder des biens immobiliers, sont plutôt des habitants du pays que des citoyens ». O. T. t. II, 155. p. Dans le discours de Deák prononcé à la séance de conscription de juin 1831 pour la défense de la capacité on trouve de nouveau des formules, voire des mots analogues, par exemple : accorder le droit de propriété « ne viole point notre constitution civique »; « il ne faudrait pas exclure complètement nos propres compatriotes de la possession de la patrie dont la défense . . . est accomplie, dans une part non négligeable, par eux. » O. T. t. III, 218. p.

b) *Dans ce passage, une des motivations de l'absence d'égalité en droits civiques* se retrouve également chez Deák sous une forme fort ressemblante. Par exemple, dans le passage de la lettre écrite à Vörösmarty le 24 février 1832 où il écrit que l'absence de droit « est uniquement basée sur le pouvoir de l'armée et de la force », sur « la conquête » de jadis . . . » PUKÁNSZKY, op. cit. 315-317. pp. Cf. VMÖM t. 18, 30-36. pp.

c) *La référence à l'existence ou à l'absence d'interdiction dans les lois féodales* est une formule typique de l'argumentation de Deák. Dans le passage cité, il cherche à « réparer » l'effet prohibitif des lois par l'application du droit naturel. Vu tout cela, il ne nous semble pas être dans l'erreur en découvrant dans le passage cité les paroles, fixées par écrit et prononcées par Deák dans son discours.

<sup>57</sup> De la lettre déjà citée, écrite le 24 février 1832 à Vörösmarty, *ibid.*

trouve la formule politique des idées de Deák comprenant quelques composantes caractéristiques de « liberté et propriété », « communauté d'intérêts nationale » et aussi l'inspiration intellectuelle et le système d'arguments de cet ordre d'idées. Il s'agit ici de l'héritage des idées du siècle français des Lumières joint aux idées du libéralisme anglais sur l'égalité civique en droits que Deák cherche à intégrer dans l'esprit des lois des Ordres hongrois. Ce faisant, il interprète ces dernières de façon à les rendre aptes aux objectifs du renouveau politique. Il est loin de vouloir détruire l'édifice de l'esprit des Ordres, car « il commet une grave erreur, ce puissant qui, se plaçant au-dessus de l'esprit de sa nation, veut tout faire du même coup », écrit-il dans la lettre citée ci-haut. Il construit plutôt de nouveaux piliers à l'édifice croulant des idées et du système des Ordres qu'il veut reconstruire graduellement et systématiquement. Il tient compte de la force d'action historique des « intérêts particuliers » car ceux-ci, dans le sens des Ordres, « attachent à la terre beaucoup de personnes et ne les laissent pas s'envoler ». Et, vu que ceux qui s'attachent sont « fort nombreux, leur influence aussi est grande », il ne faut donc pas « ne pas en tenir compte ». <sup>58</sup> Voilà que commencent à se dessiner les traits du portrait d'un jeune politicien, ayant ses racines dans les Ordres par son appartenance à la noblesse moyenne mais qui veut le renouveau et qui prend en considération aussi bien la puissance de la « résistance intrépide » qui suit nécessairement chaque pas en avant qu'il mène une lutte obstinée circonspecte dans l'intérêt des idées neuves, recourant à une arme politique lui particulière et peut-être seule efficace, à la *force des lois*. Sa connaissance des lois ne trouve pas sa source dans le simple inventaire de l'esprit et de la lettre des paragraphes. C'est avant tout une arme idéologico-politique, basée sur des vues historiques, et qui, comme nous venons de le souligner, est le plus proche — précisément à ce moment de changement d'époque politique, adonné aux débats constitutionnels — des idées d'une « noblesse d'avocats » qui, dans les coulisses et sur la scène, mène des discussions fondées sur des jugements juridiques. <sup>59</sup> *La mentalité politique dominante en Hongrie rencontre ici la méthode politique de Deák*. C'est cette méthode que Deák introduit dans les idées de l'univers des Ordres, afin de démolir de l'intérieur avec son argumentation choisie et appliquée en alternance en fonction de la situation en présence, les idées anciennes.

Déjà, jusqu'ici, nous avons pu observer la tactique caractéristique d'argumentation politique: tantôt il se réfère à l'*absence*, tantôt à la *présence* de l'interdiction, pour mettre en valeur l'idée de la réforme. La première intervient dans les cas où l'ancienne construction des lois féodales *permet* la mise en valeur de l'idée de la réforme, la dernière, par contre, si elle *l'empêche*. Maintenant, c'est là son arme idéologique dont il se sert, comme d'un sabre à deux tranchants, d'une façon ou d'une autre, pour défaire tel ou tel nœud des liens féodaux. En même temps, il se réfère également au *principe du droit naturel*. Mais, là aussi, en fonction des nécessités et des

<sup>58</sup> Ibid.

<sup>59</sup> « Le nombre de juristes a tellement augmenté » qu'« avocat et prolétariat prenaient de plus en plus le même sens et le pays méritait d'être ironiquement appelé le pays des avocats » —, écrit HÖRÁTH, MIHÁLY dans son *Magyarország történelme* (Histoire de la Hongrie), paru en 1873 à Budapest, t. 8, 499. p.

possibilités en présence, il utilise différents moyens pour lier ce principe à l'esprit et à la lettre des lois hongroises des Ordres. Dans le premier cas, l'utilisation réinterprétée de la pensée de Rousseau sert concrètement la mise en place de l'imposition, partielle et permissive, de la noblesse des comitats, mais qui, au fond, est motivée par l'esprit des lois des Ordres. Dans l'autre, la même inspiration intellectuelle aboutit à viser l'abrogation des lois qui freinent l'armement de la propriété bourgeoise, concrètement du principe de la capacité, l'abrogation de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux. Cette fois-ci, il adapte l'esprit des anciennes lois aux nouvelles idées. Mais qu'il se serve de l'une ou de l'autre méthode d'argumentation, il mène toujours la lutte pour la réforme sur la base des lois des Ordres. C'est pourquoi la pensée inspirée par les Lumières françaises s'adapte chez lui à la manière de penser des Ordres et, dans les cadres déterminés par la situation objective, acquiert un contenu idéologique qui y correspond: le programme, formulé juridiquement, de la participation égale aux charges publiques, de la libre propriété et de la liberté personnelle.

Cette méthode affinée de faire de la politique avec les lois est utilisée par le jeune Deák — comme nous venons de le voir — dès 1831-32. Riche d'expériences et de pratique acquises au cours de sept à huit années d'activités dans le comitat, il travaille déjà depuis presque quatre ans, depuis 1828, avec son frère, dans l'administration du comitat.<sup>60</sup> Pourtant, entre eux deux, existent, latentes, les idées de deux mondes, de l'ancien nationalisme féodal et de la nouvelle mentalité nobiliaire-bourgeoise. Sous l'influence du lent réveil politique d'une partie réduite, aisée, cultivée, de la noblesse de Zala,<sup>61</sup> nous avançons pas à pas vers la transformation et enfin l'intervention des positions politiques des deux frères. Autant Antal se retire graduellement du sommet de sa carrière, autant Ferenc se prépare en silence, à des degrés faciles à observer, à remplir sa nouvelle tâche. Le tournant dans la carrière politique d'Antal survient au milieu de l'été 1831. Jusqu'au 20 juin, il est encore premier sous-préfet<sup>62</sup> mais, ce jour-là, il démissionne de son poste.<sup>63</sup> Son successeur est János Horváth de Zalabér, descendant d'une famille noble de vieille souche, pourvu du titre de chambellan impérial-royal, ayant ses entrées à la cour, mais manifestant une certaine ouverture face aux réformes. Neuf mois plus tard, le 26 mars 1832, Ferenc quitte d'abord son

<sup>60</sup> A partir de 9 août 1824, Ferenc Deák était substitut d'honneur du procureur : à partir du 13 décembre secrétaire, ensuite président du comité des orphelins du comitat ; à la réélection des fonctionnaires, le 6 juin 1825, il est élu procureur d'honneur ; le 3 juin 1829, il prête le serment de magistrat du Tribunal civil. C'est en cette qualité qu'il prend part aux affaires publiques du comitat ; à partir de janvier 1831, il prend une part active à la supervision par le comitat des travaux systématiques à soumettre à la future assemblée nationale et ensuite aux travaux du comité départemental créé pour élaborer les instructions à donner aux députés. Voir : ZML. Kj. 1831, No 1, 17 janvier.

<sup>61</sup> Cf. BARTA, I, op. cit. 127, 163. pp.

<sup>62</sup> ZML. Kj. No 6. Voir à ce sujet la liste des noms des fonctionnaires ayant participé à la réélection des fonctionnaires à la session du 20 juin 1831.

<sup>63</sup> FERENCZI, op. cit. t. I, 19, 67. pp. : Zala megye (Comitat de Zala), t. II, 205-208. pp. Pour les données exactes, voir : ZML. 1831, Kj. No 6. Le nouveau premier sous-préfet fut élu à « volonté unanime », le second, Károly Hertelendy, à 1 085 voix, mais avec une majorité de seulement 134 voix. 1-23. pp.

poste d'avocat-conseil de la préfecture et, le 6 août, il démissionne de son poste à l'office des orphelins.<sup>64</sup> A l'assemblée du comitat, ouverte le 5 novembre de la même année, le président est déjà le nouveau premier sous-préfet et, à l'opposé de Ferenc, Antal n'y participe même pas, prétextant sa maladie. Pourtant, il s'agit d'une assemblée pour élire les députés où le magistrat Antal Deák est élu « par acclamation » premier député et János Horváth de Zalabér deuxième député. Le même jour, une délégation conduite par Károly Hertelendy, le nouveau deuxième sous-préfet se rend à la maison d'Antal, à Kehida, pour « lui apportant la nouvelle de cette élection, l'inviter à se rendre à l'assemblée ». Antal ne refuse pas directement sa réélection, voire en prend acte « avec reconnaissance », mais il ne se rend pas à l'assemblée et même — alléguant « son état de santé instable » — pose des conditions à l'acceptation de son poste de député. Même s'il va à la diète — dit-il — et « s'il sent son état de santé défavorable », les Ordres doivent « lui permettre de démissionner du poste de député accepté maintenant ». En faisant accepter cette condition, il laisse la porte ouverte à son futur retour. Le lendemain de l'assemblée, le 6 novembre, à la place de Horváth de Zalabér, dont le poste était temporairement vacant en raison de son élection, les Ordres du comitat ont « à l'unanimité . . . nommé Ferenc sous-préfet ». <sup>65</sup> Par là, se clôt le premier acte du changement des rôles et des positions politiques entre les deux frères, changements qui surviennent par degrés, c'est-à-dire par l'intermède politique après lequel Ferenc succède, temporairement et en qualité de remplaçant, au poste non pas d'Antal, mais de Horváth de Zalabér qui occupe l'ancien poste de son frère. Le deuxième, et dernier, acte de ce processus politique a lieu à peine cinq mois plus tard, à l'étape initiale de l'assemblée nationale. Antal, qui arrive à la diète de Presbourg avec le programme nationaliste des Ordres,<sup>66</sup> y trouve des compagnons du même bord, représentant le pays traditionnel, comme le député de Komárom, Dénes Pázmándy, le député de Veszprém, Sámuel Kocsi-Horváth, qui passe pour conservateur même à la

<sup>64</sup> FERENCZI, op. cit. t. I, 70. p.; ZML. Kj. No 8. 1744. La fonction remplie par Ferenc Deák au comité des orphelins fut reprise par le sous-secrétaire Károly Farkas.

<sup>65</sup> ZML. Kj. 1832 No 2165. HEGYI, KÁROLY a déjà cité des passages du procès-verbal dans sa thèse de doctorat, écrite en 1926 sous le titre de *Zalamegyei követutasítások a reformkorszakból* (Instructions aux députés du comitat de Zala au temps des réformes), 47-48. pp. (manuscrit).

<sup>66</sup> Les actes de la session en question fournissent des informations sur les différents points des instructions données aux députés, sous le titre « Közgyűlési iratok 1832-iki Ország Gyűlésre küldött Követ Urak adott utasítása » (Actes de la session, instructions données à Messieurs les Députés à l'assemblée nationale de 1832), No 2165. Károly Hegyi les a déjà citées aux pages 50-52 de sa thèse de doctorat en manuscrit. Les différents points témoignent encore des vues anciennes parlant du remède à apporter aux mesures illégitimes concernant l'impôt militaire, les charges des comitats dans l'entretien de l'armée, le prix du sel. Mais on y trouve également d'autres desiderata : le culte de la langue hongroise, la liquidation de la censure qui empêche la publication des travaux de la Société Scientifique Hongroise, les frais des assemblées nationales supportés par la noblesse, le transfert à Pest du siège de l'assemblée nationale « puisqu'il se trouve trop à la frontière du pays », et aussi la revendication particulièrement caractéristique de la conscience politique de la noblesse de ce temps, selon laquelle le comitat « demandera à Sa Majesté de daigner utiliser les moyens qui lui sont connus pour rétablir dans son état antérieur la Nation Polonaise rayée du nombre des nations ». Cependant, il ne s'agit encore d'aucune réforme sociale substantielle. On ne les découvre que dans les interventions du député Ferenc Deák.

cour, ou le député de Nyitra, Ignác Ocskay,<sup>67</sup> et il se sent étranger parmi les députés de différentes nuances et grandeurs de la jeune génération qui réclament l'aliénabilité de l'affermage de la tenure servile, la permission du rachat des biens féodaux, la réforme de la capacité, du fonctionnement de la justice seigneuriale, la liquidation de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux, la presse libre affranchie des carcans de la censure, la sécurité individuelle et matérielle des serfs; tels sont surtout Kölcsey, du comitat de Szatmár, Bezerédy, de Tolna, Klauzál, de Csongrád, Beöthy, de Bihar, Fáy de Pest, le jeune Balogh de Bars, Lónyay de Zemplén, Ferenc Kubinyi de Nógrád. Ceux qui pressent la solution de la question des serfs, y classant aussi son frère, il les appelle des « extravagants » et désigne comme « agents » des protestants les catholiques Beöthy et Bezerédy qui soutiennent l'égalité confessionnelle, élément tout aussi substantiel de la politique visant l'unité des intérêts.<sup>68</sup> Dès la fin de février 1833, il considère que le temps est venu de se retirer de l'arène politique par la porte laissée ouverte, malgré la demande de rester, présentée par une délégation de cinq membres, dirigée par le palatin et le député du comitat de Borsod, László Pálóczy, mais où, fait caractéristique, manque Kölcsey. C'est alors qu'il prononce la célèbre phrase à la louange de son frère qu'au fond, il est astreint à prononcer par la force de l'esprit modifié de l'époque. Le 15 avril, l'assemblée du comitat se réunit en hâte sous la présidence du deuxième sous-préfet, Hertelendy, pour élire son député. Des quelque 4-5 mille nobles ayant le droit de vote y participent, au lieu des 300-400 qui sont en général actifs en politique, 104 personnes en l'absence frappante des magnats du comitat et de la grande masse des gentilhommes sans fortune et ceux possédant un seul lopin de terre.<sup>69</sup> Parmi les magnats seulement Ferenc Pallini Inkey, chambellan impérial-royal s'y présente; la prépondérance de la noblesse moyenne est garantie par la participation des magistrats, des avocats et des fonctionnaires du comitat.<sup>70</sup> Après lecture donnée de la lettre de démission d'Antal, les participants à l'assemblée « malheureusement obligés d'accepter la raison donnée » — sa santé altérée — « acceptent la démission de Monsieur Antal Deák, et, à sa place » élisent Ferenc député à l'assemblée nationale « d'un commun accord et avec acclamations. » C'est ainsi que

<sup>67</sup> Voir l'acte Der Komitate, besonderer Districte ihres Landtags-Deputierten Obergespänne und Administraten mit dem Schlusse des Landtags 1832/36. Jadis dans les archives de la Bibliothèque du Parlement, liasse No 50, 7759.

<sup>68</sup> FERENCZI, op. cit. t. I, 76. p.

<sup>69</sup> ZML. Kj, 15 avril 1833. Cf. : DEGRÉ, ALAJOS, Zala megye reformkori követutasításai (Instructions aux députés du comitat de Zala aux temps des réformes), *Levéltári Közlemények*, No 44-45, Budapest, 1974, 146-148. pp. Id. : A szavazási rend a megyegyűléseken 1848 előtt (Le système de vote aux sessions du comitat avant 1848), *Fejér Megyei Történelmi Évkönyv*, No 7, Székesfehérvár, 1973, 126. p. En ce qui concerne les paroles bien connues d'Antal Deák où il fait la louange de son frère, voir HORVÁTH, M, *Vingt-cinq ans... t. I*, 350. p.

<sup>70</sup> Parmi ceux-ci, il convient de signaler des personnalités appartenant au cercle d'amis de la famille Deák, telles que : János Püspöki, maréchal des logis, les magistrats du Tribunal Civil Elek Séllyei, György et József Hertelendy, József Skublits, István et László Csányi, le premier sous-secrétaire Mihály Tuboly, le percepteur du comitat Ferenc Koppány, le second avocat-conseil Sándor Csértán, l'avocat et magistrat du Tribunal Civil József Oszterhuber, beau-frère de Deák.

s'achève le changement de positions et de rôles entre les deux frères, en cours depuis un an et demi — deux ans, préparé et exécuté avec une précision méthodique, adapté graduellement à l'esprit en transformation de l'époque. La maladie d'Antal ne joue dans sa retraite qu'un rôle secondaire, c'est en fait un prétexte. La cause fondamentale de sa retraite est l'entrée sur la scène nationale de Ferenc et que les lignes de force de la politique nationale et départementale se rencontrent en se renforçant. Les gentilshommes lettrés et cultivés qui représentent la nouvelle génération de la noblesse de Zala aux traditions jacobines, se sont rapprochées, après des biais prolongés,<sup>71</sup> de l'idée de réforme libérale, quand cette idée fait son apparition dans la politique nationale également. Et, comme toute situation politique crée, tôt ou tard, ses propres représentants, ce tournant, début d'une nouvelle ère, élève le jeune Deák, porte-parole des idées nouvelles, et — conformément aux éternelles règles de la politique — provoque la retraite d'Antal qui refuse d'accepter les idées neuves. Dans cette retraite, forcée par la nouvelle situation, il y a également une fidélité à ses principes, une fermeté

<sup>71</sup> Il convient de souligner la personne et les activités de János Spissich (né en 1745, mort en 1804), jadis secrétaire général du comitat, ensuite premier sous-préfet et député à l'assemblée nationale, possédant les langues française, italienne, latine, allemande et russe. A côté de l'autre député, Lázár Somsich, il était au comitat de Zala le combattant franc-maçon du mouvement anti-Habsbourg de la noblesse, maître de la loge de Zalaegerszeg. Il appartenait à l'intelligentsia nobiliaire, connaissait les œuvres de Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Holbach. Il était un fidèle ami de Hajnóczy. Au moment du procès intenté contre lui, ses compagnons et bons amis l'ont prévenu bien à l'avance du danger et il a ainsi réussi à se cacher pendant plusieurs semaines dans la propriété à Kehida de Mme Gábor Deák née Anna Hertelendy, grand-mère de Ferenc Deák. Le message royal de 1796 l'exclut du nombre des députés à l'assemblée nationale, le prive de son poste de sous-préfet et lui interdit la fonction publique. László Tuboly (1755-1828) était également lié au mouvement jacobin. Il était sous-secrétaire de comitat, ensuite chef de district, plus tard magistrat du Tribunal Civil et, pendant un bref laps de temps, intendant de la propriété, à Muraköz, du comte György Festetics. C'est à ce moment-là qu'il entre en contact avec Hajnóczy et, par lui, avec le mouvement. Quand le mouvement est découvert, il réussit à brûler les écrits qui constituent une charge accablante contre lui. Avec Spissich, il est l'auteur de la célèbre adresse du comitat de Zala au roi, datée du 12 avril 1797, qui adjure le souverain d'abroger l'appel au soulèvement armé des Hongrois contre les Français. Comme mesure de rétorsion, il perd, lui aussi, sa fonction au comitat et se retire dans sa propriété de Dekanovác. Un de ses fils, Mihály, est un proche ami de Ferenc Deák. En dehors d'eux, les magistrats du Tribunal Civil István Kozits et János Skublits, l'avocat-conseil Márton Csányi, participants tacites de l'adresse «séditieuse», sont également barrés de la liste des fonctionnaires du comitat. Un des rapports adressés au souverain en 1792 par le ministre de la police, le comte Pergen, traite également des jacobins du comitat de Zala. A propos de tout cela, voir : *A magyar jakobinusok iratai* (Actes des jacobins hongrois), sous la rédaction de BENDA, KÁLMÁN, Budapest, 1957, XXI-XXII, L, LXXXI, LIV, LX, 437-438. pp. *Sándor Lipót főherceg nádor iratai* (Actes du palatin, archiduc Alexandre Leopold). Publication, introduction et explications par MÁLYUSZ, ELEMÉR, Budapest, 1926, 12, 812. pp. *József nádor iratai* (Actes du palatin Joseph). Publié et complété de notes explicatives par DOMANOVSKY, SÁNDOR, Budapest, 1925, t. I, 207-209. pp. Voir encore : *Olvásokönyv Zala megye történetéhez* (Livre de lectures pour l'histoire du comitat de Zala), Zalaegerszeg, 1961, 67-68. pp. rédigé par DEGRÉ, ALAJOS; Le Comitat de Zala, op. cit. t. V, 3-8. pp.; Récemment : VÖRÖS, ISTVÁN, Adatok a zalai jakobinusok történetéhez (Contribution à l'histoire des jacobins du comitat de Zala), *Thury György Múzeum Évkönyve*, 1972. Pour les liens d'amitié entre Ferenc Deák, Mihály Tuboly et László Csányi, voir les lettres de Deák à Vörösmarty du 17 avril 1828 et du 9 novembre 1828, les deux dans VMÖM, t. 17, 208-209 et 216 pp. Le Comitat de Zala t. II, 129-140. pp. L'importante étude de KOSÁRY, DOMOKOS, Napoleon és Magyarország (Napoléon et la Hongrie), *Századok*, 1971, No 3-4, 545-626. pp. traite de l'évolution politique de la noblesse et de ses caractéristiques, à partir du temps des jacobins jusqu'au début de l'époque des réformes.

estimable qui n'accepte pas « le modèle » défini par d'autres. Il a quitté la diète, il l'a fait avant d'y être forcé.<sup>72</sup>

C'est ainsi que sont liés entre eux les événements de la politique extérieure plus ample et de la politique intérieure plus restreinte. La constellation européenne qui, conformément à différents intérêts, occupe de deux côtés les forces administratives et militaires de l'empire autrichien, et qui montre des signes de crise, offre un large champ de bataille, à grandes possibilités historiques, sur lequel les nouvelles tendances du changement d'ère dans la politique hongroise peuvent s'animer. Celles-ci, également inspirées par le programme économique rationnel de Széchenyi, de ce titan solitaire, commencent partout dans les comitats nobiliaires. Leur influence sur la nouvelle génération se faisant déjà sentir sur le plan national, elles exercent également leur effet sur cette base de la politique. Au comitat du Zala aussi, l'ancienne base politique héritée du temps des jacobins se modifie mais avec un certain retard et moins d'intensité que dans les comitats de Pest et de Szatmár.<sup>73</sup> C'est ce qui s'exprime, en déterminant les carrières personnelles, dans les changements de rôles, entre 1831-1833, entre Antal attaché au passé, et Ferenc représentant et acceptant le renouveau.

Trad. par *Katalin Vargyas*

## К портрету молодого Деака

П. ШАНДОР

Автор, пользуясь жанром исторического эссе, пытается определить взаимосвязь между условиями, в которых жил Ференц Деак, общественной обстановкой того времени и политическими методами, которыми пользовался взрослый Ференц Деак — политик, государственный деятель. Причем психологические и социологические факторы личности анализируются в свете главных политических вопросов эпохи.

Статья делится на два раздела. Первый посвящен главным образом психологическим и общественным условиям детства, сиротства и их воздействию на последующее становление и развитие личности Деака. Здесь автор описывает процесс осознания общественной действительности, указывает на своеобразные условия социализации, характеризует политические идеалы молодого Деака, исследует прочитанные им книги и делает вывод об уровне его образованности.

Во второй части представлен обзор политических отношений в Европе 30-х годов XIX. века. Автор анализирует отечественные условия начала эпохи реформ, характерным образом проявляющиеся на родине Деака в области Зала: сталкиваются политические взгляды старшего брата — олицетворяющего старый порядок Антала, и тяготеющего к новому Ференца. Подробно анализируются политические методы, которые применял молодой Ференц Деак еще будучи политиком областного уровня; эти же методы характеризуют позднее и Деака — государственного деятеля. Автор доказывает: Деак — значительная и характерная фигура венгерского либерализма. Он уже в начале своей политической карьеры зрелыми и своеобразными методами — путем воспользования законов — борется за утверждение нового. Существенная черта политики Деака — медленное, но последовательное разрушение институций феодального абсолютизма, обязательное правовое обоснование этой политики законными средствами с учетом конкретной политической обстановки. Деак не любил фронтальных атак: он всегда тщательно и тактично взвешивал вероятные контрмеры.

<sup>72</sup> A l'occasion de sa démission, la session forma même une délégation qui devait lui exprimer la reconnaissance de ses mérites. ZML. Kj. le passage y ayant trait de l'acte déjà cité du 15 avril 1833, No 1022. Déjà cité par KÓNYI, MANÓ, op. cit. t. I, 6-9. pp. Cf. : FERENCZI, op. cit. t. I, 78. p.

<sup>73</sup> Tout cela est traité en détails dans BARTA, I, op. cit. 100-166. pp.



# Das Geheimnis der auf mehreren Bahnen betriebenen deutschen Außenpolitik

(Das deutsch-ungarische Verhältnis  
vom Herbst 1934 bis zum Herbst 1935)

PÁL PRITZ

Mitte Oktober 1934 hat Göring — der anlässlich des Begräbnisses des in Marseille zum Opfer eines politischen Mordes gefallenen jugoslawischen Königs Alexander in Belgrad geweilt hat — in seinen Verhandlungen mehrere Äußerungen gemacht, nach denen die ungarischen revisionistischen Bestrebungen gegen Jugoslawien und Rumänien von der Seite des Reiches keine Unterstützung genießen. Zugleich verurteilte er die gegen das ungarländische Deutschtum verfolgte ungarische Nationalitätenpolitik. Das ganze dortige Verhalten des unbegrenzt eitlen und immer nach Aufsehen strebenden Naziführers war ein schreiender Hintergrund für seine Äußerungen. Seine heftigen Gesten haben den Eindruck gemacht — wie das der ungarische Gesandte in Berlin abgefaßt hat — „als ob mindestens Abschließung eines deutsch-serbischen Verteidigungs- und Trotzverbandpaktés“ in der nächsten Zeit bevorstünde. All das löste in der ungarischen politischen öffentlichen Meinung — da es ausgesprochen unerwartet war und sehr unangenehm wirkte — eine tiefe Enttäuschung aus. Die Unerwartetheit und die Enttäuschung stammten aus demselben Grund: die öffentliche Meinung wurde keineswegs vorbereitet, daß sie gerade von der Seite Deutschlands — woher sie eine wirksame Hilfe zur zukünftigen Realisierung der Integrität hoffte — statt der Stütze auf ein Hindernis stößt. Im Juni 1933 hat Hitler Gömbös unmißverständlich erklärt, daß er die ungarische territoriale Revindikationsansprüche nur gegenüber der Tschechoslowakei zu unterstützen bereit ist. Der ungarische Ministerpräsident hatte aber kein Interesse, diesen Standpunkt in Budapest bekannt zu machen, weil die Bekanntmachung der Auffassung Hitlers für die deutschfreundliche Politik von Gömbös statt neuer Anhänger eher neue Gegner gewonnen hätte. Mit großer Wahrscheinlichkeit darf man voraussetzen, daß Gömbös sein Geheimnis auch mit der engsten Gruppe der Leiter der ungarischen Außenpolitik nicht geteilt hätte. Seine Angst davon, daß seine Mitteilung auch in viel breiteren Kreisen bekannt wird, war überhaupt nicht unbegründet. Unsere Hypothese wird aber in erster Linie auf das — in den diplomatischen Schriften gut bemerkbare — hochgradige Herumtasten in der Dunkelheit begründet, mit dem die Ausgestalter der ungarischen

PRITZ, PÁL, candidat ès sciences historiques, conseiller en chef du Département des Sciences Sociales de l'Académie Hongroise.

1

Außenpolitik das wirkliche Gewicht der Äußerungen des preußischen Ministerpräsidenten abzumessen bestrebt haben.<sup>1</sup>

Wenn Gömbös von den Nachrichten aus Belgrad auch nicht so unerwartet berührt wurde, konnte auch er sich von dessen negativen Wirkung auf die ungarische außenpolitische Lage nicht ausziehen. In den krisenhaften Wochen nach dem Morde in Marseille hätte auch das in sich selbst in Budapest deprimierend gewirkt, daß das in die Pose der Unparteilichkeit versteifte Deutschland in dieser Angelegenheit auch gegenüber Ungarn — wie Masirevich geschrieben hat — „eine kühle politische Neutralität“ gezeigt hat. Sogar ist es festzustellen, daß man auch für diese Neutralität kämpfen müssen hätte. Die diesbezüglichen Nachrichten der gleichschaltierten deutschen Presse wurden nicht im kleinen Teile aus verschiedenen jugoslawischen Quellen übernommen, so hat sich die Wirkung der dortigen Einstellung in zahlreichen Artikeln der deutschen Zeitungen gezeigt. Die ungarische Gesandtschaft in Berlin hat vielfach interveniert und danach erschienen auch solche Artikel, mit denen die ungarischen Diplomaten zufrieden sein könnten. Nichtsdestoweniger wurde die Wirkung der jugoslawophilen Schriften ausgeglichen aber nicht unterdrückt. Da zahlreiche Zeitungen schon seit monatelang auch von deutscher, so von jugoslawischer Seite in die Richtung einer deutsch-jugoslawischen Annäherung gezeigt haben, hat man in Budapest nach Görings Erklärungen fest vermutet, daß die Vertreter der Wilhelmstrasse nicht aufrichtig gewesen seien, als sie auf die immer und immer wiederholten ungarischen Sondierungen von der deutsch-jugoslawischen Annäherung — hervorgehoben nur die wirtschaftlichen Züge und abgeleugnet das politische Gepräge — fortwährend geringschätzig geäußert hatten. Szilárd Masirevich, der ungarische Gesandte in Berlin versucht in seiner Berichterstattung vom 22. Oktober die Gründe zu erklären. Im wesentlichen weist er richtig darauf hin, daß es sich hier in der Wirklichkeit um einen Kampf der deutschen politischen Kreise handele. Aber er sieht — es scheint so — unter der Wirkung der Widerlegungen der Wilhelmstrasse einen zu großen Unterschied zwischen den Auffassungen des Auswärtigen Amtes und der Nazis, obwohl die Differenz, unserer Meinung nach, nicht in der Zielsetzung, sondern mehr in der Beurteilung der dazu führenden optimalen Methoden war. Als der erste und wichtigste Grund wurde von dem Gesandten erwähnt, daß es sich um ein Gegenspiel gegenüber Rom handele. Es ist ja möglich, daß der Schachzug des preußischen Ministerpräsidenten in der Tat eine solche treibende Kraft gehabt hätte, hingegen sieht er — und auch der ungarische Außenminister — nicht, daß es hier um viel mehr, um ein wichtiges Kettenglied der für die Ausschließlichkeit strebende NS Außenpolitik geht. Beweise dafür, daß Masirevich

<sup>1</sup> ORMOS, 339. S. (Die Abkürzungen werden am Ende der Abhandlung erklärt.) ORMOS, 1968, 173—175. S.; MACARTNEY, C. A., *October Fifteenth. A History of Modern Hungary 1929—1945*, I—II, Edinburgh, 1957, 147—148. S.; PETERSEN, 374—375. S., K 63. 1934—21/7—3735. Bericht von Masirevich vom 22. Oktober; ANTAL, ISTVÁN, *Memoiren* (Manuskript im Institut für Geschichtswissenschaft der Ungarischen Akademie der Wissenschaften), 150—151. S.; DERNÖI KOCSIS, LÁSZLÓ, *Politikusok és kalandorok* (Politiker und Abenteurer), Budapest, 1973, 286—287. S.

damals das Wesen der Sachen noch nicht ergreifen könnte, sind die von ihm erwähnten zwei andere Faktoren. Diese Gründe haben nämlich eine geringere Geltung als der erste, sie sind eher nur sozialpsychologischen Charakters. So kommt er an die auch vereinfachende Abfassung an, worin diejenigen, die der umsichtigeren Politik der Wilhelmstrasse gegenüberstehen, einfach „die Begeisternde für die Serben“ tituliert sind.<sup>2</sup>

Die Forschungen, die die Geschichte der deutschen Außenpolitik nach 1933 bearbeiten, haben die Tatsache beleuchtet, daß das Auswärtige Amt in der Ausgestaltung dieser Politik sehr beschränkte Möglichkeiten gehabt hat. Man muß zuerst in Betracht nehmen, daß der „Führer“ die diplomatischen Entscheidungen wie seine ureigenste Domäne betrachtet hat. Dies hätte zwar noch die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, daß das Auswärtige Amt im Entscheidungsprozeß eine das Wesentliche rührende wichtige Rolle spiele. Die Wilhelmstrasse hat aber einer der wichtigsten Bedingungen der erfolgreichen Tätigkeit: des Vertrauens entbehrt. Hitler und die prominenten Figuren der nazistischen Elite haben von Anfang an die überwiegend dem alten Adel, dem Großbürgertum und der Hochbürokratie entstammende diplomatische Körperschaft konservativer Einstellung, die der Welt des Nationalsozialismus, seinem „Revolutionärtum“ fremd war, mit Verdacht betrachtet. Im Zeichen dieses Widerstandes haben sie nach der Machtergreifung — unter der Wirkung der rapiden Faschisierung des Landes in Eifer geratend — auch die Chancen für die Ablösung der Garnitur des Außenministeriums mit eigenen Kadern erwogen. Sie hatten aber einsehen müssen, daß dies dem faschistischen Regime mehr Schaden als Nutzen bringen würde. In den zwanziger Jahren, dann in den ersten Jahren des neuen Jahrzehntes haben die Nazis nämlich kein Zeichen dafür gezeigt, daß sie die Ablösung auch der diplomatischen Maschinerie aufs Korn nehmen würden: ihre Kraftanstrengungen nach der Machtergreifung hatten sie im wesentlichen auf das innenpolitische Leben konzentriert. All dies bedeutet nicht das, daß die Partei keine außenpolitischen „Sachverständigen“ gehabt hätte. Für solchen wurde auch Hitler selbst in Rechnung genommen. Und neben ihm war der balddeutsche Alfred Rosenberg der Hauptaußenpolitiker, „Außenminister“ der Partei. Und in der Tat wurde Rosenberg von den intransigenten Nazis nach der Machtergreifung zur Spitze des Auswärtigen Amtes kandidiert. Es ist zu erwähnen, daß auch Rosenberg selbst bestrebt war diese Position zu erreichen. Die Jahre von 1933 bis 1938 — obwohl man auch in dieser Zeitspanne mehrere klar absonderbare Perioden in Betracht nehmen muß — sind im Zeichen des Tarnens der aggressiven Natur des Faschismus vergangen. Rosenbergs führende Rolle in der Außenpolitik hätte die Tarnungstaktik gar nicht geholfen, sondern viel mehr gekreuzt, weil Rosenberg als Hauptideologe der Partei die

<sup>2</sup> *Magyar Szemle* (Ungarische Rundschau), 1935, Nr. 1, 90. S., K 64. 1934—21—720. Brief von Masirevich an Kánya am 22. Dezember 1934, K 63. 1934—21/7—6858. Bericht von Masirevich am 8. Dezember, ebendort o. Z. Tagesbericht über das Gespräch zwischen Mengele, ungarischer Pressechef im AA und Schnurre vom 12. Dezember; ebendort Nr. 6376. Tagesbericht über das Treffen von Kánya und Schnurre am 15. November; ebendort Nr. 3735. Bericht von Masirevich am 22. Oktober.

faschistischen Ideen nicht einmal unverhüllt gezeigt und im allgemeinen ziemlich starr vertreten hat. Außerdem war die Kunst der Organisierung für Rosenberg ein Geheimnis mit sieben Siegeln. Er hatte zwar ständig neue und neuere Umorganisierungsvorstellungen, aber ohne die Kraft sie zu verwirklichen. Dergestalt bedeutete die Gründung des Außenpolitischen Amtes der NSDAP im Frühjahr 1933 das Bestreben der Partei ein anderes Ministerium für Äußere Angelegenheiten auszubauen und zugleich war sie Rosenbergs Kompensation (in gewissem Sinne seine Kaltstellung).

Weil das faschistische Deutschland des Sachverständnisses der traditionellen diplomatischen Körperschaft, ihrer riesigen Routine in den diplomatischen Beziehungen, ihres Ansehens, ihres Annehmens von den Partnern nicht entbehren konnte, und weil im wesentlichen das Ganze dieser Körperschaft auch trotz ihrer allerartigen Reserviertheit bereit war die neuen Machthaber zu dienen, blieb die Führung der internationalen Verbindungen des nazionalsozialistischen Deutschlands, das Erledigen der einzelnen Angelegenheiten in ihren Händen. Die Kontinuität wurde durch von Neurath, der vom Sommer 1932 ganz bis zum Frühjahr 1938 Außenminister war, spektakulär repräsentiert.

Hingegen ist die Formierung der deutschen Außenpolitik an den wesentlichen Punkten in die Hände derjenigen gefallen, die direkt im Auftrage von Hitler in den Auslandsländern verhandelten. Die Namen von Goebbels, Göring, Hess, Ley, Ribbentrop, Rosenberg und Schacht sind die bekanntesten, aber man könnte die Liste der Sonderbeauftragten noch fortsetzen. Wie in der nazionalsozialistischen Hierarchie im allgemeinen, so tobte auch unter diesen Beauftragten ein Kampf um den größeren Einfluß, für das Enteignen der einzelnen Gebiete. In diesem Kampf ist auch Joachim Ribbentrop zur immer größeren Macht gekommen, der im deutsch-englischen Verhältnis eine immer bedeutendere Rolle gespielt hat, und so — verzinsend in erster Linie seinen Erfolg bei der Schaffung des deutsch-englischen Flottenabkommens im Juni 1935 — übte er schon von Ende 1935 (mit seiner inzwischen organisierten Dienststelle) einen größeren Einfluß auf die deutsche Außenpolitik, als das Außenpolitische Amt von Rosenberg geübt hat.

Aber zur wahren Schlüsselfigur — obwohl Neurath durch Ribbentrop 1938 an der Spitze des Auswärtigen Amtes abgelöst wurde — ist Hermann Göring geworden.

Mit seinem maßlosen Ehrgeiz, seiner grenzloser Machtbegierigkeit, seiner Begabung, hat auch Göring für selbst den Posten des Außenministers auserwählt. Nachdem er aber eingesehen hatte, daß die Ablösung der Karrierediplomaten durch hundertprozentigen Nazis viel Erfolg nicht verspricht, „begnügte“ er sich mit der Rolle eines Sonderbeauftragten, der als „der zweite Mann des Staates“, als der fast nächst stehende Vertrauensmann Hitlers bei den außenpolitischen Entscheidungen seinen Einfluß geltend macht. Er war ein hemmungsloser Abenteurer von allen moralischen Momenten frei, dessen Gefährlichkeit dadurch noch erhöht wurde, daß er seine eigentliche Natur nicht einmal mit Jovialität verhüllt hat. Mit seinen dunklen Intrigen konnte er den Anschein einer größeren Macht als sein wirklicher Einfluß erwecken und oft suchten ausländische Diplomaten nach seiner „Unterstützung“, Vermittlung. Es

gab solche Gebiete der Außenbeziehungen, die er als seine ureigenste Handlungssphäre betrachtete, die er eifersüchtig bewachte. So beanspruchte er für sich eine determinierende Rolle in den italienischen, österreichischen, polnischen und jugoslawischen Angelegenheiten. Da er der „Sachverständige“ der jugoslawischen Frage war, betrachtete er die Abtrennung Jugoslawiens von der englisch-französischen Seite als seine eigene Aufgabe. Dergestalt empfand er für selbstverständlich in der ungarisch-jugoslawischen Diskussion Stellung zu nehmen, und später meinte er, daß die Versöhnung der beiden Länder unter seiner Mitwirkung geschehen soll.<sup>3</sup>

Weil die ungarischen Außenpolitiker natürlich keine Möglichkeit gehabt haben, auf den Kampf der für die Bestimmung der außenpolitischen Linie des Reiches kämpfenden deutschen Kräfte Einfluß zu üben, konnten sie nur eines machen: sie haben die Zuständigen der Wilhelmstrasse für adäquate Nachrichten bestürmt. Die Deutschen waren aber in einer schlechten Stimmung wegen der Nachrichten aus Belgrad, und sie waren ärgerlich über die ständige und gewaltsame ungarische Erkundigung. Da sie gegenüber Göring nichts zu machen gewagt haben, wurde ihre Gereiztheit noch durch die Unbeholfenheit stimuliert und das haben sie — hauptsächlich Neurath — dann gegenüber Masirevich empfinden lassen. Masirevich hat am 25. Oktober, dann — auf Kányás Telegrammanweisung — am nächsten Tag wieder mit Neurath gesprochen. In seiner Berichterstattung hat Masirevich die Mitteilungen des deutschen Diplomaten nur so zusammengefaßt, daß keine Änderung in der deutschen Diplomatie sei. Obwohl Neurath im Gespräch vom 25. — wenigstens den deutschen Quellen nach — einen solchen Ton geschlagen hat, daß es zweckmäßig wäre den Außenminister in der Zukunft nicht zu besuchen, sondern viel mehr zu vermeiden. Der Inhalt der verschiedenen Fragen des Gesandten gipfelte nämlich „in der Befürchtung, Herr Göring könnte bei seiner Anwesenheit in Belgrad hochverräterische Pläne gegen Ungarn geschmiedet oder wenigstens eingeleitet haben. Ich habe Herrn Masirevich beruhigt (dies war der Punkt über den der Gesandte berichtete — P. P.) und auf einige Fragen die Antwort verweigert, weil sie so unsinnig seien, daß ihre Beantwortung uns nicht zugemutet werden könne. Ich sagte Herrn von Masirevich, ich müßte zum mindesten verlangen, daß er uns nicht für komplette Idioten halte. Daraus ergebe sich dann alles weitere von selbst. Im übrigen möge er, falls dies zur Beruhigung beitrage, in Budapest sagen, daß sich in unserer Politik

<sup>3</sup> Unsere Erklärungen stützen sich auf die Feststellungen der Monographie von JACOBSEN, HANS-ADOLF, *Nationalsozialistische Außenpolitik 1933—1938*. Frankfurt am Main—Berlin, 1968. Siehe — in der Reihenfolge der einzelnen Anwendungen — 319, 2, 322—323, 50—51, 71, 261, 359—360. S. Zum Themenkreis s. noch das 6. Kapitel (Außenpolitik zwischen Revision und Expansion) der Arbeit von BRACHER, KARL DIETRICH, *Die deutsche Diktatur* (Köln, Berlin, 1969), sowie neuerdings JACOBSENS Studie (Zur Struktur des Auswärtigen Amtes 1933—1945, Hitler, Deutschland und die Mächte. Materialien zur Außenpolitik des Dritten Reiches, Düsseldorf, 1977. Redigiert von Manfred Funke), die größtenteils auf den Ergebnissen der Arbeit von 1968 aufgebaut ist. Die Rolle von Ribbentrop in den Entscheidungsprozessen der deutschen Außenpolitik wird von MICHALKA, WOLFGANG in seiner Monographie (*Ribbentrop und die deutsche Weltpolitik 1933—1940*, München, 1980.) in vielen Standpunkten neuartig behandelt.

gegenüber Ungarn durch die Anwesenheit des Generals Göring zu den Beisetzungsfeierlichkeiten in Belgrad nichts geändert habe, daß *wir aber der Ansicht seien, eine Besserung der deutsch-jugoslawischen Beziehungen könne für Ungarn höchstens von Vorteil sein.*“ (Hervorhebung von mir — P. P.)

Dieser letzte Passus hat aller Wahrscheinlichkeit nach Masirevich einen Floh ins Ohr gesetzt, weil er für offenbar gemacht hat, daß sich die Auffassung des Auswärtigen Amtes trotz allerlei Ableugen mit der Auffassung von Göring in einem grundlegenden Punkt doch trifft. Nämlich war der Standpunkt auch des letzten, daß das Ziel des Reiches ist Ungarn, Rumänien und Jugoslawien zu sich zu ketten. Und dieses Ziel konnte in der gegebenen Situation wirkungsvoll nicht mit der Schärfung der Gegensätze dieser Kleinländer, sondern mit Likvidierung deren befördert werden. Mit seinen Äußerungen in Belgrad wollte Göring die ungarisch-jugoslawischen bzw. ungarisch-rumänischen Gegensätze nicht vertiefen, sondern bestrebte er sich die Jugoslawen und Rumänen zum Reich noch näher zu bringen. Dagegen dürften die Leiter der Wilhelmstrasse keinen Einwand haben (obwohl auch das Gegenföhl — warum stört ein mit Unternehmen der auswärtigen Angelegenheiten offiziell nicht beauftragter Politiker mit seinen „Privataktionen“ die Schachzüge der Berufsdiplomaten — eine nicht unvernachlässigbare Bedeutung hätte), desto lieber haben sie befürchtet, daß Göring mit seinen plumpen Schritten durch Entfremdung Ungarns mehr Schaden als Nutzen verursache.<sup>4</sup>

Jedenfalls ist der Gesandte in Berlin nach diesen zwei Gesprächen zur Berichterstattung nach Hause gefahren. In Budapest haben die ungarischen Diplomaten ganz genaue Informationen darüber erfahren, daß Göring — etwa sein Auftreten in Belgrad gefolgt — dem rumänischen Gesandten in Berlin Petrescu-Comnen auch im Namen Hitlers entschlossen geäußert hat: „Deutschland ist neben keinerlei revisionistischen Politik eingebunden“, es hat kein Interesse an den ungarischen revisionistischen Zielsetzungen, und die Politik der Revision ist ein italienischer aber kein deutscher Gedanke. Obwohl Neurath energisch und ungeduldig am 25. und 26. Widerlegungen gegeben hat, doch könnten einerseits sein Hinweis auf vom ungarischen Standpunkte „außerordentlich vorteilhafte“ Züge des sich verbessernden deutsch-jugoslawischen Verhältnisses, andererseits die neuere Erklärung Görings und vielleicht am höchsten die Einbeziehung der Person von Hitler die Wirkung seines Auftretens beinahe völlig negligieren. Deshalb war Kálmán Kánya gezwungen, seinem Gesandten eine Anweisung zu geben neuerlich mit dem Außenminister zu verhandeln. In seinem Erlaß verbittertes Tones legte Kánya die

<sup>4</sup> K 63. 1934—21/7—3736. Bericht von Masirevich am 26. Oktober, ADAP C Band III/1. Nr. 269. (Wilhelmstrasse Nr. 26.) Aufzeichnung Neuraths am 25. Oktober; ADAP C Band III/1. Nr. 284. Aufzeichnung von Bülow am 30. Oktober über den Besuch von Comnen. (Diese Akte wurde in „Wilhelmstrasse“ — in Fußnote 4. 85. S. — veröffentlicht.) Zur Äußerung des Gesandten, daß die Göringsche Erklärung „den Weg für eine politische Annäherung zwischen Deutschland und Rumänien“ ebne, hat Köpke am Rande der Akte bemerkt: „Und entfremdet uns Ungarn, das natürlich Kenntnis von diesem Gespräch erhält“.

Vorausgegangenen dar, hervorgehoben die — auch von anderen Diplomaten verbreitete — Bezugnahme auf die Worte Hitlers, dann behauptete er als ein wirkungsvoller Kontrast, und die Wirklichkeit verändert, daß „wir in der Revisionsfrage auf die aktive Unterstützung Deutschlands niemals rechnen wollen haben, aber wir waren darauf nicht angebahnt, daß die deutsche Regierung unseren wichtigsten politischen Bestrebungen gerade gegenüberstehe“. Masirevich mußte Neurath aufmerksam machen, daß „die Erklärungen von Göring gerade jetzt, als eine vehemente Kampagne in Verbindung des Attentats in Marseille von der Seite der Staaten der Kleinen Entente gegen uns gehe, im größten Maße geeignet sind, die Tollkühnheit der Jugoslawen und ihre Angriffslust weiter zu steigern“. Kánya erwähnte über die ungarländische Kritik seiner deutschfreundlichen Politik, er machte einen scharfen Hieb nach der damaligen deutschen Außenpolitik: er identifizierte — es ist nicht zu sagen, daß es völlig unbegründet war — mit der Erfüllungspolitik von Stresemann. Schließlich spielte er auch seinen letzten Trumpf aus: wenn man auch auf die moralische Unterstützung der ungarischen Revision von deutscher Seite verzichten müsse, so „mag Ungarn die bisherige intransigente Politik lange nicht fortsetzen, sondern es wird früher oder später in irgendeiner Form in die von Beneš propagierte Donau-Kombination — zu welcher auch Österreich gehören werde — einzuschalten gezwungen werden“. (Hervorhebung — P. P.) Der hervorgehobene Teil zeigt darauf hin, daß Kánya seinen taktischen Schachzug vollkommen durchgedacht hat, weil eine auch mit Österreich verbundene Kombination in der Tat geeignet geworden wäre, die deutschen Expansionsbestrebungen lahmzulegen. Es ist genügend aber nur darauf hinzuweisen, daß sich eine Interessengemeinschaft, die die Vertiefung der bis dahin ziemlich blutlosen ungarisch-polnischen Verbindungen versprochen hat, kaum ein paar Tage früher an Gömbös' Polensreise eben in der Zusammenstimmung der Politik gegen die Tschechoslowakei gezeigt hat. Das zeigt eindeutig darauf hin, daß dieser zum höchsten Atout bestimmte Beweisgrund keinerlei reale Tragweite haben sollte.<sup>5</sup>

Nach seiner Rückkehr auf seine Station hat sich Masirevich sofort bei Neurath gemeldet, aber ihr Treffen geschah erst am 17. November. Inzwischen hat nämlich der rumänische Gesandte am 30. Oktober an seinem Besuch bei Bülow die vor ihm verklungene „ungemein erfreuliche“ Göringsche Äußerung „von grundlegender Bedeutung“ mitgeteilt. Der Staatssekretär wiederholte den offiziellen deutschen Standpunkt: „wir sind Revisionisten, auch heute noch in dem Sinne, daß wir die Verträge von 1919 nicht als unabänderlich ansehen können, und die Behauptung von Titulescu und anderen, daß Revision gleich Krieg sei, als absurd ansehen. Lehren der Geschichte beweisen das Gegenteil“. Die Wilhelmstrasse hat die Lage jetzt schon so beurteilt, daß sie Göring um eine Information über seine Äußerungen vor dem

<sup>5</sup> ADAP C Band III/1. Nr. 284. Der ungarische Fundort der Depeschen Comnes am 24. und 25. Oktober ist von Maria Ormos mitgeteilt (ORMOS, 339. S. Fußnote 9.). K 64. 1934—21—584. Instruktion Kányas für Masirevich. (Das Konzept stammt vom 30. Oktober, laut des Konzeptformulars wurde es am 5. November dem in Budapest weilenden Gesandten übergeben.)

rumänischen Gesandten bitten darf. Auf Neuraths Brief vom 2. November hat der preußische Ministerpräsident am 8. geantwortet. Er hat seinen Brief mit der Behauptung begonnen, daß Comnen in ganz Berlin unter dem Namen „Vater der Lüge“ bekannt sei. Seiner Behauptung gemäß hat er davon gesprochen, daß Deutschland Ungarn bei seinen Revisionsbestrebungen niemals unterstützen würde, da es die Kastanien — noch einmal nicht, wie 1914 — für andere Mächte aus dem Feuer holen wolle. Wie das deutsch-polnische Abkommen zeigt, hätten die Deutschen auf jede kriegerische Revisionspolitik verzichtet. Weder der Führer noch die Regierung wollten daran denken, auch nur einen deutschen Soldaten für andere Machtinteressen einzusetzen. Wenn der rumänische König in dieser Hinsicht Sorgen hätte, so sollte er sich lieber zu den Italienern wenden. Seiner Kenntnis nach hat sich der Führer vor dem Gesandten (d. h. Comnen — P. P.) auf ähnlicher Weise geäußert. Dann hat Göring wieder Comnen, weil Comnen seine Worte verdreht hätte, geschimpft, um seine Lüge je besser zu verhüllen. Nach dem Falle hat Göring für die geeignetste Taktik — wozu seine vorteilhafte Machtposition eine Möglichkeit gegeben hat — gehalten, wenn er selbst den Berufsdiplomaten Vorwürfe macht. In Anwesenheit einer größeren Gesellschaft hat er vor Köpke offen das Vergehen der Wilhelmstrasse beschuldigt. Seine wahre Natur zeigend behauptete er, daß das Auswärtige Amt einen Fehler begangen hätte, als es überhaupt für Comnen gestattet hatte, Mitteilungen zu tun. Noch deutlicher gesagt, hätte man den Göring kompromittierenden rumänischen Gesandten verstummen machen müssen. Dieser hervorragende Vertreter der neuartigen Nazidiplomatie ist erst dann verstummen, als Köpke erklärte, daß die Comnensche Mitteilung für das Auswärtige Amt noch vor dem Besuch des Gesandten im Auswärtigen Amt bekannt war, weil sein Telegramm nach Bukarest dechiffriert worden sei. Auch daran hatte Göring nachzudenken, daß das fragliche, in Budapest durchlaufende Telegramm — auch nach Köpkes Mitteilung nach — auch in der ungarischen Hauptstadt dechiffriert worden sei. Nichtsdestoweniger hat sich der vom Auftreten des preußischen Ministerpräsidenten Angst bekomme Köpke veranlassen gefühlt zu betonen, daß der rumänische Gesandte im Auswärtigen Amt eine Antwort mit demselben Inhalt bekommen habe, wie ihm Göring — nach seinem Brief vom 8. November — gegeben habe. So ist der Frieden zwischen diesen beiden Faktoren der deutschen Außenpolitik anscheinend wiederhergestellt worden, dessen Preis aber der spektakuläre Rückzug der Wilhelmstrasse war.<sup>6</sup>

In Kenntnis von all diesen kann man nicht staunen, daß die Unterredung vom 17. zwischen Neurath und Masirevich jede Besorgnis überschreitend mißgelingen ist. Der „wie üblich, mit einer langen Liste von Fragen“ erscheinende ungarische Diplomat hat die Unterredung neuerlich mit den „Taten“ Görings begonnen. Hierauf hat sich Neurath überhaupt nicht mehr beherrscht und griff den Gesandten mit einer wahren preußischen Junkerarrogantie an: „ich bin erstaunt, daß er den Mut hat, nachdem

<sup>6</sup> ADAP C Band III/1. Nr. 284; ADAP C Band III/2. Fußnote 2. der Seite 606, ebenda Beilage der Akten Nr. 323.: Görings Brief vom 8. November an Neurath, ebenda Nr. 323. Aufzeichnung Köpkes vom 13. November, Petersen 375. S.



sowohl der Ministerialdirektor Köpke als auch der Staatssekretär von Bülow wie auch ich selbst ihn über den Sinn der Äußerung des Ministerpräsidenten Göring zur Revisionsfrage eingehend aufgeklärt haben, jetzt noch einmal mit einer Beschwerde zu kommen. Wenn er unseren Mitteilungen keinen Glauben schenkte, so würde ich es in Zukunft ablehnen, ihm überhaupt noch irgendwelche Mittelungen zu machen. Ich hätte es satt, immer wieder dasselbe sagen zu müssen“. Der Gesandte versteifte sich aber und war nicht bereit, den Faden fallen zu lassen: „nach den Äußerungen derselben Balkandiplomaten sowie nach zuverlässigen Nachrichten habe Herr Göring stets betont, daß seine Äußerungen im Auftrage des Führers erfolgten.“ Nachdem er auch auf diese seine Bemerkung eine scharf verneinende Antwort bekommen hatte — er ließ sich augenscheinlich dadurch nicht stören — erkundigte er, ob die Deutschen mit den Jugoslawen zu politischen Abkommen gelangt sind oder sie Absicht solche zu treffen haben. Jetzt gab Neurath keine abschlägige Antwort mehr, sondern teilte — zurückweisend auf ihre früheren Erklärungen — einfach mit: „ich beabsichtigte nicht, mich nochmals darüber zu äußern“. Weil der Außenminister zu seinen Worten doch wieder dazugefügt hat, „daß es höchstens im Interesse Ungarns liege, wenn wir uns mit Jugoslawien gut ständen“, sah Masirevich den Augenblick angekommen, den schwersten Teil der Anweisung Kányas vorzutragen: „wenn Deutschland nicht demnächst seine freundschaftlichen Beziehungen gegenüber Jugoslawien aufgäbe, dann würde Ungarn sich mit der Tschechoslowakei und Österreich zu einem Donaubund zusammentun und uns den Donaauraum verschließen“. Der Minister des Äußeren wurde davon natürlich nicht erschrocken, sondern geriet er noch mehr in Erregung: „ich verbiete mir einen solchen Ton“ — antwortete er. „Ich lehne es entschieden ab, mir von der ungarischen Regierung Vorschriften über unsere Politik machen zu lassen. Drohungen verfängen bei uns überhaupt nicht. Im übrigen — fügte er dazu mit beißendem Hohn und veranschaulichend zugleich, wie weit er diese Drohung für unausführbar hält — gebe ich ihm meinen Segen zu der Verbindung mit den von Ungarn so sehr geliebten Tschechen“.

Als wäre der ungarische Diplomat von der Kraft der Unbeholfenheit weitergetrieben worden. Das heftig verschlossene Verhalten des deutschen Außenministers schien die von der Balkanpolitik des preußischen Ministerpräsidenten zur Verfügung stehenden, zahlreichen, einander bekräftigenden Informationen, geschweige zu dementieren, sondern — paradoxweise — lieber zu kräftigen. Nachdem sein in Erlaß bekommener Gegenargument von Neurath mit einer wütenden Gebärde vom Tisch abgefegt worden war, rückte Masirevich — um jeden Preis die deutsch-jugoslawische Annäherung zu verhindern — auf eigene Faust mit einem neuen Beweisgrund heraus. „Ungarn habe bisher versucht, zwischen Italien und uns eine Vermittlerrolle zu spielen. Diese Rolle müsse seine Regierung aufgeben, wenn wir weiterhin mit den Jugoslawen freundlich wären“. Auch davon sollte Neurath nicht erschüttert sein. „Diese Vermittlerrolle ist uns — replizierte er — schon häufig lästig gewesen, da sie immer darauf hinausgelaufen sei von uns zu verlangen, die Unfreundlichkeiten Mussolinis und seiner Regierung mit Umarmungen zu beantwor-

ten. Wenn Ungarn diese Vermittlertätigkeit einstellen wolle, so hätte ich nichts dagegen einzuwenden.“

Selbstverständlich hat der deutsche Diplomat übertrieben. Diese Vermittlungsrolle war nämlich für die Deutschen überhaupt nicht unvorteilhaft. Nichtsdestoweniger hatte sie eine wesentlich geringere Bedeutung, als ihr die Lenker der ungarischen Außenpolitik im allgemeinen beigemessen haben. Das mußte Masirevich jetzt in direkter Weise erfahren.

Die Unterredung war von viel größerer Tragweite, als daß der Gesandte darüber summarisch, das Verhalten Neuraths nicht erwähnend hätte berichten können, wie er das am 26. Oktober getan hatte. Er wählte deshalb die Möglichkeit, in einem Privatbrief seinen Minister des Äußeren zu informieren, da er in einer offiziellen Berichterstattung keine Spur hinterlassen wollte. Auch dieser Brief ist ein anschaulicher Beweis dafür, wie in wesentlichen Punkten abweichende Meldungen über ein und dasselbe Ereignis geboren werden. Masirevich enthält sich nämlich, die Worte Neuraths ausführlich und genau zu reproduzieren, weil das für ihn bis zu einem gegebenen Punkte auch einen persönlichen Mißerfolg bedeutete. Aber am Wesen ändert er nicht. Schon im vornhinein weist er darauf hin, daß die Verhandlung nicht die „angenehmste“ war, und er fügt auch hinzu, daß sein Partner von seinen Mitteilungen „einen roten Kopf bekommen hat“. Daneben bietet der Brief zur Rekonstruktion des Gespräches an zwei Punkten wichtige Ergänzungen, die aus Neuraths Aufzeichnung fehlen. Aus dem Brief kommt es nämlich hervor, daß der Führer der Wilhelmstrasse nicht nur jähzornig und negligierend war, sondern auch dadurch hat er auf den Gesandten Pressure ausgeübt, daß er ihn mehrmals mit der schriftlichen Festlegung ihrer Diskussion erschreckt hat. „Schon jetzt kann er sagen, wenn er über unsere Konversation Hitler berichtete, nähme der Letztere es ihm sehr übel“. Später bemerkt er, daß er über den Schritt von Masirevich um „eine schriftliche Mitteilung bitten müßte“, dann am Ende des Gesprächs — gut gesehen, daß die Anfertigung einer solchen Schrift überhaupt nicht nach Masirevich' Geschmack ist — zeigt er an: „er wird noch überlegen, ob er selbst eine schriftliche Antwort nicht gebe“. Aus dem Brief stellt sich andererseits heraus, daß der Gesandte — um die Empörung wegen „der Absicht“ der Donau-Konföderation zu beruhigen — seine Worte damit gemildert hat, daß „es sich hier um keine Drohung handle, sondern um eine Angst, über dessen Vorliegen ein Freund dem anderen Freund eine Mitteilung macht. Mit klarem Verstand können wir mit etwas nicht drohen, wogegen wir seit 15 Jahren hartnäckig gegenüber dem Druck aus Paris und Prag kämpfen“.<sup>7</sup>

Auf interessanter Weise zeigen eben diese zwei Ergänzungen am klarsten den totalen Mißerfolg des ungarischen Schrittes, statt des Erfolges der ungarischen Initiative das Drängen in die vollkommene Verteidigung. Im Zusammenhang mit dem als höchsten Trumpf bestimmten Argument gibt der ungarische Diplomat selbst zu,

<sup>7</sup> ADAP C Band III/2. Nr. 336. (Wilhelmstrasse Nr. 28.) Aufzeichnung Neuraths am 17. November; JUHÁSZ, 159. S.; K 64. 1934—21—648. Brief von Masirevich am 17. November an Kánya.

daß sie es absolut nicht ernst gedacht haben, dann müssen sie — von der Erwägung ausgehend, damit der Streit mit den Deutschen nicht vergiftet, bzw. damit diese Tatsache vor den breiteren Kreisen nicht bekannt wird — gegen die Geburt der deutschen schriftlichen Antwort kämpfen. Diesen — sehr geringen — Erfolg ist es gelungen, zu erreichen. Sechs Tage später sucht Masirevich Bülow auf, und im Zeichen des totalen Rückzuges erklärt er, daß nichts von ihm und von seiner Regierung ferner steht, den Wert der Äußerung von Neurath zu bezweifeln. Der Gesandte hat wieder seine Auffassung darüber ausgedrückt, wie schlecht die schriftliche Antwort wäre, und der Staatssekretär stellte in Aussicht darüber abzusagen. Am Rande der Aufzeichnung hat Neurath notiert, daß er die Angelegenheit nicht weiter verfolgen will, aber den Gesandten in der Zukunft nicht empfangen wird. Dieses Moment sei deshalb wesentlich, da es zeige, daß Masirevich — obwohl seine Demission aus Berlin entscheidend auf das Auftreten Görings stattgefunden ist — schon mit dem Gespräch vom 17. November seine dortige Situation für unmöglich machte.

Kálmán Kánya hat natürlich keine Kenntnis über Neuraths Entscheidung gehabt, über das hervorragende Gespräch aber, im wesentlichen, hat er genaue Erfahrung besessen. Seine Konklusion führte ihn doch in eine schlechte Richtung. „Mit Freude und Genugtuung“ hat Kánya den Brief seines Freundes gelesen, erfreuend aller Wahrscheinlichkeit nach, daß es ihm wegen der so vielen Ärger verursachenden deutschen Außenpolitik mindestens Neurath zu ärgern gelungen ist. „Obschon ich bedauere — schreibt er nicht eben überzeugend —, daß Neurath die von Dir Vorgetragenen übelnahm, kann ich mich von dem Eindruck nicht verschließen, daß jene früher oder später die für uns vorteilhaften Früchte bringen werden“. Wie wir es gesehen haben, ist die Frucht ziemlich schnell gewachsen, obgleich sie noch eine Weile vor den ungarischen Politikern auch nicht bekannt sein sollte. Die „vorteilhaften Früchte“ wollten aber weder früher noch später wachsen. Sogar mußte man eher in eine neue herbe Frucht hineinbeißen.<sup>8</sup>

Mitte Dezember hat der ungarische Gesandte in Berlin in der Wilhelmstrasse eine Note übergeben, in der die deutsche Regierung von der ungarischen Regierung gebeten wurde, im Interesse der Aufhebung der Verweisungen aus Jugoslawien zu intervenieren. Die deutsche Antwort war aber ablehnend, zur gleichen Zeit, als

<sup>8</sup> K. 64. 1934—21—648. Chiffreerlaß Kányas an Masirevich am 20. November, ADAP C Band III/2. Nr. 349. Aufzeichnung von Bülow am 23. November. Die zu dieser letzt erwähnten Akte beigefügte 3. Fußnote enthält die Randbemerkung Neuraths; K. 64. 1934—21—648. Kányas Brief vom 22. November an Masirevich. Es ist zu erwähnen, daß die Protokollabteilung des AA eine Aufzeichnung am 16. September 1933 für Staatssekretär Lammers in die Reichskanzlei zugesandt hat, anlässlich des Amtrittsbesuchs an demselben Tag von Masirevich bei Hitler. Die Aktennotiz gibt eine ausführliche Schilderung über die bisherige Laufbahn des ungarischen Gesandten, dann wird es festgestellt, daß der ungarische Diplomat — laut des Berichts der deutschen Gesandtschaft in Prag — seine Aufgabe zweifellos ausgezeichnet ausgeführt hat. (Masirevich war nämlich vor Berlin in Prag der Gesandte seiner Heimat — P. P.) „Er wird als ein Ungar von gutem Schlagstolz, gerade, aufrichtig und im Grunde gutmütig, geschildert . . . Er soll ein aufrichtiger Freund Deutschlands sein, wenn er sich auch einige Male bitter über das geringe Interesse, das Deutschland an Ungarn nähme, oder das zu große Interesse, das Deutschland an der deutschen Minderheit in Ungarn zeige, beklagt hat“. Bundesarchiv (Koblenz) Reichskanzlei 43/II/1501 Fol. 97—99.

London seine Mißbilligung wegen des Vergehens der jugoslawischen Behörden ausgedrückt hat. Als Beweggrund wurde der durchsichtige Vorwand aufgebracht, daß Deutschland kein Mitglied des Völkerbundes ist und am Zustandekommen der Genfer Resolution vom 10. Dezember nicht teilgenommen hat. In Berlin wußte man sehr gut, daß die Zurückweisung weit nicht in Zusammenhang mit dem deutsch-ungarischen Verhältnis ist, deshalb hat die deutsche Seite jetzt das Interesse gehabt — und sie selbst hat gebeten —, daß der ungarische Gesandte den Beweggrund der Zurückweisung in keiner Berichterstattung schreibe. Jedenfalls hatte der Fall so viel Nutzen, daß er Masirevich die Augen einigermaßen aufgehen ließ. In seinem Brief an Kánya vom 22. Dezember — auch zu den Vorgängen zurückgreifend — hat er den Eindruck abgefaßt, „daß in deutsch-jugoslawischer Beziehung lieber die von Neurath abgeleugneten oder dem Geschwätz der Balkandiplomaten zugeschriebenen Göring-Äußerungen eine reale Form zu verkörpern scheinen“. Er kommt noch näher der Wirklichkeit, als er ein paar Zeilen später darüber schreibt, daß „die Deutschen im Grunde ihrer Seele Jugoslawien betreffend viel weiter gehende Hoffnungen und Wünsche haben als die ausgesprochen wirtschaftlichen Beziehungen, die sie gegenüber uns zu erwähnen pflegten“. Ebenfalls richtig stellt er fest, daß „eine gewisse Veränderung in unserem Verhältnis zu den Deutschen seit dem Zustandekommen des Römer Paktes trotz allen entgegengesetzten offiziellen Versicherungen eingetreten sei... je mehr die Kollaboration sich zwischen Rom—Budapest—Wien eine reale Form verkörpert, desto komplizierter werde unsere Lage in Berlin“. Er sieht gut, daß „die Deutschen hier in die Kollaboration nicht eintreten wollen, andererseits schmollen sie doch, daß sie aus den so häufigen italienisch-ungarisch-österreichischen freundschaftlichen Besuchen und Gedankenaustauschen außer bleiben“. Doch macht er keine Anstrengung, die tieferen Gründe des konstatierten und zweifellosen Widerspruches aufzudecken, sondern er ist sofort bereit, das auf die Rechnung der subjektiven Schwäche der Deutschen zu schreiben, deshalb schlägt seine Folgerung völlig fehl. Seiner Meinung nach ähneln die Deutschen „dem schmollenden Kind“. „Deshalb versuchen sie“, meint er, für die Italiener mit den Jugoslawen viele Unannehmlichkeiten zu verursachen, was ihnen auch gelingt, aber das ist dann alles“. Er forscht nur nach den psychologischen Momenten — „diese Schikane und Sticheln liegen im deutschen Charakter“ — und so verdirbt er gründlich seine Feststellung auf das reale Ermessen der deutschen Politik gegenüber Jugoslawien. Auf Grund seiner Beobachtungen folgert er richtig: „es ist schwer zu glauben, daß die Lenkung und Entscheidung der Außenpolitik letzten Endes in den Händen der Wilhelmstrasse sind. Auch allerartige andere Faktoren spielen hier mit, die oft stärker als die Wilhelmstrasse sind, und im Rücken handeln sie“. Den Kampf um die Lenkung der deutschen Außenpolitik sieht er aber mit der Überlegenheit des Berufsdiplomaten, der allein die traditionellen diplomatischen Spielregeln für erfolgversprechend hält. So mißt er den immer größeren Einfluß der Nazis auf die deutsche Außenpolitik nicht auf seiner tatsächlichen Bedeutung sondern viel mehr an ihrem „Pfuscher-Wesen“ ab. Die schlechte Annäherung führt zu einer verzerrten Analogie. Die damalige Situation

wurde von ihm mit dem Weimarer Zeitalter in Verwandtschaft gebracht. „So als damals, scheint es auch jetzt für das wichtigste mit den hiesigen Soldaten einen guten Kontakt zu halten. Nur das ist stabil unter den vielen Instabilitäten“. Der total falschen Analogie folgt eine vollkommen richtige Folgerung. „Von Deutschland dürfen wir nicht viel hoffen, so mindestens erreicht uns keine Enttäuschung“. Und seine Schlußfolgerung ist es keinen Groll zu zeigen, sondern die weiteren Ereignissen einstimmig abzuwarten und die Linie zu den Deutschen zu halten „solange es möglich ist neben dem vor Augenhalten der doch aufstehenden Interessengemeinschaft“.

In seiner Antwort quittierte Kánya den Brief seines Freundes „mit großer Freude“ und schrieb, daß er die darin stehenden Folgerungen völlig teilte. Doch meinen wir in den Auffassungen der beiden Diplomaten bezüglich der deutschen Außenpolitik einen Unterschied zu entdecken, weil Kánya Masirevich auf dem unsicheren Boden der Psychologisierung nicht verfolgt, und es gibt kein Zeichen, daß er die Wirkung der Nazis auf die Außenpolitik von ihren Methoden annähern wollte. Der Minister des Äußeren stellt nur trocken fest, daß „der Einfluß der Göringschen Clique auf die deutsche Außenpolitik stärker geworden ist (und) . . . die diesen Einfluß geringschätzenden Äußerungen von Neurath den Tatsachen nicht entsprechen“. Später schreibt er, daß „das Verhältnis zwischen Hitler und Neurath überhaupt nicht so gut ist, wie das — unter anderen — von der hiesigen deutschen Gesandtschaft und von der Wilhelmstrasse behauptet wird, und . . . Hitler . . . die Leistungsfähigkeit der Wilhelmstrasse nicht hochachtet“. Die in jener Zeit verklungene und in den ungarischen diplomatischen Kreisen viel Staub aufwirbelnde Äußerung von Heeren, des deutschen Gesandten in Belgrad wurde von ihm so qualifiziert, die eher der Göringschen Auffassung entspricht. Auch Kánya erteilt die Meinung des Gesandten, demzufolge „dürfen wir von Deutschland in solchen Umständen nicht viel hoffen und können wir höchstens gegen die Tschechen eventuell auf ihre Stützung rechnen“. Kánya hat aber auch in dieser Hinsicht Vorbehalt, weil die Deutschen — seiner Meinung nach — auch diese Stützung nur im Falle geben würden, „wenn wir vorher früher mit Jugoslawien, dann mit Rumänien übereinkommen könnten, wodurch unser Wert als eine Alliierte — deutscher Auffassung nach — wesentlich steigen würde“. Er ist mit Masirevich auch darin einverstanden, daß „das beste ist, wenn wir keine Gekränktheit zeigen und ein gutes Verhältnis zu Deutschland halten, *solange es möglich* ist“. (Hervorhebung — P. P.) Der hervorgehobene Teil zeigt, daß Kánya zu dieser Zeit die Zukunft des deutsch-ungarischen Verhältnisses ziemlich trüb beurteilt hätte und er hätte in Rechnung genommen, daß das sich noch weiter verschlimmern werde.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> K 64. 1934—21—720. Masirevich' Brief vom 22. Dezember an Kánya; ORMOS, 1968, 195—196. S.; K 64. 1934—21—720. Kányas Antwort an Masirevich am 28. Dezember. — Der deutsche Gesandte in Belgrad hat anlässlich des Einweihens der neuen Brücke über dem Fluß Save geäußert, daß „die neue Brücke das schönste und symbolischste Denkmal sei, das an die Erinnerung des großen Königs eingeweiht worden sei, weil das das Herz Jugoslawiens mit den Provinzen einige, nach denen sich das jugoslawische Volk jahrhundertlang gesehnt habe“. K 64. 1934—21—7055. Bericht von Alth, ungarischem Gesandten in Belgrad am 21. Dezember. ORMOS, 342. S.

Vermutlich hängt es mit diesem zusammen, daß Gömbös — der Mitte Dezember auf die Interpellation des Abgeordneten Nikolaus Grieger antwortend für richtig gehalten hätte, die Fortsetzung der deutschfreundlichen Politik wieder zu bekräftigen — am 30. Dezember an Reichsverteidigungsminister Blomberg einen Brief gerichtet hat. Der direkte Grund dafür war, daß General Stojakovich von Blomberg bzw. auch von Hitler empfangen wurde. (Der General hat seinen Namen nicht viel später auf Sztójay verändert und unter diesem Namen spielte er als Gesandter in Berlin, dann als Ministerpräsident seine traurige Rolle.) Daneben hatte die Meinung von Masirevich — die auch von Kánya aller Wahrscheinlichkeit nach geteilt worden war — im Zustandekommen des Briefes mitgespielt: man muß in erster Linie mit den Soldaten auf gutem Fuße stehen, weil „das das einzig stabil unter den vielen Labilitäten sei“. Aus dem Brief kommt es heraus, daß der General in Berlin die von Gömbös aufgeworfenen Frage besprochen habe, aber auf das Meritum dieser Besprechungen haben wir leider keinen Stützpunkt. Auch auf die deutsche Antwort kann man nur mit Transmission und insofern folgern, daß Gömbös mit der Reise des Generals nur „vorübergehend“ zufrieden war, deutlicher gesagt hat die deutsche Botschaft ihm nicht sehr gefallen. Die Ungarn sind von den Deutschen auf den zum gemeinsamen Ziel nach Norden von der Donau führenden Weg angespornt worden und das hatte Gömbös aller Wahrscheinlichkeit nach für wenig gemeint. Auch er hat seine Auffassung zum Ausdruck gebracht, wonach keine unbesiegbaren Hindernisse in den anderen Fragen sein werden, „da ich *just der Ansicht bin* — hat er sagen lassen — daß es Schicksal ist: *zusammengehen*“. (Hervorhebung — P. P.) Hinter dem trotzigem Aufsatz steht höchstwahrscheinlich der Hinweis auf die Diskussion wegen der deutsch-jugoslawischen Annäherung bzw. Gömbös' hartnäckige Überzeugung, die sich auch unter der Wirkung der immer eindeutigeren Tatsachen nicht verändert hat. Im folgenden Satz des Briefes widerspiegeln sich auf einmal die Spannung des deutsch-ungarischen Verhältnisses, sowie die Überzeugung von Gömbös, daß er dies verändern könne. „Ich will hoffen, daß ich *doch* einmal wieder nach Berlin und zwar offiziell kommen kann, dann könnten wir das Thema fortsetzen, beziehungsweise zu realisieren beginnen“. <sup>10</sup> (Hervorhebung — P. P.)

Die neue Deutschlandsreise konnte noch viele Monate lang nicht verwirklicht werden, weil sowohl ihre außen- als auch innenpolitischen Voraussetzungen gefehlt haben. Aber im Mai 1935 ist Göring — obschon er von niemanden eingeladen wurde — anlässlich seiner neuen Südosteuropareise, diesmal seiner „Hochzeitsreise“ in Budapest erschienen.

Der Naziführer sollte sehr gut wissen, daß die ungarische politische öffentliche Meinung seine Äußerungen im Oktober nicht vergessen habe und befürchtete, daß er

<sup>10</sup> Tagebuch Band XXIV. 401—403. S., K 63. 1934—20/7—3721. Tagesbericht über das Gespräch zwischen Kánya und Schnurre am 21. Dezember; K 64. 1935—21—6. Gömbös' Brief am 30. Dezember an Blomberg. S. noch: KEREKES, LAJOS, *Anschluß 1938. Ausztria és a nemzetközi diplomácia 1933—1938* (Anschluß 1938. Österreich und die internationale Diplomatie 1933—1938). Budapest, 1963, 163. S., JUHÁSZ, 163. S.

von der Presse ungünstig empfangen werde. Dies dürfte die Ursache sein, daß er vor der Abreise aus Berlin auch zweimal mit Masirevich gesprochen hat, obgleich er auf den Gesandten schmollen sollte, weil er in ihren Besprechungen seine Erklärungen offen kritisiert hatte. Göring hat aber seine Interessen mit seinen Emotionen nicht gemischt, deshalb wurde er von seiner Abneigung nicht behindert, um die Hilfe des Gesandten beim günstigen Beeinflussen der ungarländischen Presse zu bitten. Und so hat ihn auch die gebetene — und bekommene — Hilfe nicht gestört in Budapest gegen Masirevich intrigierend seine Demission zu erreichen. Übrigens hat der preußische Ministerpräsident für seine geplanten Besprechungen mit Horthy und Gömbös vor dem Gesandten ein doppeltes Ziel erwähnt: einerseits — „in Hinsicht auf das verschlechterte deutsch-italienische Verhältnis“ — über die Freundschaft zwischen Budapest und Rom ein helles Bild zu gewinnen. (Deutlicher gesagt wollten die Deutschen, Masirevich' Meinung nach, die ungarisch-italienische Freundschaft bremsen.) Andererseits wollte er seinen Gesprächspartnern „einen wohlwollenden freundschaftlichen Rat“ bezüglich ihrer Politik gegenüber der Kleinen Entente geben. Dieser „wohlwollende freundschaftliche Rat“ war mit dem gleich, der von Hitler für Gömbös im Juni 1933 — ergebnislos — gegeben worden war: die Ungarn müßten auf die Forderungen an die Jugoslawen und Rumänen verzichten und ihre Anstrengungen gegen den nördlichen Nachbar konzentrieren. (Es ist benennenswert: die ungarische Unbiegbarkeit in dieser Hinsicht war vor den Deutschen schon so bekannt, daß Göring anlässlich ihres ersten Gesprächs weitaus zurückhaltender war und er hat „als Training“ nur den Verzicht auf die territoriale Revindikation gegen die Jugoslawen proponiert, seine „Überzeugung“ betonend, demnach Slowakei und Siebenbürgen früher oder später zu Ungarn zurückkommen werden.<sup>11</sup>

Damals war der Gedanke der Konzentrierung gegen den tschechoslowakischen Nachbarn überhaupt nicht neuartig. Anfang 1935 hat auch Mussolini die Ungarn mit einem solchen Rat traktiert, aber am 24. Mai ließ auch Bülow — in der neuen Situation infolge der sowjetisch-französischen bzw. sowjetisch-tschechoslowakischen Abkommen — sehr ähnliche Ideen ertönen. So meinte der ungarische Gesandte überhaupt nicht unbegründet, daß die Göringschen Zielsetzungen keine inhaltliche Neuigkeit enthielten. Und obgleich Masirevich aus diesen Erklärungen den Eindruck gewonnen hat: Göring „wird in einer von Hitler bekommenen politischen Mission nach Budapest kommen“, vergaß der Gesandte seine richtige Erkenntnis von Dezember — einerseits im Banne der Informationen von der Wilhelmstrasse (wo über

<sup>11</sup> K 63. 1935—21/7—1095/1540 Tagesbericht über die Besprechung zwischen Apor, dem ständigen Stellvertreter des Außenministers und Maugras, französischem Gesandten in Budapest am 10. Mai. Maugras erzählt, daß Göring — laut der Information der jugoslawischen Regierung — „eine Hochzeitsreise nach Dalmatien plante und seine Reise in Budapest abbrechen würde, um mit der ungarischen Regierung zu verhandeln und zu verhindern 'qu'ils fassent des bêtises.'“ Ebendort 1095/1618/ Chiffretelegramm von Masirevich am 16. Mai, ebenda 1095(1701) Rundtelegramm Apors am 22. Mai; ebendort 1095(1947) Tagesbericht über das Telefongespräch zwischen Masirevich und Hertelendy am 24. Mai, K 64. 1935—21—405(390) Masirevich' Brief vom 7. Juni an Apor, ebendort Nr. 405. Brief von Masirevich an Kánya am 15. Juni; ebendort Nr. 354. Masirevich' Brief vom 24. Mai an Apor.

die außenpolitische Bedeutung der Reise wieder geringschätzig geäußert wurde, und irgendwelche Intentionen des „Führers“ in dieser Hinsicht rund verneint geworden seien), andererseits auf die Wirkung des Verhaltens — dilettantische Erörterungen, lächerliche Eingebildetheit zeigende Äußerungen — von Göring. Er kehrte zurück, woher er ausgegangen war, er hat seine alte Auffassung wiederholt — „Göring, als Außenpolitiker wurde von mir nie ernst genommen“ — und Budapest hat er geraten, dem Besuch und den Erklärungen des Besuchers „innerlich keine Bedeutung oder keine Wichtigkeit zuzuschreiben. Ich habe einen ernsten Grund zu hoffen: Göring hat von Hitler keine positive Mission oder keine Instruktion für die Budapester Gespräche bekommen. Nur im allgemeinen wurde ihm der Zug der deutschen Außenpolitik mitgeteilt, daß man hier gern hätte, wenn Ungarn seine Politik gegenüber den verschiedenen Ländern der Kleinen Entente nuancieren könnte und dadurch Deutschlands Bestrebungen auf die Zerstörung der Kleinen Entente fördern würde. Meiner Meinung nach ist es das wichtigste, Göring und seine Frau in Budapest warm zu empfangen und zu feiern“.<sup>12</sup>

Das war eine völlig verfehltete Beurteilung der Lage. Selbst die Tatsache, daß Göring auf alle diplomatischen Spielregeln pfeifend, seine Besuchsabsicht einfach ankündigend, sogar auch den Zeitpunkt einseitig bestimmend, seine Reise nicht nur geplant hat, sondern — in Budapest und in Sofia ohne jede Veränderungen, in Belgrad mit einer kleinen Zeitpunktmodifizierung — verwirklichen könnte (nur im geographisch am fernsten liegenden Athen wurde ihm eine geschlossene Tür gezeigt), hat an und für sich die Verstärkung des Einflusses Deutschlands im Südostraum gezeigt. Es war ein großer Fehler, von dieser Verstärkung die Person von Göring steif zu trennen. Dieser Irrtum ist desto auffallender, weil die Gesandtschaft in Berlin mit lebhafter Aufmerksamkeit den Erscheinungen des Ausbaus des totalen Faschismus in Deutschland gefolgt hat, in dessen Rahmen — es ist eben mit zu dieser Zeit auf das Papier geworfenen Worten von Masirevich zu erwähnen — „ein vielmaliges Zusammenspinnen zwischen dem Staate bzw. der Partei“ zustande gekommen ist. Aus dieser Erkenntnis wäre die Folgerung sehr nahe und logisch gewesen, daß die Göringsche Rolle eine Äußerung dieses Prozesses in der Außenpolitik wäre. Es ist noch hinzuzufügen, es war in den ungarischen politischen und diplomatischen Kreisen ziemlich bekannt, daß das Gegenüberstehen des Auslandsdeutschtums mit den einzelnen Mutterländern aus dem Reich regelmäßig und wirkungsvoll geheizt wurde. Im Zusammenhang mit der Wahl ins Abgeordnetenhaus im März — als der Wahlterror auch die Abgeordneten der deutschen Nationalität getroffen hat — hat sich die deutsche Presse mit der Abwicklung der Wahlen und damit im Zusammenhang mit der „Unterdrückung“ der Deutschsprachigen in einem solchen Ton beschäftigt, daß der Gesandte in Berlin von Kánya eine Anweisung bekommen hat,

<sup>12</sup> K 83—1935. o. Z. Bericht von Masirevich am 24. Mai über seine Besprechung mit Bülow. Der Bericht wurde — aus einem anderen Fundort — teilweise von Mária Ormos zitiert. (ORMOS, 376, 383. S.) K 64. 1935—21—405., ebenda 405(390), ebendort 354., K 63. 1935—21/7—1095(1726) Chiffretelegramm von Masirevich am 24. Mai.



formal zu protestieren. Aus den Worten des an der jährlichen Großversammlung des Vereins für das Deutschtum in Ausland in Königsberg in der ersten Junihälfte eine Rede haltenden und den führerschen Gruß verdolmetschenden Reichsministers für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung, Bernhard Rust hat Masirevich völlig richtige Folgerungen gezogen, und er war von den Äußerungen Rust' überhaupt nicht irreführt worden, mit denen der Reichsminister das Wesen seiner Rede — d. h. Hitler der Führer des ganzen Deutschtums ist — zu verhüllen bestrebt hat. Auch aus dieser Erkenntnis hätten sich Folgerungen geboten, die Rolle des nazistischen Parteileute — so Göring — in der Außenpolitik realischer zu erkennen.

Zu dies allen ist es zuzugeben, daß Masirevich selbst war, der die Aufmerksamkeit des Ungarischen Außenministeriums an die sehr nahestehende Beurteilung des sowjetisch—tschechoslowakischen Vertrages von Bülow und Göring gerichtet habe. Die Ähnlichkeit war zwar vom Gesandten festgestellt worden, aber die Konklusion wurde — entsprechend der Denkweise des Gesandten — nur einseitig gezogen. Die Göringschen Erörterungen hat er für solche gesehen, die dem Standpunkte Bülow einen größeren Nachdruck gegeben hätten. Hingegen hat er aber daran — nach den Zeichen — nicht gedacht, daß der preußische Ministerpräsident, wie es auch aus diesem zu sehen ist, an die Lenkung der auswärtigen Angelegenheiten dennoch einen größeren Einfluß habe — wie das der Fall war.<sup>13</sup>

Göring's „Hochzeitsreise“ hat in ganz Europa ein großes Aufsehen erregt, sie hat eine tiefe Besorgnis deren ausgelöst, die um den Frieden besorgt waren. Im ungarischen Abgeordnetenhaus hat Karl Peyer — eine führende Persönlichkeit der ungarischen Sozialdemokratie — die Regierung nachdrücklich gewarnt — „sich zu einer solchen Richtung anzuknüpfen, die in Europa neue kriegerische Gefahren hervorruft“ und er hat düster daran erinnert, daß Ungarn „auch in der Vergangenheit und auch während des Weltkrieges seine Verbündeten unglücklich ausgewählt hat“. Die *Times* in London hat ihre Leser darüber informiert, daß die Reise in Mitteleuropa und auf dem Balkan als ein Schritt gegen die sowjetisch—französischen und sowjetisch—tschechoslowakischen Verträgen betrachtet werde. Diesbezüglich hat die Zeitung wahrgesagt, daß Ungarn, Bulgarien und Jugoslawien bald in die deutsche Interessensphäre gelingen werden. Die Lenker der italienischen Außenpolitik haben anscheinend einen Gleichmut gezeigt, in der Wirklichkeit haben sie aber die Ereignisse wachsam beobachtet. Die Tournee wurde auch von den in Rom stazionierenden ausländischen Diplomaten als eine wiederholte Äußerung der „Drang nach Osten“-Politik erklärt. Nach der Meinung des sowjetischen Botschafters in Rom wollte Göring an seinen Budapester Verhandlungen — darüber gibt es leider keine Quellen —

<sup>13</sup> PETERSEN, 414. S. Fußnote 97.; K 83—1935. o. Z. Bericht von Masirevich am 15. Juni über die Großkundgebung des VDA in Königsberg; K 63. 1935—21/7 o. Z. Chiffretelegramm von Masirevich am 2. April, K 74. II. Berlin 1935. Chiffretelegramm Kányas am 3. April, K 83—1935. o. Z. Bericht von Masirevich am 7. April, Filmarchiv des Instituts für Geschichtswissenschaft der Ungarischen Akademie der Wissenschaften A—337 Nr. E 674263.65. Stieve an Mackensen vom 4. April 1935, Wilhelmstrasse Nr. 33. Mackensen an Stieve vom 6. April 1935; K 83—1935. o. Z. Bericht von Masirevich am 24. Mai.

das Zustandebringen einer deutschen Flugzeugbasis in Ungarn erreichen. Im Interesse der Verbesserung des ungarisch-jugoslawischen Verhältnisses wollte Göring seine Vermittlung anbieten und wünschte eine Erklärung von Gömbös, wonach der ungarische Ministerpräsident gegen den Anschluß keinen Einwand habe. Die sowjetische Auffassung hat sich aus der Beurteilung ernährt — wie das auch in der Prawda von Moskau am 25. Mai zum Ausdruck gekommen ist —, daß die Macht, die Ungarn beherrscht, einen Einfluß auf seine Nachbarn sogar auch auf den Balkan hat. Die Reisen von Göring und des Veteranen Generalfeldmarschalls Mackensens — der (übrigens der Vater des deutschen Gesandten in Budapest — P. P.) nicht lange vorher auch zu Gaste in Ungarn gewesen ist — sind aus diesem Standpunkte zu beurteilen.<sup>14</sup>

Durch die Telegrammdechiffrierungen, durch das Abhören der Telephongespräche, durch die eingebauten Geheimagenten hat Göring reichliche Kenntnisse darüber gehabt, daß Kánya und Masirevich ihn mit solcher geringschätzigen Überlegenheit behandelt haben, und wie weit sie von der Beherrschung seiner südslawischen Politik waren. Darüber hinaus hat er auch das zur Kenntnis nehmen müssen, daß auch Gömbös nicht willig ist, die territorialen Forderungen auf die Tschechoslowakei zu beschränken. Deshalb hat er die Lösung gewählt, vor Horthy die Politik von Gömbös und Kánya zu kritisieren, vor Gömbös aber Masirevich zu klagen, weil er die „sehr vertraulichen“ Göringschen Äußerungen beinahe ab sofort den italienischen und britischen Botschaftern zur Kenntnis gegeben hätte. Aus Masirevich' bestätigenden Berichterstattungen verblüfften Tones ist es mit ziemlich großer Wahrscheinlichkeit festzustellen, daß der Gesandte keinerlei Indiskretion verübt habe: die dunkle Intrigue des Naziführers hatte das Ziel, den für ihn unangenehmen Diplomaten zu entfernen. Laut der Zeichen hat Mackensen — der als Schwiegersohn von Neurath aller Wahrscheinlichkeit nach über die unmögliche Position Masirevich' auch gegenüber dem Minister des Äußeren gründlich informiert war, und der nach dem jetzt vor seinen Mund kein Schloß mehr hängenden, beleidigten ungarischen Diplomaten obendrein „ein großer Speichellecker der Nazis“ sei — an der Anschwärzerei des ungarischen Gesandten in Berlin tätig teilgenommen. Nachdem Mackensen Gömbös ausdrücklich bekräftigt habe: auch Neurath ist der Meinung, laut deren der Gesandte nicht rechnen dürfe, daß er von den offiziellen Stellen empfangen werde, hat der Ministerpräsident in Aussicht gestellt, den Gesandten zu beurlauben, nach dessen Vergehen — versprach er — der Gesandte an seinen Stationierungsplatz nicht mehr zurückkehren werde.

Die Kritik an den Ministerpräsidenten und Außenminister habe keine Wirkung haben mögen, Masirevich habe hingegen fallen müssen. Kánya — der damals in Genf gewelt hat — kämpfte zwar nach seiner Heimkehr noch eine Zeit weiter, letzten Endes

<sup>14</sup> Tagebuch 1935. Band II. 99. S. Népszava (Volksstimme) 29. Mai 1935., der Artikel von Times am 27. Mai wurde von der Népszava am 28. Mai publiziert; K 63. 1935—21/7—1095(2078) Villanis Bericht am 19. Juni, K 74. I. 1935. Rom Chiffretelegramm von Villani am 12. Juni, K 63. 1935—27/7—1095(1994) Jungerth-Arnóthys Chiffretelegramm am 16. Juni, ebendort o. Z. Chiffretelegramm von Jungerth-Arnóthy am 25. Mai, Új Magyarország (Neues Ungartum) 22., 26. Mai.

mußte aber auch er — nachdem Neurath ungewöhnlich grob auch ihm die Unmöglichkeit der künftigen Zusammenarbeit mit dem Gesandten bekräftigt hatte — nachgeben.<sup>15</sup>

Der Fall scheint unsere Auffassung mit einem scharfen Licht herumzuzeichnen, laut deren die ungarische Außenpolitik keine echte Alternative hatte. Weil Kánya — wie er das Mackensen gesagt hat — auf Grund des Auftretens Görings in Budapest daran viel gegrübelt hätte, in welchem Maße Göring für sich gestatten würde, in die ungarische Innenpolitik einzugreifen, wenn ein viel engeres Band zwischen Berlin und Budapest zustande käme. Aber diese Grübeleien hatte — obwohl es nicht bezweifelt werden durfte: das Verhalten des Naziführers hat auf Kánya in der Tat „eine niederschlagende Wirkung“ geübt — keinen, die ungarische Außenpolitik modifizierenden Einfluß. Nur elegisch hat Kánya an die Undankbarkeit hingewiesen, „die Deutschland gegenüber denjenigen zeigt, die in Ungarn die Notwendigkeit einer deutschfreundlichen Politik am entschiedensten betonen“, an seiner Grundstellung hat hingegen nichts verändert. Selbst Göring ist unfähig — sagte er — ihn „von dem Weg der deutschfreundlichen Politik abzuweichen“, den er „vom ungarischen Standpunkte für richtig und nachkommenswert“ hält. Als Neurath — durch den deutschen Gesandten — vor ihm seinen unbeugsamen Standpunkt wieder bestätigt hat, betonte Kánya zur gleichen Zeit eine andere Seite dieser deutschfreundlichen Politik, nämlich das, daß die Freundschaft kein Bund bedeute. Für ihn — hat er erörtert — ergibt sich die Lehre aus der Sache, daß die ungarische Politik richtig gewesen sei, „die neben der Beförderung der guten Beziehungen zu Deutschland — diese sind, nebensächlich bemerkt, politisch wahrhaftig platonisch — auch das Spinnen der intimen und freundschaftlichen Fäden zu Italien berücksichtigt hatte“. Da Mussolini nie das Geringste versuchte, in personellen Fragen seinen Willen geltend zu machen, und in den letzten kritischen Zeiten habe er ohne Schränkung Hilfe geleistet, diese Worte wurden vor der Beleidigung geformt. Auf der formellen Wahrheit der Dinge haben sie wirklich nichts beeinträchtigt, doch war der Inhalt weit komplizierter. Der zitierte Text weckt den Eindruck, als ob die ungarische Außenpolitik gleiche Bedeutung der italienischen und der deutschen Relation zuschreiben würde. Obwohl sich das ungarische politische öffentliche Leben — etwa parallel mit der Aufrüstung des braunen Reiches, mit der Zerbröckelung der Friedensverträge — mit einer immer größeren Aufmerksamkeit zu Deutschland gewandt habe. Die deutsch-ungarischen Verbindungen waren in dem Sinne wirklich

<sup>15</sup> PETERSEN, 165—166. S., K 64. 1935—21—405(390); ebendort Nr. 405. Tagesbericht über das Gespräch zwischen Kánya und Mackensen am 4. Juni, ebenda Nr. 344. Chiffretelegramm Apors, K 63. 1935—21/7—1095(1762) zwei Chiffretelegramme von Masirevich am 27. Mai, K 64. 1935—21—405(390), ebendort Nr. 405. Masirevich' Brief an Kánya vom 15. Juni, ADAP C Band IV/1. Nr. 146. Brief Mackensens vom 12. Juni an Neurath. Es ist zu erwähnen, daß Mackensen — nicht so wie die überwiegende Mehrheit der deutschen Diplomaten — ein Mitglied der NSDAP war. S. JACOBSEN, 652. S.; Új Magyar-ság, 1. Juni 1935 schreibt, daß Kánya am 31. Mai aus Genf angekommen ist, K 64. 1935—21—405. Tagesbericht über das Treffen von Kánya und Mackensen am 4. Juni, ebenda Tagesbericht über ihr Gespräch am 13. Juni, ebendort Nr. 452. Tagesbericht über die Besprechung von Kánya und Mackensen am 19. Juni.

platonisch, daß die beiden Länder von keinen politischen Abkommen gebunden worden sind. Aber die wirtschaftlichen Beziehungen haben sich erheblich vertieft, die Bewunderung des deutschen Militarismus hat sich von der Seite der oberen ungarischen Wehrkräfte weiter gesteigert, in den Reihen der ungarländischen deutschen Minderheit hat sich die Seuche des Nazismus verbreitet, das Gedanke des Entgegensetzens mit der ungarischen staatlichen Souverenität ist kräftig geworden. Bei der Gelegenheit der Abgeordnetenwahlen im Frühling hat sich nicht nur der extreme Radikalismus Gömbös' an Boden gewinnen, sondern sind auch diejenigen immer lauter geworden, für welche auch die Bestrebungen des Ministerpräsidenten ungenügend waren, die die Kopierung des deutschen Faschismus verwirklichen wollten. In den offiziellen außenpolitischen Erklärungen kommen die vorhandenen Bände zu Österreich auch weiterhin an der ersten Stelle vor, welche das Feiern der Verbindungen zu Italien folgt. Nichtsdestoweniger kommt die Betonung fortwährend eher auf die kurze Äußerung, laut der die ungarische Politik ständig „die Existenz der gewaltigen deutschen Kraft“ erwägen müsse.

Die sich vorbereitende italienische Agression in Afrika wurde von Kánya — in Privatgesprächen — schon im März stark verurteilt. Offensichtlich von der Erwägung ausgehend, daß die italienische Politik infolge deren ein noch schwächerer Faktor des europäischen Konzertes werde. Die Aufmerksamkeit von Rom wurde von dem Kampf für ein günstiges Hinterland des geplanten Schrittes in Afrika gefesselt, dem geplanten Donau-Pakt hat es eine Bedeutung nur dessen untergeordnet zugeschrieben. Dies all war in einem scharfen Widerspruch zu der dynamischen Politik Deutschlands, mit der selbstsicheren Einführung des allgemeinen Wehrpflichtes, mit dem je augenscheinlicheren Interesse Deutschlands an dem Südostraum. Der sowjetisch-tschechoslowakische Vertrag hat ernste Befürchtungen in Budapest ausgelöst, weil man nicht glauben könnte, daß dieser Vertrag nur gegen Deutschland gerichtet sei. Im großen Teil der herrschenden Klasse habe der Vertrag den Gedanken der ungarisch-deutschen „Schicksalgemeinschaft“ verstärkt. Im Zeichen dessen hat Gömbös „am tatkräftigsten“ den Ausdruck über die „deutsche Invasion“ in der Rede von Karl Peyer im Abgeordnetenhaus zurückgewiesen, der — auch ohne Namen eindeutig — an die Göringsche Tournee verwiesen hat.<sup>16</sup>

#### Abkürzungen

AA	Auswärtiges Amt
ADAP C Band III/1.	Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918—1945. Serie C: 1933—1937. Das dritte Reich: Die ersten Jahre Band III/1. 14. Juni bis 31. Oktober 1934. Göttingen 1975.
ADAP C Band III/2.	1. November 1934. bis 30. März 1935. Göttingen 1973.

<sup>16</sup> K 64. 1935—21—405. Tagesbericht vom 4. Juni, ebendort Nr. 452. Tagesbericht vom 19. Juni; Tagebuch 1935. Band II, 102. S. Rede von Gömbös am 28. Mai; Nachlaß Mihály Jungerth-Arnóthys im Archiv des Instituts für Parteigeschichte beim Zentralkomitee der Ungarischen Sozialistischen Arbeiterpartei, Dossier 30. Eintragen ins Tagebuch am 22. März 1935.; Tagebuch 1935. Band II. 102—103. S.

ADAP C Band IV/1.	1. April bis 13. September 1935. Göttingen 1975.
JUHÁSZ	Juhász, Gyula: Magyarország külpolitikája 1919—1945. Második, átdolgozott kiadás (Ungarns Außenpolitik 1919—1945. Zweite, umgearbeitete Auflage). Budapest 1975.
K 63	Ungarisches Landesarchiv, Außenministerium. Politische Schriften.
K 64.	Ungarisches Landesarchiv, Außenministerium. Reservierte politische Schriften.
K 74.	Ungarisches Landesarchiv, Außenministerium. Chiffretelegramme.
K 83.	Ungarisches Landesarchiv, Außenministerium. Material der ungarischen Gesandtschaft in Berlin.
Tagebuch	Tagebuch des Abgeordnetenhauses des auf 18. Juli 1931. zusammengerufenen Parlaments.
Tagebuch 1935.	Tagebuch des Abgeordnetenhauses des auf 27. April 1935. zusammengerufenen Parlaments.
ORMOS	Ormos, Mária: Franciaország és a keleti biztonság 1931—1936 (Frankreich und die Sicherheit im Osten 1931—1936). Budapest 1969.
ORMOS 1968.	Ormos, Mária: Merénylet Marseille-ben (Attentat in Marseille). Budapest 1968.
PETERSEN	Petersen, Jens: Hitler—Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin—Rom 1933—1936. Tübingen 1973.
Wilhelmstrasse	A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Magyarországról 1933—1944. (Die Wilhelmstrasse und Ungarn. Deutsche diplomatische Schriften über Ungarn 1933—1944). Zusammengestellt, redigiert und eingeleitet von György Ránki, Ervin Pamlényi, Loránt Tilkovszky und Gyula Juhász. Budapest 1968.

## Тайна многонаправленной внешней политики Германии. (Венгеро-германские отношения с осени 1934 года до осени 1935 года)

П. Притц

В середине октября 1934 года Геринг в Белграде высказал целый ряд соображений относительно того, что Германия не намерена поддерживать венгерские устремления, направленные против Югославии и Румынии. Одновременно Геринг осудил венгерскую национальную политику по отношению к немцам. Все это явилось весьма неприятным сюрпризом для венгерской политической общественности и вызвало глубокое разочарование. Неожиданность и разочарование имели общие корни: венгерская общественность оказалась неподготовленной к тому, что именно со стороны Германии, от которой ожидала эффективной помощи для будущего осуществления интегральной ревизии, вместо поддержки пришлось натолкнуться на серьезные препятствия.

Хотя в июне 1933 года Гитлер прямо сказал Гембешу, что готов поддержать венгерскую ревизикацию только против Чехословакии, можно предположить, что венгерский премьер не разделил своего секрета даже с самыми узкими кругами внешнеполитических сотрудников.

На основе анализа имеющихся в распоряжении источников автор данной работы приходит к выводу, что венгерская внешнеполитическая верхушка месяцами не могла определить действительного веса заявлений Геринга. В конце 1934 года они уже подошли совсем близко к раскрытию этой загадки, однако после будапештского визита Геринга в мае 1935 года венгры вновь поверили утверждениям Вильгельмштрассе, откуда убеждали во внешнеполитической некомпетентности прусского премьерминистра. Картина прояснилась только тогда, когда Геринг заставил венгров отозвать из Берлина неприятного для него венгерского посла Силарда Мазиревича.

Отзыв посла произошел по требованию Геринга, однако автор указывает на то, что Мазиревич уже в ноябре 1934 года оказался в невыносимо тяжелом и неприятном положении перед Нойратом. На основе анализа всего круга вопросов, показа венгеро-германских разногласий, а также с учетом того, что сделанные венгерской стороной выводы не имели таких — впрочем оправданных — последствий, которые изменили бы курс Будапешта, автор работы приходит к выводу, что перед венгерской внешней политикой того времени не было реальной альтернативы.



## COMMUNICATIONS

---

# Le culte des saints dans la Hongrie médiévale (Problèmes de recherche)

GÁBOR KLANICZAY

Le culte des saints, on le sait bien, joue un rôle de premier ordre dans le variant médiéval du christianisme. Les recherches dans ce domaine peuvent nous donner des indications importantes sur la façon dont l'activité de l'Église médiévale encadrait la culture, la vie économique et sociale. Les saints comme médiateurs sont des protagonistes dans la suite des méditations interposées par l'Église entre la grâce divine, source supposée du bonheur, du salut, et les croyants, voulant y parvenir dans leurs vies ou, au moins, après leurs morts. Les saints intervenaient dans des affaires entre hommes et hommes, entre hommes et nature, et entre hommes et Dieu. Ils rendaient justice, assuraient la récolte abondante, intervenaient pour le salut des parents morts et servaient de garants pour les puissances et les accords les plus importants de ce monde.

Outre le rôle du médiateur religieux, attribué aux saints par les croyants du Moyen Age, les recherches historiques ont mis en lumière une autre fonction médiatrice du culte des saints, plus réaliste, de caractère culturel. C'est avant tout par le culte des saints, qu'est survenue l'intégration des croyances, des cultes, des rites de fécondité antérieurs au christianisme. Les légendes des saints étaient capables de concilier morale chrétienne et mythes païens. Les fêtes des saints offraient à l'Église la possibilité de contrôler les rites agraires et les rites de passage des communautés paysannes. Les reliques miraculeuses des saints satisfaisaient les demandes laïques pour services religieux de caractère magique : apporter la victoire dans la guerre, la libération de la captivité, la guérison de la maladie. Le culte des saints servait d'intermédiaire entre l'enseignement de l'Église et les idées religieuses des laïcs, il a rendu possible l'adaptation de la religion chrétienne et de l'Église romaine aux multiples intérêts sociaux et particularités régionales. Dans tous les coins de l'univers médiéval, sectionné par tant de particularismes, toute une armée des saints (de différentes nationalités, fonctions, de différents sexes) propageait la gloire de la foi chrétienne une et indivise, et celle de l'Église romaine aux prétentions de pouvoir universel.

Du point de vue de l'histoire hongroise, comme d'ailleurs de toute histoire nationale, il faut souligner encore une troisième fonction d'intermédiaire du culte des

KLANICZAY, GÁBOR, maître de conférence à la Faculté des Lettres de l'Université de Budapest

saints : la médiation entre les traditions liturgiques européennes et les particularités des cultes locaux. Les inégalités chronologiques et géographiques dans le culte de tel ou tel saint en Hongrie renvoient aux modalités par lesquels les biens culturels pénétraient le pays. La répartition des cultes des saints «étrangers» en Hongrie et la diffusion du culte des saints hongrois en Europe nous offrent un modèle de l'intégration de la Hongrie dans la culture européenne au Moyen Age.

Quelles sont les idées, qui devraient nous diriger dans la recherche de cette problématique si ramifiée? Nous disposons d'une documentation historique assez riche (certains passages des chroniques, diplômes, prénoms, sources iconographiques, dédicaces d'églises, coutumes populaires), mais à la fois fragmentaire et dispersée. Bien de choses n'y sont conservées que par hasard, ce qui rend difficile d'en tirer des conclusions générales. Nous ne disposons que de trois recueils de miracles (les actes du procès de canonisation de Marguerite de Hongrie et de Jean de Capestran, et une liste des miracles produits près du tombeau du saint Paul l'Hermitte, à Budaszentlőrinc), qui pourraient permettre l'analyse fouillée d'un culte de saint. Ces deux raisons, le terrain vaste de la problématique et l'état fragmentaire de la documentation, nous expliquent en partie, pourquoi les recherches des derniers cent ans n'ont pas pu dépasser le niveau de l'éclaircissement des questions de détails, de la reconstruction des sources de certaines légendes, et de la présentation de certains saints. Seul le culte de saint Etienne<sup>1</sup> et de saint Ladislas<sup>2</sup> a été soumis à des recherches monographiques plus poussées. Sur le culte des reliques en Hongrie nous savons à peine davantage qu'Arnold Ipolyi au milieu du siècle dernier.<sup>3</sup> C'est à János Horváth que nous devons la première, et à la fois la dernière systématisation générale des formes et types hongrois des légendes et des exempla.<sup>4</sup> Lajos Pásztor entreprit des recherches de synthèse sur l'ensemble des manifestations religieuses d'une époque concrète il y a quarante ans, mais il n'eut pas de successeurs.<sup>5</sup> Le dernier monographe du culte des saints en Hongrie, Sándor Bálint s'est contenté d'adopter comme principe de systématisation de grouper les données historiques et ethnographiques relatives aux différents saints selon l'ordre du calendrier.<sup>6</sup>

<sup>1</sup> *Emlékkönyv Szent István halálának 900-ik évfordulójára* (Mélanges saint Etienne à l'occasion du 900<sup>e</sup> anniversaire de sa mort), (ed.) SERÉDI, JUSZTINIÁN, I-III. Budapest, 1938. Spécialement: SZEKFÜ, GYULA, *Szent István a magyar történet századaiban* (Saint Etienne dans les siècles de l'histoire hongrois), t. III. 1-80. pp. et KARSAL, GÉZA, *Szent István tisztelete* (Le culte de Saint Etienne), t. III. 155-256. pp. GYÖRFFY, GYÖRGY, *István király és műve*, Budapest, 1977. 344. sq.

<sup>2</sup> KARÁCSONYI, JÁNOS, *Szent László király élete* (La vie du roi saint Ladislas), Budapest, s. a. (1926).; (ed.) MEZEY, LÁSZLÓ, *Athleta Patriae. Tanulmányok Szent László történetéhez* (Études concernant l'histoire de saint Ladislas), Budapest, 1980.

<sup>3</sup> IPOLYI, ARNOLD, *Magyar ereklyék* (Reliques hongroises), *Archeológiai Közlemények* III (1963) 67— pp.

<sup>4</sup> HORVÁTH, JÁNOS, *A magyar irodalmi műveltség kezdetei* (Les débuts de la culture littéraire hongroise), Budapest, 1931.

<sup>5</sup> PÁSZTOR, LAJOS, *A magyarság vallásos élete a Jagellók korában* (Vie religieuse en Hongrie au temps des rois Jagellon), Budapest, 1941.

<sup>6</sup> BÁLINT, SÁNDOR, *Karácsony, húsvét, pünkösd* (Noël, pâques, pentecôte), Budapest, 1973, id.: *Ünnepi kalendárium* (Calendrier des fêtes) I-II. Budapest, 1977.



Outre les difficultés du problématique et des sources, il y avait d'autres raisons, qui ont contribué au mauvais sort du culte des saints dans l'historiographie hongroise. Les recherches hongroises sur l'histoire de la chrétienté médiévale et moderne étaient toujours marquées par un certain provincialisme. Souvent même les principales monographies positivistes étrangères n'ont pas eu d'accès aux bibliothèques ou aux chercheurs, sans parler des œuvres novatrices, des approches méthodologiques, sociologiques ou anthropologiques. Ceci peut expliquer que l'on découvre d'étonnantes lacunes même dans les recherches les plus approfondies. Il y a une étude excellente, par exemple, sur la descente à l'enfer de Lőrinc Tar en Irlande, qui situe proprement la fameuse histoire hongroise dans le contexte des récits médiévaux des voyages dans l'au-de-là (concernant surtout le Purgatoire de saint Patrick en Irlande), sans tenant compte, toutefois, de la monographie classique sur le culte de saint Patrick, ouvrage de Stephan Czarnowski, disciple d'Henri Hubert.<sup>7</sup>

Au cours des trois dernières décennies, cette histoire religieuse même si lacunaire, toujours contenant du bon travail philologique et contribuant à la publication des sources manuscrites, fut complètement reléguée à l'arrière-plan. On ne peut signaler pendant cette période qu'un seul événement, la parution du livre d'Elemér Mályusz sur la société ecclésiastique médiévale en Hongrie, achevée en gros avant la guerre.<sup>8</sup> Des historiens de la littérature, des ethnographes, des historiens de l'art ou de l'économie, des chercheurs de la pensée politique ont, certes, utilisé certains aspects des documents de l'histoire religieuse, mais cela n'a que très peu amélioré la situation dans laquelle l'histoire médiévale de la religion en Hongrie, et avec elle presque toute l'histoire des mentalités sont restées négligées.<sup>9</sup> Il est compréhensible dans cette situation que la pensée historique hongroise a peu profité des acquis méthodologiques, de l'abondance des documentations récemment trouvées et publiées, et des acquis historiographiques départant de ce domaine des recherches françaises, anglaises, allemandes si stimulantes qui apportèrent du renouveau même aux questions théoriques générales de la recherche historique.<sup>10</sup>

Les modalités d'approche qu'enseignent la sociologie religieuse, l'histoire des mentalités et les recherches sur la religion populaire, ainsi que l'évolution des recherches hongroises sur le culte des saints suggèrent qu'il faudrait commencer les

<sup>7</sup> POZSONYI, ERZSÉBET, A Tar Lőrinc monda (La légende de Lőrinc Tar), *Magyarságtudomány*, 1942. 26–54; 195–224. pp.; CZARNOWSKI, S., *Le culte des héros national de l'Irlande*. Préface de H. Hubert, Paris, 1919.

<sup>8</sup> MÁLYUSZ, ELEMÉR, *Egyházi társadalom a középkori Magyarországon* (La société ecclésiastique dans la Hongrie médiévale), Budapest, 1971.

<sup>9</sup> En dehors de quelques recherches de ce genre, énumérées dans ce qui suit, c'est seulement dans l'histoire des hérésies en Hongrie qu'il y a eu de nouveaux acquis grâce à Tibor Kardos, György Székely et Jenő Szücs. L'unique étude de synthèse sur l'histoire culturelle, la thèse d'Ágnes Kurcz sur la chevalerie et la culture de l'époque des Anjou, dix ans après son achèvement, attend toujours sa publication.

<sup>10</sup> Cf. KLANICZAY, GÁBOR, Népi vallás, népi kultúra a középkorban (Historiográfiai áttekintés) (Religion populaire, culture populaire au Moyen Age (Tour d'horizon historiographique)), *Világtörténet*, 1979/3. 4–12. pp.

recherches nouvelles par ce que nos historiens ont négligé depuis si longtemps, par une reconsidération générale du problématique.

En Europe Occidentale où un processus de plusieurs siècles adapta le christianisme du haut Moyen Age au mode de vie agricole et aux conditions sociales du féodalisme naissant, la spiritualité chrétienne et l'organisation de l'Église subissent la plus importante transformation précisément à l'époque où la Hongrie s'insère dans le rang des pays chrétiens. Soulignons ici parmi ces changements des XI-XII<sup>e</sup> siècles ceux qui concernent le culte des saints. Celui-ci, conformément au processus, qui fait sortir les sociétés occidentales du cloisonnement et de l'économie de subsistance du haut Moyen Age, où le culte des saints patrons avait une fonction de premier ordre, fut relégué à l'arrière-plan dans la pratique religieuse après la réforme grégorienne. La religion carolingienne ritualisée cède la place à un système plus compliqué dont un pôle extrême est constitué par les mouvements hérétiques et ensuite par la religiosité évangélique des ordres mendiants. A l'autre pôle extrême, dans la pratique populaire, plus attachée aux cérémonies fixées par le calendrier, se fait également valoir le minimum de la nouvelle attitude : au lieu des saints locaux, martyres, missionnaires, vénérés jusque-là, les personnages des Évangiles commencent à occuper la première place, les apôtres, le Christ, la Vierge et sa famille. (La grande masse des reliques relatives aux personnages des Évangiles apportée en Europe au temps des croisades y avait grandement contribué.)<sup>11</sup>

Par suite de retard dans l'évolution hongroise, les cultes antérieurs, mûrs à la réforme et les nouvelles tendances plus modernes pénètrent le pays en même temps. En Occident, les formes de la pratique religieuse chrétienne suivent une évolution plus organique, ont une structure plus logique et contiennent des contradictions fécondes, tandis qu'en Hongrie elles sont marquées par leur mélange et l'accidentalité. Tout comme dans son temps en Europe Occidentale, chez nous aussi un certain ordre ne s'établit dans les conceptions religieuses qu'au bout d'une évolution de plusieurs siècles : en Hongrie ce n'est qu'à partir de la fin du Moyen Age, ou même seulement du début de la Réforme que l'on peut découvrir à l'intérieur du christianisme l'articulation de conflictueux intérêts sociaux et des visions du monde divergentes, donc avant le XV<sup>e</sup> siècle on ne peut dire grande chose de la structuration du champ religieux.<sup>12</sup> Cela ne veut évidemment pas dire que l'on ne peut pas découvrir bien de particularités intéressantes dans le christianisme médiéval hongrois ou que cette époque ne mérite pas d'études approfondies. L'évolution retardée, déterminée par des modèles extérieurs, par des influences accidentelles a, elle aussi, ses propres produits spécifiques, ses manifestations adéquates.

C'est dans ce sens que j'aimerais attirer l'attention sur quelques problèmes, qui mériteraient l'analyse plus approfondie, qu'ils n'ont reçue jusqu'à nos jours.

<sup>11</sup> Un bon aperçu du culte des saints pendant le Haut Moyen Age est offert dans P. J. GEARY, *Furta Sacra. Thefts of Relics in the Central Middle Ages*. Princeton, New Jersey, 1978, 3-50. pp.

<sup>12</sup> J'emprunte cette notion de PIERRE BOURDIEU, Genèse et structure du champ religieux, *Revue Française de Sociologie*, XII, 1971, 295-334. pp.

1. *La sainteté des rois et de la dynastie royale*. Il peut paraître surprenant, que je présente ici un sujet comme problème à résoudre, qui, à ce que nous nous en souvenons, avait été décrit par l'histoire ecclésiastique hongroise jusqu'à en lasser, et qui n'a trouvé des répercussions que dans les approches psychologiques de la « caractérologie nationale », discipline quelque peu confuse des années trente.<sup>13</sup> En fait, la réflexion historique en Hongrie s'était plus tôt lassée de ces problèmes que de pouvoir s'en servir. Les acquis des recherches sur les aspirations sacrales des souverains chrétiens médiévaux<sup>14</sup> trouvaient peu d'écho dans les recherches hongroises du même sujet.<sup>15</sup> Cela peut surprendre, car une thématique voisine, le symbolisme de la couronne hongroise a été exploitée, analysée minutieusement et profondément, en rendant compte aussi des résultats plus importants de l'historiographie internationale, ceux de P. E. Schramm et ses disciples.<sup>16</sup>

On a remarqué, certes, et l'on le répétait maintes fois, que la canonisation du roi Etienne, fondateur de l'Etat hongrois chrétien et celle de son fils, le prince Emeric (1083?, 1106?) a été obtenue de la papauté pour augmenter le prestige de la dynastie Árpádienne, aussi bien que celui du roi Ladislas (1192). Les demandes répétées, depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, pour la canonisation de la princesse Marguerite, acceptées seulement au XX<sup>e</sup> siècle, s'inscrivaient sans doute dans les motivations analogues. Mais a-t-on examiné les manifestations concrètes de ces efforts culturels de la dynastie royale? Peu nombreuses sont les recherches, qui donnent des références à ce sujet.<sup>17</sup> On trouve les mêmes lacunes auprès d'un problème voisin : József Deér a remarqué la

<sup>13</sup> FERDINANDY, MIHÁLY, *Az istenkeresők. Az Árpádház története* (Les chercheurs de Dieu. Histoire de la maison des Árpád), Budapest, 1943.

<sup>14</sup> KERN, FRITZ, *Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im früheren Mittelalter*, Leipzig, 1914; BLOCH, MARC, *Les rois thaumaturges*, Paris, 1924; ULLMANN, WALTER, *The Growth of Papal Government in the Middle Ages*, Princeton, 1957; GRAUS, FRANTISEK, *Volk, Herrscher und Heiliger im Reich der Merovinger*, Prague, 1969; KANTOROVICZ, E. H., *The King's Two Bodies: a Study in Medieval Political Theology*, Princeton, 1957. CHANEY, W. A., *The Cult of Kingship in Anglo-Saxon England. The Transition from Paganism to Christianity*, Manchester, 1970.

<sup>15</sup> Les rapports des questions posées par Bloch avec la Hongrie sont traités par MAGYARI-KOSSA, GYULA, A királyi érintés gyógyító erejéről (Vertu curative de l'attouchement par le roi) dans id. *Magyar Orvosi Emlékek* (Documents médicaux hongrois), Budapest, 1930, II. 13–26. pp. Nous n'entrons pas ici dans les détails de l'utilisation des mêmes ouvrages sous d'autres points de vue (p. e. Bónis, György dans les recherches historico-juridiques, Szűcs, Jenő dans les recherches sur l'histoire des théories politiques); nous ne nous étendons pas non plus sur ce qui est écrit sur le pouvoir de nature sacré des princes hongrois d'avant la conquête du pays (p. e. les recherches de Györfly, György), vu que tout cela ne peut guère être mis en rapport avec la conception chrétienne du caractère sacré du souverain.

<sup>16</sup> VAJAY, SZABOLCS, *Az Árpád-kor uralmi szimbolikája* (Symbolique du pouvoir au temps des Árpád), *Középkori kútfőink kritikus kérdései* (ed.) HORVÁTH, JÁNOS, SZÉKELY, GYÖRGY, Budapest, 1974, 339–374. pp.; GYÖRFFY, GYÖRGY, *István király és műve* (Le roi Etienne et son œuvre), Budapest, 1977, 356–361. pp.; L'intervention à la conférence d'histoire des idéologies médiévales (1977) de Fügedi, Erik et de Geric, József sur les cérémonies de couronnement n'est pas encore publiée; ici, je n'énumère pas les nombreux ouvrages de synthèses publiés à l'occasion du retour de la couronne médiévale en Hongrie.

<sup>17</sup> Györfly, György étudia les mesures prises par le roi Ladislas I<sup>er</sup> pour diffuser le culte de saint Etienne et de saint Emeric: *István király*... 384–396. pp.; id. A «lovagszent» uralkodása (1077–1095) I. László egyeduralmának biztosítása (Le règne du «saint chevalier» (1077–1095) Consolidation de la monarchie de Ladislas I<sup>er</sup>), *Történelmi Szemle*, 1977, 3–4, 550. p.

tendance qu'au XIII<sup>e</sup> siècle on essayait de sacraliser toute la dynastie des Árpád, non seulement quelques-uns de ses membres. Il a défendu ses remarques avec succès dans sa discussion avec Emma Bartoniek<sup>18</sup> — mais sa supposition n'était pas suivie de recherches plus poussées, de comparaisons internationales.

Pourtant, pour aborder ce problème, il serait opportun de partir d'études comparatives, car le même phénomène du roi saint se rencontre dans l'histoire de presque tous les peuples situés aux périphéries de l'Europe du haut Moyen Age et qui ne se convertirent au christianisme qu'aux IX-XI<sup>e</sup> siècles. C'est au polonais Karol Górski que nous devons la première esquisse de passer en revue les différents types de saints rois danois, norvégiens, russes, tchèques, hongrois, serbes.<sup>19</sup> Rien que cette énumération peut nous convaincre que dans ces cas il s'agit d'un mécanisme idéologique analogue. Avons-nous affaire à un anarchaïsme? André Vauchez a récemment démontré, que la sainteté des rois et des princes fut ancrée dans des conceptions locales et populaires de la sainteté partout en Occident, sauf la Méditerranée, et jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle bien de canonisations, ou essais de canonisations le témoignent. Mais, peut-on ranger dans la même catégorie un saint Louis ou un Pierre de Blois avec saint Etienne ou saint Ladislas? Seulement l'analyse détaillée du culte des saints rois de ces pays « périphériques », leur confrontation avec les saints rois mérovingiens et anglo-saxons de trois-cinq siècles plus tôt, et avec les saints rois ou princes de l'Occident des XII-XIV<sup>e</sup> siècles pourra décider de la mesure dans laquelle ils sont les produits d'une évolution retardée.<sup>20</sup> Dans l'étude de l'évolution historique du culte des saints rois on peut intégrer les légendes populaires où sont alliés les personnages du saint roi et du *rex justus*, finalement on doit utiliser les souvenirs du culte médiéval, bien étudié, de saint Etienne, la longue série de références qui lui attribuent l'origine des libertés.<sup>21</sup>

Par rapport à ce problème, la conception concernant la sainteté de la dynastie, surgie apparemment au XIII<sup>e</sup> siècle, semble être une nouvelle phase, ayant, elle aussi, des analogies importantes dans la conception du « Geblütsheiligkeit » des pays germaniques du IX-X<sup>e</sup> siècles. Sa vogue au XIII-XIV<sup>e</sup> siècles ne se limite pas pour la Hongrie, au contraire, comme l'a récemment évoqué André Vauchez, la conception de

<sup>18</sup> DEÉR, JÓZSEF, *Az Árpádok vérségi joga* (Le droit du sang chez les Árpád), Budapest, 1937.; BARTONIEK, EMMA, *A magyar királyválasztási jog a középkorban* (Le droit d'élection des rois en Hongrie au Moyen Age), *Századok*, 1936, 358-406. pp.

<sup>19</sup> GÓRSKI, K., Torun — La naissance des Etats et le « roi-saint ». Problème de l'idéologie féodale, *L'Europe aux IX-XI<sup>e</sup> siècles. Aux origines des Etats nationaux*, Varsovie, 1968, 425-432. pp.; cf. id. *Annales E. S. C.* 1969, 370-376. pp.

<sup>20</sup> VAUCHEZ, ANDRÉ, *La sainteté en Occident aux derniers siècles du Moyen Age, d'après les procès de canonisation et les documents hagiographiques*, École Française de Rome, Roma, 1981, 187-197. pp.; FOLZ, R., *Zur Frage der heiligen König. Heiligkeit und Nachleben in der Geschichte des burgundischen Königtums*, *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters*, 14, 1958, 317-344. pp.; GRAUS, op. cit. 390-432. pp.; HOFFMANN, ERICH, *Die heiligen Könige bei den Angelsachsen und den skandinavischen Völkern*, Neumünster, 1975.

<sup>21</sup> SZENDREI, ZSIGMOND, *Történeti népmondáink* (Második közlemény) (Nos légendes populaires historiques. (Deuxième communication)), *Ethnographia*, 1925, 48-53. pp.; KARSAI, op. cit. 186. pp. sq; SZEKŰ, op. cit. 16. pp. sq; BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... II. 196-225. pp.

la sainteté lignagère est exploitée par toutes les dynasties de l'Europe Centrale et Orientale.<sup>22</sup> En Pologne on a déjà commencé des recherches comparatives sur la fonction du nombre particulièrement élevé des saintes et bienheureuses issues des dynasties polonaises, tchèques et hongroises dans cette époque.<sup>23</sup> Finalement, en ce qui concerne l'évolution ultime de cette conception, utilisée et exploitée par les Angevins, les nouveau-veus de cette région, nous avons affaire de nouveau à une problématique dont les cadres sont internationaux : il conviendrait d'utiliser les recherches d'André Vauchez sur la politique de canonisations des Angevins, particulièrement actifs dans ce domaine,<sup>24</sup> il faudrait compléter ses résultats avec les données hongroises relatives, et renouveler les recherches en ce qui concerne le culte napolitain de Marguerite, très intéressant de ce point de vue.<sup>25</sup>

Pour conclure, on peut découvrir dans la littérature médiévale religieuse l'écho lointain des ambitions visant à sacraliser la dynastie hongroise : dans les histoires légendaires où princes et princesses hongrois figurent comme protagonistes d'événements miraculeux (comme l'exemplum intitulé « Sponsus Marianus filius regis Hungariae »).<sup>26</sup>

2. *Strates historiques du culte des saints.* Ce que nous avons désigné comme amalgame éventuel d'influences religieuses-culturelles pénétrées en Hongrie, c'est, d'un autre point de vue, une série de données historiques fort utilisables. L'apparition du culte de tel saint renvoie à de nouvelles ethnies qui s'installent, à quelque initiative de la cour royale, de la papauté ou du clergé hongrois, à l'influence de différents ordres religieux dans la création du culte. (Dans son ouvrage de synthèse Sándor Bálint a déjà commencé d'inventorier les dédicaces, les représentations iconographiques pour ces buts.<sup>27</sup>) On pourrait, certes, dire que dans ce cas on utilise les documents du culte des saints pour éclaircir des problèmes historiques — évolution géographique, chrono-

<sup>22</sup> VAUCHEZ, ANDRÉ, Beata Stirps: sainteté et lignage en Occident au XIII<sup>e</sup> siècle, *Famille et parenté dans l'Occident médiéval* (ed.) DUBY, G., LE GOFF, J.: 397–406. pp. Voir aussi: HAUCK, K., Geblütsheiligkeit, *Liber Floridus Lehmann*, P., Sankt Ottilien, 1950, 187–240. pp.; GRAUS, FR., Sozialgeschichtliche Aspekte der Hagiographie der Merowinger- und Karolingerzeit. Die Viten des südalemannischen Raumes und die sogenannten Adelsheiligen, *Mönchtum, Episkopat und Adel in der Gründungszeit des Klosters Reichenau* (ed.) BORST, A. Sigmaringen, 1974, 131–176. p. (« Vorträge und Forschungen » 20.)

<sup>23</sup> Une disciple de Geremek, B. Manikowska, H. écrit sa thèse sur ce sujet, dont le résumé est à lire dans: GEREMEK, B. (ed.); *Kultura elitarna i kultura popularna w Polsce poźnego Średniowiecza*, Ossolineum, 1978.

<sup>24</sup> voir VAUCHEZ, « Beata strips »... et *La sainteté*... 92–94. pp.

<sup>25</sup> voir l'introduction de LEVÁRDY, FERENC au *A magyar Anjou Legendárium* (Légendaire hongrois des Anjou), Budapest, 1973.; voir encore KLANICZAY, TIBOR, A ferencesek és domonkosok irodalmi tevékenysége az Anjou-korban (Activités littéraires des franciscains et des dominicains à l'époque des Anjou), *Hagyományok ébresztése* (Réveil des traditions), Budapest, 1976, 129–135. pp.

<sup>26</sup> BÁNFI, FLORIO, *Sponsus marianus filius regis Hungariae*, S. Maria degli Angeli (Assisi), 1930.

<sup>27</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 91. p. (Saint Jean L'Évangéliste — prémontrés); ibid. 214. p. (Dorothee-augustins); ibid. 253. p. (Joseph d'Armathie-Anjous-ordre de saint Paul l'Ermite); ibid. 335. p. (Sigismond-cour royale); ibid 360. p. (Stanislas-villes données en gage aux Polonais); ibid. 435. p. (Saint Antoine de Padoue-franciscains observants); ibid. II. 335. p. (Jérôme-ordre de saint Paul l'Ermite) etc.

gique des contacts culturels, tendances de politique d'Eglise etc. — qui, pour être d'un intérêt indiscutable, ne nous rapprochent pas de la connaissance du culte même des saints. Bien au contraire, c'est précisément en partant des causes et des intermédiaires, de la propagation du culte de tel ou tel saint que nous pouvons décèler les préférences des différents couches sociales concernant le culte des saints, ainsi que les fonctions divergents que ce culte avait rempli dans la pratique religieuse de ces différentes couches.

Un bon point de départ s'offre à ces recherches avec la confrontation des sanctorales et des calendriers de nos manuscrits liturgiques. Ce groupe de sources documentaires est déjà bien plus aisément maniable qu'auparavant grâce aux recensements et aux publications de Polikárp Radó et de László Mezey.<sup>28</sup> Suivant à rebours la voie de la logique et de la critique des sources, par laquelle les philologues essayèrent de déterminer la date et le lieu de naissance de tel ou tel manuscrit,<sup>29</sup> en partant de la composition des fêtes des saints incluses dans nos calendriers nous pouvons établir des indices quantitatifs du poids des influences religieuses-culturelles subies par la Hongrie. Les gloses ultérieures des utilisateurs de ces manuscrits nous révèlent souvent l'année-même de l'apparition des cultes nouveaux.<sup>30</sup> Le culte de tel ou tel saint est, dans la plupart des cas, le signe de nouvelles relations avec le centre européen de ce culte. Nos historiens ont déjà mis la lumière sur beaucoup de ces relations,<sup>31</sup> mais les résultats dispersés doivent encore être résumés.

Dans le cadre de ces études nous pouvons avoir des renseignements plus précis sur la rapidité et l'étendue de la diffusion des cultes qu'ambitionnaient la cour royale et les dirigeants ecclésiastiques. Il paraît que tandis que saint Etienne, saint Ladislas et saint Martin (né en Pannonie romaine) jouissaient d'une grande popularité, le culte d'autres saints « nationaux » — saint Zoerard-André, saint Benoît (deux hermites du XI<sup>e</sup> siècles, vécus en Hongrie), saint Emeric, saint Gérard, saint Adalbert — était relégué dans un milieu restreint de la cour, tout comme le culte de saint Sigismond à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Nous avons déjà mentionné les ambitions des Angevins de répandre le culte des « saints rois » de la maison des Árpád. Aux XV-XVI<sup>e</sup> siècles cela continue

<sup>28</sup> *Libri liturgici manuscripti bibliothecarum Hungariae et limitropharum regionum*, recensuit Polycarpus Radó, adlaboravit Ladislaus Mezey, Budapest, 1973.

<sup>29</sup> Comme par exemple KNIEWALD, KÁROLY, A Pray-codex sanctoraléja (Le sanctorale dans le codex Pray), *Magyar Könyvszemle*, 1939, 1–53. pp.

<sup>30</sup> RADÓ, op. cit. et id.: Nyomtatott liturgikus könyveink kézírásos bejegyzései (Annotations faites à la main dans nos livres liturgiques imprimés) Publications de OSZK (Bibliothèque Nationale Széchényi) XX. Budapest, 1945.

<sup>31</sup> P. e. KIRÁLY, ILONA, *Szent Márton magyar király legendája. A magyar bencések Árpádkori francia kapcsolatai. A Berta-monda magyar vonatkozásai* (La légende de saint Martin roi de Hongrie. Relations avec la France des bénédictins hongrois au temps des Árpád. Les rapports à la Hongrie de la légende de Berthe), Budapest, 1929, 20. p. equ. (Egyed-S. Gilles); BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 166. p. (Vincent-Wrocław); ibid. 212. p. (Dorothee-Rome, Bologne, Wrocław-Prague); ibid. 357. p. (Gotthard-Passau); ibid. I. 286. p. (Saint Etienne proto martyre-Passau); ibid. 294. p. (Maurice-Niederaltaich) etc.; KARDOS, TIBOR, Megjegyzés Árpádházi Imre herceg és a csodaszarvas mondája kérdéséhez (Remarque sur saint Emeric et le conte du cerf miraculeux), *Filológiai Közöny*, 1958, 323–325. pp. (Eustache-Byzance).

sous une autre forme : les fondations d'autels aux mêmes endroits et en même temps révèlent des ambitions patriotiques de l'Eglise d'évaluer une sorte de culte collectif des saints *nationaux*.<sup>32</sup>

Partant du succès qu'eurent les cultes propagés par les ordres religieux, nous pouvons conclure quelle influence ils avaient en Hongrie. A côté des bénédictins, sans doute les plus actifs dans ce domaine, aux XII-XIII<sup>e</sup> siècles les prémontrés semblent avoir joué un rôle important dans la diffusion des cultes, tandis qu'aux XIV-XV<sup>e</sup> siècles le rôle des franciscains observants devient prépondérant. Le culte des saints révèle aussi les fonctions particulières des ordres mendiants en Hongrie. Au lieu d'ambitionner le culte des saints populaires de nouveau type, ceux du tiers ordre, au lieu d'encourager les canonisations spontanées — sans compter les vaines tentatives de contribuer à la canonisation de Jean Francia, premier général des franciscains en Hongrie, et de bienheureuse Hélène, prétendue gouvernante-religieuse de Marguerite<sup>33</sup> — les ordres mendiants devinrent les principaux porteurs de la conception archaïque, dynastique, de la sainteté : leur activité visait moins l'amélioration morale du peuple que l'éducation religieuse de belles princesses pour en faire des saintes de leur ordre. Il n'est donc pas étonnant que le culte de saint François et de saint Dominique dépasse à peine les cadres des ordres mendiants et que saint Antoine ne jouit d'une plus grande popularité que parce que l'on le revêt d'une part des croyances et des coutumes relatives à saint Antoine l'Anachorète.<sup>34</sup> Il faut attendre le milieu du XV<sup>e</sup> siècle pour que la Hongrie ait, elle aussi, un unique exemple d'un saint déployant une véritable activité religieuse, et élevé au rang des saints non seulement par la volonté du pouvoir officiel (de la cour, de l'Eglise, de l'ordre), mais à l'aide d'un certain culte local spontané — celui de saint Jean Capestran.<sup>35</sup> A cette époque-là d'ailleurs les franciscains observants ne répandent plus l'esprit évangélique et militant des ordres mendiants du XIII<sup>e</sup> siècle, ils sont plutôt les propagateurs des nouveaux cultes officiels de l'Eglise des XIV-XV<sup>e</sup> siècles, le culte du Sang Sacré, du Nom Sacré,<sup>36</sup> ainsi que les fêtes de la Vierge qui, peu à peu, effacent tous les autres cultes.<sup>37</sup>

La vie religieuse dans nos villes à population allemande et leur culte des saints ont un aspect autonome. La diffusion de la culture apportée en Hongrie par les Allemands

<sup>32</sup> PÁSZTOR, op. cit. 166. p.; KARSAI, op. cit. 231. p.

<sup>33</sup> KARÁCSONYI, JÁNOS, *Szent Ferenc rendjének története Magyarországon* (L'histoire de l'ordre de saint François en Hongrie), Budapest, 1922-23. I. 16. p.; TÓTH, LÁSZLÓ, *Magyarországi Boldog Ilona legendájáról* (Sur la légende de la Bienheureuse Hélène de Hongrie), *Mélanges Domanovszky*, Budapest, 1937, 577-589. pp.

<sup>34</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 152-153. et 435. pp.

<sup>35</sup> HOFER, J., *Johannes Kapisztran. Ein Leben im Kampf um die Reform der Kirche*. Heidelberg, 1965.; FÜGEDI, ERIK, *Kapisztranói János csodái. A jegyzőkönyvek társadalomtörténeti tanulságai* (Les miracles de Jean de Capestran. Enseignements tirés des procès-verbaux pour l'histoire sociale), *Századok*, 1977, 847-898. pp.

<sup>36</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 130. p.

<sup>37</sup> BÁLINT, SÁNDOR, *A Napbaöltözött Asszony* (Fejezet a magyar kultusztörténetből) (La Femme habillée en Soleil) (Chapitre de l'histoire hongroise des cultes), *Magyarországtudomány*, 1942, 436-442. pp. id.: *Calendrier des fêtes*... I. 53-56. pp.; II. 14. p.

se manifeste dans l'expansion de croyances comme par exemple celle de la pluie qui suit la saint Médard.<sup>38</sup> A la fin du XV<sup>e</sup> siècle le culte des saints nationaux est en gros absent dans les villes de culture allemande.<sup>39</sup> Son apparition plus tard peut être un indice de leur magyarisation.

Les sources documentaires des XV-XVI<sup>e</sup> siècles fournissent déjà une image assez détaillée non seulement des caractéristiques ethniques, mais aussi des caractéristiques sociales du culte des saints dans les villes.

Les associations religieuses, les corporations, les fondations d'autels et les donations nous révèlent les formes concrètes du culte des saints : les fêtes religieuses, les processions, la vénération des saints patrons nous indiquent la motivation religieuse de la bourgeoisie dans le mécénat des constructions et de la décoration d'églises. Dans ce domaine il faudrait suivre la voie indiquée par les recherches de Lajos Pásztor. (Voici une question concrète : les formes principales du culte des saints dans nos villes — Corpus Christi, Chapelet, les fêtes de la Vierge, de sainte Anne, la Sainte Trinité, le saint Esprit, les Saints Patrons — révèlent la prédominance des formes du Moyen Age tardif. Des recherches comparatives pourraient décider s'il s'agit ici d'un déséquilibre causé par un retard dans le développement ou non. La comparaison des associations religieuses hongroises et occidentales pourrait à la fois fournir d'intéressants renseignements concernant la naissance de nos corporations.)

Parmi les aspects sociaux du culte des saints au Moyen Age, le culte populaire peut être bien moins documenté que le culte dans la cour royale, dans les monastères ou dans les villes. Cependant, partant des croyances populaires survécues jusqu'à nos jours, on pourrait établir et analyser la liste des saints qui ont une importance particulière dans la vie paysanne.

3. *Fonctions du culte des saints.* Au Moyen Age le fidèle disposait de trois formes pour entrer en contact avec un des saints, et dans l'étude des fonctions du culte des saints il est opportun de partir de ces formes.

La forme de contact la plus régulière et la plus générale est de participer à la fête du saint selon le *calendrier*. A propos de ces fêtes-là il convient de souligner deux fonctions. Dans le christianisme médiéval — en dehors des rites de fertilité pourvus simplement de noms chrétiens, comme les Rogations<sup>40</sup> — les fêtes des saints et les rites, croyances, interdictions, coutumes qui s'y rattachent, assurent l'articulation et la réglementation sacrale paraissant nécessaires dans les activités saisonnières, dans le

<sup>38</sup> ZALÁN, MENYHÉRT, Medárd napi eső (La pluie à la saint Médard), *Ethnographia*, 1927, 40. p.; CSEFKÓ, Gyula, A Medárd napi esőhöz (A propos de la pluie à la saint Médard), *Ethnographia*, 1927, 259. p.

<sup>39</sup> C'est ce qui ressort par exemple de la liste, établie par Pásztor, Lajos, des patrons des corporations : à l'exception de la ville de Pest, nulle part on ne trouve de saint « national » comme patron, mis à part quelques patronats de saint Ladislas en Transylvanie (Pásztor, op. cit. 42-43. pp.); HÁZI, Jenő tire des conclusions analogues de la liste des fêtes dans le codex Golso, missel manuscrit établi à Sopron à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (HÁZI, JENŐ, *Sopron középkori egyháztörténete* (Histoire ecclésiastique médiévale de Sopron), Sopron, 1939, 328-331. pp.).

<sup>40</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 315. p.; RADÓ, Annotations... 36. p.



cours de la vie individuelle et communautaire. (Il faudra encore comparer la série des fêtes marquant les importantes phases de la production agricole avec nos connaissances acquises sur l'agriculture d'une région concrète à une époque concrète, ainsi nous pourrions peut-être constater certaines liaisons entre les changements socio-économiques et l'apparition de nouveaux cultes, de nouvelles coutumes.<sup>41</sup>) Ce sont les besoins économiques et sociaux des laïcs qui imposent cette transformation de la religion chrétienne, mais en satisfaisant à de tels besoins, l'Eglise remplit une fonction aussi : grâce aux coutumes, croyances, procédés magiques païens intégrés dans le culte des saints, elle réduit la distance qui sépare la vision religieuse des clercs cultivés de celle des laïcs, elle réduit la tension entre les deux. Dans l'étude de la fonction du culte des saints en Hongrie, il faut évidemment moins se concentrer sur le processus général de l'intégration des coutumes européennes dans le culte chrétien, survenu au haut Moyen Age, (bien que le culte synchrétiste serve d'intermédiaire entre les deux visions religieuses aussi bien, quand les Hongrois installés dans leur pays empruntent à leurs voisins occidentaux des coutumes d'origine païenne et leur forme christianisée en même temps), mais plutôt sur les transformations du culte des saints qui survinrent probablement en Hongrie. De tels exemples peuvent démontrer comment une dénomination mal comprise<sup>42</sup> (la fête de l'entrée en résidence de Saint Pierre le faisait par une consonance le protecteur des blés contre la rouille : *Péter Őszékessége = Ūszögös Szent Péter*, ce qui veut dire : *saint Pierre carîé*) ou une représentation de saint mal interprétée (les représentations baroques de sainte Luce, où elle, présente sur un plateau, ses yeux extirpés pouvaient motiver les croyances concernant les dangers du malin à la sainte Luce<sup>43</sup>) mènent à la fusion d'une coutume populaire et un saint chrétien. Dans d'autres cas ils prouvent que le culte des saints a rempli en Hongrie aussi le même rôle d'intermédiaire et d'intégration entre les croyances païennes et le christianisme que nous pouvons observer dans toute l'Europe : on peut le voir dans le motif du cerf merveilleux intégré dans les légendes de Ladislas et d'Emeric; probablement le culte de Notre-Dame avait également ses antécédents chez les Hongrois païens.<sup>44</sup>

<sup>41</sup> Cf. UJVÁRY, ZOLTÁN, *Az agrárkultusz kutatása a magyar és az európai folklórban* (Recherches des cultes agraires dans le folklore hongrois et européen), Műveltség és Hagomány XI. Debrecen, 1969.

<sup>42</sup> CSEFKÓ, GYULA, Ūszögös Szent Péter, *Népünk és nyelvünk* (Saint Pierre carîé, 1934, 17. p.

<sup>43</sup> DÖMÖTÖR, TEKLA, Magyar gonoszjáró napok (Jours de mouvements du malin en Hongrie), *Világosság*, 1978, 8-9. 539-541. pp.

<sup>44</sup> HORVÁTH, CYRILL, *Szent László-legendáink eredetéről* (Sur l'origine de nos légendes de saint Ladislas), Irodalomtörténeti Füzetek 31, Budapest, 1928, 28-36. pp.; KARDOS, TIBOR, Adatok és szempontok a magyar dráma kezdetéhez (Les débuts du théâtre hongrois), *Filológiai Közöny*, 1957, 214. p.; MEZEY, LÁSZLÓ, Az Árpádok eredetmondája és a csuti alapítás (Le mythe d'origine des Árpád et la fondation de Csuti), *Filológiai Közöny*, 1957, 427-428. pp.; TÓTH, SAROLTA, *Magyar és lengyel Imre-legendák* (Légendes d'Emeric hongroises et polonaises), *Acta Historica*, Szeged 11 (1962) 56. pp. eq; FETTICH, NÁNDOR, A regösénekről (Le chant «regös» (des bardes)), *Ethnographia*, 1958, 352-380. pp.; KÁLMÁNY, LAJOS, Boldogasszony, ősvallásunk istenasszonya (La Bienheureuse, déesse de notre religion primitive), *Értekezések a Nyelv- és Irodalomtudomány köréből* t. XII, No IX, Budapest, 1885.

La deuxième forme principale des relations entre saints et fidèles, c'est le rapport *patron-protégé*. Dès le baptême, tout le monde est revêtu d'un patron saint, celui ou celle, dont il (elle) porte le nom (il n'est pas rare que les fidèles plus riches offrent des dons, des fondations spéciaux à leur saint éponyme<sup>45</sup>). Le saint patron de l'église de la paroisse est à la fois le patron de la communauté. Dans les villes médiévales la célébration des fêtes des saints devient une vraie expression des structures de la communauté urbaine, parce que, à côté du fait, que les saints sont fêtés et vénérés par la communauté entière, toutes les fêtes ont leur « responsable » plus spécifique dans la collectivité (confrérie, association, corporation) qui l'a choisi comme patron et pour cela prend en charge l'organisation des festivités.<sup>46</sup>

Pour s'acquérir la protection bienfaisante d'un saint on a recours d'une part à des fêtes annuelles, célébrées aussi fastueusement que possible, d'autre part on essaie de l'assurer avec une procédée plus archaïque, en se procurant de ses *reliques*, autour desquelles le culte permanent du saint peut se cristalliser, et qui sont d'ailleurs les meilleurs intermédiaires pour obtenir l'aide miraculeuse du saint dans n'importe quelle affaire. Nous savons peu de choses sur le culte des reliques dans la Hongrie médiévale, mais même ce peu pourrait nous révéler davantage si nous tenions compte des derniers acquis des recherches sur le culte des reliques.<sup>47</sup> La relique était identifiée au saint même, tout comme l'hostie et le vin le sont au corps et au sang du Christ — il n'est donc pas étonnant que pour demander son aide on ne s'adresse pas toujours au saint, mais à sa relique (par exemple à la Vierge de Zell<sup>48</sup>). Le même esprit se manifeste dans l'élévation au rang de patrons nationaux des saints « étrangers » dont les reliques se trouvent en Hongrie, comme sainte Marguerite d'Antioche, saint Paul l'Ermite, saint Jean l'Aumonier.<sup>49</sup> Il faut encore rassembler les données relatives aux vols de reliques, à l'importation de reliques dans la Hongrie médiévale, aux mentions qui documentent les différents modes d'emploi des reliques (présentation aux fêtes, les reliques portées

<sup>45</sup> Le curé de Lőcse (Levoča-Tchécoslovaquie) Henckel, János par exemple fonda un autel en 1520 en l'honneur de saint Jean l'Evangéliste, saint Jean Baptiste, saint Jean l'Aumonier, saint Jean Chrysostome et Jean Gerson (Pásztor, op. cit. 174–175. pp.). Nous connaissons le rôle de Sigismond de Luxembourg dans la diffusion en Hongrie du culte de saint Sigismond (BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... I. 335–336. pp.).

<sup>46</sup> Les données hongroises y relatives sont décrites par PÁSZTOR, op. cit. 40–49. pp.

<sup>47</sup> GEARY, op. cit.; GRAUS, op. cit.; FICHTENAU, H.; *Zum Reliquienwesen im früheren Mittelalter, Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung* 60 (1952) 60–89. pp.; HERMANN-MASCARD, NICOLE, *Les reliques des saints. Formation coutumière d'un droit*. Paris, 1975.; VAUCHEZ, *La sainteté* 495–557. pp.

<sup>48</sup> PÁSZTOR, op. cit. 98. p.; GEARY, op. cit. 152–154. pp.

<sup>49</sup> Comme Thuróczy aussi en fait mention, c'est le roi André II qui a apporté de la Terre Sainte en Hongrie les reliques de sainte Marguerite, cf. BÁLINT, *Calendrier des fêtes*... II. 37. p.; Sur le transfert en Hongrie en 1381 des reliques de saint Paul: ed. MATTHIAS FUHRMANN, *Anonymi Hungarici: Historia de translatione Sancti Pauli Thebaei cognomento primi eremitae*, Pest, 1799; pour l'acquisition en 1522 de la tête de saint Paul l'Ermite, voir: IPOLYI, op. cit. 107–108. pp.; c'est à l'occasion du traité de paix de 1489 que le roi Mathias reçut des Turcs les reliques de saint Jean l'Aumonier. Pour la date exacte de leur arrivée à Buda voir: KNAUZ, NÁNDOR, A budai királyi várpalota kápolnája (La chapelle du palais royal de Buda), *Magyar Tudományos Értekezô*, 1862, 48. p.

dans les processions, si un hôte éminent arrive elles sont portées à la frontière de la ville<sup>50</sup>).

Outre le rapport systématique, régulier des fêtes de calendrier, et le rapport constant avec le patron, il faut encore examiner le *recours accidentel à l'aide des saints*. Ce dernier n'est évidemment pas indépendant des deux premiers, car le fidèle peut compter en premier lieu sur l'intervention du saint patron, et pour l'obtenir (la demander) la fête du saint offre une occasion particulièrement favorable.<sup>51</sup> C'est pourtant une forme particulière de rapport et qui a ses propres cadres rituels — prière pour demander la protection, vœu, offrande — et en cas de succès des formes obligatoires d'action de grâce — pèlerinage, fondation.

L'*occasion* de demander l'aide surnaturelle est en général fournie par quelque situation de crise, de danger extrême. Comme le révèlent trois registres médiévaux de miracles — les actes du procès de canonisation de Marguerite de Hongrie<sup>52</sup> et de Jean Capestran,<sup>53</sup> ainsi que la description par Bálint Hadnagy<sup>54</sup> des miracles qui se sont produits auprès des reliques de saint Paul à Budaszentlőrinc — la demande d'assistance est le plus souvent motivée par la grave maladie, paraissant mortelle, du fidèle ou de quelqu'un de sa famille. Plus rare sont les demandes faites par des prisonniers, captifs, condamnés à mort. Outre la maladie et la mort, le moment le plus critique de la vie personnelle est la naissance. Les femmes désireuses d'enfant, et celles au seuil de l'accouchement s'adressent souvent aux saints : à la fin du Moyen Age c'est sainte Anne qui devient, dans le monde chrétien, la plus populaire des saints patrons de la fécondité.<sup>55</sup> Dans ce domaine aussi des miracles étaient attendus de la part des reliques,<sup>56</sup> au moment du mariage on faisait bénir le lit nuptial,<sup>57</sup> à l'accouchement les femmes faisaient serrer leur ventre avec la ceinture des saintes (celle de Presbourg

<sup>50</sup> Une telle utilisation des reliques est démontrée dans la description de rites relatifs à la tête-relique de saint Etienne à Zagreb. cf. IPOLYI, op. cit. 79. p.

<sup>51</sup> Dans l'histoire de l'ordre d'Éggerer il est noté qu'en 1475, après avoir demandé contre les Turcs l'aide de l'ordre de saint Paul l'Ermitte, Mathias remporta en Moldavie la victoire sur Ali bey à la saint Paul. ZÁKONYI, MIHÁLY, A Buda melletti Szent Lőrinc kolostor története ('Histoire du monastère saint Laurent près de Buda), *Századok* (1913), 595. p.

<sup>52</sup> Publié par FRANKÓI, VILMOS, *Monumenta Romana Episcopatus Vesprimiensis* I. Budapest, 1896, 16, 384. pp.

<sup>53</sup> Un des procès-verbaux des miracles de Jean de Capestran est publié par MAZURAN, I., *Čudesna Ivana Kapistrana. Miracula Ioannis de Capistrano Ilok A. D. 1460.* (Historijski Arhiv u Osijeku. Fontes historiae Essekini et Sclavoniae spectantes 4.) Osijek 1972; Quant aux deux autres procès-verbaux, encore non publiés, voir FÜGEDI, op. cit. 848-855. pp.

<sup>54</sup> HADNAGY, BÁLINT, *Vita divi Pauli primi heremitae*, Cracovie, 1509, Venezia, 1511. Description détaillée: KELÉNYI, B. OTTÓ, A Buda melletti Szent Lőrinc pálos kolostor történetének első irodalmi forrása (1511) (Première source littéraire (1511) de l'histoire du monastère saint Laurent, près de Buda, de l'ordre de saint Paul l'Ermitte), *Tanulmányok Budapest múltjából* IV. (1936) 87-110. pp.

<sup>55</sup> KATONA, LAJOS, A Kedd asszonya (La femme du Mardi), *Irodalmi Tanulmányok* I. 345-374. pp.

<sup>56</sup> En 1371, l'épouse du roi Louis le Grand, Elisabeth, à Zadar cache dans son sein l'auriculaire de saint Simon afin qu'il l'aide à mettre au monde un fils. MAGYARI-KOSSA, op. cit. III. 65. p.

<sup>57</sup> Benedictio thalami dans le codex Pray — cf. ZALÁN, MENYHÉRT, A Pray-kódex benedictiói (Les bénédictions dans le codex Pray), 1927, *Magyar Könyvszemle*, 47. p.

provenant de sainte Marguerite d'Antioche était très célèbre<sup>58</sup>). Moins de documents nous sont parvenus des cas où ce n'est pas une personne mais toute une collectivité qui demande l'assistance d'un saint. Des occasions y étaient offertes par les calamités naturelles — inondation, sécheresse, épidémie<sup>59</sup> — et encore plus souvent par des guerres. Nous ne possédons pas encore d'analyse fouillée, de point de vue de l'histoire des idées, du culte des « saints guerriers », populaires dans la Hongrie médiévale, avant tout de saint Ladislas et de saint Georges, et pourtant l'histoire hongroise médiévale offre peu de problèmes aussi intéressants dans l'histoire religieuse. (Quelques points de départ : Selon Arnold Ipolyi la description dans la chronique de Dubnic du miracle lié aux reliques de saint Ladislas montre que le coutume d'apporter les reliques dans les batailles n'était pas inconnue chez nous non plus.<sup>60</sup> Sándor Bálint a observé que dans les régions frontalières le culte des saints guerriers était particulièrement intense — celui de saint Ladislas, saint Georges, saint Martin, l'archange Michel, sainte Marguerite d'Antioche;<sup>61</sup> Osvát Laskai nota qu'avant la bataille les guerriers hongrois priaient pour la protection des « saints rois »;<sup>62</sup> nombreuses descriptions nous sont parvenues montrant les croyances dans la force protectrice des statues des saints rois qui se trouvaient à la façade de la cathédrale de Várad [Oradea-Roumanie]).<sup>63</sup>

Outre la situation critique de l'individu et de la collectivité, une autre situation offrait également énormément de possibilités d'« utiliser » les reliques des saints, la prestation de serment, d'importance centrale dans la vie juridique médiévale. Toucher la relique du saint, cela garantissait dans ces cas le caractère de jugement de Dieu, la véracité du serment, et promettait de la malédiction en cas de non observation des obligations prises par le serment. Pour la plus importante des prestations publiques de serment, pour le couronnement, des reliquaires spéciaux ont été faits.<sup>64</sup> Le lieu le plus populaire et le mieux documenté des jugements de Dieu était le tombeau de saint Ladislas à Várad : bien des données du registre de Várad témoignent de la peur qu'avaient les hommes du Moyen Âge de la puissance punitive des reliques, souvent ils

<sup>58</sup> Ce phénomène est analysé dans un large contexte d'histoire culturelle et d'ethnologie par MAGYARI-KOSSA, GYULA: *Szent Margit asszony öve* (La ceinture de sainte Marguerite) dans *idem op. cit.* II. 1–13. pp.

<sup>59</sup> Cf. ZOLNAY, LÁSZLÓ, *Kincses Magyarország. Középkori művelődésünk történetéből*. (Trésors de Hongrie. De l'histoire de notre culture médiévale), Budapest, 1977, 125–135. pp.; Gyöngyösi, Gergely dans sa chronique de l'ordre, décrit la « production de pluie » en 1480 par les moines de saint Paul l'ermite de Budaszentlőrinc (cf. ZÁKONYI, *op. cit.* 595. p.); Bálint, Sándor indique les rapports entre la consolidation en Hongrie du culte de saint Sébastien et l'épidémie de peste en 1510 (*Calendrier des fêtes* I. 161. p.; voir encore *id.* Adalékok a hajdani pestis járványok magyarországi hiedelemvilágához (Contributions aux croyances relatives en Hongrie aux épidémies de peste d'antan), Népi gyógyítás Magyarországon (Traitement populaires des maladies en Hongrie), Numéro spécial de *Orvostörténeti Közlemények*, 1975.)

<sup>60</sup> IPOLYI, *op. cit.* 78. p.; HORVÁTH, CYRILL, *op. cit.* 37. p.

<sup>61</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes* I. 492. p., II. 39 et 86 pp.

<sup>62</sup> HORVÁTH, RICHÁRD, *Laskai Osváth*, Budapest, 1932, 62. p.

<sup>63</sup> BÁLINT, *Calendrier des fêtes* I. 486–489. pp.

<sup>64</sup> IPOLYI, *op. cit.* 75. p.; BARTONIEK, EMMA, A koronázási eskü fejlődése 1516-ig (Evolution du serment de couronnement jusqu'en 1516), *Századok*, 1917, 1–42. pp.

renonçaient à l'accusation afin de ne pas devoir prêter serment au tombeau, au corps de Ladislas.<sup>65</sup> Il est probable que nos archives contiennent encore bien d'autres données de ce genre.

L'aide surnaturelle accidentelle s'appelle *miracle*. Les miracles notés dans l'histoire religieuse hongroise offrent la possibilité d'études riches en enseignements, et elles sont d'autant plus prometteuses que jusqu'ici personne ne s'est trouvé pour les engager.<sup>66</sup> Ajoutant les miracles inclus dans nos légendes et chroniques, dans les sermons de Pelbárt Temesvári et de Osvát Laskai, aux quelques centaines de miracles notés aux tombeaux de sainte Marguerite de Hongrie, saint Jean Capestran et saint Paul l'Hermitte, nous possédons des matériaux abondants montrant *comment*, grâce à l'intercession des saints, la puissance divine intervenait, selon les idées médiévales, dans la vie quotidienne. (Encore quelques points de départ. Il faut distinguer les types des miracles : 1. selon la date du miracle : immédiatement après le vœu, graduellement, en proportion avec l'accomplissement des obligations acceptées. 2. selon le procédé qui conduit au miracle; simple prière, visite de la relique, en faire le tour plusieurs fois, la toucher, 3. selon l'objectif pédagogique de l'histoire du miracle : des miracles de récompense ou de punition. Examiner les changements dans les proportions relatives de ces types de miracle. Comparer les miracles connus en Hongrie avec les motifs du folklore chrétien de l'ensemble de l'Europe. Comparer nos registres de miracles avec les matériaux des procès de canonisation d'autres pays.<sup>67</sup>)

4. *Pélerinages dans le pays et hors de ses frontières*. Toutes les questions posées jusqu'ici dans le contexte des déterminations géographiques, dynastiques, ethniques et sociales du culte des saints, de ses manifestations régulières et exceptionnelles — elles reviennent dans la problématique complexe des pèlerinages. D'autre part, le pèlerinage paraît être une manifestation qui permet d'examiner tous ces problèmes dans leur ensemble, de saisir une des formes de leur synthèse.

Comme tant de fois déjà, on est frappé de voir combien ce thème est négligé : l'esquisse de synthèse faite en 1940 par Lajos Pásztor mise à part,<sup>68</sup> une seule analyse approfondie d'un seul lieu de pèlerinage vit le jour au cours des cent ans passés, l'étude déjà citée de Fügedi sur les pèlerins auprès du tombeau de saint Jean de Capestran à Újlak. (Je ne tiens pas pour une *analyse* du pèlerinage la simple *énumération* de ceux qui

<sup>65</sup> KARÁCSONYI, JÁNOS, BOROVSKY, SAMU : *Az időrendbe szedett váradi tűzesvaspróba-lajstrom, az 1550-iki kiadás hú másával együtt* (Liste des épreuves au fer rouge, mises en ordre chronologique, avec la copie fidèle de l'édition de 1550), Budapest, 1903, 282. p.; cf. en outre *ibid.* 210, 213, 239, 272, 306. pp.

<sup>66</sup> C'est précisément à ce point-là que s'arrêtent les recherches de Fügedi, Erik sur Jean de Capestran (op. cit.) Les recherches récentes d'Ilona Knapp dans ce domaine ne sont pas encore publiées.

<sup>67</sup> Par exemple les études de SIGAL, G. A., PAUL, J. et VAUCHEZ, A. dans : *La religion populaire en Languedoc du XIII<sup>e</sup> siècle à la moitié du XIV<sup>e</sup> siècle*, Cahiers de Fanjeaux 11., Toulouse, 1976; VAUCHEZ, *La sainteté*... 519-557. pp.

<sup>68</sup> PÁSZTOR, op. cit. 94-138. pp. Je n'ai pas pu consulter encore l'ouvrage récent de BANGO, J. F.: *Die Wallfahrt in Ungarn*, Wien, 1978.

y ont participé, de leurs lieux d'origine, de leur raison d'y prendre part.)<sup>69</sup> En attendant la publication de la monographie de Sándor Bálint sur les pèlerinages en Hongrie, plusieurs fois annoncée dans son dernier livre, passons en revue les aspects de cette importante problématique qui se prêtent à la recherche.

Pour connaître les pèlerinages hongrois, il serait avant tout nécessaire de procéder à une sérieuse documentation pour ajouter aux riches « modèles » des procès de canonisation les données dispersées qui nous sont parvenues sur les pèlerins hongrois. Il faudrait établir la liste, aussi complète que possible, des lieux de pèlerinages hongrois et européens visités par les Hongrois. Les plus utiles sources d'information semblent être les arrêts judiciaires, surtout urbains, imposant l'obligation de pèlerinage,<sup>70</sup> ainsi que les testaments léguant de l'argent pour des pèlerinages.<sup>71</sup> Il serait opportun de procéder à de nouvelles recherches aux endroits où allaient systématiquement les pèlerins hongrois médiévaux : à Rome,<sup>72</sup> à Cologne, à Aix-la-Chapelle,<sup>73</sup> à Czenstochowa,<sup>74</sup> à Compostelle. Ce n'est qu'après une telle longue documentation que nous pouvons poser des questions concernant la composition sociale des pèlerinages, leur fréquence, leurs changements historiques.<sup>75</sup>

L'étude géographique, topographique des lieux de pèlerinage permet également de faire beaucoup de conclusions intéressantes. Il est admis de dire que les pèlerinages constituent un des facteurs de l'épanouissement du marché (il se trouve en effet des documents concernant les rapports directs entre les pardons et le marché),<sup>76</sup> et, dans le cas d'Újtlak, Erik Fügedi arriva également à la conclusion que la « sphère d'attraction » du lieu de pèlerinage correspond en gros à l'aire où la ville avait des relations commerciales.<sup>77</sup> Avant d'aborder la question de la coïncidence des itinéraires des pèlerinages et des itinéraires commerciaux, il ne sera pourtant pas inutile d'attirer

<sup>69</sup> Par exemple WACZULIK, MARGIT, Egy középkori női kolostor kapcsolata a világi társadalommal. A margit-szigeti kegyhely (Les relations avec la société laïque d'un couvent médiéval. Le lieu de pèlerinage à l'île Marguerite). *Regnum*, 1944/46, 280-290. pp.; ZOLNAY, op. cit. 145-153. pp.

<sup>70</sup> IPOLYI, ARNOLD, Besztercebánya városa műveltség-történeti vázlata (Esquisse de l'histoire culturelle de la ville de Besztercebánya), *Századok*, 1874, 624. pp. sq; DEMKÓ, KÁLMÁN, *A Felső-Magyarországi városok életéről* (La vie dans les villes de la Haute-Hongrie), 146-147. pp.; HÁZI, op. cit. 314. p.; ORTVAY, THEODOR, *Geschichte der Stadt Pressburg*, 1903 II/IV, 403. pp. sq.

<sup>71</sup> HÁZI, op. cit. 305-308. pp.

<sup>72</sup> Concernant les pèlerins hongrois ayant visité Rome, et leurs institutions, il serait nécessaire de dépouiller et d'analyser encore d'autres sources documentaires, partant des idées de PÁSZTOR, LAJOS (op. cit. 118-124. pp.) (cf. Liber confraternitatis S. Spiritus de Urbe. A római Szent Lélek társulat nagykönyve 1446-1523. . .) Livre de fond de l'association saint Esprit de Rome), *Monumenta Vaticana historiam regni Hungariae illustrantia*, Series I. V. Budapest, 1889.)

<sup>73</sup> THOEMMES, ELISABETH, *Die Wallfahrten der Ungarn am Rhein*. Aix-la-Chapelle, 1937. Elle cite un codex pragois inédit où se trouvent les prières des Hongrois faisant pèlerinage à Cologne. (cf. PÁSZTOR, op. cit. 127. p.).

<sup>74</sup> PÁSZTOR, op. cit. 130. p. Il y cite un codex inédit qui contient les noms des pèlerins y arrivés, dont probablement plusieurs noms hongrois.

<sup>75</sup> Cf. FÜGEDI, op. cit. 874-875. pp.

<sup>76</sup> Pannonhalma et Bozók obtiennent au début du XVI<sup>e</sup> siècle le droit de tenir marché à cause du pardon du 20 août.

<sup>77</sup> FÜGEDI, op. cit. 878. p.

l'attention sur un autre système de rapports. Le but du pèlerinage est de visiter un centre cultique à grande distance pour détacher le participant pour une durée plus ou moins long à l'univers de sa communauté restreinte, de son système quotidien de valeurs, et de la confronter avec les valeurs plus générales de la religion, dans le cadre d'une nouvelle forme communautaire de plus haut niveau sous l'angle religieux.<sup>78</sup> Évidemment, il correspond mieux à ce but si le lieu du pèlerinage se trouve non pas sur le trajet de commerçants cherchant des affaires bien terrestres, mais à un endroit au possible écarté des grandes routes, caché, dont la visite exclut toute autre motivation que purement religieuse. Même si c'est une ville, le lieu saint se trouve dans la plupart des cas à la limite ou en dehors de la ville (par exemple Budaszentlőrinc; l'île Marguerite; près de Presbourg la Vallée de la Vierge; près de Sopron, la chapelle Saint Loup à Sopronbánfalva). Il serait difficile d'appuyer avec des arguments pris à l'histoire économique la grande popularité des lieux de pèlerinage tels que Báta, devenu célèbre grâce à la relique du Sang Sacré.<sup>79</sup> Dans la naissance des lieux et des trajets de pèlerinage on peut donc observer l'effet de plusieurs facteurs contradictoires : les formes rituelles de la pratique religieuse résistent souvent aux règles de la raison économique, mais souvent sont forcées à leur obéir.

Les études géographiques, topographiques peuvent être dirigées dans un autre sens aussi : à tel ou tel lieu de pèlerinage on peut découvrir les traces de cultes naturels antérieurs. C'est probablement à des temps païens que remontent les pèlerinages populaires à la source Saint Puits près de Jásd (comitat de Veszprém), à la source sainte Madeleine à Dénesfalva, et aux autres *fontes sacri* médiévaux.<sup>80</sup> Il vaudrait la peine de dégager le passé cultique du Mont Gérard (Budapest), lieu du martyr de saint Gérard l'apôtre des Hongrois, car la métamorphose, pendant l'occupation turque, de l'histoire de saint Gérard, le culte qui y naissait du guerrier mahométan Gerz Ilyas Tepesi, y ayant subi le martyr selon la tradition turque,<sup>81</sup> et les croyances, pendant cette même époque, le XVII<sup>e</sup> siècle, que le mont était le lieu où se rencontraient toutes les sorcières de la Hongrie lors des Sabbath,<sup>82</sup> suggère que ce mont avait toujours été un point de concentration préféré des idées concernant les êtres surnaturels.

Il serait également utile de reconstruire — à défaut de documents descriptifs, de relations de voyage, par voie logique ou en se servant de descriptions étrangères — le trajet que suivirent les pèlerins hongrois allant à Aix-la-Chapelle, à Compostelle, les collectivités et cultures qu'ils rencontraient, quelles nouvelles idées, expériences,

<sup>78</sup> Ce contexte des pèlerinages est exposé avec des vues théoriques par TURNER, VICTOR, *Pilgrimages as Social processes*, dans idem, *Dramas, Fields and Metaphors, Symbolic Action in Human Society*, Ithaca-New York, 1974, 166-230. pp.

<sup>79</sup> KÖNYI, MÁRIA, A báta apátság Szent Vér ereklyéje. (La relique du Sang Sacré à l'abbaye de Báta), *Regnum* 1937, 119-140. pp.

<sup>80</sup> MAGYARI-KOSSA, op. cit. III, 45. p.; ZOLNAY, op. cit. 345. pp. sq.

<sup>81</sup> KÖHBACH, M., Gellérthegey — Gerz Ilyas Tepesi. Ein Berg und sein Heiliger. *Südostforschungen* XXXVII. 1978, 130-144. pp.

<sup>82</sup> DÖMÖTÖR, SÁNDOR, Szent Gellért hegye és a boszorkányok (Le mont saint Gérard et les sorcières). *Tanulmányok Budapest múltjából* VII (1939). 92-111.

connaissances techniques ils pouvaient en apporter. C'est dans ce domaine que nous pouvons découvrir la raison de la diffusion de plusieurs nouveaux cultes de saints en Hongrie,<sup>83</sup> — mais quelle est la situation dans la diffusion d'autres biens intellectuels et matériels? Deux relations de voyage à la Terre Sainte datant du début du XVI<sup>e</sup> siècle doivent encore être étudiées, elles pourront peut-être nous offrir un tableau de ce que pouvait remarquer, ce que tenait digne d'être noté un pèlerin hongrois du Moyen Âge.<sup>84</sup>

5. *Légendes, exempla*. Dans la littérature religieuse médiévale la légende et l'exemplum sont des genres très populaires. Les deux sont des genres « intermédiaires » où se fondent le récit historique, le folklore, les formes à prétentions littéraires, et la prédication servant à l'instruction morale. Même si, parfois, les circonstances de leur naissance peuvent être dégagées, elles doivent être prises pour les produits de la culture chrétienne internationale. Lors de leur analyse, poser la problématique européenne ne signifie pas une sorte de l'histoire comparée, mais simplement la définition exacte du sujet. Les recherches relatives en Hongrie, malgré nombreux résultats philologiques de détails convaincants, sont marquées par l'isolement malsain des disciplines différentes et par le manque d'attention aux acquis des recherches internationales sur les exempla et sur les légendes.<sup>85</sup>

Certaines légendes étaient qualifiées comme sources historiques, par exemple celles d'Etienne, Emeric, Gérard, Ladislas, Zoerard et Benoît, et ont été soumises à des analyses philologiques-historiques poussées dans le cadre des travaux imposés par la publication du *Scriptores Rerum Hungaricarum*.<sup>86</sup> On ne peut pas dire autant à propos des légendes des autres saints ou bienheureux de Hongrie, exception faite des ouvrages abondants sur sainte Marguerite dont la préparation de la canonisation est devenue cause nationale en 1941.<sup>87</sup> Ce sont leur premières traductions en hongrois au

<sup>83</sup> BÁLINT : *Noël*... 136. pp. sq. (Les rois-mages — Cologne); BÁLINT, *Calendrier des fêtes* I. 230. p. (Les reliques à Trier de l'apôtre Mathias, sur la route des pèlerins à Aix-la-Chapelle).

<sup>84</sup> HATALA, PÉTER, Pécsváradi Gábor szent ferencendi szerzetes utazása a Szentföldön 1514-ben. *Magyar Sion IV* (Voyage à la Terre Sainte, en 1514, du religieux franciscain Gábor Pécsváradi. *Sion Hongrois IV.*), 1866. 183, 261, 352. pp.; PÁSZTOR, op. cit. 116, p. cite encore une autre relation de voyage inédite, celle d'un bourgeois de Presbourg au début du XVI<sup>e</sup> siècle. (cf. PUKÁNSZKY, BÉLA, *A magyarországi német irodalom története* (Histoire de la littérature allemande de Hongrie), Budapest, 1926, 62. p.).

<sup>85</sup> Une bonne synthèse en est offerte par GRAUSS, op. cit. 60-140. pp.

<sup>86</sup> SZENTPÉTERY, E., *Scriptores Rerum Hungaricarum*, Budapest, 1927, II. 347-527. pp.; voir aussi la traduction allemande et le commentaire d'une partie de ces légendes : BOGYAY, THOMAS VON—BAK, JÁNOS—SILAGI, GABRIEL, *Die heiligen Könige*, Ungarns Geschichtsschreiber I, Graz—Wien—Köln, 1976, cf. encore HORVÁTH, JÁNOS, *Árpád-kori latin nyelvű irodalmunk stílusproblémái* (Problèmes stylistiques dans notre littérature en langue latine du temps des Árpád), Budapest, 1954, 132-195. pp.

<sup>87</sup> BÖLE, KORNÉL, *Árpádházi Boldog Margit szenttéavatási ügye és a legidősebb latin Margit-legendá* (La canonisation de la bienheureuse Marguerite de la maison des Árpád et la plus ancienne légende latine de Marguerite), Budapest, 1937; KASTNER, JENŐ, Együgyű lelkek tükré. Egy középkori legenda életrajza (Miroir d'âmes naïves. Biographie d'une légende médiévale), *Minerva*, 1929, 245-283. pp.; MÁLYUSZ, ELEMÉR, *Árpádházi Boldog Margit* (A magyar egyházi műveltség problémája) (Bienheureuse Marguerite de la maison des Árpád. (Problème de la culture ecclésiastique hongrois)). *Károlyi Emlékkönyv*, Budapest,



XV-XVI<sup>e</sup> siècles qui ont attiré l'attention des historiens de la littérature aux légendes et exempla. On a tout fait pour identifier les sources latines des traductions qui se trouvent dans les codices,<sup>88</sup> mais, visiblement, on ne voulait pas aborder les problèmes d'histoire culturelle et de genre de ce domaine (au début du siècle Lajos Katona était le seul à avoir de telles initiatives mais qui n'ont pas été poursuivies). La littérature religieuse latine du XV<sup>e</sup> siècle — bien plus originale et plus intéressante que les œuvres en langue hongroise — avant tout l'œuvre de Pelbárt Temesvári et d'Osvát Laskai, était presque entièrement laissée de côté dans les recherches historiques.<sup>89</sup> En ce qui concerne la représentation iconographique des légendes des saints et les récits des exempla, les connaissances des historiens de l'art n'ont guère été intégrées dans une systématisation de l'histoire de la culture et de la religion. (En guise d'exception, notons les controverses, avec participation d'historiens, d'historiens de la littérature, d'archéologues, de folkloristes, d'historiens de l'art, sur le culte de saint Ladislas, dont la synthèse est encore à attendre).<sup>90</sup>

Il faudrait enfin abandonner la conception selon laquelle les recherches sur les légendes consistent dans la détermination de la source directe d'une seule légende ou exemplum notée et non pas dans l'analyse des transformations et combinaisons que l'on observe à l'intérieur de la *série* de variantes. Aujourd'hui il est bien plus facile de suivre les combinaisons et l'itinéraire des motifs des légendes et des exempla, et de les

1933, 341-384. pp.; TIMÁR, KÁLMÁN, *Árpád-házi Boldog Margit legendája. A breviáriumi legendák* (Légende de la bienheureuse Marguerite de la maison des Árpád. Légendes des bréviaires). Kalocsa, 1934; BÁNFI, FLORIO, *Specchio delle anime semplici dalla B. Margarita scripta, Memorie Domenicane*, 1940, 3-10, 133-140. pp.; LOVAS, ELEMÉR, *Árpád-házi B. Margit első életrajzának írója — Marcellus (Marcellus, premier biographe de Bienheureuse Marguerite de la maison des Árpád), A pannonhalmi Szent Gellért főiskola évkönyve*, 1942, 21-85. pp.; MEZEY, LÁSZLÓ, *Irodalmi anyanyelviségünk kezdetei az Árpád-kor végén. Az ó-magyar Mária-siralom és a Margit-legendá eredet-kérdése* (Débuts, à la fin du temps des Árpád, de l'emploi de la langue hongroise dans la littérature. Problème de l'origine de la complainte de la Vierge en vieux hongrois et de la légende de Marguerite), Budapest, 1955.

<sup>88</sup> KATONA, LAJOS, *A Gesta Romanorum történeti kódexeinkben* (Gesta Romanorum dans nos Codex historiques), *Egyetemes Philológiai Közlöny*, 1899, 306-318. pp.; HORVÁTH, CYRILL, *Középkori legendáink és a Legenda Aurea* (Nos légendes médiévales et la Legenda Aurea), Budapest, 1911; VARGHA, DAMJÁN, *Kódexeink legendái és a Catalogus Sanctorum* (Les légendes de nos codex et le Catalogus Sanctorum), Budapest, 1923; TIMÁR, KÁLMÁN sur le même sujet : *Irodalomtörténeti Közlemények*, 1925, 241-248. pp.; voir encore les éditions critiques de nos codex dans la série commencée en 1942 Codices Hungarici.

<sup>89</sup> SZILÁDI, ÁRON, *Temesvári Pelbárt élete és munkái* (Vie et œuvres de Pelbárt Temesvári), Budapest, 1880; HORVÁTH, RICHÁRD, *Laskai Osvát*, Budapest, 1932; outre les ouvrages de Katona, Lajos et de Timár, Kálmán où nombreuses questions de détails sont éclaircies, voir PÁSZTOR, LAJOS, *Temesvári Pelbárt és Laskai Osvát az egyházi és világi pályáról* (Pelbárt Temesvári et Osvát Laskai sur les carrières ecclésiastiques et laïques), *Regnum II*, 1937, 141-157. pp.; SZÜCS, JENŐ, *Nép és nemzet a középkor végén* (Peuple et nation à la fin du Moyen-Age), dans idem, *Nemzet és történelem*, 571. pp. sq.

<sup>90</sup> LÁSZLÓ, GYULA, *A népvándorlás művészete Magyarországon* (L'art de la migration des peuples en Hongrie), Budapest, 1970, 100-118. pp.; KULCSÁR, PÉTER A cserhalmi ütközet László-legendájához (Sur la légende Ladislas de la bataille de Cserhalom), *Irodalomtörténeti Közlemények*, 1967, 162. pp. sq.; BERZE NAGY, JÁNOS, *A Szent László pénzéről szóló monda népmesei kapcsolatai* (Rapports avec le conte populaire de la légende sur la monnaie de saint Ladislas), *Ethnographia*, 1925, 97-105. pp. (ed.) MEZEY, Athleta Patriae. . . .

systématiser qu'au temps par exemple de Cyrill Horváth quand seul le crédit du chercheur bien renseigné appuyait les comparaisons fournis au gré de l'inspiration de l'auteur.<sup>91</sup> C'est que, aujourd'hui, à l'instar de l'index des motifs de S. Thompson pour les contes populaires, le même instrument est créé par F. C. Tubach pour les exempla.<sup>92</sup> Les recherches hongroises des légendes pourraient s'insérer dans les recherches internationales en établissant la série de toutes les formes retrouvées de la légende de tel ou tel saint hongrois, et, partant des transformations qui s'observent à l'intérieur de telles séries, en essayant de saisir les changements survenus dans le culte en question, ainsi que les fonctions divergentes remplies par les légendes.

De toute évidence, il ne suffit pas de tenir compte uniquement des variantes hongroises pour établir les variantes de nos légendes et la série de nouveaux motifs qui s'y ajoutent. Le culte de plus d'un de nos saints s'épanouit hors de nos frontières : sainte Elisabeth par exemple n'a aucun auteur de légende hongrois,<sup>93</sup> le culte de la bienheureuse Hélène et de sainte Marguerite et les variantes de leur légende, se formaient en majeure partie non pas en Hongrie mais dans l'Italie du XIV<sup>e</sup> siècle, aussi pour chercher des variantes de légende encore inconnues faut-il s'adresser aux archives italiennes de l'ordre des Dominicains.<sup>94</sup> Les saints hongrois jouissaient d'une grande popularité en Pologne aussi, les recherches comparatives hungaro-polonaises seraient fructueuses non seulement pour la problématique déjà mentionnée des saintes du XIII<sup>e</sup> siècles, descendantes des familles royales, mais pour tous les saints de Hongrie. Nous pouvons nous en convaincre grâce à l'intéressante étude de Sarolta Tóth sur les légendes polonaises d'Emeric où il y a d'ailleurs plusieurs références aussi au culte d'Etienne et de Ladislas en Pologne.<sup>95</sup> En Pologne, bien plus qu'en Hongrie, on dévouait un culte important à notre saint ermite Zoérard peu connu. Les recherches polonaises et tchécoslovaques ont analysé sa légende écrite par Mór, évêque de Pécs du point de vue des idées religieuses, des pratiques ascétiques décrites là-dedans, ils l'ont replacé dans le contexte historique des mouvements hérétiques du XI<sup>e</sup> siècle européen, — mais les historiens hongrois en ont à peine pris acte.<sup>96</sup> Moins de résultats

<sup>91</sup> HORVÁTH, CYRILL, *Szent-László* . . .

<sup>92</sup> THOMPSON, S., *Motif-Index of Folk Literature. A classification of narrative elements in folk tales, ballads, myths, fables, medieval romances, exempla, fabliaux, jest books and local legends*. Helsinki, 1932-37, 6 tomes; TUBACH, F. C., *Index exemplorum. A handbook of medieval religious tales*. Helsinki, 1969. (Vu le retard dans ce domaine de l'historiographie hongroise, et les difficultés causées par la langue, les données relatives à la Hongrie nécessitent de sérieux compléments.)

<sup>93</sup> HUYSKENS, A., *Quellenstudien zur Geschichte der hl. Elisabeth Landgräfin von Thüringen*, Marburg, 1908; cf. TIMÁR, KÁLMÁN, *Árpád-házi Szent Erzsébet legendájához* (A propos de la légende de sainte Elisabeth de la maison des Árpád), *Ethnographia*, 1910, 193-200 et 262-276. pp.

<sup>94</sup> TÓTH, LÁSZLÓ, op. cit.; BANFI, FLORIO, *Le stimate della B. Margherita d'Ungheria, Memorie Dominicane* 51, 1934, V.

<sup>95</sup> TÓTH, SAROLTA, op. cit.

<sup>96</sup> MILIK, J. T., *Święty Swierad, Saint Andrew Zoerardus*, Rome, 1966; les recherches polonaises sur saint Zoerard-André voir in : *Hagiografia polska*, Poznań, 1971 I. 79-93. pp. (ed.) KAPISZEWSKY, H.-SULOWSKI, Z.-GUSTAW, O. R.; PRAŽÁK, RICHARD, *A Legenda sanctorum Zoerardi et Benedicti történelmi és kulturális összefüggései* (Les liens historiques et culturels du Legenda sanctorum Zoerardi et Benedicti), *Irodalomtörténeti Közlemények*, 1980, 393-408. pp.

intéressants peuvent être attendus des recherches de changements et modifications dans les légendes de saints non hongrois, traduits en hongrois, qui peuvent être rattachées à quelque culte pratiqué en Hongrie. L'analyse plus détaillée de telle ou telle légende n'en reste pas moins intéressante, par exemple de la légende en vers de sainte Catherine d'Alexandrie, ou des variantes de la légende de saint Alexis,<sup>97</sup> ainsi que la totalisation du nombre et de la fréquence des légendes traduites, car elle peut fournir d'autres informations sur la présence ou l'absence du culte de tel ou tel saint.

6. *Culte des saints en Hongrie au temps de la Réforme.* Pour terminer, je voudrais noter, en grandes lignes seulement, que sur les croyances et coutumes liées au culte médiéval des saints, les informations les plus abondantes sont fournies moins par les sources documentaires médiévales que par les écrits polémiques et les prédications de temps de la Réforme. Plus exactement, ils pourraient en fournir s'il y avait des recherches dans ce domaine, car, en effet, les références historiques dans les ouvrages ethnographiques ne dépassent pas, jusqu'à nos jours, les citations des écrits les plus connus d'András Szkhárosi Horvát et de Péter Bornemisza.

A propos du conflit entre la Réforme et le culte médiéval des saints je voudrais mentionner, en dehors de souhaiter le rassemblement soigneux et la systématisation des coutumes qualifiées « superstitieuses », deux problématiques qui se prêtent à la recherche. Les doutes, qui se manifestent dès les premières années de la Réforme, concernant la puissance miraculeuse des saints et de leurs reliques,<sup>98</sup> ne s'expliquent simplement par la diffusion rapide de la Réforme, bien plutôt par le fait que ce n'est qu'à ce moment qu'on note, par l'écrite le système d'arguments rationalistes populaires contre le culte des saints qui, dès les siècles médiévaux, accompagnaient ce culte, comme on l'a démontré plusieurs fois dans d'autres pays.<sup>99</sup> L'autre thématique, c'est l'inverse : la survie, pendant la Réforme, du culte populaire des saints, les répliques contre la Réforme, le transfert des reliques vers le Nord pour les sauver des Turcs, la persistance des festivités et des coutumes liées au culte des saints. Tout cela relève encore de la thématique du culte médiéval des saints, car un nouveaux chapitre dans l'histoire de ce culte ne sera ouvert que par le concile de Trente, voire par les activités des jésuites contre la Réforme, quelques décennies plus tard.

<sup>97</sup> ILLÉS, GYULA, *Szent Elek legendáink és az Elek-legenda forrásai* (Nos légendes de saint Alexis et les sources de cette légende), Budapest, 1913.

<sup>98</sup> L'exemple relatif aux bourgeois de Sopron des années 1520 voir in HÁZI, op. cit. 58. p.

<sup>99</sup> SCHREINER, K., « Discrimen veri ac falsi » Ansätze und Formen der Heiligen- und Reliquienverehrung des Mittelalters. *Archiv für Kulturgeschichte*, 48, 1966, 1-53. pp.



# The Policy of the United States towards Hungary during the Second World War

PÉTER SIPOS and ISTVÁN VIDA

After the outbreak of the Second World War and even after Pearl Harbour, the United States of America considered Nazi Germany her number one enemy. The guiding principle behind her strategic thinking right up until the spring of 1945 was to consider the military defeat of Hitler as the key to the victory over the Axis, the alliance of fascist states. As a consequence the American leaders concentrated their main attention on Europe, although that did not imply any underestimation of the importance of the war against Japan in the Pacific. Roosevelt, his staff and his military advisers decided as early as 1942–3 that the huge industrial and military potential and reserves of power facing the United States meant that her military equipment, transport facilities and manpower were insufficient for her to undertake broad offensives on two fronts against Germany, while bearing the main brunt of the battle against Japan as well. They realized they had to choose between either Western Europe (primarily France and Italy) or Central and South-Eastern Europe. When the question of a second front arose they came to a decision in favour of Western Europe. Unwillingly they had to make concessions in the debate with the British over the joint military strategy, and approve the landing in North Africa, Sicily and in Southern Italy, but they consistently advocated the invasion of Northern France and stubbornly turned down the plan nursed by Churchill, for a military campaign in the Balkans, an offensive that would have started from the Istrian Peninsula and advancing to Vienna through Croatia. At the summit meeting between Churchill and Roosevelt in Quebec in August 1943 the British assented to the American strategic ideas for the opening of the second front, which were then presented jointly to Stalin and the Soviet delegation in Teheran. Of course the Soviet government greeted the western announcement with delight, as they had long been urging the commencement of military operations in Western Europe.

PÉTER SIPOS, candidat ès sciences historiques, collaborateur à l'Institut du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois;

ISTVÁN VIDA, candidat ès sciences historiques, collaborateur à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences

Behind the decision by the White House and the American chiefs of staff were more than strictly military considerations (proximity to Britain, favourable climatic and topographical conditions, etc.). The chief motive was the relatively far greater economic importance of Western Europe to the capitalist world and the American monopolies than of relatively undeveloped Central and South-Eastern Europe with its under-developed industry and scarcity of basic raw materials. Apart from Czechoslovakia, Poland and to an extent Hungary, those parts of Europe had not received significant quantities of American investment before the war, and American cultural and political relations with the countries in the area had been loose. Central and South-Eastern Europe were geographically remote from the United States and despite the large numbers of Polish, Czech, Slovak, Hungarian, Serbian and Greek immigrants, American public opinion, radio and press showed scarcely any interest in the fate of those peoples. Even in government circles ignorance about those parts of Europe was quite astounding.

Another reason why the Americans rejected the idea of a Balkan invasion was that they identified it with Britain's interests as a great power and had no intention of making sacrifices in order to widen the influence of Britain in the Mediterranean and in Eastern Europe. As Roosevelt told his son about Churchill's behaviour during the Teheran conference: "Whenever the P.M. argued for our invasion through the Balkans, it was quite obvious to everyone in the room what he really meant. That he was above all else anxious to knife up Central Europe in order to keep the Red Army out of Austria and Rumania, even Hungary, if possible. Stalin knew it, I knew it, everybody knew it."<sup>1</sup>

The Americans also opposed Britain's plans for the Balkans out of fear that military action in South-Eastern Europe would exercise an unfavourable influence on their relations with the Soviet Union both during and after the war. The American leaders, particularly Roosevelt, the presidential advisor Harry Hopkins, and General G. C. Marshall, the chief of staff had realized relatively early that the only way to win a victory over fascism was to co-operate as closely as possible with the Soviet Union, which was why they extended the lend-lease agreement to the Soviet Union and began military and foodstuff deliveries in the autumn of 1941. After Stalingrad America pressed for the strengthening of the two great powers on the basis of prognostications about the post-war situation. Roosevelt and his advisors accepted the estimate of the post-war power relations between the great powers made by the American general staff in summer 1943, which predicted that after the military defeat of Germany the Soviet Union would be in a commanding position, especially east of the Rhine. Although Britain could develop some counterweight in the Mediterranean area that could later be important from the point of view of power politics, Britain alone would never be able to compete with the Soviet Union. Since the Soviet Union was a decisive factor in the war everything had to be done to win her support for the USA, particularly as the

<sup>1</sup> ROOSEVELT, E, *As We Saw It*. New York, 1946, 184. p.

assistance of the Soviet army could not be neglected in the struggle to force Japan to surrender. American government circles realized that the political scope of the United States depended upon her military potentials, especially in such a distant region as Central and South-Eastern Europe. They took the view that the region's problems, including the political settlement and post-war reconstruction would have to be solved by the Soviet Union and in part Britain.<sup>2</sup>

So in the early years of the war the American government leaders expressed a lack of interest in Central and South-Eastern Europe, and sought to prevent the United States becoming militarily or politically involved in the Balkans. The State Department and the War Department only began concerning themselves with the economic, political and territorial problems and future of the region when the advance of the Red Army and the minor attempts of the Axis states to break out forced them to do so. Till then foreign policy officials and high-ranking officers considered Eastern Europe a "post-war" question. Roosevelt himself paid little attention to the problems of the region and had no clear ideas about how to solve them. The Congress, too, was largely occupied with the concerns and difficulties of setting up the United Nations Organization. Indeed the concrete political targets of the USA in Eastern and South-Eastern Europe remained undefined until the autumn of 1944. Only a few general principles had been laid down, such as support for the efforts towards freedom by countries under German occupation, non-interference in the internal affairs of countries, and a determination to evade making any decisions on the complex political and territorial problems of the region while the war was still going on, leaving them to be settled at the post-war peace conferences. No definite policy lines were established towards individual countries either, and so American foreign policy towards Central and South-Eastern Europe, and in fact towards the whole Eastern European region remained indecisive and vague.<sup>3</sup>

On Central and South-Eastern European matters the United States yielded precedence to Britain and the Soviet Union, and in most cases accepted their decisions and agreements. At the Moscow meeting of foreign ministers in October 1943, American Secretary of State Hull did not intervene in the debate between Eden and Molotov on Poland and Yugoslavia, and even went so far as to declare that Britain and the Soviet Union should work out some kind of a solution between themselves. Hull also agreed that in formulating policy in connection with the withdrawal attempts by the satellite states the decisive word should be of whichever allied government had military forces actually engaged against the army of the country concerned. Together with Eden, Hull acknowledged that in Hungary's and Romania's case the most

<sup>2</sup> SHERWOOD, ROBERT E, *Roosevelt and Hopkins. An Intimate History*, New York, 1948, 848. p.; MATLOFF, M, *Strategic Planning for Coalition Warfare, 1943-1944*, Washington, 1959, 229. p.

<sup>3</sup> DAVIS, L. E, *The Cold War Begins. Soviet-American Conflict over Eastern Europe*, Princeton, 1974, 77-79. pp.; WHEELER-BENNETT, SIR JOHN and NICHOLS, ANTHONY, *The Semblance of Peace*, London, 1972, 133. p.; GADDIS, J. L., *The United States and the Origins of the Cold War*, New York-London, 1972, 64 and 75. pp.; FEIS, HERBERT, *Churchill-Roosevelt-Stalin*, Princeton, 1970, paperback e., 204-206. pp.

important voice in the decision on the line of the antifascist coalition should be accorded to the Soviet Union, in accordance with the military situation.<sup>4</sup> In Teheran the American delegation put forward no propositions on Eastern Europe. The State Department took note — practically without remark — of the Soviet–Czechoslovak fraternal agreement on mutual assistance and post-war co-operation concluded in Moscow at the end of December 1943.<sup>5</sup>

By the early years of the war the position of American government circles was that the United States would not use military force either to achieve her objectives in Central and South-Eastern Europe or to settle the various debated issues there.<sup>6</sup> When preparing the second front the American Chiefs of Staff decided against taking a part in the liberation of the Balkans and Central Europe except in the air battles and in the aerial supply of guerrilla troops, so as to concentrate her forces; that meant she decided not to put land forces into action. On March 9, 1944 the War Department issued an instruction pointing out that the basic military and political aim of the USA was “not to use the American troops in military operations in the Balkans”.<sup>7</sup> At the end of May the American government decided that in addition to not taking part in the military operations in the Balkans, the United States would not send troops to occupy the liberated countries either, and so would maintain no military presence in the region at all. That decision led to another, that the United States would take no part in the setting up of civilian governments there after the liberation.<sup>8</sup>

The policy of the United States towards Central and South-Eastern Europe caused strong resentment in London, particularly the military aspects. After the invasion of Normandy Churchill and the British Chiefs of Staff again attempted to persuade Roosevelt and the US Chiefs of Staff to carry out a landing in the Balkans and push forward through the Trieste–Ljubljana basin to Vienna, but the president and the American military leaders remained firm. In accordance with their earlier decisions an invasion of Southern France took place on August 15, 1944, as a support operation.<sup>9</sup> The differences between the two great powers over the Balkans and Central Europe continued after the war.

Till the summer and autumn of 1944 there had been no serious clash of opinion between the United States and the Soviet Union over Eastern Europe. The basic aim of

<sup>4</sup> BARKER, ELISABETH, *British Policy in South–East Europe in the Second World War*, London, 1976, 208–209. pp.

<sup>5</sup> DAVIS, *op. cit.*, 161–162. pp.

<sup>6</sup> In the autumn of 1943 Roosevelt said: “we do not want to use our troops in settling local squabbles in such a place as Yugoslavia”. Quoted in DAVIS, *op. cit.*, 77. p.

<sup>7</sup> Quoted in R. MURPHY’s telegram to the Secretary of State, July 21, 1944. National Archives, Washington DC (hereafter NA), Records of the Department of State, Record Group 59 (hereafter RG 59), 740.0011, European War (hereafter EW), 1939, 7–1244.

<sup>8</sup> Foreign Relations of the United States (hereafter FR), The Conference at Quebec, 1944, 218. p. ‘Austria and the Occupation of the Balkans’, memorandum to Roosevelt, undated (probably early September 1944).

<sup>9</sup> RÁNKI, GYÖRGY, *A második világháború története* (History of the Second World War), Budapest, 1973, 426–427. pp.



Soviet diplomacy was to ensure the foreign policy preconditions for crushing the fascist Axis, and to create secure military and political circumstances for socialist construction after the victory. So the Soviet Union insisted on her 1941 borders and expressed a wish that political power in the countries along her western borders should be given to democratic forces that would pursue a fraternal foreign policy towards the Soviet Union in expressing the will of their nations and hinder those countries from initiating or associating in any subsequent aggression against the Soviet Union.

The “hands off the Balkans” doctrine, the acknowledgement of the dominant role of the Soviet Union, and the sketchy, indecisive and undifferentiated policy towards Eastern Europe naturally affected the United States’ policy and tactics towards Hungary as well.

### American foreign policy and Hungary until the German occupation

At the outbreak of the Second World War the American administration was aware that Hungary belonged to the ‘sphere of interest’ of Hitler’s Germany. Although that small Eastern-European country was of no particular importance to the United States, the *nature and the extent* of Hungary’s alignment was far from a matter of indifference to the Americans. In the summer and autumn of 1940 Washington tried to discover how much military, economic and political assistance Hungary was giving the Nazis, and how much resistance if any could be expected from Hungary in defending any remaining aspects of their national sovereignty. From enquiries made of leading Hungarian politicians the Americans concluded that the Hungarian government had no intention of resisting Germany’s demand to allow them to march through the country, since, they said, the result of such resistance would be the occupation of Hungary. Horthy’s sole undertaking to the American ambassador in Budapest was that he would provide the Germans with no military or air bases on the country’s territory. The American diplomat’s evaluation was sceptical: “I hope, however, that the matter will not be put to the test.”<sup>10</sup> For the time being the State Department was satisfied but it warned the Hungarian ambassador in Washington, János Pelényi, that any action by the Hungarian government that would amount to a policy change from what Horthy had said would be “unfortunate”.<sup>11</sup>

In the spring of 1941, when Yugoslav–German relations became strained, the heads of the American foreign policy were far more definite. Deputy secretary of state Adolf Berle received György Ghika, the successor to Pelényi, who had arrived in Washington not long before, on April 2, and informed him that the United States

<sup>10</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 1939/7284. Montgomery’s report to Hull, November 23, 1940.

<sup>11</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 1939/4754. In November 1940 Pelényi resigned in protest at Hungary’s accession to the Tripartite Pact.

would condemn a probable Hungarian attack against Yugoslavia.<sup>12</sup> Two days later the State Department instructed H. Travers, chargé d'affaires in Budapest, to convey more decisive reactions. The American diplomat had to make the newly formed Bárdossy government understand the position of the United States over Hungarian military action against Yugoslavia and to add that the American government had decided to give all necessary assistance to countries defending their independence and integrity against fascist aggression.<sup>13</sup>

Neither the American nor the British warning stopped the Hungarian leaders from ordering the Hungarian army to break into Bácska on April 11. In Washington the Hungarian government made several attempts to justify its conduct but the American government rejected Horthy's explanation. However, the United States, unlike Britain, did not intend to break off diplomatic relations with Hungary or to abandon the advantage to be gained from operating a diplomatic mission in Budapest, in the very centre of Nazi-controlled Europe. What is more, the new head of the American mission in Budapest, Robert Pell, who was appointed in April 1941, was on friendly terms with President Roosevelt.<sup>14</sup>

The Hungarian declaration of war on the Soviet Union, followed by the deployment of Hungarian troops on the eastern front, elicited a negative response from Washington. The dissatisfaction of the American administration over the role Hungary was playing in the war became more and more obvious during the autumn and winter of 1941. The State Department, despite the mediation of Pell, rejected an appeal to the United States by a group of western-orientated Hungarian conservative capitalists and landlords to exert a restraining influence on the British government and prevent them declaring war on Hungary.<sup>15</sup> (The British declaration of war arrived on December 7.) Sumner Welles, the deputy secretary of state, clearly expressed the disapproval of the American government to Hungarian ambassador Ghika, who paid a visit to Welles in December 1941, a day after the British declaration of war and at the same time of Pearl Harbour. Welles told Ghika that if Hungary acted as a German satellite against the Soviet Union or any other countries whose defence the USA found important to her own interests and security, the United States might break off diplomatic relations with Hungary. At the same time he hinted that if the United States became involved in war with the European fascist powers, in Hungary's case particularly it would unfavourably influence the fate of Hungarian-American relations.<sup>16</sup> However, a few days later the Bárdossy government gave way to German

<sup>12</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 1939/9864. Berle's note of his conversation with Ghika, April 2, 1941; JUHÁSZ, GYULA, *A Teleki-kormány külpolitikája* (The Foreign Policy of the Teleki Government), Budapest, 1964, 313. p.

<sup>13</sup> FR, 1941, I, 300. p. Hull's telegram to Travers, April 5, 1941.

<sup>14</sup> FR, 1941, II, 978. p. Note by Shaw, Deputy Undersecretary of State, April 23, 1941.

<sup>15</sup> For further detail, see JUHÁSZ, GYULA, 'Magyarország hadbalépése Nagy-Britannia és az Amerikai Egyesült Államok ellen' (Hungary's Declaration of War on Britain and the United States), *Történelmi Szemle*, 1965, No. 1.

<sup>16</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 71164/25. Welles' note on his conversation with Ghika, December 8, 1941; JUHÁSZ, 'Magyarország hadbalépése...', 76. p. ff.

pressure and declared war on the United States. In Washington the Hungarian move caused no sensation, and a good sign of how little importance it had for America was that the American government only reacted to the Hungarian and the Bulgarian declarations of war six months later in June 1942. It was characteristic that the Senate accepted Roosevelt's proposal without debate in 20 minutes.<sup>17</sup>

From the autumn of 1942 onwards and especially with the news of the Allied landing in North Africa, the Kállay government and the Anglo-Saxon orientated groups backing it made numerous attempts to contact the representatives of the western great powers to find out what treatment Hungary would get if she opened talks on a possible armistice. The American government soon learned of those peace feelers through British sources and her diplomats in the neutral countries. At first the State Department pondered whether to contact the official Hungarian circles, calculating that in the event of Italy's collapse or a probable landing on the Balkans direct contact with Hungary could be made use of. What is more, the Department planned to send a semi-official letter to István Bethlen, the former Prime Minister to inform the Hungarian leaders of the American view. But the widening of the fascist aggression by Germany and Japan, the growing Hungarian participation in the war and the general nature of Hungary's peace feelers led the American foreign policy leadership to turn down all Hungarian attempts at reconciliation. At the beginning of January 1943, Britain's Washington ambassador, Halifax, was told the following about the Hungarian moves: "The State Department had adopted the policy of not reacting in any way to such an approach, since they felt that an attitude of complete disregard would show that the United States Government were not in the least interested in such approaches at this stage, while not barring the door to more concrete proposals if and when Germany's allies should begin to show signs of collapse".<sup>18</sup>

After the catastrophe of the second Hungarian army at Voronezh and the defeat of the Nazi troops at Stalingrad in the spring of 1943 the Kállay government and the groups of western-orientated financiers, capitalists and big landowners backing Kállay made further attempts to contact the representatives of the western powers, including the United States. In Switzerland Hungarian emissaries got in touch with Royll Tyler, the councillor of the American Embassy, who was widely known in Hungary, having spent several years there as financial commissioner of the League of Nations, and with Allen Dulles, the representative of the office of strategic Services (OSS) in Switzerland. The American Embassy in Ankara learnt of the visit by András Frey, László Veress and Professor Szent-Györgyi to Turkey from intelligence and British diplomatic sources.<sup>19</sup> Out of political caution the State Department maintained its earlier refusal, so as to avoid an unpleasant situation in front of her allies. On March

<sup>17</sup> JUHÁSZ, GYULA, *Magyarország külpolitikája 1919–1945* (Hungary's Foreign Policy 1919–1945), 2nd revised e., Budapest, 1975, 272. p.

<sup>18</sup> Quoted in *Magyar–brit titkos tárgyalások 1943-ban* (Hungarian–British Secret Talks in 1943), compiled, edited and introduced by JUHÁSZ, GYULA, Budapest, 1978, 82. p.

<sup>19</sup> See JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája* . . . , 281. p. ff.

13, 1943 Secretary of State Hull told Steinhardt, the ambassador in Ankara, that for the time being there must be no concrete negotiations with the Hungarians; American diplomats were not to get in touch with the various emissaries, and Hull only permitted the secret service to obtain information from them. Hull also informed the ambassador that he had called the attention of the other American diplomatic missions to the fact that the United States was fighting alongside the British and the Russians in the war, so that no diplomat should do anything that did not accord with the spirit of the joint efforts.<sup>20</sup> Welles also warned the leaders of the OSS, the Office of War Information (OWI) and the head of the reconnaissance section of the Navy Department that the attempts of the satellite states to establish connections should be handled "with extreme caution".<sup>21</sup>

The developments in Hungary, particularly the movement and regroupings of the democratic forces, the growing dissatisfaction with the war, the ever louder criticism of the government's unilateral orientation towards Germany, and last but not least Professor Szent-Györgyi's visit to Ankara, led the heads of British foreign policy to revise their views on the Hungarian peace feelers. On the initiative of Eden and his deputy at the Foreign Office, Sir Alexander Cadogan, the Foreign Office turned in March 1943 to the Americans (and the Soviets) with a proposal that the Allies should somewhat modify their unbending attitude towards Hungary, not be averse to making contacts, and alter the tone of Allied propaganda towards Hungary.<sup>22</sup>

The State Department concurred with the British proposal, commenting that a "slightly more flexible" attitude and more effective propaganda might assist the Hungarian people in realizing the practical steps they would have to take to rid themselves of the oppression of the fascist Axis and contribute to the military victory of the Allies. However, the State Department analysis of the situation in Hungary was more pessimistic than that of the British Foreign Office. The State Department considered that in the present situation neither western-orientated members within the government nor the democratic opposition would be able "to elicit a basic enough change in Hungarian policy to promise definite advantage to the Allied Nations". But any impetuous move would result in the elimination of the western-orientated politicians. The Americans clearly saw that the purpose of the influential persons who were seeking contacts with the Allies was to maintain the counter-revolutionary system.<sup>23</sup> At the same time they decided to take notice only of Hungarian proposals addressed to all three Allied powers on a basis of unconditional surrender and handed over by an official representative of the Hungarian government.<sup>24</sup>

<sup>20</sup> FR, 1943, I, 484. p. Hull's telegram to Steinhardt, March 13, 1943.

<sup>21</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 1939/1368 No. A. Welles's letter to Admiral Harold C. Train, March 27, 1943.

<sup>22</sup> See *Magyar-brit* . . . , 107-108. pp.

<sup>23</sup> FR, 1943, I, 492. p. The State Department's reply to the British Embassy's memo of April 6, 1943, April 28, 1943.

<sup>24</sup> FR, 1943, I, 501. p. Berle's letter to Strong, the head of the Chiefs of Staff reconnaissance department (G-2), May 19, 1943.

That the United States and Hungary did establish contacts and begin and pursue secret negotiations in July and August 1943, was not unrelated to the military and international political events, particularly the landing of British and American troops in Sicily and the fall of Mussolini. Lipót Baranyai, the former president of the National Bank of Hungary and a member of the Upper House, and exposed figure in the conservative opposition and the Bethlen-Chorin group went with Kállay's connivance to Switzerland in July 1943, where he negotiated with Allen Dulles and Royll Tyler. The Americans accepted as a basis for negotiations the memorandum brought by Baranyai and worded by Bethlen, although what it included, that Hungary would resist the Soviet troops but readily open her borders to Anglo-Saxon troops if they guaranteed that the territories acquired by Hungary under the Vienna Awards would remain under Hungarian administration until the ratification of the peace treaties, was far from what the Americans had envisaged. An agreement was concluded whereby the two governments would appoint delegates to carry out the negotiations. Tyler and György Bakách-Bessenyei, the Hungarian ambassador in Berne, took their seats at the negotiating table in the middle of December.<sup>25</sup> The substance of their discussions is still not available, but what happened afterwards proves that they did not get far. Contacts were established between the two countries' intelligence services as well, in Berne and in Ankara. In September 1943 Ottó Hátszegi-Hatz, the Hungarian military attaché in Ankara took over and brought to Budapest a radio set to keep in touch, but it was never used, as Kállay used the set received from the British to deliver messages. (Later on, so as to cover himself, Hátszegi informed the Germans of his talks with the Americans.<sup>26</sup>)

The British gave detailed information to the State Department and even to Roosevelt himself about the negotiations with Veress in Istanbul in September and October 1943, the presentation of the preliminary armistice conditions and the Hungarian government's answer to them. Typically, in Quebec Churchill showed Roosevelt Eden's telegram about the negotiations with Veress and the presentation of the conditions for the preliminary armistice, but Roosevelt only said that it was very interesting.<sup>27</sup> The reason for the lack of interest was not only the fact that at that time the American leadership was dealing with much more serious problems than the fate of a small country in distant Eastern Europe, but also that the State Department still had reservations about the seriousness of the Hungarian peace feelers, and America did not consider it timely, or rather advantageous to themselves, for Hungary to withdraw from the war at that juncture.

The fact that from the second half of 1943 onwards it was Otto Habsburg who turned up more and more frequently as a mediator also made the State Department suspicious of the Hungarian peace feelers.

<sup>25</sup> JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája* . . . 312. p.

<sup>26</sup> KÁDÁR, GYULA, *A Ludovikától Sopronkőhidáig* (From Ludovika to Sopronkőhida), *Tények és tanúk* (Facts and Witnesses) series, Budapest, 1978, 602–612. pp.

<sup>27</sup> *Magyar-brit* . . . , 235. p.

In the present study we do not aim to deal in detail with the question of the Habsburg restoration. The diplomatic source materials already available show that the restoration of the monarchy never emerged seriously even in the early years of the war, although a lot was said about it in the international press at the time. All that was true was that both Roosevelt and Churchill, for different political reasons, had personal relations with Otto Habsburg. From time to time they received him and listened to his opinions, but they hardly took him seriously and never discussed important questions with him. Both Washington and London were well aware that the Habsburgs represented nobody and that legitimism had no mass following either in Austria or in Hungary. Roosevelt's insufficient knowledge of Eastern European problems may have led him to attempt to play the Habsburg card, but he failed spectacularly—to the delight of the British. After the State Department had discarded the idea of setting up an Austrian emigré government for foreign policy reasons in the autumn of 1942, as a kind of compensation and under pressure from the White House, the State Department agreed to set up a military commission headed by the Austrian Legion and Otto Habsburg which was supposed to lead the armed struggle for the liberation of Austria. The British Foreign Office protested vainly and the State Department was hostile. (Hull, the secretary of state, had not even been informed beforehand.) On top of it all, the secretary of defence, H. L. Stimson, sent his regards and good wishes to Otto, the Habsburg crown prince, on his 30th birthday. The American press saw those events as moves towards the restoration of the Monarchy. The heated press campaign mounted against Otto and the restoration won the overall support of American public opinion. Immediate protests were made by the Czech and Yugoslav governments in exile, while the Austrian social democratic emigrés likewise reacted negatively. The American president, who himself did not support the idea of the restoration, was forced into retreat by the general indignation. So the War Department soon called off the organization activity for the Austrian Legion. (Otto's recruiting tour of the United States was an utter failure, yielding altogether 29 volunteers.<sup>28</sup>)

In March 1943 Kállay and his followers made contact with Otto via Lisbon. Tibor Eckhardt, a former leader of the Smallholders' Party who had travelled to the USA on behalf of Horthy in 1941, informed the western-orientated groups and the legitimists in Hungary of the political position of the Habsburg family and the general assessment of the Habsburg question in the west, but exaggerated the political significance of Otto and his followers and the chances of restoring the Monarchy. Although Eckhardt's information was received in Hungary with some reservations, it was by and large believed, and in all likelihood Otto was requested by Hungary to send

<sup>28</sup> CSONKA, EMIL, *Habsburg Ottó. Egy különös sors története* (Otto Habsburg. The Story of a Curious Destiny), Munich, 1972, 326. p. ff.; Public Record Office, London (hereafter PRO) FO 371(30911–c.11279) 46/18, Telegram of Halifax, the British ambassador in Washington, to the Foreign Office on November 24, 1942; Daily Telegraph (USA), January 6, 1943; PRO, Prime Minister's Papers (hereafter PREM) 4(33)3. Eden's note to Churchill, December 28, 1942.

his personal commissioner to Lisbon so that contact could be maintained.<sup>29</sup> At first the State Department refused exit visa to Archduke Karl-Ludwig, Otto's younger brother, since it was well known that the Habsburgs could not be used for serious political purposes, that they were unreliable, that they were wont to push themselves to the forefront, and that the information they gave was dubious. Later, however, the State Department reversed their decision. In October 1943 State Secretary Barle informed the British ambassador, "... if any of them liked to go and fight against the Germans and if they started out to collect information that might be useful see no objection" but he did not think they could be used for any serious political purposes "though one could never tell what events might bring in the future. There might possibly be circumstances in which they would be politically useful."<sup>30</sup> But that only occurred in part.

On the basis of Otto's report Eckhardt informed the Hungarian governing circles of the meeting between the Habsburg crown prince and Churchill and between Queen Zita and Roosevelt in Quebec in August 1943. According to British intelligence derived from Veress, Eckhardt reported that Washington had promised Otto they would restore him to the throne of Austria-Hungary, and on the basis of that information Kállay sent a message to Otto via Archduke Karl putting certain questions about the Habsburg restoration. That message surprised the British, who responded very decisively: "British policy gives no support to Habsburgs either in Austria or in Hungary and we should be surprised if American policy were different."<sup>31</sup> The news of Otto's intervention evoked indignation in the State Department as well. Hull had always opposed the Habsburg intrigues and looked on Roosevelt's "graciousness" towards the archdukes with disfavour. So when Washington learned in November 1943 that the Hungarian embassy in Lisbon was in close contact with Archduke Karl-Ludwig, Hull firmly instructed the American ambassador in Lisbon that any sort of communication with the Hungarians could only take place through the American diplomatic mission in the Portuguese capital. Hull also emphasized that the State Department authorized the recipients of Hungarian contacts only to receive information.<sup>32</sup>

At the end of 1943 and at the beginning of 1944 the United States administration was still expecting Hungary to resist the German demands; they urged the Hungarian authorities and the population to impede the Nazi war efforts, and would have found it desirable if the Hungarians had taken up arms against the Hitlerites and organized a guerrilla movement. While a few months before the American administration had termed a Hungarian break with Nazi Germany untimely from the point of view of the Allies, since they realized it would lead to a German occupation of the country and

<sup>29</sup> CSONKA, *op. cit.*, 350–351. pp.

<sup>30</sup> *Magyar-brit...*, 272. p.

<sup>31</sup> *Magyar-brit...*, 288. p.

<sup>32</sup> NA, RG 59, 864.01/442.

create hundreds of thousands of victims, the Americans in December 1943 were pressing Kállay's government to turn openly against the Germans so as to speed up the conclusion of the war. The change in the American attitude was both politically and militarily motivated. In southern Italy the allied British and American troops were advancing far more slowly than had been expected, and so it would have been to their advantage if something could have occurred in the flank of the stubbornly resisting Germans, for example in Hungary, so as to force the German Chiefs of Staff to redeploy troops and decrease their strength in Italy. Nor did the stiffening of the Kállay government's attitude or the protraction of the negotiations for a preliminary armistice agreement escape the Americans' notice. Lisbon too expected that Prime Minister Kállay would eventually send a Hungarian representative with appropriate authority to Lisbon, that the Hungarians for their part would ensure the conditions for the despatch and reception of an OSS mission, and that there would at least be some visible signs of resistance to the Germans. The Americans shared the British opinion that Horthy, Kállay and those around them were going against their promises in order to obtain a delay.<sup>33</sup>

In November 1943, Admiral Leahy, Roosevelt's personal representative on the Chiefs of Staff Committee, informed the State Department of the joint Chiefs of Staff view in a letter: militarily it would significantly further the Allied cause if either Hungary or Romania, or maybe both, were to pull out of the war, even though that would probably result in Germany occupying the two countries.<sup>34</sup> On December 11, 1943 the United States administration called officially upon Bulgaria, Hungary and Romania to withdraw from Germany's side in the war.<sup>35</sup> At the beginning of 1944 further warnings urging action were received in Budapest from Washington via both diplomatic and secret service channels. In March 1944 the OSS brought a three-man military group led by Colonel F. Duke from Italy and dropped them behind the lines; they were said to be conveying a message from Roosevelt to Regent Horthy.<sup>36</sup> But the German occupation of Hungary at that juncture brought a radical change in the situation from the point of view of both foreign and home policy.

### **The efforts of the American government to speed up Hungary's withdrawal from the war**

The German occupation of Hungary changed the international estimate of Hungary. Although the news that Hungary "had collapsed" within a few hours without the slightest sign of resistance was received in Washington with noticeable disappoint-

<sup>33</sup> NA, RG 218, C.C.S. 373.11 (Balkan/2-3-44). Telegram from the Middle East Defence Committee to the Foreign Office, the British Chiefs of Staff and Eisenhower, November 26, 1943.

<sup>34</sup> NA, RG 218, C.C.S. 387(Hungary/3-16-44).

<sup>35</sup> Department of State Bulletin, December 11, 1943, 413. p.

<sup>36</sup> See DUKE, FLORIMOND, *Name, Rank and Serial Number*, New York, 1969.



ment, those in and around the American administration considered the time was ripe to sever Hungary, along with Romania and Bulgaria, from Germany's side and pull them out of the war.

On March 22 the Policy Committee, the leading political body in the State Department had their first wartime meeting in order to review the situation in Hungary and decide a policy line. They agreed to set up an expert advisory group to work out an American policy towards Hungary. They decided that by making the most of every opportunity they should stimulate the development of resistance to the Nazi occupiers. They pressed for a blockade of rail and road traffic, sabotage against factories and plants working for the Germans and against the deliveries of war supplies. They considered the Hungarian partisan groups needed to make contact with the partisan movements in neighbouring countries, especially with the Yugoslav partisan troops led by Marshal Tito. The Americans wished to provide support for every political group in Hungary that they considered would be suited to taking part in the organization of resistance to the Germans.

The Policy Committee stressed the need for direct contacts between the United States and the Hungarian resistance organizations, since the American governmental agencies had so far no reliable connections with them. The committee therefore proposed that the OSS should send a new group of intelligence officers to Tito's general headquarters with the task of penetrating into Hungary and attempting to get in touch with Hungarian resisters. The committee also stressed that special attention should be paid to achieving some kind of co-operation in northern Yugoslavia between Hungarian military formations and Tito's partisan army.

In the political field the leading body of the State Department emphasized that the example of the 1943 Moscow declaration on Italy should be followed and a similar declaration be made fixing the policy principles in relation to Hungary, on the basis of a preliminary agreement between the three Allies. This document should then be sent to the Hungarian government and used for "political warfare" purposes.<sup>37</sup>

Three days later, on March 25, the Joint Strategic Survey Committee which operated within the framework of the Chiefs of Staff Committee also discussed the situation the German occupation had caused in Hungary, along with developments in Romania and Bulgaria. The joint Chiefs of Staff accepted the proposals of the Committee, and Admiral Leahy told Hull, the secretary of state, on March 28, ". . . it is highly desirable from the military point of view that any one or all of these nations be detached from the Axis as soon as possible. It is especially desirable that this detachment should take the form of a maximum effort on their part in support of Allied interests." He added that the joint Chiefs of Staff were not authorized to take a stand on the political preparations for the withdrawal from the war of Bulgaria, Hungary and Romania, but that they considered the State Department should take certain military factors into account. On the one hand the immediate results were more

<sup>37</sup> NA, RG 59, 86401/488. Berle's note, March 29, 1944.

important than the means employed to achieve them. On the other hand the State Department should consider that "... the United States will not be able in the near future to furnish military assistance to these nations or to influence military events in that area, except as to limited support of guerilla operations by air and possibly limited bombings." Thirdly, any political step taken should be acceptable to the Soviet Union, at least to the degree that it would not hinder large-scale military efforts by the Soviet Army in the region.<sup>38</sup>

The decisions the State Department and the Chiefs of Staff took were to some extent a turning point in the United States' attitude towards Hungary. The main objective remained the same—to sever Hungary, and also Bulgaria and Romania, from Hitler's Germany and bring them over to the side of the Allies. One new element was that the USA no longer expected merely that Hungary would take the initiative. The United States too intended to play a part in achieving the objective. Another new element was that the members of the American administration had abandoned the idea of using military means apart from air bombardment and intended to accomplish Hungary's "reconversion" through diplomatic and secret service actions.

The idea of an appeal to Hungary, Bulgaria and Romania had already emerged by the end of February 1944. The European Section of the State Department prepared a draft declaration in the middle of March which was sent to Moscow and London after it had been approved by the Chiefs of Staff. Hull's arguments towards his partners was that a joint declaration of that kind would encourage the smaller Axis states to withdraw from the war against the Allies and, where possible, persuade them to turn their forces against the Germans.<sup>39</sup> But the debate over the application of the principle of "unconditional surrender" protracted the talks on the merits of the case. British diplomats noted that for tactical reasons the Soviet Union seemed inclined at the armistice talks with Finland to make concessions that would loosen the principle of unconditional surrender. That encouraged the British to propose to the Soviet and American governments that they should reconsider the application of the principle agreed at Casablanca in the case of the smaller satellite states as well. Roosevelt ignored the opinion of the State Department and turned down the British proposal, insisting that the doctrine of unconditional surrender be maintained. All he would agree to was that the constant references to it in Allied propaganda should be dropped.<sup>40</sup> Eventually the declaration by the three Allied powers was made public simultaneously in all three capitals on May 12, 1944.

<sup>38</sup> NA, RG 218, C.C.S. 387(Hungary/3-25-44); *ibid.* 387(Hungary/3-30-44).

<sup>39</sup> NA, RG 59, 740.0011, EW, 3-1544. Memorandum of DUNN, J. C., head of the European Department, March 15, 1944; FR, 1944, I, 585. p. Telegram from Secretary of State Hull to Winant, the American ambassador in London, March 28, 1944.

<sup>40</sup> Ránki, György was the first Hungarian historian to draw attention in writing to the debate that began in spring 1944 on the principle of unconditional surrender and how it should be applied, see RÁNKI, GYÖRGY, 'Kelet-Közép-Európa. második világháborús történeti irodalmának kérdései' (Questions Concerning the Historiography of the Second World War in East-Central Europe), *Történelmi Szemle*, 1973, Nos 3 and 4, 304-305. pp.

In its content the declaration was more moderate and milder in tone than the 1943 declaration to Italy, and there was no indication in it of unconditional surrender at all. It stressed that though the rulers of Hungary, Romania, Bulgaria and Finland knew that the military defeat of the Nazi Germany was unavoidable and wanted to pull out of the war they were still serving the German war machine. Although these countries could not be exonerated from responsibility for collaborating with the Nazis, the longer they stuck by Hitler the more severely they would be treated at the peace negotiations. Both Hungary and the other countries had chance and the power to pull out of the war and turn their armies against the Nazis. They had to decide whether they wanted to maintain their policy of serving the Germans, so delaying the Allied victory, or to break away from the fascist Germany.<sup>41</sup> In practice, the Allies were calling on the smaller allies of the Germans to surrender and open negotiations for capitulation. Despite the great faith placed in the three-power declaration by American foreign policy-makers, it did not make much impression and had little influence on the course of events. It was, however, of more use in the field of psychological warfare.

The content and the tone of the American propaganda towards Hungary changed significantly and gained greater effect after the German occupation of the country on March 19, 1944. In accordance with the endeavours of the State Department and the American Chiefs of Staff, the main propaganda objective was to stimulate the Hungarian resistance movement to action and at the same time to make it more difficult for the country to continue serving the German war machine. American radio stations called upon industrial workers to undertake sabotage that would slow down production and to damage the road, rail and telecommunications systems. They tried to dissuade them from going to work in Germany or joining the army. Officials and office administrative employers were called upon to reject and shelve German instructions. Soldiers were encouraged to disobey orders and refuse to go to the eastern front. All citizens were urged to organize for armed resistance and an anti-German insurrection. The American radio sharply criticized the Sztójay government for continuing the war on the side of Hitler. They constantly commented on domestic political events and criticized severely the Arrow Cross politicians and the National Socialist followers of Imrédy for unscrupulously serving the Germans. Atrocities against the Jews were sharply criticized as well. The aim was to awaken anti-German feelings and hatred for the Nazis among the Hungarian masses, to try to cancel out the lies of the occupiers, to give detailed information on the real military situation, to report on the military successes of the Red Army and of the Anglo-Saxon troops, to provide news of the strengthening resistance movements all over Europe, and to describe the effects of British and American air bombardment of Germany, so as to convince people that Hitler had lost the war and that the final defeat of the German fascism was merely a question of time.<sup>42</sup>

<sup>41</sup> Department of State. Bulletin, May 13, 1944, 425. p.

<sup>42</sup> The Office of War Information issued weekly instructions concerning the purposes of propaganda directed towards Hungary, see NA, RG 208, Entry 365, Box 214, OWI Weekly Propaganda Directives.

The Americans reacted surprisingly quickly to the news that Hungarian diplomats serving in the neutral countries had changed sides and joined the Allies in protest against the German occupation of Hungary, breaking their ties with the Sztójay government and seeking to form some kind of emigré movement and organization.<sup>43</sup> Hardly a day after the decisions of the Policy Committee mentioned already, on March 23, 1944, Secretary of State Hull instructed American diplomats in the neutral countries to inform the Hungarian diplomats that the United States welcomed their joining the cause of the United Nations, and to inquire from them what practical steps they intended to take against the Germans and their Hungarian supporters. The Hungarian diplomats were also to be informed of the American administration's opinion that it would be useful from Hungary's point of view if an effective plan for action were drawn up. Hull did not mention how the American administration would react to the formation of a Hungarian emigré organization or any possible Hungarian government in exile. Those matters Hull left open for the time being. A curious decision by Hull well exemplifies how great an importance the Americans attached to the action of Bakách-Bessenyei and his colleagues: the secretary of state authorized the American diplomatic missions to use their own telecommunications system to forward messages from the former Hungarian ambassadors, even though the diplomats were still claiming to represent a country, i.e. a government, at war with the United States.<sup>44</sup> However, the instruction was withdrawn under British pressure a few days later. In Hull's supplementary instruction of March 31, he announced, in contrast to what he had said a week earlier, that despite the American wish to encourage the anti-German efforts of Hungarians at home and abroad by every possible means, the United States did not support or recognize any Hungarian emigré organization. Hull repeatedly pointed out that the future attitude of the American administration would depend on whether Hungary made use of the chances to resist the Nazis.<sup>45</sup>

After lengthy preparatory talks a "Committee of Ambassadors" was set up with the consent of the British and the Americans at the end of April 1944, on the initiative of György Bakách-Bessenyei and György Barcza, former ambassador in London. Barcza, who was one of the most respected Hungarian diplomats and a confidant of the Bethlen-Chorin group, was appointed chairman. Eventually, after a series of accessions, the organization had recruited nine ambassadors and about 50 other lower-ranking diplomats. The committee defined its objective as follows: "to

<sup>43</sup> These were as follows: Ambrózi, Ferenc (Madrid), Baron Bakách-Bessenyei, György (Berne), Count Semsey, Andor (Argentina), Ullein Reviczky, Antal (Stockholm), Wodianer, Andor (Lisbon), and Ujváry, Dezső, the consul in Istanbul. For further details on the activities of the ambassadors who defected see KOROM, MIHÁLY, 'Magyar rendszermentő kísérletek nyugaton és a szövetséges nagyhatalmak politikája a háború döntő fordulatótól 1944 őszéig' (Attempts to Preserve the Hungarian System from the Decisive Turning Point in the War till the Autumn of 1944), *Történelmi Szemle*, 1972, Nos 3–4, 507–511. pp.

<sup>44</sup> FR, 1944, III, 852, p.

<sup>45</sup> *Ibid.*, 858–859. pp.

contribute to the restoration of Hungary's independence and sovereignty within the framework of constitutional democracy". It planned to organize a military and civilian resistance movement in Hungary and abroad, and to provide the Allies with information and advice on questions concerning Hungary.<sup>46</sup>

But it soon emerged that any hope of determined action from the Committee of Ambassadors was a vain one, since it was incapable of influencing either emigré anti-fascist Hungarians in the west or the resistance movement in Hungary. Hull's telegram of May 5, 1944 to the American ambassador in Moscow well demonstrates his disappointment, since after the German occupation "... some six weeks have passed without any concrete evidence of active resistance within Hungary or of the establishment of effective liaison between the Hungarians abroad and elements within the country".<sup>47</sup> As the situation remained unchanged and, what is more, the Habsburg crown prince reappeared on the scene in an attempt to use the Horthyite diplomats' action for his own purposes, the American government decided once and for all to refuse to normalize the international status of the Committee of the Ambassadors. The main reason for the refusal was given at the beginning of August by E. Stettinius, the under secretary of state: the USA did not intend to violate the three-power agreement that the Allies would recognize no organization or group of representatives of any of the Axis states so long as the country in question remained at war with the Allies. Stettinius also pointed out that the Hungarian emigrés were internally divided, and from the American point of view it would have been inadvisable to accept any of the factions as sole partners, since it could have been interpreted as a promise of political support for the given group or person. Finally he added that since Britain and the Soviet Union did not intend to give separate status to the Committee of Ambassadors, the United States could not undertake the role of a supporter by giving recognition on her own initiative.<sup>48</sup> Soon after the "resistance" organization formed by the Horthyite diplomats lost significance.

The American government changed its standpoint on the question of the air bombardment as well. The matter of launching air attacks on Hungary had emerged in November 1943, but the American Chief of Staff turned down the British proposal. On February 8, 1944 the British turned to the Combined British and American Chiefs of Staff with a proposal that air raids should be extended to cover every smaller satellite country, and that regular air bombardment of Hungary, Bulgaria and Romania should begin. After the German occupation the American Chiefs of Staff's answer was yes<sup>49</sup> and from April 3, 1944 regular raids were made on Hungarian military installations, armament factories, roads and railway lines. Monthly plans of the targets for attack were compiled and agreed upon by the Mediterranean Allied High

<sup>46</sup> PRO, FO 371/48491. Barcza's letter to Wodianer, January 17, 1945 (copy translated into English); FR, 1944, III, 870. p. Bakách-Besseney's letter to Wodianer, April 26, 1944.

<sup>47</sup> FR, 1944, III, 872-873. pp. Hull's telegram to Norweb, May 5, 1944.

<sup>48</sup> *Ibid.*, 879-882. pp.

<sup>49</sup> NA, RG 218, C.C.S. 374, 11(Balkan/2-3-44).

Command. The scale of the raids was increased or decreased in accordance with the developments in the military situation. The military leaders thought that systematic air raids would cause substantial damage to the supplies of the German army while considerably weakening Hungary's military potential; they also reckoned the raids might spark off an anti-German resurrection. With few exceptions the raids on Hungary were not on the same scale as the raids on Germany and did not affect the civilian population to the same degree.<sup>50</sup>

The Americans made repeated attempts to establish direct contact with the resistance movement in Hungary through secret service channels, since the Sparrow Mission led by Colonel Duke had failed. But despite pressure of the State Department there was a long delay in sending out the new groups, one reason being that the OSS interpreted the March 9, 1944 instruction from the War Department as covering secret service activities, i.e. forbidding them to send American agents to Hungary. In July 1944, the State Department managed to correct that misapprehension,<sup>51</sup> and so in August, much later than planned, a new "team" of OSS officers arrived in Yugoslavia. The Yugoslav partisan headquarters were unable to give them the necessary support, so that the establishment of an advance base along the Yugoslav-Hungarian border proceeded very slowly. The Americans were also held up by a delay in obtaining Tito's permission. On September 16 the OSS officers were still waiting in Yugoslavia.<sup>52</sup> There is no evidence as to whether they eventually set out or not.

However, interest in the Hungarians was shortlived. As soon as it became clear that from the Allied point of view no favourable turn could be expected in Budapest, the American government also came to a standstill. No further diplomatic initiatives were taken by the Americans after June 1944, and there were undoubtedly more important matters on the agenda on the other side of the Atlantic — preparation and execution of the Normandy landing.

\*\*\*

As a result of the turnabout by Romania on August 23, 1944 Horthy dismissed the Sztójay government, which had been thoroughly subservient to the Germans, and appointed General Géza Lakatos as prime minister. The new cabinet's assignment was to restore the country's sovereignty, bring an end to the persecution of Jewish citizens and prepare for Hungary's withdrawal from the war. At the end of August the Regent and those around him re-established contact with the Allies in Switzerland and Lisbon, and began negotiating with them.<sup>53</sup>

<sup>50</sup> FENYŐ, MARIO D, *Hitler, Horthy and Hungary. German-Hungarian Relations 1941-1944*, London, 1972.

<sup>51</sup> NA, RG 59, 704.0011, EW, 1939(7-12-44). Lawton's telegram in R. Murphy's name to Berle, July 12, 1944; *ibid.*, Hull's telegram to Murphy, July 12, 1944.

<sup>52</sup> *Ibid.*, EW, 1939(7-29-44). Murphy's telegram to the Secretary of State, July 29, 1944; *ibid.*, EW, 1939(9-16-44). Kirk's telegram to the Secretary of State, September 16, 1944.

<sup>53</sup> JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája . . .*, 369-373. pp.

The news of the latest Hungarian peace feelers and the advance of the Red Army towards the Hungarian border rearoused the interest of the American administration and caused them to define their ideas on Hungary.

The United States, as has already been mentioned, had no intention of taking part in the liberation of Central and South-Eastern Europe, which included Hungary, nor did they intend to supply occupation troops. The objective, in accordance with their general strategy and their policy towards the Balkans was to have a minimal, symbolic presence in the region and to set up diplomatic missions in the countries there.<sup>54</sup> The American politicians accepted the principle enunciated by a Soviet diplomat that after the war the national independence of Hungary would have to be re-established and her territorial integrity assured within her 1938 borders.<sup>55</sup> Although it was agreed that the First and the Second Vienna Awards would have to be annulled, their attitude to territorial matters was still flexible, and they were prepared to admit the possibility of slight adjustments to the pre-1938 borders at the negotiations. They would not have been against the annexation by Hungary of part of the mainly Hungarian-populated territories of Czechoslovakia and Yugoslavia. In 1942–3 the Americans had been aiming to resurrect an independent Transylvania, but in the early autumn of 1944 they agreed to the following provision of the Romanian armistice agreement: “all or the major part of Transylvania is subject to confirmation at peace settlement”. But it should be added that during the war the Americans did not commit themselves on any territorial questions.<sup>56</sup>

By that time the American administration had realized that the Hungarian counter-revolutionary system could not be preserved or maintained as such after the war. They saw clearly that the Horthy régime had isolated itself internationally by joining the German alliance system and becoming involved in the war against the Soviet Union, and they also knew that the régime had lost credit with the majority of the Hungarian public, who were demanding significant social, political and even economic reforms. “There are revolutionary forces in Hungary working for land reform, electoral reform and the overthrow of present ruling group. We acknowledge need and the strong public demand for changes in the Hungarian system, and must expect that these reforms will not be accomplished without some violence . . .” That was how the prospects were summarized in a State Department document of September 1944, which was actually the first to sum up American aims for Hungary in the post-war period.<sup>57</sup>

Those in and around the American administration conceded that significant changes would be required in Hungary. They acknowledged, as other remarks of theirs

<sup>54</sup> FR, 1944, I, 612–613. pp Memorandum to Roosevelt from the South-Eastern European Department, August 18, 1944.

<sup>55</sup> FR, 1944, III, 886. p. Proposed terms for Hungary's capitulation, July 26, 1944—supplement to the telegram Hull sent to Winant on August 5, 1944.

<sup>56</sup> FR, The Conf. at Quebec, 1944, 215. p.

<sup>57</sup> Ibid.

make clear, that the system of great estates had to be abandoned. They supported the establishment of more democratic social and political relations, and they considered it desirable to remove extreme right-wing fascist groups from public life. Significantly, the State Department raised as early as the beginning of September the question of forming a transitional Hungarian government after the Romanian example, and the long-term objective of American foreign policy was identified with the formation of such a new, provisional and transitional government. However the Americans had not decided upon the extent to which they would support the process of democratization and the political forces they would wish to see operating in Hungarian public life.<sup>58</sup>

The Americans' opinion was that a firm bourgeois-democratic Hungary with a stable economy could play a positive part in the Danube Basin, along with neighbouring countries. They did not support Churchill's plans for the formation of regional federations, nor did they favour ideas aimed at a revised version of the Austro-Hungarian Monarchy. The Americans wished to secure peace and to realize their own aspirations for world hegemony not through regional organizations but through a worldwide security organization, the United Nations.<sup>59</sup>

The Allied Nations still strove to promote Hungary's withdrawal from the war. It was well known in Washington that Horthy and those around him still nursed a hope that the western great powers would defend them against the Soviet Union and that they could retain the territorial gains they had obtained with German assistance.<sup>60</sup> The Americans also knew that feeling in the country against the war had not yet grown into a mass resistance broad enough to enforce a change in domestic policy, and so the air raids on Hungarian military targets were continued and from August 23, 1944 intensified. Around that time the main aim of American propaganda was to make it understood that now was the moment of decision, the final hour for action, when Hungary had to break with Nazi Germany with all haste, request a ceasefire and withdraw from the war. It was emphasized with increasing force that Hungary now remained Hitler's last ally in Europe.<sup>61</sup>

The American administration also went into action on the diplomatic front. Washington accepted the British view that the Hungarian emissaries seeking contact should be told that Hungary could only surrender to the three great Allied powers together. The American missions in the neutral countries were instructed to inform the Hungarians that the sincerity of the Lakatos government's intention of laying down arms could only be vouched for by the dispatch of a mission or delegate with full powers to sign an agreement. The State Department also agreed that the ceasefire terms should be handed to Horthy's emissaries and went on to urge that the European

<sup>58</sup> *Ibid.*, 368. p. Roosevelt's conversation with Otto, Archduke of Austria on September 15, 1944.

<sup>59</sup> *Ibid.*, 214. p.

<sup>60</sup> *Ibid.*, 214–215. pp.

<sup>61</sup> NA, RG 208, Entry 365, Box 214, OWI Weekly Propaganda Directives, September 14–21, October 5 and October 12, 1944.



Advisory Commission based in London should immediately begin to discuss the terms for the Hungarian ceasefire.<sup>62</sup>

However, the news from Budapest and the statements made by the Náday mission that arrived in Caserta on September 22 made a poor impression on the State Department, which took the view that Hungary's rulers had still not decided to take any meaningful military action against the Germans. Even at the eleventh hour, with the Soviet forces approaching nearer and nearer to Budapest, it was still being hoped that some kind of credit could be obtained when a final break with Nazi Germany was made. The Hungarians would also have liked, if possible, to talk the Anglo-Saxon powers into sending troops into Hungary as a useful political counterweight to the Red Army. From all that it was concluded that the Náday mission still did not reflect a realistic attitude, although Hungary's ruling circles were apparently prepared to consider any ceasefire proposals the Allies cared to make.<sup>63</sup>

The Soviet government adopted a wait-and-see attitude, and failed to reply to the British proposal that the EAC should discuss the terms for a Hungarian ceasefire. The Soviet leaders had little confidence in Náday's mission and considered his powers insufficient. Nonetheless, the Soviets were still ready to hand terms for a ceasefire to an envoy with full powers. They informed the west that it would be inadvisable to inform Náday of probable Soviet military aid to Hungary against the Germans.<sup>64</sup>

It was not only the developments in the military situation that affected the Soviet attitude. (On September 23, 1944 the Red Army crossed the Hungarian border.) From September 18 the Soviet general headquarters had been in touch with Horthy; on October 1 a Hungarian ceasefire delegation arrived in Moscow and negotiations were started.<sup>65</sup>

Neither the Americans nor the British knew that simultaneously with the preparations for Náday's mission, Horthy had also sought contact with Soviet official organizations as well. They only learned of the Hungarian ceasefire delegation's arrival in Moscow on October 6, the day the Soviet foreign minister summoned the British and the American ambassadors and handed them a memorandum on the arrival, composition and questions of the Hungarian ceasefire delegation. Molotov said that the request of the Hungarian delegation were unacceptable and he proposed on behalf of the Soviet government to forward a declaration to Budapest on the preliminary ceasefire terms. The draft essentially covered the British proposal put to the EAC on September 24, the difference being that the withdrawal was now to take place within 10 days and the head of the Allied military mission in control of the withdrawal would be Soviet. The draft demanded that Hungary should declare war on

<sup>62</sup> FR, 1944, III, 887–888. pp. Hull's telegram to Winant, the American ambassador in London, September 2, 1944; JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája* . . . , 374. p.

<sup>63</sup> FR, 1944, III, 890. p. Hull's telegram to Harriman, September 2, 1944; on the Náday mission see JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája* . . . , 385. p. ff.

<sup>64</sup> FR, 1944, III, 895. p. Kirk's telegram to Hull, October 6, 1944.

<sup>65</sup> For the detailed consequences of this, see JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája* . . . , 388–391. pp.

Germany but also offered Soviet military support should Hungary break with Germany. Considering how urgent the matter was, Molotov proposed that the representatives of the three Allied powers should work out the terms of the ceasefire in Moscow, and if the Hungarian government would accept the preliminary terms, the negotiations should then proceed in Moscow.<sup>66</sup>

At the beginning of October 1944 the State Department agreed to the holding of ceasefire talks in Moscow and authorized its ambassador to take part at the negotiations.<sup>67</sup> Thus the United States acknowledged in practice that in case of Hungary the decisive say should be with the Soviet Union. So both the military, and the political and diplomatic initiative had fallen into Soviet government hands.

### **The working out of the United States' policy in Eastern and South-Eastern Europe**

In the autumn of 1944 Eastern and South-Eastern Europe were coming increasingly into the centre of international interest. The uprising in Warsaw, the liberation of South-Eastern Europe, Tito's visit to Moscow at the end of September, the British landing in Greece and the successes of the national liberation movements led by the communists in the Balkans were all events that made it impossible for the American administration not to take sides, even though it did not consider Eastern and South-Eastern European questions to be of primary importance. While earlier there had been no differences of opinion between the USA and the Soviet Union on Eastern Europe, from the autumn of 1944 signs of tension appeared between the two great powers. It was not only the fate of the anti-fascist insurrection in Warsaw that made those in and around the American administration think, it was also the people's democratic transformation taking place on the liberated Polish territories. The Americans took exception to the setting up of the Polish National Liberation Committee, while the Soviet Union supported it. Britain's policy in Eastern and South-Eastern Europe increased the American difficulties, especially the British efforts to form what were called zones of interest.

The problem of zones of interest had been engaging the attention of the Washington administration and the American public opinion throughout the war. Roosevelt had rejected the idea of zones of interest as early as the autumn of 1943, and the American Chiefs of Staff had taken the same stand in the spring of 1944 for military reasons. In a letter on behalf of the joint Chiefs of Staff, Admiral Leahy wrote to Hull that the military interests of the United Nations demanded close collaboration between the three great powers; the division of Europe into zones of interest and the

<sup>66</sup> FR, 1944, III, 894-896. pp. Harriman's telegram to Hull, October 6, 1944.

<sup>67</sup> *Ibid.*, 897. p. Hull's telegram to Harriman, October 6, 1944; *ibid.*, 898-899. pp. Hull's telegram to Harriman, October 9, 1944.

struggle to expand those zones of influence carried within them the seeds of increased tension between Britain and the Soviet Union, which could ultimately lead to another war. Roosevelt's administration was against the policy of zones of interest not merely for military and strategic reasons; it was also feared that any bilateral agreements and the formation of any kind of balance of power in Europe would go against American interests in Europe and endanger the American mediation between Britain and the Soviet Union. Washington intended to maintain peace and international collaboration after the war through an international organization, the United Nations, whose effectiveness as a security organization would be significantly decreased if Europe were divided into zones of influence. The top American leaders also feared that British power aspirations would endanger the realization of American plans for the time after the war.

But during the war the White House was bound to compromise on practical questions. In the summer of 1944 Roosevelt agreed temporarily for three months to the British–Soviet military agreement under which the Soviet Union would take a lead in Romania, and Britain in Greece. In October 1944 Churchill and Stalin, and Eden and Molotov, made another, oral agreement under which the Soviet government would be accorded a share of 80–20 in administering affairs in Bulgaria and Hungary, a 50–50 share in Yugoslavia, retain a 90–10 share in Romania and a 10–90 share with Britain in Greece. Neither the American administration nor Roosevelt concurred with that agreement, but they did not criticize it either publically or in private conversations. It seems they attributed no very great significance to it, merely noting it tacitly. But the military developments soon made it obsolescent in any case, and three month later at Yalta it was not even mentioned.<sup>68</sup>

However, the accelerating speed of events in Eastern Europe, the increasing difficulties facing American diplomacy and the so-called zone of interest agreement all affected the Eastern and South-Eastern European policy of the United States and in certain relations modified it. After the meeting between Churchill and Stalin, the leading body of the State Department, the Policy Committee, prepared a memorandum in October 1944 in which, for the first time during the war, the USA's objectives in Eastern and South-Eastern Europe were summed up. The document, to which Roosevelt assented, pointed out that the United States had to declare her independent interests in settling the problems in Eastern Europe, and had to aim at achieving general peace and security in the region, based on a principle of good neighbourhood. In the future the USA would not identify herself with the interests of one or the other great power in the region, and naturally she would not support one country against the other either. The Policy Committee proposed to follow and assist the realization of the following principles, without consideration for territorial settlements and political systems:

<sup>68</sup> DAVIS, *op. cit.*, 140–172. pp.; the British minutes of the summit meeting between Churchill and Stalin can be found in PRO, PREM, 3-434/2.

1. Peoples have the right to choose without outside interference the political, social and economic system they desire, so long as they do not endanger general peace and the security of other peoples.

2. As opposed to the policy of favoured nations, every state should provide equal opportunities to every other state in industry, trade and transport and communications, and furthermore, the freedom of communication either between government organs or private enterprises should be guaranteed independently from the economic system of the given country.

3. Every country should have equal rights for their own telecommunications services, i.e. their representatives in good faith should be free to gather news or use various other public means of gathering information without hindrance and discrimination by the country concerned.

4. It should be ensured that the various American charity and cultural organizations should be able to act freely and on the basis of differentiated treatment in the countries concerned.

5. American citizens should be provided with general protection and the rightful American economic interests, either existing or potential, should be protected and supported.

6. The USA maintained her earlier view that the settlement of territorial questions should be post-war concerns.<sup>69</sup>

Roughly the same bourgeois democratic principles can be found in the Atlantic Charter, which means that besides the defence of American economic interests the American State Department had still not worked out any specifically American objective concerning Central and South-Eastern Europe. That accords entirely with earlier American policy and with the American acknowledgement of the Soviet Union's dominant role in the region. The new element was that the heads of the American diplomacy did not intend to subscribe to the theory that the USA was a mere disinterested observer in Eastern Europe,<sup>70</sup> as was proved by the American attitude during the Hungarian ceasefire negotiations.

### **The United States and the ratification of the Hungarian ceasefire agreement**

On October 8, 1944, Soviet foreign minister Molotov handed over the document containing the preliminary ceasefire terms on behalf of the three Allied great powers to the Hungarian delegation led by Gábor Faragho. Molotov added that if Hungary accepted those terms, the Allied powers were ready to negotiate and sign the final ceasefire agreement in Moscow, for which a preliminary written authorization of the

<sup>69</sup> FR, 1944, IV, 1025–1026. pp. Stettinius's memorandum to Roosevelt, November 8, 1944.

<sup>70</sup> DAVIS, *op. cit.*, 156–157. pp.

Hungarian government was required. Faragho and his colleagues attempted to initiate discussion, but receiving a firm refusal they were obliged to undertake the delivery of the preliminary terms.<sup>71</sup>

In the meantime Horthy and those around him in Budapest decided to accept the terms of the preliminary ceasefire. In the afternoon of October 11 Molotov summoned the British foreign secretary Eden, who was staying in Moscow, and the American ambassador Harriman, and informed them of Horthy's message. He announced that the Soviet Union was inclined to meet the request of Regent Horthy to halt the advance of the Red Army to Budapest. The representatives of the Soviet Supreme Command had already been authorized to start negotiations with the representatives of the Hungarian Chiefs of Staff. Molotov declared that the Soviet government considered it necessary for the representatives of the three powers to begin studying the ceasefire terms immediately. He proposed that the question of sending an Allied mission to Hungary should first be considered. Eden and Harriman announced their full accord with the Soviet standpoint.<sup>72</sup>

After the discussion, Molotov received the Hungarian ceasefire delegation and told them it was not necessary for them to wait until the authorization to sign the preliminary terms arrived from Budapest. The Hungarian delegation concurred, and so Molotov and Faragho signed the document containing the preliminary terms. The Soviet foreign minister announced that the Soviet Supreme Command would halt its troops for two days and cease bombing Budapest. Copies of the signed agreement were forwarded to the British and the American governments.<sup>73</sup>

In Washington consent to the preliminary ceasefire agreement was considered as a concurrence by the Hungarian government to the cessation of war against the Allied Nations and a declaration of their intention to join the coalition against Hitler. The State Department agreed that the negotiations with the Hungarian Supreme Command should be led by the Soviet military authorities and was ready to appoint American representatives to the military mission to be sent to Hungary. Harriman immediately informed Molotov of that.<sup>74</sup>

However, as is well known, the preliminary ceasefire agreement could not be realized in Budapest. On October 15, 1944 the Germans placed Szálasi and his Arrow Cross men in power.

Based on the information of the Hungarian ceasefire delegation, the Soviet Foreign Ministry informed the American embassy in Moscow on October 16 of the events in Budapest.<sup>75</sup> Washington made no official comment on the news, only noting

<sup>71</sup> JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája*. . . , 392–393. pp.

<sup>72</sup> PRO, PREM, 3–434/2. Molotov's letter to Sir Archibald Clark-Kerr, October 11, 1944; FR, 1944, III, 899–901. pp. Harriman's telegram to Hull, October 11, 1944.

<sup>73</sup> JUHÁSZ, *Magyarország külpolitikája*. . . , 395. p.; FR, 1944, III, 901. p.

<sup>74</sup> FR, 1944, III, 901–902. pp. Hull's telegram to Harriman, October 12, 1944; *ibid.*, 902. p. Harriman's telegram to Hull, October 13, 1944.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 913–914. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, October 17, 1944.

the events. Similarly, the Americans did not react to the message of October 15 from Gusztáv Hennyey, the Hungarian foreign minister, which was entirely incomprehensible to the State Department, since it declared that Hungary would cease hostilities against the Allied powers and asked for a ceasefire, whereas Horthy's representatives had signed the preliminary ceasefire agreement in Moscow a few days earlier.<sup>76</sup> Though the White House took no official stand, American propaganda clearly expressed the view that the United States did not consider Szálasi's cabinet the constitutional government of Hungary, intended to establish no kind of relations with them and considered it altogether inappropriate to continue the ceasefire negotiations.<sup>77</sup>

The American government still considered as valid the mandate of the ceasefire delegation appointed by Horthy. Even though three days earlier, on October 13, Molotov had handed over to Eden and Harriman the Soviet draft of the ceasefire agreement with Hungary, which in its main points was identical with the ceasefire agreement with Romania signed on September 12 in Moscow, and made the necessary preparations for starting the negotiations,<sup>78</sup> the State Department worked out the American standpoint in relation to the Soviet draft of the Hungarian ceasefire agreement and reconciled their version with that of the British. The State Department obtained the consent of the American Chiefs of Staff to the ratification and started to organize the American missions that would be sent to Hungary after the laying down of arms. Verbally, and then on November 10 in writing as well, the United States urged an early start to the three-power negotiations.<sup>79</sup>

In the middle of November, the Soviet foreign minister, Molotov, told the British ambassador, Sir Archibald Clark-Kerr of the Soviet government's notions concerning Hungary, and on December 21 the Soviet embassy in London informed the War Cabinet that a Provisional National Assembly was to assemble in Debrecen to elect Hungary's new and democratic government.<sup>80</sup> The Americans learned of the events in Debrecen and the election of the new government headed by Béla Dálnoki Miklós only on December 24 from the Soviet press, although a few days earlier Gromyko had been instructed to inform the State Department of the Hungarian events. That was probably prevented by technical reasons.<sup>81</sup> However, on December 25 the Soviet ambassador in Washington handed over a Soviet government memo informing Stettinius, the American undersecretary of state, in detail of the formation of the Provisional Government, its aims and its wish to send a ceasefire delegation to the Soviet capital. The memo also said that the Soviet government intended to give a

<sup>76</sup> *Ibid.*, 914–915. pp. Telegram from Steinhardt, the American ambassador in Ankara to the Secretary of State, October 18, 1944; *ibid.*, Stettinius's telegram to Winant, October 25, 1944.

<sup>77</sup> NA, RG 208, Entry 365, Box 214, Weekly Propaganda Directives, October 26, 1944.

<sup>78</sup> FR, 1944, III, 903–906. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, October 13, 1944; *ibid.*, 921. p. Stettinius's telegram to Winant, October 25, 1944.

<sup>79</sup> FR, 1944, III, 928. p. Kennan's telegram to the Secretary of State, November 10, 1944.

<sup>80</sup> BARKER, *op. cit.*, 264–265. pp.

<sup>81</sup> FR, 1944, III, 936–937. Harriman's telegram to the Secretary of State on December 24 and 25, 1944.

positive answer to Hungary and asked for the American position. At the same time the Soviet ambassador proposed that the representatives of the Allied governments should start immediate negotiations on the terms of a ceasefire with Hungary.<sup>82</sup>

In Washington at that time increasing emphasis was being laid on the joint policy of the three great powers over all important international questions, and it was acknowledged with disapproval that the American government had only been informed and not involved in the negotiations on the formation of the Provisional Government. (That reaction had no sound basis as the Soviet Union had acted in the spirit of the 1943 Moscow agreement, which allowed developments to be reported after the event in that kind of case.) Although the Americans took it to be a good sign that the new government was based on wide co-operation between anti-German democratic forces, they said they needed further information about the parties and groups which had entered the political arena, and so refused to grant formal recognition to the Provisional Government. However, the State Department was ready to reopen the ceasefire negotiations and agreed to hand over the jointly accepted terms to representatives of the democratic Hungarian government (which in practice implied official recognition of the democratic Hungarian government). The question of whether, once the Hungarian army had capitulated, it should be used against Nazi Germany was left to the judgement of the Soviet government.<sup>83</sup>

On December 27, 1944 three-power negotiations began, with Molotov, Balfour, who had succeeded Clark-Kerr as British ambassador, and Harriman, the American ambassador, taking part. Whereas in the cases of Romania and Bulgaria the United States had agreed that the ceasefire negotiations should be led by the Soviet Union, and in most cases respected the Soviet standpoint, in the case of Hungary it was a marked feature of the almost three weeks of talks that the Americans took over the initiating and moderating role played earlier by the British. The Americans were eager to formulate a view of their own, which was far from identical with the British position. They were also keen that what they said should not seem to be a co-ordinated standpoint, and on occasions they went so far as to dissociate themselves from the British opinion entirely. The American administration, especially the leading officials of the State Department, considered their position far stronger than it had been some months before and so followed a firmer policy line that accorded more consistently with American political and economic interests.<sup>84</sup> They were prepared to make concessions only in return for compensatory concessions. That attitude was in tune with the changes then beginning to take place over the whole breadth of American foreign policy and with the growing anti-Sovietism within the State Department. The

<sup>82</sup> *Ibid.*, 937. p. Stettinius's telegram to Harriman, December 26, 1944; the version of the Soviet memo sent to the British government can be found in *Magyar-szovjet kapcsolatok 1945-1948. Dokumentumok* (Hungarian-Soviet relations 1945-1948. Documents), Budapest, 1968, 23. p.

<sup>83</sup> FR, 1944, III, 938-939. pp. Stettinius's telegram to Harriman, December 27, 1944; *ibid.*, 942. p. The memorandum of the State Department to the Soviet Embassy in Washington, December 29, 1944.

<sup>84</sup> *Ibid.*, 549-561. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, October 17, 1944.

conflicts came to centre around Hungary for several reasons: in part it was because both parties had by then gained some experience, and in part that the Americans feared the radical changes taking place in Central and South-Eastern Europe would lead further than they would have wished, resulting in the countries of the region being lost to international big business. As a consequence the United States now sought to gain a greater post-war influence in the region, including Hungary, than she had originally planned to wield. In Hungary's case the behaviour of the American leaders was also motivated by direct material interests, in that a major part of Hungary's oil industry was owned by American capital. An internal contradiction arose in American foreign policy: although the White House still adhered to the fundamental principle avoiding involvement in Central and South-Eastern European questions of minor importance, in practice the State Department was becoming thoroughly entangled in the region's concerns.

The new draft put forward by Molotov on December 27 contained several important alterations from the earlier version.<sup>85</sup> Differences mainly surfaced on two questions: first, the composition of the Allied Control Commission and within that question, the rights and sphere of influence of the national missions, and secondly the sum of reparations to be paid by Hungary.

The question of the Allied Control Commissions to be set up in the smaller Axis-orientated states had been constantly debated since the middle of September 1944. In Italy the ACC was under the Mediterranean Allied High Command. It was chaired first by Eisenhower and then by General Wilson, and the positions were divided between the British and the Americans on a 50–50% basis. The Soviet Union only had a right of consultation, i.e. no say in important affairs. In fact the western powers, especially the British, were keen to keep the Soviets out of important decisions.<sup>86</sup> But in the case of Romania the west agreed that until the ratification of the peace treaty the international commission should be controlled by the Soviet Supreme Command on behalf of the three Allied powers. (The task of the ACC was to supervise the application of the terms of the ceasefire agreement.) The practical work was done by the Soviet mission, while the western delegates were observers with the task of informing their governments on what the Commission was doing.<sup>87</sup>

In Bulgaria's case the British and the American governments did not intend to agree to having the status of observers on the international commission that was to be formed. It was again the British who made the point, as they were especially interested in what happened in Bulgaria because of their involvement in Greece, and as has been mentioned before, they wanted to have more say in matters there. After lengthy negotiations in Moscow during the visit of the British government delegation, Eden

<sup>85</sup> *Ibid.*, 940–941. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, December 27, 1944.

<sup>86</sup> PRO, Cabinet Papers (hereafter Cab.), 122/406. Telegram from the British War Office to Wilson, September 22, 1944.

<sup>87</sup> For the Soviet interpretation of the function of the ACC, see *ibid.*, 122/1554. The note from Vishinsky, the Soviet Deputy Foreign Minister, to the British ambassador in Moscow, September 21, 1944.



and Molotov agreed that the ACC would work under the general management of the Soviet Supreme Command until the end of the war, but that from the end of the war until the conclusion of the peace treaty the Commission would work under a Soviet chairman with representatives from Britain and the United States. Eden understood the agreement to mean that in the first phase the British and American representatives would not participate in the commission's work, and Molotov stressed that although in the second phase the ACC would be subordinated to the Soviet Supreme Command, the leading Soviet role in the commission would be limited to a degree in favour of the British and American representatives.<sup>88</sup>

The American administration disapproved of the Bulgarian ceasefire agreement being made bilaterally between Britain and the Soviet Union, with the United States only receiving subsequent information. Nor were they satisfied with the content of the decision on the ACC. They accepted a Soviet chairman but insisted that after hostilities had ceased, in what was called the second phase, the representatives of the three great powers should enjoy the same rights; each mission should receive instructions from its own government and the commission itself should not be subordinated to the Soviet Supreme Command. Moreover, they stuck to the guarantee of general authorization.<sup>89</sup>

The new Soviet draft of the Hungarian ceasefire agreement issued on December 27 took the Bulgarian agreement on the ACC as a starting point, since the State Department had earlier consented to the proposal of the British. However, the question was not settled.

In the autumn of 1944 quite a number of difficulties emerged in Romania and Bulgaria since the activity of the ACC did not accord with the provisions of international law, or worked according to principles which had not been agreed between the three great powers beforehand. The Americans decided to elucidate the debatable questions over the task of the control commission in Hungary and the role of the American delegation within it before the agreement was concluded, so as to avoid subsequent differences of opinions.<sup>90</sup>

On January 2, 1945 Harriman proposed to Molotov and Balfour that the organizational structure of the ACC and the sphere of authority of the representatives of the Allied powers during and after the war should be laid down in a protocol attached to the agreement. He proposed that the rights of western missions should be defined exactly, since the ACC would operate under the general guidance of the Soviet Supreme Command. According to the American draft, the ACC during the war would only be able to give political instructions to the Hungarian government after the

<sup>88</sup> PRO, PREM, 3-343/4, Appendix VIII. Eden's letter to Molotov, October 13, 1944; *ibid.*, Appendix IX. Molotov's letter to Eden, October 14, 1944; *ibid.*, Appendix XIII. Molotov's letter to Eden, October 14, 1944; *ibid.*, Cab., 122/1554. Eden's telegram to the Foreign Office, October 17, 1944; see also *Istoriya diplomatii*, Moscow, 1975, Vol. IV, 462-463. pp.

<sup>89</sup> FR, 1944, III, 469-470. pp. Hull's telegram to Winant, October 21, 1944; PRO, PREM, 3-79/3. Winant's letter to the British and Soviet members of the ACC, October 22, 1944.

<sup>90</sup> FR, 1944, III, 938. p. Harriman's telegram to the Secretary of State, December 27, 1944.

British and the American governments had been consulted. But in the next phase the consent of the three great powers would be needed when compulsory political instructions were issued. If the British and the American delegates had separate opinions, they would turn to their own governments for instructions. The western missions could request information from the Soviet section of the ACC on questions concerning the application of the ceasefire agreement, and had the right to decide the number of delegates and the funds to be provided by the Hungarian government; they should be able to move freely around the country, but they would have to announce their itineraries in advance to the chairman of the ACC.<sup>91</sup>

The Soviet government's aim was to ensure trouble-free operation of the ACC through the co-operation of the three great powers. Molotov told Harriman that he accepted the American proposed protocol for regulating the operation of the ACC. The Soviet draft of the protocol handed over soon after only defined an obligation to provide information on instructions of political nature in the first phase, while the condition that there should be prior consultation was applied only to the second phase. For security reasons dictated by wartime conditions, the Soviet party wished to make the entry of British and American diplomats and army officers into Hungary and their freedom of movement around the country's territory subject to prior permission. The draft awarded authority for determining the numbers in the missions to the chairman of the ACC instead of the leaders of the missions, as was the practice in Romania. On several other matters Molotov accepted the American standpoint.<sup>92</sup>

In the course of the negotiations the Americans abandoned their demand for preliminary consultation, but they stood by their demands for the second phase. In the end it was agreed that the part referring to the second phase should be omitted from the protocol and renegotiated later. Molotov promised that the Anglo-Saxon diplomats and army officers would be allowed the same freedom of movement as the Soviet ACC mission in Italy. The Soviet foreign minister approved the proposal that in the second, post-war phase the west would be able to decide on the size of their own delegations, maintain direct contact with their capitals through their own ciphered messages, and use the diplomatic courier service. On the initiative of Harriman these points were not committed to writing, instead Molotov gave a verbal statement on the important concessions made. It was also decided that the supplementary protocol would not be attached to the ceasefire agreement; the Soviet Foreign Ministry would forward it separately to the western partners. Thus the wording of the Soviet draft of the Hungarian armistice agreement, which had been taken over from the Bulgarian armistice agreement, remained valid.<sup>93</sup>

<sup>91</sup> *Ibid.*, 943–944. pp. Stettinius's telegram to Harriman, December 29, 1944; *ibid.*, 953–954. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, January 2, 1945.

<sup>92</sup> *Ibid.*, 965–966. pp. Harriman's telegram to Stettinius, January 8, 1945.

<sup>93</sup> *Ibid.*, 972–974. pp. Harriman's telegram to Stettinius, January 14, 1945; *ibid.*, 976–979. pp. Harriman's telegram to Stettinius, January 15, 1945; *ibid.*, 983. p. Kennan's telegram to the Secretary of State, January 30, 1945.

London and Washington were satisfied with the compromise, which they later considered as a basis for reference in their demands for reorganizing the operational mechanism in Bulgaria and Romania. The American administration considered it as evidence of Soviet willingness to co-operate that Stalin appointed one of his closest colleagues, Marshal K. E. Voroshilov, a member of the Polit-buro, as chairman of the ACC in Hungary.<sup>94</sup>

While the role and the composition of the ACC and the rights and sphere of influence of the American mission within it were politically important to the United States, the question of reparations affected American economic interests. The Americans strove to settle the matter by defending their chances for capital investment and interests in the oil industry. The American administration pushed for free, unrestricted international trade, since that best suited the interests of the American monopolies. In the way reparations were being assessed, the Americans saw an infringement of that principle and refused to take the huge war damages of the Soviet Union into account.<sup>95</sup>

The question of reparations had already emerged during the October 1944 negotiations in Moscow. There Stalin and Churchill had agreed on a reparations total of \$300m, of which \$100m would be paid to Czechoslovakia and Yugoslavia.<sup>96</sup> After some debate the American government accepted that, but insisted on their right to take part in the work of the reparations section of the ACC, and put forward the new claim that Hungary should pay reparations for the damage caused to properties owned by Americans.<sup>97</sup> Once again it was the Soviet Union that made concessions on ACC matters, and the reparations commitment was included in the armistice agreement. But Molotov stuck to his earlier standpoint and refused to assent to the formation of any separate reparations section within the ACC with participation by the representatives of the three great powers. However he did offer to have the economic department of the ACC provide the western missions with all the necessary information.<sup>98</sup>

The three-power negotiations were concluded by January 15, 1945, and three days later, on January 18 in the headquarters of the Soviet Foreign Ministry, Molotov, in the presence of Balfour and Harriman, handed over the armistice document to the Hungarian armistice delegation, which was given 24 hours to comment. The next day the Hungarian foreign minister, János Gyöngyösi, presented one important amendment: it asked that Hungary be allowed to start payment of the reparations after the end of the war and that the deadline for payment be extended to ten years. The representatives of the three great powers did not see fit to grant that request.

<sup>94</sup> Ibid., 976. p. Harriman's telegram to Stettinius, January 15, 1945.

<sup>95</sup> Ibid., 906–907. pp. Hull's telegram to Harriman, October 14, 1944; *ibid.*, 901–911. Harriman's telegram to the Secretary of State, October 16, 1944.

<sup>96</sup> PRO, PREM, 3–9434/2. Minutes of the meeting between Churchill and Stalin on October 17, 1944; FR, 1944, III, 915–916. pp. Kennan's telegram to the Secretary of State, October 20, 1944.

<sup>97</sup> FR, 1944, III, 963–965. pp. Stettinius's telegram to Harriman, January 6, 1945.

<sup>98</sup> Ibid., 968–969. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, January 9, 1945; *ibid.*, 977–979. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, January 15, 1945.

In the meantime the necessary formalities for the ratification were arranged. In a letter Harriman authorized Marshal Voroshilov to sign the armistice agreement with Hungary on behalf of the United States. Balfour did the same on behalf of the British government. Molotov sent out the rules for operation of the ACC, which the Soviet party had worked out. In a letter to the Soviet foreign minister, Harriman reiterated his government's view concerning the work of the ACC in the second phase, with which Balfour concurred. The Supreme Soviet put its letter to the Czechoslovak and Yugoslav governments on their participation in the ACC at the disposal of Britain and the United States.<sup>99</sup> Those formal steps did not delay the ratification of the armistice agreement, which took place ceremoniously on January 20, 1945.<sup>100</sup>

Translated by *Julianna Parti*

<sup>99</sup> *Ibid.*, 982–983. pp. Harriman's telegram to the Secretary of State, January 20, 1945; FR, 1945, IV, 801–803. pp. Molotov's note to Harriman, January 20, 1945; *ibid.*, 800. p. Harriman's letter.

<sup>100</sup> *Magyar-szovjet kapcsolatok . . .*, 35–39. pp.

## COMPTES RENDUS DE LIVRES

---

Б. А. Рыбаков, Язычество древних славян

Москва, 1981 г., 607 стр.

Древняя религия русских, славян — интереснейший вопрос, с какой бы стороны к нему ни подходить, со стороны ли Северной или Южной Европы, Азии или Африки. Вполне естественно, что такой же напряженный интерес к теме проявляется со стороны венгерских древних народных верований и народного искусства.

Тем не менее деятелям общественных наук и главным образом широкой публике в Венгрии все еще несоразмерно мало известно о религии, искусстве, культуре древних славян, русских в сравнении с другими историческими регионами.

Вопреки значительным предварительным исследованиям, русским—советским ученым тоже было не легко провести современный синтез проблемы. Сам академик Рыбаков, как он пишет в предисловии к своей книге, приступил к работе по обработке материалов в середине периода между двумя мировыми войнами и закончил труд по их обобщению только через три с лишним десятилетия. Трудности отчасти были вызваны необходимостью модернизировать саму древнеисторическую концепцию. Результаты исторических наук, принимая во внимание письменные материалы за многие столетия, ждали досконального сопоставления с результатами археологии, философии, этнографии, географии, языкознания, литературоведения, музыковедения и даже астрономии. Кроме того, требовалось полностью отбросить старый подход к решению задачи, исходивший из исключительности христианской культуры.

В конечном итоге, после ряда значительных русских, славянских попыток Рыбакову удалось применить чрезвычайно комплексный и уточненный метод, позволивший обрисовать тему монументальным образом. Старая буржуазная точка зрения связывала начало культурного развития у русских, славян с христианством. Рыбаков убедительным образом,

лишенным односторонности, заменил эту картину другой, а именно картиной древних славян, которые еще за много веков до образования своих феодальных государств уже двигались по пути значительного культурного развития. Более того — в известном смысле именно благодаря подъему так называемой языческой культуры пришли к новой ступени развития — к порогу христианства.

Как оказалось, без такого достаточно основательного исследования предыстории невозможно полностью понять и процесс распространения христианства, его местные особенности и начальный большой период. Так возникает интересная ситуация: исследования русского и вообще славянского язычества наконец-то вложили один из необходимых кирпичиков в историческое здание столетий русского средневековья, озаглавленных новой религией.

Рыбаков с мастерством опытного историка-археолога воскрешает верования, поверья, повседневную культуру славянских земледельцев, охотников, ремесленников древнейших эпох. Сила его теории состоит в том, что он не довольствуется одним только славянским населением, а учитывает и данные других этнических групп.

Исходя из глиняных домиков, служащих, в частности, предметами культа, и оценивая их с помощью верных археологических находок, связанных с постройками на славянских территориях, автор быстро ведет нас к печам, украшенным культовыми глиняными предметами или прямо служащим культу и становящимся все более совершенными. Перед нами раскрывается религиозная связь между одеждой, каменными и деревянными предметами, металлическими орудиями славян. Формы выражения складывающейся религии в большинстве случаев порождались потребностями рано распространившегося земледелия. Таковы божества плодородия, символы обилия зерна. Отсюда же пошли знаки, расчеты календарного типа.

Большая заслуга автора состоит в том, что он старается привести массу едва знакомых многим религиозных ссылок в систему, вплоть

до мотивов, применявшихся в украшениях. Значение этой попытки возрастает от того, что значительную часть этих мотивов можно проследить и у поздних потомков, а решающий ключ к их оценке и восприятию могут дать древние поверья. Рыбаков не преследует целью идеализацию эпохи язычества. Тем менее старается он создать какого-то романтического ореола вокруг символов одной этнической группы. Он указывает, что символы древнего декоративного искусства зачастую можно понять лишь косвенным образом (250 стр.) и полное их объяснение нередко наталкивается на трудности. С другой стороны, широкие исторические знания оберегают автора от упрощений и устаревшей практики присвоения. Эти знания охватывают далекий Север, мир Греции и Рима (в одной из полемик Рыбаков особо протестует против того, что последний не принимается во внимание), кельтов, германцев, Индию и Египет. Автор считает с их взаимным влиянием, но, естественным образом, концентрирует свое внимание на тех красках, которые внес в палитру всеобщей культуры мир русских, славян.

Можно утверждать, что Рыбаков, используя результаты советских общественных наук, учит нас — словно какому-то языку — понимать весь ряд славянских религиозных символов. Благодаря его превосходному объяснению пестрый водоворот орнаментов в большинстве случаев тут же становится ясным. При виде женской фигуры с воздетыми к небу руками мы с помощью объяснений автора узнаем в ней одну из богинь плодородия. Относительно деревянных резных украшений на крышах изб автор разъясняет, что в основе этой резьбы лежало культовое изображение молнии, вариации шестиконечного колеса Юпитера.

Проследившая развитие древней религии на сегодняшнем научном уровне, мы знакомимся с помощью труда академика Рыбакова с развитием погребальных обычаев значительной части Восточной Европы — простым сожжением, „большими кострами”, размещением покойника в согнутом, в вытянутом виде, захоронением вместе с покойным его коня, захоронением в курганах и т. д.

Особенно интересны в книге описания славянских культовых центров. В связи с божеством, олицетворяемым Сварогом, автор обращает внимание на частую религиозную роль вершин холмов и гор, называвшихся красными, или красивыми, на их характер культурных центров в районе Днепра и в других местах. На примере горы Слеча (Собутка), известной еще под названием Мон Силенсис, на террито-

рии нынешней Польши, показывается практика святых мест древней славянской религии. Там еще в рамках язычества появился символ креста, на гору вело нечто вроде крестного пути, там были найдены поразительные фигуры, барельефы религиозного характера. В числе подобных культовых центров Рыбаков упоминает Девин.

Чрезвычайно важное, можно сказать, стержневое значение имеют указания, касающиеся связей между складывающейся княжеской и великокняжеской властью, а с другой стороны — языческой религией. Автор иллюстрирует культовую роль князя в практическом правлении (569 стр.), тесную связь между княжеским правосудием и религиозными правилами (530 стр.). Описание защитных сооружений — валов, рвов — вокруг культовых центров тоже указывает на то, что во времена язычества княжеские и религиозные центры часто совпадали. Функцию князей по созданию пантеона и их методы централизации средствами религии Рыбаков показывает на примере великого князя Владимира. Он обращает внимание на тот плюс, который возник благодаря появлению в русском пантеоне главного бога Перуна. Пример Владимира (стр. 399, 599) тем более значителен, что именно он, который завершил развитие языческой религии, вскоре ввел на Русь христианство как государственную религию.

Таким образом, еще до распространения христианства уже существовало многое из того, что затем стало признаком новой эпохи. Районы будущих православных церквей — пользующиеся популярностью готовые закордонированные религиозные центры; соединение княжеских и местных религиозных центров и т. д.

Ввиду неодинаковости точек зрения разных славянских исторических школ автору пришлось полемизировать с теми, кто недооценивает значение язычества, усматривает в его окончательном развитии *только* падение и, главное, не принимает в расчет, как нужно, сохранение остатков язычества. В Восточной Европе на этой точке зрения стоят прежде всего некоторые представители польской историографии. Они считают — против чего возражает Рыбаков, — что со сложением польского феодального государства завершилась история языческой веры (397 стр.), и тем самым до некоторой степени идеализируют развитие культуры в средневековой Польше.

Таким образом, академик Рыбаков главным образом в трех вопросах занимает более реалистическую позицию, чем оспариваемые им точки зрения: он считает, что древняя религия тоже содействовала подготовке принятия хрис-

тианства, что влияние язычества проявлялось и в следующих столетиях и что к падению язычества привело в первую очередь развитие самой языческой религии в направлении единобожия, внутренняя общественная потребность в этом процессе.

Автор не заслоняет того, что принятие новой веры явилось историческим шагом вперед, в котором выразился радикальный разрыв со старым.

Близится тысячелетняя годовщина принятия на Руси христианства в качестве госу-

дарственной религии (988—989 гг.): академик Б. А. Рыбаков в своем труде, имеющем международное значение, очень вовремя дал одну из необходимых основ для анализа процесса смены язычества христианством у славян, для изучения его общих и индивидуальных моментов. В первую очередь от автора этой книги можно ждать успешной разработки темы новой религии в рамках синтеза истории Киевской Руси.

*Иштван Долманьош*

L'affirmation des Etats nationaux indépendants et unitaires du Centre et du Sud-Est de l'Europe (1821-1923). Coordonnateurs : VIORICA MOISUC, ION CALAFETEANU. București, Editura Academiei Republicii România, 1980, 363 p. (Bibliotheca Historica Romaniae 62.)

Il n'y a qu'à féliciter les historiens roumains de pouvoir publier en langues étrangères une part si considérable de leurs ouvrages (et aussi à les envier). Ce livre est déjà le 62<sup>e</sup> volume (!) de la série, en langues étrangères, de synthèses moins volumineuses, mais il y a aussi une autre série où les monographies plus volumineuses sont également publiées en langues étrangères.

Le présent volume parut en 1979 en roumain, destiné à un public plus large qui s'intéresse à ces questions, donc, selon nos conceptions, c'est un ouvrage de vulgarisation scientifique. Malgré ce caractère de vulgarisation, les auteurs se sont servis non seulement des ouvrages spécialisés, mais ils utilisent aussi de riches matériaux d'archives, évidemment dans la plupart des cas des matériaux roumains, mais qui complètent bien leur exposition.

Après l'introduction, due au rédacteur Viorică Moisuc, où les mouvements nationaux sont passés en revue de point de vue principal, les études tracent la voie conduisant les différents Etats à l'indépendance entre les dates indiquées dans le titre, mais en remontant, en général, aux antécédents aussi, elles commencent donc l'évolution roumaine par Burebista. Il est évident que la première étude présente l'évolution de l'Etat roumain, ensuite viennent la Grèce, la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie en une étude (écrite par Eliza Campus), la Pologne et enfin la Turquie.

L'établissement de l'ordre des études n'est pas ainsi tout à fait clair. L'an du début, 1821, indique certainement l'insurrection de Tudor Vladimirescu et l'insurrection grecque, et 1923, dernier an, le traité de paix de Lausanne conclu avec la Turquie. Peut-être les auteurs voulaient-ils traiter d'abord les pays balkaniques et ensuite ceux de l'Europe centrale, et la Turquie est traitée en dernière précisément à cause de ce traité de paix tardif. Il est également possible que d'autres points de vue aient prévalu, mais en fin de compte l'ordre des études n'a pas d'importance.

Les études faites par Etats ont le grand avantage que le lecteur peut nettement suivre l'évolution des différents Etats avec leurs problèmes. Mais cela présente inévitablement le désavantage que les mêmes groupes de phénomènes, et qui sont fondamentaux précisément du point de vue de l'indépendance nationale, sont traités plusieurs fois, comme p. e. la crise orientale de 1875-78. Les rédacteurs ont fait des efforts visibles pour réduire au minimum les répétitions, mais il s'ensuit que par exemple les liens existant entre la déclaration, le 9 mai 1877, de l'indépendance roumaine et la guerre de 1877-78 sont mis en lumière dans le chapitre traitant la Bulgarie et non pas dans celui concernant la Roumanie.

Il va de soi que l'accent est toujours mis sur l'histoire politique, les principaux aspects de l'évolution économique et sociale ne sont indiqués que dans les chapitres sur la Grèce et la Turquie. De telles indications auraient pu avoir de la place dans les autres chapitres aussi.

La position de base de tout le livre est que ces Etats, respectivement leurs populations luttaient pour leur indépendance et pour la réunion de leurs territoires nationaux, se fondant sur le principe de l'autodétermination nationale. On ne peut que l'approuver, mais il n'est pas tout à fait clair pourquoi alors dans le chapitre sur la Turquie on se délimite catégoriquement des revendications natio-

nales des Grecs, Arméniens et Kourdes de l'Asie Mineure. Dans le bref chapitre sur la Hongrie, il aurait fallu du moins signaler le rôle qu'avaient joué le parti d'indépendance et de 1848 et autres mouvements qui, du moins en paroles, se proposaient comme but la séparation totale, ou presque, de l'Autriche, et en tout cas la liquidation du système dualiste. Cependant, ce chapitre s'occupe davantage des mouvements des nationalités, ce qui est un peu la répétition de ce qui est déjà traité dans d'autres chapitres. La période de la République des Conseils est traitée tout brièvement, sans appréciation, et elle est finie par l'élection de Horthy régent du pays. Ce chapitre s'occupe encore moins de l'Autriche, au fond seule la situation après la désintégration de la Monarchie est traitée et ensuite la question de l'Anschluss à propos de laquelle on trouve peu de compréhension dans ce chapitre aussi.

Dans l'ouvrage, on a en vue toujours les frontières établies en 1918 ou immédiatement après, ce qui pourtant provoque des incertitudes pour les époques avant cette date, car, par exemple, à une page il est relaté qu'après les victoires remportées par Michel le Brave un *Te Deum* était célébré à Prague, mais la page suivante nous renseigne qu'il fut tué sur initiative autrichienne et turque. Pourtant, vers 1600 Prague était la capitale non pas de la Tchécoslovaquie, mais de l'Empire des Habsbourg. La fondation de l'Omladina en 1866 figure à Novi Sad dans le chapitre yougoslave, sans être indiqué que cette ville n'appartenait pas alors à la Serbie.

Une contradiction d'autre type est que dans le chapitre sur la Pologne il est dit que des partis politiques s'étendant sur tout le territoire polonais ne s'étaient pas formés à cause des démembrements du pays, mais à la page suivante le parti national démocrate figure comme fonctionnant dans les trois parties de la Pologne.

Il faut prendre pour une erreur de plume le passage où il est écrit qu'en 1848 les autorités autrichiennes étaient les initiateurs de la convocation de la diète de la Confédération Germanique. De même, il n'est pas clair pourquoi la période de Metternich va de 1821 à 1848 puisqu'il était chancelier à partir de 1809, et la série des congrès de la « Sainte Alliance » commence également plus tôt (en 1818 à Aix-la-Chapelle), sa nomination de chancelier n'était qu'une question de prestige (et même en 1822) et qui n'a pas modifié ou renforcé le rôle de Metternich dans la politique autrichienne.

Des inexactitudes analogues se rencontrent aussi en ce qui concerne les siècles précédents, ce qui est parfaitement compréhensible, car ces différents chapitres sont écrits par des spécialistes des temps modernes. Il n'est donc pas clair, comment le roi de

Hongrie André II pouvait établir les chevaliers teutoniques en Transylvanie au début du XIII<sup>e</sup> siècle si les hordes du roi de Hongrie ne l'ont conquise qu'à la fin de ce siècle. C'est également une inexactitude qu'au début du X<sup>e</sup> siècle le royaume de Hongrie avait renversé la Grande Moravie, puisque, à cette époque, il n'y avait pas de royaume hongrois seulement une fédération tribale hongroise, et les tribus hongroises combattirent les Moraves en alliance avec le royaume des Francs Orientaux.

Il est parfaitement motivé que dans un ouvrage écrit par des historiens roumains les relations roumaines d'autres mouvements soient toujours indiquées, ainsi que le rôle de la Roumanie dans l'évolution internationale des mouvements, la plupart des sources archivistiques sont à trouver précisément dans ce domaine, et le lecteur ne peut qu'être d'accord avec ce point de vue. Par contre, l'affirmation n'est pas tout à fait convaincante selon laquelle l'entrée en guerre de la Roumanie en 1916 a causé bien plus de difficultés aux empires centraux qu'un an avant l'entrée en guerre de l'Italie.

De telles remarques critiques ne changent évidemment en rien le jugement positif porté sur l'ensemble de l'ouvrage, tout comme notre remarque de caractère général. Cette remarque est la suivante. Les auteurs ne cessent de souligner l'importance de droit à l'autodétermination nationale et étudient toute l'évolution sous cet angle, en expliquant l'obtention de l'indépendance nationale totale par la lutte poursuivie avec grand esprit de suite par les différentes nations. Le rôle des grandes puissances est toujours montré sous un angle négatif comme ayant empêché les nations d'atteindre leur but pendant un certain temps, mais devant, en fin de compte, céder aux aspirations des peuples. Le chapitre sur la Turquie démontre en effet quelque chose de ce genre, plus exactement démontrerait s'il ne nous apprenait en même temps qu'au début des années 1920 la France, face à l'Angleterre et à la Grèce, soutenait les activités de Kemal. Dans les autres cas ce jugement unilatéral est encore moins convaincant, surtout compte tenu par exemple de la crise orientale de 1875-78. Tout notre estime et respect va au point de vue national, à la lutte menée pour l'indépendance et pour l'Etat uni. Il serait cependant difficile de nier que les grandes puissances avaient des positions variées dans ce domaine, tantôt elles mettaient des obstacles à la conquête de l'indépendance, tantôt elles y contribuaient. L'Etat national indivis n'est pas non plus un point final univoque dans le cas de la Tchécoslovaquie ou de la Yougoslavie, encore que les difficultés aient surgi avec tout leur poids après l'époque traitée. Mais à propos de la Tchécoslovaquie, il aurait fallu se



référer, du moins avec quelques mots, aux difficultés commencées déjà avec l'intervention de Štúr, et il n'est pas absolument certain que les historiens croates et slovènes sont unanimes à porter un jugement positif sur la naissance en 1918 de l'Etat Yougoslave uni qui signifiait, comme on le sait, la domination de la bourgeoisie serbe.

Les études donnent à réfléchir, ce qui est à lui seul un point positif. Un autre côté positif c'est que le public international, spécialisé et non, reçoit d'utiles informations sur la manière dont les histo-

riens roumains marxistes-léninistes jugent les mouvements nationaux du siècle dernier. Le ton enthousiaste qui marque tout le volume, la représentation des relations amicales, toujours positives, entre la plupart des nations en question, provoque involontairement dans le lecteur la pensée : si seulement tout pût se passer dans tous les points comme c'est montré dans ces études.

*Emil Niederhauser*

**WOLF DIETRICH BEHSCHNITT, Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830—1914. Analyse und Typologie der nationalen Ideologie.** München, R. Oldenbourg, 1980, 423 S. (Südosteuropäische Arbeiten 74.)

Der Verfasser geht von den Problemen aus, die um die Wende der 1960—70-er Jahre innerhalb Jugoslawiens im Zusammenhang mit dem nationalen Moment auftauchten, forscht nach ihren Voraussetzungen, um dadurch auch gleichzeitig zur Erschließung des komplizierten Fragenkomplexes des Nationalismus zusätzliches Material zu liefern. Er betont mehrmals, daß sich die Erschließung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung in einem so anfänglichen Stadium befindet, daß die Verknüpfung der ideologischen Erscheinungen mit den auf der Basis vor sich gehenden Prozessen noch nicht möglich sei. Aus diesem Grunde gibt er über die Grundzüge der serbischen und kroatischen Entwicklung, eigentlich bis zu den mittelalterlichen Grundlagen zurückreichend nur einen ganz kurzen Überblick.

In einem kurzen Abschnitt theoretischen Charakters arbeitet er die Typologie des Nationalismus aus. Seinem erstrangigen Tätigkeitsbereich nach unterscheidet er ethnischen, kulturellen, politischen Nationalismus, der Art und Weise seiner Verwirklichung nach pragmatischen, verfassungsmäßigen, revolutionären Nationalismus, dem Verhältnis zum Individuum nach integralen Nationalismus, der den totalen Einsatz des Individuums erfordert und den funktionellen Nationalismus, der den Nationalismus nur in den Dienst eines anderen Zieles stellend anwendet, und schließlich den ausgesetzten Zielen nach serbischen und kroatischen, großserbischen und großkroatischen, panserbischen und pankroati-

schen Nationalismus, bzw. mehrere Varianten des Jugoslawismus, den unitarischen, den integralen, den föderativen und den Pseudo-Jugoslawismus, der bloß zur Verschleierung der panserbischen oder pankroatischen Ziele dient.

Nach dieser theoretischen Einleitung wählt er von der serbischen bzw. kroatischen Entwicklung sozusagen Fallstudien aus, und versucht diese in die von ihm aufgestellten Kategorien einzureihen. Unter den Serben wird der bekannte Entwurf von Ilija Garašanin, „Načertanije“, der Artikel „Srbi svi i svuda“ von Vuk Stefanović Karadžić, das Programm von Svetozar Miletić, Svetozar Marković, bzw. die Narodna odbrana und die innerhalb deren tätige geheime Organisation, Ujedinjenje ili smrt ausführlich (obwohl manchmal etwas weitläufig) analysiert. Unter den Kroaten untersucht er die Ansichten der Illyrier, von Josip Juraj Strossmayer und Franjo Rački, Ante Starčević, der kroatischen sozialdemokratischen Partei und der zwischen 1912—14 tätigen Organisation, Nacionalistička omladina. Die Einreihung in die Typen kann natürlich nicht eindeutig sein, denn selbst die Ansichten der einzelnen Mitwirkenden verändern sich, aber wo er auch ein ziemlich begrenztes Ideensystem zerlegt, wie im Fall von Garašanin und Karadžić, sind auch mehrere Interpretationsmöglichkeiten und dementsprechend unterschiedliche Einreihung vorstellbar.

Die letzten Konsequenzen werden im abschließenden Kapitel zusammengefaßt, und in diesem ist der Autor eigentlich der Meinung, daß bei den Serben eher die, das Staatsrecht und das historische Recht ablehnende, darüber hinausgehende, sich eher auf das Naturrecht und das nationale Selbstbestimmungsrecht berufende, aber letzten Endes großserbische oder gerade panserbische Konzeption vorherrschend sei, während bei den Kroaten das historische Recht eine größere Rolle spiele und eher eine Variante des Jugoslawismus allgemein, obwohl auch die pankroatische Vorstellung nicht unbekannt sei (Starčević).

Die Konfrontierung von Ideologie und Wirklichkeit wird bewußt nicht verwirklicht, gerade wegen dem ungewissen Charakter des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Hintergrundes, der Autor läßt aber auch keinen Zweifel darüber aufkommen, daß die Ideologie des Nationalismus grundlegend den Interessen der Bourgeoisie diene, und bei beiden Nationen das Bauerntum, das die große Mehrheit ausmache, sozusagen unberührt ließ. Außer dem wirtschaftlichen Faktor wird auch die Rolle der Religion nicht eindringlich untersucht, mit der Begründung, daß diese in der sekularisierten Gesellschaft keine bedeutende Wirkung ausübte. In der serbischen und kroatischen nationalen Separation war sie natürlich grundlegend, wurde aber gerade deswegen von den Ideologen des Nationalismus in den Hintergrund gedrängt, da die Religion sowohl für die jugoslawischen, wie die panserbischen oder pankroatischen Vorstellungen ein großes Hindernis dargestellt hätte.

Diese sehr kurze Inhaltsangabe konnte natürlich bei weitem nicht auf alle Fragen eingehen, und vermochte über die Arbeit nur ein sehr skizzenhaftes Bild zu geben. Wir möchten gleich hinzufügen, daß es sich um eine sehr meritorische Arbeit handelt, in der ein außerordentlich reiches Material angehäuft wurde. Die Anmerkungen, die oft auch den historiographischen Überblick je einer Frage geben, machen beinahe die Hälfte des Buches aus. Der Verfasser benützte natürlich vor allem die serbische und kroatische Fachliteratur und die zeitgenössische politische Literatur, machte aber auch von der internationalen Fachliteratur des Nationalismus ausgiebig Gebrauch, z. B. auch von der älteren und jüngeren ungarischen Fachliteratur (er beruft sich sowohl auf Gyula Miskolczy, wie László Katus).

Er gibt eine immanente Ideologie-Kritik, die er zum Großteil auch verwirklicht, obwohl er manchmal auch auf die politische Ereignisgeschichte eingehen muß (oder er läßt sich verlocken, um auch darüber zu sprechen, wie z. B. im Zusammenhang mit dem Attentat in Sarajewo und der Verantwortung der serbischen Regierung). Meritorisch gibt er aber zweifelsohne die ideologische Deutung der Fallstudien, also nicht die Synthese der Geschichte des Nationalismus, wie er an einer Stelle selbst formuliert. Er verweist ja auch selbst darauf, daß er die Vorstellungen von Josip Frank nicht behandelt. Bei den Kroaten hätte jedoch die Analyse der Ansichten der sog. „Magyaronen“, bei den Serben der „Schützer der Verfassung“ (Ustavobranjitelji), oder der frühen serbischen Sozialisten nach Marković aufgeworfen werden können (über die serbische Sozialdemokratie schreibt er im Zu-

sammenhang mit der kroatischen ganz kurz). Der weiteren Möglichkeiten ist offensichtlich auch der Verfasser sehr gut bewußt, es ist also überflüssig, ihm Ratschläge zu geben und weitere Themen zu nennen.

Der Verfasser gibt die Typologie des Nationalismus, analysiert die konkreten serbischen und kroatischen Äußerungen des Nationalismus. Wenn wir aber nur davon ausgehen, was diese sehr skizzenhafte Rezension an Informationen gegeben hat, sticht gleich ins Auge, daß der Verfasser selbst den Begriff des Nationalismus in einem anderen, weiteren oder man könnte sagen engeren Sinne anwendet, wie es bei uns gebräuchlich ist, denn er bezieht die Gesamtheit des nationalen Selbstbewußtseins, der nationalen Ideologie, nationalen Ziele in den Begriff mitein, also nach unserer inländischen Auffassung positive Momente, gemischt mit den, von uns für negativ gehaltenen. Der Gebrauch des Begriffes ist natürlich souveränes Recht des Autors, wenn er genau darlegt, was er darunter versteht, und dies ist auch bei Behschnitt der Fall. Deswegen soll es auch keine kritische Bemerkung, sondern einfach die Festlegung des Tatbestandes sein. Wir können hinzufügen, daß der Verfasser eine große Periode umfaßt, an deren Beginn im nationalen Moment die positive Seite stärker ist, gegen deren Ende aber die negative in den Vordergrund drängt. Bei den sozialistischen Vorstellungen deutet der Verfasser genau darauf hin, daß wir in ihrem Fall von funktionellem Nationalismus sprechen können, sie ordneten die Lösung der nationalen Frage den sozialistischen Zielen unter, und waren der Meinung, daß die Verwirklichung des Sozialismus auch die nationale und die Nationalitätenfrage automatisch löst. Die Kroaten glaubten dies vor allem durch die föderative Umgestaltung der Monarchie erreichen zu können, die Serben durch eine balkanische Föderation, und sie ließen auch deren revolutionären Charakter nicht außer acht. Die serbische revolutionäre oder radikale Richtung richtete sich zuerst gegen den schwächeren ottomanischen Staat, obwohl sie auch auf die Monarchie abzielte, dies wurde aber erst nach der Annexion von Bosnien-Herzegowina zu einem, mit dem ersteren gleichrangigen Ziel.

Der Verfasser untersucht nur den serbischen und kroatischen Nationalismus, so ist die Rolle der Slowenen oder der Bulgaren uninteressant. Bei den Slowenen geht er ab und zu auf die Vorstellungen ein (z. B. im Zusammenhang mit Etbin Kristan), auf die Bulgaren gar nicht, denn sie gehören ja nicht zu seinem Thema. Diese Abgrenzung ist sowohl vom prinzipiellen als auch vom praktischen Gesichtspunkt aus gleichermaßen verständlich, sie

erleichtert die immanente Kritik. Da aber sowohl bei den Serben wie bei den Kroaten die verschiedenen Varianten der südslawischen oder jugoslawischen Lösung vorkommen, gibt diese Abgrenzung kein ganz reales Bild und Perspektive, um nur ganz vorsichtig zu formulieren. Die slawischsprachigen Musulmanen von Bosnien und Herzegowina (um nun wieder vorsichtig zu formulieren) kommen natürlich häufig vor, ohne, daß der Verfasser mit ihnen im Zusammenhang Stellung nehmen würde. Noch augenfälliger ist die Erläuterung im Zusammenhang mit Mazedonien. Der Autor spricht hier von Slawen (er kann auch vorsichtig sein), und verweist darauf, daß diese Frage im heutigen föderativen Jugoslawien durch die mazedonische Republik gelöst wurde. Was darauf verweist, daß er auch im Hinblick auf die behandelte Periode die Existenz oder zumindest die Anfänge der Entstehung der mazedonischen Nation voraussetzt (obwohl er einmal bemerkt, daß dies meritorisch erst nach dem Ersten Weltkrieg begonnen hat). Er wirft aber die Frage nicht auf, wie sich die mazedonische slawische Bevölkerung in diesem Zeitalter zur bulgarischen Nation verhalten hat. Natürlich sind die damit zusammenhängenden, sich bis heute nicht gelegten politischen Diskussionen bekannt, die Vorsicht des Verfassers ist also begründet, doch läßt er den Leser in Ungewißheit.

Diese Verschließung führt auch dazu, daß der Verfasser eigentlich das Ungarn-Bild der Zeitgenossen und der späteren Fachliteratur vollkommen übernimmt, was im großen und ganzen mit dem des Erbfeindes identisch ist. Wir verlangen nicht darüber Rechenschaft, daß er auch das serbische — und kroatische — Bild des Ungarntums untersucht, dies würde sein Thema auf jeden Fall übersteigen. Diese Übernahme kann aber zu Mißverständnissen und Ungewißheiten Anlaß geben. So behandelt er bereits vor 1848 die magyarisierenden Bestrebungen als eine reale Gefahr, obwohl diese höchstens in den Vorstellungen einiger Vertreter der ungarischen nationalen Bewegung existierte. Hauptsächlich in Bezug auf Kroatien gibt er ein für den heutigen Leser vollkommen falsches Bild. Der Verfasser erwähnt auch die wirtschaftliche Ausbeutung Kroatiens seitens Ungarn, obwohl es allgemein bekannt

ist, daß die kroatischen Politiker den ungarisch-kroatischen Ausgleich letzten Endes auch deswegen angenommen haben, weil die staatlichen Einkünfte und die gesamte wirtschaftliche Entwicklung Kroatiens-Slawoniens allein zur Entfaltung des wirtschaftlichen Wachstums keine ausreichende Grundlage geboten hätten.

Unverständlich bleibt für uns der sich in erster Linie in den in der DDR erscheinenden Werken äußernde Masochismus, der die deutsche Form der in der Arbeit vorkommenden Ortsnamen sorgfältig vermeidet, und nur die heutige offizielle slawische Form gebraucht, also statt Agram immer Zagreb. Daraus folgt aber auch, daß der Verfasser in einem der einleitenden Kapitel im 18. Jahrhundert die nach dem ungarischen Landtag fahrenden Delegierten nach Bratislava entsendet, obwohl diese Namensform damals völlig unbekannt war, und daher müßte auch der Sitz der zeitgenössischen russischen Regierung Leningrad heißen, was im 18. Jahrhundert doch etwas grotesk klingen mag.

Das ist aber eine, zur Gesamtheit der Arbeit vielleicht gar nicht würdige Bemerkung. Was wir wirklich betonen möchten, und worauf wir auch hingewiesen haben: die Untersuchung des nationalen Moments ist in der Relation der osteuropäischen Nationen ein sehr wichtiges Thema, sie ist besonders nützlich, wenn sie wirklich ohne Gefühle und Voreingenommenheiten geschieht, wie es der Verfasser tut. Wir möchten von ihm natürlich nicht die gesamte osteuropäische nationale Problematik, deren Einarbeitung in sein Werk erfordern, das Verdienst des Buches ist gerade die vertiefte Analyse des engeren Themas. Aber die Außerachtlassung des weiteren Hintergrundes, im Interesse des Themas, wie es Behschnitt realisiert, scheint letzten Endes auch die Kraft seiner letzten Konsequenzen in Frage zu stellen, und erschwert gerade das allgemeinere Verständnis, was hingegen auch der Autor als eines seiner Ziele betrachtet. Nur ein kleiner Ausblick auf den breiteren Hintergrund hätte das engere Thema gleich deutlicher gemacht. Schade, daß sich diese sonst sorgfältige, gewissenvolle Arbeit davor bewußt verschlossen hat.

E. N.

Die Protokolle des österreichischen Ministerrates 1848—1867. III. Abteilung. Das Ministerium Buol-Schauenstein, Band 2, 13. März 1853— 9. Oktober 1853. Bearbeitet von WALTRAUD HEINDL. Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1979. 405 S.

Wenn wir den zuletzt erschienenen Band der Protokolle des österreichischen Ministerrates würdigen, müssen wir uns des österreichischen Wissenschaftlers gedenken, des 1978 verstorbenen Professors Friedrich Engel-Janosi, der in der Realisierung der Unternehmung eine entscheidende Rolle spielte. Die als Publikation des Ungarischen Staatsarchivs in der Redaktion von Miklós Komjáthy erschienenen Protokolle des gemeinsamen Ministerrates aus der Zeit des Ersten Weltkrieges veranlaßten die österreichischen und ungarischen Forscher, die Protokolle der österreichischen bzw. des gemeinsamen Ministerrates der Österreichisch-Ungarischen Monarchie in der Betreuung der Historiker der beiden Länder herauszugeben. Professor Engel-Janosi versammelte eine junge begabte Garde um sich und gab zur Arbeit nicht nur eine fachlich-geistige Unterstützung, sondern arbeitete auch an der Schaffung der organisatorisch-finanziellen Voraussetzungen für die Publikation unermüdlich. So konnte es dazu kommen, daß in Wien seit 1970 schon eine Serie der Bände mit den einleitenden Studien von Engel-Janosi erschienen.

Dieses Treffen mit den ungarischen Historikern wie auch die ganze Laufbahn des Wissenschaftlers hat irgendeine symbolische Bedeutung. Aus der hinreißenden Selbstbiographie von Engel-Janosi lernen wir nicht nur das Leben eines Wiener Professors, sondern auch den eigenartigen Weg eines osteuropäischen Intellektuellen kennen. Er entstammt einer jüdischen großbürgerlichen Familie, das Vermögen hat er von den Großeltern, die Aufgeschlossenheit gegenüber der Kultur von den Eltern. Er ist in der Wiener geistigen Blüte hochgewachsen, die wir eigentlich erst heute zu verstehen beginnen. Im Döblinger Elternhaus waren Mahler und Bruno Walter, im Salon der Mutter die Geschwister Freud alltägliche Gäste.

Das historische Interesse von Engel-Janosi wird durch den Weltkrieg und der drauffolgenden Auflösung wach. Er widmet seine erste schöpferische Periode den großen Diplomaten Franz Josephs; er schrieb über Hübner, Rechberg und Prokesch-Osten Biographien. Offenbar wurde er von der Metternich-Biographie Srbiks, die Schule

gemacht hat, beeinflußt, wenn auch die „pangermanische“ Anschauung von Srbik für ihn fremd blieb. Er sucht im Habsburgerreich das Europäische, die Monarchie sei seiner Auffassung nach ein Stück Europas, die Auflösung der Monarchie stelle — wie er in der Einleitung der Prokesch-Osten-Biographie schreibt — ein Unrecht gegenüber dem Europäertum dar.

Solange aber die drei großen Werke fertig werden, verliert er nicht nur Österreich, sondern auch Europa. 1938 emigriert er nach England, von dort nach die USA, von 1942 bis 1957 war er Professor der Katholischen Universität in Washington. Als ihm in den Kriegsjahren alle großen Archive Europas verlegt waren, begann er sich mit der Geschichte der Historiographie, dem europäischen neuzeitlichen historischen Denken zu beschäftigen. Mit Aufmerksamkeit studierte er die marxistische Geschichtsauffassung, er sah eine neue Möglichkeit der wahren universellen Geschichtsschreibung in ihr und schätzte sie hoch, doch hatte er Angst, daß die Rolle der Persönlichkeit in der Marxschen historischen Auffassung verloren geht.

Nach dem Krieg kehrte er zur Geschichte der klassischen Diplomatie, dem Studium der tieferen Zusammenhänge der Außen- und Innenpolitik zurück. Seine Arbeit in zwei Bänden über die Geschichte des Papsttums erschien kurz vor seiner endgültigen Rückkehr nach Österreich.

Die Achtung der Quellen, die Treue zu den Quellen regte sein letztes Unternehmen, die Betreuung der Protokolle des Ministerrates an. In den Vorworten der Bände bekannte er sich dazu, daß seine wahre Heimat in Europa das Archiv am Minoritenplatz sei. Er betrachtete die Achtung der europäischen Kultur, die Wahrung des Europäertums als die Hauptaufgabe des Historikers.

Der 1979 in der Betreuung von Waltraud Heindl herausgegebene Buol-Schauenstein-Band beinhaltet die Protokolle des Ministerrates vom Halbjahr zwischen dem 15. März — 9. Oktober 1853, einer nicht der spannendsten Periode der Zeit des Neoabsolutismus. Doch bietet er ein reiches Kenntnismaterial, was sowohl den publizierten etwa achtzig Protokollen, den ihnen hinzugefügten fachkundigen Kommentaren und der außerordentlich wertvollen einleitenden Studie zu verdanken ist.

Wie bekannt erklärte Kaiser Franz Joseph nach dem Tod des Ministerpräsidenten Schwarzenberg, beim namhaften Ministerrat vom 14. April 1852, daß er den „an die verfassungsmäßigen Formen erinnernden Posten des Ministerpräsidenten“ nicht mehr bekleiden läßt, die Angelegenheiten der verschiedenen Ministerien kon-

zentriert er ausschließlich in seiner Hand. Doch behielt er den Ministerrat als Organ bei, der auf diese Weise als Zentralorgan der Verwaltung die Tätigkeit der Ministerien koordinierte. Die Tatsache, daß das Amt des Vorsitzenden der Ministerräte der Außenminister bekleidet, entspringt der Tradition, daß der Außenminister die wichtigste Persönlichkeit der Regierung ist, bedeutet aber nicht, daß der gemeinsame Ministerrat das Organ der Außenpolitik gewesen wäre. Im Gegenteil, außenpolitische Fragen tauchten bei den Konferenzen des Ministerrates praktisch nicht auf. Über die Aufgabe der Verwaltung hinaus ist die Funktion des Ministerrates, die Person des Herrschers von unbeliebten Maßnahmen zu verschonen, z. B. geschieht die Verkündung des Belagerungszustandes auf Grund des Beschlusses des Ministerrates. Die Protokolle liefern also hinsichtlich der inneren Probleme des Reiches Informationen, und gewähren in den Mechanismus der Beschlußfassung einen Einblick. Die Vorschläge großer Tragweite von Innenminister Bach, sowie Justizminister Krauss nehmen die Konferenzen ohne Diskussion, und sogar ohne Kommentar an.

Die einleitende Studie zum Band stellt die Zwiespalt dar, die die politische Einrichtung der Periode charakterisierte: das eigenartige Zusammenleben der Reaktion und der Reformbestrebungen. In den Maßnahmen der Periode ist die Schockwirkung der Revolution, besonders in den „rebellischen“ Provinzen stark spürbar. Die wirtschaftliche Gesetzgebung wird hingegen durch Mobilität, den Anspruch auf die Schaffung eines modernen Industriestaates gekennzeichnet. Um diese Zeit bereitet der Ministerrat die großangelegten staatlichen Eisenbahnbauten, die Modernisierung des Steuersystems, die Ausdehnung der Innenstadt Wiens, die Abreißung der mittelalterlichen Stadtmauern vor. Die Verfasserin ist der Meinung, daß zum „wirtschaftlichen Pioniergeist“ des Neoabsolutismus die Gleichgültigkeit gegenüber der gesellschaftlichen Probleme im Gegensatz stand. Die Mitglieder der Regierung nahmen z. B. die Bedeutung der in den Vorstädten Wiens und den verschiedenen Bergbaurevieren entfallenden Streiks nicht wahr.

Für den ungarischen Leser bieten vielleicht die Erläuterungen über die Verwaltung von Bach, bzw. die gesamte Staatsstruktur am meisten, mit denen in Zusammenhang bereits an dieser Stelle betont werden muß, daß in ihnen sich nicht nur die fachkundige Analyse der Protokolle des Ministerrates und der diesen anknüpfenden Akten widerspiegelt, sondern auch die anderweitigen, auf breiter Quellenbasis beruhenden Forschungen der Verfasserin in Bezug auf diese Periode.

Seit dem Silvesterpatent von 1851 (das die Verfassung von Olmütz außer Kraft setzte) war der Ausbau der neuen Struktur des Staates die Hauptaufgabe der Regierung. Im wesentlichen gleichzeitig mit dem Silvesterpatent erschien auch die kaiserliche Verordnung, die das Gemeindegesetz von Stadion aufgehoben hat.

Im Mittelpunkt der Verfassung von Stadion im Jahre 1849 standen die über Selbstverwaltung verfügenden Gemeinden und Kreise, die sich möglichst den nationalen Grenzen angepaßt haben. Die Kreise waren teilweise autonom, teilweise der Zentralmacht untergeordnet. Der Kompetenzbereich der Statthaltereien in den Ländern war eng.

Die kaiserlichen Verordnungen von Jahre 1851 brachten grundlegende Veränderungen. Der Bürgermeister war nicht mehr der Leiter einer autonomen Organisation, sondern der Vertreter des Landes in einer Gemeinde, dessen Aufgabe sich im wesentlichen auf die Abwicklung der Angelegenheiten der unmittelbaren Steuern beschränkte. Das Gewicht der Verwaltung wurde von der Gemeinde und vom Kreis in den Bezirk und in das Land verlegt. Hier handelt es sich nicht lediglich um die Umgestaltung der Struktur der Verwaltung, sondern um ein politisches System, und zwar das Grundproblem der politischen Einrichtung des österreichischen Kaisertums. Die Studie weist geistreich auf den eigenartigen Widerspruch dieser politischen Einrichtung hin. Der bürokratische zentralisierte Staat von Bach machte die Statthaltereien der Länder zum eigentlichen Machtorgan des zentralisierten Staates. Die Statthaltereien sind Teil des zentralisierten bürokratischen Apparates. Er bestreitet die selbständige Position der Länder, beruht aber gleichzeitig im Hinblick auf die Technik der Verwaltung auf den traditionellen Rahmen der Länder: Heindl ist — wahrscheinlich richtig — der Meinung, daß das System von Stadion, in dem das Zentrum der Verwaltung der Kreis ist, der sich den nationalen Siedlungsverhältnissen anpaßt und über einen halbautonomen Status verfügt — trotz jedes der Autonomie gemachten Zugeständnisses — viel mehr Möglichkeiten für die Schaffung des Gesamtstaates, als das Bachsche System birgt. Die Grundbestrebung war ja in beiden Systemen, der Ausbau eines festen zentralisierten Staates.

Was Bach von Stadion unterschieden hat, war die starre, jede Selbstverwaltung ablehnende absolutistische Konzeption. Es ist hingegen fraglich, ob das System in der Form, wie es sich von Anfang 1852 an entwickelte, für lange Strecke geplant wurde. Die Verfasserin unterscheidet die bürokratisch-zentralistischen und die absolutistischen Ambitionen scharf (diese Differenzierung ist

vom Gesichtspunkt der ungarischen Entwicklung aus offensichtlich nicht so markant) und ist der Meinung, daß der bürokratische Zentralismus offenbar für dauerhafte Einrichtung gedacht wurde, aber im Fall des Absolutismus ist es bei weitem nicht so eindeutig. Bach plante natürlich die Neubelebung der Landtage der Provinzen nicht. Er hat sich aber vor einer Reichsvertretung vom Typ „Herrenhaus“, das ins zentralistische Reich eingegliedert werden kann, nicht verschlossen.

Die praktische Verwirklichung der Bachschen Zentralisation wurde der deutschösterreichischen Bürokratie abgewälzt, die an den zentralistischen Traditionen von Joseph II. erzogen wurde, und deren persönlich-familiäre Kontinuität mit der Bürokratie des 18. Jahrhunderts zum Großteil genau erwiesen werden kann. Es steht außer Zweifel, daß diese Bürokratie zur Zeit des Neoabsolutismus das konservative Element der Gesellschaft darstellte. Heindl weist aber darauf hin, daß es sich unter den Anhängern von Bach auch ein anderes Lager befindet, das die ungarische Historiographie nicht zur Kenntnis zu nehmen pflegt: die liberale deutsche Bürgerschaft, die nationalen Staat auf westeuropäisches Muster wollte (der Wiener Karl Hock, oder der Grazer Kaiserfeld). Diese Bürgerschaft war konstitutionell eingestellt und fand sich mit dem „momentanen Absolutismus“ ab, denn sie sah im Bachschen System ein Mittel für die Schaffung der staatlichen Einheit. Und in der Person Bachs sah sie nicht nur den Neuorganisator der Verwaltung, sondern auch den Politiker, der die Bildung einer einheitlichen Staatsnation anstrebte. In dieser Periode war ja das beim Ministerrat formulierte leitende Motiv der Reform des höheren Unterrichtswesens „die Gestaltung des guten österreichischen Geistes“, die „ununterbrochen vor Augen gehalten werden mußte“.

Das Programm des Neoabsolutismus, das darin bestand, daß durch die entsprechende Verwaltungsorganisation und mit Hilfe der Bürokratie vom Habsburgerreich, das so unterschiedliche Strukturen umfaßte, ein einheitlicher Staat, und eine Staatsnation geschaffen werden soll, scheiterte in einem knappen Jahrzehnt. Die Studie sieht den Grund dafür über die strukturellen Gegebenheiten hinaus darin, daß die gesellschaftliche Basis des Systems nicht erweitert werden konnte, und die Achtung der Mittel- und Kleinbeamten im Laufe der Jahre infolge der schlechten materiellen Verhältnisse dieser Schichten sogar wesentlich geschwunden ist. (Vielleicht hätte man die Antipathie der Nationen gegenüber den fremden Beamten besser betonen müssen.) Doch ist Heindl der Meinung, daß das Verwaltungssystem von Bach ein beträchtlicher Versuch war — wie auch das von

Joseph II. — für die Schaffung eines im zeitgenössischen Sinne gemeinten modernen Staates.

Wir glauben, daß auch diese oberflächliche Schilderung des Gegenstandes des Bandes und der Gedanken der einleitenden Studie veranschaulicht, wie geeignet die publizierten Quellen dazu sind, den Forscher in die Grundfragen der Periode einzuführen, und daß die Protokolle als Grundquellen in Bezug auf die innere Struktur des Reiches bezeichnet werden können. Zum Apparat des Bandes und zur einleitenden Studie benützte Heindl ein vielseitiges Quellenmaterial, und zwar nicht nur das Material des Haus-, Hof- und Staatsarchivs, des Kriegsarchivs, die entsprechenden Fonds des Verwaltungsarchivs, sondern wo es nötig war, ergänzte er die fehlenden Akten des Innen- und Justizministeriums mit den Akten der Landesarchive. Die für die Gesamtheit des Neoabsolutismus gültigen Feststellungen der einleitenden Studie, hauptsächlich in Bezug auf das Verwaltungssystem, die staatliche Struktur, sowie die gesellschaftliche Basis des Systems sind aber nicht nur die Ergebnisse der Vorarbeiten zu einem einzigen Band. In ihnen widerspiegelt sich das für alle Forscher der Monarchie beachtenswerte Resultat der mehrjährigen Arbeit des berufenen Forschers der Periode.

*Éva Somogyi*

**В. А. Айзин, Революционные германские социалдемократы против империализма и войны (1907—1917 гг.). Москва, Наука, 1974, 330 стр.**

Der bekannte sowjetische Forscher der deutschen Arbeiterbewegung hat seine Sachkenntnisse und Analysefähigkeit schon in zahlreichen Monographien und noch mehr Studien unter Beweis gestellt. Auch diesmal geht es ihm nicht nur um die Synthese seiner bisherigen Forschungsergebnisse, sondern an zahlreichen Punkten auch um neue Analysen und um die Erschließung neuer Quellenmaterialien.

Bevor er auf die Behandlung der Problematik eingeht, gibt er eine interessante und reiche historiographische Einleitung, in der die frühere und heutige sowjetische Geschichtsschreibung, die einstigen deutschen Arbeiten sowie die deutsche marxistische Geschichtsschreibung gleicherweise umrissen werden. Es werden auch die einschlägigen Ergebnisse der Historiker der volksdemokratischen Länder erwähnt und auch die Geschichtsliteratur der westlichen Länder wird inhaltsreich und gleich-

zeitig kritisch behandelt. In den Mittelpunkt seiner Kritik stellt Ajzin die sich in den letzten Jahrzehnten anbahnende Bestrebung, die deutsche sozialdemokratische Bewegung und die ganze organisierte Arbeiterschaft ins deutsche politische Leben zu „integrieren“. Das kommt u. a. darin deutlich zum Ausdruck, daß auch der linken Gruppierungen und Richtungen gerade auf dieser Grundlage gedacht wird — in der deutschen Arbeiterbewegung wird das aber im Grunde genommen als „Fremdkörper“ behandelt, der über keinerlei wesentlichen Einfluß verfügte. Ajzin stellt mit Recht das Gegenteil fest und führt dafür auch Beweise an. Ein wichtiger Punkt bei der Integration und Opposition ist die Beurteilung des deutschen Imperialismus und eben im engen Zusammenhang mit dem Grundthema der gegenwärtigen Monographie konnte der Verfasser darauf hinweisen, wie entschieden der deutsche Imperialismus abgelehnt wurde und wie sehr diese Ablehnung in den breiten Kreisen der Arbeiter angewurzelt war. Dafür boten Ajzin u. a. die Reaktion der einstigen deutschen Arbeiterbewegung auf die „Hottentottenwahlen“, sowie die Reden und Artikel von Bebel und Singer den „Integrierenden“ gegenüber eine recht gute Möglichkeit.

Bei Anerkennung der Verdienste von Ajzin seien hier auch einige kritische Bemerkungen gemacht, zum Teil zu der Beurteilung der einstigen Vertreter der Bewegung und zum Teil zu seiner historiographischen Bewertung. Meines Erachtens unterzieht der Verfasser nicht nur Bebel einer scharfen Kritik sondern auch Kautsky, indem er sagt, daß sie und die Neue Zeit die These von der „kulturellen Mission“ angenommen haben. Die Kritik halte ich schon darum für nicht berechtigt, weil der große Unterschied zwischen David und Bernstein bzw. Bebel und Kautsky eben gegen 1907 ganz deutlich wurde. Während im rechten Flügel der Partei die These von der „Zivilisationsmission“ „positiv“ angenommen wurde und sich der Kreis der Sozialistischen Monatshefte die Kolonisation begeistert unterstützte, wurde all das von Kautsky und der Neuen Zeit in der Praxis scharf kritisiert. Ihr Fall erinnert an den von Jaurès — es ist ja bekannt, wie positiv Kautsky auf dem Stuttgarter Kongreß aufgetreten ist. Zu alledem sei noch hinzugefügt: die Kolonisation selbst war — eben aufgrund der Beobachtungen von Marx — eine kompliziertere Erscheinung, da gerade er die „doppelte“ Wirkung der Kolonisation recht überzeugend bewiesen hat. Die sich stirkende Arbeiterbewegung wurde also nicht nur mit „Scheinproblemen“ sondern auch mit tatsächlichen Problemen konfrontiert.

Was die historiographische Bearbeitung dieser Probleme anbelangt, hat Ajzin ein zweifelsohne riesiges Material bearbeitet. Meine Kritik gilt der Art und Weise der Bearbeitung. Der Verfasser schreibt an mehreren Stellen von bürgerlicher „und“ sozialdemokratischer Geschichtsliteratur, obwohl dieses „und“ offenbar nicht so einfach verbindend sein kann. Genauso ist auch die Kategorie „revisionistisch und zentrisch“ problematisch, besonders wenn Ajzin bei der Erörterung der modernen Geschichtsliteratur von Luxemburg an dieser Stelle auch die Werke von F. Marek und E. Fischer behandelt. Dieser modernen Luxemburg-Literatur ist meines Erachtens an mehreren Stellen eine positivere Bedeutung beizumessen und nicht nur in der Hinsicht wie beim Verfasser, wenn er anerkennt, daß die neuen Arbeiten in mehreren Beziehungen auch neue Quellen an die Oberfläche brachten.

Die Fachforscher werden in der Monographie von Ajzin über die fein schattierten Bewertungen hinaus auch die Bearbeitung von weniger bekannten Materialien mit Freude begrüßen. Hierbei seien die schwerer zugänglichen deutschen sozialdemokratischen Parteiblätter erwähnt, und noch mehr die Artikel, die in den zeitgenössischen russischen sozialistischen legalen und illegalen Blättern erschienen sind sowie die äußerst zerstreute mächtige Memoirenliteratur. Die Experten der Frage werden aber die Archivmaterialien besonders zu schätzen wissen, die der Verfasser von der Korrespondenz von Luxemburg, Zetkin, Jogiches und Mehring — zum größten Teil aus den Moskauer Archiv — nun dem Leser erschließt. Nicht als ob diese Briefe etwas grundlegend anderes und bis jetzt ungeahnte Meinungen dem Leser erschließen würden, Zetkin, Luxemburg und Mehring waren ja keineswegs Menschen, die aus ihrer Meinung einen Hehl gemacht hätten. Alle haben in einer ganzen Reihe von Artikeln ihre kritischen Standpunkte erörtert, diese vertraulichen Briefe ergänzen jedoch das bis jetzt Geschriebene, und oft sind sie auch schärfer und „freimütiger“. Von den Archivmaterialien zitiert Ajzin auch aus der Dittman-Korrespondenz „militante Gewerkschaftsbriefe“, die eine neue andere Schicht besser erkennen lassen. Interessant sind auch die „außenstehenden“ Archivmaterialien, in denen die deutsche Polizei ihre „Beobachtungen“ bearbeitete und entweder über einzelne Aktionen oder über die Gestaltung der Arbeiterbewegung im gegebenen Jahr eine summierende bewertende Meinung gab. Dies hat auch die russische Miliz getan, beziehungsweise ihre ausländischen Beauftragten, die mit der diplomatischen Körperschaft Ohrana zusammenarbeiteten.

Ihre Meldungen zeugen genauso davon, wie sorgfältig die Gestaltung des Kräfteverhältnisses und der Standpunkte in den inneren Gruppierungen der deutschen sozialdemokratischen Bewegung sowie Diskussionen auf den Kongressen der II. Internationale verfolgt wurden. Schließlich bereichert Ajzin die Kenntnisse des Lesers auch dadurch, daß er die vorläufig oft nur noch in den Archiven brachliegende Korrespondenz der russischen Sozialisten behandelt. Es kann natürlich nicht gleichgültig sein, was für eine Meinung sich die z. B. auf dem Stuttgarter Kongreß (oder auf den einzelnen deutschen Parteiveranstaltungen) teilnehmenden russischen Sozialisten über die deutschen Leiter, Theoretiker oder eben über die „Bewegung“ der ganzen Partei selbst verschaffen konnten.

Die Arbeit des sowjetischen Verfassers bietet also den Interessenten wirklich viel Neues, obwohl meines Erachtens die Bearbeitung der Periode 1912—13 im Verhältnis zu der Periode 1907—1911 weniger reich ist, einige Momente und Aspekte der Suche nach neuen Wegen werden vom Verfasser nicht behandelt, so u. a. die Tatsache, daß sich in diesen Jahren in der deutschen Arbeiterbewegung nicht drei sondern vier Richtungen entfaltet haben.

János Jemnitz

### Geschichte der Sorben

I. J. BRANKAČK, F. METŠK, Geschichte der Sorben, von Anfängen bis 1789, 332 S.

II. J. SOLTA, H. ZWAR, Geschichte der Sorben 1789—1917, 328 S.

III. M. KASPER, Geschichte der Sorben 1917—1945, 220 S.

IV. K. J. SCHILLER, M. THIEMANN, Geschichte der Sorben von 1945 bis zur Gegenwart 322 S. VEB Domowina-Verlag Bautzen 1974—1979.

Die mehr als 1200seitige Synthese, die auf den Erfahrungen früherer geschichtlicher Abhandlungen fußt, versucht eine vollständige Darstellung der Geschichte der in der DDR lebenden Sorben zu geben. Bei der Auseinandersetzung um die das Buch vorbereitenden Studien, Manuskripte verfuhr das Autorenkollektiv nach einer einheitlichen Konzeption: die sich vor 1945, hauptsächlich auf sprachliche und kulturelle Bereiche konzentrierende Unter-

suchungen, wurden auf die wirtschaftliche und soziale Sphäre ausgedehnt. Anfang der 70-er Jahre wurde an der Akademie der Wissenschaften der DDR, an der Leipziger Karl-Marx-Universität sowie in der Domowina das Projekt einer mehrbändigen Synthese der sich mit Sorben befassenden geschichtlichen Forschung angenommen. Nicht zu vergessen ist hier das Werk „Die Geschichte des Sorbischen Volkes“, das 1884 von dem Polen W. Boguslawski und dem Sorben M. Hornik geschrieben wurde.

Die Methode der Bearbeitung in den ersten drei Bänden ist eher deskriptiv als bewertend, jedoch verändern sich die Proportionen im vierten Band. Die internationalen politischen Zusammenhänge, über die Veranschaulichung der geschichtlichen Erscheinungen hinaus, scheinen dem Leser jedoch etwas zufällig. Trotzdem gefällt dieses Unternehmen auch dem Forscher, weil eine der Grundvoraussetzungen der Nationalitätenpolitik Leninschen Stils, das historische Bewußtsein der gegebenen Nationalität zu gestalten und formen, in der historischen Epoche, als zunächst auch die Geschichte größerer Nationalitäten, als „innerstaatliches Problem“ behandelt und später totgeschwiegen wird. Auch in dieser Hinsicht kann dieser Versuch als in gewissem Sinne bahnbrechend bewertet werden.

Zu diesen Bänden wurden sowohl Archivmaterialien, als auch sekundäre Quellen, Studien in großer Zahl, zeitgenössische Statistiken und Angaben, Archiv- und Forschungsmaterialien der in slawischen Ländern vorhandenen slawischen Institute aufgearbeitet.

In der Freilegung und Bearbeitung der Quellen können wir ähnliche Wege begehen, bzw. die obigen Methoden können auch bei uns unter noch intensiverer Einbeziehung der Nationalitätenforscher angewendet werden.

Im ersten, von J. Brankačk und F. Metšk konzipierten Band werden die ersten Jahrhunderte der sorbischen Niederlassung und Landnahme (von 6. bis 9. Jahrhundert n. u. Z.) bis zur Großen Französischen Revolution analysiert, wobei die Studien von S. Musiat, J. Gardoš, J. Knebel, B. Nawka, J. Raup und H. Schuster-Šewc benutzt wurden.

Aufgrund der Aufzeichnungen von griechischen, lateinischen, arabischen, gotischen, fränkischen und bayrischen Geographen und Geschichtsschreibern kann die slawische Landnahme zwischen 531—620 im Gebiet zwischen der Oder/Neiße und der Elbe, bzw. der Spree, Mulde, Weißen Elster, respektive der Saale und Queis/Bober rekonstruiert werden. Die hier ansässige slawi-



sche Population zerfällt im 9. Jahrhundert in 6 größere Stämme, deren Siedlungsgebiete etwa 40 000 km<sup>2</sup> umfassen.

Die bis zum heutigen Tag ausgeführten Ausgrabungen, weiterhin Ortsnamen, schriftliche Quellen u. a. belegen die Existenz einer materiellen und geistigen Kultur der Sorben. Neben den Voraussetzungen der Produktion, steht der Produktionsvorgang selbst im Vordergrund der Behandlung der Verfasser. So erkennen wir, daß das Haus, das Vieh, das Geld, die Sklaven, die Produktionsmittel in Privateigentum übergehen, mit Ausnahme des Waldes, der Seen und der Äcker, die im Rahmen der Militärdemokratie Gemeineigentum bildeten, welches zur grundlegenden Voraussetzung für die Errichtung von größeren Feldschanzen und Burgen zu Verteidigungszwecken wird. Westlich der Oder fand man mehr als 600 Festungen mit Burgwällen, mit deren Freilegung noch kaum begonnen wurde.

Die detaillierte Darlegung der sich auflösenden Gentilgesellschaft ermöglicht eine genaue Analyse der zeitgenössischen Quellen (z. B. Widukind von Corvey im 10. Jh.). So erfährt der Leser, daß das Elbe-Saale-Oder-Neiße-Gebiet infolge der zerstörenden Feldzüge von Heinrich dem Vogler und Otto dem Großen, dem heiligen-römischen Reich der deutschen Nation angeschlossen wird.

Nach Einschätzung der Verfasser wurden 50 000 Sorben von der deutschen Bevölkerung westlich der Oder eingekleidet. Die Mehrheit dieser Sorben „im Vendenlande“ sprach schon Anfang des 15. Jahrhunderts deutsch.

Es werden weiterhin die größeren Siedlungswellen beschrieben, die Zeit, als Franken, Vallonen, Hessen, Rheinland-Pfälzer usw. die Möglichkeit hatten, sich hier in größerer Zahl niederzulassen und damit die ethnischen Verhältnisse im Sorbenland wesentlich veränderten. Wir bekommen Eindrücke vermittelt vom Bild des mittelalterlichen Bauerndorfes, der Stadt, wir erfahren wesentliches über die Klassen- und Nationalitätengegensätze, über die Bauernaufstände und über das Alltagsleben des Bürgertums in der Lausitz.

Wir lernen die sorbischsprachigen Veröffentlichungen kennen, Schriften, die mit dem Sorbentum zu tun haben, sowie den Lebensweg ihrer Verfasser (z. B. Handros Tara: *Enchiridion Vandalicum* usw.).

Als eine tragische Epoche der sorbischen Geschichte wird die Zeit des Dreißigjährigen Krieges dargestellt, als etwa 50% der hier lebenden Bevölkerung umkommt.

Das Erscheinen neuer Siedler führt im weiteren zur Einengung des sorbischen Sprachgebietes. Gleichzeitig verschlechtert der Mangel an

Freizügigkeit und die Lasten der zweiten Leibeigenschaft auch die Lebensumstände der Sorben. Dies widerspiegelt sich in den verschiedenen Formen des Bauernwiderstandes (verlangsamtes Arbeitstempo, oberflächliche Verrichtung des Frons, unpünktliche Lieferung der Produkte, Schreiben von Bittschriften und Petitionen, Flucht usw.). Nach der Reformation ist die niedere lutheranische Geistlichkeit die einzige gebildete Schicht des Sorbentums, welche das Sorbische als Kirchensprache verwendet, den Gebrauch der Sprache fördernde literarische Versuche unterstützt (z. B. schreibt J. Chojnan über die sorbische Grammatik, oder J. Ermelius gibt das sorbische Alphabet heraus usw.), und damit zum Träger und Hüter der Nationalität wird.

Die sich in dieser Zeit konstituierende Hohenzollern-Monarchie versucht ihre Staatseinnahmen zu erhöhen, indem sie z. B. den französischen, deutschen und tschechischen Siedlern Ackerboden verschafft und gleichzeitig die Industrialisierung vorantreibt. In der Folge wird das sorbische Sprachgebiet noch schmaler; obendrein erläßt Friedrich I. das sog. Brandenburger Rescriptum, wonach das sorbische Gebiet in drei Verwaltungseinheiten geteilt und in das Preußische Königreich einverleibt wird, und die sorbischsprachigen Veröffentlichungen verboten, es bestimmte die Art und Weise des Deutsch-Unterrichts der sorbischen Jugend.

Zwischen 1660 und 1740 verlagert sich die Entwicklung der sorbischen Sprache auf die Gebiete, in denen eine verhältnismäßig tolerante Sprachpolitik betrieben wird. Das hatte zur Folge, daß sich anfangs mehrere, später zwei Literatursprachen aus den Volkssorbischen entwickelten.

Die Geschichte des Sorbenlandes ist zum Teil auch Siedlungsgeschichte. Beweis dafür ist der Umstand, daß Friedrich II. in die zum Kriegsschauplatz gewordene und zerstörte Lausitz Ansiedler aus Hessen, Rhein-Pfalz und Böhmen holte. Vorübergehend wurden Veröffentlichungen in sorbischer Sprache genehmigt (zu dieser Zeit erschien eine Studie von G. Körner: *Philologisch-kritische Schriften über die wendische Sprache und ihren Nutzen in der Wirtschaft usw.*), aber nach der französischen Revolution, gefolgt von zahlreichen Bauernunruhen, unterdrückte der preußische Absolutismus auch die sorbischsprachigen Bestrebungen und die sächsische und preußische Macht versuchte, zum Teil mit Erfolg, die hiesige Bevölkerung in die europäischen Kämpfe einzubeziehen.

Um 1800 wird die Zahl der sorbischen Population auf 250 000 geschätzt, davon lebten 200 000 in dem damaligen Sachsen und 50 000 in Preußen, aber nach den napoleonischen Kriegen

kamen etwa 200 000 Sorben zu Preußen, einfach durch die Veränderung der Staatsgrenzen zugunsten des gegen Napoleon kämpfenden Preußen.

Die zwischen 1819 und 1821 eingeführte begrenzte Befreiung der Leibeigenen setzte die Agrarentwicklung auf preußischem Wege im ganzen Lande in Bewegung, verbunden mit den allgemeingültigen Symptomen der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Differenzierung.

Durch die Wirkung der Romantik und infolge der Bestrebungen Herders unternahm ein Teil der Intelligenz in den überwiegend von Sorben bewohnten Gebieten Versuche, die Sprache, Geschichte, Ethnographie und das Volksliedgut neu zu entdecken und wieder freizulegen. Die Kenntnis der sorbischen Sprache, der alltägliche und literarische Gebrauch ihrer Wendungen waren die Hauptzwecke des 1814 in Leipzig gegründeten Studentenvereins „Sorabia“.

Ganze Dichter-, Schriftsteller- und Übersetzergenerationen wuchsen in dieser Periode heran, z. B. die vielleicht hervorragendste Persönlichkeit dieser Epoche, Handrij Zejler, dessen Gedichte schon zu seinen Lebzeiten zu Volksliedern wurden und heute noch leben.

O. Wićaz schrieb über ihn: „Das wertvollste Erbe für H. Zejler und seine Freunde war die sorbische Sprache“. Er verfaßte das Lied „Rjana Lužica“, das als Hymne der sorbischen Nationalität gesungen wird.

Dagegen trat die erstarkende liberale deutsche Bourgeoisie auf. Man billigte Friedrich Lists Antrag bzw. seine Konzeption, wonach die Slowenen, Tschechen, Sorben und Polen germanisiert werden müssen. Angesichts des Verfalls des Türkischen Reiches, schwebte Fr. List die Schaffung eines germanisch-ungarischen Reiches vor.

Die preußischen und die sächsischen Schulreformen (1830 und 1835) waren befugt, die weitere Germanisierung vorzubereiten, den deutschsprachigen Unterricht zu preferieren. Die Amtssprache für alle sorbische Untertanen wurde das Deutsche, in Preußen kam es sogar zur Eindeutschung eines Teils der sorbischen Familiennamen.

Die sich auf das Bauerntum stützende sorbische nationale Bewegung versuchte die Eindeutschung zu verhindern, und jene Positionen einzunehmen und zu benutzen, die die von preußischen und sächsischen Königen, in Berlin und Breslau, bewilligten slawischen Lehrstühle boten.

Der Slawische Akademische Verein (1847) tat weitere Anstrengungen zur Entwicklung des Sorbischen, zur Erschaffung einer einheitlichen Literatur und Sprache. Infolge seiner Tätigkeit entstand aus mehreren Dialekten am Ende des 19. Jahrhunderts die einheitliche obersorbische Litera-

tursprache, die sich sowohl in der Aussprache der Wörter als auch in der Schreibweise von dem Niedersorbischen abhebt. Eine einheitliche Schreibweise bildete sich erst nach 1945 heraus.

Im weiteren stellen die Verfasser das Verhältnis der Nationalitäten zueinander und zum Staat in der Zeit nach der Reichsgründung (1871) dar. Besonders betont wird, daß die sorbische Frage nicht mit der der polnischen gleichgesetzt werden kann. (Die Zahl der polnischen Staatsbürger betrug 3,5 Millionen, dagegen die der sorbischen 200 000.)

O. Bismarck nannte die Sorben „die Mittel der panslawistischen Agitation“ und nach 1882 begann für die Sorben eine Epoche der „totalen Germanisierung“. Aus den Schulen verschwindet allmählich das Sorbische. Der Bau der Eisenbahn, die Entwicklung der Industrie waren auf sorbischem Boden deswegen wünschenswert, weil dadurch die intensivere Einbeziehung sorbischer Gebiete begünstigt wird, und damit der Anschluß an die deutschsprachige Kultur gewährleistet wird.

Den Konformismus der sorbischen Intelligenz verurteilend, rufen J. B. Cisinski und A. Bart die Domowina (1912) in Hoyerswerda, eine sich für die Interessen des Sorbentums einsetzende Organisation ins Leben. Auch heute besitzt sie innerhalb der Nationalen Front der DDR Interessenvertretung. Während des ersten Weltkrieges, dann in der Weimarer Republik und nach der Machtergreifung des Faschismus mußte diese Organisation neben dem Sokol-Bund (1922) und anderen sorbischen Vereinen einen rücksichtslosen Kampf führen, um die sorbische Sprache überhaupt zu erhalten. In diesem Kampf erhielt sie bis 1933 beträchtliche Unterstützung von der KPD, die gegen die chauvinistischen und faschistischen Umtriebe im Landtag und in der Praxis protestierte und versuchte, alles zu retten, was in der Zeit bis 1933 noch zu retten war.

Bis zur Befreiung der Lausitz war der Gebrauch der sorbischen Sprache auf die Familie beschränkt. Nach 1940 kam es zu Deportationen, Zwangsevakuationen der sorbischen Bevölkerung nach Elsaß-Lothringen, welche erst nach der Schlacht von Kursk eingestellt wurden.

Hitlers Sturz wurde von den demokratischen Kräften als historische Notwendigkeit begriffen. Gleich nach dem Krieg wurden diese demokratischen Kräfte aktiv. Die Verfasser analysieren an dieser Stelle die von den demokratischen Parteien vertretenen Alternativen. Im Osten des Landes gelang es den fortschrittlichen Kräften in kurzer Frist alle maßgebenden Elemente in Bewegung zu setzen.

Die Sorben und ihre Organisationen (z. B. die Domowina) schlossen sich erst später, im Prozeß

der beginnenden Demokratisierung, der SED an. Es wurde ein Gesetz über die Verteidigung der Rechte der sorbischen Nationalität verabschiedet. Das zerstörte Sorbische Haus in Bautzen wurde wieder aufgebaut, eine neue Schulpolitik begann, d. h. es wurden neue Schultypen in die sorbischen Dörfer eingeführt.

Durch die Verwaltungsreform und die Industrialisierung kam es langsam zur Erleichterung des Lebens der Dorfbewölkerung. Seit 1953 sendet die Radiostation in Görlitz regelmäßig sorbischsprachige Programme. Die zweite Schulreform (1964) trug dazu bei, den zu großen Unterschied zwischen dem sorbischen Dorf und der Kleinstadt zu nivellieren.

„Das Perspektivprogramm der sorbischen Kultur“ als Dokument, welches bis zum Ende der 70-er Jahre die Aufgaben und Funktionen der sorbischen Interessenvertretung und der daran interessierten staatlichen Organe bestimmt, kann als Projekt der sorbischen Zukunft gedeutet werden.

Das Werk wird durch Ausgewogenheit gekennzeichnet, wenn auch die bloße Beschreibung der Domowina-Kongresse (z.B.) für den Leser etwas trocken und schablonenhaft wirkt.

Mit Hilfe der bisher unveröffentlichten Materialien und durch Kreativität und Invention ist es den Verfassern gelungen, ein Werk zu schaffen, das sich durch einen konsequenten und gleichmäßigen Aufbau auszeichnet.

*Domonkos Illényi*

Историография новой и новейшей истории стран Европы и Америки. Москва, 1977, Изд. Московского Университета, 575 стр.

Ответственный редактор книги-учебника — хорошо известный и в Венгрии учёный, профессор И. С. Галкин, члены редколлегии — А. В. Адо, И. П. Дементьев, А. Д. Колпаков. Почти все авторы советские историки, только немецкие главы написаны И. Штрайзандом, и Э. Энгельбергом.

Книга, как уже указывает её название, является очерком истории историографии и исторической мысли нового и новейшего времени стран Европы и Америки. Так как новое время начинается в учебнике с XVI века, то постановка темы означает, что в нём не говорится об историках, занимавшихся древней и средневековой историей. Их имена появляются лишь в связи с какими-либо направлениями, как например, М. Блок. В учебнике показана историография только самых крупных стран, а среди них и русская, а точнее показаны те произведения советских историков, которые занимаются историей европейских стран или Америки.

В соответствии с этим мы не можем ознакомиться всей историей историографии всемирной или европейской. Однако было бы неравномерно поставить это в вину авторам учебника, так как этому есть своя причина, заключающаяся в региональном разделении изучения истории в СССР.

В предисловии говорится, что в учебнике затрагиваются не только сама историография и её внутренние проблемы, но и развитие исторической мысли. Этому заявлению вполне соответствует первая глава работы, а вот дальше, и особенно после 1917 года, исследуется в основном профессиональная историография. В то же время в учебнике показано, какие исторические концепции принимают отдельные коммунистические партии и их руководители, а точнее, какими проблемами они занимаются.

Передача содержания учебника требует слишком длительного времени, по этому мы лишь затронем обсуждаемые в нем вопросы. Книга делится на две большие почти равные части, первая часть до 1917 года, вторая — после 1917 года. Первая небольшая глава довольно удачно показывает наиболее крупных историков и мыслителей 16—18 вв., начиная даже не с Макиавелли, а с Флавио Бьондо и Лоренцо Валла, анализирует деятельность представителей эпохи английской революции и эпохи просвещения, при этом в основном исследуются их исторические взгляды. Так как в книге нет средних веков, поэтому в ней ничего не говорится о болландистах, о Мабиллоне и его школе.

Следующая глава освещает историческую мысль и науку до возникновения марксизма, то-есть исследует уже образование буржуазной историографии. Сначала идут Де Местр и Бональд с их историческими взглядами, а затем наиболее значительные в это время французские, немецкие и английские историки. В отношении русских историков эта глава значительно богаче, так как здесь показаны даже Карамзин и Погодин, но и, конечно, Грановский, занимав-

шийся не русской, а западно-европейской историей.

В третьей главе освещается образование марксистской историографии, английской, французской, немецкой, американской и русской историографии вплоть до конца XIX века, а в первой части последней главы историографии эпохи империализма, где показаны Дильтей, Виндельбанд и Риккерт, далее Кроче, большие синтезы по всеобщей истории в начале XX века и Макс Вебер.

В русской историографии речь идёт о М. М. Ковалевском, и, конечно, о его работах по новой истории. Значительная часть подглавы посвящена образованию ленинского этапа в исторической науке.

В первой главе второй части учебника показывается советская, английская, французская и американская историография между двумя мировыми войнами. В самой большой последней главе мы находим большой отчёт о советских работах, занимающихся историей европейских и американских стран, а затем короткий отчёт о болгарской, венгерской, ГДР-овской, польской, румынской, чехословацкой, югославской и кубинской историографии, и, наряду с американской, французской, английской и западно-германской историографией, об итальянской и латино-американской историографии.

В небольших частях, посвящённых отдельным странам, даются короткие введения, освещающие политическое положение, проблемы, политическую мысль соответствующих стран, а затем перечисляются отдельные направления (консервативное, либеральное, после 1917 года неолиберальное и т.п.), а также не вошедшие в эти направления школа Аннали, экономическая и социальная история второй половины XIX века. В отдельных подглавах говорится о марксистской историографии, а после 1917 года в подглавии об отдельных ключевых вопросах (буржуазные революции, рабочее движение, колониальный вопрос или внешняя политика) в историографии. В то же время в каждом случае даётся короткий очерк об учреждениях, об университетах, о научно-исследовательских институтах, обществах.

Свои выводы о них авторы отдельных подглав не распространяют на все случаи, а делают их довольно гибко и избирательно, что, с одной стороны, полезно, так как лучше отражает действительное положение, с другой стороны, это несколько путает читателя.

В первых главах, особенно в связи с исторической мыслью, мы довольно много

узнаём о методологических и теоретических вопросах. Однако, в последующих главах об этом пишется не всегда. А о различных американских историко-философских направлениях 20 века, например, об аналитической исторической философии автор соответствующей части не пишет вообще ничего. Однако этим можно было бы значительно расширить довольно бедную в этой части историю исторической мысли.

Особенно сожалительно венгерскому читателю, что из этой книги он ничего не узнает о результатах работы венгерских историков.

Сужение на новую и новейшую историю, на историографию больших наций обязательно ведёт к таким недостаткам, что имена Фюстеля де Куланжа и Нибура упоминаются лишь случайно, а об их влиянии на методику развития историографии не говорится ничего. «Mopumenta Germaniae Historica» также упоминается лишь в связи с системой учреждений, а Пиренна уже нет, видимо потому, что он медиевист и к тому же бельгиец. Не фигурирует в учебнике также и Хуэйзинга и хотя методология не его специальность, однако историческую мысль без него понять трудно. Хорошо ещё, что не забыт в английской межвоенной историографии Тойнби.

В последней главе, как мы уже упоминали, говорится об отдельных европейских социалистических странах, но объём информации о них весьма ограничен. Так, если по историографии ФРГ после 1945 года мы находим 20 страниц, то по историографии ГДР только 3.

Однако необходимо сказать, что при всех недостатках, происходящих из-за заданных во введении ограничений, в конечном итоге, с точки зрения большого материала, речь идёт об очень полезной книге, дающей обзор большей части европейской и американской историографии. Из историков нового времени нет такого значительного имени, которое бы не упоминалось в учебнике.

Авторы, конечно, весьма критичны к буржуазной историографии. Так, говоря о школе Аннали, они подчёркивают, что из поля зрения историков этой школы выпали классовые отношения и классовая борьба. В связи с Ч. Бирдом они говорят, что в экономической интерпретации американской конституции он не раз допускал вульгарно-материалистические ошибки. Однако, наряду с ошибками, авторы учебника в каждом случае, в том числе и после 1945 года, подчёркивают и позитивные моменты, дают взвешенную оценку тем или иным историкам и ни разу не впадают в крайность. А где это и случается, как например, с историогра-

фией нацистской Германии, то это вполне оправдано и заслужено.

Речь идёт об учебнике для университетов в СССР, пользующихся русским языком, поэтому вполне понятно, что в конце книги даётся библиография работ изданных только на русском языке, но сюда же включаются и переводы иностранных авторов на русский язык. Невольно напрашивается сравнение данного пособия с двумя томами историографии, написанными ранее исследователями того же университета, в которых разбираются те же темы, и которые являются как бы предпосылкой рецензируемого учебника. Новая, значительно меньшая по объёму работа, в действительности, более содержательна, а оценки в ней более уравновешены.

Таким образом, хотя читатель и сожалеет об отсутствии определённых проблем, всё же он с большой радостью может приветствовать появление этого учебника. Мы хотели бы надеяться, что историки других регионов сообщат нам в подобных по размеру и характеру книгах результаты их исследований и из этого рано или поздно будет создана полная история историографии стран Европы и Америки. Если в ней сохранится характер и дух рецензируемого учебника, это может быть очень хорошая работа.

*Эмиль Нидерхаузер*

## AUTEURS DES COMPTES-RENDUS

*István Dolmányos*, docteur ès sciences historiques, professeur à l'Université des Sciences de Budapest; *Domonkos Illényi*, candidat ès sciences historiques, maître de conférence à l'Université des Sciences de Budapest; *János Jemnitz*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences; *Emil Niederhauser*, docteur ès sciences historiques, conseiller scientifique à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences; *Éva Somogyi*, candidat ès sciences historiques, collaboratrice en chef à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences.

PRINTED IN HUNGARY  
Akadémiai Nyomda, Budapest

*Acta Historica* publishes papers on history in French, English, German and Russian.

*Acta Historica* appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultura” Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. POB. 149) or its representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei “Kultura” Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

---

Журнал “*Acta Historica*” публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

“*Acta Historica*” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле “Kultura” (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE  
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001  
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street  
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

**AUSTRIA**

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1206 Wien XX

**BELGIUM**

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE  
30 Avenue Marnix, 1050 Bruxelles  
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER  
162 rue du Midi, 1000 Bruxelles

**BULGARIA**

HEMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

**CANADA**

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017  
Postal Station "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

**CHINA**

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22  
115 66 Praha  
PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2  
PNS DOVOZ TLAČE, Bratislava 2

**DENMARK**

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6  
1165 Copenhagen K

**FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY**

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER  
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

**FINLAND**

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

DAWSON-FRANCE S. A., B. P. 40, 91121 Palaiseau  
EUROPÉRIODIQUES S. A., 31 Avenue de Ver-  
sailles, 78170 La Celle St. Cloud  
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTA-  
TION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac  
75240 Paris Cedex 05

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR  
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin  
DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT  
Straße der Pariser Kommüne 3-4, DDR-104 Berlin

**GREAT BRITAIN**

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION  
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET  
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.  
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN  
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate  
Wellingborough, Northants NN8 2QT  
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House  
Folkstone, Kent CT19 5EE  
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street  
London WC1E 6BS

**GREECE**

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL  
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

**HOLLAND**

MEULENHOF-BRUNA B.V., Beulingstraat 2,  
Amsterdam  
MARTINUS NIJHOFF B.V.  
Lange Voorhout 9-11, Den Haag

**SWETS SUBSCRIPTION SERVICE**

347b Heereweg, Lisse

**INDIA**

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14,  
Asaf Ali Road, New Delhi 110001  
150 B-6 Mount Road, Madras 600002  
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD  
Madame Cama Road, Bombay 400039  
THE STATE TRADING CORPORATION OF  
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok  
36 Janpath, New Delhi 110001

**ITALY**

INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino  
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via  
Lamarmora 45, 50121 Firenze  
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58  
20124 Milano  
D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma

**JAPAN**

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD.  
17-7 Shinjuku 3 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91  
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,  
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31  
NAUKA LTD. IMPORT DEPARTMENT  
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

**KOREA**

CHULPANMUL, Phenjan

**NORWAY**

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S., Karl  
Johansgatan 41-43, 1000 Oslo

**POLAND**

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-  
kowska 80, 00-517 Warszawa  
CKP I W, ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

**ROUMANIA**

D. E. P., București  
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, București

**SOVIET UNION**

SOJUZPECHAT — IMPORT, Moscow  
and the post offices in each town  
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

**SPAIN**

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

**SWEDEN**

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26  
101 20 Stockholm  
GUMPERTS UNIVERSITETSBOKHANDEL AB  
Box 346, 401 25 Göteborg 1

**SWITZERLAND**

KARGER, LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

**USA**

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES  
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201  
F. W. FAXON COMPANY, INC.  
15 Southwest Park, Westwood Mass. 02090  
THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION  
AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14868  
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.  
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006  
STECHELT-MACMILLAN, INC.  
7250 Westfield Avenue, Pennsauken N. J. 08110

**YUGOSLAVIA**

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd  
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad



# Acta Historica

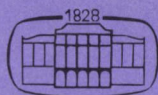
ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS,  
I. T. BEREND, I. DIÓSZEGI, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ,  
E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS,  
E. PALOTÁS, E. PAMLÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. SZÉKELY, GY. TOKODY,  
L. ZSIGMOND

secrétaire de Rédaction: A PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

TOME 29

Nº 2—4



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1983

# ACTA HISTORICA

## REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

---

*Acta Historica* paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

*Acta Historica* est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

### AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie  
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:  
*H-1014 Budapest, Uri u. 53.*

Abonnement:  
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur "KULTURA"  
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

## SOMMAIRE

### ETUDE

<i>Jenő Szűcs</i> , The Three Historical Regions of Europe .....	131
--	-----

### COMMUNICATION

<i>Lajos Lukács</i> , Relations entre le Vatican et le Gouvernement de Versailles .....	185
---	-----

### VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Compte rendu sur le 8 <sup>ème</sup> Congrès International d'Histoire Economique (Budapest, du 16 à 20 août 1982) .....	211
<i>Interventions hongroises dans les sections C du Congrès</i> .....	217
<i>György Granasztói</i> , Sur l'industrie urbaine du bâtiment en Hongrie (1400-1650) (C/18) .....	217
<i>Éva Vámos, Ferenc Szabadvány</i> , The Role of South-German Merchant Firms in Upper Hungarian (Central Slovakian) Mining in the Period Directly Following the Fuggers (1548–1569) (C/14) .....	233
<i>Walter Endrei</i> , Capital and Labor. A Case Study of the Silk Throwing Mill (C/1) .....	239
<i>Gusztáv Heckenast</i> , Über die sogenannten „Historischen Nachrichten“. (C/14) .....	245
<i>Aladár Madarász</i> , Victorian Travellers to Nowhere: Socialism and Economic Utopias in the Late XIXth Century (C/9) .....	251
<i>László Katus</i> , Public Finance and Economic Growth in Hungary During the Age of Dualism (1867–1913) (C/11) .....	257
<i>Julianna Puskás</i> , Hungarian Migration Patterns. New Research in Hungary (C/23) .....	265
<i>Antal Mátyás</i> , Ein Vergleich zwischen Friedmans und Keynes' Ansichten aus einem marxistischen Aspekt (C/28) .....	273
<i>Katalin Ferber</i> , The Domestic and International Equilibrium of the Hungarian Economy in the Years Following the Stabilization (1924–1931) (C/11) .....	283

### CHRONIQUE

Wissenschaftliche Diskussion anlässlich des 100. Jahrestages der Geburt Otto Bauers (Sándor Csúrdi) .....	287
---	-----

## COMPTES RENDUS DES LIVRES

<i>Imreh, István</i> , Viață cotidiană la Secui 1750—1850 (Zsolt Trócsányi) . . . . .	305
Sborník k 150. výročí úmrtí Josefa Dobrovského. Red. <i>Milan Kopecký</i> (István Fried) . . . . .	306
<i>Józef Chlebowczyk</i> , On Small and Young Nations in Europe. Nation-forming Processes in Ethnic Borderlands in East-Central Europe (Emil Niederhauser) . . . . .	308
<i>Monika Glettler</i> , Pittsburgh—Wien—Budapest. Programm und Praxis der Nationalitätenpolitik bei der Auswanderung der ungarischen Slowaken nach Amerika um 1900. (Júlianna Puskás) . . . . .	311
<i>Heinrich Grossheim</i> , Sozialisten in der Verantwortung. Die französischen Sozialisten und Gewerkschaftler im ersten Weltkrieg. 1914—1917. (János Jemnitz) . . . . .	315
Международное рабочее движение. Вопросы истории и теории (Я. Емниц) . . . . .	318
Spoločný osud — spoločná cesta. Účast' príslušníkov slovenskej národnosti v robotníckych a roľníckych hnutiach 19. a 20. storočí na území Maďarska. (Štúdie) Red. <i>Imre Polányi</i> (Emil Niederhauser) . . . . .	321
Johannes Vitéz de Zredna, Opera quae supersunt. Edidit <i>Iván Boronkai</i> (Erik Fügedi) . . . . .	322
<i>Szakály, Ferenc</i> , Hungarian Taxation in the Hungary Under Turkish Rule (János Búza) . . . . .	324
<i>Köpeczi, Béla</i> , Avant la décision. Évolution idéelle du jeune Rákóczi. (György Granasztói) . . . . .	327
Conception de l'histoire des collaborateurs de la revue «Huszadik Század» (Vingtième siècle) (Ferenc Mucsi) . . . . .	330
<i>Lağzi, István</i> , Uchodźcy polscy na Węgrzech w latach drugiej wojny światowej. (E. N.) . . . . .	331
<i>Tilkovszky, Loránt</i> , Ungarn und die deutsche „Volksgruppenpolitik“ 1938—1945. (E. N.) . . . . .	333

## BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1981 . . . . .	337
--	-----

ETUDE

---

# The Three Historical Regions of Europe

An outline\*

JENŐ SZÜCS

## I.

### Where do the internal borders of Europe run?

JENŐ SZÜCS, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, Úri u. 53. 1014.

\* This study is dedicated to the memory of István Bibó (1911–1979) who was a political scientist and thinker, not a historian, yet history forms an organic part of his work. He set an example also to historians by realizing that behind “events” lie certain structures that are essential even in the long term and that for the present day at once define limits and demonstrate possibilities. Within the sphere of the limits that he gauged with precision and the possibilities that he defined within the realities can be found the essence of István Bibó’s life’s work: What could or should be done so as to maximalize the possibilities of a society whose historical and structural limits have brought about a demand for revolution and democratic transformation, if history has provided the possibilities for revolutionary change and democracy in a situation which is not revolutionary?

In terms of the long-term of limits and possibilities, István Bibó envisaged Hungarian history as a progression in three phases. To express this in a simplified form, in the first 500 years of Hungarian history after the turn of the millennium the Hungarian society belonged in its structure to the West, or at least approximated to doing so—“in a fairly simplified context with some provincial characteristics” and “with differences of degree”. But it was then dislodged from that adherence by historical catastrophes, and for more than 400 years was forced into an Eastern European type of development marked by “inertness in the power relations of society”, “deadlocks” and hopeless attempts to return to the West, right up until the latter half of the 19th century, when the processes came to a weird “impasse”. It became possible to reopen the road (“rejoin western social development”) in 1945, Bibó considered. The backbone of his work consists of gauging the limits and possibilities in escaping from that “history of impasses”.

There is a tragically poignant piece of evidence of the deadly earnest in which István Bibó took history. In hospital a few days before he died, when illness had already made his speech halting and faint, Bibó held forth on the subject of the Third Estate. He became absorbed by some obstinate effort in proving that it was mistaken to make an automatic identification of the notion of the *Tiers État* with the bourgeoisie. The Third Estate had in fact been formed originally by “All”, by all who had not shared in the privileges of the nobility. Although the bourgeoisie soon identified the Third Estate with itself (thus making possible the rise of a Fourth Estate and then of a Fifth, composed of those who remained outside the Fourth) certain models originally related to it apply to “All”. The conclusion he came to (although he was overtaken by fatigue and then death) was one he had committed to paper before, over 30 years before and then 25 years before. He concluded that democracy was not a kind of “bourgeois superstructure” but “the objective technique for exercising freedom”, which socialism might acknowledge (and adapt) just as safely as it might a type of pen made in the West or as it might the superiority of Morgan’s theory of heredity, despite its being of a “Western type”.

History contains structures as models, and although the internal composition of these models may change, their validity remains and acts through the ages—so István Bibó might have put the issue in that last discourse of his. In this paper I shall attempt to reexamine, at least in outline, the changes in the frameworks that have defined the fabric of Hungarian history, bearing in mind that final message from Bibó.

One very pronounced line runs southwards across Europe from the lower course of the Elbe-Saale, along the Leitha and the western border of ancient Pannonia: the eastern border of the Carolingian Empire around AD 800. That which lay to the west of that line had been the scene in the previous three centuries of an organic symbiosis between elements of late Antiquity and Christianity on the one hand, and Barbarian Germanic elements on the other. The first (if premature and transitional) synthesis of that symbiosis was the “renovated” *Imperium* itself. The name often applied to that block even in those days was the West. Of course originally the term *Occidens* did not refer to something removed from other parts of Europe, e.g. from “Eastern Europe”—a term with little meaning or content before the turn of the millennium, even in retrospect. It referred to the ancient “world” that formed a belt around the Mediterranean as opposed to Byzantium and Islam, which had expropriated the southern half of that ancient world. Many consider one can speak of European history as such from about 800, when the centre of historical development was shifted northwards to Europe by the Arab conquests, which robbed Graeco-Roman civilization of a southern swathe stretching from Syria through North Africa to Hispania. Europe to the Ancients had been a purely “geographical” entity. At precisely this time a new type of structure was beginning to crystallize in its western parts. It was neither Ancient nor German, but a “Christian and feudal society”. To express that new structure, the region began as early as the death of Charlemagne (814) to appropriate the term *Europa* exclusively to itself, although this was unjustified in that it only represented one pole of the Europe that was being born. The other pole was Byzantium, although initially Byzantium entertained no European aspirations; and since its geographical centre was in Asia Minor it was not a European entity in the geographic sense either. Until the turn of the millennium Byzantium’s firm intention was to defend the eastern heritage of the “Romans” (as they continued to call themselves) from the “Barbarians” even at the expense of territorial losses, and to do so by carrying out thorough, ancient-style reforms and maintaining a defensive rigidity. Thus the history of Europe after the turn of the millennium started to develop out of those two poles by absorbing the intermediate region and the heterogeneous world that lay still further to the north: the *Occidens* had been transformed from a western pole of a putative Europe into “Western Europe”, and Byzantium had abandoned its defensive rigidity. From that time onwards one can talk of there being European regions.

Particularly after the Great Schism of 1054, there was added to that dual radiation another no less pronounced border running roughly parallel to the one just mentioned but to the east of it. It stretched from the region of the Lower Danube up to the eastern Carpathians and further north along the forests that separated the West Slavs from the East Slavs, reaching the Baltic regions in the 13th century. The comprehensive term used as early as the 12th century for the region west of this line was *Europa Occidens (Occidentalis)*, the Elbe-Leitha lines obviously having been forgotten. Hardly had *Europa* advanced from being a mere geographical entity to

being a synonym for Christendom than it was split into two by the influence of Rome and Byzantium. During the Middle Ages there were fewer and fewer scruples about referring to as Western Europe to the region that stretched from the Elbe to the curve of the Carpathians, and from the Baltic to the Adriatic, i.e. the new region which had been annexed to the area of the former "Carolingian Europe", including Scandinavia. Did that region really become Western Europe?

Leaving aside for a while the matter of what needs to be proved, let me briefly refer at this early stage to two "border aspects".

First let me say that the degree of definition and existence of Europe's new internal borders after the turn of the millennium might be illustrated by several types of map other than one showing dioceses. Examples might be maps showing the dissemination of the Romanesque and Gothic styles of architecture, of the Renaissance and of the Reformation. Moreover it might be demonstrated by charting, for example, autonomous cities, corporate freedoms, the system of Estates and a series of other structural characteristics which are difficult to depict visually. The eastern limit of all those phenomena, allowing for some seepage beyond, was the eastern border of the Polish and the Hungarian Kingdom, and further north the eastern border area ruled by the Teutonic Knights (later East Prussia), although in such kinds of map the density of points or hatching would certainly diminish strikingly beyond the borders of the old Carolingian Empire. Yet some thinning out would also be observable from the Rhine eastwards. The line of the old Roman *limes* would show up on Europe's morphological map, thus presaging right from the start the birth of a "Central Europe" within the notion of the "West".

The other aspect is a regression. A very sharp line of demarcation that was in fact to cut Europe into two parts from the point of view of economic and social structure after 1500, divided off the far larger, more easterly part as the scene of the second serfdom. Moreover Europe in our own times, another 500 years later still, is divided more clearly than ever before into two "camps" almost exactly along that same line (with a slight deviation in Thuringia). It is as if Stalin, Churchill and Roosevelt had studied carefully the *status quo* of the age of Charlemagne on the 1130th anniversary of his death. My attention, of course, is drawn to the area between those two borderlines (not absolute in either direction), since Hungary is enclosed between them. This area has been termed by an imperfect but nonetheless acceptable and fairly new terminological consensus "East-Central Europe". It may sound paradoxical to say that the considerable surges of history flowing over both borders oblige me to pay far greater attention to the areas to the west and the east of this area than to the area itself.

The workings of medieval Europe remained at their crudest and least incomplete in the east. The overwhelming majority of what was to become Russia (which would occupy exactly half the entire territory of Europe), the area to the south and east of the Russian land, was not called either the "Russian land" or "Europe" until Modern Times. It formed a wedge-shaped western extension of the Euroasian steppe region

and the world of nomads that extended like a wedge into geographical Europe, and which the predecessors of today's Hungarians and others had crossed to the Carpathians. But after the turn of the millennium the thin end of that wedge broke off and joined the area we are discussing. From the 13th century that huge wedge was acknowledged to be identical with the Mongol Empire. There was a succession of developments starting with a loosening of dependence on the Golden Horde (1480), continuing with the Russian conquest of the khanates of Kazan and Astrakhan (in 1552 and 1556) and the annexation of the territories in the southern Ukraine under Polish rule (1667–86), and concluding with the annihilation of the Crimean Tatar khanate (in 1783). These have no less meaning in terms of European history than they have in terms of the history of the Russian state, since they created (and simultaneously assimilated into the notion of Russia) the homogeneous formula of Eastern Europe *par excellence* out of the heterogeneous swathe between the Poles and the Ural mountains, accomplishing in early Modern Times a continuation of the internal expansion of Europe and the conquest by the plough and towns, which in the Middle Ages had reached only to the Russian lands around Kiev and then Moscow. The accomplishment in the 18th and 19th centuries in the region of the Dnepr, Don and Volga was the same as what "Europeanized" Europe (albeit in a more extensive way) had accomplished 500 years earlier between the Rhine and the Vistula, Memel, Tisza and Maros. When one undertakes to compare the structural models of European regions, one cannot disregard that final inclusion of the eastern half of Europe.

Nor can one disregard the penetration into Europe during the waning of the Middle Ages of another wedge, an Asian one that was stronger than ever before and which entered from the south-east into South-Eastern Europe, an area where the process of "Europeanization" was almost complete (if in a rougher form than elsewhere). This provided a whole area with the name of Rumelia, used for several centuries, referring to Byzantium, the Asia Minor portion of which had long before been swallowed up by the Seljuk advance and received the new name of Anatolia. Since the point of the wedge of the Ottoman Empire was blocked in its advance precisely in Hungary, the latter's new role as a "border area" became an important factor in the development of regions, and at the same time released Eastern Europe from that role.

So roughly speaking, the coordinates were now as follows: the first expansion of the Barbarian peoples, having engulfed the western heritage of Rome, led to the birth of the notion of the "West" (500–800); after the pacification of further Barbarians the first great eastward and northward expansion of the West (1000–1300) enlarged the bounds of *Europa Occidens* (to include Northern, and East-Central Europe), while a "truncated" Eastern Europe and South-Eastern Europe in the meantime took shape under the sphere of influence of Byzantium, which had inherited Rome's mantle in the East. Since this last area was to secede from the European structure along with the gradual decline of Byzantium by the end of the Middle Ages, I shall disregard it.



Modern Times arrived from two directions: one was the second great expansion of the West (1500–1640) which by stretching over the Atlantic connected America to itself (and later absorbed Scandinavia too), and the other was the great expansion of “truncated” Eastern Europe, which created a “complete” Eastern Europe by annexing Siberia, which stretched to the Pacific. East-Central Europe became squeezed between those two regions, and at the dawn of Modern Times it was obliged to notice with some defensive amazement that while history had redrawn a border that had been thought to have faded, from the South the last (and strongest) wave of the previous thousand years of invasions from Asia Minor was lapping against its borders, and that it no longer knew whether it still belonged within the framework of *Europa Occidens* or whether it remained outside it.

The original position of the regions, the movements of them and the responses made to the challenges of history produced the structural models that have defined modern Europe ever since.

## II.

How did the original western model look—at least from the viewpoint István Bibó chose? His viewpoint (one of several possible) amounts to a search for the deepest roots of a “democratic way of organizing society”. All that Bibó emphasized about the beginnings (the customary, personal and mutual obligations and rights, the balancing structure of the “narrow circles of freedom” that prevents a concentration of power and provides a counterweight to the “brutally expedient” methods of unilateral subordination, and so on) were real and important elements, although shared with the successive structures of the Middle Ages too. Yet something more comprehensive is at work, and it might help prove that to take a quick glance back from the centuries of Modern Times to the Middle Ages in the West.

On considering concepts like natural law, social contract and popular sovereignty, the transfer of power or the separation of powers, most people will certainly recall names such as Hobbes, Locke, Montesquieu and Rousseau, and of course the French Revolution and what followed it. There are certainly few who know these key problems were first pondered a good 500 years earlier in Bologna, Paris and Oxford, if in a context fairly remote from the modern one and alien to it. At the height of the Middle Ages, in the “great” 13th century, such ideas were as much at the centre of political theory as they were in the great preparatory period of Modern Times, the 18th century. And if one searches for the roots of “social development in the western sense” (as István Bibó put it) or seeks to identify the “original characteristics” of the West (as Marc Bloch would have put it), this hardly considered correlation proves important, since one such characteristic is the separation of “society” from the “state”, i.e. a structure that made such a theoretical separation possible.

This kind of separation is not really an endogenous feature of human history. Of course all states are built upon some society, but it is in the gravitational field of 5,000

years of high cultures that the emerging state finds a justification for itself “beyond the bounds” of society, thus creating an operational mechanism in which society appears to be the derivative of the state and not *vice versa*. For any sector of society to exist autonomously, independent of the state (yet functionally connected with it) is a rare exception. And exceptions are the luxury products of history. A well-known example of such a rare luxury is the Greek *polis*, the primaeval model of the autonomous society, in which the *koinonia* of the free citizens is interpreted as a kind of “natural” product. Another example is the Roman *res publica*, the form of the power of the *populus Romanus* expressed chiefly in the categories of public law. But like the Roman idea of the republic, the practice of Greek democracy was swamped by the Hellenistic empires, and having been transformed into a mere fiction, was confined to an imperial cul-de-sac. Those early historical antecedents had no direct influence on the social development of Europe. Nothing, of course, was further removed from the medieval West than democracy; the republic was flirted with only by a handful of Italian city-states and in a very aristocratic style. Yet there remained an organic historical continuity that led up to the development of modern Europe. The reason why Western feudalism was able to posit the category of *populus seu societas civilis* is not that feudalism in the West held itself to be the heir of Antiquity and read the works of Aristotle, since Byzantium was a more faithful successor and for a while even Islam seemed to be a worthier one. The *Politics* of Aristotle, “the Philosopher” was unearthed by medieval western men of letters from Arab libraries, where Arab scholars had not, as they had in the case of the manuscripts on mathematics, astrology and medicine, known what to do with it. The reason is that whereas this category was to some extent familiar to Western feudalism, it had nothing at all in common with the other two civilizations. To establish a correlation with the entirely new formula of the state at the dawn of Modern Times in Europe, the primaeval form of “civil society” had to be shelled out of its “feudal context”. However it is important to point out that that operation was not particularly unusual or entirely new, since history itself, much earlier, had both created the category and established its relation to the state. No such thing had happened in Byzantium, in Islam, or let us say in China, i.e. in other cultures that for long boasted higher “indices of civilization”. Nor indeed had such a thing happened in Kiev.

These parallels are not dictated by any cultural morphology for its own sake. The characteristics of western development go back as far as the circumstances of its genesis, and it can mainly be understood by examining how it contrasts with other civilizations. What Byzantium adhered to with a defensive inflexibility was the specifically tinged half of the old framework of integration formally separated long before (395): the remains of the Eastern Roman Empire, with its traditionally urban civilization and centralized, bureaucratic state structure. While Islam exhibited expansive flexibility in attaching to the Arab traditions both the heritage of Mesopotamia and Persia and of the southern half of the *Orbis Latinus*, the world of Islam followed the typically ancient development pattern of high cultures while in the

meantime integrating urban civilizations of various origins and amalgamating elements of the Persian and Byzantine centralized state structure into a military and theocratic autocracy of its own. The first 500 years of the history of the West exhibit an entirely unusual “take-off” in the rise of civilizations. This take-off took place amidst disintegration instead of integration, and amidst declining civilization, reagrarianization and mounting political anarchy.

In fact what occurred in the West was a kind of integration, an amalgamation of the ancient and barbarian heritage (which Byzantium had managed to exclude by means of Pyrrhic victories), but it was no simple co-ordination of various elements, as occurred in Islam, but so organic an amalgamation of elements that in the Dark Ages it seemed increasingly that the elements had become so imbued with one another as to have cancelled each other out.

Nowadays it becomes clear in details that the precondition for the peculiar dynamics which later, in the first three centuries after the turn of the millennium, provided the contrasts to the other two successors of Rome was to no small degree that very fragmentation of everything. Let me refer to three aspects of just one group of correlations. Squeezed into agrarian relations and local frameworks (where the only source of wealth and prestige was the land), the West was forced to proceed beyond the dead point and narrow cross section of Antiquity and every other ancient high culture; this was the chronic stagnation of agrarian techniques and productivity. It was the “agrarian revolution” that had started during the “Dark Ages” that prepared the soil for the birth of a new type urban culture, one which would produce the demographic explosion that almost doubled Europe’s population between 1000 and 1300. On the other hand, the immanent structural precondition for the specific western formula of the emerging urban culture and the autonomous town was the breakdown of “public power”, i.e. political sovereignty. Non-existing centralized states could obviously not turn the developing towns into centres of non-existing administrative, military and economic functions, as could happen in Byzantium or under Islam. Western towns grew up in the interstices between the sovereignties of rival powers, so blending elements of sovereignty into themselves, and they could grow up in such a way that being wedged between agrarian economies under different political and legal authorities they developed a new economic formula too — that of the autonomous urban economy. The third aspect is that the combination of the agrarian revolution and the autonomous town had produced an urbanized foundation that might not have produced cities with millions of inhabitants until Modern Times (a few such towns existed in the Islamic world under the Abbasids and in China under the Sung dynasty) but did create a thick network of towns and an intensity of commodity exchange that came to exercise complete dominance over the whole economic and social structure in a way no other previous high culture had seen.

Historians in recent decades have rehabilitated the “Dark Ages”. Of course the development of the West cannot be measured by any immutable criteria for civilization for a long time after the turn of the millennium. The vandalous depredation of

Byzantium (1204) still demonstrated the inferiority complex of the Crusaders; meanwhile the scholars of the “12th century Renaissance” imbibed with a humble admiration of the *orientale lumen* the knowledge of Antiquity to be found in Cordoba and Sicily thanks to the Arabs. The secret of western development lies neither in the Faustian soul of Spengler nor in its “cumulative” pattern by contrast with the cyclical motion of Asian civilizations, but in its possession of a development rhythm whereby cumulative changes always led to changes of structure as well. From another angle one can say the structures themselves were of a kind that possessed the innate ability to surpass their own bounds. How right István Bibó was to identify the western model with “motion” and deviation from it with “immobility”. The precondition for the West’s dynamics and integration after the turn of the millennium was the disintegration which had occurred before, and in that too lies the precondition for the separation of “society” and “state”.

\*

In talking of “society” in remote historical times one should not mean “all the people”; this latter interpretation is *sub specie historiae* extremely new, being hardly 200 years old. The structure of a civilization and its rhythm of development are defined by many different factors in the deeper layers of the economy and society, but the crystallization of forms always depends directly on the functional relations defined for the narrow sector of society within the political sphere by the internal conditions and normative values of the specific structure. This sector of society is not necessarily identical with the “ruling class”, which itself is quite hard to define precisely in most cases.

In the high cultures of history that functional relation is predominantly exercised “downwards from above”. From that point of view it makes no difference whether the legitimacy of power is exclusively theocratic (as in Islam from the first caliphs), fundamentally secular (as in Confucian China) or a combination of the two (as in Byzantium, where ancient and oriental legitimacy were combined). It makes no difference whether the constitutional structure is primarily military (as in Islam), predominantly civilian and bureaucratic (as in China), or a balance of the two (as in Byzantium). One common feature is that the groups directly exercising power are, both at the centre of the state and locally, to a decisive extent in what Max Weber called a position of “prebendal” dependence, irrespective of whether land is a full state monopoly (Islam) or not, or only partly so (Byzantium and China). The second common feature is that the town is at once at the centre of the civil and military administration, of the state’s fundamentally “tax-levying structure” and of the exchange of goods, which is usually controlled closely by the state, so that its settlement pattern becomes a conglomeration of landowners exercising local power, of civil and military functionaries, merchants and artisans, without legal homogeneity or autonomy. The third common feature is that between those exercising state functions and the peasantry, whose legal status in most cases is heterogeneous, the town contains

only a few (if any) “intermediate” elements with an independent social standing or legal position, and these do not have much weight. Of course these structures are to some extent governed by centrifugal force, which it is very typical to find taking the form of a struggle for supremacy between the various groups in the strata that exercise power, for instance between court cliques (clergy, mandarins or “Praetorian guards”) and regional groups, or between factions in the civil and military groups. That may result in division of an empire between members of a dynasty (Islam) or contribute to the annihilation of the civilization itself (Byzantium), but under certain circumstances it may also result in successive strengthenings (as in a spiral) of the imperial centres (China). The essential point is that the parts of the empire each retain the structure of the original whole: the upheavals generally take the form of court intrigues, palace revolutions and military coups that involve no theoretical changes in the relation of the “political sector” of society to the state.

In that respect too the West created an entirely new model. It began with the virtual dissolution, fragmentation and annihilation within scarcely three centuries (6th–8th) of both state formulae, whose tension and subsequent short-lived parallelism had conceived them. The experimental executive power of the German *regna*, on its sacred foundations, was dissolved as surely as the institutional system of the *Imperium* and Roman public law were. But the dissolution was not just of the “state” sphere, since there was a radical split in the original “social” framework too. The German tribes and peoples disintegrated as fully as did the socio-legal community of what remained of the Roman *populus*. The former, despite all the fictions about their origin, were formations dependent on the power framework (*Heerkönigtum*) of the Age of Migrations, while the latter, despite all the fictions about public law, derived from the imperial framework of the Empire period. As public power dissolved, political sovereignty itself became a mere illusion and as society disintegrated all traditional forces of cohesion disappeared. Initially even the main crystallizing force, the private ownership of land, assisted political and social disintegration.

There remained only one institution that was not torn asunder by development—the Church. That fact is at least as important as the processes of disintegration. In the power chaos and vacuum, the Western Church was released from the dependence which had been taken for granted since the reign of Constantine the Great in late Antiquity (337), under which the *ius sacrum* had formed part of the *ius publicum*, and which had then been more firmly reproduced by Justinian in Byzantium (532). The Roman Church’s breakaway from the “cesaropapizmus” had resulted from the fall of the Roman Empire. It was Saint Augustine who had expressed the idea that the Christian “society” (*societas fidelium*) had an identity independent of the pertaining power relation and that this society by pressure of necessity permeated into secular power relations, “mutually mixing in” (*invicem permixta*). Pope Gelasius (493) had then quickly transplanted this concept into the realism of institutions. The West’s separation of the sacred and the secular, the ideological and political spheres was uniquely fruitful, and without it the future “freedoms”, the theoretical emancipation

of the “society”, the future nation states, the Renaissance and the Reformation alike could never have ensued.

There was another separation important from the point of view of the original structures. The early Carolingians had attempted to forge a political synthesis out of the symbiosis between Antiquity and the Barbarians. This can also be interpreted as a one-off attempt by the West, prompted by the reflex of most high cultures previous to and contemporary with it, to integrate the various heritages into one, in other words to establish a link between the notion of “civilization” and an “imperial” integration. The “renovation” of the *Imperium* in the decades around 800 amounted to an attempt to revive ancient imperial traditions transmitted by the Roman Church, making use of the last reserves of the Frankish institutions. But these reserves had already been exhausted, and the temporary edifice was destroyed for good and all by a new element that arose from below—vassalage. This Charlemagne tried to employ to balance the fundamentally unstable construction. Thus it was agreed once and for all in the West that “civilization” and “political framework” were separated. In this respect one should not be misled by the perceptible survival in the West for another three centuries after 962 of the idea of restoring the *Imperium Romanorum*, which in real terms amounted to hardly more than an illusory policy towards Italy by the German kings. The only apparent result of this policy was the postponement of the chance to create a unified German state until the 19th century, which itself assisted in the crystallization of the new regional notion—Central Europe.

The stability of the West, once reduced to its basic elements, was ensured in the long run precisely by the impossibility of integrating it “from above”. The integrational lines of force began “from below”, and in the first phase (9th–11th centuries) displayed a specific verticality.

\*

The development of vassalage was stimulated not by some glorious motive but by dire need, since the dissolution of public power meant that some kind of individual legal dependence alone could provide defence on the one hand and the gaining of further power on the other. Personal dependence in itself was nothing particularly new; both the Germanic military retinue (*comitatus*, *Gefolgschaft*) and the late Roman *clientela* had been of such a kind. Indeed the form had been familiar to all pre-feudal societies, even among the nomads, and it had been the binding medium of feudalism from Kievan Rus to Japan. Western vassalage differed from related structures first in fully incorporating all the elements of society that had retained some freedom after the social erosion and secondly in establishing itself not adjacent to or beneath the state but in its place, so that it supplanted the “state” formula with that of “social” relations. But western feudalism had other specific features that in time permeated downwards beneath the actual “feudal society” and by way of several transformations permeated through the centuries as well.

One such specific feature was the “contractual” nature of vassalage. The ceremony of feudal allegiance always involved the entry into a fundamentally unequal relationship of two persons, one powerful and the other frail. The “fealty” was always the unilateral obligation of the vassal. But the liegeland right from the outset had also been under customary obligations; and moreover the *fidelitas* itself presupposed and was a function of the more powerful partner’s fulfilment of his contractual obligations. If he did not fulfil them, the charge of *felonia*, of breach of contract, applied with as much force to him as it would to the vassal who had been “faithless”. An unequal relation by mutual contract under which both parties incurred obligations was an internally developed feature of western vassalage that might under certain circumstances become a fiction. Yet it was productive fiction that operated as a value norm—in the course of time downwards too. Of course the relation of landlord to peasant assumed some kind of contractual nature around 1200 not because that nature had made its appearance in the upper echelons around 900 but because the dynamics of development and a new, horizontal type of integration had also circumscribed at the level of the peasantry a limited and conditional type of “freedom”. This emphatically “contractual” form taken by such incomparably unequal conditions is among the characteristic “conditionings” which in István Bibó’s terminology were the key term for expressing the reflexes that extend over the ages and that are determined by social structure and not merely psychologically.

Another specific feature was the presence of human dignity even under subjection. In general outside Europe but even in the Russian principalities a “man of service” would bow to the ground, kiss the hand of his lord or even throw himself down and kiss the hem of his lord’s garment. In the western ceremony of *homagium* the vassal would go down on one knee with head erect, and then place his hands into the clasped hands of his lord. The new relation was finally sealed with a mutual kiss. An age that expressed all in emphatic symbols and spectacular gestures could not have found a better way to express the basic model of a relation that strove by all means to transplant that symbolism into practice. The effects were far-reaching, for example on the gestures to express religious devotion. The western stance of prayer, with hands clasped, was borrowed by the Church from the vassalage ceremony. (The Christians of Ancient Rome had turned to God with outstretched arms.) In a similar fashion the Orthodox custom of bowing to the ground and kissing the feet of saints derived from the reflexes of the “man of service”. Of course human relations were still more directly imbued with the various attitudes. Every peasant revolt in the West was an expression of enraged human dignity at the landlords’ breach of contract and a demand for the right to “freedom”. The same holds true of moral feelings. The “honour” of the individual was a central element in the ancient system of values, and the “fidelity” of the subordinate was of central importance in every society that was based upon systems of dependence, but the two were morphologically exclusive: the *honor* of the knight and the *fidelitas* of the vassal only attained an organic fusion in western feudalism. Europe directly inherited human dignity as a constitutive element in

political relations not from Antiquity but from feudalism, and of course preserved it where human dignity remained present in the organic western process of changes in forms.

Moreover the territorial consequence of Western feudalism, a large number of small provinces each with its own customary law, provided a far more suitable soil for the development of direct legality in general and for the thorough predominance of law as “custom” (*mos terrae*) than would political and administrative frameworks broken up roughly and superficially from above. That was the medium through which at local levels the “ascending” principles of law and government could overcome the “descending” mechanism of the exercise of power, as Walter Ullmann said in his typology of legal history. The same also applies to the cultural sphere in general. The multitude of feudal courts, with their colourful milieux with the same standards of value had been forging since as early as the 11th and 12th centuries a Christian yet autonomously lay culture, scale of values and set of moral principles. For instance, having divested itself of many quirks and affectations, it had been the source of the reconciliation between “valour” (*virtus*) and “temperance” (*temperantia*) in European behaviour.

Once the old formulae had been almost entirely eliminated, the curiously mosaic, ceremonial, manierist world of feudalism then began after its own fashion to develop a new type of society-state relation too. In the fully developed feudal structure the state’s administrative, military, fiscal and legal functions became entirely divorced from the power of the monarch and distributed among the tiers of the feudal society, where they integrated themselves separately at each tier by merging with the likewise tiered system of land ownership. The theoretical sovereignty of monarchical power derived from divine grace hovered empty over the whole social fabric, like the Augustinian legitimation of power as the “safeguarding of peace and justice” on this earth. The power of the king was a real power insofar as the monarch exercised it not as a sovereign but as a suzerain. One might say that sovereignty having been fragmented was absorbed into a newly formed “political” sector of society, if there were much sense in saying so, for the fragmented formula no longer resembled any kind of sovereignty, and the exclusively vertical formula of feudal society had scarcely anything in common with any kind of coherent “political society”. Territorial status and feudal dependence did not necessarily coincide. But in the long run the paradox of that had enormous significance precisely because of its paradoxical nature: the notion of sovereignty had become entirely relative and the fragments of it were propelled in an uncertain way into the sphere of “society”. If they liked, the great liege lords could after all consider themselves as a kind of “political society”, and it was in this milieu that the embryo of the social contract, destined for so a great future, was conceived.

The social contract, like every child, had two parents: feudalism and the Church, the latter being independent of secular power, yet under Pope Gregory VII intervening in worldly affairs with more emphatic “freedom” than ever before. It was first expounded with the force of a theoretical generalization around 1080 in a radical Gregorian treatise that the ruler was tied to the people by some kind of contract



(*pactum*); if the ruler “broke the contract by which he had been elected”, annulment of the contract and resistance were justified. One part of the background to this assertion was the split of Christian universalism into two branches, since that split logically impelled the papacy to argue theoretically for a weakening of the Emperor’s position, in general for the removal of secular power out of the sacred sphere, and so for a lay and rational derivation of power. Thus an unstoppable process started: the return of European thinking to ancient sources, the extrication of politics from theology, and the simultaneous shedding and final discarding of the remnants of “Barbarian” ideas about power. The idea of interpreting the “people” as the source of power was an argument extracted from Justinian’s *Institutiones*, initially of course merely as a legal device against a tyrannical Emperor. However the ancient theory of the state had included no exact idea of a “contract”, although Cicero had occasionally referred to a kind of *pactio* between the people and those in power, and the Old Testament had also mentioned a contract between the elders of Israel and King David at Hebron. The other part of the background came not from Antiquity but from feudalism, whose contractual basis had begun to permeate the sphere of the “state” about 200 years earlier. For instance the Frankish and Aquitanian nobles who were the highest vassals of Charles the Bald said that if the king “acted against the contract in anything” (*contra tale pactum*) he should be removed (856). The idea grew directly out of the idea of feudal *felonia*; the relation between the king (as suzerain) and his vassals took the form of a pseudo-contract as early as the 9th and 10th centuries, just as the oath of allegiance sworn to the king echoed the feudal formula (“I shall be faithful as a man who owes fealty to his liege lord...”). Subsequently the idea of social contract managed to free itself of its feudal trappings, since the previous two centuries had seen the formation of a society able to relate itself to the state by to some extent assuming the role of the ancient *populus*.

That process could never have started had the West not achieved the dethronement of political sovereignty in the first three centuries of its history and begun to distribute the remnants of sovereignty into a social formula that developed vertically “from below” during the three centuries that followed. During the subsequent three centuries the process could be developed because the particularly strong dynamism of western development in the “second age of feudalism” (1050–1300) evolved horizontal lines of force that broke through the vertical ties of dependence, first through the new integrating forces of society and then through those of the state, so that the division of sovereignty between the arising “political society” and the rulers of the strengthening monarchies could again become possible.

\*

The structure which had evolved by the turn of the millennium had the basic feature unique to history of being at once amply universal from the point of view of civilization and narrowly local from the point of view of its political relations. The productive tension between those two produced explosions of energy such as the

Crusades, the reconquest of the Mediterranean Basin and the expansion of Europe and led necessarily to the idea that chivalry, which had been “vertically” incorporated into the relations of feudalism, was at the same time the “horizontal” force supporting Christianity. Having crystallized in the 9th and 10th centuries the view that alongside the secular powers the members of the Church formed a unified order (*oratores*) in the world, an autonomous and corporate institutional unit, a “mystic body” (*corpus mysticum*), led to the idea that the warriors (*bellatores*) of the very same world, likewise irrespective of their political allegiances, were parts of an autonomous and corporative unit, an “order” of a related kind purely by virtue of their “functional” existence in society. Propagation of the notion of orders was begun by the Church around 1000, and included the tacit acknowledgement that those who laboured (*laboratores*) too formed a kind of “functional order”. The structural precondition was provided by the absence of centralized state powers that would have deduced that “functionality” from the organism of the state. The material precondition was provided by the sudden increase in the living standards and prestige of the knights as a result of the agrarian revolution and the urbanization that were taking place, since these made the knights realize that as “Christ’s warriors” they should be entitled to freedom of the same type as that enjoyed by the “Christ’s mystic body”. Once the “freedom of the Church” (*libertas ecclesiae*) had become a central slogan during the investiture struggle, the idea of the freedom of the nobility (*libertas nobilium*) sprang forth from the same soil.

But the logic of these matters did not end on that level. It has already been mentioned how the sharing out of sovereignty led to the unique feature of urbanization in the West—urban autonomy and a combination of rights and spheres of influence which in other high cultures would have formed part of the sovereignty of the state. In the Dark Ages the model of Ancient Times had not entirely been submerged in Northern Italy, and from there it radiated north-westwards towards Flanders and then eastwards with the expansion of the urban areas, which also assisted the fact that in the West a new idea of freedom (*libertas civium*) would be selected out of the “functional” scheme of ideals of the *laboratores*. The new stratum of burghers could not be seen as a kind of heterogeneous urban “populace”. Although the French abbot Guibert de Nogent, around the year 1120, indignantly remarked that the whole of western Christendom echoed the “new and infernal names of the communes . . . which have been established by servants in the face of all legal and divine ordinances,” this really proved that the structure had fully evolved. Two or three generations later, the successors of the irate abbot considered the existence of communes in the shape of a plurality of “freedoms” in the world as one of the most natural things—something that followed from natural (i.e. divine) law even theoretically.

There was no other period between the Roman *respublica* and the French Revolution that so loudly and frequently proclaimed the slogan of freedom as the West did in the 12th and 13th centuries. Also to be heard in the chorus was the voice of the peasantry, at first the voice of the settlers of lands newly placed under cultivation and

then with increasing volume the voice of the others too, since they possessed a weapon in the shape of a threat to move into the towns, which shone out as models of positive rights. But the peasants were also supported by various arguments concerning the economic dynamism of the “second age of feudalism”, and these exercised either a convincing or a compelling influence on the landlords of the time. The combined weight of all these factors logically extended “freedoms” to the lowest levels and constituted the organizing principle of the structure, even though at the lower levels of the social hierarchy it became increasingly clear that the coin only bore the word *libertas* on one side and that its value was qualified and made relative on the other side as “privileged legal status”. Of course the feudal systems in other regions were also familiar with some notion of freedom, even at the level of the peasantry, but it was a clearly western characteristic for the elimination of servitude to provide the whole of the peasantry with homogeneous and positive, if limited, rights, not only consecrated by “custom” but guaranteed in a written contractual form. “No tax can be levied unless it is in writing” was the principle (of 1142) which spread from Northern France to the very borders where *Europa Occidens* ended.

The “plurality of small spheres of freedom” in which István Bibó identified the foundation of western development was grouped around a few basic models. Unity in plurality meant that the “freedoms” became the internal organizing principles of the structure, and that led to something which drew the line so sharply between the medieval West and many other civilizations: the birth of “society” as an autonomous entity. The borders between the hierarchically divided groups were always drawn by some higher authority, but since authority was not identical with sovereignty there were everywhere ascending legal maxims and “customs” imposed upwards from below. The more succinct the “freedoms” became, the stronger they grew. Even in the smallest village it was the village community that applied many lesser laws, starting with the regulation of the use of the land. Those rights grew in parallel with the higher levels of the hierarchy, to such an extent that the ruler himself could do nothing substantial without the *consilium et auxilium* of his vassals. It was precisely the sum of those collective rights legitimated by custom that were called “freedoms”. The age itself sought and found abstraction to identify the common elements in the plurality.

One may also say that development both in principle and in practice produced social groups that worked more or less autonomously, but it is more expressive to say that the autonomous social existence itself became legitimized in principle.

On the one hand there were the experimental facts of reality to count on, and on the other the Christian philosophical principle of the “unity of plurality”, combined with the idea of St Augustine that Christianity itself was a kind of “society” with a dual existence. The two *civitates* of St Augustine mean not two “states” but a dual “society” (*duas societates hominum quas mystice appellamus civitates duas*). According to the concept that became predominant in the 9th and 10th centuries, the society of Christians was “embodied” on Earth by the Church, consequently it was of a corporate nature, the “mystic body” mentioned above. Since the Part reflects the

Whole a kind of “political theology” soon started to sprout from theology and reached its peak with John of Salisbury’s *Policraticus* (1159) which interpreted every legally existing human community, including the state itself, as a kind of *corpus mysticum politicum* and searched for its common working principles. The decisive turn took place when in 12th century Bologna an exploration of the full texture of Roman law was followed by the birth of European jurisprudence, which led to the development of an autochthonous medieval theory of society and the state, free of either theological or ancient features. The road from theology led through the glossators, canon lawyers and commentators and through the works of St Thomas Aquinas to scholasticism, and through the activity of the legists to political publicism. The whole productive period (to which only that between Bodin and Montesquieu can be compared) reached its peak with Marsiglio of Padua’s *Defensor pacis* (1324)—a distillation that shows the nature of a structure in a concentrated form.

Oddly enough it was really beneficial that some thinkers submerged themselves in speculative abstractions which today seem to be strangely hair-splitting, for it would otherwise have been difficult to identify the common denominators of the working principles of the various types of existing communities, villages and towns, provinces and kingdoms, and the universal Church that topped it all. (This quintuple “typology” was the most widespread.) It was precisely that penchant for speculation that assisted the breakthrough: existing elements of reality had to be interpreted in such a way so as to express the definite point in common that then affected reality. For example, could one consider a knight or some subject of a lord to be a “citizen” in the sense of the ancient *civis* or the burgher of the Italian towns, and could their relations be *civilis*? Hardly, one should say. But since the thinkers of the age did so, they distinguished certain objective, “structural” elements which then affected the structure itself.

The 12th and 13th centuries added three types of theoretical liberation to the existing basis of “freedoms”.

First of all, the *various groups* subordinated to various authorities had to be liberated theoretically from their unilateral quality of being subjects (*populus subditus*). Consequently a model was devised by which all possible “people” who existed legitimately formed at the same time a community (*universitas* or *communitas*) of a corporate nature (*corpus*). These communities were built into the comprehensive organisms of the Christian society as autonomous “societies”, each fulfilling a separate public function (*societas publica*). The most radical thinkers, such as Baldus de Ubaldis, had gone as far as to canonize the legitimated existence of any social group of public utility without the permission or privilege of a superior authority (*sine auctoritate principis, absque licentia superioris*). Each such autonomous society was to possess according to the principle of “representation” and in opposition to the superior authority through the entirety of communal rights, the quality of a legal or political personage (*persona ficta* or *politica, representata*). Certainly the thinkers of that period took the view that Christendom was the organism of variously sized societies operating under internally identical principles.

Secondly, the *individuals* subordinated to various powers had to be liberated theoretically from their unilateral quality of being subjects (*fidelis subditus*). That followed logically from the previous idea of liberation, and by squeezing the formative relations of real life into normative categories, it was pointed out theoretically that every individual was part of the world by virtue of a dual quality: besides being a subject, he was also an equal “member” of some social community (*membrum communitatis, societatis*), and so he was accorded specific communal rights; briefly he formed a part of a horizontal legal formula independent of his ties of dependency.

Thirdly, man, the natural being, subject and Christian believer, also had to be liberated in theory as an Aristotelian “*political being*” (*animal politicum*); for this end it was necessary to extricate the notion of politics from ethics, where it had long been consigned by theology. That was done not by the jurists but by the philosophers, who first interpreted politics as *ethica publica* and then clearly pointed out (Thomas Aquinas) that man was a political being “by nature”, and that “political virtues” were, apart from the Christian and “theological virtues” of belief, hope and love, themselves factors in the formation of the community. The word *politizare* appeared in the common language of the West around 1250. At the same time there was a break in thinking away from the naturalism of Aristotle, since by adopting the Neostoic model of the Romans it interpreted man’s political quality as more than a “natural” quality, since it was expressed by the contrasting pair of *naturalis-civilis*. Thus the notion of a *societas civilis* appeared in the West in the mid-13th century as a synonym for the autonomous society outlined above, in the shape of a reproduction of the ancient *populus*, viewed as a “unity of law and public utility” (*unitas iuris et publicae utilitatis*), i.e. still more emphatically as the basic model of “political society” and of *civilis* relations.

The model needed confronting with reality from two directions. One was from the web of feudal allegiances, where the confrontation depended on power relations. The other direction was from the feudal state. Of course there was among the “societies” that existed in principle a place for a category of *communitas regni*, even around 1200, and it was, moreover, the highest in the hierarchy of the earthly communities, although it had hardly any meaning since the monarchic frames themselves were fairly hollow in those days.

\*

The characteristic of western development was not merely that it possessed a structure capable of prompting such thoughts. It extended to the fact that (as in the place of the yet-to-be-discovered elements in Mendeleev’s Table) the thinking assigned a place to the “social” pole of the state well in advance, and defined in theory the relation of the ruler and the political sector of society before that relation became institutionalized in the form of assemblies of Estates around 1300. Curiously enough practice can more or less be said to have followed theory.

It was not only the making of the jurists, but also of the head of Christianity, who had sought allies in his fight against the Emperor among the monarchies, which remained outside the tension between the *Sacerdotium* and the *Imperium*. When Pope Innocent III declared the maxim of *rex imperator in regno suo* in his famous bull of 1202, he gave his blessing in advance to the sovereignty of the nation states, which in those days were still in the process of formation. The maxim said that the king must be accorded the totality of rights which had been given to the sovereign under Roman law, and which up to then had been vindicated exclusively by the Emperor. Paradoxically it was Christ's vicar on earth who allocated the "plenitude of power" to the kings, at least in principle, while on the other hand he considered all worldly power as owing allegiance to the Pope. The highest spiritual authority accorded earthly powers an entirely secular legitimacy, and the universal high power confirmed the nation states which then swiftly dissolved universalism. A century later, the strongest of those nation states, that of France, brought about the failure of that highest spiritual authority, in the person of Boniface VIII. These productive paradoxes too were confined as characteristics to the development of Europe.

In reality, of course, monarchies started to grow strong not because they were authorized to do so by the Pope (and Roman law had in any case been discovered without papal leave), but because the power sources for state integration had appeared. This was all a new development. The urbanization was as new as the order of nobility that grew up through the transformation of feudal law over the heads of the great feudal lords and the order of lawyers who were trained up by the Church. The newly-born nation states arose after a gap of about 500 years since the imperial and German institutions had been abstracted in the early stages of the specific civilizations. They were entirely new morphological formulae. The developments that had raised the French monarchy during the period from Philip Auguste to Philip the Fair (1180–1314) out of its feudal fragmentation are by and large known of.

The Roman law and theory of the state were merely a manifestation of ambivalence at the most delicate point, despite their profusion, since they had developed from an amalgamation of the republican and imperial principles. The maxim of Ulpianus that power had originally been possessed by the people and later transferred to the Emperor led equally in the direction of "people's sovereignty" and of "absolutism", depending on what part of the syncretic material was selected and what emphasis was given to it. Certainly the material had by then enabled sovereignty to be defined, and changing reality had led to the very raising of the question, since there already existed rulers and social forces whose relation had to be defined. They were not each other's derivatives as was the case e.g. with Islam, where the question did not even emerge because the theocratic discretionary power of the caliph and later the emir or sultan was seen as the "realization" of the holy law, the *shari'a*, encompassing politics, warfare, taxation and jurisdiction. The development in the West was from the outset different since the German ruler had already been bound to the "custom" represented by the heads of society, and the Church had already made it accepted in the early

Middle Ages that a Christian ruler had a moral duty to realize Augustine's principle of *pax, iustitia, pietas*; the "tyrant" who acted against those duties could legally be deprived of his throne. But state theory was also imbued deeply with political theology mentioned above, whereby the king was only the "head" of the "mystic body" of state, among whose "parts" he had to maintain harmony. The points still to be cleared up about that ideological structure were the identity in real life of the "members" of the *corpus politicum* on whom the function of the Roman *populus* devolved, and the question of which function: that of the republic or of the Empire?

The clarification took place about between 1200 and 1300, on the basis of the axiom that the source of power was the "people". There was hardly anyone to dispute that apart from the extreme hierocrats of the papal court. Divine grace presented no great problem either, since it could easily be surmounted by stating that in the last resort power derived naturally from God but through the mediation of the "people" (*mediante populo*). Already for the 12th century glossators (some of whom still thought in a doctrinaire way, as if Emperor Justinian still ruled the world) the key problem was whether the people had transferred "all its power" (*omne suum imperium*) to the ruler or "retained some of it", as Odofredus and others including the Bolognese majority were already claiming. Moreover a few in that circle, for instance Hugolinus, made the very radical claim that the king only headed the state as a *quasi procurator*. But who were "all" of whom the "people" was composed?

The answer as early as the 13th century was the *civilis societas*, the kind of corporate community that could reproduce itself within the framework of the monarchy as well, so long as it existed in a town or a province. But who were all the members of this "society"? Of course it was acknowledged in the period that in a broad sense the people meant "all the people", but a people for itself was only a *naturalis* multitude and not a *civilis* "society". The key notion in bridging the problem was included in the "representation" principle of corporate theory. A community was *persona politica* (or *representata*) in that it was more than the sum total of its members by virtue of its "eternal" identity, and it had gained that attribute since its "qualitative" part, its *qualitate* and not its *pluralitate*, "represented", i.e. embodied it as *pars sanior*. It had in fact become clear before the first assemblies of Estates arose that the Church, the nobility and the burghers, as the élite among the "members" of the *corpus politicum* "represented" the *communitas* of the kingdom before the "head" of the body politic, the ruler.

That idea of *pars pro toto* was equally as axiomatic as the idea was widely accepted by the 13th century that the people was not merely a historical and theoretical source of power but in some ways took part in exercising that power. In all events, the term *regimen politicum* was merited only by a government in which some sharing of power took place. But how should power be shared? Many left that most difficult question unanswered, satisfying themselves with the thought that sovereignty was shared in some undecided fashion within the body politic. A somewhat more precise answer came out of natural law, which was drawn into that sphere of thought, by

retaining some of the “absolutist” elements inherent in ancient theory. Even before 1300 it was argued that an exceptional “case of emergency” (*necessitas*) might arise, for instance an invasion, a rebellion or a heresy, when natural law would authorize the ruler (who in such cases was the *lex animata*) to act in a way absolved from the observances of the laws (*legibus solutus*), i.e. in an absolute way, to levy taxes and declare war, but he could only do so in an emergency and in favour of “public good”. The ancient theory that imperial order was equal to the law was only valid in such a case. Under normal circumstances the guideline was human law (*lex humana*), derived from natural law and invested in “people”, and as a rule the king himself was subject to the law (*rex sub lege*). The ancient theories of absolutism could be balanced by another theory which had been extracted from the recesses of the Codex to become the watchword of feudal “parliamentarianism”: the concerns of all must be approved by all (*quod omnes tangit, ab omnibus approbetur*). The next step was taken by Marsiglio of Padua, who clearly defined the notion of “legislative power” (*legislator humanus*). The ruler as the administrative head of the state (*administrator rei publicae*) could only act and command by virtue of his authorization from the legislative power; at the same time the ruler himself was a “part”, though the *pars principans*, in relation to the other “parts” of the state, which were represented in the legislature. The theory contained the germs of what today is called the division of powers.

The structure, whose theoretical development was completed within a single century, began to function practically in the decades around 1300, in the form of assemblies of Estates, but for two reasons in no very spectacular way. On the one hand, the workings of the state were restrained rather than promoted by divergent feudal self-interests and on the other, the whole economic and social structure of the West had gone into a deep and lasting crisis by the time the political mechanism appeared. But one should seek in the Middle Ages neither for any kind of anticipatory ideal of “parliamentarianism” nor for the germ of democracy. Yet the low level of efficiency of the political mechanism, the selectiveness of the “political society”, and the feudal proportions of the “freedoms” do not detract from the achievement that the models themselves had been formed and proved in the micro-structures to be very effective. The medieval “technical revolution” that happened concurrently produced both awkward and inefficient machines and a great many machines that operated well and had been entirely unknown to Antiquity. The majority scarcely resemble modern machines at all, but that does not alter the fact, let us say, that the camshaft that operated machines with many tools or the flywheel that balanced the deviation in turn of a windmill were no less than the discoveries of the principles of synchronized control and the centrifugal regulator. Historians of technology see the medieval technical revolution that ended in the 14th century as fitting into the modern industrial revolution that started in the 18th century “almost as completely as the coastlines of the Old World and America”.

Finally there is another important circumstance that must be considered. In the medieval West the notion of “society” naturally took the shape made possible by the



structure that pertained, but the basic model contained an inherent capability of narrowing or widening, too. When it became a normal principle in the West for the ruler to be responsible to the “people”, that naturally did not mean he was responsible to his “subjects” in general, or that he was responsible to the physically present representatives of the Estates. The ruler was under the control of the *populus*, which every lawyer knew to be a corporate identity and a legal entity that amounted to more than the sum of its members and “never dies” (*nunquam moritur*). Although the distinction was subtle, it opened up prospects, since the model had the ruler owing his responsibility to a notion of “society” in the abstract.

### III

Traditionally the despatch of legates to Quedlinburg (973) and the crown sent by Pope Sylvester II to King Stephen (1000) are considered to have placed the Hungarians into the tableau of Christian Europe. Certainly once the first anointed King of Hungary had thrust Christianity on the Hungarians, having realized the dangers and advantages of the expansion of the West (as the Christianized Piasts did with the Poles and the Přemyslids with the Czechs), the name *Europa Occidens* soon spread to cover the area. The notion of the “West” spread along with Latin Christianity. But for a long while civilization and structure belonged to different coordinates.

The Ruriks forced the Russians to take their Christianity from the opposite pole of Europe, but at the beginning the structure of the state and society in the region of the “new Barbarians” showed more internal similarities than Esztergom (or Gniezno or Prague) did to Rome or the Kiev metropolitan did to Byzantium. Nor did it make much difference whether the institutional models derived from the West or from Byzantium, since the state of Kiev absorbed at least as much influence from the Normans as it did from the Byzantines. The common feature was that the elemental force of the historical change provided the ruling power with an enormous preponderance over the fairly amorphous societies, and in terms of Th. Mayer’s typology, the states were formations of “retinue character” placed on territorial and institutional bases. The proto-feudal Slav *družhina* or the type of retinue relationship of the Hungarian *jobbágy* (the Hungarian word originally meant any follower ranging from those of the noblest birth to the warriors of the castles) determined that the power structure should be one of concentric circles around a centre of power, as in the western Germanic kingdoms of the 6th and 7th centuries. The social structure lent itself to similar analogies: the Church and a narrow stratum of aristocrats by birth were divorced from an entirely heterogeneous peasantry (including a significant number of slaves) by a malleable, dissoluble middle stratum of which a significant proportion was attached to the structures of early feudal institutions. If the Roman institutions of the Church and the Carolingian-inspired institutions of the state seemed on the one hand to be slightly more developed, this was amply counterbalanced on the other by the fact

that the early Russian state could rely, in the shape of the populous trading centres of Kiev and Novgorod (which served as the meeting points of the Byzantine-Baltic and Arab trade on the route “from the Varangians to the Greeks”), on an urban basis unknown in the West before the reconquest of the Mediterranean. In the early centuries the parts of the region were more tightly connected to one another by political and dynastic ties than any single parts of it were either to the West or to Byzantium. At least until about 1200 there appeared to be in formation an autochthonous “Eastern European” feudalism culturally orientated in two directions, but drawn together by common structural features.

That temporary and uncertain regional formation broke up rapidly in the decades after 1200. The early Kiev state was an interesting formation in that it hinted at the possibility of an “original” symbiosis of late Antiquity and the Barbarian sphere between the Byzantines and the Russians at the eastern pole of Europe like the symbiosis which had grown up in previous centuries in the West between the Romans and the Franks. But that possibility soon vanished, because the defeat of the exhausted Byzantine Empire due to the expansion of the West (1204) was soon followed by the Mongol invasions, which concentrated the burgeoning force of Euroasian nomadism (1223 and 1243), cutting off from the Black Sea the Russian territory. Kievan Russia broke up into a number of separate principalities, subdued to the Mongols for more than two centuries. As a result the amorphous Eastern European archetype of feudalism more or less grew rigid in this region. At the same time, the wave of “internal expansion” by the West started to spill over the border of the former Carolingian empire with an elemental strength while filling the framework of the “civilization” of *Europa Occidens* with ever more structural content in the eastern zone. The aggressive side-effects (*Drang nach Osten*) were mainly typical in the northern parts from the Elbe to the Baltic; in general the spread of the heavy plough, new systems of cultivation, and urbanization led to a shift eastward of the “freedoms”, and that shift was the important element in a resultative destruction of the early feudal system of state and society. That wave of development first split up and then integrated into new formations the rough fabric of early feudal society—the formation that a recent attempt at typology has called “state serfdom”.

All of what István Bibó thought of as the Western “structural features” of medieval Hungary—the formations of the nobility and the autonomous burgesstratum that appeared alongside the “freedom of the Church”, the consequent absorption of the condition of servitude and the homogenization of the peasantry (“the first enfranchisement of the peasant population”), which failed to take place in the more easterly regions—were real and important structural elements produced by the truly explosive transformation that took place in scarcely one and a half centuries (1200–1350). Nothing could be more characteristic of the rapidity of the development than parallel events at the two opposite poles of the structure. In the 1270s the representatives of the Church and the nobility began to assemble, in parallel with the West, for the first national “general meetings” and the idea of a *communitas regni*

began to come to fruition. In the same decade there appeared instances of landlords and peasants making “contractual” agreements before Church bodies exercising notarial functions. All those features very clearly divide the Carpathian Basin (along with the Bohemian Basin and the Polish Plain) from the “autochthonous” Eastern European structures, where the Church was subordinate to the power of the princes, the archaic “serving” nature of the nobility, subject to the princes and boyars, precluded any corporate unity and prevented the forming of an autonomous *burgess-stratum* (for even where there were elements of autonomy, as in Novgorod and Pskov, the council was dominated by boyars), and the peasantry presented a highly heterogeneous picture that embraced all from the “free” peasants on the newly cultivated lands, via those at the various degrees of personal dependence, down to the enslaved *kholop*. There is no need to list other elements here, for Bibó has already highlighted the most important of them. But the question remains as to whether it suffices to speak of “a simpler fabric and a more provincial character” by comparison with the West.

The turn from the Western margin of Eastern Europe in the geographical sense to the Eastern margin of Western Europe in the structural sense was principally marked by the specific temporal contraction and rapidity of development. Social structural elements that developed organically in the West in several stages over almost 500 years (9th–13th centuries) through the dismantling of parts of previous achievements and rearrangement of the main points at every stage, appeared in the eastern zone, including Hungary, in a concentrated form, within hardly more than one and a half centuries, parallel with one another. It is hardly surprising that the forms they took were in some places inorganically truncated or raw, in others still unarticulated, rough or mixed, or in yet others demonstrating here and there various archaic features or differing from their pattern in their proportion to one another. The West undoubtedly served as the “pattern”, even if the decisive transformation cannot be considered a straight imitation, since the internal preconditions had existed in every field before 1200, which was, moreover, the main explanation for the pace of the transformation. But one cannot deny there was an “imitative” element, since ready-made patterns and models did help to speed up the internal sequence of events. Another specific feature of the medieval “modernization” of the region was that reorganization “from above” was disproportionately more important than reorganization at the original scenes of the development of the structure. As has been shown above, the characteristic of western type feudalism was that its basic elements had arisen spontaneously, from below. The internal principles of organizing “society” were dominant over those of the “state”; the new monarchies were built on elements that already existed, and the activity of reforming them meant manipulation, reappraisal and rearrangement of those elements. The type of “reform ruler” whose activity centred around creating the basic elements of the structure (one might think either of the settlements, reforms concerning the serfs, urban policy, the introduction of organizing elements of “vassalage”, or the knightly milieu) was a typically eastern

European phenomenon, examples being Béla IV, Charles Robert, Přemysl Ottokar, Charles IV, Wladislaw Lokietek or Casimir III.

The specific dual aspect of the Eastern region of *Europa Occidens* in the Middle Ages derived from the fact that the roots the basic elements of the Western type of structure had taken did not go deep enough. Let us consider vassalage as an example. After the dissolution of the early feudal system of institutions and of the primitive "retinue-like" structure, the elements of vassalage and the emergence of Estate-system appeared in parallel with each other, whereas in the West they had been products of two successive stages in history. That prevented the kind of deep cultivation by which the deeply stratified structure of vassalage prepared the soil. For instance the aborted Hungarian version of the vassalage, the *familiaritas*, lacked that deeply rooted institutional system and permanence, as did the fief itself. When Hungarian historians with their traditionally 'etatist' orientation exult over the fact that in the end the unity of the medieval Hungarian state was never split by feudal disruption, they forget about the negative effects. One thing lacking, for instance, was the fertile cultural and legal function of territorialism. Moreover it followed ultimately from the faintness of a chivalrous milieu that Hungarian only became a literary language some three centuries after the western languages had; alongside the comprehensive forms of vassalage there was little room in Hungarian history for an organic, autochthonous knightly culture. But because the "deep cultivation" was absent, a disproportionately wide stratum of nobility appeared very early, and having soon gained political self-awareness and autonomy, conquered the inherited regional framework of the early feudal state—the county—while simultaneously blocking the "ascending" themes of local legality, whose framework in the West was the feudal territory. All that had far-reaching consequences on attitudes too. The very word *familiaritas* also refers to an archaic patriarchal relation of some kind. Not only the fief itself and other well-defined systems of institutions and ceremonies were lacking, but also the "reciprocity of unequals", the emphasized contractual character of the personal bond. However the lesser nobility in the service of the greater nobility neither threw themselves at the feet of their lords like their Eastern counterparts nor acted that symbolic play of human dignity maintained in the state of subordination as did their Western counterparts. Their attitude remained somewhere between the two. Possibly they confirmed their agreement over the conditions of subordination by shaking hands, after the "Hungarian fashion", as this complimentary gesture was already called in the 13th century. The relationship asserted itself in principle by the emphatic honouring of "humanity and honour", while in practice it worked rather "downwards" and had much more of the character of "service" than did vassalage in the West, as is reflected by the other term used for the Hungarian quasi-vassal: *serviens*. This intermediate situation between the Western and the Eastern models is fairly apparent—even though it was a few degrees nearer to the Western model than to the Eastern.

Structures of the Western type can be detected everywhere, although they were deformed to some degree: either incomplete (as the towns were, for example) or

disproportionately overgrown (as was the nobility). The primary deficiency in Hungary of autonomous towns of the Western type was not caused by the fact that where the formula was “complete” (in the free royal and mining towns) the majority of the population was not ethnically Hungarian, but by the fact that this sector of urbanization became confined to scarcely four dozen towns which rapidly grew up during the wave of development between 1200 and 1350, and it remained small in proportions later on as well. Meanwhile the mass basis of urbanization remained a hybrid formation, since the several hundred market towns were “Western” in character but represented a higher degree of peasant “freedoms” rather than a lower degree of burgher freedom. On the other hand it followed from the inorganically fast pace of development that the free lower landowner strata which had prematurely organized themselves as soon as in the late 13th century into a “corps” of nobility did not exclude by natural selection the inappropriate elements, those rose above the peasantry by their privileges but rendered unsuited to performing the functions of nobility by their “peasant-like” features. Thus the Hungarian Middle Ages bequeathed to Modern Times a mass nobility comprising 4–5% of the population (and in Poland’s case 7–8%), as compared with an average of 1% in the West. These included the boorish and uneducated lesser nobility so imbued with an overall awareness of its privileges and so justifiably dubbed by Bibó the “most noxious phenomenon in the development of modern Hungary”. In fact the only undistorted “Western” element in the Hungarian social structure up to the end of the Middle Ages had been formed by the peasantry which obtained a unified legal status in the 14th century. This was expressed in the peasants’ attempts to prevent themselves being pushed off the periphery of the Western type of structure, defending themselves with their unified awareness of *universitas* (in 1437) or of being a chosen, “blessed people” (in 1514), at times when they felt the “freedoms” they had obtained were being fundamentally threatened. But the fate of the serfs was decided in the long run by the responses the *corpus politicum* gave to the subsequent challenges of history.

Hungary’s social formation was again “Western” in the sense that it had had in the 1270s–1290s and particularly after 1400, clear ideas about the separate, autonomous position of the “political society” within the state, yet deviated from being Western in that its concepts were still one-sided. It never, for instance, crossed the mind of Simon de Montfort in England that he should do other than summon two burgesses from every town when the hour for feudal “parliamentarianism” had come (in 1264), but when that hour came in Hungary (in 1276) it entered no one’s head to invite representatives of the town folk. Nor did it occur to anyone later: the deputies of the royal towns took an irregular part at the Diets, at most as observers. Occasionally, for mere propaganda purposes, the towns also were referred to as “members of the realm” (*membra regni*), but there was little meaning behind it, whereas it had become axiomatic by the late Middle Ages that the deputies of the nobility were “representatives of the whole body of the realm” (*totum corpus regni repraesentantes*). For that precise reason it was ultimately a simplified and onesidedly interpreted digest

of the whole complex theoretical fabric outlined above that struck root in Hungary and permanently ruled out any chance even in theory of widening the "*pars pro toto*" kind of interpretation. Since the political sector of "society" were identical with the nobility and the nobility in Werbőczian terms embodied, in person, the *populus* under constitutional law and constituted "the members of the holy crown", responsibility by the ruler for the abstract notion of society was ideologically excluded. "Society" as the ruler's partner consisted exclusively of the concrete totality of the nobility.

So what structure did Hungarian history originally have? A "sincere history" could scarcely be satisfied with the generalizations or very broad cultural features implied by membership of *Europa Occidens*. In terms of regional typology one thoroughly secondary consideration is "high culture". Janus Pannonius's poetry cannot compensate for the raw local colour that he himself also thought rather raw and called in the humanist manner "barbarous". Obviously the overall "constitution" of Hungarian history can principally be perceived in the structures where Bibó also sought it. Yet in terms of the basic elements one feels there is an argument for applying even in the Middle Ages the notion "East-Central Europe" to the entire region, in which inclusion "East" means that modifications to the structure of the Western type of models and norms could be detected in almost everything. Of course there were minor differences—Bohemia showed forms rather more "Western" than Hungary's and Croatia forms rather more archaic, while Poland was in most respects highly similar. Ultimately the most is said about Hungary's structure in relation to the West by such cut-and-dried figures as that every 20th to 25th person in Hungary at the end of the Middle Ages was a nobleman, whereas only every 100th Frenchman was; at the same time every 40th to 50th person in Hungary was a free citizen while every 10th was in France.

#### IV

The luckier regions of Europe can afford to mark the beginning of Modern Times with success dates like 1492—the discovery of America. Less lucky regions reckon from the dates of catastrophes like 1526—the Battle of Mohács and the advent of the Habsburgs. Russian historians could also afford to open a new era with successful dates such as that of the "gathering of the Russian lands" or any of the starting dates for the annexation of the whole of Eastern Europe (1478, 1480, 1502, 1552 or 1556) if they did not insist on treating Modern Times as a category of inner "formational" change instead of a synchronous change of European eras.

Such dates are symptomatic. But still, if there has been a thoroughgoing change in the perception of eras it certainly lies in the realization that in order to comprehend Modern Times one must start with the "first crisis" of feudalism (1300–1450). Ever since European historians began reconstructing it in more and more detail and perceiving it in a perspective which shows towards the establishment of an Early Modern "world economy" (which lasted from 1450 to 1640), there has emerged some

justification for suspecting an identity between the regions of Europe that finally crystallized and the types of response to the challenges the crisis posed. Since even I. Wallerstein's theoretical attempt at a synthesis has only appeared recently, no one can fault Bibó for deriving the distortion in the historical structure of Hungary from certain catastrophic occurrences. But it would be inappropriate to start with the great peasant revolt (1514) since that catastrophe was an effect and not a cause; nor would it be practical to start with the acceptance of the Habsburgs, since by doing so one would set oneself a kind of trap in posing the question from which it would then be difficult to escape. A third group of phenomena has come to be seen in a new light since the expositions at the international congresses of historical sciences in Rome and Stockholm (1955 and 1965), and recently in the Marxist account given by P. Anderson, which reflects a fresh approach. This consists of the morphology of the Early Modern state system, the "Age of Absolutism". The societies of the historical regions largely passed on the task of answering the challenges of the crises to the states, while the states by and large reflected the regional opportunities, so that the act of "passing on" made them the most active factors in the crystallization of the regions—with a validity extending up to the present.

The very medieval model in which the social and state co-ordinates of the Western type were drawn up bears a resemblance to the unfinished cathedrals, the torsos of "Gothic Titanism" (Le Goff) that stood without tower, nave or façade in the squares of Beauvais, Narbonne, Cologne, Milan, Siena and elsewhere for centuries until a start was made on completing them in the 19th century. The reason is shared: the *civilis societas* and *corpus politicum* of the state rose upwards for centuries as torsos, indicating only the conceivable outlines of the gigantic apse, since the crisis in the whole structure had brought the building workshop itself to the brink of ruin after 1300.

Europe was extricated from the "first crisis" because the state—either temporarily or permanently—outstripped the society. How it did so varied from region to region, it depended on the region whether the new workshop that could complete the gigantic torso of the Middle Ages came together in the 19th century and whether matters went as far as Marx so expressively put it in 1875: "Freedom consists in the conversion of the State as an organ superimposed on society into one completely subordinated to it, and today too, the forms of the State are more free or less free to the extent that they restrict the 'freedom' of the State."

The crisis occurred at the time (in the West on the eve of the 14th century) when growth became constrained in almost every direction by the limitations of the structure, and as a consequence the "growth crisis" turned into a group of phenomena that reflected a slump (agrarian and monetary crisis, desertion of villages, drastic fall in population, political anarchy, etc.) without having gathered sufficient force to radically dismantle the structure. The precondition for overcoming the crisis was economic expansion, while the nature (or impossibility) of that expansion decided whether feudalism, having been prolonged in one way or another, turned into

capitalism or reproduced itself. The crisis first affected the most developed and thickly populated regions. Around 1300 three quarters of Europe's population lived in the West, i.e. in one fifth of Europe's territory. Afterwards the first waves of famine (1315–18), exacerbated by the relative overpopulation revealed the various crisis phenomena with an elemental force. The Eastern regions continued for a good while to show an ambivalent growth trend, and the wave of crisis finally arrived about a century and a half later, when the West was already recovering from its own crisis.

Ultimately the salient point in the West's recovery was the fact that even before 1300 the whole structure's centre of gravity shifted once and for all to the urban economy. The urban economy was the first of the forces affected (and the crisis affected all strata) to recover from the crisis. This it managed to do chiefly by discovering East-Central Europe as the place where its market crisis could be solved and its demand for precious metals be fulfilled; the regions beyond the Elbe paid in the long run for the West's recovery from the crisis. At the same time the regeneration of the Western towns forestalled the attempt or reflex of the nobility to push the crisis down beneath the "corpus politicum" and onto its own peasantry. But the armed vengeance with which the nobility reacted to the great peasant revolts of the 14th century was all in vain, since the deeper reflex of the economy proved stronger; one of the main achievements during the overcoming of the crisis was the elimination of serfdom in the West by the end of the Middle Ages. The regulating principles of peasant-landlord relations became money rent and tenancy. Indeed another reflex of the nobility's failed too—its attempt to fight its way out of the crisis and compensate itself for the decrease in its income by "chivalrous banditry" and the devastating anarchy of the type of warfare shown in the Hundred Years' War and the War of Roses, in other words by disrupting the states. Eventually the *corpus politicum* emerged from the crisis through a specific rearrangement of forces. At the end of the Middle Ages the monarchies, relying on the towns (and more or less subordinating the Church) found themselves facing a nobility exhausted by civil wars which had wreaked havoc on their income and social standing, a nobility that expected the state both to provide them with offices and military positions and to safeguard their privileges for them. In that framework and in due proportion, the West found the energy it needed for an expansion on a far greater scale than the one after the turn of the millennium. That expansion led via geographical discoveries and colonization to the laying of the foundations of the "world economy" in Early Modern Times. Of course there was another long century to pass between the appearance of strengthening new monarchies like the France of Louis XI (1461–83) or the England of Henry VII (1483–1509) before the emergence of "absolutism" and its threefold solution of preserving whatever was preservable from feudalism, preparing for capitalism and forming the framework of the nation states.

The reaction in East-Central Europe to the crisis was, as a matter of fact, organically correlated to the reaction of the West; yet in terms of the type of reaction the similarity was with the type specifically produced by Eastern Europe—by its very



emergence if by nothing else. This was the other expansive model after the programme of the “gathering of the Russian lands” under the leadership of the Grand Duchy of Moscow (14th century) had been adopted and carried out effectively by Ivan III (1462–1505). It was nothing other than a parallel answer of “incomplete” Eastern European feudalism to the crisis of the late Middle Ages, with analogous symptoms to those in the West: devastated villages, decrease of population and political anarchy; the situation was further worsened by subjection to the Tatars. The result was not only three centuries of Russian expansion (which amounted to the internal colonization of Eastern Europe) but also the fact that a gigantic Eastern “appendage” was attached to the formula, forming in a sense a pair to the Western, American appendage to the *Occidens*. While the *conquistadores* were expanding the Western world economy to the “Indies”, the Cossacks, after the first expeditions to Siberia (1581–84), advanced as far as Kamchatka, thus outlining the possibilities of another “world economy”. One can talk about a “Russian world economy” in Early Modern Times in the sense that there existed some other world economies besides the European one (e.g. the Chinese), each with its own centre, peripheries and external areas. The parallel is not in the relative weight but in the internal structure and the fact that the Russian economy went through some albeit extremely slow growth in the decisive 16th and 17th centuries, during the time when decline was causing deformation of the regions between Russia and the West. Apart from all the obvious contrasts there were two basic differences that turned Russia against the West. One was the West’s insistence on the separations. Just as it became obvious after the death of Charlemagne that the imperial frameworks of the “civilization” could not be maintained, so it became obvious soon after the death of Charles V that the attempt to fuse the “world economy” with the “imperium” was incompatible with the model that by then extended over the Atlantic to America. By contrast the Eastern European model that extended through Asia to the Pacific was based on a fusion of those three categories: the “economy” there was identical with the “imperial” framework which had been based on the “civilization” concept of the Third Rome (Moscow)—until it by the 18th and 19th centuries became a periphery of the European world economy. The other basic difference was that the Western model was based on eliminating serfdom, while the Eastern was based on prolonging it. The decisive element in Russian expansion was the agrarian colonization of large areas that offered practically unlimited space for the peasantry’s mobility. The Russian nobility was forced under the authority of the state with still more elemental force through taking part in the expansion and through the drastically effective prevention of the peasantry’s mobility than the Western nobility was by its existential crisis. The codification dates of the first radical restriction and then the full abolition of the peasantry’s migration and their other slight rights to freedom (1497 and 1649) were just as clearly milestones in the development of Russian absolutism as were the dates of territorial expansion (1480 and 1679) already mentioned.

What lay between those two expansions was East-Central Europe. The reason behind its defensive position was not merely its lack of space in which to break out, not

even the pressure of the Ottoman military offensive. It was too much of a part of the Western “world economy”, yet ever since the Middle Ages its periphery, with a weak infrastructure and economic basis. After the temporary stimulating effect of the Western urban economy’s way out of the crisis (export industry, capital exports), just the weakness and permanent stagnation of the Eastern urban economy was among the factors that decided the peasantry’s fate. Coupled with that came the growing demand of the urbanizing West for agricultural produce, causing the great estates cultivated by forced labour to become the typical Eastern partner in the East-West division of labour that developed. Consequently the nobility of the Eastern European region succeeded after 1500 in doing what the nobility of the West had failed to do after 1300 because of its paralysed reflexes: shifting the burdens of the crisis onto the peasantry. The unmistakable legislative omens of the “second serfdom” appeared with awesome synchronicity in Brandenburg (1494), Poland (1496), Bohemia (1497), Hungary (1492 and 1498), and also in Russia (1497), although the background and causes there were different. The great mass of the Russian peasantry had never in the Western sense been liberated from the “first serfdom”, and the Russian economy was not dependent on the West either. There were two common denominators after 1500 that began to erase the Eastern border of *Europa Occidens* (which had become more marked after 1200) while progressively strengthening the Elbe-Leitha line (which after 1200 had begun to fade). One was that the nobility there also had weighty reasons for accepting the authority of a strong state, since it was the power of the state that could most effectively apply the laws binding the peasantry to the soil, without which the latter by lawful reference to its “ancient freedoms” merely escaped or rebelled. The other common denominator was the presence in both regions of Eurasian wedges. Moreover, the Ottoman Empire at the height of its power and pressing forward as far as the region of the Száva and the Danube was a far stronger opponent than the weakening Golden Horde in the Dnepr–Don–Volga region. Turkish conquest was a serious problem for Poland as well as Hungary and Croatia, for it threatened Poland’s eastern wing, in the Ukraine. But despite the common denominators, there was one important difference. The nobility of this region, by contrast to the Russian nobility, had a clear and precise (though onesided) idea based on the system of institutions, that it “represented the country” and the “freedom of the country” in the state’s *corpus politicum*. The more the crisis increased the nobility’s power over the peasantry and afflicted the towns, the more onesided the nobility’s ideas became. That makes it easy to understand why the nobility in that defensive region hesitated far more than in the two expansive regions in the twilight of the Middle Ages over whether to act in accordance with their own fundamental interests or whether to insist on its “freedom”. Initially they inclined towards the latter, as can be seen from the rejection of the attempts by monarchs in Bohemia, Hungary and Poland (in 1471, 1490 and 1492 respectively) to strike root in parallel ways to those in the West. Later the region’s main characteristic became its experience of all the possible variations.

That fundamentally was the situation in Europe around 1500. As far as the outcome, “the Age of Absolutism” is concerned, another important circumstance must be noted. It was not just that the superstructure of the Early Modern state system, on a divergent basis, created a certain “convergence” in Europe; it was also that the newly born state system strove to even up with some kind of immanent force. Since the state had not only gained the ascendancy over “society” but also become the regulator of the economy and had as its means the 17th century’s “military revolution” (only seven years in that century passed without any major international conflict), as a result the strength of the economic basis decreased in an easterly direction in parallel with an increase in the size of the state apparatus. Eventually the balance of arms evened out the unbalanced relations of the base. Indeed around 1680 the army of the Romanovs, and that of Frederic II, numbered about 200,000, the same number as, say, the French army of the *grand siècle*, placing of course a very different scale of burden on the treasury and more importantly on the national income. That number could only be reached and maintained by the state’s influence “from above” over the economy and society being exercised progressively more directly and drastically the further east the country lay. Similarly, the basic “competitive” attitude that imbued Europe was progressively more spasmodic towards the east. It became still more spasmodic as the western societies swelled with energy (despite state attempts to control them), right up until the French Revolution. The easing of the spasm was the aim of the specific formulation of “enlightened absolutism” and the idea of “revolution from above”; the latter had been in the air long before Stein, Gneisenau, Hardenberg and others expressed it explicitly after 1806 in Prussia. That formulation was a historical phenomenon whose borders once again coincided with those of the old Carolingian Empire.

\*

The absolute state in the West “was a compensation for the disappearance of serfdom”, while in the East “it was a device for the consolidation of serfdom” (P. Anderson). Despite the vain mood of consolidation and “convergence” with which the ruling circles of 18th century Europe were imbued alongside their competitive relations, the divergent regional constructions meant that three formulations could be differentiated in the relation between the state and society. The bases of the two outward, equally pronounced models were the two expansive regions, while in the middle a number of variant models reflected the desperate attempts of East-Central Europe in the zone between two faintly drawn, permeable borders on each side.

Today hardly anyone would think the difference between the Western and Eastern absolutisms in Europe was that the former kept a kind of balance between the nobility and bourgeoisie while the latter was an out-and-out “feudal” formulation. Both were feudal. The fundamental difference between them was that Western absolutism defended the retrievable elements of feudalism against the erosive effects of capitalism in such a way as to contribute in effect to their very erosion in the interests of

its own aims and functions, while Eastern absolutism contained no such “contradiction”, since there were scarcely any (or no) erosive forces at work. Anyway, other aims and functions besides the defence of the retrievable elements of feudalism were connected. All the absolutist states had close functional correlations with the applicable regional formulation of the “world economy”, since they were simultaneously the principal beneficiaries and the prominent factors of its development. On that basis the states carried out their direct aim of subordinating society, and their perspective function of “reorganizing” (or undertaking an early “modernization” of) society to prepare it for Modern Times—which, in the end, amounted to laying the foundations of Modern Times. The means were also related. The development of the bureaucracy and the army, the centralization of the state administration (i.e. the homogenization of the “subjects”), protectionism of economy, or for example a new kind of legitimation of power—all these were common denominators of Western and Eastern absolutisms alike.

Yet despite all those similarities, all structural elements of the two outside models show sharp contrasts, due to the great differences in the medieval infrastructure of state-society relations and in the new basis of the economy.

The difference appeared sharply in the rhythm of development and in the temporal dimension as a whole. In the West the feudal components of the medieval “corpus politicum” gave up the struggle gradually and unwillingly and at a price of recurrent rebellions against the rulers with their increasing (but not yet absolute) power, so that the state was only able to come out on top in the 17th century. In France, the clearest *terminus post quem* of absolutism was the last assembly of Estates (1614–15); only afterwards did the real builders of absolutism such as Sully, Richelieu or Colbert, gain space on the basis of Bodin’s plans, which had really remained a scrap of paper. Moreover the most developed areas either jumped out of the system early (as did the Netherlands) or survived with only a somewhat incomplete absolutism lasting less than half a century (as did England). In the West the structure itself only outlived the 18th century in areas (Spain, Portugal and Southern Italy) where the shifting of the centre of the world economy to the Atlantic region and the consequent internal regional rearrangement of the West in Early Modern Times had created a “semiperiphery” in terms of economic and social structures. Moreover it happened, even if it was exceptional, that the medieval *corpus politicum*, which had been going through an internal change, developed not without conflicts but in a specific dialectical unity of revolution and organic continuity into the basis of modern parliamentarianism via the Long Parliament of the English Revolution. In England the Stuarts constituted something of an obstacle to the organic change of the medieval *civilis societas* into a modern civil society, while in other places the part absolutism played was to help in that process. At least in the West, where absolutism remained an albeit decisive yet episodic historical event, it formed one of the productive “cumulative” changes that prepared for further structural changes. By contrast the Russian absolutism in the East was the structure itself that served as a framework for any

cumulative changes right down through the centuries. It created all the basic elements, although a bit roughly, at one onset, from the reign of Ivan III to Ivan IV (1462–1584); it preceded with a formation like the *oprichnina* of Ivan the Terrible, “a state within the state”, a terror organization that kept an eye on all opposition, exterminated the refractory boyars and confiscated their lands. Before 1905 the only considerable shake given to the foundations of Russian absolutism in four centuries was the “Time of Troubles” in 1605–13, and after 1613 the Romanovs managed to consolidate the structure to such an extent that it could be summed up by Count Stroganov in his memorandum to Alexander I as follows: “It has been the peasantry that was the source of all disturbances in our whole history, while nobility never stirred. If the government has any force to fear and any group to watch, it is the serfs and not any other class.” The weak and short-lived Estates Assembly (*zemskiy sobor*) was created “from above” by Ivan IV by a decree with manipulative, tactical reasons behind it, to win over the nobility of the Western and Ukrainian territories under Polish and Lithuanian influence. After the assembly had codified the binding of the serf to the soil for eternity (1649) and thus fulfilled its role, it faded into oblivion. A similarly plain pact was only produced by the Prussians some years later (in 1653). In both cases the nobility resigned in theory from its role in the state structure in exchange for a state guarantee of the *corvée* and the deprivation of the serfs of civil rights. So modern Russian history was marked in part (to confirm what Stroganov said) by the Bolotnikov, Razin, and Pugachov type of peasant uprisings that swept periodically across the vast territories of Russia with elemental force. One of the models for absolutism was an integrative episode that transformed the West; the other was a lasting form of existence that integrated the whole of Eastern Europe.

It has been mentioned already that one tool of absolutism in both West and East was the organization of a bureaucracy that would ensure its smooth operation and that of the army, causing a multiplication of the bureaucracy. But East and West followed two different models, although the basis in both was the nobility. In the West the state differentiated: it gave offices and a military role to one part of the nobility while neutralizing the other and leaving it to vegetate in exchange for guaranteeing its privileges. But in the West the typical form that the “bureaucratization” of the nobility took was the sale of offices (the French *paulette*), by which the state killed no less than three birds with one stone: it raised income, blocked the clientèle system of the magnates, and by buying off one part of the old nobility and turning it into professional holders of office, opened the way for infiltration into the state apparatus by the bourgeoisie (*noblesse de robe*). Through the purchase of offices the bureaucracy became a type of capital investment and a vehicle for social mobility, while the practice of farming out taxes and other fiscal machinations incorporated the developing bourgeoisie as part of the state’s “staff of cadres”. Behind the aristocratic courtly milieu of the “feudal” state, the structure was shaped on capitalist operating principles, as was the army, whose reorganization likewise became a business “enterprise”. Apart from that, the nobility remained a corporation outside the “state”

sphere. In the East, on the other hand, absolutism made its first move after 1478 when Ivan III created a “service nobility” (*pomeshchiki*) which exclusively depended on the power of the Tsar and had primary interests both in territorial expansion and the processes of confiscation. The next stage was when this new nobility came to predominate over the old nobility with free estates (*votchina*). Absolutism gained its thoroughgoing form when Peter the Great merged the two types by extending the principle of serving to all, thus creating a unified service nobility incorporated into the bureaucracy and the army in 14 ranks. So it was a reproduction of the “archaic” relationship of service that sustained (with slight subsequent modernizations) the “modernized” absolutist structure even under Nicholas I (1831) until the great revolution. A nobleman was *eo ipso* either a civil servant or an army officer, causing an internal fusion between social rank and bureaucratic hierarchy. The West, turning the whole nobility into interested parties, selectively built it (and elements of the bourgeoisie) into the state, while the East performed a kind of “nationalization” of the entire nobility.

The West subordinated society to the state, the East “nationalized” it. Absolutism everywhere strove to homogenize its “subjects”, and there was no difference in principle between the views of Louis XIV (*mes peuples*), for instance, and that of the tsars over the indivisible oneness. But in practice the various local autonomies and “freedoms” were eliminated nowhere in the West. At most they were curtailed and put under state control. Corporate particularism and provincial variety were far more motley under every *ancien régime* than under the loose structure of a modern state. Periodically there would be a joint revolt of the nobility, the bourgeoisie and the peasantry in favour of restoring the various “freedoms” of each, in France for instance from the period of the “religious wars” to the *Fronde* (1648–53). Between these “freedom movements” of a medieval type and the French Revolution there elapsed some 150 years (punctuated in the main by local peasant movements against the burden of taxation), but the gap was caused not by any strengthening of absolutism but by the fact that the earlier campaigns had become anachronistic. The new bourgeoisie, strengthened by mercantilism, had no need of any peculiar “autonomies”. The centralization was not strong enough to homogenize the subjects thoroughly, but it was effective enough to encourage the relativized traditional “freedoms” to begin to approach one another underneath: their innate content became more homogeneous in proportion to the strengthening of the new bourgeoisie. István Bibó made an apt observation when he said the Early Modern state “administered together rather than annihilated” the colourful world of the traditional organizations existed. The first deed of Russian absolutism was done in the spirit of unifying the Russian lands, when Ivan III occupied Novgorod (1478) which had enjoyed an exceptional degree of autonomous government deported the entire leading strata, the boyars and the merchants, confiscated their property, and placed the city state under a Tsarist governor. The pattern was taken from Moscow, the centre of administration and military power, which contained an agglomeration of boyars, civil

servants, soldiers, merchants, artisans and agrarian people in which each group (as was general in all towns in the Russian lands) depended separately on the principal power, and even the privileged rich merchants (*goshti*) were chiefly business agents of the Tsar. In the ensuing centuries all the towns in the newly colonized territories, from Tsaritsyn to Archangelsk, and from there to Ufa and further to the East, followed that model. The declining remnants of the local self-government of the boyars (*guba*) were eliminated by the first Romanovs, who annexed all territories to the central apparatus of state by organizing them into provinces. It was one of Western absolutism's contradictions that the "subjects" sooner or later began to turn their *libertates* into a unified *liberté* within the leeway remaining under the state; the direction taken by Tsarist absolutism precluded that contradiction, so that the concept of "society" as the totality of all subjects was consistently realized.

Everywhere the absolute state willy-nilly became the largest economic "entrepreneur" of the period. Whereas the typical form of Western mercantilism was the capitalist company, organized under the protection of the state, the logic of Russian mercantilism caused the expansion of the traditional commercial and manufacturing monopolies of the Tsar which under Peter the Great and his descendants assured the state dominance in all key industries, especially war industry (iron in the Urals and shipbuilding) and foreign trade. Whereas in France, for instance, the growth of industrial capital was around 60% (allowing the bourgeoisie to act as the catalyst in the process mentioned by which the freedoms were unified) even in the century when the *ancien régime* had already turned its back on mercantilism, economic growth in Russia primarily assisted the state itself all the time. Indeed in "competitive" terms, this was the really effective means by which in the final hours of Tsarism Russia had outpaced France to become the world's fourth largest steel producer and fifth in overall industrial production.

"Absolutism" itself is an imprecise concept in both directions. In one direction it says too much, in the other too little. Neither in practice nor in principle was the power of any of the Western monarchies limitless or free of all kind of law (*legibus solutus*), i.e. "absolute" in the true sense. Theoreticians of absolutism like Grotius, Bodin or Hobbes were far from sweeping "society" off the theoretical table. In fact they interpreted and developed the ideas assembled at the height of the Middle Ages (from natural law through the social contract to Roman law) so as to make of them a modern version of the medieval principle of divine grace and the late ancient "irrevocable" transfer of power. But the "absolute" power of the sovereign over legislature, levying taxes and other decisions was not "unrestricted" in principle but "uncontrolled" in practice—which was a big difference. So on the one hand the "people" did not control him *pars pro toto* either, since in the "contract" the people transferred the natural rights that were its due in principle to the sovereign, but on the other it remained a theoretically valid argument that (as Bodin put it) the sovereign "had no right to infringe upon natural law" or do anything "without just or reasonable cause". No attribute that could be made good use of from the point of view of society was dropped,

each was merely “subordinated” in principle to the structure (just as the remains of the “body politic” were doomed in practice to passiveness), and the limitations on the power of the sovereign were transferred to the moral sphere (of which the practical guarantee was the existence of those remains). As soon as conditions were ripe, all the theoretical elements could be pulled out from under the sovereign by one single movement and arranged around the sovereignty of the people. It was almost symbolic that Montesquieu (who for a while was the president of the Bordeaux *parliament*) should have been at once a pioneer of “modern” state theory and a representative of the aristocratic opposition to absolutism. The legitimization of Russian absolutism followed an entirely different formula. On behalf of Ivan III, monks went to work around 1480 digging out from manuscripts the elements of the Byzantine, autocratic mysticism of the state, centring it around the mission of the “Tsar of all the Russians” to be God’s vicar on earth, accompanying this with identification of Moscow as the “Third Rome” and of the function of the subjects as being “service” to that. Since the great boyars represented no institutional or theoretical traditions in the autonomy of society alongside their *de facto* (though less articulated) participation in power, the only ideological opposition actually to remain consisted of the constant trends towards renewal in the Orthodox Church, which inclined towards a profound mysticism. But they were in a hopeless position from the outset since the Church was subordinated to the state after the Byzantine pattern. At that point the Gordian knot was cut by Peter the Great, who created the Holy Synod that ultimately subordinated the Eastern Church to the state (1721). Not even in theory was any leeway left to any stratum under the state ideology that crystallized out of the indissoluble trio of autocracy, orthodoxy and the Russian people, concentrated that trio upon one single focus, the personal power of the Tsar, and from there made it radiate together with the “true” belief through the sphere of influence of “true” power to the “true” unity of the people. The legitimization of Western absolutism consisted of declaring the “legitimacy” of power. That of Eastern absolutism amounted to the declaration of the mystic “truth” of power and the forcing of the opposition into the same conceptual framework. In the West the opponents of absolutism constantly referred to the rights to freedom and progressively simplified the slogan (so much so that in the decade before the French Revolution the terms “freedom” and “representation” came to correspond in the parlance of conservative and radical oppositions); in the East the opposition also revolved round the one true and total “truth” and had not managed to break loose from it even by Modern Times.

It was a peculiarity of development by which the divergence between the Western and Eastern models was maintained. Moreover that divergence increased in a sense within the framework of “convergence” that had set in by the 18th century. The turning point was marked on the one hand by the outcome of the War of the Spanish Succession (1701–15) and on the other by the reforms of Peter the Great (1689–1725). The war (the “first world war in Modern Times”) gave the “competitive” relation that had imbued the Early Modern state within the West itself a new dimension, since



England and Holland, whose revolutions had eliminated them from the system of absolutism, emerged as the real winners, while the strongest model of absolutism, France, emerged as the real loser. The result of that was an ossification of French absolutism which turned the competitive relation within the model state itself into the dimension of the state's retrograde structure and of the emancipating forces in society. Enlightenment in the West was the concern of "society", not of the "state". The Western parabola of absolutism was then completed by the French Revolution, after which the state, which had gained ascendancy over the premature and crisis-ridden medieval *societas civilis* on the basis of the expansive "world economy", helped society out of the crisis as a "subject" of it, and so finally a higher *société civile* gained ascendancy over the state in crisis.

The Eastern parabola of absolutism looked quite different. To hold its ground in competition with the West the Russian Empire was forced to "open a window" to Europe, give up its own separate "world economy" and become part of the European economy, and at the same time to make enlightenment a concern of the state by "civilizing" its subjects in such a way that they remained in terms of their social character still subjects (and not "civiles"). That process of modernization was very deftly begun by Peter the Great. His reforms (and their continuance, particularly during the reign of Catherine the Great) can be assessed not so much from the customary point of view as Russia's Europeanization but as the accomplishment of a consistent "Eastern-Europeanization", in that the formula was extended in every possible direction. It was Peter the Great who said, "Now we need Europe for a few decades, so that we can turn our back on it later." Beyond various kinds of indicator that all showed how the restricted opportunities of a structure (and at the same time of a "nationalized" European region) for movement when directed exclusively from "above" had been opened up amidst circumstances of fundamental social and political inertia, the result was that a Russian nation was forged from within the Russian "imperial" framework, just as in the West the frames of the nations were forged from absolutism. But this convergence concealed divergence too. Under the Western model, national society freed itself from that frame as the theoretical deposit of sovereignty, so that it could then control the state in practice; while under the Eastern model, the Russian nation remained both in theory and practice a social framework subordinate to the "freedom of the state" (Marx).

\*

The region that lies between those two models, as we have seen, crossed the threshold of Modern Times amidst newly developing "Eastern European" conditions, but with defective "western-like" structures. Precisely because of that duality, Early Modern Times produced in the region a number of variant models instead of one unified one, as if all the permutations and combinations were being experimented with.

In the northern half of the region the two extreme variants were tried out. This was the area destined by its location to be the first to connect, via the Baltic trade, with

the industrial and agrarian division of labour in the expanding global economy of Europe and to do so to the greatest extent in terms of volume. Thus it was the earliest area to adopt the “second serfdom” and the one to do so most consistently. During the great boom (1550–1620) grain was chiefly and to an increasing degree shipped to Brugges and Amsterdam from the ports of Stettin, Gdańsk and Königsberg by the German *Gutswirtschaft* from over the Elbe and by the Polish great estates cultivated by forced labour. The beneficiaries were the nobility of one very large and one very small state. The Polish-Lithuanian Kingdom was the largest state formation in 16th century Europe, extending from the Baltic to the Black Sea and from Silesia to the regions of Kiev and Smolensk, while the Electorate of Brandenburg was at the beginning of Modern Times one of the smallest part-states in the region—one of the least urbanized territories of the Holy Roman Empire with a feudal structure predominantly determined by the *Herrenstand* and *Ritterstand*. Some political significance was only gained after the Hohenzollern dynasty had obtained the other pole of their future power, the heritage of the Teutonic Knights: East Prussia (1618).

It was precisely because of the prosperity of the Baltic and the extra weight of Eastern Europe that the largest in the region, the selective “political society” of Polish nobility set out on an extreme road: by reducing its unilaterally “Western” situation inherited from the Middle Ages *ad absurdum*, it established a kind of a noble *respublica* entirely unprecedented in Europe. Relying on the initial strength of the *Rzeczpospolita Polska* that organized the Polish-Lithuanian union into one of political law (1569), radically rejecting the dynastic principle and subordinating the elected ruler to the Estate Assembly, the *Sejm*, from which the towns were excluded (1573), the Polish nobility tried to behave as if it were living in an expansive region. In fact it was living in one, since by incorporating large areas of White Russia and the Ukraine territories beyond Volhynia and Podolia this state was in part responsible for initiating Eastern Europe’s “internal colonization” as far as the Dneper area. In the meantime it remained the dominant political factor in the region until the last third of the 17th century. In the field of culture, this situation provided the background for Copernicus and the Polish renaissance, with Cracow as its centre, known as the “Polish Golden Age”. As if it were meant to illustrate the contradiction between the models in the West and East, this noble *respublica* developed a strange “anti-mercantilist” policy that in principle excluded the Polish merchants from marketing the grain of Polish landlords and gave the business to foreign (mainly Dutch) merchants (1565). The attempt to have a “Western-type” noble society running the state on a kind of “anti-absolutist” basis ran into hopeless impasses in every direction. By the end of the 17th century the general economic depression had ruined the manorial economy too, the urban basis having been destroyed, and the extreme noble “freedom” of feudal parliamentarianism (*liberum veto*) that bound the ruler hand and foot and also paralysed the state, excluded the noble state itself from the “military revolution” of the period. Lacking a well trained infantry and artillery, and a standing army of any kind, the noble cavalry, hopelessly outdated, suffered easy defeat at the hands of the Swedish, Prussian and

Russian armies in quick succession, after which the revenge of the Orthodox peasantry led by the Cossacks caused the annexation of the Ukraine to Russia under the banner of Chmelnicky (1648 and 1654). What all that led to is widely known: after a series of partitions (in 1772, 1793 and 1795) Poland disappeared from the map. Its place was taken by the three neighbouring absolutisms: Prussia and Russia, which in the meantime had become factors of European significance, and the Habsburg state. It was symbolic that over the grave of Poland stood the three greatest figures of "enlightened absolutism": Frederic II, Catherine the Great and Joseph II. This absurd and overextended attempt by the nobility in East-Central Europe to preserve the medieval "Western" structure when "Eastern European" conditions were more and more predominant proved a complete failure.

The smallest state formation in the region, the Electorate and Principality of Brandenburg, followed a completely different road, since the Hohenzollerns and the Junkers interpreted the "Eastern European" turn of history in a quite different way (although not without initial frictions). Abandoning the distorted "Western" situation they had inherited, they adopted instead a model of absolutism whose military and bureaucratic structure approximated to the Eastern model more closely than that of any other European absolutist state, although they put it into practice with the precision characteristic of the West. Brandenburg-Prussia by its methodical expansion northward and eastward (into Pomerania), and westward (into Magdeburg, Altmark, etc.), by its systematic redevelopment of the feudal mechanism, consistent cementing of the nobility into the bureaucratic machine and the army (making the Junkers an exemplary Western variant of the "service noblemen" in the East), and effective adaptation of mercantilism, became a factor of European significance as early as the reign of Frederic I, the Great Elector (1640–1680). His successor and namesake turned the country into a kingdom and a military power (1713–30), after which Frederic the Great (1740–86) acquired Silesia and raised the Prussian Kingdom to the level of a model absolutist state and a major political force that also proved flexible enough to transpose (under Napoleon's influence in 1806) the ideas of "revolution from above" into practice. That was the precondition for this model variant of East-Central Europe, whose diametrical opposite, Poland, disappeared from the map, the western part of it becoming Prussia, to seize the sole realistic opportunity for a successful unification of Germany, which had thus far existed only on the map as a conglomeration of several hundred territories straddling three great historical regions of Europe. Of course that success was ambivalent by comparison to the successes of the two regions on each side of it. Bibó appropriately remarked that the region's countries always had, in some place, at some time and by some means, many a cruel trick played on them by the distortions of their history. Eventually fascism and its consequences were the currency in which Germany would be obliged to pay for having won its unity from "above", under the stamp of an "Eastern" initiative and by way of internal aberrations and obstacles to democracy; that conclusion forms the theme running through Bibó's work *Német hisztéria* (German Hysteria, 1942).

The hybrid variant offered by the intermediate region between the two extremes was produced by the *domus Austriae*. The Austrians' irony about themselves can explain the fact that the Habsburg house managed to squeeze the whole southern part of East-Central Europe into a single imperial conglomerate for almost four centuries by means of the motto *Tu felix Austria nube*, an ability to pursue a successful policy of dynastic marriages. In the long run the Czechs' irony about themselves could cope with the consequences after the style of Svejek. But maybe the Hungarians are less liable to laugh at themselves because in order to do so they would have had to resolve the contradiction by which the real sufferings of Hungarian society at the hands of this historical framework were accompanied by an unflinching and effective contribution by the Hungarian ruling strata to its maintenance. As far as the origin of the framework is concerned, it was not simple enough to be explainable purely in terms of clever marriages (1515) or of constitutional considerations, or of catastrophic turns of history (1526), or even of the fatal historical errors or "treachery" of the feudal system in one country or another. What finally helped the Eastern branch of the House of Habsburg to obtain the Bohemian and the Hungarian kingdoms was that the "political society" of the region was compelled to acknowledge, since it lacked the albeit temporary scope for expansions and the illusions of the Poles, that it lived in a "defensive" region. On the back of the Czech nobility was Hussitism, the region's main "Western" type of reaction to the first crisis of feudalism. The traditions of the Hussites threatened the entire nobility with dire setbacks after the "Eastern European" change in the relationship of landlord and peasant had taken place. The Hungarian nobility, on the other hand had to bear in mind the nightmarish memory of 1514, and there was, moreover, a very real knife in its back, placed there by an Eastern despotism. But the majority of the Hungarian nobility was "Western" insofar as it was unable to conceive of a compromise with Ottoman power, or of conceding its feudal freedoms and collective political rights and cultural traditions in the widest sense—its "Christian freedom" (*Christiana libertas*) as the whole complex entirety had been called since the mid-15th century. Of course there were all sorts of attempts at manoeuvring going on. Little Transylvania, for instance, managed to adapt to a lasting process of manoeuvring at the mercy and by the consent of the Sultan, who had need of such a small, remote buffer state. But no such mercy was extended to the rest of Hungary, where the House of Habsburgs meanwhile won its case with the powerful argument that experience of the times before 1526 showed the annual income of the Crown in the whole of independent Hungarian Kingdom to be only just sufficient to cover the annual costs of the border-castle system in the South "in time of peace", not when the Sultan's fearful army of a 100,000, unique in Europe, was on the doorstep. In 1526 and after the Habsburgs were the only power near or far who could be expected to change the balance.

The view of history that consoles itself with daydreams is inclined to forget three factors. One is that the Battle of Mohács was not what ruled out the possibility of a "national monarchy". By then the Hungarian Kingdom had been obliged on and off

for a century and a half to seek wider dynastic frameworks through personal unions, Polish, German, Habsburg or Bohemian. Even under the great monarchic endeavour of King Matthias attempts had been made to widen the framework by conquests in the direction of Moravia, Silesia and Austria. The fact that Buda lay outside the centres of dynastic integration belongs among the host of lost historical opportunities. But after 1490 Hungarian "political society" itself played no small part in the loss of such an opportunity. The second factor likely to be forgotten is that once no other realistic alternative than Vienna remained, the Vienna–Pozsony relation (Buda being out of the question physically too) was for a long time not only legitimate by traditional "Western" standards but operable more or less in concordance with those standards—including its disorders and the uprisings that tried to correct them and in which there was nothing unique or absent from the general European tableau of tensions and clashes between Absolutism and Estates. The third factor is that the Habsburg dynasty, far though it was from wishing to lay down its life or spill its blood in the cause of the liberation of Hungary, played a significant part in preventing the Ottoman wedge from penetrating more deeply into the country, and even that ambiguous role cost Vienna more than all the revenue it was able to squeeze out from the rest of Hungary. Of course none of those things conflicts the fact that the series of "bad compromises" of such central importance to Bibó's concept of history really did begin in 1526, the tragedy being that one could scarcely conceive of any "better" compromise or any fuller absolution from the constraints of compromise. The Hungarian (like the Bohemian) nobility lacked the strength of the Polish, but it had far greater strength than the Brandenburg–Prussian. That is why it was abandoned to a third model: a bad compromise, unquestionably Western in character and confined within the Habsburg dynastic framework.

This framework of integration over almost four centuries was marked by a specific intermediate and even ambiguous position between the Western and Eastern prototypes of the developing system of European states. Moreover that so decisive demarcation line of the "second serfdom" ran through the body of the new formula, to become fixed there. The agrarian structure of the Austrian hereditary provinces remained basically similar to the Western one, and furthermore, it led in two isolated areas (Tirol and Vorarlberg) to a political consequence that was exceptional even in the West: the incorporation of the representatives of the peasantry within the provincial *corpus politicum*. The state formula was on the one hand "of an Eastern type", in that its "imperial" character related it to the Russian formula, but on the other it markedly differed from it, in that the degree of centralization of the empire as a whole remained no more than a mere plan. The traditional autonomy of the individual "countries" (and even provinces) never ceased to show through the dynastic unity and the centralization of the military and financial administration, in most places with a clarity exceptional even in the West. On the one hand the temporal rhythm of the development of Habsburg absolutism showed a definite relation to the West. (The conflicts between the strengthening state and defensive forces of the Estates took the

form of “religious wars” and here and there of necessarily premature “national” slogans that were only replaced by the real “absolutist” turn of the state in the 17th century.) On the other hand the first fairly decisive turn took place, at least in Bohemia (1620), with a truly “Eastern” brutality and was continued in Hungary with an attempt in the same style (1670) that met stouter resistance than expected and led within half a century to a compromise that would naturally have been impossible in the East and that had no parallel in the West. There was no precedent for the way the Austrian hereditary provinces kept the massive remains of their autonomies and disunity, with medieval freedoms for the nobility, burgesses and peasantry, and developed simultaneously the basis of absolutism in the spirit of unconditional faith in the dynasty. At the same time this “semi-Western” formula specifically in the Eastern European way, took the matter of enlightenment into its own hands in the 18th century (although by then the state had become the matchless bastion of papal clericalism), and having fulfilled the programme of enlightenment half successfully and half unsuccessfully, became after the great turning point of 1789 in Europe’s history a “prison of the people” just as Russia was. This fundamental fact could change little even when, a century later, the Habsburg Empire became a framework for rapid capitalization and modernization—again in a “semi-Western” way. Its inevitable dissolution was caused precisely by the fact that in the age of nationalism it was too late to turn a “prison of the peoples” into a framework for the free association of peoples. It also followed from the hybrid structure sustained for almost four centuries that its dissolution was followed by mounting chaos and not relaxation. This absolutism was unsuited by nature to making its “peoples” into modern nations, either clear state-nations or clear linguistic nations, although in both the West and the East that was one of the fundamental historic tasks of absolutism—by which it is not implied that the results were equally “perfect” everywhere.

The whole history of the Habsburg state was an attempt to balance the unbalanceable while being squeezed somewhere in between the two extremes of East-Central Europe: the Polish and the Prussian variants. The only consequent structural element in that formula that might be called heterogeneous in every respect, was apart from the total domination of the dynastic element, the setting up by the Habsburgs of a diminished—“East-Central European”—copy on an “imperial scale” of the division of labour drawn up by the nascent “world economy” on a large scale. The decisive warning to do so had been provided by the Peace of Westphalia (1648), after which the Habsburgs were politically driven out of Western Europe. The failure in the coming half a century to set up monopolistic commercial companies in imitation of the West showed undeniably that the Habsburgs had no chances in the Western sector of the world economy either. So the House of Habsburg settled down to a division of labour between West (industrial) and East (agricultural) through the economic structure within its own, East-Central European, political framework. In the hybrid Western sector, the political precondition was provided partly by the fact that the Habsburg *Hausmacht* managed to gain the upper hand over its dismembered “hereditary

provinces" fairly easily, and partly by the fact that this Western dynasty never hesitated to sweep the "political society" of a country off the scene by means more absolute than the Eastern ones: after the Battle of the White Mountain (1620) it did so in Bohemia—cleverly selecting the one of its "countries" which had already produced in the 16th century double the economic potentials and incomes that the original *Erbländer* could provide. By annihilating the cream of the Bohemian nobility, confiscating the lands of more than half of them and "replacing" the old Bohemian ruling class with a new, cosmopolitan aristocracy loyal to the dynasty, the Habsburgs killed three birds with one stone. First, an uncontrolled, absolutist government in Bohemia connected to the hereditary provinces was ensured; secondly, the imperial bureaucracy and high command obtaining a high-ranking set of cadres which again matched neither the Western (office-buying) nor to the Eastern (service nobility) type and was a third variant (that lacked the nation-forming ethnic unity that was a common feature of the other two); thirdly the Habsburgs obtained a territory which they could develop into a complex model area of the Eastern-type "second serfdom", subordinated to a new aristocracy and to the state's Western type of mercantilist development of industry. So over the centuries it was mainly in Bohemia, under a foreign dynasty, with an aristocracy that remained foreign, and with an autochthonous nobility of diminishing significance, that East-Central Europe's most bourgeois modern nation would be formed, almost unawares—as the result of the Habsburg absolutism's only unintended and indirect "nation-forming" activity; for it did not even cement the mass of the *Österreichische Erbländer* into a real "Austrian nation". Then there was, far more conspicuously and with far more hullabaloo, another nation (of a quite un-bourgeois character)—the Hungarian nation, existing not so much by favour of the Habsburgs as in spite of them. In the "Habsburg division of labour", Hungary was cast in the East's role, partly because of her geographical situation and partly because of her system of Estates, which was stronger than Bohemia's. Eventually the ambivalent reward her "political society" won turned out to be a punishment for Hungary, whereas for Bohemia the punishment that followed the fall of her system of Estates turned out to be a reward.

The picture of the "cruel Habsburgs" that has been impressed so deeply into the Hungarian view of history has eclipsed in practice the purpose of that cruelty, by which all conflicts were resolved—the *compromise between absolutism and system of Estates*. Once again there was certainly no equivalent European pattern or example of it. Unfortunately neither the conflicts of the heroic fights and the bloody revenges nor the Hungarian "long 17th century" that began with the Fifteen Year War and ended at the Peace of Szatmár (1593–1711) left lasting marks on modern structures, apart from an attitude that tends to forget how between 1608 and 1670 there was a good half century of compromises, once again an unprecedented occurrence in Europe. The marks instead recall the "division of labour" which in Hungary helped stabilize an early modern "Eastern" type of change (that consequently distorted the medieval Western

forms further) by leading up to a medieval “Western” compromise (which was already anachronistic in terms of early modern Western co-ordinates).

If one reviews history through Bibó’s eyes, one is compelled from the point of view of the historical preconditions of the “process of the organization of democratic society” to disregard emotions that in their right place are entirely justified, to forget daydreams that in their own terms remain entirely pointless, and to forswear the self-contained moralizing that glosses our understanding of history, even though such omissions will always scandalize the subscribers to an emotional, dreaming, moralizing view of history. The issue is not whether or not the series of struggles against the Habsburgs was full of fine episodes or whether or not those struggles were justified at all. An intelligent view of history makes clear that those issues can easily be separated from the factors that had a role in deciding structures in the historical long run. Dreams after the event are too frail to connect these two kinds of approach. The dreams begin by saying that the Habsburgs might have been forestalled—for instance by accepting an alleged “proposal” of Suleiman’s. They continue by stating that there was an idea of some kind of “national absolutism” at work in the depths of the anti-Habsburg movements. They end by concluding that these movements would have achieved some freedom for the serfs. But since the existence of any “proposal” of any kind around 1526 cannot be proved and the chances for a “better” compromise were altogether unrealistic, the ideas in the mid-17th century and after undoubtedly centred on a monarchical alternative subordinated to a noble *respublica* of the Polish type. Nothing was further from the Hungarian nobility’s mind than setting the peasantry free from the “second serfdom”, since that was the vital condition for their existence irrespective of whether they lived under a republican (Poland), absolutist (Prussia and Bohemia) or feudal dualist framework (Hungary), even if their best representatives, the minority like Ferenc Rákóczi II, really did consider something of the kind. Rákóczi sometimes complained bitterly when he came into conflict with outright feudal self-interest. As soon as the battles were over, the tender shoots of a wider, more comprehensive concept of social freedom, which had sprung up here and there, were swiftly cut back, at least until the flowering of the Age of Reform (1825—1848) and the subsequent “spring of the peoples”. The movements of the Hungarian “long 17th century” undoubtedly meant something different and more than the Fronde-type uprisings of the same period, which sometimes had a similarly broad social base since the alien nature of absolutism could temporarily forge a premature “national” front. But the Hungarian movements cannot be compared in their structure or in their function of forming a modern “national society” to the Dutch War of Independence and Revolution that shook off the yoke of Spanish absolutism.

After 1526 Hungarian history did not simply arrive at “impasses”, Bibó pointed out. It became stuck straight away in the very deadlock whose ins and outs in Modern Times have been so precisely surveyed by Bibó himself with his merciless candour. In essence the deadlock was that Hungarian history with its structure of a “Western” type (but a defective, ineffective and warped one) became stuck during the “Eastern



European” turn in the crisis in an “East-Central European” variant solution that in principle excluded the state from effectively overcoming the crisis by following either the clearly Western or the clearly Eastern model. On the one hand the severely defensive situation in the region excluded the opportunity for a Western type of “national monarchy”, and on the other the existence of the Western type of *corpus politicum* essentially excluded a Russian type of unilateral subordination to any kind of imperial absolutism. The warped political society of the nobility, which was stoutly preserving the feudal pole of the state, was occasionally able by fits of effort to draw masses from “beneath” the *corpus politicum* and range them behind the banner of the “freedom of the country”, but it was necessarily unable to modernize itself from within by its own aid, for which it cannot be blamed, since nowhere else in Europe apart from the Netherlands and England was the medieval *civilis societas* able to perform such an unaided self modernization either. So there remained the anachronism: while the West set out towards national absolutism and the East towards imperial autocracy, Hungary’s noble society did not see (and could not see) of any other concept than that of sticking to the medieval dualism of royal power and Estates, even in the face of the imperial framework and the changed conditions—which finally produced lasting if formally partial success in the 18th century. Political culture itself became stuck in hopeless anachronism, too. While in the West people’s sovereignty started to appear from the social contract at the expense of the power of the sovereign (while nothing in the East of any merit developed out of the totality of autocracy), in Hungary the petrification of the idea of the Holy Crown inherited from the Middle Ages remained the focal point of political thinking and state theory. Quite specifically, this political society, when influenced by the Enlightenment and the French Revolution, continued, even at the Diet of 1790–91 (as F. Eckhardt put it so expressively), to hold “Montesquieu and Rousseau in one hand and the Tripartitum in the other”—the latter expressing the mystery of the Holy Crown, whose essence was that only the nobility could be the “members” of the realm’s mystic “body”. The situation was not exactly as Bibó said when he counterposed the essentially “mendacious construction” of the 1867 Compromise (the *Ausgleich*) with the earlier feudal period whose structure and burdens “could be called, and moreover called themselves what they were”. To start with the structure itself was entangled in twofold lies. The dynasty kept saying that it “was doing good” or intended to do good to its “peoples” in Hungary, but it was prevented from doing so by the rebellions, which of course was a pure fabrication, because of the division of labour mentioned above. On the other hand the nobility kept complaining about the endless suffering of the “Hungarian nation” in its recriminations, which as time passed became a twofold lie, because when talking of the nation the nobility only meant itself (which by European standards had begun to become an unadulterated lie by then), and because it did not suffer very much in any case. In spite of all that, as early as the year of the destruction of the Bastille, a noble “national” uprising was brewing against Joseph II, who wanted to free the serfs “from above”. At that time only the narrow intellectual group of the Josephinists were

compelled to face the tragic contradiction of modern Hungarian history: the traversing axes of national independence and social progress. The reason why the nobility had for quite a time suffered hardly at all was that its compromise with the Habsburgs had left it a practically untrammelled lord and master of its own serfs, and at the same time it had retained the sectors of the state that were its due by the feudal rules of the game. Besides the local, county administration (of which it had remained in possession after 1526 in a normative way) it had been granted an organ of central government with a restricted sphere of influence—the Governing Council.

The Hungarian variant, by contrast with the Polish, was only capable of a partial success or seeming success since its system of Estates was weaker; but since it was stronger than either the Prussian or the Bohemian variant, Hungary excluded itself far more than Prussia or Bohemia from the restricted successes of enlightened absolutism, particularly from the partial successes of the revolution “from above”. All else from which it excluded itself (a capital city, a modern state apparatus, economic organization, political culture and so on) has been listed by István Bibó in his work *Kelet-európai kisállamok nyomorúsága* (The Poverty of the Small States of Eastern Europe) where he remarked that Hungary “came face to face with the fact that on her behalf no one had undertaken the laying of the foundations of a modern state and national institutions which had taken place all over Europe in the 17th–18th centuries”. Nor had anyone accomplished the formation of a nation. Of course the feudal Hungarian *corpus politicum* had lacked the strength to forge a *nationalité d'État* out of the historical framework of the state. Yet Hungary's *corpus politicum* did have the strength to maintain the fiction that it constituted a *nationalité d'État*, and on the level of the Estates system it did constitute one, but it was too bound to that system to be inclined to take notice of the birth of nations as linguistic entities behind the fiction or to draw reasonable conclusions from that in good time. The most visible and tragic way in which the partial success and the poor compromise rebounded, was in the long run through the national question, by comparison with which it was far better to disappear from the map for a century and a half as Poland did or to be degraded into a hereditary province for three centuries as Bohemia was. Few have seen so clearly as István Bibó how dominant a role was played by the fiction associated with historical Hungary in the false turns made during Hungary's modern history.

Apart from the widely recognized distortions in the structure of the economy and society caused by history, it has also paid Hungary for that forced situation by infecting it with a typical “malaise” in mental structure, and this too has been diagnosed extremely accurately by Bibó. Yet some of those maladies may have proved so chronically persistent because they stemmed, not as Bibó thought, from relatively new infections and still newer debilitation after the healing processes of the Age of Reform had been halted in 1848–9, but from old constitutional diseases. Was it not a disease that all the leading strata of a society that lived in a political structure fundamentally based on compromise (and in which every uprising was ultimately aimed at political compromise) should for centuries delude themselves into believing

they were constantly rebelling and “resisting”? The suggestion was so strong that it still exerts an influence on us. Was not one of those diseases, the intensified and hereditary “ruling spirit”, as opposed to the “humility of the serf”, which was of such central importance to Bibó’s diagnosis? The source of those symptoms was not merely the Eastern European model, but more directly the warped structure based on compromise, in which local frameworks of power that were hardly controlled from the centre could serve as compensation for the entire exercise of state functions, whereas in other places the absolute state itself began to produce some competent balance. Another symptom of the disease was certainly the specifically unbalanced and depression-torn opposite of that “rebellious” self-suggestion, the inactivity of *nil admirari* emphasized by the poet Mihály Babits, the resigned submission that assumes all major decisions are made somewhere “up above”.

Yet the picture is not so hopelessly dark as that, even though the present sketch intends to do no more than flash some light on the frameworks that were formed during the period of prolonged feudalism, and on the synchronous and asynchronous elements within those frameworks. Moreover the “western-like” correction did not merely take place in the cultural history whose occurrences are most born in mind. From the point of view of the Hungarian literature, art and education of the period, the Leitha had never become a border; the orientation was uninfluenced by the Habsburg framework and formed an organic part of *Europa Occidens* by stretching beyond that framework (“in a simpler context, with a provincial character,” as Bibó put it). But to prove that “high culture” in itself is far from equal to correction, it is enough to recall how 19th century Russian literature, which was maybe the greatest of the age, did not correct Russia’s 19th century structure in the least, while Hungary’s “Eastern European” turn, although distorting the structures, could not exclude from them the organizing principles of law and freedom. In that context the issue was not the nobility’s interpretation of those notions or the inflation of them, which was about to rebound since it had by then become anachronistic. It was unable in any case to rebound strongly enough to destroy the structures of the “small circles of freedom” inherited from the Middle Ages entirely. In that respect Habsburg absolutism was no more restrictive than the absolutism of any western state. Moreover, in the but slightly modernized prolongation of medieval dualism of royal power and Estates there was a certain internal logic, for instance in the fact that the bases of the urban freedom, controlled by the state and under the thumb of the county, went unquestioned by anybody. More importantly still (since it concerned more than nine tenths of the country’s population) not even the peasantry’s circumstances were in full synchronism with Werbőczy’s *Tripartitum*, with the deprivation of civil rights that had followed from the status of *perpetua rusticitas*. That less spectacular, hidden, but stoutly stubborn resistance with which the remains of the peasantry’s “rights and freedoms” stood out at grassroots level in the village communities against the pressure of the “second serfdom” was far more important than the weaponed resistance of the nobility. Recent research has shed more and more light on the number of ways in which

the peasantry's mobility and personal and communal rights ("customs") loosened the grip of the "second serfdom" in Hungary. It seems they did so in many more ways than in the German territories beyond the Elbe or in the Polish or Bohemian territories. Another interesting finding is the chronological fact that the grip became tighter in the 18th century when the consolidated compromise of the ruler and the Estates took place.

Western-type structures, albeit in a distorted form, appeared in Hungary, which helps us understand how the strong system of Estates of Hungary could exclude the country from the reforms initiated by the state "from above" around the turn of the 18th and 19th centuries to a far greater extent than was the case in Austria, Bohemia or Prussia, yet within scarcely a quarter of a century the best of the nobility became ready for a renewal that made them take the matter of reform and then of the revolution "from beneath" in hand, so opening probably the most European period in Hungarian history—"the greatest effort to return to the main course of Western development" (Bibó). And since that was the point from where Bibó followed in detail and in a very evocative way the hopes and the newer impasses of historical development (one may say Hungary's further warping in the "East-Central European" model variant), it seems the appropriate point at which to end the present sketch.

## V

Does anything follow from history? A lot follows from it, but in a form outlined by Bibó like this: "I do not believe in hundred per cent necessities in history, I do believe there are within the great outlines a greater or lesser number of opportunities that can either be bungled or directed into fortune paths."

Anyway, these outcomes are rarely unanimous and are far from simply linear. It is enough to think of the reform concept of István Bibó and Ferenc Erdei concerning the administration of the model centre of the county: the market town of the Great Plain, this Archimedean point in the plan for a democratic reform of the state administration from below. Was the market town of the Great Plain a "Western" type of formation? From the point of view of its origin, with its communal freedoms and self-government, it was undoubtedly an "East-Central European" variant of it; yet without the special breadth and tolerance of the Sultan's financial policies it could not have tided itself over the critical early modern period or succeeded in preserving itself. If these peasant towns had not been *khas* estates (estates of the Sultan's treasury) but had remained within the early modern, "East-Central European" scope of the *oppidum*, the landlords' reaction would certainly have been to keep a tight rein on them, as was done in Habsburg Hungary, where there was no analogy to them at all. These potentially basic patterns of modern democratic administration were confined within the borders of Turkish-ruled Hungary, and through them the Ottoman Empire paid some kind of compensation for the economic, cultural and ethnical destruction it

did. Such paradoxical outcomes occur sometimes. One may also think of the Balkans, where the Turkish conquest stalled the possibility of autochthonous development for centuries and distorted the structures, but made sure that when Greece, Bulgaria, Serbia and Bosnia were finally liberated in the 19th century, their landowner class had long ago been exterminated. Since no hereditary aristocracy could form under the Ottoman system of land tenure, suddenly societies of small peasants emerged out of the Ottoman sea at a time when East-Central Europe was still suffering under the *latifundia*. And if one bears in mind that in all South-Eastern Europe only the more loosely dependent two Romanian principalities preserved the strata of boyars and “phanariots”, and so experienced a local variant of the “second serfdom”, then the specific and paradoxical interdependence of history and democratic opportunities can hardly be denied.

The “East-Central European” character of Hungarian history is a specific formula, since in a hybrid way it has a dual aspect: on the one hand its early modern, “Eastern European” turn increased the distortions and unbalance of the economic and social structure to a degree inordinate by comparison with the Western formula, and on the other the turn could not eliminate the “Western” elements of that structure. So it was a formula from which (to use Bibó’s key terms) there followed equally “wrong conditionings” and the reproduction of the “ruling spirit” and of the “humility of the serfs”, and likewise the inclination to “false constructions” and to fixing an “order of immobility”, since the “mechanism of fear” overruled the “mechanism of sense”, while on the other hand the same formula contained elements that in lucky cases could be made suitable for “movement towards greater freedom”. In Bibó’s thinking, 1945 was a historical turning point, because it assigned the task of a turn that had more real chance than any since around 1500, more than any between 1825 and 1849 or in 1918–19, but with the specific feature that the impasse, which had worsened in the preceding phase of history, meant society itself had not made any preparations in readiness for the turn and so did not possess that “irresistible dynamism” which is the basic feature of truly revolutionary situations.

When the task was assigned hardly anyone saw so clearly as Bibó the historical heritage with the duality of its roots or the actual situation with its own specific duality. The leading notion in his whole work is that one side of the duality demanded the revolutionary transformation of the structure, whose value, however, was defined by the development of democracy, which provided the other side of the duality. One without the other would bring back the wrong historical conditionings, in one way or another. The theoretical crux of Bibó’s historical and political viewpoint was that revolution and democracy belong together, and that the former in theory is a precondition of the latter. But in the dimensions of actual policy he faced up with analytical responsibility to the fact that while Europe’s two outer regions had produced their own revolutions (the West in the 16th–18th centuries, the East in the 20th century) the region between them, including Hungary, had only had failed

revolutions, partial revolutions, and as partial successes, revolutions “from above”. In 1945 too the opportunity for the revolution and democracy had arrived not “from below” but from outside. Although István Bibó never formulated it like that, the historical dilemma he attempted to solve both on a theoretical level and by practical proposals was how, in a situation which for historical reasons had put forward the need and chance for a “revolution from above” in a socialist variant, to place the processes under the control of democracy “from below” and cause it to develop along that line. The “revolution from above” was a necessity that followed from the “Eastern European” background, while the democracy “from below” was a historical chance presented by the “Western-type” elements—in theory a perfectly consistent “East-Central European” model.

The model had at least three important premises in the co-ordinates of necessity, non-necessity and possibility. One of them was the necessity that the socialist revolution was, as Bibó put it, “a great historic endeavour to escape from the impasse of Eastern social development”, and a “further correction and completion” of the process of mankind’s full liberation. The other was that it was unnecessary to place this Eastern demand under the hereditary Eastern European techniques of power and bureaucracy or to “set aside” the Western techniques of freedom, particularly if there existed certain internal historical and structural preconditions for democracy’s objective techniques of a character that was not superstructural. The third was that the “revolution in human dignity” was an absolute precondition for democracy, because thereby people could experience democracy’s own strength, have a chance to choose and control their leaders and expel them if necessary, and learn by direct experience that public concerns were their concerns as well. For that the chance lay in the institutional and radical establishment of the foundations of a self-governing state administration and of the start of a state structure functioning “upwards from below”—according to Bibó’s reform programme. That was how revolution “from above” might have obtained its own line “from below”.

It would be difficult to question the internal historic logic of that model. It is another matter that one is subsequently justified in disputing whether the programme of “limited and planned revolution” Bibó drew up in 1945 was sufficient by comparison with the internal requirements. But it was not Bibó’s intention to appear as a theorist who could offer a solution to everything. Whether the programme was realistic is made questionable, among many other things, by the fact that among the country’s political representatives of the time it was too left-wing and “revolutionary” for the right and too right-wing, too “bourgeois” and “populist” for the left. Nor could it become a programme for a populist party of its own either, and it aroused no reaction from the centre parties. But even the lack of mass support does not prove unconditionally that it was unrealistic, since support could only have been gauged if the mass base had been more clearly shown by the development of the institutions and the “objective techniques” of democracy. It is unjustified to brand unrealized chances of history as unrealistic solely because they were not realized. One may dispute other

things in the programme too, and naturally the best partner with whom to do so would have been István Bibó himself, since if there was anything missing from his ideology it was a belief in its own totality. Amidst the perfectly transformed co-ordinates, one may say of Bibó's work that although almost all his concrete proposals have become outdated, his historical and actual analyses have all remained valid, and in the sphere between the two almost all the theoretical concepts on a historical basis, although not unrevised, are opportune. His basic concept, which he put down several times and meant to serve as a long trend, is also valid and opportune: chances inherent in reality are not necessarily realized—their realization depends on effort and goodwill.

*Translated by Julianna Parti*

### Notes

Starting this study with reference to István Bibó, who died in 1979, moving within the sphere of his ideas at several points and returning to his thoughts at the end is not merely a matter of timeliness of form, or intended in the token of an *in memoriam*. Many have held views on Hungary's historical and regional position, but in the case of scarcely anyone else has a whole system of thinking been so determined by the view taken of it as has Bibó's. His view itself is evocative enough to stimulate the historian to consider it further, in precisely the dimensions where the late Bibó, a legal theorist and political thinker principally sought the regional position of Hungarian history: in the relation between state and society. In that sense, of course, this study is timely, since another organizing principle might have been chosen. And as far as the form is concerned, this study is really no more (and could not within the given limits have been more) than what is indicated in the title—an outline.

At the same time these circumstances have decided the method of documentation as well. It would hardly be in style, or to the point, to burden the text with a vast bibliographical appendix or to attempt to document every detail referred to in the text. The breadth of the subject would necessarily make such an attempt subjectively selective and serve no purpose, since the emphasis is not on the details but on the place of the details in a certain co-ordinate. Thus I shall not dwell on all the details of European or Hungarian history referred to in the text, since they are available in every textbook. Here I shall mention only a purposefully selected group of works which have had a decisive influence in forming my notions on the salient points of the subject.

ISTVÁN BIBÓ's ideas on the subject, born of profound and extensive outlook on modern history, can be read in two large studies: *A kelet-európai kisállamok nyomorúsága* (The Poverty of the Small States of Eastern Europe), particularly in the chapter 'A politikai kultúra deformálódása' (The Warping of Political Culture), Budapest, 1946, and 'Eltorzult magyar alkat, zsákutcás magyar történelem' (A Distorted Hungarian Frame, a Hungarian History Full of Impasse), *Válasz*, 1948/8, pp. 289–319. The most condensed exposition of the concept can be found in 'A magyar társadalom fejlődése és az 1945. évi változás értelme' (The Development of Hungarian Society and the Meaning of the Change in 1945), *Válasz*, 1947/7, pp. 493–504. Of course there are shorter or longer excursions into this subject in other works of his (including those still in manuscript).

On the conceptual background see GOLLWITZER, H., 'Zur Wortgeschichte und Sinndeutung von "Europa"', *Saeculum* 1956/2, pp. 161–172; BARRACLOUGH, G., 'Die Einheit Europas im Mittelalter', *Die Welt als Geschichte* 1951/11, pp. 97–122.

On the "first agrarian revolution" and its demographical and social correlations, essential readings are DUBY, G., *L'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident Médiéval*, 2 vols., Paris, 1962, and SLICHER VAN BATH, B. H., *The Agrarian History of Western Europe, 500–1850*, New York, 1963.

The "external" and "internal" expansion of the West has been expressively described in LE GOFF, J., *La Civilisation de l'Occident Médiéval*, Paris, p. 87 ff., and in another work of his, *Das Hochmittelalter*,

(Fischer Weltgeschichte, 11), Frankfurt/Main, 1965. On the "prebendal" structures see WEBER, MAX, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, 1976, pp. 558, 601 ff. On the roots of medieval political thinking stretching back to St. Augustine, see CHROUST, A. H., 'The Corporate Idea and the Body Politic in the Middle Ages', *Review of Politics*, 1947/9, pp. 423–452, and LADNER, G. B., 'Aspects of Medieval Thought on Church and State', *ibid.*, pp. 403–422. On the contractual nature of vassalage and feudal ceremony, see BLOCH, M., *La Société féodale. La Formation des liens de dépendance*, Paris, 1939, pp. 350–3, 357. On the correlations between the feudal province and the law, see BRUNNER, O., *Land und Herrschaft*, Brunn–Munich–Wien, 1942, particularly p. 124 ff., 186–268. On the "descending" and "ascending" lines of forces of law and government, see ULLMANN, W., *Principles of Government and Politics in the Middle Ages*, London, 1961. On the strands of the contractual thought, see KERN, F., *Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im Früheren Mittelalter*, Leipzig, 1914, p. 251 ff. On the roots of society's triple "functional" segmentation, see DUBY, G., *Les Trois Ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, 1978. For the words of Guibert de Nogent, see LE GOFF, *op. cit.*, p. 79. On the notion of the "second feudal period", see BLOCH, M., *op. cit.*, p. 164 ff. and LE GOFF, *op. cit.*, pp. 14–18. On the initial transformation of political thinking, see KANTOROWICZ, E. H., *The King's Two Bodies. A Study in Medieval Political Theology*, Princeton, N. J., 1957. A still essential work on the beginnings of medieval legal theory is GIERKE, O., *Die Staats- und Korporationslehre des Altertums und des Mittelalters* (Das deutsche Genossenschaftsrecht.) (Vol. III.), Berlin, 1881. A recent work on the development of state interpretation is STRUVE, T., *Die Entwicklung der organologischen Staatsauffassung im Mittelalter*, Stuttgart, 1978. On the several aspects of the "liberation" of the individual, see ULLMANN, W., *The Individual and Society in the Middle Ages*, Baltimore, 1966. On questions of state theory, see POST, G., *Studies in Medieval Legal Thought. Public Law and the State, 1100–1322*, Princeton, N. J. 1964. On the notion of "society", see ESCHMANN, T., 'Studies on the Notion of Society in St. Thomas Aquinas', *Mediaeval Studies* 8 (1946), SCHMOLZ, Fr. M., 'Societas civilis sive Respublica sive Populus', *Österr. Zeitschrift für Öffentliches Recht* 14 (1964), pp. 28–50. On the principle of "representation", see GIERKE, *op. cit.*, pp. 222 ff. On questions of sovereignty, see WILKS, M., *The Problem of Sovereignty in the Later Middle Ages*, Cambridge, 1963. On the technical revolution, see ENDREI, W., *A középkor technikai forradalma* (The Technical Revolution in the Middle Ages), Budapest, 1978 (the quotation is on p. 85).

For the state development typology quoted, see MAYER, Th., 'Die Ausbildung der Grundlagen des modernen deutschen Staates im hohen Mittelalter', *Historische Zeitschrift* 159 (1939), pp. 462–4. On the typological position of the early Hungarian state, see SZÜCS, J., 'König Stephan in der Sicht der modernen ungarischen Geschichtsforschung', *Südost-Forschungen*, 31 (1972), pp. 17–40. The parallels in the Merovingian Age have already been pointed out by VÁCZY, P., *Die erste Epoche des ungarischen Königtums*, Budapest, 1935. On the Russian parallels, see SZEFTEL, M., 'Aspects of Russian Feudalism', in COULBORN, R. (ed.), *Feudalism in History*, Princeton, 1956. On the sphere of problems to do with Eastern European "original characteristics", see MAKKAJ, L., 'Les Caractères originaux de l'histoire économique et sociale de l'Europe orientale pendant le Moyen Age', *Acta Historica Academiae Scient. Hung.* 16 (1970), pp. 263–292. On the idea of "state serfdom", see MODZELEWSKI, K., 'The System of the Ius Ducale and the Idea of Feudalism', *Quaestiones Medii Aevi* 1 (1977), pp. 71–99. On the structural change after 1200, for example in urban development, see FÜGEDI, E., 'Die Entstehung des Städtewesens in Ungarn', *Alba Regia*, 10 (1969), pp. 101–118, in peasant society, SZÜCS, J., 'Megosztott parasztság—egységessülő jobbágyág' (Divided Peasantry—Unifying Serfdom), *Századok*, 115 (1981), pp. 3–65, 263–319, in the sphere of the nobility MÁLYUSZ, E., 'A magyar köznemesség kialakulása' (The Formation of the Hungarian Lesser Nobility), *Századok* 76 (1942), pp. 272–305, 407–434. Of the details given as examples, on the assemblies at the end of the 13th century, see KISS, E. S., 'A királyi generális kongregáció kialakulásának történetéhez' (Towards a History of the Formation of the Royal General Congregation), *Acta Historica Univ. Szegediensis* 39, Szeged, 1971. On the "contractual" agreements in the peasant sphere, see SZÜCS, J., *op. cit.*, 296–310. On the problem of vassalage in Hungary, see MÁLYUSZ, E., 'A magyar társadalom a Hunyadiak korában' (Hungarian Society in the Age of the Hunyadis) in *Mátyás Emlékkönyv* (Mathias Memorial Volume) I, Budapest, pp. 309–433, BÓNIS, Gy., *Hűbériség és rendiség a középkori magyar jogban* (Vassalage and Estates in Medieval Hungarian Law), Kolozsvár, 1944. On the problem of representation, see HOLUB, J., 'La Représentation politique en Hongrie au Moyen Age', *X<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques, Rome 1955. Études*, Louvain-Paris, 1958, pp. 79–121, and the same author's "Quod omnes tangit . . .", *Revue historique de Droit Français et Étranger* 4/29 (1951), pp. 97–102. On the proportions of the nobility and the bourgeoisie, see SZABÓ, I. 'Magyarország népessége az 1330-as és az 1526-os évek között' (Hungary's Population between



the Years 1330 and 1526) in KOVÁCSICS, J. (ed.), *Magyarország történeti demográfiaja* (Hungary's Historical Demography), Budapest, 1963, pp. 88–98, and in Poland GORSKI, K., 'Les Structures sociales de la noblesse polonaise au Moyen Ages', *Le Moyen Age*, 58 (1967), pp. 73–85.

The series of crises in the 14th century (which can be considered as the "first crisis" of feudalism) were first revealed in FERROY, E., 'A l'Origine d'une économie contractée: Les Crises du XIV<sup>e</sup> siècle', *Annales E.S.C.*, 4 (1949), pp. 167–182. The debate on the question (including the opinions of R. H. Hilton, E. A. Kosminsky, M. M. Postan and F. Lütge) have since filled volumes. A balanced summary of the matter can be read in GÉNICOT, L., *Crisis: From the Middle Ages to Modern Times. Cambridge Economic History of Europe I*, London–New York, 1966, pp. 660–741. The works mentioned in the text are: WALLERSTEIN, I., *The Modern World System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York–San Francisco–London, 1974 and ANDERSON, P., *Lineages of the Absolutist State*, London, 1974. I have extensively used the stimulating analyses of both in my line of thinking (particularly the latter concerning the nature of absolutism and its regional types). The words quoted from MARX on the relation of the state and freedom occur in *A Gothai program kritikája* (The Critique of the Gotha Programme), Budapest, 1975, p. 334. On the distortion of the western structures in the late Middle Ages, see MACFARLANE, K. B., 'Bastard Feudalism', *Bulletin of the Institute of Historical Research*, 20 (1945), pp. 161–181. The fact that it was the towns that first emerged from the crisis was pointed out in DUBY, G., 'Les Sociétés médiévales: Un Approche d'ensemble', *Annales E.S.C.*, 26 (1971), pp. 10–42. On the problem of the "Russian world economy", see WALLERSTEIN, I., *op. cit.*, pp. 302–324. A summary of the East-Central European turn of events is given in KLIMA, A. and MACUREK, J., 'La Question de la transition du féodalisme au capitalisme en Europe centrale (16<sup>e</sup>–17<sup>e</sup> siècles)', *International Congress of Historical Sciences. Stockholm 1960. Rapports IV*, Göteborg, 1960, pp. 84–105, and in BETTS, R. R., 'La Société dans l'Europe centrale et dans l'Europe occidentale', *Revue d'histoire comparée*, 7 (1948), pp. 167–183. On the Hungarian relation, see PACH, Zs. P., *Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV–XVII. században* (Agrarian Development in Western Europe and Hungary in the 15th–17th Centuries), Budapest, 1963. On the "competitive" nature of Eastern European absolutisms, see ANDERSON, P., *op. cit.*, pp. 212–220 (the quotation being on p. 195). On the correlation between economic development and absolutism, see DOBB, M., *Studies in the Development of Capitalism*, London, 1946. Some of the opinions in the debate on the question are SWEZEY, P., 'The Transition from Feudalism to Capitalism', *Science and Society*, 14 (1950) pp. 134–157, DOBB's reply *ibid.*, pp. 157–167, and HILL, C.'s study of the same title in *Science and Society*, 17 (1953), pp. 348–371. The debate re-emerges time and again, particularly in the periodicals *Science and Society* and *Past and Present*. On the nature of absolutism, see KIERNAN, V. G., 'State and Nation in Western Europe', *Past and Present*, 31 (1965), pp. 20–38, and MOLNÁR, E.: 'Les Fondements économiques et sociaux de l'absolutisme', *XI<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques. Rapports IV*. Vienna, 1965, pp. 155–169. An earlier survey of the problem is that of HARTUNG, F., and MOUSNIER, R., 'Quelques problèmes concernant la monarchie absolue', *Relazioni del X Congresso Internazionale di Scienze Storiche IV*, Florence, 1955, pp. 1–55, and of MOUSNIER, F., 'Les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, (Histoire Générale des Civilisations, IV)', Paris, 1954. On the Russian development, see LOWMIANSKI, H., 'The Russian Peasantry, *Past and Present*', 26 (1963), pp. 102–109, and SMITH, R. E. F. (Introduction by HILTON, R. H.), *The Enserfment of the Russian Peasantry*, London–New York, 1968. On the question of estate forms, see VERNADSKY, G., 'Feudalism in Russia', *Speculum* 14 (1939), pp. 300–323. On the development of absolutism in general, see the same author's *Tsardom of Muscovy, 1547–1682 (A History of Russia V)*, New Haven, Conn. 1969, and ANDERSON, P., *op. cit.*, pp. 328–360. On the four mechanisms of absolutism and "statism" in general, see WALLERSTEIN, I., *op. cit.*, pp. 136–148. On the Polish problem see TOPOLSKI, J., 'La Régression économique en Pologne', *Acta Poloniae Historica* 7 (1962), pp. 28–49, MALOWIST, M., 'Poland, Russia and Western Trade in the 15th and 16th Centuries', *Past and Present* 13 (1958), pp. 26–39, the same author's 'Über die Frage der Handelspolitik des Adels in den Ostseeländern', *Hansische Geschichtsblätter* 75 (1957) pp. 29–47, KULA W., 'Un' economia agraria senza accumulazione: La Polonia dei secoli XVI–XVIII', *Studi Storici* 3/4 (1968), pp. 612–636. On the Prussian development, see ROSENBERG, H., *Bureaucracy, Aristocracy, and Autocracy. The Prussian Experience, 1660–1815*, Cambridge, Mass. 1966. The basic facts about the Habsburg imperial framework and Hungary are well known to readers, and I do not intend here to go into the details of the more recent open or latent debates among Hungarian historians. On the earliest culminating point, which really refers to developments before the Battle of Mohács, an objective and balanced analysis is to be found in KOSÁRY, D., *Magyar külpolitika Mohács előtt* (Hungarian Foreign Policy before Mohács), Budapest, 1978. The passage is quoted from ECKHART, FERENC, *A szentkorona-eszme története* (The History of the Idea of the Holy Crown), Budapest, 1941, p. 254. The analysis is in BABITS,

MIHÁLY, 'A magyar jellemről' (On the Hungarian Character) in SZEKFI, Gy. (ed.), *Mi a magyar?* (What are the Hungarians?), Budapest, 1939. p. 52. An abundance of material on the surviving peasant "freedoms" is contained in VARGA, J., *Jobbágyrendszer a magyarországi feudalizmus kései századaiban, 1556–1767* (The System of Serfdom in the Late Centuries of Hungarian Feudalism, 1556–1767), Budapest, 1969. BIVÓ, ISTVÁN's ideas on administrative reform are mostly in manuscript, e.g. 'Társadalmi reform és közigazgatás' (Social Reform and Administration) is a lengthy work that examines the historical antecedents, too. A short summary is contained in 'A magyar közigazgatásról' (On the Hungarian Public Administration), *Városi Szemle*, 33 (1947), p. 285–294.

## COMMUNICATION

---

# Relations entre le Vatican et le Gouvernement de Versailles au printemps 1871

LAJOS LUKÁCS

La guerre franco-prussienne et les changements survenues en France et sur le plan international qui la suivirent ont des rapports étroits avec l'existence et la destinée de l'Etat Pontifical. Le Saint Siège a toujours accordé une attention privilégiée à la fonction du nonce apostolique en mission à Paris, ce qui est motivé aussi bien par la situation géographique de la France que par l'intérêt constant qu'elle a toujours porté au sort de la péninsule italienne que par la place éminente que le catholicisme français occupait en Europe avec le pouvoir et l'influence duquel on pouvait et on devait toujours compter à Rome. Ces facteurs historiques constants qui jalonnent, encore qu'avec une intensité changeante, l'histoire médiévale et moderne de l'Etat Pontifical, s'enrichirent encore, à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, d'autres facteurs d'un effet encore plus fort et qui resserrèrent encore les relations entre la capitale du catholicisme et son protecteur français. Il suffit de citer l'intervention armée de la République Française au printemps de 1849 pour étouffer la République de Rome, pour remettre sur son trône papal Pie IX réfugié à Gaeta puis à Portici et pour restaurer l'Etat Pontifical.<sup>1</sup> C'est que tous ces événements ont posé la base de l'occupation armée, durable, de Rome par les Français qui a seule permis de prolonger encore pendant vingt ans le pouvoir civil de la papauté. Sans laisser de côté ni les complications internationales provoquées par l'intervention armée de la France, ni les inquiétudes, fondées ou non, du Saint Siège en rapport avec les conséquences possibles, il faut signaler qu'après de longues hésitations, Pie IX rentra à Rome au printemps de 1850 où, face au danger de révolution, les forces armées françaises l'assurèrent de leur protection et permirent la restauration du gouvernement de type ecclésiastique, encore qu'à la condition de certaines réformes. Aussi sympathique que fût pour les plus hauts milieux

LAJOS, LUKÁCS, Université des Sciences de Budapest. Budapest, Pesti Barnabás u. 1. 1052.

<sup>1</sup> Cf. G. SPANDA, *Storia della rivoluzione di Roma e della restaurazione del governo Pontificio dal 1 giugno 1846 al 15 luglio 1849*. I-III Florence, 1868-1870. III 392 sq.; R. M. JOHNSTON, *The Roman Theocracy and the Republic 1846-1849*. Londres, 1901.; E. BOURGEOIS, E. CLERMONT, *Rome et Napoléon III (1849-1870)*, Paris, 1907.; G. LETI, *La Rivoluzione e della Repubblica Romana 1848-49* Milan, 1913.; ALBERTO M. GHISALBERTI, *Roma da Mazzini a Pio IX*. Milan, 1958.

ecclésiastiques l'idée d'une éventuelle intervention autrichienne à Rome celle-ci s'avérait, sur le plan international, impossible. Les Autrichiens devaient, bon gré mal gré, se résigner à la variante qui consistait à se servir de l'aide française pour la protection de l'Etat Pontifical.<sup>2</sup> La rivalité séculaire entre la France et l'Autriche, qui se manifesta également dans leur lutte pour le pouvoir en Italie, prit fin en 1848-49 par la mise en place d'un équilibre particulier des forces qui fixait le morcellement territoire de l'Italie, état de fait qui offrait de larges possibilités à la France aussi bien qu'à l'Autriche non seulement de se prévaloir de leur influence, mais aussi d'occuper militairement des régions étendues. Dans cette situation historique, s'exprimait la complexité des intérêts dont Rome cherchait de toute évidence à utiliser les avantages pour son propre compte. Il est indiscutable que la position, en Italie, de l'Etat Pontifical fit surgir une quantité de problèmes qui dressèrent d'importants obstacles à la réalisation de l'unité italienne que l'histoire, elle, aurait justifiée, puisque celui-ci a entrete nu les obstacles tant intérieurs qu'extérieurs au premier objectif du Risorgimento, à la solution, fort urgente, des problèmes sociaux et politiques. Dans l'évolution historique de l'Italie, chaque situation historique critique, chaque conflit militaire et social ont, certes, continué à exacerber les contradictions entre l'existence dépassée de l'Etat Pontifical et les aspirations italiennes, mais la Curie, négligeant cette vision des choses, a toujours plus ou moins réussi à se tirer des situations extrêmement délicates qui surgirent avec tant d'intensité en 1859, 1860, 1862 et 1866/67.<sup>3</sup> Bien sûr, avec ses seules forces intérieures, l'Etat Pontifical n'aurait guère pu espérer s'opposer avec succès aux tentatives réitérées des progressistes italiens. Pour y arriver, il avait absolument besoin en tout premier lieu de l'assistance continue, bien que contradictoire et risquée, de la France de Napoléon III. Les unités militaires françaises stationnées sur le territoire de l'Etat Pontifical et les forces sociales françaises conservatrices-catholiques manifestèrent une attention et un intérêt constants aux changements en Italie, et y jouèrent un rôle. Tout cela pouvant être considéré comme des facteurs qui ont influencé d'une façon déterminante l'évolution des destinées de la papauté entre 1850 et 1870.<sup>4</sup>

<sup>2</sup> LUIGI CARLO FARINI, *Lo stato romano dall'anno 1815 all'anno 1850*. I-IV. Turin, 1850-1853; G. LETI, *Roma e lo Stato Pontificio dal 1849 al 1870*. I-II. Ascoli Piceno, 1911; ANTONIO CAPOGRASSI, *La Conferenza di Gaëta del 1849 a Antonio Rosmini*. Rome, 1941; PAOLO DELLA TORRE, *L'opera riformatrice ed amministrativa di Pio IX fra il 1850 e il 1870*.

<sup>3</sup> R. DE CESARE, *Roma e lo Stato del Papa dal ritorno di Pio IX al 20 settembre. 1850-1870*. I-II. Rome, 1907; BOLTON KING, *Storia dell'Unità Italiana*. I-II. Milan, 1909-1910; A. LUZIO, *Aspromonte e Mentana*. Florence, 1935; G. DEL BONO, *Cavour e Napoleone III. Le annessioni dell'Italia centrale al regno di Sardegna 1859-60*. Turin, 1941; ADOLFO OMODEO, *Difesa del Risorgimento*. Turin, 1955; *La guerra del 1859 nei rapporti tra la Francia e l'Europa, a cura di A. Saitta*. I-V. Rome, 1960-62; G. CANDELORO, *Storia dell'Italia moderna*. IV. 1849-1860. Rome, 1966.

<sup>4</sup> Cf. A. DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France de 1789 à 1870*. Paris, 1898; P. SILVA, *La politica di Napoleone III e l'Italia Nuova Rivista Storia*, 1927; C. POUTHAS, *Histoire politique du Second Empire*. Paris, 1956; G. DETHAN, *Napoléon III et l'opinion française sur la Question Romaine 1860-1870* (Rassegna Storica Toscana. 1957. Fasc. III-IV.); P. PIETRO PIRRI S. J., *Pio IX e Vittorio Emanuele II dal loro carteggio privato*. III. Questione Romana 1864-1870. 2 parti. Rome, 1960; N. BLAKISTON, *The Roman Question. Extract from the dispatches of Odo Russel from Rome 1858-1870*. Londres, 1962.

Tout cela pris en considération, il est fort compréhensible qu'à Rome, on ait suivi la guerre franco-prussienne avec une attention tendue, une certaine anxiété. Les événements d'Italie ont parfaitement permis de prévoir à l'avance que la chute de Napoléon III, le retrait de Rome des troupes françaises auraient de toute évidence pour conséquence le règlement, déjà pressenti, des tâches historiques auxquelles il fallait apporter une solution. Entre la défaite, à Sedan, de l'armée française et l'occupation de Rome par les troupes du Royaume Italien, dix-huit jours seulement s'écoulèrent mais ils suffirent à ce que le pouvoir papal, isolé sur le plan international, ayant perdu son appui français, s'écroule définitivement après l'enfoncement de la Porta Pia — devenu symbolique —, et pour qu'il se retire dans les murs ancestraux du Vatican.<sup>5</sup> Le tournant historique de 1870/71 a notablement transformé la carte de l'Europe et, ce qui peut être considéré comme encore plus important, apporté une solution durable à la question nationale italienne et allemande. Si la Curie romaine avait utilisé une protection internationale vieille de deux décennies pour mettre en œuvre des réformes intérieures pressantes, sa situation internationale et sa position n'auraient pas été marquées par un tel isolement et un tel abandon qu'au moment de l'occupation de Rome. Mais le pouvoir papal qui, sans compter certaines réformes administratives et financières, s'abstenait catégoriquement d'évaluer les tâches dictées par le temps. Au contraire, par des initiatives d'esprit tout opposé et leur propagation le pouvoir papal ne faisait qu'augmenter le nombre de ses adversaires et d'aggraver encore sa situation fort délicate. En mettant au premier plan et en érigeant en dogme, dans les années 1850, l'Immaculée Conception, l'encyclique *Quanta cura* avec le *Syllabus* en 1864, puis, ensuite avec dogme de l'infaillibilité du pape à Vatican I, il a non seulement fait augmenter le nombre des adversaires civils de la papauté mais aussi provoquer les protestations des milieux catholiques modérés. Dans ces conditions-là, l'issue de la guerre franco-prussienne avait effectivement des conséquences catastrophiques pour Rome.<sup>6</sup> Pas seulement du fait que les événements militaires dotèrent l'Europe, au lieu d'un empereur français, d'un empereur allemand, mais aussi parce que ce changement conduisait au remplacement d'une grande puissance tenue pour catholique par une autre à majorité protestante. D'ailleurs, des inquiétudes justifiées surgirent à propos de la naissance de la troisième République en France, dont la situation, l'état social, la politique intérieure et extérieure recélaient d'innombrables incertitudes. Cependant, la manière dont le gouvernement Thiers engagea sa politique intérieure et extérieure commença bientôt à dissiper les craintes du Saint Siège.<sup>7</sup>

<sup>5</sup> Cf. RAFFAELE CADORNA, *La liberazione di Roma nell'anno 1870 ed il Plebiscito*. Turin, 1889; K. A. EICKHOLT, *Roms letzte Tage unter der Tiara*. Freiburg in Breisgau, 1917; H. BASTGEN, *Die Römische Frage*. I-III. Freiburg im Breisgau, 1917-1919. 615 sq; N. MIKO, *Das Ende des Kirchenstaats I-IV*. Vienne, 1962-1970. III. 32 sq; *I Documenti Diplomatici Italiani II<sup>a</sup> serie Vol. I*. Rome, 1960; *II<sup>a</sup> serie, Vol. XIII*. Rome, 1963.

<sup>6</sup> JOSEF SCHMIDLIN, *Papstgeschichte der Neuesten Zeit. Zweiter Band. Papsttum und Päpste gegenüber den modernen Strömungen Pius IX und Leo XIII. (1846-1903)*. Munich, 1934. 45 sq; E. E. Y. HALES, *Pio Nono*. New York, 1962; ROGER AUBERT, *Il Pontificato di Pio IX (1846-1878)*. Turin, 1964. 345 sq.

<sup>7</sup> Cf. J. SIMON, *Le Gouvernement de M. Thiers. I-II*. Paris, 1878, I. 55 sq; G. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine (1871-1900)*. I-IV. Paris, 1903-1911. I.; J. HÉRITIER, *L'Histoire de la Troisième*

Flavio Chigi, depuis l'automne 1861 à la tête de la très importante nonciature de Paris, s'engagea relativement jeune dans la carrière diplomatique. Il y a 46 ans lorsqu'en Bavière, il représente les intérêts du Saint Siège. Pendant les cinq ans de sa mission diplomatique à Munich, il s'acquit la confiance du cardinal secrétaire d'Etat Giacomo Antonelli, et c'est en reconnaissance de ses hauts mérites qu'il fut nommé à la tête de la nonciature de Paris, poste de tout premier rang pour la Curie de Rome. La décennie passée à la cour de Napoléon III aurait peut-être apporté, pour une personnalité moins énergique et déterminée, le déclin de ses capacités et de son activité tel ne fut pas le cas pour Flavio Chigi. Au contraire, cette décennie si riche en événements internationaux, qui a exacerbé les conflits internes de l'empire français, apporté en série des échecs à sa politique internationale, provoqua, tant en Europe qu'en Amérique, de nouvelles vagues de mouvements démocratiques, cette décennie a fait acquérir à Chigi de plus en plus de prudence.<sup>8</sup> Après le rapide développement de la guerre de 1870, après la chute de l'empire, Chigi, à l'instar des autres membres du corps diplomatique en mission à Paris, quitta la capitale, pour travailler d'abord à Tours, ensuite à Bordeaux, temporaire lieu de résidence du gouvernement Thiers, pour siéger ensuite, avec le gouvernement, à Versailles.<sup>9</sup>

A propos des activités de Chigi, la question se pose nécessairement de savoir ce que l'administration du pape, reléguée au Vatican et en butte à des milliers de problèmes, voulait obtenir de la mission de Chigi. Comment se sont formées et comment étaient formulées les questions les plus importantes sur lesquelles le Vatican cherchait le soutien et l'aide de la France. Les rapports du nonce, à partir de l'automne 1870, décrivent avec une grande précision les milliers de soucis et de problèmes causés par la guerre perdue et la manière dont le gouvernement de Défense Nationale cherche à tout prix à aboutir à la paix avec la puissance prussienne.<sup>10</sup> La conclusion de l'armistice, le 28 janvier 1871, garantit déjà aux vainqueurs l'accomplissement de leurs prétentions territoriales et de dettes de guerre et laissa toute latitude au gouvernement de la République pour régler la crise, de plus en plus critique, de politique intérieure, conformément aux intérêts des groupes contre-révolutionnaires rassemblés à Versailles.<sup>11</sup> Les rapports de Chigi finirent bien vite par convaincre le Saint Siège que la chute de l'empire français n'avait pas laissé, pour la papauté, un vide irremplaçable et que l'on pouvait espérer que le nouveau gouvernement bourgeois de la France, avec sa tendance républicaine fort modérée, avec ses ambitions sociales conservatrices, pourrait opportunément soutenir les intérêts du Saint Siège. On voulait d'autant plus

---

*République, I-II*. Paris, 1932-33. I. 28 sq; JACQUES CHASTENET, *Histoire de la Troisième République. I-V*. Paris, 1952-57. I.; *L'Enfance de la Troisième République 1870-1879*. 50 sq.

<sup>8</sup> Cf. GIUSEPPE DE MARCHI, *Le Nunziature Apostoliche dal 1800 al 1956*. Rome, 1957. 55, 127; J. MAURAIN, *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1869*. Paris, 1930. 668 sq.

<sup>9</sup> Chigi à Antonelli, Bordeaux, le 23 décembre 1870. (Archivio Segreto Vaticano — dans la suite ASV. Segreteria di Stato — dans la suite S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1695/645.)

<sup>10</sup> Rapport de Chigi à Antonelli, octobre-décembre 1870 (ibid.).

<sup>11</sup> Cf. HANOTAUX, *Histoire de France. I*. 20 sq.

s'accrocher à ces espoirs, que les événements démontraient jour par jour que Thiers, non seulement voulait, mais pouvait aussi procéder selon le désir des députés monarchistes et qu'au fond il voulait, réunir toutes les forces conservatrices-contre-révolutionnaires de la société afin de briser le plus tôt possible le foyer révolutionnaire formé à Paris.<sup>12</sup>

Le secrétaire d'Etat Antonelli, les cardinaux suivirent avec une attention profonde, pendant ces jours critiques, toutes les nouvelles arrivées, de France, et plus spécialement de Versailles où se rassemblèrent toutes les forces politiques dont Rome attendait et espérait encore tant de choses. Au début, il y avait certes des incertitudes concernant les activités du chef du gouvernement Thiers, mais elles s'apaisèrent bientôt et les déclarations gouvernementales, les actes qui les accompagnaient amenèrent, au Saint Siège, une vision plus optimiste des changements survenant en France. Le secrétaire d'Etat Antonelli recommanda avant tout au nonce Chigi de faire savoir aux autorités compétentes que, tout en réglant les problèmes administratifs et politiques qui sévissent la France on ne peut cependant pas oublier que « il Capo Augusto della Chiesa è privato della sua libertà, che la sua indipendenza è attaccata in mille modi e vincolata da mille leggi, la sua dignità è vilipesa ogni giorno, e che la Religione Cattolica è minacciata nelle sue fondamenta da una legislazione che non rispetta alcun diritto e tollera ogni malfatto. »<sup>13</sup> Le Saint Siège aurait préféré voir le gouvernement français donner le départ à une vague internationale de protestations par rapport aux événements de Rome et isoler le gouvernement du Royaume Italien « cui tutto fu lecito per gl'imbarazzi dell'Europa, e per un cumulo di circostanze che sorrise all'empie sue mire, » comme Antonelli l'écrit dans sa lettre expédiée à Bordeaux le 15 mars. Dans ce cas également, le nonce considère comme sa tâche primordiale de sonder « da quale spirito sia animato il Capo del Potere esecutivo (référence à Thiers), e quali le tendenze del Ministero da lui chiamato a regolare le sorti della Francia in questi supremi momenti. » Ensuite, il invite Chigi à « valersi di ogni propizio incontro per indurre cotesto Governo ad un qualche efficace passo in nostra difesa ed a tutela del Capo della Chiesa ». <sup>14</sup>

Dans les milieux du Vatican, on accueillit fort positivement le discours de programme de Thiers prononcé à Versailles, discours dans lequel il indiqua avec clarté et netteté les tâches à accomplir pour liquider la Commune de Paris après sa victoire du 18 mars 1871. Après avoir eu la possibilité d'étudier à fond le discours du chef du gouvernement français. Antonelli fit part à Chigi de son opinion sur le programme de Thiers « la cui base sostanziale è il ristabilimento dell'ordine ed il ritorno a quei principii, che fanno felici i popoli e sicura la Società. » « Faccia il Signore che l'opera salutare posse esser condotta a termine con quelle sollecitudine e con quelle pienza, »

<sup>12</sup> Chigi à Antonelli, Bordeaux, le 13 février 1871 (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1741/1065); 17 février (ibid. 1715/1072); le 26 février 1871 (ibid. 1717/1193).

<sup>13</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 15 mars 1871 (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 9. 1264).

<sup>14</sup> Ibid.

ch'è reclamata della gravità ed estensione degli attuali avvenimenti! Ed io credo che i voti di tutti i buoni sieno conformi a quelli del Sig' Thiers ed in più special modo della Maggioranza dell'Assemblea Nazionale, cui non è ignoto che mal sarà dato di regguingere questo scopo all'interno, se si tollera che il partito rivoluzionario posse agire impunemente in altri paesi e manomettere i diritti più sacrosanti ». <sup>15</sup> En des jours si critiques où les forces françaises révolutionnaires et contre-révolutionnaires se préparaient à un combat décisif, où l'enjeu était l'avenir de la France, où les facteurs sociaux et politiques étaient largement et essentiellement tournés vers les problèmes de politique intérieure, le Saint Siège, tout en insistant sur sa solidarité avec le gouvernement de Versailles, cherchait plus spécialement à attirer l'attention sur les problèmes surgis autour de Rome. Le nonce Chigi, qui disposait de tous les moyens pour avoir une vue nette de la situation en France, qui ne voyait que trop bien que les forces devaient agir dans d'autres sens, avait comme tâche primordiale de sensibiliser les milieux français compétents aux « orribili misfatti » d'Italie « di cui è vittima il Sommo Pontefice e le usurpazioni commesse a suo danno », et d'obtenir qu'on fasse quelque chose dans ce sens. <sup>16</sup> Si l'on pense à la situation intérieure et internationale, vraiment trop compliquée, du gouvernement de Versailles, il n'est guère douteux que les prétentions du Vatican étaient présentées à un moment fort inopportun, même si le gouvernement et la majorité parlementaire étaient solidaires du pape, d'accord en principe avec ses doléances. D'ailleurs, Antonelli accorda toute liberté au nonce Chigi, le laissant décider de ce que l'on devait et pouvait faire tant pour la France que pour l'Italie. C'est ainsi que le Vatican accepta la décision du nonce de transférer son siège de Bordeaux à Versailles, et non pas à Paris, car il avait en vue « quantopiù tremendo è lo stato di cose in quella Capitale ». Le mécontentement justifié de la population de Paris et son opposition au gouvernement de Versailles qui collaborait avec les occupants, étaient jugés, dans les milieux du Vatican, comme « in cui essa ripiomba a seguito dell'audacia e della irriquietezza di pochi faziosi » et « La Santità Sua, che segue con affettuosa sollecitudine le fasi calamitose, per le quali traversa la Francia » prit acte, le cœur serré, de l'évolution qui se destinait à Paris. « Faccia il Signore que la rivoluzione possa esser domata con sollecitudine, e che una piena e duratura vittoria sia concessa a coloro, cui venne affidato di reggere le sorti del paese in questi critici momenti »; voilà en quels termes le secrétaire d'Etat Antonelli, dans sa lettre du 27 mars 1871 adressée au nonce Chigi, exprimait les vœux du Vatican. Il finit sa lettre « con tali voti ed in attesa di notizie che annuncino la loro realizzazione ». <sup>17</sup>

Au fond, rien de particulier et d'étonnant dans la position claire et univoque du Saint Siège, rien qui ne soit en parfait accord avec ses tendances politiques antérieures et avec son comportement au sein de l'Italie. On connaît le bon sens, la prudence manifestés par la Curie de Rome dans ses activités internationales et son ambition de

<sup>15</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 25 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1368).

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 27 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1370).



garantir, du point de vue de la forme, sa neutralité à l'égard des problèmes intérieurs des différents pays. Cependant dans ce cas précis, on découvre des traces nettes de tendances contraires. Tout cela s'explique pourtant non seulement par des luttes sociales extrêmement aiguës en France, mais aussi par la situation particulière dans laquelle se trouvait la Curie de Rome après le 20 septembre 1870, privée de son pouvoir civil. Les efforts pour mettre sur un même plan des faits de nature fort différente et pour présenter comme de même nature la lutte des communards parisiens et l'action de la monarchie italienne pour annexer Rome ont fait naître des réserves même chez ceux qui condamnerent (bien que pour des motifs différents) ces deux faits. Les instructions venues du Vatican — que ce soit pour Paris, Vienne ou Madrid — étaient certainement marquées par une grande susceptibilité, par l'indignation et une grande tension, par l'affirmation du caractère intolérable de l'évolution prise par les événements et ce en prêtant peu d'attention aux événements internationaux. Des notes de la diplomatie internationale soulignaient, certes, la solidarité, la sympathie, mais l'aide qu'attendait le Vatican, les actes concrets allant à l'encontre du gouvernement italien, ne venaient toujours pas.<sup>18</sup> Les notes recommandant avec une détermination sans équivoque, de demander de l'aide, voir une intervention étaient adressées non seulement à Chigi, mais aussi au nonce de Vienne, Falcinelli. Cependant, ces écrits énergiques du pape ne pouvaient rien changer à la situation générale, à l'évolution des rapports de forces internationaux. C'est en vain que Falcinelli se rend, après le chancelier Beust, auprès de l'empereur François-Joseph lui-même afin d'obtenir une réponse brève et catégorique. Mais avoir obtenu une réponse rapide n'aurait été d'aucun secours par rapport à l'isolement du pape Pie IX et, de toute façon, de Vienne aussi la réponse était négative.<sup>19</sup> Il y a lieu de noter que c'est précisément dans cette situation compliquée et critique que la diplomatie du Vatican perdit dans une certaine mesure sa souplesse, sa circonspection et son tact, ce qui, bien entendu, ne facilita pas le travail déjà délicat des nonces. Tout cela ne veut certainement pas dire que le gouvernement Beust, qui avait abrogé le concordat de 1855 et qui, par les lois de mai 1868 sur les cultes, portait un coup dur à la Curie romaine, ait, en 1870-71 réagi aux prétentions papales de la même manière que le gouvernement Thiers.<sup>20</sup> La différence apparaît fort nette dans le ton de Falcinelli et de Chigi. Quoi qu'il en soit, sur le fond, l'aide attendue et espérée ne venait ni de Paris, ni de Vienne.

Dans son rapport du 31 mars 1871, le nonce Chigi rend compte de sa rencontre avec le chef du gouvernement Thiers à qui il venait de présenter ses lettres de créance. A cette occasion, il lui exprima ses meilleurs vœux et aussi le respect, la confiance pleine

<sup>18</sup> Cf. BASTGEN, *Die Römische Frage*. II. 643 sq.; MIKO, *Das Ende des Kirchenstaates*. III. 48 sq.; L. P. WALLACE, *The Papacy and European diplomacy 1869-1878*. Chapel Hill. 1948.

<sup>19</sup> Falconelli à Antonelli, Vienne, le 2 septembre 1870. (ASV. Archivio Nunziatura di Vienna — dans la suite ANV. 481/2568); le 10 septembre (ibid. 481); le 12 septembre (ibid. 481/2580); le 6 novembre (ibid. 481/2634; 2635; 2626).

<sup>20</sup> Cf. STEFANO JACINI, *Il tramonto del potere temporale nelle relazioni degli ambasciatori austriaci a Roma (1860-1870)*. Bari, 1931. 234 sq.

d'attente que le Saint Père avait pour sa personne. Le chef du gouvernement français, sachant bien ce que, au fond, le Vatican attendait de lui avec tant d'espoir, répondit, avec la politesse qui lui était habituelle, que son intime conviction le portait à justifier la confiance et l'attente du Saint Père. Mais, concrètement parlant, il avait le plus grand regret de devoir dire que la situation actuelle de la France ne lui permettait pas de répondre à l'attente du Saint Père. Tout ce qu'il pouvait faire pour Sa Sainteté, c'était, si le Saint Siège lui donnait son accord, d'envoyer auprès d'elle un ambassadeur en la personne du duc d'Ibacourt. Il dit également au nonce que c'était le comte de Choiseul qui avait été choisi comme ambassadeur, auprès du roi d'Italie, Victor Emmanuel dont le caractère modéré et agréable, les principes religieux offraient la garantie qu'il collaborerait avec l'ambassadeur français au Saint Siège et même se soumettrait à lui.<sup>21</sup> Tout cela montre donc avec netteté que le gouvernement français ne voulait pas, par l'occupation de Rome, rompre les relations diplomatiques avec le Royaume Italien mais cherchait par cette double nomination, à écarter des reproches superflus. La démarche de Chigi pour pousser Thiers à intervenir contre les mesures du gouvernement italien visant à exproprier les ordres monastiques romains, est également restée sans succès. Aux arguments du nonce, selon lequel l'Autriche, la Bavière, peut-être la Prusse seraient prêtes à intervenir dans l'intérêt et pour la défense du Saint Père, Thiers répondit que la France ne resterait pas en arrière pour défendre et soutenir le Saint Père, mais il envoya le nonce au ministre des Affaires étrangères Favre afin qu'il traite avec lui des questions pratiques.<sup>22</sup> Cette rencontre eut lieu le 31 mars 1871, mais elle ne répondit pas aux attentes de Chigi. Favre témoigna d'une certaine méfiance à l'égard des arguments concernant l'intervention énergique de plusieurs puissances en disant que de telles nouvelles ne lui étaient pas parvenues.<sup>23</sup> Le rapport de Falcinelli, nonce à Vienne, de la même époque, révèle, certes, que le Saint Siège cherchait à persuader le chancelier Beust d'intervenir contre l'expropriation des monastères et que, selon les déclarations du chancelier, il tentait de recommander au gouvernement italien la modération, mais sans pour autant favoriser dans cette affaire une large concertation internationale, plus efficace.<sup>24</sup> Ainsi, les déclarations du ministre des Affaires étrangères Favre ne dépassaient pas non plus les généralités sur la protection du Saint Père. L'intention fut par contre confirmée d'envoyer une double ambassade en Italie, mais avec des modifications: au lieu du duc d'Ibacourt, ce fut le comte Barnardo d'Harcour qu'on détacha auprès du Saint Siège, tout en maintenant la nomination du comte Choiseul auprès du gouvernement royal italien.

Les relations officielles avec le gouvernement de Versailles évoluaient, certes, d'une façon amicale, mais étaient loin de répondre aux besoins plus poussés et plus déterminés du Saint Siège. Les préparatifs pour l'installation à Rome du gouvernement italien provoquèrent bien sûr une série de mesures que le Saint Siège incrimina.

<sup>21</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 31 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 9. 1728/1612).

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 1<sup>er</sup> avril 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1730/1456).

<sup>24</sup> Falcinelli à Antonelli, Vienne, le 24 mars 1871. (ASV. ANV. 481/2813).

En mars 1871, la situation fut envenimée par l'expropriation, à l'intention d'établissements gouvernementaux italiens de nombreux édifices ayant été jusque-là propriété d'ordres monastiques. Et, ce fut bientôt le tour de célèbres palais, propriétés du pape, comme le Quirinal, Consulta, Dataria, San Felice. Les protestations en série du pape Pie IX, ses actions engagées auprès de différents gouvernements pour demander leur secours, exprimaient non seulement son point de vue par rapport aux différentes phases de la situation à Rome, mais condamnaient aussi l'intégration de Rome au Royaume d'Italie et la loi de garantie, soumise le 9 décembre 1870 au parlement italien, qui affirmait la protection de l'indépendance matérielle et spirituelle du pape, les garanties assurées par le gouvernement royal italien. Les contre-actions engagées par le Vatican embrassaient donc une gamme très large et les exigences exprimées faisaient état de toute une série de problèmes, depuis la demande d'une intervention armée jusqu'à la protestation contre diverses questions de détail à propos desquelles elles cherchaient à pousser les gouvernements européens à une intervention contre le Royaume d'Italie.<sup>25</sup> Les réactions à l'activité énergique déployée par les nonces Chigi et Falconelli montrent, certes, bien des traits analogues, mais, excepté celle-ci, une différence fut établie au Vatican entre les positions de Versailles et de Vienne. Le ministre des Affaires étrangères Beust, puis le comte Gyula Andrassy, se retenaient bien de provoquer des conflits avec le Royaume d'Italie et défendaient assez énergiquement les mesures prises par la Monarchie dans la politique religieuse contre les protestations en série du Vatican. C'est surtout la situation surgie par suite du concile de Vatican qui apporta de la tension dans les relations, la Curie romaine ayant ordonné aux chefs de l'Eglise hongroise de promulguer en Hongrie le dogme de l'infailibilité du pape. Sans entrer dans les détails de ce problème, il y a lieu de constater que précisément en 1870/71, les relations entre Vienne et le Vatican étaient devenues assez froides.<sup>26</sup> Il est, certes, indiscutable que Versailles non plus n'a fait, et ne pouvait faire, grande chose pour défendre la papauté, mais on ne peut pas parler de tension dans ses relations avec le Vatican. Bien sûr, le gouvernement Thiers était lié par les accords antérieurs avec le chancelier Bismarck, accords qui ne permettaient pas la condamnation des actions du Royaume d'Italie à Rome. De toute façon, la France, livrée aux prussiens, n'avait guère d'intérêt à provoquer le Royaume d'Italie unifié, à perdre sa bienveillance.<sup>27</sup> Au-delà de ces intérêts fondamentaux, le gouvernement

<sup>25</sup> Cf. F. SCADUTO, *Guarentigie pontificie e relazione tra Stato e Chiesa (legge 14 maggio 1871)*. Turin, 1884; STEFANO JACINI, *La crisi religiosa del Risorgimento la politica ecclesiastica italiana da Villafranca a Porta Pia*. Bari, 1938. 366 sq.; S. W. HALPERIN, *Italy and the Vatican at war. A study of their relation from the outbreak of the franco-prussian war to the death of Pius IX*. Chicago, 1939; G. SPADOLINI, *L'opposizione cattolica de Porta Pia al '98*. Florence, 1961; MIKO, *Das Ende der Kirchenstaats*. III. 325 sq.

<sup>26</sup> Cf. WERTHEIMER, EDE, *Gróf Andrassy Gyula élete és kora (La vie et l'époque du comte Gyula Andrassy) I-III*. Budapest, 1910-1913. II. 238 sq.; Pour les ambitions contemporaines de la Monarchie Austro-Hongroise en politique extérieure, voir : DIÓSZEGI, ISTVÁN, *Ausztria—Magyarország és a francia—porosz háború. 1870—1871. (L'Autriche-Hongrie et la guerre franco-prussienne. 1870-1871)*. Budapest, 1965. Pour les rapports de la Hongrie avec le premier Concile du Vatican : GABRIEL ADRIÁNYI, *Ungarn und das I. Vaticanum* Cologne-Vienne, 1975. 159 sq.

<sup>27</sup> HANOTAUX, *Histoire de France*. I. 21 sq.

Thiers cherchait pourtant, autant que ses possibilités le permettaient, à être solidaire du moins avec les doléances du Saint Siège. Compte tenu de tout cela, le représentant diplomatique du Vatican ne renonçait pas à voir plus loin et à prendre en considération la possibilité d'un tournant à droite de la politique intérieure de la France. Les rapports de Chigi révèlent l'espoir ferme que les partis monarchistes prendront le dessus, espoirs nourris par les différends en plusieurs questions entre Thiers et ces partis. Ces différends se manifestèrent aussi bien dans le problème de la centralisation ou décentralisation de l'administration que dans celui du choix des méthodes pouvant mettre fin aux mouvements populaires parisiens. Apprenant la possibilité de l'union des différents partis monarchistes, le nonce attendit avec une joie non dissimulée le départ du républicain Thiers et la victoire de la monarchie. Le tournant attendu est, selon lui, jugé « dai buoni come un cemento principale di un ordine di cose che la Provvidenza di Dio sembra che stia disponendo per operare come a un parto stesso la salute delle Francia e la liberazione della S. Sede dall'oppressione de' suoi nemici ». <sup>28</sup> Toutefois, l'espoir nourri par le nonce que les différends entre le chef du gouvernement et la majorité parlementaire apporteraient, dans un bref délai, la victoire de la monarchie, s'est avéré n'être qu'un désir pieux. Le ton relativement modéré des déclarations de Thiers, son opinion que les « éléments perturbateurs » parisiens se disperseront tout seuls, n'étaient guère plus de la part de ce politicien très expérimenté que de la tactique. Car son comportement plus pacifique du début ne s'explique pas par un esprit de réconciliation avec le Paris insurgé face aux prétentions des monarchistes extrémistes exigeant des répressions et une attaque armée immédiate, mais simplement par l'insuffisance de la préparation des forces armées contre-révolutionnaires concentrées à Versailles. Ceci était largement justifié par le temps qui passait et le comportement et le ton de Thiers changèrent parallèlement au rassemblement et aux préparatifs des forces prêtes à attaquer Paris, changement que les monarchistes approuvèrent. <sup>29</sup>

Les espoirs liés à la victoire des monarchistes tardant à se réaliser, on ordonna au représentant du Vatican de ne pas renoncer aux prétentions initiales et de chercher dans la vie politique et sociale de France tous les facteurs à l'aide desquels, d'une part une pression pourrait être exercée sur le gouvernement et d'autre part des actions indépendantes pourraient être engagées pour défendre les intérêts de la papauté. Compte tenu des positions très fortes en France du catholicisme, du renforcement important de l'organisation ecclésiastique par suite des mesures de soutien de Napoléon III, de la multiplication des congrégations, des associations catholiques et de leurs activités étendues, du grand nombre de périodiques sous influence catholique,

<sup>28</sup> Chigi à Antonelli, Bordeaux, le 12 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1723/1368).

<sup>29</sup> SIMON, *Le Gouvernement de M. Thiers*. 1. 84 sq.; E. ZEVORT, *Histoire de la Troisième République*, Paris, 1898. 29 sq.; CHASTENET, *L'Enfance de la Troisième République*. 50 sq.; Cf. ENGELS, *Introduction à l'édition de 1891 de la Guerre civile en France*. (Œuvres de Karl Marx et de Friedrich Engels (en hongrois). t. 17. Budapest, 1968. 567-578).

et, last but not least, de l'intense intéressement dans la position de la papauté de certains milieux financiers français, les visées de la Curie romaine ne paraissaient point être dépourvues d'espoir.<sup>30</sup> Poussé par les exhortations et par l'insistance énergiques et constantes d'Antonelli, le nonce Chigi tenait pour son devoir premier de saisir toutes les possibilités d'utiliser tous les moyens opportuns permettant de renforcer ses relations avec les groupements et personnalités cités, de suggérer des initiatives, de pousser à l'activité. Même dans l'atmosphère tendue de guerre et de guerre civile qui pesait sur les forces intérieures, les initiatives du Vatican, qui insistaient énergiquement et directement sur les devoirs de l'opinion publique catholique en France et, d'une manière générale sur les devoirs du catholicisme envers Rome, ne furent pas sans écho et eurent la répercussion voulue dans les cercles cléricaux de la presse française. Il n'est pas dépourvue d'intérêt de se référer à la lettre ouverte du secrétaire d'Etat Antonelli au nonce Chigi, datée du 1<sup>er</sup> mars 1871, où il exprime sa sympathie pour la France « fille aînée de l'Eglise » et offre 10 000 francs à ceux qui ont souffert de la guerre, sans oublier de dire que cette aide vient du pape « démuné de tout, privé de ses propriétés et de ses revenus ».<sup>31</sup> La lettre adressée le 2 mars 1871 par le pape Pie IX au cardinal Patrizi indique concrètement toute une série de torts subis par la Curie de Rome et proteste contre l'occupation de Rome, contre sa promotion ou rang de capitale du Royaume d'Italie, contre la loi de garantie et d'autres nombreuses mesures, et demande aux gouvernements et aux collectivités catholiques une aide rapide contre la « force » et les « persécutions ».<sup>32</sup> Les appels rappelant la 25<sup>e</sup> année de pontificat de Pie IX au printemps 1871, ainsi que les appels permanents évoquant les tâches qu'imposait la situation difficile du Vatican, ne sont pas restés sans effet sur certains milieux français, sur les groupements politiques concentrés à Versailles et surtout sur les députés conservateurs-monarchistes-cléricaux.<sup>33</sup>

Pousser à l'action les milieux cléricaux de la société française et de la vie politique était une tâche d'autant plus urgente pour le Vatican qu'une certaine réserve, de l'attente et de l'hésitation intervenaient dans le jugement porté sur l'attitude de l'organisation officielle de l'Eglise de France et de ses dirigeants. L'Eglise française, jouissant d'une riche dotation et d'un large appui de la part de l'administration de Napoléon III, sauvegardait jalousement son autonomie et, fidèle à son passé historique, ne devint pas le porte-parole de la Curie Romaine et de ses intérêts. Tout cela se manifesta assez énergiquement pendant les mois, lourds de tension, du I<sup>er</sup> Concile du Vatican où les chefs de l'Eglise de France et les prélats austro-hongrois s'opposèrent à la dogmatisation de l'infailibilité et à une série de mesures

<sup>30</sup> MAURAIN, *La politique ecclésiastique du Second Empire*. 116 sq.; G. GOYNAU, *Histoire religieuse de la France*. Paris, 1932; CH. POUTHAS, *L'Eglise et les questions religieuses en France de 1848 à 1877*. Paris, 1959; A. LATREILLE, J. R. PALANQUE, E. DELARUELLE, R. REMOND, *Histoire du catholicisme en France. III. La période contemporaine*. Paris, 1962.

<sup>31</sup> Cf. *Religio*. le 26 avril 1871.

<sup>32</sup> *Civitas Cattolica*. 1871. VIII. v. II. 90-91.

<sup>33</sup> SCHMIDLIN, *Papstgeschichte. II*. 296 sq.; Cf. *Religio* 3 mai et 14 juin 1871.

d'esprit ultramontain. Nous pensons ici, entre autres, à l'activité oppositionnelle de l'évêque de Sura, Maret, aux interventions en série de l'évêque d'Orléans, Dupanloup, à son attitude au concile du Vatican, à la publication de ses écrits hostiles et au rôle également actif que l'archevêque de Paris, Darboy, a joué dans l'opposition à l'infaillibilité.<sup>34</sup> L'intense activité des prélats français atteint son effet et la Curie de Rome dut obliger Chigi à la prudence. La tension indiscutable qui, pendant le concile du Vatican, s'était transformée en antagonisme ouvert entre les cardinaux ultramontains du Vatican et les prélats français fidèles aux traditions gallicanes, donna des signes d'apaisement après la guerre franco-prussienne et se détendit encore après la chute de Napoléon III et la proclamation de la Troisième République. L'assurance des prélats français souffrait certainement des événements liés à la guerre perdue et à ses conséquences, des perspectives incertaines qu'offrait l'effervescence de la révolution sociale. Les événements de Rome qui, à bon droit, étaient mis en rapport avec le retrait de l'armée française, ne manquèrent pas non plus d'exercer leur effet. Dans l'atmosphère des événements historiques orageux survenus au cours des mois qui suivirent la clôture du concile du Vatican, l'importance des antagonismes au sein de l'Eglise se réduisit progressivement, l'importance du *Syllabus*, des discussions envenimées sur l'infaillibilité et les événements menaçant les intérêts universels du catholicisme, jugés bouleversants, occupèrent à juste titre le premier plan. Cette rapide transformation de l'atmosphère peut être suivie dans les rapports du nonce Chigi qui écrivit à Antonelli que partout où il passait dans le pays, il rencontrait une grande sympathie et le soutien général, tant des plus hauts prélats que de simples officiants. Il souligne l'accueil extrêmement chaleureux du cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, et il loue en général l'attitude des catholiques de Bordeaux, l'esprit du clergé, et écrit « C'était une grande joie pour moi que de trouver dans le clergé et dans les communautés religieuses en général une vie spirituelle pure et régulière et de l'attachement à l'égard du Saint Siège et du Saint Père. » Il loue également le cardinal Pie, évêque de Poitiers, chez qui il fit un court séjour. Il se fait l'interprète de l'intense sympathie du clergé d'Avignon, des fidèles du diocèse de Nice à l'égard du Pape, parle aussi des signatures transmises par diverses voies au Vatican.<sup>35</sup> Un intérêt particulier revient à ses informations données sur l'évêque d'Orléans Dupanloup, connu pour son attitude hostile qui révèle un changement important dans l'attitude de ce prélat devenu un des plus actifs et qui se sent obligé de pousser à l'intervention afin de protéger la Curie de Rome.<sup>36</sup> Il se servait de son sens politique bien connu, de sa grande influence et de son autorité pour remplir le rôle d'intermédiaire entre le chef de gouvernement

<sup>34</sup> V. MARTIN, *Le gallicanisme politique et le clergé de France*. Paris, 1929; F. ENGEL-JANOSI, *Liberaler Katholizismus and die Minorität im Vatikanischen Konzil. Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchiv*. 1955. VIII. 223 sq.; J. R. PALANQUE, *Catholiques libéraux et gallicans en France face au Concile du Vatican, 1867-1870*. Aix-en-Provence, 1962.

<sup>35</sup> Chigi à Antonelli, Bordeaux le 16 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1724/1621).

<sup>36</sup> Cf. Dupanloup, *Nouvelles œuvres choisies*. I-VII. Paris, 1873-74; F. Lagrange, *Vie de Mgr. Dupanloup*, I-III. Paris, 1883-1884.

Thiers et la majorité monarchiste du Parlement, pour unir les partisans de « l'ordre social » contre les mouvements subversifs. A propos de l'évêque Dupanloup, le nonce constate : « Sembra che questo Prelato sia deciso di fare atto di sommissione al Comitato vaticano. Pare che siasi proposto di compiere questo atto in una operetta che presto pubblicherebbe di cui scopo e sostanza sarebbe, a quanto mi si dice, di mostrare la intima connessione e solidarietà fra gl'interessi della Chiesa e della S. Sede e quella della nazione Francia. Se ciò si verifica, giova sperare che la di lui influenza potrà essere di gran vantaggio per le cose di Roma. »<sup>37</sup> L'importance qu'on a attribuée, au Vatican, à s'être acquis Dupanloup, personnage de grande influence, est nettement exprimée dans la lettre du secrétaire d'Etat Antonelli adressée le 15 avril 1871 au nonce Chigi. Il y exprime son accord complet avec tous les efforts déployés pour acquérir aux intérêts du Vatican cet évêque de grande autorité, excellent orateur, afin qu'avec son appui « a tanti mali si ponga efficace e radicale rimedio ». Faisant allusion à Dupanloup, Antonelli écrit : « Ella pertanto ne Loringrazi vivamente, e gli manifesti la riconoscenza che ispira le sus affettuosa divozione ed il suo nobile attaccamento al S. Padre ed a' suoi diritti sovrani ».<sup>38</sup> Quant aux tâches à accomplir, le secrétaire d'Etat obligea le nonce à une grande circonspection, à peser sous ses multiples aspects la situation en France et souligna que « Quindi è che conviene rilasciare all'illuminato discernimento di Mgr. Dupanloup la scelta dell'ora e delle circostanze a suo avviso opportune per dar mano all'opera e per difendere energicamente i diritti della S. Sede conculcati di ogni guisa e con tanto danno della Religione ».<sup>39</sup>

L'importance de l'attitude de l'évêque d'Orléans Dupanloup n'était que renforcée par le fait qu'il fallait renoncer à toute coopération de la part de l'archevêque de Paris Darboy. Répondant aux multiples atrocités commises par Versailles, le 4 avril 1871, la Commune arrêta l'archevêque de Paris et le transporta comme otage, avec d'autres ecclésiastiques, à la prison de Mazas.<sup>40</sup> Darboy, en accord avec Dupanloup, prit position, au concile du Vatican, contre l'infaillibilité et quitta Rome avant même le vote de ce dogme. Il fut donc classé par le Saint Siège parmi les chefs de file du clergé français hostile professant ouvertement des opinions gallicanes, toujours condamnées par le Saint Siège. Si cela n'avait dépendu que de Pie IX et d'Antonelli, ce prélat si doué et bon écrivain n'aurait guère occupé le principal poste de l'Eglise catholique de France, l'archevêché de Paris.<sup>41</sup> Sous le règne de l'empereur Napoléon III, Darboy était le troisième archevêque de Paris ayant à ce point acquis la confiance des milieux politiques. L'archevêque de Paris Sibour tomba, victime, le 3 janvier 1857, d'un assassinat commis, pendant la messe, par un prêtre connu pour ses opinions libérales et destitué de sa dignité. Son successeur, Morlot, occupa pendant six ans cette dignité

<sup>37</sup> Chigi à Antonelli, Bordeaux, le 10 mars 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1722/1363).

<sup>38</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 15 avril 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1491).

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> J. A. FOULON, *Histoire de la vie et des œuvres de Mgr. Darboy, archevêque de Paris*, 1889. 507 sq.

<sup>41</sup> A. DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France*. 292 sq.; CH. POUTHAS, *L'Eglise et les questions religieuses en France*, 89 sq. Cf. R. AUBERT, *Il Pontificato di Pio IX*. 449 sq.

jusqu'à sa mort survenue le 29 décembre 1862.<sup>42</sup> On ne pouvait guère, à Rome, délibérer sur le choix d'un digne successeur car le gouvernement impérial avait pris les devants, par des mesures immédiates. Le 15 janvier 1863, parut dans le journal officiel la nouvelle de la nomination de Monseigneur Darboy à la dignité d'archevêque de Paris. A Rome, il fallait, bon gré mal gré, s'incliner, tout en connaissant le cortège de problème qui en découlerait.<sup>43</sup> En 1864, dans sa lettre pastorale, Darboy avait, certes, condamné la *Vie de Jésus* de Renan, livre paru l'année précédente et jouissant d'une grande popularité, mais, au cours des années 1860, ses activités causèrent de plus en plus de problèmes aux milieux du Vatican. Le gouvernement de Napoléon III, tolérant bien des choses dans les activités du pouvoir papal et le défendant militairement des avances réitérées et de Garibaldi et du Royaume d'Italie, fugea portant excessive la publication, le 8 décembre 1864, de l'encyclique du pape Pie IX intitulée *Quanta Cura* et du *Syllabus* qui y était adjoint, où il condamnait ouvertement les idées et les mouvements progressistes de l'époque. A Paris, on aurait peut-être pris acte de ce qui était un témoignage net d'incompréhension des tendances modernes si Rome s'était montré prêt à se rallier à la convention du 15 septembre 1864 à la mise en œuvre de laquelle Napoléon III accordait une grande importance, y voyant une garantie que la désignation de Florence en tant que capitale du Royaume d'Italie apporterait un apaisement prolongé au problème de Rome. Cependant, les réactions des milieux du Vatican ne se prêtaient que trop à compromettre la politique extérieure du gouvernement français, à miner son autorité. Par conséquent, Napoléon III ne se tenait pas dans l'obligation de s'opposer à la vague de protestation qui déferlait sur l'opinion publique libérale française quand l'encyclique et le *Syllabus* étaient critiqués. Lorsque, à Paris, on refusa la publication dans des lettres pastorales de l'encyclique et de son annexe, les autorités civiles n'étaient pas isolées elles comptaient — non sans raison — sur la solidarité de certains prélats.<sup>44</sup> L'archevêque de Paris Darboy n'était pas seulement poussé par sa fidélité à l'Etat — il se montra bien plus indépendant — mais aussi par sa conviction intime quand il trouva un caractère à bien des égards provocateur à l'attitude du Saint Siège. Pie IX ne manqua pas de faire savoir à l'archevêque de Paris sa désapprobation, ce qui le poussa en quelque sorte à battre en retraite, du moins à s'expliquer sur les raisons de son comportement. Toutefois, le Saint Siège, comptant sur un repentir sincère et sur l'approbation, ne se contenta pas de retrait relatif et exigea une capitulation spirituelle totale, notamment la rupture radicale avec les idées gallicanes ainsi que leur condamnation publique. Darboy, par contre, ne cessa pas de critiquer la tendance ultramontaine du Saint Siège et s'allia à Dupanloup avec qui ils formèrent désormais un front commun et se préparèrent à leur intervention au concile du Vatican, à la tête de la fraction oppositionnelle des prélats

<sup>42</sup> Cf. MAURAIN, *La politique ecclésiastique du Second Empire*. 52 sq.; 553 sq.

<sup>43</sup> FOULON, *Darboy*. 252 sq.

<sup>44</sup> L. M. CASE, *Franco-italian relations (1860-1865). The Roman Question and the Convention of September*. Philadelphia, 1932; MAURAIN, *La politique ecclésiastique du Second Empire*. 703 sq.; CH. POUTHAS, *Histoire politique du Second Empire*. 321 sq.



français.<sup>45</sup> Vu ce passé et cette attitude, jugés encombrants par le Vatican, Rome ne rétablit pas sa confiance à l'égard de l'archevêque Darboy, malgré la soumission de celui-ci aux décisions du concile du Vatican, le 2 mars 1871, sous l'effet des événements historiques en question qui touchaient les intérêts universels de l'Eglise catholiques.<sup>46</sup> Darboy, qui devait à la confiance de Napoléon III d'avoir été promu à cette haute dignité, se trouva dans une situation ambiguë dès la chute de l'Empire et la formation de la République. Tout en reconnaissant ses dons intellectuels, son talent, les républicains versaillais nourrissaient une certaine suspicion envers l'ancien confident de l'Empire bonapartiste, tandis que les légitimistes et les orléanistes l'accusaient d'être le porte-parole d'idées libérales, et que le Vatican manifestait une certaine réserve en raison de ses idées gallicanes.

Son arrestation en tout qu'otage a, certes, provoqué une solidarité ferme parmi ceux de Versailles, mais il serait difficile de prouver qu'ils aient lutté pour sa libération avec une pareille intensité concertée. Le nonce Chigi, qui cherchait à avoir de bonnes relations avec Versailles et à augmenter le nombre de ses alliés dans le problème romain, s'est trouvé, après les nouvelles sur l'arrestation à Paris, dans une situation délicate. Au début, il ne disposait pas d'informations précises sur la situation de Darboy et de ses confrères arrêtés et n'obtint de plus amples détails qu'après l'arrivée à Versailles, au milieu d'avril 1871, de Lagarde, grand vicaire archiépiscopal, arrêté en même temps que Darboy. Sa mission pouvait être considérée comme officieuse, car il apporta le message de la Commune relatif à la possible libération des prêtres-otages. La lettre était adressée par Monseigneur Darboy à Thiers et l'informait que les dirigeants de la Commune étaient prêts à libérer une partie des otages ecclésiastiques si Blanqui, emprisonné par les versaillais, était également relâché.<sup>47</sup> Sur tous ces événements, vraiment décisifs, le nonce Chigi, ayant eu la possibilité d'avoir un entretien avec le chargé de cette mission confidentielle, l'abbé Lagarde, put rassembler une multitude d'informations. Celui-ci lui apprit que Darboy avait été informé à l'avance de son arrestation mais, se référant à son devoir, il ne quitta pas sa place, pensant qu'en se cachant, il fournirait de bonnes raisons d'être accusé de lâcheté et de défaillance, de n'avoir pas rempli son service, voire d'avoir agi en contradiction avec son appel adressé aux curés de ne pas quitter leur paroisse. Selon le rapport de Lagarde, l'archevêque et ses amis étaient calmes et préparés à toute éventualité. L'archevêque se trouvait dans une cellule à part et pouvait se procurer la nourriture d'un restaurant.<sup>48</sup> Quant à la lettre en question, écrite par Darboy à Thiers, l'abbé Lagarde déclara catégoriquement que l'archevêque n'avait écrit que celle qu'il avait lui-même remise à Thiers au cours de sa mission secrète. Là, il s'agissait de « fare accettare al Signor

<sup>45</sup> Cf. FOULON, *Darboy*. 382 sq.

<sup>46</sup> Lettre de Darboy adressée le 2 mars 1871 à Pie IX et réponse du pape: *ibid.* 502-506.

<sup>47</sup> Darboy à Thiers, Prison de Mazas, le 12 avril 1871. (FOULON, *Darboy*, 540-542).

<sup>48</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, s.d. (vers le 15 avril 1871). (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1735/1620).

Thiers un progetto di scambio di prigionieri consistente in ciò che si mettano in libertà alcuni insorti, i quali si nominano del Governo di Versailles; per parte della Comune si metterebbero in libertà allora Mgr Arcivescovo, il Curato della Maddalena, e, se ben ricordo, il Signor Icard Prete di S. Sulpizio» — comme le comunica l'abbé Lagarde à Chigi.<sup>49</sup> Il faisant par la suite remarquer que « sono apocrife le due Lettere, che sono state pubblicate nei Giornali, l'una sotto il nome di Mgr Arcivescovo, e l'altra sotto quella del Curato della Maddalena.» Cependant, cette information était en contradiction avec les faits et, dans le meilleur des cas, les renseignements n'étaient pas assez complets. C'est que la lettre de l'archevêque Darboy, adressée le 12 avril à Thiers et apportée par l'abbé Lagarde, était précédée d'une autre, datée du 8 avril remise par l'abbé Bertaux avec la lettre du 7 avril et écrite par le curé de la Madeleine, Deguerry (elle était également adressée à Thiers). Grâce aux dirigeants de la Commune, ces lettres furent également publiées dans la presse, ce qui pourtant ne contredit pourtant pas leur authenticité. L'archevêque de Lyon, Foulon, le plus éminent connaisseur de la vie et des activités de Darboy, publie ces lettres dans son ouvrage historique fondamental et en prouve définitivement l'authenticité. Il en ressort entre autres qu'en guise de post-scriptum, Darboy nota spécialement qu'il écrivait sa lettre indépendamment de toute pression, de son plein gré. Il y condamne catégoriquement la cruauté inhumaine des militaires de Versailles, l'assassinat des communards capturés, des blessés.<sup>50</sup> Dans sa lettre l'abbé Deguerry manifeste énergiquement conformément à sa décision prise en toute liberté et obéissant à sa seule conscience, sa protestation contre les massacres inhumains. La mise en doute par Lagarde de l'authenticité de ces lettres si importantes est d'ailleurs réfutée le plus nettement par Thiers lui-même dans sa lettre du 14 avril 1871 à Darboy où il repousse catégoriquement les affirmations de l'archevêque de Paris concernant les cruautés des versaillais, prend leur défense et qualifie l'attitude de Darboy d'incompétente.<sup>51</sup> Il est certain que la publication de ces deux lettres causa bien de l'embarras aux milieux de Versailles qui cherchaient à mettre publiquement en doute leur authenticité ou du moins à suggérer qu'elles avaient été écrites sous la pression. Même le nonce Chigi ne put échapper à l'influence de ces tendances. Aussi transmit-il à Antonelli et sans la moindre critique l'opinion de Lagarde. C'est déjà une autre question — bien qu'elle ne soit pas indépendante du caractère de l'abbé qui remit les lettres — que, malgré sa promesse, il ne rentra pas à Paris et que sa lettre, où il s'expliqua sur ce point, ne fut pas bien accueillie par l'archevêque de Paris resté en prison, dont le caractère était diamétralement opposé à ce genre de comportement et qui attendait, à juste titre, que les prélats montrent l'exemple aux fidèles, même si leur attitude comportait de graves

<sup>49</sup> Dans sa lettre du 12 avril 1871, Darboy écrit qu'en cas de relâchement de Blanqui, la Commune met en liberté l'archevêque de Paris, sa sœur, Bonjean, le président de la cour de cassation, l'abbé Deguerry, le curé de la Madeleine et le vicaire général archiépiscopal de Paris Lagarde.

<sup>50</sup> FOULON, *Darboy*. 534-536.

<sup>51</sup> Ibid. 537-538.

risques. L'abbé Lagarde qui, paraît-il, n'avait pas suivi cet exemple, était condamné non seulement par l'opinion publique, mais aussi par le nonce Chigi. Etre resté à Versailles, c'était selon lui une temporisation motivée par la peur et l'incertitude, ce qui, non sans raison, pouvait provoquer des rumeurs. Il y a une différence marquante entre l'attitude de l'abbé Bertaux, porteur de la première lettre de Darboy et celle de l'abbé Lagarde, qui remit la deuxième. C'est que, sa mission une fois accomplie, Bertaux rentra à Paris où la Commune le mit généreusement en liberté.<sup>52</sup>

Outre les informations reçues de l'abbé Lagarde, le nonce Chigi traita directement, dans l'intérêt du relâchement de Darboy, avec Thiers. La réponse, l'attitude de Thiers ne devaient pas susciter de sérieux espoirs. Il expliquait l'attitude de Darboy, sa proposition concernant l'échange de prisonniers, par « la peur », « l'accablement », et cherchait à présenter toute l'affaire en disant que les ecclésiastiques pris en otage n'avaient pas, eux non plus, adopté cette proposition et ne s'étaient prononcé en faveur du projet d'échange de prisonniers que sous la pression d'une situation extraordinaire, et ce bien que Thiers n'appuyât d'aucune preuve concrète cette affirmation. D'autant plus grave était l'opinion de Thiers sur « tanto l'impossibilità di entrare in trattative cogl'insorti, come l'immensa importanza che avevano per l'insurrezione di due prigionieri di cui si domanda la libertà essendo » . . . A son avis, Blanqui était « più temibili » « per la straordinaria abilità ». <sup>53</sup> Quant à la survie des otages, Thiers ne partageait pas l'angoisse de Chigi. Par contre, il ne voulait pas s'endosser tout seul la responsabilité du refus de l'échange de prisonniers et voulait obtenir l'approbation de sa position par le Conseil des ministres et le comité de députés dit des Quinze — ce qui advint également par la suite. Après cette tentative de médiation avortée, le nonce Chigi avait toutes les raisons de conclure que la situation des otages « stato pericoloso » et « a qual filo leggero sia attaccata la loro vita ». Dans cette situation critique, il attribuait le pris qu'il fallait aux lettres de Pie IX et d'Antonelli adressées à l'archevêque de Paris et aux autres prisonniers afin de les renforcer dans leur fermeté et de les faire persévérer dans la résistance.<sup>54</sup> Antonelli exprima au nonce sa profonde gratitude pour ses efforts déployés afin de faire libérer Darboy et ses compagnons, prit acte de la position de Thiers et arriva à la conclusion que « se il risultato non fu conforme al nostro comune desiderio, ciò devesi a circostanze estranee al buon volere ed a motivi basati in un ordine d'idee, ch'è mestieri rispettare e che guidarono il Capo del Potere Esecutivo nelle determinazione prese di respingere le relative proposte di rivoltosi . . . » <sup>55</sup>

En étroits rapports avec les activités du nonce Chigi l'ambassadeur des Etats-Unis, Washburne, intervint pour la défense de Darboy. A cette fin, il entra en contact

<sup>52</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 3 mai 1871. (ASV. S.St. 1871, Rub. 242. fasc. 2. 1742/1770). Cf. LECANUET, *Les Dernières années du Pontificat de Pi IX*. 117.

<sup>53</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, s.d. (vers le 15 avril 1871). (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1736/1620).

<sup>54</sup> Ibid. Cf. HANOTAUX, *Histoire de France*. I. 149 sq.

<sup>55</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 29 avril 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2.1636).

direct avec le général Clausezet, commissaire de guerre de la Commune, dont l'intervention lui procura l'autorisation de rendre visite les otages. Il en établit un rapport détaillé pour son gouvernement, rapport dont il transmet une copie au nonce que celui-ci envoya à Antonelli.<sup>56</sup> Le rapport de Washburne, daté du 24 avril 1871, révèle clairement que le nonce Chigi, dans sa lettre datée du 20 avril, a demandé à l'ambassadeur de tenter cette médiation.<sup>57</sup> Accompagné de son secrétaire, Washburne rencontra l'archevêque à la prison Mazas. « Je dois l'avouer, j'étais profondément impressionné de l'apparence de cet homme vénérable ». « J'étais enchanté de la vivacité de son esprit. Il m'a paru apprécier sa situation bien critique et préparé à pire. Il n'a pas eu de paroles d'amertume ou de reproche pour ses persécuteurs, mais d'un autre côté il m'a fait la remarque que le monde les jugeait plus mauvais de ce qu'ils n'étaient en réalité. » C'est ainsi que l'ambassadeur des USA résumait l'opinion de Darboy. Dans sa prison, l'archevêque trouvait sa situation supportable bien qu'il n'eût pas accès aux journaux ou à d'autres sources d'information. Grâce à l'intervention de Washburne, cette situation s'améliore. Il put avoir des contacts avec les autres détenus, recevoir des journaux et autres lectures. Aussi agréable que fût, pour l'archevêque, cette visite de sympathie qui éveilla ses espoirs, elle n'apporta pas de tournant décisif. Le général Clausezet expliqua d'ailleurs à Washburne qu'il jugeait impossible de relâcher les ecclésiastiques pris en otage, surtout en raison de la position du gouvernement de Versailles qui refusait l'échange de prisonniers et aussi à cause de l'indignation de la population de Paris face au bombardement de la ville et aux cruautés subies.<sup>58</sup> Malgré tout, Antonelli donna une appréciation fort positive de l'action de Washburne, et exprima l'espoir qu'elle ne manquerait pas son but. « Qualunque del resto sieno per esserne le conseguenze, non si può a meno di saper buon grado al Sig<sup>r</sup> Washburne dell'opera già prestata e dell'interesse preso in questo affare, che vivamente preoccupa il S. Padre e la S. Sede. » Il demanda ensuite à Chigi à rencontrer l'ambassadeur des Etats-Unis et de lui exprimer sa profonde estime.<sup>59</sup> Quelques jours plus tard, le 13 mai, il parlait déjà avec plus d'amertume et d'abattement du sort qui attendait Darboy : « Duolmi di apprendere che la sorte di Mgr. Arcivescovo di Parigi non abbia subito alcun radicale cambiamento, non ostanti quelle vive speranze che eransi concepite, e che sembravano doversi sorridere a seguito dei noti antecedenti. »<sup>60</sup> En effet, aucun signe n'indiquait, de la part du gouvernement de Thiers, le désir de faire le moindre pas pour libérer les otages ecclésiastiques.

<sup>56</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 26 avril 1871 (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1691).

<sup>57</sup> Rapport de Washburne, Paris, le 24 avril 1871. Secret (ibid.). Il est à noter que peu après son arrivée à Versailles, l'abbé Lagarde s'adressa, le 18 avril 1871, avec la signature de plusieurs personnes à Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre. Une copie de ce memorandum a également été envoyée à Washburne. (Voir : FOULON, *Darboy*. 554).

<sup>58</sup> Ibid. Pour l'action de Washburne, voir aussi : LECANUET, *Les Dernières années du Pontificat de Pi IX*. 116 et sq. On y trouve des calomnies en abondance des accusations sans fondements contre la Commune. Mémoires du général Clausezet; III. FOULON, *Darboy*, 554 sq.

<sup>59</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 6 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1691).

<sup>60</sup> Antonelli à Chigi, Rome le 13 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1712).

Il est donc fort compréhensible que, vu la détention du chef de l'Eglise de France et sa situation sans issue, le nonce Chigi ait essayé de resserrer ses relations avec une autre personnalité éminente de l'Eglise de France, l'évêque d'Orléans, Dupanloup. Le secrétaire d'Etat Antonelli, s'appuyant sur les exhortations déjà citées, vit la tâche principale du nonce en la mobilisation de toutes les forces de l'Eglise de France pour défendre la difficile situation de la papauté à Rome, en le renforcement, et dans le pays et au-delà des frontières, de la voix du clergé dirigeant. Vu précisément la situation délicate de Darboy, Dupanloup se rendait fort bien compte de sa position et de son rôle particuliers et, poussé par Chigi, il fit son possible pour intimer aux dirigeants de l'Eglise une prise de position unanime à l'égard de Rome. Une action, difficile mais prometteuse, s'engagea en vue d'une intervention commune du corps épiscopal français auprès de l'Assemblée Nationale de Versailles pour l'inviter à défendre efficacement le pouvoir papal. L'importance que le Vatican attribuait à une telle intervention de l'Eglise de France ressort bien de l'arrivée à Versailles du cardinal De Bonnechose, archevêque de Rouen, avec qui Chigi discuta tous les détails de l'intervention collective à l'Assemblée Nationale du corps épiscopal français. A ce propos, le secrétaire d'Etat Antonelli avait déjà précédemment donné des instructions détaillées et le nonce n'attendait que le moment opportun, l'occasion, pour pouvoir les mettre en œuvre. Au nom du corps épiscopal français, le cardinal de Bonnechose rédigea une note à l'Assemblée Nationale sur le problème romain qu'il communiqua, sous forme de circulaire, à tous les prélats français en les invitant à la signer. Début mai 1871, cette initiative avait fort bien progressé et le nonce, se fondant sur des informations crédibles, sur les promesses qui lui avaient été faites, exprima au Vatican l'espoir du succès.<sup>61</sup> C'est aussi pour intensifier l'activité des prélats français que Pie IX émit, le 15 mai 1871, son encyclique *Ubi nos* où il protestait énergiquement contre la loi de garantie du gouvernement italien.<sup>62</sup> Chigi reçut l'encyclique par l'intermédiaire de Genève et prit immédiatement les mesures nécessaires pour la faire parvenir à tous les prélats de France, à la presse amie, et au ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Versailles, Favre. Chigi approuvait largement cette encyclique tant parce qu'elle «était particulièrement opportune pour la France, que parce qu'elle correspondait, à la note que le corps épiscopal avait envoyé à l'Assemblée Nationale à propos des affaires de Rome.»<sup>63</sup>

L'attaque finale, tellement attendue, dont dépendait la chute de la Commune, eut lieu fin mai 1871. Pendant ces heures et ces jours si tendus et déterminants, le nonce s'imposa, dans toutes les questions douloureuses, une grande retenue mais il écrit à Antonelli sa conviction que la mise en marche des actions tant attendues pour le Vatican devait survenir dans un bref délai. Pendant ce temps d'attente, que le Vatican jugeait comme un temps mort, «il Governo in questi giorni non è coll'animo che in

<sup>61</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 3 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1742/1770).

<sup>62</sup> Texte de l'encyclique *Ubi nos*. Religio, 3 juin 1871.

<sup>63</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 31 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1744/2051).

Parigi, quindi è che ogni proposito, il quale non sia estraneo, si lascia da parte come inopportuno e si rimette in avvenire», le nonce Chigi trouva cependant le moment de rencontrer Thiers à nouveau, de lui remettre la lettre du Saint Père, de «richiamare la sua attenzione sullo stato violento e oppressivo a cui è ridotta Sua Santità». Le 24 mai 1871, Chigi communique à Antonelli : « Egli mi ha detto di umiliare i suoi ossequi a Sua Santità e di assicurarla che subito domata la insurrezione di Parigi si occuperà seriamente fra le prime cose della situazione del S. Padre. »<sup>64</sup> Au cours de cette semaine décisive, quand à Paris le sang coulait, quand la répression de Versailles contre les derniers défenseurs de la Commune était inexorable, quand la victoire de la contre-révolution devenait inévitable Chigi se tourna vers une éventuelle évolution future et pesait déjà les conflits internes du camp victorieux. « Il momento attuale dell'assemblea è de più decisivi e dei più critici per l'avvenire della Francia. Tutte le questioni le più capitali le quali sono state finqui differite, vanno a passare all'ordine del giorno »; « Presso tale determinazione di cose non può essere a meno che non si dichiari quell'opposizione più o meno radicale che è stata fin qui dissimulata fra il Capo del Potere Esecutivo e la maggioranza dell'Assemblea riguardo a parecchie di tali questioni sia di persone sia di massime. »<sup>65</sup> Il note ensuite que le sujet autour duquel les divergences de positions se concrétisent et s'approfondissent entre Thiers et la majorité parlementaire, c'est la forme du gouvernement. Il est d'avis que si Thiers prend des mesures pour stabiliser la République, le conflit avec la majorité monarchiste de l'Assemblée sera inévitable, ce qui, à son avis aboutira à la victoire de cette majorité. Outre la sympathie envers les groupements monarchistes, on peut déceler dans cette attitude la mise en œuvre d'une collaboration plus étroite entre le représentant du Vatican et les députés monarchistes-cléricaux. Les projets, les idées, les intentions de ceux-ci n'étaient pas inconnus du nonce qui ne cessa de renseigner Antonelli sur leurs activités organisatrices. Chigi accueillit avec une satisfaction ouverte et avec confiance en l'avenir les avances des groupes légitimistes et orléanistes, leur accord et leur action ouverte (lettre du 8 mai 1871, du comte de Chambord). Petit fils de Charles X, désigné au trône par les légitimistes français sous le nom de Henri V, il était d'avis que le temps était venu de secouer l'opinion publique française sympathisant avec la monarchie. Les rapports du nonce révèlent un projet très élaboré pour renverser la République, des détails opératifs visant la chute de Thiers. Il affirme avec assurance que Paris une fois occupé, la première proposition de résolution de l'Assemblée sera de faire revenir de l'exil les lignées de premiers-nés et des cadets de la famille Bourbon. Le pouvoir d'Etat était prévu pour les orléanistes, duc d'Aumale et prince de Joinville. Ainsi donc, dès avant la chute de la Commune, le projet d'un coup d'Etat monarchiste était prêt, grâce à la coalition des partisans des Bourbons et des orléanistes. Il est compréhensible que, pendant les jours de la prise de Paris, le nonce eût encore plus de confiance dans le succès de cette longue préparation et que, sous l'effet de la victoire des troupes de

<sup>64</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 24 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1747/2006).

<sup>65</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 31 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1744/2051).

Versailles, il fût plus optimiste — un peu trop — en ce qui concerne l'évolution des événements à la faveur du Vatican.<sup>66</sup>

Tout cela explique que le nonce était prêt à juger le sort de l'archevêque Darboy d'une manière plus optimiste que les événements ne l'avaient motivé. Le 24 mai 1871, le jour-même où, parallèlement à l'exécution de quantité de communards, une part des otages, dont l'archevêque de Paris, furent exécutés, Chigi exprime encore l'espoir que les troupes arrivées de Versailles pourront peut-être libérer les captifs. « Ce matin, la nouvelle s'est répandue que depuis hier, tous sont déjà en liberté, mais on ne sait encore rien de concret. Nous avons cependant toutes les raisons de croire que l'on n'a rien commis contre eux », écrivit-il à Antonelli. Il précise ensuite avoir négocié, dans l'affaire de l'archevêque, avec le souverain de Saxe puis, conseillé par celui-ci, avec le général de Fabrice, chargé des relations diplomatiques avec la France. Ce dernier promit de prendre des mesures visant la libération de l'archevêque et de ses compagnons et d'insister d'autant plus qu'il en était chargé par le prince de Bismarck. De Fabrice négocia avec le général Clauseret, commissaire de guerre de la Commune, qui l'assura quant à la sécurité des otages et même, à ce qu'il dit, promit le relâchement de Darboy. Mais vu la révocation, et même l'arrestation temporaire de Clauseret, les tentatives d'intercession aboutirent à une impasse.<sup>67</sup> Le rapport, encore plein de confiance, envoyé au Vatican le 24 mai fut suivi d'un télégramme du nonce daté du 28 mai et annonçant la mort des otages. Comme on l'apprit plus tard, l'archevêque Darboy et une grande partie des prisonniers furent transférés, le 22 mai, de la prison Mazas à la prison Roquette. Les habitants de la ville assiégée, bouleversés à l'extrême par la cruauté implacable des assiégeants, exigèrent l'exécution des représailles contre les otages. Quand les prisonniers traversèrent le faubourg St. Antoine, l'animosité des masses écalata avec une telle force que seule la fermeté des militaires du convoi assura leur arrivée à la prison Roquette. C'est là que, le 24 mai, furent fusillés plusieurs otages, six personnes: Monseigneur Darboy, le sénateur Bonjean, l'abbé Deguerry et les jésuites Ducoudray, Clerc et Allard. La nuit du 27 au 28 mai, seize autres otages ecclésiastiques furent exécutés. Le ministère des Affaires étrangères de Versailles fit officiellement part au nonce de ces événements et il en ressort que, parmi les otages pris par la Commune, furent exécutés, au cours de ces journées, 64 personnes dont 22 ecclésiastiques. Par contre, 173 otages, dont 19 ecclésiastiques, purent être sauvés.<sup>68</sup> Parmi les otages transférés à la Roquette, le père jésuite Bazin, également sauvé, rendit personnellement compte, à Versailles, au nonce Chigi des dernières heures de Monseigneur Darboy et de ses compagnons. Il dit que jusqu'aux derniers moments, ils étaient restés sereins et avaient même pris la sainte hostie reçue à la prison de Mazas.

<sup>66</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 17 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1745/1922). Cf. HANOTAUX, *Histoire de France*. I. 229 sq.

<sup>67</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 24 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1747/2006). Cf. P. O. Lissagaray : *Histoire de la Commune de 1871*. Bruxelles, 1876. 231 sq.

<sup>68</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 29 mai 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1748/1951), annexe à son rapport. Cf. Foulon : Darboy. 632 sq.

« Monsignor Arcivescovo è andato incontro alla morte con calma e coraggio » — écrivit le 29 mai 1871, le nonce Chigi à Antonelli.<sup>69</sup> Ce dernier accueillit cette nouvelle accablante en exprimant son bouleversement : « Consola soltanto l'apprendere che molte di esse poterono almeno ricevere la SS<sup>ma</sup> Eucaristia, donde presero coraggio a subire cristianamente la morte loro decretata. »<sup>70</sup>

Tenant compte du fait que cette fin tragique aurait pu être évitée et de la possibilité d'intervenir en temps voulu en faveur des otages, dont disposait le gouvernement de Versailles, la responsabilité historique à l'égard de ces victimes superflues revient en tout premier lieu à Thiers et à son gouvernement. La logique des événements et la force probante des faits permettent de conclure que l'archevêque vivant avait moins d'importance que l'archevêque sacrifié dont ils considéraient la mort comme largement utilisable.<sup>71</sup> Cet événement arriva à point nommé pour aggraver encore les accusations contre la Commune, pour justifier les actes inhumains, cruels, sanglants des Versaillais. Le massacre des chefs et des simples militants de la Commune, les repréailles sans jugement, les fosses communes au cimetière du Père Lachaise, marquent tous la voie suivie par la contre-révolution.<sup>72</sup> Les vainqueurs entrés dans Paris étaient fort habiles à mettre en valeur, à leur profit, l'exécution des otages ecclésiastiques, fait qui influençait naturellement l'opinion publique et qui pouvait être bien exploité sur le plan international. Un signe indiscutable en était l'organisation, le 7 juin 1871, à Paris, des funérailles de Monseigneur Darboy. Le nonce Chigi, venu à cette occasion de Versailles à Paris, en a tiré la conclusion que cet événement paraissait fort opportun pour attirer vers l'Eglise l'attention des masses, pour renforcer l'indignation face aux événements révolutionnaires qui avaient eu lieu.<sup>73</sup> Le Vatican contribua la naissance de ces tendances pour un don de 30 000 francs destiné à aider les personnes ayant souffert de la révolution. Le 5 juin, le nonce remit le don du Saint Père au ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, qui l'en remercia par lettre. Cette exécution rapide du geste du Vatican fut possible grâce à l'évêque

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 7 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1951).

<sup>71</sup> L'analyse des faits confirme la constatation de Marx, faite à l'époque, à propos de l'exécution des otages. Il dit que le vrai assassin de l'archevêque Darboy est Thiers. La Commune a plusieurs fois offert de libérer l'archevêque, ainsi que beaucoup d'autres ecclésiastiques, contre le seul Blanqui, alors arrêté sur les ordres de Thiers. Il savait bien qu'avec Blanqui il fournirait un chef à la Commune, tandis que c'est en mourant que l'archevêque servait le mieux ses intérêts. (Voir : MARX, *La guerre civile en France*. (Edition hongroise des Œuvres de Marx-Engels. t. 17. 328).

<sup>72</sup> Dans la deuxième version de *La Guerre civile en France*, Marx note avec justesse que les lettres de Monseigneur Darboy adressées à Thiers sont « dominées par le soupçon ferme que ses amis de Versailles sont des gens qui, dans le cas d'exécution qui le menace, trouveraient une consolation dans leur vif désir de faire retomber sur la Commune ce procédé charmant. » (Edition hongroise des Œuvres de Marx-Engels. t. 17, 539-540). Sur les massacres faits par les militaires de Versailles voir: LOUISE MICHEL, *La Commune*. Paris, 1898; H. GUILLEMIN, *L'Héroïque défense de Paris, 1870-71*. Paris, 1969; LISSAGARY, *Histoire de la Commune*. 349 sq.

<sup>73</sup> Chigi à Antonelli, Paris, le 8 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1759/2018).



d'Arras qui envoya au Saint Père une aide s'élevant à 40 000 francs. Le nonce utilisa une partie de cette somme pour effectuer le don prévu par le pape.<sup>74</sup>

Cependant, en ces jours de victoire pleins de confiance dans l'avenir, les événements ne suivaient pas tout à fait le cours espéré par le Saint Siège. La défaite de la Commune renforça la position et l'autorité de Thiers dans le camp contre-révolutionnaire et le tournant monarchiste, attendu non sans fondement, n'eut pas lieu.<sup>75</sup> Certes, le nonce parlait avec satisfaction de l'administration temporaire de l'archevêché parisien vacant, de la fidélité au Vatican des trois vicaires élus au chapitre qui, immédiatement, promirent à Chigi que, dans l'esprit des instructions de Pie IX l'archevêque martyr, ils publieraient les décisions prises par le concile du Vatican sur le dogme de l'infaillibilité du pape. Ils acceptèrent également de prendre position en faveur des doctrines et principes publiés dans le *Syllabus*.<sup>76</sup> Quant à la nomination du nouvel archevêque, le nonce estimait que Thiers s'était réservé le droit exclusif de décision et début juin il répondit par des atermoiements aux tentatives qui voulait essayer de savoir Chigi pensa pourtant que le gouvernement choisirait Dupanloup, évêque d'Orléans, sans exclure cependant la possibilité d'une autre personne, et exprima la certitude que, quelle que soit la personne choisie, « rappresentano lo stesso indirizzo le stesse tendenze di principii e di governo ». <sup>77</sup> Chigi, connaissant bien les réserves du Vatican à l'égard de l'évêque d'Orléans, sa tendance et ses vues, attendait évidemment d'Antonelli des conseils et des instructions qu'il obtint d'ailleurs en temps voulu. Les instructions, intimant la prudence et la circonspection, avec référence aux intérêts du Vatican, ainsi que les activités du nonce se sont avérées suffisantes pour empêcher la nomination de Dupanloup, soutenue par les catholiques libéraux.<sup>78</sup> Thiers et Chigi n'ont pas pu se mettre d'accord quant aux personnes de Pie, évêque de Poitiers, de La Tour d'Auvergne évêque de Bourges, de l'abbé Alzon, qui semblait aptes à honorer cette fonction. Enfin, avec le consentement de Thiers et du Vatican, l'archevêque de Tours, Guibert, fut choisi, début juillet 1871 et, à l'automne de la même année, il occupa la place de l'archevêque Darboy.<sup>79</sup>

A l'arrière-plan du compromis ayant abouti à nomination de l'archevêque de Paris, un rôle non négligeable revient à la position du Vatican qui, dans la question de Rome, cherchait à s'acquérir un appui plus ferme du gouvernement français. Il n'a cependant pas renoncé à la possibilité de restaurer la monarchie française et, — début — juin, Chigi parlait déjà du « pervertissement et de la dislocation » du parti

<sup>74</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 6 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1750/2064).

<sup>75</sup> Cf. SIMON, *Le Gouvernement de M. Thiers. I.* 112 sq.; HANOTAUX, *Histoire de France. I.* 226 sq.

<sup>76</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 6 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1750/2064).

<sup>77</sup> Ibid.

<sup>78</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 14 juin (ASV. Archivio Nunziatura di Parigi. 1871. 2007).

<sup>79</sup> Giuseppe Ippolito Guibert, auparavant évêque de Tours, ne se montra pas disposé, au début, à accepter la dignité d'archevêque de Paris : il se référerait à son âge avancé mais, en raison des fortes pressions du gouvernement de Thiers et du Vatican, il céda se prit ses fonctions le 27 octobre 1871. Cf. Lecanuet, *Les Dernières Années du Pontificat de Pie IX.* 126 sq.

républicain de Thiers, du renforcement des forces monarchistes et du camp des conservateurs-catholiques ainsi que de l'importance extrême de la résolution de l'Assemblée mettant fin à l'exil de la famille Bourbon. Il exprima sa confiance dans les activités déployées à Versailles par le prince de Joinville et les ducs d'Aumale et de Chartres, ainsi que dans la coopération entre députés légitimistes et orléanistes. Par contre, il convient de rattacher à l'ambiguïté de la politique de Thiers le fait d'avoir cherché à conserver les meilleurs rapports avec ces ducs et princes et d'avoir promis d'accomplir les désirs de la famille Bourbon.<sup>80</sup> Ces pratiques internes de la contre-révolution victorieuse intéressaient, certes, fortement les milieux du Vatican, mais ils n'en accordaient pas moins l'attention principale à leurs griefs les plus profonds, aux remèdes à porter à leurs maux. Le jour où le nonce adressa à Antonelli un rapport détaillé sur les perspectives rassurantes du parti monarchiste, le secrétaire d'Etat du Vatican, dans un document daté du 12 juin 1871, et d'une importance historique, formulait les intérêts fondamentaux du Vatican qu'ils voulaient mettre au premier plan et faire honorer avec énergie. Tout d'abord, il remerciait Chigi pour tous ses efforts afin d'attirer l'attention de Thiers sur la question de Rome et d'avoir obtenu la promesse qu'il prendrait soin de la situation du Saint Père dès que « sia completamente domata la rivoluzione cosmopolita di Parigi ». A propos des conséquences des événements de Rome du 20 septembre qui pèsent sur la religion, l'Eglise, « la société civilisée », Antonelli ayant confiance dans la réalisation des promesses de Thiers, demande des réparations urgentes. « A seguito di siffatte assicurazioni l'animo di Sua Santità apresi a liete speranze, e vi trae motivo per ringraziare il Signore che ispira questi nobili e cattolici sentimenti nel cuore di Colui che regola attualmente le sorti della Francia. Ed Ella, nel ringraziarlo della buone intenzioni addimostratele, lo assicuri che il S. Padre gl'importe l'Aplica Benedizione, invocando del Cielo che gli dia forza e lumi sufficienti per condurre a termine la gloriosa impresa alla quale pose mano con si prosperi auspici e con plauso di tutto il mondo civile », lit-on dans le message d'Antonelli à Thiers daté du 12 juin 1871.<sup>81</sup>

Il serait toutefois difficile de tirer la conclusion que la prise de position de l'Eglise et du clergé de France sur les événements qui avaient eu lieu était homogène ou en parfait accord avec les opinions et les prises de position du Vatican. Les efforts assidus du nonce Chigi en témoignent, entre autres, notamment le fait qu'il jugeât nécessaire de présenter le passé de l'archevêque de Paris d'une façon plus univoque, en éliminant les tâches. C'est dans ce sens qu'il eut des consultations avec les vicaires du chapitre de Paris, leur confiant le choix des moyens et modes adéquats pour atteindre ce but. Monseigneur Dabroy jouissait d'une grande autorité dans le clergé français qui n'était point indifférent au gallicanisme; la condamnation par Darboy des cruautés des Versailles, qui finit par être connue du grand public, ne manqua donc pas d'exercer un effet, tout comme une lettre ouverte d'un carmélite, déclarée apostate, qui affirme

<sup>80</sup> Chigi à Antonelli, Versailles, le 12 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 1753/2066).

<sup>81</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 12 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 242. fasc. 2. 200/6).

catégoriquement que l'archevêque Darboy partageait entièrement son point de vue, condamnant les actes des Versaillais. Pour contrebalancer et faire oublier tout cela, le nonce proposa aux trois vicaires du chapitre de publier les deux lettres de l'archevêque de Paris. C'est que, dans l'une d'elles, il se soumet aux résolutions du concile et dans l'autre il condamne l'occupation de Rome.<sup>82</sup> N'ayant pas trouvé les copies des deux lettres en question parmi les écrits de l'archevêque, le nonce demanda au secrétaire d'Etat Antonelli de faire chercher les originaux dans les archives du Vatican. Antonelli approuva entièrement l'action visant à contrebalancer «les insinuations qui n'honorent pas la mémoire de l'archevêque», mais il ne trouva qu'une lettre, qu'il envoya à Paris, notant que là aussi, on trouve ce qui peut satisfaire les «besoins» des vicaires du chapitre. On continua à rechercher la lettre de Darboy où il condamnait l'occupation de Rome.<sup>83</sup>

La récompense pour l'attitude du Vatican, solidaire avec les efforts du gouvernement Thiers, le soutien français concret sur le problème de Rome, n'en resta pas moins une question ouverte, à l'origine de déceptions, d'attentes insatisfaites. La Troisième République, en voie de se consolider, ne se montra point un allié actif qui puisse réaliser les ambitions du Vatican.<sup>84</sup>

<sup>82</sup> Chigi à Antonelli, Paris, le 8 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 1759/2018).

<sup>83</sup> Antonelli à Chigi, Rome, le 12 juin 1871. (ASV. S.St. 1871. Rub. 165. fasc. 8. 2018).

<sup>84</sup> Cf. HANOTAUX, *Histoire de France*. I. 303 sq. J. HÉRITIER, *Histoire de la Troisième République*. I-II. Paris, 1932-33; A. ZÉVAËS, *L'Histoire de la III<sup>e</sup> République 1870-1945*. Paris, 1946; CHASTENET, *Histoire de la Troisième République*. I. 107 sq.



**VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE**

---

**The Eighth International  
Economic History Congress  
(August 16—20 1982, Budapest)**

The *International Economic History Association* was founded in 1960 for the purpose of coordinating the scientific research of economic history, for ensuring regular debates of its theoretical and methodological questions and for securing opportunities to international scientific communication and discussions. Its coming into existence was due first of all to a significantly growing interest in economic history, as a result of the great economic, social and political changes that had taken place following the Second World War. Parallel with this and the development of economics and sociology, such a complex scientific approach to economic and social history and to historical processes came into prominence in the science of history itself, which was pre-existent as an important characteristic of the Marxist view of history, too.

Lately the Association has become the leading international forum of this discipline. National committees of 37 countries and several regional federations joined its ranks and problems of international interest were placed on its agenda. It has become more and more engaged with theoretical and methodological questions, of research into the economic history of antiquity, feudalism, capitalism and—in certain respects—even the period of socialism.

The general assembly of the Seventh Congress of the International Economic History Association, held in Edinburgh 1978, decided to hold the next congress in *Budapest in 1982*.

There were 863 economic historians, historians and economists from 88 countries taking part in the Eighth International Economic History Congress. The largest delegation was the Hungarian (155 persons) with the Swedish and English delegations not far behind, while larger delegations represented the Soviet Union, the United States and the German Federal Republic. The leaders of the International Economic History Association and the local organizing committee made every effort to help scientists of Third World countries to participate to a greater extent.

The inaugural session took place with all solemnity in the morning of August the 16th, 1982. Amongst the presidium were the chief patron of the Congress, *Mr. György Lázár*, Prime Minister of the Hungarian People's Republic, the patrons, members of the Organizing Committee, as well as prominent figures of Hungarian science and politics.

After the opening words of Mr. *György Ránki*, Chairman of the Local Organizing Committee, Prime Minister *György Lázár* in his welcoming address praised the significance of research into economic history, its contribution to the interpretation of problems of the present and to the establishment of economic policy. Thereafter *Zsigmond Pál Pach*, President of the International Economic History Association held a lecture with the title "Business Mentality and Hungarian National Character".\*

Afterwards *János Szentágothai*, President of the Hungarian Academy of Sciences presented Professor *Fernand Braudel*, one of the founders and Honorary President of the International Economic History Association with the diploma of honorary fellowship of the Hungarian Academy of Sciences. *László Makkai*, President of the Hungarian Historical Society presented Mr. *M. A. Barg* Soviet and Mr. *P. Matthias* British economic historians with documents stating their honorary membership of the Society.

## II.

The Congress provided specialists of every historical period with opportunities for substantial debates and exchange of scientific opinions by means of the plenary session and the sessions of the 3 "A" topics (Large Estates and Small Holdings from the Middle Ages; Proto-industrialization; Technical Change, Investment and Employment in the 19th and 20th Centuries) discussed in 3 sessions of half a day duration, 12 so-called "B" and 36 so-called "C" themes lasting for respectively 2 and 1 half a day sessions.

Certainly there is no possibility for a thorough professional evaluation of the accomplished work within the framework of our short summary. The Congress as a whole has well demonstrated the approach of economic history towards the problems of the present, not as much in subject-matter and chronology as in its view-points and the manner in which questions were put. Therefore we will limit ourselves to the presentation of only four such aspects.

1. The specialisation of the science of history had created various branches of knowledge and the corresponding international societies. Part of this process was the independence of economic history and the creation of the International Economic History Association. The assertion of the need for integration, which has become more observable lately, is the complimentary process of specialisation. More determined than ever is the ambition *to connect the examination of economic history, social history, economy, economic behaviour and mentality*. Several lecturers, among others the

\* The lecture will be printed in *Études Historiques Hongroises 1985*, a collection of studies by Hungarian historians to be published on the occasion of the XVIth International Congress of Historical Sciences in Stuttgart in 1985.

lecturer in the opening plenary session, referred to the importance of economic attitude and mentality in economic developments, how the economic thinking—e.g. ideas about trading activities—of leading circles in a society had influenced the development of a whole era. This was illustrated by examples in the development of American and Japanese economies. *Mr. T. Barker* (England) and *Mr. Levy Leboyer* (France) put forward examples to prove the results of the so-called Buddenbrook-effect: in the transformation of the family enterprise an important role had the fact that, parallel with the thriving of business potential, inheritors had diminished in numbers and had felt their participation in the actual day-to-day management of business affairs to be beneath their dignity.

Special emphasis was laid upon the importance of social problems from the point of view of economic growth. In connection with the inflation of the 1920s the role of social insurance, social benefits and the social, economic and mental effects of their loss of value were examined.

The tendency, which has already started but is likely to get greater emphasis only at the next congress, is the economic-historical examination of the middle classes. While the fundamental social classes have been closely scrutinized, the middle classes of the society are still blank spots for the research of certain periods, even if their historic role—as Marx had already drawn attention to it—bears extraordinary importance in certain periods. Several lecturers examined the conditions of the poorest social strata and the role of famine, which is not negligible even in the history of recent times. There was an effort made to connect the examination of the economic conditions of those circles of society, which had been manifold at disadvantage with their movements, social and political conduct as well as the influence they had exerted on the objective course of economic growth.

2. Much emphasis was laid upon the *theoretical* and *methodological* problems of economic history by the participants of the Congress. The “B-1.” section, organized by *Mr. Jürgen Kocka* (Federal Republic of Germany), and *Mr. György Ránki*, examined the relationship between economic history and economics. The opening lecture, the comments and the debate manifested that it is getting harder to define the border lines between economic history and economics or even between sociology and economic geography. In the present period of the development of sciences the major task is not to make the boundaries distinguishable but to find those common areas where sciences meet. Nobel prize winner economist *John Micke* was quoted saying: “One of the most essential objectives of economic history is to offer opportunities for encounters and debates to those who are cultivating economics, political sciences, sociology and historical sciences.”

In connection with methodological questions—beyond making comparison between the development of certain *countries*—there was emphasis laid upon the comparison of some historical *regions* and there were initial steps taken towards the inclusion of the “Third World” into the comparative examination. In a session dealing

with theme "A" *Large Estates and Small Holdings* the characteristic features of certain regions and countries were investigated from common view-points. While the session discussing the forms of capitalist and socialist enterprisal control was concerned practically only with Eastern and Western Europe, in some other sessions there were attempts made to define the "sub-regions" within the great historical regions. *Mr. I. Wallerstein* (USA) proposed that historical processes, which had started prior to the formation of national frontiers, should not be examined within those boundaries. This way a more realistic picture can be formed of their real spread and the "rate of the spread". In this context were quoted and reinforced the words of the outstanding French economic and social historian, *Marc Bloch*, who had fallen victim of fascism: "History is the science of changes and—in many respects—of differences".

As we have mentioned above, the first steps had been made to include the countries of the Third World into the research not only in the choice of topics—since there was a section dealing particularly with Eastern-Asia and Latin-America—but also within certain themes. Therefore a separate session discussed the spreading of the European feudal model or the appearance of the so-called proto-industrialization in the Third World. The need for chronological comparison appeared mainly in connection with economic cycles.

3. *Economic cyclicism* and the *question of cyclical development of economy* were discussed to a great extent at the Congress. It was examined how far there are similarities or differences between the period of 1400–1750 (or rather till 1800) and the great trend of secularization lasting from the 19th century on until the present. This signifies again the advance of economic history towards the problems of our times. The task of the examination was to find out the characteristics of medium length and short cycles (cycles of only a few years), their course and their causes. Concerning the trends lasting for centuries—as the one of the present—the following question arises: Does the conclusion of a long cycle mean the beginning of a new world economic era? According to the evidence supplied by economic history, only certain countries are able to keep pace with such a change. By researching the changing trends of cycles—concluded the discussions in the two sessions dealing with this matter—the forces and motives determining this motion have to be found as they can provide opportunities for a flexible accommodation to future circumstances.

With another aspect in view the participants were examining if it is right in general to speak of cycles in history, which processes can be called cyclical, how extended and long waves exist? Also in this regard the need for complex research had arisen and the observation of cyclicism of social phenomena has begun.

4. By examining the economic processes—beyond the entrepreneurial types of past and present in agriculture and industry and beyond the question of how the living conditions of working classes had changed during the periods of great economic transformations—there was more emphasis laid than ever upon the economic efficiency of certain historical production-forms and organizational methods. Amidst



the great crises of the capitalist world and the serious economic difficulties of socialist countries new standpoints and new ways of posing questions had arisen. These questions were concerning the historical development of interaction between invention, innovation and adaptation, the deployment of production technology to "unlimited" raw material reserves and "unlimited" manpower reserves (US and Japan resp.) moreover the relationship between large and small enterprises, their efficiency and finally the crushing of doctrines, which held concentration the only redeeming form of economic progress.

In this context the question arising in several sections was the *relationship between small and large enterprises*. Section "A" examined, how large and small estates, seigniorial and peasant farms related to one another from the Middle Ages until the Modern Age. A French researcher has justly set fundamental value upon this question, since "feudalism is definable through the combination of large estates and small scale production". Several participants stressed that, after all, this relationship determined the way feudalism developed. They have arrived at the conclusion that during the whole feudal era those had been the quickly developing time periods from the point of view of production, which had secured the balance between the two forms of undertaking. The section examining the different forms of industrial enterprises prior to the industrial revolution has arrived at a similar conclusion pointing out that small enterprises could succeed only in case they were connected to some sort of a large enterprise. They analysed the historical example of the European so-called *Verlagssystem* and they referred to the quick industrial development of certain Southeast-Asian regions as a contemporary analogy.

The scientific program of the Congress was accompanied by cultural events as well. In the evening of the 16th August the participants visited the exhibition called "Message of the Plough Lands", which had opened on the occasion of the Congress. The exhibition was organized by *Mr. Tamás Hoffmann*, director-general of the Museum of Ethnography and inaugurated by *Mr. Pál Romány*, president of the Agrarian History Committee of the Hungarian Academy of Sciences. It presented the development of Hungarian peasant farming and its technical transformation during the 19th and 20th centuries. Following the inauguration of the exhibition, a reception was given in honour of the participants by *Mr. János Szentágothai*, president of the Hungarian Academy of Sciences.

On the 18th of August there was a half-day excursion organized for the foreign participants of the Congress and their attendants by the local organizing committee.

In the evening of the 20th of August the participants were guests of Prime Minister *György Lázár*, chief patron of the Congress at a farewell reception.

In accordance with its tradition, the International Economic History Association held a *general assembly for the election of officers* on the closing day of the Congress. Professor *Jean-François Bergier* from Switzerland became elected president. The general assembly came to the resolution to hold the next congress in Switzerland,

1986. *Mr. Zsigmond Pál Pach* was elected honorary president. Professor *T. Iván Berend*, Head of Department at the Karl Marx University of Economics, became the Hungarian member of the 12-member Executive Committee.

For a summary we can say that the Congress brought the questions of economic history closer to the present than previous congresses and it achieved this without turning overly to current issues. It paid attention to the new standpoints of the present and gave a good example for how problems of our times can widen the scope of examination concerning the standpoint system of the past. The throughout scientific level of debates and the friendly atmosphere has greatly contributed to the success of the Congress.

## INTERVENTIONS HONGROISES DANS LES SECTIONS C DU CONGRÈS

La Rédaction présente en ce qui suit les rapports et les interventions hongrois faits dans les différentes sections C du Congrès et étant à sa disposition. Toutefois l'ensemble de la section C/10 en est séparé car sa publication sera assurée par les *Acta Universitatis* de l'Université de Debrecen.

### Sur l'industrie urbaine du bâtiment en Hongrie (1400-1650)

GYÖRGY GRANASZTÓI

L'industrie médiévale du bâtiment reste depuis longtemps un sujet de préférence de l'histoire de l'art qui s'intéresse en premier lieu aux mécanismes créateurs d'objets ayant une valeur esthétique. Mais le déplacement du centre d'intérêt s'impose dès que l'on se tourne vers les hommes et vers les matières de l'industrie. Cet aspect de la recherche étant assez récent, celui qui s'engage à partir vers la nouvelle direction trouvera fort peu de résultat sur l'industrie urbaine de la Hongrie médiévale.

Ces propos sont pourtant pleins d'ambigüités. Il est en effet indiscutable que les acquis cumulés grâce aux approches classiques sont vastes et indispensables et pourtant il est non moins vrai que ces connaissances sont assez sommairement, voire indifféremment articulées si nous les considérons du point de vue de l'histoire sociale du phénomène.

Le texte qui suit n'est qu'un essai, il reflètera donc des hésitations ou des incohérences. Il n'est pas de nos intentions de présenter un inventaire des problèmes à étudier ou un plan de recherche. Bornées essentiellement sur deux villes il s'agira de interrogations et des réflexions sur la signification du comportement bourgeois, sur l'utilité de certains types de sources, sur le rôle et la situation sociale des métiers importants, ainsi que sur l'approvisionnement en bois, pierres et briques.

La cathédrale de la ville de Kassa (Kaschau, Košice en Tchécoslovaquie) mérite un passage relativement long dans le célèbre livre de Gimpel sur « La révolution industrielle du Moyen Age ».<sup>1</sup> Parlant de Villard de Honnecourt et de ses fameux carnets il se fait l'écho d'une idée née au XIX<sup>e</sup> siècle selon laquelle les relations hongroises du grand architecte, des coïncidences autour de la personne d'Elisabeth de Hongrie (à qui l'église fut dédiée) et les ressemblances entre la cathédrale de St. Yved de

GYÖRGY GRANASZTÓI, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014.

<sup>1</sup> Paris, 1975, 121-122. pp.

Braine et celle de Kassa suggèrent que Villard aurait pû être l'auteur de cette dernière autour de 1235.<sup>2</sup> Or si la nouvelle chronologie enfin solide de la construction rend illusoire la vieille hypothèse teintée de romantisme, elle nous révèle quelques détails intéressants sur une mutation sociale qui concerne directement notre sujet.<sup>3</sup>

Il est vrai que la localité préurbaine avait une église vers 1230-40, mais la cathédrale elle même n'en est que la troisième ou quatrième variante dont la construction commence vers 1380.<sup>4</sup> Du XIV<sup>e</sup> siècle il reste notamment quelques pierres tombales sculptées avec représentation de l'insigne familial, ce qui caractérise souvent les dalles de la noblesse de campagne. L'on dispose de peu de sources écrites de cette époque pourtant le premier «livre» de Kassa, les *Acta iudiciaria* (1343-1405) mentionnent 3 *steinmetz*, 12 *murator*, 4 *steinbrecher* et 4 *cigler* sans faire allusion toutefois aux œuvres de la cathédrale. Certains en concluent à l'existence d'une loge des bâtisseurs.

Bien que le mutisme des sources soit presque complet pendant la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle certains faits laissent à supposer que vers 1420 un maître d'œuvres du roi est en rapport avec la ville, il touche pendant deux ans un salaire annuel très élevé de 100 florins déduit d'ailleurs du cens royal. Ainsi il est presque certain qu'une action du roi vise à appuyer financièrement la construction, en plus des experts y sont délégués. Vers 1430 la voûte est terminée, dix ans plus tard la nef est presque prête et un paiement effectué par le Conseil de Kassa prouve que la ville prend part activement à l'aménagement intérieur. A la fin de la grande période de la construction les deux tours sont pratiquement terminées et depuis le milieu du siècle l'on fait état de plus en plus de donations.

La deuxième grande période commence en 1468 par une acte royale : jusqu'en 1482 les étrennes annuelles dues au roi doivent contribuer à la suite des travaux. Le nombre des donations bourgeoises augmente et — fait nouveau — certains artisans font des travaux gratuits sur l'église pour obtenir le droit de cité.<sup>5</sup> C'est l'époque du maître Etienne de Kassa et aussi celle de quelques chapelles de riches donateurs bourgeois. Vers la fin du siècle la plus grande cathédrale du Bassin des Karpathes est *grosso modo* terminée selon les plans conçus pendant la première période.

Cette chronologie révèle quelques détails symptomatiques d'un changement social important. Ainsi l'existence probable d'une loge au tournant du XIV-XV<sup>e</sup> siècles

<sup>2</sup> La ville en question est située au nord-est de la Hongrie historique. Quant à l'hypothèse, l'on trouve deux ouvrages à ses origines : WEISS, K., *Der Elisabeth-Dom zu Kaschau in Ungarn. Mitt. d. K. K. Zentralkommission.* vol. 2. 1857. et HENSZLMANN, E., *L'Eglise de St. Yved de Braine, type de Notre Dame de Trèves et de l'église cathédrale de Cassovie. Moniteur des architectes* 1857.

<sup>3</sup> Citons de la vaste littérature MIHALIK, J., *A kassai Szent Erzsébet templom.* (L'Eglise St. Elisabeth de Kassa) 1. rész, Budapest, 1912, et surtout, pour la solution actuelle du problème : MAROSI, E., *Tanulmányok a kassai Szent Erzsébet templom középkori építéstörténetéhez,* (Etudes sur l'histoire médiévale de l'œuvre de la cathédrale Sainte-Elisabeth de Kassa) *Művészettörténeti Értesítő* 1969, 1-46 et 89-128. pp.

<sup>4</sup> Il est impossible de reconstituer le plan des anciennes églises. Cf. Marosi, op. cit. 28. pp.

<sup>5</sup> Marosi, op. cit. 34. p.

serait un fait rare, car une telle concentration des efforts n'intervient en Hongrie qu'occasionnellement même au cours des grands travaux financés par et pour le roi.<sup>6</sup> La seule loge importante dont nous connaissons un peu les activités travaille selon toute vraisemblance sur le château de Pozsony (Pressburg, Bratislava).<sup>7</sup> Elle comprend ici 85-90 ouvriers spécialisés sous la direction de trois maîtres d'œuvres — eux mêmes surveillés par un délégué du roi — et leur principale activité reste la taille des pierres. Mais l'entreprise est plus vaste : les pierres sont transportées sur le Danube par des bateaux royaux dont la réparation exige la présence permanente d'un tonnelier qui en plus fabrique des tonneaux pour la chaux. Les cordes étant les instruments indispensables de la remorque des bateaux les services d'un cordelier sont régulièrement utilisés. Huit chars conduits par plusieurs ouvriers véhiculent le mortier vers le château et de 40 à 80 journaliers (*parvi laboratores*) font les travaux auxiliaires. Pendant 28 semaines de 160 à 180 personnes sont payés ici régulièrement et leur salaires représentent plus de 4 500 florins.<sup>8</sup> Ces travaux, commencés en 1430, dureront pendant des années.

Il semble que les travaux de notre cathédrale étaient beaucoup moins onéreux. La question n'est pas là. C'est ce type de concentration massive des travaux qui nous paraît rare. En simplifiant une réalité complexe l'on pourrait dire que si le XIII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle voit la rémunération des architectes sous forme des domaines ou fiefs,<sup>9</sup> tandis que pour le reste des travaux la corvée est largement utilisée, le XV<sup>e</sup> siècle voit les spécialistes du bâtiment, surtout les maîtres d'œuvres, s'embourgeoiser. Ce changement indique une métamorphose signifiante : en général la noblesse et la bourgeoisie en voie de formation s'éloignent mutuellement et définitivement à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Or ce fait coïncide avec deux autres : bien que la construction massive (concentration et volume) ne caractérise plus les industries urbaines du bâtiment, depuis la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle l'art gothique est encore très lié aux villes médiévales hongroises. Voici donc une première position de problème.

Le fait est qu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle les villes sont à leurs débuts en Hongrie, le pouvoir est partout dans les mains d'une mince couche patriciale à prédominance lignagère qui par sa mode de vie se distingue de la noblesse hongroise, néanmoins elle y est liée assez étroitement. Le style « noble » des pierres tombales citées illustre bien ce phénomène et il est naturel qu'au cours du XIV<sup>e</sup> siècle le bâtiment urbain suit les modèles paysans (maisons d'habitation ordinaires) et les modèles de cour (églises,

<sup>6</sup> ENTZ, G., *Gótikus építészet 1240-1390* (Architecture gothique 1240-1390) (Manuscrit). Je remercie le professeur Entz de laisser prendre connaissance de son grand travail de synthèse!

<sup>7</sup> Le document date probablement de 1434. Cf. SZÜCS, J., *Városok és kézművesség a XV. századi Magyarországon* (Villes et artisanat en Hongrie au XV<sup>e</sup> siècle) Budapest, 1955, 252. p. et ibid. *A középkori építészet munkaszervezetének kérdéséhez* (Sur l'organisation du travail de l'architecture médiévale) *Budapest Régiségei* 1958, 313-364. pp.

<sup>8</sup> Le poids de métal brut d'un florin étant 3,55851 grs (le poids de métal fin étant 3,5214 grs) cette somme fait plus de 16 kilogrammes d'or brut ou fin. (Cf. HUSZÁR, L., *Corpus nummorum Hungariae*, Budapest, 1975, 14. p.)

<sup>9</sup> *A magyarországi művészet története* (Histoire de l'art en Hongrie) 1<sup>er</sup> vol. Budapest, 1964, 189. p.

résidences patriciales). Il est prouvé maintenant que les grand chantiers royaux (Buda, Visegrád, Diósgyőr, Zólyom—Altsohl—Zvolen etc.) sont en rapports étroits, mais en même temps ils rayonnent loin, jusqu'aux villes et aux villages, en formant des spécialistes du bâtiment.<sup>10</sup> Une industrie de bâtiment propre aux villes serait donc difficile à définir à cette époque puisque les maîtres travaillent aussi bien sur des châteaux que sur des églises paroissiales urbaines.

L'autre aspect de cette évolution est que des travaux très importants sont réalisés au cours de la période « lignagère » des villes hongroises. Le réseau urbain hongrois est né jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle et jusqu'au milieu de ce siècle la structure topographique de la majeure partie des villes prend forme (plan, tracé des fortifications, bâtiments religieux).<sup>11</sup> Cinquante ans plus tard les résultats de l'évolution sont non moins marquants. Le bilan des réalisations montre que la plupart des églises paroissiales sont déjà agrandies ou sont en train de l'être; que la majeure partie des fortifications urbaines sont faites et que, sauf quelques exceptions, elles délimitent pour plusieurs siècles les surfaces urbaines protégées; que simultanément le lotissement des terrains à bâtir est non seulement terminé à l'intérieur de ces surfaces, mais leur utilisation complète pour la construction l'est aussi : donc partout des façades interrompues du côté de la rue donnent déjà un caractère spécialement hongrois à ces villes.<sup>12</sup>

Du point de vue du système social la ville bourgeoise, avec toutes les conséquences qui en tirent leurs origines, est le fruit d'une série négations. Au cours du processus qui commence vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle un certain hermétisme des villes va se produire : l'ancien patriciat part et parallèlement la noblesse se détourne des villes (Buda reste la seule exception), le roi ne s'appuie plus sur la bourgeoisie naissante, ni pour consolider massivement son administration, ni pour former des alliances avec dans les luttes politiques (la seule fonction des villes est de fournir de l'argent, du matériel de guerre et des spécialistes en cas de besoin), les villes elles-mêmes sont incapables de former une ou des associations d'envergure, leur population n'augmente plus depuis la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, et ainsi une production industrielle massive dans le sens que R. S. Lopez a donné à cette expression n'y existe pas.<sup>13</sup> En somme la ville n'est qu'un sujet parmi d'autres de la couronne (au lieu d'être son feudataire ou associé), dont l'autonomie est garantie par une série de privilèges. A l'intérieur le seul moyen d'assurer la paix social et la continuité du pouvoir est l'alliance permanente de la nouvelle élite bourgeoise (entrepreneurs et marchands) avec les couches moyennes

<sup>10</sup> op. cit. vol. 1. 164. p.

<sup>11</sup> cf. mon livre „A középkori magyar város” (La ville médiévale hongroise) Budapest, 1980. 98-101. et 158. pp.

<sup>12</sup> ENTZ, *Architecture gothique*, 105-106. pp., MENDÖL, T., *Általános településföldrajz* (Géographie générale du peuplement) Budapest, 1963, 153. p.

<sup>13</sup> LOPEZ, R. S., *La révolution commerciale de l'Europe médiévale*, Paris, 1974, 193-197. pp.

(artisans et petits propriétaires), qui d'ailleurs s'identifient de plus en plus à leur ville et à ses institutions.<sup>14</sup>

L'histoire de la cathédrale de Kassa reflète bien comment fait changer le nouvel impact social la situation de l'industrie du bâtiment. Au début la ville seule est incapable de lancer les travaux de grand volume, le roi y contribue largement. Mais plus tard la situation change quand l'œuvre de la cathédrale devient l'affaire de la commune de l'élite et des couches moyennes, puisque riches et moins riches y participent activement et l'industrie du bâtiment évolue également.

Les quelques détails que nous connaissons de la vie du plus célèbre bâtisseur de la cathédrale en sont d'intéressantes illustrations. Maître Etienne (Kassai István, *meister Stephan Steinmetz von Casha*, né vers 1430, mort avant 1499) a probablement pérégriné jusqu'à Cologne pendant sa jeunesse et en 1476 il a déjà une réputation toute faite puisque le roi l'invite à travailler sur le château de Diósgyőr. Auparavant il est l'auteur d'une chapelle de la cathédrale de Kassa (avant 1472) et l'on lui attribue d'autres détails importants. Il est citoyen de la ville entre 1465 et 1487, devient membre de la commune élue (*electa communitas*) qui ne compte que quelques dizaines de personnes. Maître Etienne possède un atelier à Kassa et il préfère d'y tailler les pierres des arcs-boutants d'une cloître au lieu de travailler sur place à une distance d'environ 80 km. A la fin de sa vie pourtant il s'installe à Buda et y obtient le droit de cité mais ne rompt pas ses rapports avec Kassa.<sup>15</sup>

Cet architecte représente bien le type du « nouvel industriel » du bâtiment : bien qu'il change de domicile quelquefois, ses habitudes, son mode de vie restent bourgeois. Ce n'est plus la cour qui envoie ses architectes au secours des villes, mais au contraire ce sont les spécialistes de condition bourgeoise qui vont travailler sur les grands chantiers royaux. Un changement qui doit laisser son empreinte sur le caractère du travail.

Mais nous savons peu de ce changement. Les premiers livres de comptabilité datent du tournant du XIV-XV<sup>e</sup> et les dépenses aux travaux de maçonnerie, de charpenterie, aux travaux des journaliers semblent d'être assez réguliers. En général un architecte au service de la ville dirige les travaux et occasionnellement l'on est capable de réunir un grand nombre de main d'œuvre.<sup>16</sup> Mais le marché est spécial. Certes il y a du travail partout mais contrairement aux grandes villes européennes les demandes ne sont ni groupées ni constantes. Peu de maître risque donc de s'installer définitivement et vivre uniquement de ce que la ville (avec sa région incluse) lui offre. Voici quelques chiffres sur les effectifs:

<sup>14</sup> J'ai développé ces idées dans *La ville médiévale hongroise* 107-154. pp.

<sup>15</sup> CSEMEGI, J., *Kassai István művészete* (L'art d'Etienne de Kassa) Budapest, 1939., BALOGH, J., *A művészet Mátyás király udvarában* (L'Art dans la cour du roi Mathias) 1. vol. Budapest, 1966, 502-503. pp. donne une bibliographie détaillée et cite les documents concernant le maître!

<sup>16</sup> FEJÉRPATAKY, L., *Magyarországi városok régi számadáskönyvei* (Anciens livres de compte des villes de Hongrie) Budapest, 1885.

Les archives de la capitale royale de Buda sont très incomplètes. La statistique de l'apparition d'artisans dans les chartes disponibles donne le résultat suivant :<sup>17</sup>

	1301-1410		1440-1529	
	<i>n</i>	%	<i>n</i>	%
charpentier, maçon et peintre	5	8,5	48	8,8
total de tous les noms	59	100,0	541	100,0

Les rôles d'impôt offrent une image plus concluante bien que la composition sociale des contribuables ne soit pas représentative pour celle de la population entière. Les chiffres qui suivent ne sont que des simples additions du nombre des personnes imposables portant un nom d'artisan quelconque (col. 2.) et, plus spécialement, portant un nom comme *maurer, steinmetz, ziegler, decker, maler, glaser, hafner, topper, zimmermann* (col. 3.). En col. 4. le pourcentage des métiers du bâtiment est comparé au nombre total des artisans.<sup>18</sup>

1.	2.	3.	4.	5
<i>ville</i>	<i>artisans</i>	<i>art. du bâtiment</i>	%	<i>chiffre de population</i>
Sopron 1379-1552 (9 rôles)	1.231	114	9,3	3.000 (vers 1450)
Pozsony 1379-1434 (2 rôles)	318	30	9,4	4.000 (vers 1450)
Bártfa 1413-1542 (14 rôles)	2.142	244	11,4	3.000 (vers 1450)
Kolozsvár 1453 (1 fragment de rôle)	159	14	8,8	4-5.000 (vers 1500)
Szeged 1528 (1 rôle)	259	30	11,6	7.000 (vers 1500)
Brassó 1475-1500 (2 rôles d'un quartier)	338	20	5,9	6.000 (vers 1500)

<sup>17</sup> KUBINYI, A., Budapest története a későbbi középkorban, Buda elestéig, 1541-ig (Histoire de Budapest dans le Moyen Age tardif jusqu'à la chute de Buda en 1541) *Budapest története*, vol. 2. Budapest, 1973. 55. et 113. p.

<sup>18</sup> Pour le calcul de ces chiffres j'ai utilisé Szűcs op. cit. 51. p., GÁCSOVÁ, A., Spoločenská štruktúra mesta Prešova v. 15. a v. prvej polovici 16. stor. *Historický Časopis* 374-375. pp., ibid. Spoločenská štruktúra



A Brassó le quartier choisi peut-être représente mal la ville entière, mais ailleurs les taux sont remarquablement similaires. Ce qui est confirmé par une autre série un peu différente, établie à partir des rôles d'impôt et des listes des nouveaux citoyens :

	1.	2.	3.	4.	5.
Kassa					
a) fragments de rôles, 1480-1502		253	22	8,7	2.800 (1480)
b) noms des nouveaux citoyens 1510-1579		686	45	6,6	
c) rôle d'impôt 1556/57		233	19	8,1	2.733 (1554)

La ligne b) de la dernière série suggère qu'un sur quatre des artisans du bâtiment présents ne sollicite pas le droit de cité, donc a l'intention de s'éclipser tôt ou tard. Le fait est confirmé par un tableau plus détaillé :

	ligne a) 1480-1502	ligne b) 1510-1530	1536-1551	1553-1567	1568-1579	ligne c) 1556-57
potiers	3	2	9	5	9	6
charpentiers	5	3	—	2	—	6
maçons	11	—	—	2	2	3
verriers	3	2	1	1	1	—
peintres <sup>19</sup>	—	4	—	—	—	—
briquetiers	—	1	—	—	—	2

La présence des « industriels » du bâtiment change d'un type de source à l'autre et c'est révélateur car si le métier des potiers ou des verriers paraissent liés à la résidence stable (avec droit de cité), celui des maçons et des charpentiers pas du tout.<sup>20</sup> Ces derniers, à l'image du maître Etienne, gardent leur liberté de mouvement et de ce fait ils

Bardejova v. 15. storočí a v prvej polovici 16. storočia, Bratislava, 1972, 127. p., GRANASZTÓI, Gy., Társadalmi tagozódás Brassóban a XV. század végén (Structure sociale à Brassó à la fin du XV<sup>e</sup> siècle) 1972, 389. p., *ibid.* Becslés Sopron XVI-XVII. századi lélekszámára (Chiffre de population estimé de Sopron, XVI-XVII<sup>e</sup> siècles) 1969, 280-281. pp. et le rôle d'impôt de 1552., *ibid.* A városi élet keretei a feudális kori Magyarországon (Les cadres de la vie urbaine dans la Hongrie féodale) (Manuscrit). Buda-Ofen, Sopron-Ódenburg, Szeged-Szegedin se trouvent en Hongrie, Pozsony-Pressburg-Bratislava, Bártfa-Bartfeld-Bardejov et Eperjes-Eperies-Prešov sont en Tchécoslovaquie, Brassó-Kronstadt-Braşov et Kolozsvár-Clausenburg-Cluj/Napoca sont en Roumanie.

<sup>19</sup> Les peintres sont traditionnellement considérés comme des peintres en bâtiment mais en réalité, tout au moins à Kassa, ils font partie de la corporation des orfèvres.

sont moins liés à la commune des citoyens. Leur présence ou absence sur ces instantanés qui sont les listes d'impôt serait donc l'expression de la conjoncture réelle. Mais alors il n'est plus du tout surprenant que sauf Buda et Pest (villes près de la cour royale) les corporations des maçons et des charpentiers sont inconnues.

Comment décrire, dans ces conditions, l'organisation et le volume du travail de l'industrie du bâtiment? Les seules sources cohérentes offrant certaines données chiffrées (quantités, prix et salaires) restent les livres, registres etc. de comptabilité urbaine, bien que leur traitement systématique soit encore à faire.

Il est habituel de se plaindre des lacunes des sources et de laisser entendre que derrière ses lacunes il n'y a que malchance. Comme si la mesure des faits économiques et sociaux n'avait pas sa propre histoire. Dans le cas de la fiscalité urbaine il est clair que la création d'une comptabilité méthodique suppose le passage de la gestion coutumière à la gestion institutionnelle des affaires. Ce processus d'aliénation qui aboutit quelquefois à la réalisation de somptueux documents fiscaux ne s'explique en Hongrie que par le grand tournant social dont nous venons d'évoquer quelques traits de caractère. La nécessité de la précision dans la tenue des livres s'impose progressivement lorsque les groupes locaux de pression augmentent leur contrôle sur la politique communale (taxation, dépenses etc.). La ville de Sopron (Ödenburg) a conservé une excellente série de ses livres de compte détaillés depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Mais ses plus anciens registres ne sont que partiels car seulement certaines activités (caisses séparées) communales furent comptabilisées. Et encore. Même les meilleurs registres, malgré les apparences (chiffres, calculs, exactitude de certains détails), n'offrent qu'un bilan fragmentaire des activités économiques et financières communales. Pas d'indication sur la richesse globale en mobiliers et immobiliers, sur certaines recettes et dépenses en nature de type seigneurial etc. En plus, dans la plupart des villes de Hongrie dont nous disposons des livres de compte une très grande partie des dépenses variées fut inscrite semaine par semaine. Le dépouillement d'une dizaine de milliers de postes est pratiquement impossible sans les moyens informatiques appropriés et encore fort coûteux actuellement.

A titre démonstratif nous effectuerons des sondages et notre choix tombe sur les livres de Sopron et de Kassa.<sup>21</sup> En 1556 Kassa est victime d'une grande incendie et par hasard le livre de compte de cette année existe encore.<sup>22</sup> Les travaux de reconstruction après l'incendie devraient renseigner sur une activité accrue mais typique de l'industrie des bâtiments. Cette activité sera ensuite comparée à celle de Sopron ou la même année peut être considérée comme normale. Pour Sopron le sondage sera renouvelé cent ans plus tard afin de relever des changements éventuels.<sup>23</sup>

<sup>20</sup> Je viens d'utiliser ici des données tirées de mon manuscrit cité. (cf. supra, note 18.)

<sup>21</sup> Kassa, Archives Municipales (Archiv Mesta Košic), Suppl. H. III/2. dis. 11., Sopron, les livres de comptes sur microfilms aux Archives Nationales Hongroises (Magyar Országos Levéltár), microfilms nos. 5207., 5714. et 5716.

<sup>22</sup> Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la municipalité a vendu ici plusieurs mètres courants d'anciens documents fiscaux aux marchands de quatre saisons pour emballage.

<sup>23</sup> Sopron est située à la frontière occidentale de la Hongrie.

L'incendie de Kassa intervient le 13 avril 1556. Un fort vent de nord augmente terriblement le feu qui détruit — selon des récits un peu partiels — la majeure partie de la ville. Le bilan est certainement lourd. Partant des références directes et indirectes du livre en question, il est certain que 30 maisons restent intactes des 372, la toiture de la cathédrale, le couvent des dominicains et des franciscains, le bâtiment de la *Curia Civitatis*, l'école, le bain et la fonderie sont endommagés. Le livre de compte mentionne beaucoup de salaires, mais il précise rarement leur nature. La paye hebdomadaire des aides-charpentiers est une indice intéressante :<sup>24</sup>

	journées payées	la journée
1 <sup>er</sup> trimestre	238	10 deniers
2 <sup>e</sup> trimestre	606	10-12 deniers
3 <sup>e</sup> trimestre	258	12 deniers
4 <sup>e</sup> trimestre	359	10 deniers

Au total 1.461 journées sont payées aux aides qui sont sous la direction du *Stadtzimmermann*. La paye de ce dernier est une fois et demi plus élevée.<sup>25</sup>

Nous ne savons rien de ce qu'ils font mais le *Magister Georgius* en question embauche son équipe, toujours plus ou moins nombreuse, par semaine, selon les circonstances (les effectifs varient entre 5 et 18 personnes). Le 2<sup>e</sup> trimestre paraît particulièrement mouvementé mais la baisse au cours de l'été s'explique probablement par la saison de la moisson. En tout cas le taux des journées d'aide est élevé (1 journée de maître sur 5 journées d'aide).

Les versements hebdomadaires en question représentent 40 % des postes concernant les charpentiers :

1. paiements hebdomadaires	213,96 fls
2. achat des bardaux	27,00 fls
3. couverture de la cathédrale par deux charpentiers	216,28 fls
4. réparation du bain publique	23,00 fls
5. réparation de la maison du capitaine royal	76,00 fls
total	556,24 fls

Supposant que la tranche 1. couvre réellement des travaux variés il est clair que la ville a été très touchée et l'on fait faire des réparations partout. Pourtant les sommes payées au maçons sont infiniment plus modestes, leur total n'est que 23 fls et 59 deniers. Si le rapport entre le salaire des maîtres et des aides est semblable (16-17

<sup>24</sup> Dans ce qui suit les recettes et les dépenses sont toujours calculées en florins de compte (1 florin = 100 deniers). Je reviendrai plus loin au problème de la valeur réelle de la monnaie.

<sup>25</sup> Sa paye hebdomadaire est 1 florin entre la 3<sup>e</sup> et la 52<sup>e</sup> semaine (= 16-17 deniers par jour).

deniers contre 12 deniers), le nombre des aides-maçons est singulièrement restreint, dans certains cas le *murator*, le *lapicida* travaille seul et jamais avec plus de 2—3 aides.<sup>26</sup>

Il y a peu d'indication sur le ravitaillement en matériaux. Il paraît que l'entrepreneur ne s'en occupe pas et laisse ces soins à l'auteur de la commande. Les bois (de chauffage et de charpentier) viennent des forêts communales où l'exploitation se fait souvent par la corvée des serfs des villages seigneuriaux de la ville. Les planches, poutres etc. sont fabriquées souvent dans le dépôt de bois communal et sont vendues aux citoyens à un prix forfaitaire.<sup>27</sup> Nous ne connaissons ni les quantités ni la destination des matériaux en bois achetés pour les travaux en cours. Du reste l'on saurait dire autant de la provenance des autres matériaux.

Les charpentiers utilisent de grandes quantités de pointes, caboches, broquettes, loups etc. (environ 140 mille pièces sont achetées au cours de l'année). Encore une fois les précisions nous manquent. Nous pouvons calculer la quantité achetée et son prix,<sup>28</sup> nous savons que le fer à clou a été fondu dans la fonderie communale et que les cloutiers travaillent également sur place.<sup>29</sup> Mais la destination, l'utilisation exacte des matériaux restent inconnues. D'autre part l'organisation du travail est simple, trop simple même. Quelquefois c'est le *solutor* (directeur des finances communales) qui doit acheter même la graisse pour graisser les clous.<sup>30</sup> Il est évident que les charpentiers en question ne sont pas de véritables entrepreneurs et le faible volume du travail indique que la situation est pareille parmi les maçons. D'ailleurs les dépenses à la chaudronnerie et à la briqueterie ne paraissent pas excessivement élevées :

	le briquetier reçoit	les villageois chaufourneurs reçoivent
avant le 13 avril	2 fls	4 fls
après le 13 avril	42 fls	11 fls

La vente des briques rapporte 57 fls, le bénéfice est donc insignifiant. Mais plus tard nous reviendrons à cette question.

<sup>26</sup> L'étalement des travaux pendant les quatre trimestres ne reflète pas les effets de l'incendie mais les travaux s'arrêtent complètement entre juillet et le milieu du septembre.

<sup>27</sup> Cf. les status de la Commune du début du XVII<sup>e</sup> siècle in KOLOSVÁRI, S.—ÓVÁRI, K., *Corpus statutorum Hungariae municipalium*, Budapest, 1890, 153., 165. pp. Notre livre, étant une synthèse de la comptabilité des différentes caisses, ne donne pas le bilan de cette activité surveillée par le *Graf* (= fonctionnaire qui contrôle les propriétés allodiales et le villages).

<sup>28</sup> Par exemple le prix de 100 pointes à bardaux est 4 deniers.

<sup>29</sup> Le prix d'un quintal de livre de minerai de fer (*afferes*) est 50 deniers. Le morceau sera traité par la fonderie communale. Le *solutor* le rachète ensuite comme *grob aysen* et le donne à un forgeron qui demande 12 deniers pour 1 *eys zu beschlagen*.

<sup>30</sup> Et ce fait devient un poste minuscule en plus parmi des milliers d'autres : ainsi le 4 juillet *schmer damit die nagel schmieren* 2 deniers.

De toute façon la nature des travaux commandés par les finances publiques laisse croire que l'industrie du bâtiment est sinon dominée tout au moins fortement influencée par le bois à bon marché et ainsi par le métier de charpentier. Le fait que les lieux d'extraction et de production des minerais de fer sont près et que les différents métiers de l'usinage du fer sont répandus favorise aussi la construction en bois. Ce qui expliquerait en partie les grands dégâts qu'a causés l'incendie.<sup>31</sup>

Le nombre des artisans du bâtiment avant et après l'incendie (cf. aussi supra p. 9-10.) :

	1554 liste de population	1556/57 rôles d'impôt
charpentier	1	6
maçons	—	3
briquettiers	1	2
badigeonneur	1	1
propriétaires de maison	372	396
locataires	85	156

A Sopron la même année de 1556 passe sans graves accidents. La paye aux charpentiers :

journées de maître	journées d'aide	au total en fls
151	926,5	159,82

La journée du maître-charpentier varie entre 10 et 12 deniers, celle des aides « qualifiés » (*Gesellen*) entre 9 et 11, celle des simples auxiliaires (*Handleger*) entre 4 et 6. La différence entre les deux premières classes de salaire est plus petite qu'à Kassa, pourtant 6 journées d'aide tombe en moyenne sur 1 journée de maître, ce taux étant pratiquement le même que dans la première ville.

La nature des travaux est sommairement précisée. Par exemple une fois un certain maître Philippe coupe du bois pendant cinq jours dans la forêt communale en compagnie de ses 7 aides, ensuite ils réparent un pont. Une autre fois 16 journées d'aide sont payées pour des travaux groupés : réparation de l'abattoir de la commune, démolition de la toiture d'un ancien bâtiment et préparation des poutrelles. L'on dirait que ce sont des gens à tout faire.

<sup>31</sup> En 1696 Kassa est composée essentiellement des maisons en pierre et en brique. Un rapport fait par le Conseil précise que de ses 346 maisons la ville compte 123 maisons de pierre à deux niveaux (grandes, moyennes, petites, ou « en mauvais état »), 83 maisons à un seul niveau, 88 maisons en bois et 52 maisons « abandonnées » (Cf. *Magyar Gazdaságtörténeti Szemle* 1905, 382. p.).

Répétons ce sondage cent ans plus tard et à deux temps :

	journées de maître	journées d'aide	dépenses au total
1649	158	971	450,80 fls
1656	158	633	243,62 fls

Le taux des effectifs n'a pas changé (1 à 6 et 1 à 4) mais les manœuvres ont disparu. Les journées ne changent pas entre les deux ans, 34 deniers aux maîtres 30 deniers aux aides, mais en 1649 l'on pratique un système de salaire « hors saison » (hiver et printemps) : 30 deniers alors aux maîtres et 26 aux aides.

La nature des travaux reste inchangée. Une fois (1649) le compte des travaux suivants est fait d'un seul coup : Réparation du toit d'un moulin, assemblage d'un étage et d'un escalier dans le même bâtiment, réparation d'un chenal et d'autres accessoires de la minoterie, posage d'un plancher et montage du toit d'un petit bâtiment du domaine communale avec d'autres travaux et coupe de bois. Le tout pour 25 journées de maître (à 30 deniers) et 133 journées d'aide (à 26 deniers). Mais le rapport des salaires se détériore au dépense des maîtres, car la fraction diminue de 1,2 (1556) à 1,13-1,15.

Quant aux maçons Sopron les fait venir plus souvent que Kassa et ce détail pourrait signaler une différence importante du caractère architectural.

	journées de maître	journées d'aide	journées de manouvrier		au total en fls
			1.	2.	
1556	142,5	274	43	293	89,51
1649	178	108			575,88
1656	339	230			550,27

dépenses aux maçonneries, calculées en corde, incluses!

Si la journée de maître passe de 12 à 34-45 deniers en cent ans, la journée d'aide augmente moins et ne suit pas le rythme d'augmentation du salaire des aides-charpentiers, de 10-11 deniers (1556) la journée ne monte qu'à 20-22 deniers. Les taux d'effectif et les rapports de salaire changent donc fort et ferme :

	maître/aide	(effectifs!)		maître/aide	(fractions de salaire!)
1556	1/2		1556	1/2	
1649	2/1		1649	1,75-2,25	
1656	3/2		1656	2,00	

Ces chiffres comparés laissent à penser que les deux industries se développent bien différemment. Les charpentiers travaillent en groupe formant des équipes dont le chef ne serait que le premier parmi les égaux. Les maçons par contre deviennent plus solitaires qu'avant et augmentent non seulement leurs prix plus que les autres, mais aussi la distance qui les sépare de leurs aides. Est-ce en rapport avec de nouveaux besoins (de luxe), des changements de certaines techniques? Peut-être des sondages répétés donneraient une réponse à ces interrogations.

Le maçon s'engage à une grande variété de travaux. Un certain maître Cristophe touche par exemple 240 florins pour la construction d'une maison entièrement neuve. Pour cette somme il exécute les travaux suivants : il démolit l'ancienne maison afin de construire « *aine neue wohnung diess zwo stuben ein kamer, Vorhauß, kühl, gewölben Keller, Rosstall, ain wagen Schupffen mit aller notwendigkait (was zu einer wohnung gehörig) : Rauchfanck, Backoffen und hert. Sinzgraves die bodenhielt und pflastert aufgepaudt* ». <sup>32</sup>

Est-ce que nous assistons à une division progressive du métier de maçon au temps de la renaissance hongroise? <sup>33</sup> Comme si le travail de haute qualité (style, solutions techniques) s'éloignait tant par son organisation (activité solitaire plus fréquente du maître) que par son prestige (plus haute rémunération) du travail massif, malgré le fait que les traditions anciennes du métier persistent. <sup>34</sup> L'organisation du travail de type ancien (aides nombreux sous la direction de quelques maîtres) fait sa réapparition lorsque la ville entreprend d'élargir et de réparer les anciennes fossées et les fortifications :

	1556	1649
journées de maître	142	82
journées d'aide	341	1.878
journées d'auxiliers	1.600	—
dépenses en fls	256,82	517,22

Si les chiffres traduisent la tendance réelle l'on en concluerait que le nombre des journées de maître baisse malgré que la journée elle même augmente dans une faible mesure (de 12 à 30 deniers) <sup>35</sup> et cependant la journée d'aide augmente au rythme normal. Est-ce par hasard que les journées de manouvrier faiblement rémunérées disparaissent? Tout ceci supposerait une augmentation prononcée du coût du revient de ce genre de travaux. (Due à la pénurie de main d'œuvre non-qualifiée?)

<sup>32</sup> fol. 122.

<sup>33</sup> Approximativement entre 1450 et 1600. Cf. *Vita a feudáliskori magyar történelem periodizációjáról* (Débat sur la périodisation de l'histoire de la Hongrie féodale) Budapest, 1968, 119-121. pp.

<sup>34</sup> Ainsi le maçon continue de faire le travail du carrier pendant toute la période étudiée. Dans les sources du XVII<sup>e</sup> siècle pourtant le *clafter* (corde de mesure) comme unité de travail remplace la journée d'autrefois.

<sup>35</sup> Contre une augmentation plus grande parmi les maçons authentiques (cf. supra.)

Un dernier détail intéressant, les recettes communales en provenance des briqueteries et chaufourneries :

	1556	1649	1657
<i>chaufourneries</i>			
a) unités vendues <sup>36</sup>	115,69	188,63	157,57
b) recettes en fls	100,38	454,80	363,56
<i>briqueteries</i>			
a) pièces vendues	143.330	275.000	274.930
b) recettes en fls	126,33	501,60	499,84

Les briqueteries doublent leurs ventes en cent ans, les chaufourneries enregistrent une augmentation plus modeste. Mais puisque les produits sont vendus dans toute la région avoisinante il est difficile d'en tirer des conclusions sur l'activité de construction proprement urbaine. Pourtant nous sommes tombés sur un détail bien curieux. En 1556 la capacité de production des briqueteries de Sopron dépasse au moins dix fois le chiffre des pièces vendues! Cette année la ville fait produire 1,378.300 pièces de brique dont le coût de revient ne représente que 77 pour cent des recettes de briqueterie (en somme 97,25 fls).<sup>37</sup> Puisque les besoins communaux en briques ne sont pas comptabilisés l'on ne peut que supposer l'application de cette grande quantité. Elle est sans doute stockée aux fins des travaux de fortification. Mais rappelons-nous qu'à Kassa les dépenses à la même affectation s'élèvent à 44 fls (qui fait 45 pour cent des dépenses de Sopron). Ce qui laisse à présumer une production significative à Kassa aussi, mais dont les retombées (nouvelles constructions, réparations) restent le secret des livres de compte perdus.

Que représentent les dépenses aux charpentiers et maçons dans l'économie communale :

	Kassa 1556	Sopron 1556	1649	1656
1. dépenses				
aux travaux de				
charpentiers	556,28	159,82	450,80	243,62
maçons	23,59	89,51	575,88	550,27
fossées et				
fortifications	—	256,82	—	414,37
2. toutes les				
dépenses	4.931,65	4.518,36	12.536,16	8.929,74
3. pourcentage				
(1 : 2)	11,8	11,11	8,2	13,5

<sup>36</sup> En m<sup>3</sup>! L'unité de compte d'autrefois est 1 *mut* = 1 *metzen* = 1,1071 m<sup>3</sup> (NOBACK, CHR.—NOBACK, FR., *Vollständiges Taschenbuch für Münz-, Maass- und Gewichtsverhältnisse*, Leipzig, 1851, vol. 2. 1462. p.)

<sup>37</sup> Quatre sortes de briques sont faites : *maur-*, *gewölb-*, *pflaster-* et *dachziegel* dont les deux premières constituent l'écrasante majorité.



Le bâtiment reste indiscutablement une préoccupation constante des communes et les salaires payés gardent les mêmes proportions. Est-ce qu'elles sont grandes, est-ce qu'elles sont modestes? Il est difficile de se prononcer sans tenir compte de la fluctuation réelle (étude approfondie des séries disponibles) et du rapport entre les pressions extérieures (guerres, charges) et les options ou stratégies de dépenses communales.<sup>38</sup> Après quoi s'imposerait l'étude des problèmes que soulève l'inflation.

Quelles sont les conséquences de la révolution des prix? Quelles sont — surtout — les bonnes indices du changement de niveau de vie? L'on évolue sur un terrain mal éclairé.<sup>39</sup>

Le fait est que la parité originale du florin (= 100 deniers), qui est aussi la base de la monnaie de compte, change depuis le début du XIV<sup>e</sup> siècle et tout le système des prix et salaires commence à se transformer puis se bouleverse dans les 150 ans qui suivent.<sup>40</sup> Admettons que le prix du blé est une indice importante de l'évolution. Pour une unité (1 *metzen* = 61,05 litres) de blé les nombres de journées suivantes sont nécessaires à Sopron :<sup>41</sup>

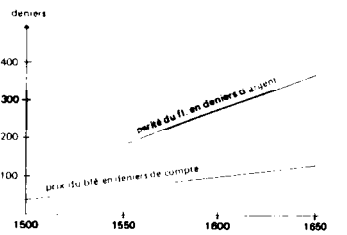
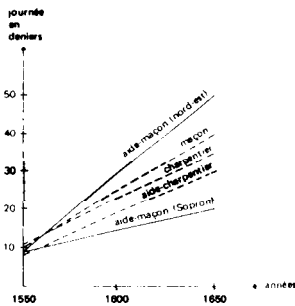
	1550	1650
aide-maçon	6,5	6,1
aide-charpentier	7	4,1
maçon	6	3
charpentier	5,6	3,6

A la vue de ces chiffres nous dirions que l'industrie du bâtiment se porte de mieux en mieux. Mais peut-être faudrait-il poser le problème autrement. La qualité de vie change à l'intérieur des villes, la faussée entre riches et pauvres s'élargit, ce qui

<sup>38</sup> Cf. ma tentative « Investissement et civilisation urbaine en Hongrie (XV-XVI<sup>e</sup> siècles) ». *Nona Settimana di Studio*, Prato, 1977 (Manuscrit).

<sup>39</sup> Une étude sur l'évolution des prix à Sopron est en voie de préparation (Zimányi, V.—Dányi, D.)

<sup>40</sup> Aux fins de la démonstration j'ai calculé la régression linéaire de quelques prix et salaires. En dehors de mes propres séries j'ai utilisé les courbes publiées par ZIMÁNYI, V., *Magyarország az európai gazdaságban 1600-1650* (La Hongrie dans l'économie européenne 1600-1650) Budapest, 1976, 119., 123. pp., ainsi que les chiffres de Huszár. *Corpus nummorum*. 46. p.

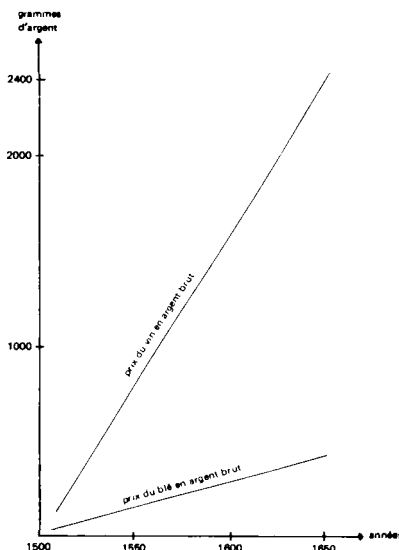


<sup>41</sup> Pour le calcul cf. la note précédente!

expliquerait la bonne conjoncture dont profitent les maçons offrant un travail de haute qualité. A Sopron aussi bien que dans beaucoup de villes de Hongrie le vin devient un produit de luxe à exporter et les vignes servent au placement d'argent et à la spéculation. Ce sont les vignes qui attirent une partie importante des investissements, surtout depuis le XV<sup>e</sup> siècle.<sup>42</sup> Le *homo æconomicus* qu'est devenu le bourgeois médiéval hongrois ne cherche pas encore le grand profit dans ses entreprises, mais il est déjà suffisamment raisonnable pour attendre un bénéfice de 8 à 15 pour cent lorsqu'il place son argent. En Hongrie la construction ne procure nulle part un profit et ce fait limite les possibilités de l'industrie du bâtiment. Outre les besoins élémentaires ce sont les politiques de défense et de prestige qui la font vivre.

La période bourgeoise de l'industrie du bâtiment en Hongrie (1450-1650) est une transition entre le gothique et le baroque. L'industrie garde ses traditions, son organisation médiévales et nous avons l'impression qu'au moment venu, qui correspond à la fin de la révolution des prix et de ses effets bénéfiques sur les prix agricoles, ainsi qu'à la cessation des guerres continues (1689 : reprise de Buda des turcs), tout ce qui concerne le bâtiment redevient un alternatif réel pour une action sociale massive. C'est la grande époque des constructions baroques religieux et mondains qui commence.

<sup>42</sup> Voici l'évolution du prix du vin et du prix du blé exprimés en argent brut et sous forme de régression linéaire :



## The Role of South-German Merchant Firms in Upper Hungarian (Central Slovakian) Mining in the Period Directly Following the Fuggers (1548—1569)

ÉVA VÁMOS and FERENC SZABADVÁRY

When analyzing the role of mercantile capital in Upper Hungarian (now Central Slovakian) mining, what is obviously kept in view is copper and silver mining, these being the most important mining products of the region. In the 16th century Hungary was the second biggest producer of these metals, after Tyrol, in Europe. Silver was in demand as a precious metal, copper as a metal important both from the strategic view and for everyday life, it being present in guns as well as in domestic articles from roofing to kitchen utensils.

In the period preceding the discussed years the major part of mining in the region was controlled by the Fugger–Thurzó firm for more than fifty years. They organized mining, metallurgy and commerce into admirable unity. Their mining dominion was based, on the one hand, on the mines bought, held by lease or credit-controlled by the Thurzó family and on their privileges acquired. On the other hand, it was founded on the existing storehouse net of the Fugger family and on their well-established connections in metal trade.

From 1541 on, the plan to give up their interest in Hungarian mining was ripening within the Fugger firm. Among their actual reasons, the nearness of the Turks and the fact that they had much unsold copper on store were of major importance. The lease should have been renewed from autumn 1546. The Lower-Austrian Treasury, however, dragged the negotiations, having in mind to overtake the mining dominion into its own management, while the Fuggers reproached the Treasury with not keeping the agreement concerning the sale districts: the Treasury sold metal, for instance, in Nuremberg. The letters written by Anton Fugger to his agents in Prague and Besztercebánya make it clear that he considered it timely to put an end to this affair: “Dieser Sache einmal eine Endschaft geben, damit wir mit Liebe und Gnade daraus kommen. Was wir herausbringen, ist wie gewonnen.” His opinion on the ambitions of the Treasury to take over exploitation of the mines: “werden sie es wohl sehen und

Éva Vámos, Musée Technique (Országos Műszaki Múzeum).  
Ferenc Szabadváry, Musée Technique, Budapest Kaposvári út 13–15.

ihnen geschehen wie mir, daß ihnen die Kupfer über den Hals werden wachsen." As to the Treasury trading with metal, this is what he wrote: "Es ist zweierlei: die Nutzung aus dem Berg und dann die Kaufmannschaft in das Niederland und andere Orte Kupfer zu verführen. Sie wissen nicht davon zu reden."

In comprehensive works of economic history, one can either find the view that after the Fuggers left in 1546, this mining dominion reverted to the Treasury, or that other firms from Augsburg overtook the mines. We found it of importance for our research dealing with South-German merchant companies as capitalistic enterprises to clarify this question, stating, however, in advance that both views are correct in their ways, but—as demonstrated by the very large number of excellent works analyzing the mining aspect of the question—not in themselves, but jointly only.

At the present stage this period has been discussed in numerous collective works (The Foreign Trade of Central and Eastern Europe 1450–1650, Ed. Ingoma Bog, Wien 1971; Centres of Copper Production and Trade in Europe 1450–1600, Ed. Hermann Kellenbenz) and monographs by Oscar Paulinyi, Günther Probst, Josef Vlachavic, Josef Vozar, Peter Patkos and S. Kazimir; there are also many source publications and their elaborations concerning the merchant companies of this period. Nonetheless, the topic is of such high interest and so manifold from the view of production and trade organization that it appears worthy of further research.

Between 1546 and 1548, King Ferdinand I attempted to continue metal mining in Upper Hungary, particularly in Besztercebánya (Neusohl, today Banská Bistrica) in the management of the Treasury. Such a measure had its traditions. The Treasury frequently assisted uninterrupted exploitation by either taking a mine into its own management or else, by organizing mine associations; in other cases, by offering or procuring credit to existing mine associations. In the course of time the majority of mines passed, in this manner, into the proprietorship of the Treasury, even if they were not exploited by it. Consequently, after the Fuggers left, it appeared timely to do away with the lease system. In fact, the companies were not needed for technological upkeep of the mines, since the suitable experts were at disposal. However, the companies were needed to advance the costs of exploitation and to sell the products. The Treasury did not dispose of the required capital, nor of the net of storehouses through which sales could be effected.

Finally, in 1548, the Vienna Court entered into a contract with the firm of Mathias Manlich to whom the King was deeply in debt. The contract was for buying copper.

From the view of our topic the Manlich company is one of the most important among South-German trading firms since several Manlichs—alone or associated with other forms—had an interest in Hungarian mining for 20 years, from 1548 to 1568.

The fortune of the family was founded in the middle of the 15th century by Mathias Manlich, a guild merchant. His immense riches were inherited by two lines, and his grandsons, Melchior and Mathäus made the family famous.

In merchandise trade the Manlichs appear from 1526 on as a significant firm. At that time they were already known in Lyon and Antwerp. Nonetheless they were not accepted among the patricians in Augsburg, in 1538.

Melchior Manlich became member of the company Haug–Langenauer–Linck und Mitverwandte in 1541. The company traded above all with silk, cotton, silver, copper, spices, English woolens. They commissioned weavers in Ulm and in Augsburg to process cotton into pile cloth, which they then sold in Antwerp. Their management was characterized by successively reducing the number of their members, by the increase of capital lent out at interest to various firms, by the growth of interest in mining, first in Schwaz, and—after the leave of the Fuggers—in Hungary, too. The contract signed with the Hungarian king in 1548 concerned the delivery of 39,000 centals of copper from the Besztercebánya mines. This amount had to be delivered—according to the contract—in the course of three years to Cracow and to Teschen. It had to be marked with a particular royal mark. The delivery was to occur twice a year: on May 15 and on September 30. In the first two years 12,000 centals per year were to be delivered, including 4,000 centals in square copper plates, 1,440 centals in medium size and 1,200 centals in small copper discs, 2,560 centals in the form of castings and 2,800 centals in the form of balls. In the third year 15,000 centals were to be delivered. The Manlichs were granted the exclusive privilege of selling Hungarian copper, except in Hungary, Transsylvania, Bohemia and Moravia and the Austrian lands. The assent of the Manlich firm was required for any changes in mining that the King would order. The selling price was not to be lower than the actual copper price in Antwerp. Payments were to be actuated every six months. In the first contract the price per cental was 8 florins. After the termination of the three years, the Manlichs had the right to prolong the contract. This, in fact, happened several times.

Besides the Manlichs, Hans Paumgartner, head of another famous merchant family, brother-in-law to Anton Fugger also held one quarter interest in the company.

The Paumgartners who had migrated to Augsburg from Nuremberg, were in possession of a fortune similar to that of the Fuggers from the end of the 15th to the middle of the 16th century, and their firm's profile and size was also similar to that of the Fuggers. They are first met in Venice in 1491, and as soon as 1498 the Paumgartner family was considered as the sixth-richest family in Augsburg.

Copper played the most significant role in their trade. In this area they cooperated with the firms Knoll and Manlich, and were members in 1498–99 of the renowned copper syndicate.

They took over the lease of the Hungarian copper mines together with the Manlichs after the Fuggers (1546–49), but gave up their interest in 1549.

The Paumgartner firm obtained the mining products and the rights to trade with them by means of loans to the Habsburg house. For instance, they lent 117,800 florins in eight cases between 1496 and 1513 for silver only, and a total of 471,000 florins in 34 cases between 1516 and 1544 for the products of Tyrolean mining. They also gave loans

to the Habsburgs for repay in cash, but these sums were less important. Similarly to the Fuggers, the Paumgartners were also loyal subjects to the Imperial house.

In the meanwhile, Melchior Manlich founded a new company in 1560 with Philipp Welser and Karl Neidhart, named “Melchior Manlich und Mitverwandte”. This company was interested in Hungarian copper from 1566 on. Thus, one of the Welser family also became related to this business.

The different lines of the Welser family founded various companies in the 15th and 16th centuries simultaneously and successively. The name of the family is first met in 1368 on the Augsburg tax roll. The first authentic information on their trade activities, however, originates from 1473 only, when Bartholomäus, Lukas, Ulrich and Jakob Welser founded the first Welser company in Augsburg.

The family became related to the Moettings, and with their help, they entered the silver trade. This led to the foundation of the Welser–Voehlin company in 1498, by Anton Welser and Voehlin from Memmingen.

In 1517, dissent arose in the company: some of the members considered that the calculated profit was less than the true value. Jakob Welser, Ulrich Hanelts and the brothers Ram quitted the company and successively withdrew their capital.

It was this Jakob Welser who after leaving the Augsburg firm in 1547 founded the Welser company in Nuremberg. It always had few members only; it attempted to acquire Hungarian copper mining; subsequently the company obtained important positions in Bohemian copper mining and with that, it became the practically sole ruler of the Nuremberg copper market, allowing to raise the price with 1/2 florins. The company existed for two generations only; then this line of the family gave up trading.

In the meanwhile, Upper Hungarian mining and metallurgy developed further under the management of the Treasury. From the middle of the 16th century, the decline in copper and silver production became appreciable in all three traditional European mining regions. Hungarian copper production fell by 62% in the course of half a century, that of silver by 82%. Nonetheless, the Besztercebánya company, for instance, operated with 1900–2000 workers, at an operation cost of 140,000–150,000 gulden per year. A new metallurgical plant was built at the bank of the river Garam, and in 1567, a new hoisting shaft was opened up. According to J. Vlachovic the metallurgical plants operated—in general—much more efficiently under Treasury management than before. Silver yield, however, was lower in this period, since ores with lower silver content were drawn.

*Summing up*, one may conclude that the South German companies that had an interest in Hungarian mining after 1548, never took part directly in production. They gave loans to the Treasury instead of directly financing production. The huge profit that they nonetheless drew from the business arose from the large difference between the prices of the mining products fixed in the contracts and the world market prices.

In this paper we analyzed the role of the companies in the years immediately following the Fuggers. It should, however, be noted that from 1569 on, for close to fifty years, several generations of another South German family, the Palers and their

companies traded with the products of Hungarian mines, proving the long-lasting lack of capital in the Habsburg Empire. No suitable contractor could be found within the whole empire for more than a century, and such entrepreneurs emerged in the 17th century only.

South German capital participated in Hungarian mining for more than 100 years, but only in the period of the Fugger–Thurzó enterprise did trading capital penetrate into production and in this manner become industrial capital. The unity of mining, metallurgy and trade summarized under the term *Handel* fell apart by the quitting of the Fuggers and the intervention of the Treasury in 1546, and thereby the trading capital withdrew into its original function.





# Capital and Labor

## A Case Study of the Silk Throwing Mill

WALTER ENDREI

It has been known ever since Marx's time at the latest that the ratio of the labor objectified in the machines to directly applied labor constantly increases, while the absolute sum of the two gradually decreases.<sup>1</sup> As far as I know, however, experts of economic history have so far displayed an averseness to quantify this plausible process; in the cases when this could not be avoided they confined themselves to various demonstrations of the growing rate of capital required for the creation of a new place of work. To quote a recent example I could mention D. N. McCloskey who analyzing the annual productivity change in England during the Industrial Revolution risks a shy attempt to calculate the changes in the rate of labour and capital. He concludes that the capital labourer quotient rises between 1780–1860 from 170 to 256.<sup>2</sup>

Nevertheless it may be considered as preferable that the actual time applied to the labour and not the price of the product—being submitted to different influences—should be compared. The task is a delicate one, no doubt, since in the self cost of the product neither the depreciation nor the wages cost indicate the amount of working time invested. Besides, the investment costs of tools of production in early historical times have been so insignificant, their lifespan so long, that they can justly be assumed as imponderables. In this way, however, one leaves out of consideration exactly the equipment of the transitional period, a subject I have endeavoured to discuss in a paper at present in the press. Obviously, I have not taken into account the value of the required flowing capital, which is often considered to belong to the conceptual range of capital.

The thumb-rule I propose allows us to compare the varying proportion of directly applied labor and that objectified in the machinery. I started reckoning by dividing the amount of working time required for the production of the equipment by

Walter Endrei, Budapest, Angyalföldi út 24/B. 1134.

<sup>1</sup> *Das Kapital*, Vol. I. Ch. 13. The first considering the necessity of taking into account objectified labour had been—as far as I know—a reporter of the *Manchester Chronicle* (15 July 1826) while comparing the hand loom with the brand new mechanical loom. Hansen–Rürup: *Moderne Technikgeschichte*, Köln, 1975. p. 178.

<sup>2</sup> *The Industrial Revolution 1780–1860*: a chapter in *The Economic History of Britain since 1700* Vol. I. pp. 103–27, Cambridge 1981.

the unit of the operation-time of the process of production carried out with the equipment:

$$K = \frac{M_t}{A_t}$$

Where

$K$  is the labor materialized in the product,

$M_t$  is the production time of the equipment,

$A_t$  is its time of utilization or depreciation.

Unfortunately the production time of the tool or the machine is not determinable, nevertheless its price gives—by order of magnitude—proper indication, and so we make an acceptable estimation if we start from the following formula:

$$M_t = \frac{M_p}{M_w}$$

Where

$M_p$  is the price of the machine (equipment) and

$M_w$  is the average wage in the machine industry, for this way we get—even though in a distorted form—the approximate amount of working time in the machine industry.

Thus we use the following formula in estimating the transferred labor:

$$K = \frac{M_p}{A_t \times M_w}$$

This somewhat rough estimation allows us to establish that for instance in the case of a weaver there are only 0.0027 hours (10 seconds) of materialized labor to every directly applied working hour; this figure increases to 0.015 in the case of a 19th century mill weaver working on a mechanized loom in two shifts, that means that it nearly amounts to 1 minute/hour; in the case of a shuttleless automate 100m (counting with 3 shifts) this ratio is already reversed today: there are 1,6 hours of transferred labor related to every working hour.

Aside from mining, where even by the end of the middle ages the excavating and dewatering operations demanded the installation of expensive equipment, the process of the mass application of transferred labor took place in the most spectacular fashion in the textile industry. There arises the question of when and where the role of capital, or to be more exact, of the labor objectified in the machines, has gained significance besides directly applied labor, since up to the 17th century raw materials and direct wages actually determined production costs.

According to a frequently quoted conception the silk throwing mill of Lucca is the archetype of the factory of the industrial revolution, since it accomplishes

—production under one roof, employing a considerable

—number of workers,

—the supply of power by a water-wheel and engines selfacting, the workers only supervising them.

Even though this is all true, the machines of only a several hundred spindles have often been driven by the workers themselves (even in 1767 26 of the Venetian *filatoio-s* were handdriven), besides, even most of the water-driven ones represented no important value. Although the machines of these small factories demanded higher investments than the contemporary fulling and ribbon weaving mills, in spite of their complexity and on account of their long useful life, the depreciation costs must be estimated to have remained under 10%.

Large-capacity silk throwing mills began to spread during the late 17th century only, probably as a result of the concentration of capital and the spreading of silk-fashion. Thus, for instance, according to Carlo Ponti, a *filatoio* in Faenza at the middle of the 17th century drove only 240 spindles, its total value (at the age of 100 years) was estimated to have been 640–740 liras, and it employed 14–16 inside workers. But Ponti himself mentions another mill of 12,000 ducats worth, from 1721, which employed more than 100 inside and 300 outside workers.<sup>3</sup>

At this time, however, the Derby plant of the Lombe brothers was already in operation, supposedly with more than 26,000 spindles, served by 200 workers, not mentioning the 80,000 spindled, 30,000 thallers worth throwing mill of Torgau.<sup>4</sup>

Since there are hardly any reliable data referring to these, I have chosen as my starting point two relatively smaller mills with a better documented archival evidence. The first set of documents, dating from between 1763 and 68, includes the plan and the calculations of the “*filatoio grande*” in Piacenza, also disclosed by Ponti.<sup>5</sup> This mill, designed for 4680 twisting, 3312 doubling and 4285 winding spindles, was run by merely 135 persons. Since it was the reconstruction of an existing mill, its data are only of an informative nature. According to these £ 300,000 from the £ 1,200,000 equity was allotted to the acquisition of the factory, £ 700,000 to the acquisition of raw material, and £ 200,000 to other expenses, from which £ 42,000 were assigned to the first year salary of the workers. This naturally proved to be insufficient in practice, (in 1764/65, for instance, wages amounted to more than £ 100,000) the maintenance of the machines also carried extra costs (an average of £ 13,325 during the first four years) moreover, a leasing-type contract obliged the entrepreneur to pay £ 9,000 a year. Thus—assuming a depreciation time of 25 years—the rather fluctuating value of the wages of directly applied labor—amounting to an annual average of £ 84,197 during the same four years—is burdened by an annual £ 34,235 of transferred labor. Consequently, the ratio of materialized labor seems to reach 29% of the total labor input, but due to the above mentioned reasons, this value is only a conjecture.

<sup>3</sup> C. Ponti, *Un opificio comunale: il filatoio della Ganga in Faenza* (Melis memoirs Vol. IV. p. 176. 1978).

<sup>4</sup> Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, München, 1924, Vol. II. p. 736.

<sup>5</sup> C. Ponti, *Per la storia dei mulini de seta: il “filatoio grande” de Piacenza dal 1763*, *Festschrift für H. Kellenbenz*, Bamberg 1978, p. 96.

A somewhat smaller mill, established in Óbuda, Hungary, in 1780/82, had only 3240 throwing and 1000 winding spindles. It was installed in a 6-storeyed building, its machinery was driven by a single waterwheel; in its time it was doubtless the greatest industrial establishment in the country. (It is besides the point that the brook by which the factory was located had such an unreliable rate of flow that the mill's capacity could never be fully utilized and the entrepreneurs were ruined in 8 years.) A great part of its archive material has been preserved, and thus the feasibility study of the project and the estimate of the cost of investment can be reconstructed.<sup>6</sup> These costs: 21,576 guilders according to the original plan (32,235 guilders together with the drainage and building costs) finally—as if it had happened today—rose to 70,000 guilders. Instead of the 60 (Italian) workers and 6 apprentices originally considered necessary, only 25 workers, on the other hand 37–41 children are mentioned in 1789. The annual production, originally planned to be 3400 kg was around 2500 kg in 1785, and later, due to the lack of raw material and energy, it dropped even lower.

Now then, in the light of the actual data, the amount of transferred labor per average day-wage may be determined as follows:

1. We accept the 70,000 guilders as the investment cost, although by avoiding the errors which had been committed in the planning process substantial savings could have been made. The cost of the annual rent is yet to be added to this sum.

2. In the case of the production of the equipment it seems to be reasonable to calculate with a day-wage of 36 kreuzers = 0,6 guilders. Although as a matter of fact the wages of the skilled workers were higher than 1 guilder, but for instance in the building of the wooden drainage system besides the 18 carpenters and 1 foreman 36 bondmen have been employed, whose day-wages could not have been over 20 kreutzers.

3. In the calculation of the depreciation time, besides the 4,5% interest (22,2 years) the customary 250-day working year must also be taken into account.

4. The number of employees shows a rather transparent picture: the high costs of production compelled the leaders of the enterprise to substitute the expensive skilled workers with children wherever it was possible, and thus the planned number of 66 employees was kept up in a set-up of 25 adults and around 40 apprentices. Thus we get the following formula:

$$K = \frac{70,000 \times 1,04}{(50 \times 22,2 \times 250) \times 0,6} = 0,36$$

which means that for each day of directly applied labor one must calculate with more than 1/3 day of labor objectified in machines and equipment. This proportion is very similar to the Italian example mentioned above and permits us the confident

<sup>6</sup> I. Kósa, *A budapesti selyemipar kialakulása* (The Formation of the Silk Industry of Budapest), Budapest, 1939. W. Endrei, *Az óbudaí selyemfilatórium* (The Silk Mill of Óbuda), MTA Műszaki Osztályközlemények (Communications of the Technical Section of the Hungarian Academy of Sciences), 22. (1958).

conclusion, that all contemporary throwing mills of comparable size, like the Derby-mill, worked this way.

The causes for this doubtless important change to be observed at the dawn of Industrial Revolution between 1650–1750 are the following:

—the specialised and costly building, which can be regarded as part of the equipment, whereas the other textile manufactories of the period could be stationed in empty rooms of conventional buildings (e.g. abbeys); the same is valid for small silk mills up to 3–4 valicos;

—the expensive drainage-system and waterpower supply;

—the extremely complex kinetics of the machine, which needed not only thorough maintenance, but very often caused dear repairs and general restorations.

Also in these respects the early silk-throwing mill might be regarded as a forerunner of the Lancashire spinning-mills.



## Über die sogenannten „Historischen Nachrichten“

GUSZTÁV HECKENAST

Zur Geschichte des mittelslowakischen, ehemals niederungarischen Bergwesens wurden seit Ende des 18. Jahrhunderts viele Quellen zugänglich gemacht, wertvolle Abhandlungen veröffentlicht. Eine moderne monographische Bearbeitung steht aber noch aus und wird infolge des überaus reichen, beinahe unübersichtlichen Quellenmaterials nicht leicht zustande gebracht werden können. Es würde die diesbezüglichen Forschungen sehr erleichtern, wenn wir zeitgenössische zusammenfassende Daten, eine Art sekundärer, übersichtlicher Quellen besitzen könnten.

Die Archivare des Schemnitzer Slowakischen Bergarchivs, Jozef Gindl und Jozef Vozár erwähnten es mir, daß in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts so eine Quelle, eine Art Jahresbericht verfertigt wurde. Die k. k. Hofkammer in Münz- und Bergwesen verordnete im Jahre 1768 die Zusammenstellung einer kurzen, sogenannten „Historischen Nachricht“, die jährlich „von jenen, was sich hauptsächlich in letz verflössenen . . . Jahr theils in Manipulationsverbesserungen, theils anderen wichtigen Bergwercksvorfällen, auch steigen und fallen der Bergwercken ergeben hat, mit beygefügteten Ursachen“ berichten sollte. Diese Historische Nachrichten wurden jährlich nach Wien geschickt; unglücklicherweise sind in Schemnitz keine Kopien zurückgeblieben.

Im Wiener Hofkammerarchiv hatte ich vor einigen Jahren die Möglichkeit, die Spuren dieser Historischen Nachrichten zu verfolgen. Es stellte sich bald heraus, daß Historische Nachrichten auch über die Ostslowakei, d. h. Oberungarn und das Banat verfertigt wurden; die Historische Nachrichten aus Idrien vom Jahre 1769 wurden zu Unterrichtszwecken dem Schemnitzer Bergakademieprofessor Delius ausgehändigt. Es ist also anzunehmen, daß Historische Nachrichten in allen Bergbezirken der Habsburgermonarchie zusammengestellt und der Hofkammer in Münz- und Bergwesen zugestellt wurden. Eine Indorsation am 28. Februar 1777 (Staatsarchiv Wien, Hofkammerarchiv, Rote Nr. 2548. Fol. 212.) erwähnt die „Verfassung der allgemeinen Historischen Nachricht“, die wahrscheinlich aufgrund der einzelnen Lokalberichte jährlich von der Hofkammer in Münz- und Bergwesen verfaßt wurde.

Gusztáv Heckenast, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014.

Es scheint, daß alle Historische Nachrichten nach ihrer aktenmäßigen Erledigung der k. k. Münz- und Bergwesen Hofbuchhalterei zugestellt und dort mit der Zeit skartiert wurden. Zufällig sind aber im Hofkammerarchiv in der Abteilung Münz- und Bergwesen Ungarn, Schemnitz aus den Jahren 1769 bis 1786 insgesamt 14 Historische Nachrichten über die dem Niederungarischen Oberkammergrafenamt unterstellten Bergkammern Schemnitz, Kremnitz und Neusohl aufbewahrt geblieben. Die originale Signaturen sind

- Rote Nr. 2521. Fol. 1113—1130. (1769)
- Rote Nr. 2523. Fol. 302—324. (1770)
- Rote Nr. 2524. Fol. 329—361. (1771)
- Rote Nr. 2535. Fol. 734—776. (1774)
- Rote Nr. 2539. Fol. 941—1000. (1775)
- Rote Nr. 2548. Fol. 175—212. (1776)
- Rote Nr. 2562. Fol. 572—714. (1778)
- Rote Nr. 2571. Fol. 573—675, 681—761. (1780)
- Rote Nr. 2574. Fol. 149—281 und Rote Nr. 2575. Fol. 214—216. (1781)
- Rote Nr. 2578. Fol. 661—688. (1783)
- Rote Nr. 2580. Fol. 126—157. (1784)
- Rote Nr. 2582. Fol. 594—620. (1785)
- Rote Nr. 2586. Fol. 389—407. (1786)

Dieses ganze Quellenmaterial ist jetzt auf Mikrofilm auch in der Filmothek des Ungarischen Staatsarchivs, Budapest zugänglich. (Signatur: W. 812 und W. 813.)

Selbstverständlich habe ich es versucht, weitere Historische Nachrichten über andere ungarische Bergbezirke ausfindig zu machen, aber ohne Erfolg. Nur ein kurzer Auszug der Historischen Nachricht aus Schmöllnitz vom Jahre 1776 ist zum Vorschein gekommen (HKA Rote Nr. 2546. Fol. 209.). Ich halte es aber nicht für ausgeschlossen, daß — wie aus Schemnitz, so auch aus anderen, österreichischen oder böhmischen Bergbezirken — zufällig weitere Historische Nachrichten in den betreffenden Beständen des Hofkammerarchivs erhalten geblieben sein könnten.

Im folgenden möchte ich über Aufbau und Inhalt der 14 erhalten gebliebenen niederungarischen Historischen Nachrichten sprechen.

Aufbau und Inhalt betreffend sind diese 14 Nachrichten im großen und ganzen einheitlich verfaßt, trotzdem werden dem Forscher bei einer vergleichenden Analyse die Schwierigkeiten nicht erspart. Der Umfang der einzelnen Historischen Nachrichten variiert von 20—30 bis über 100 Folio-Blätter, also von 40—60 bis mehr als 200 Seiten. Zu den Nachrichten aus den Jahren 1778, 1780 und 1781 sind eine Menge verschiedener Tabellen über Produktion, Gefälle, Unkosten usw. beigelegt. Im Text der Jahre 1769 bis 1781 sind die Zahlenangaben über Produktion, Einnahmen und Ausgaben vorherrschend, die Historische Nachrichten aus den Jahren 1783 bis 1786 geben im Text beinahe überhaupt keine Zahlen mehr an. In den 70er Jahren ist es meistens möglich, Steigen und Fallen der Produktion, den finanziellen Nutzen oder



Verlust bei den einzelnen Berg-, Wasch- und Puchwerken vergleichend zu verfolgen, hingegen fehlen hier die zusammenfassenden Daten. In den 80er Jahren ist es nicht mehr möglich, die Entwicklung der einzelnen Werke quantitativ anzufassen, hier stehen aber vergleichbar angegebene zusammenfassende Daten zur Verfügung.

Die Historische Nachrichten der einzelnen Jahre berichten konsequent zuerst über Schemnitz, dann über Kremnitz, zuletzt über Neusohl. Die Reihenfolge der einzelnen Berg-, Wasch- und Puchwerke, Schmelzhütten usw. ist — mit wenigen Ausnahmen — dasselbe. Die Nachricht über Schemnitz beginnt mit der Oberbieberstollner Handlung und zwar mit den Windschachter Gruben, dann folgen — manchmal zusammengezogen, manchmal voneinander abgesondert — die Johannikluft, Maximilianischacht, Ferdinandischacht und Mathiaestolln, die Siglisberger Handlung, Wolfgang- und Christinaeschacht, Theresiaeschachter Gruben, Pachenstolln, Alt-Allerheiligen in Hodrusch usw. Nach den immer mehr detaillierten Schmelzhütten folgen dann in den Jahren 1769 bis 1781 zusammenfassende Daten der Schemnitzer Puchwerke und Gruben, dann der Schmelzhütten. Gesonderte Kapitel befassen sich mit dem Maschin- und Kunstwesen, dem Waldwesen und dem Ertrag der vier Kameralherrschaften.

Bei der Bergkammer Kremnitz steht ebenfalls der Grubenbau voran: der Heiligen Drei Königschacht, Mariahilfeschacht, Mariae Himmelfahrtstolln, Rudolphischacht, Annaeschacht, Mathiaeschacht, Leopoldischacht, Grundsacht usw. Zusammenfassend wird über den Reinertrag der Kremnitzer Goldkunsthändlung von 1768 bis 1781 berichtet. Nach den Berg-, Schmelz- und Puchanlagen behandelt ein Kapitel die Kremnitzer Münze. Bevor noch die Bergkammer Neusohl an die Reihe käme, wird mit vielen Worten über die völlig unbedeutenden Bergwerke in Königsberg, Puggantz und Dilln Bericht erstattet.

Bei der Bergkammer Neusohl wird zuerst die Kupferhandlung im Herrgrund behandelt, dann die Altgebirger und Thayower Schmelzhütten, abschließend folgen dann die verschiedenen Eisenwerke, Rohnitz, Theißholz, Libethen und Poinik. (Das Diósgyórer Eisenwerk wird aber immer bei Schemnitz angeführt.)

Wenn Produktionszahlen, bzw. die Geldsummen der Gefälle und Ausgaben angegeben sind, stehen sie nie vereinzelt, sondern immer mit den Ergebnissen des vorigen Jahres verglichen; der Nutzen oder Verlust des behandelten Jahres wird ebenfalls festgelegt und mit dem vorigen Jahr verglichen. Als Beispiel gebe ich hier die zusammenfassenden Daten der Schemnitzer Gruben von 1769 bis 1781 an:

	Erzeugnis	Unkosten	Überschuß
1769	907707 fl 46 3/4 xr		
1770	782631 fl 55 1/4 xr	568142 fl 35 xr	214489 fl 20 1/4 xr
1771	1047861 fl 18 1/2 xr	715825 fl 29 xr	332035 fl 29 1/2 xr
1772			
1773			64128 fl 23 xr

1774	753926 fl 42 1/2 xr	660154 fl 21 1/4 xr	93772 fl 21 1/4 xr
1775	927333 fl 53 1/2 xr	749460 fl 49 3/4 xr	177873 fl 3 3/4 xr
1776	857901 fl 54 1/2 xr	771169 fl 9 1/2 xr	86732 fl 45 xr
1777			73672 fl 25 1/2 xr
1778	813334 fl 38 xr	612612 fl 52 1/2 xr	200721 fl 45 1/2 xr
1779			211594 fl 53 1/2 xr
1780	900479 fl 55 1/2 xr	567498 fl 43 xr	332981 fl 12 1/2 xr
1781	929871 fl 13 1/4 xr	606101 fl 37 3/4 xr	323769 fl 35 1/2 xr

Unter den Schemnitzer Gruben waren besonders Windschacht, Johannikluft, Wolfgang und Christinaeschacht, Pachenstolln, in Kremnitz Annaeschacht nutzbringend. Die Siglisberger Handlung war bis 1773 nutzbringend, nachher verlustreich. Es wäre möglich beinahe über alle angeführten Handlungen ähnliche Tabellen zusammenzustellen, obzwar die Gruppierung der Zahlenangaben nicht immer konsequent geführt wurde.

Für die Geschichte der einzelnen Gruben sind die narrativen Teile der Nachrichten aufschlußreich. Als Beispiel zitiere ich aus der Historischen Nachricht des Jahres 1769:

„Bey der Windschachter Gruben ist auf der Sohle des Kayser Francisci Erbstellens mittnachtseits ein 62 Klafter langer Umbruch in der festen Ligend vollendet worden, wodurch ein gleich große Strecken in Gezimmer zu erhalten in Zukunfft entübriget wird. Auf eben dieser Ebensohl von erwehnten Umbruch mittnachtseits in der Gegend der 14. Hangend-Künsten wurde von dem Spithaler Gang auß ein Haupt-Ligend-Schlag angeleget, wodurch die sammentlich zwischen dem Spithaler biß Piberstollner Hauptgang vorliegende Klüfft in einer schönen Tagrevier verkretzet, anbey auch ein in schwehren Drukh stehendes Gezimmer von 400 Klafter in den Siglißberger Feld erspahret und zugleich die Amaliaeschachter Wässer abgeleitet werden können. Der Liegendschlag betragt bereits 52 Klafter. In diser Gegend und mit vorigen Liegendschlag in einer geraden Linie wurde gleichfalls ein Schlag unter den Maximiliani Hangenschacht, welcher dermahlen abgeteüffet wird, in das Hangend mit 12 Mann fortgesetzt. Das Strecken von dem Creütz-Gesteng biß in das Feldorth ist 128 Klafter, und in 66 Klaftern wird man löcheren. Diser Schlag durchsuchet das gantze Hangend, in welchem verschidene Klüffte sich befinden. Es sind schon hievon einige mit Ärtzspührungen erschrotten worden, die aber allererst nach geschehener Löcherung mit dem Schacht werden können überbrochen werden. Die Abteiffung des Schachts und die Löcherung werden an der Fördernus in der Gruben bey 400 Klafter über Tags aber auch den Weeg in die Puchwerkh bey 500 Klafter verkürzten. Die übrige Umstände der Gruben haben sich keineswegs gegen den vorigen Jahr geändert.“

Ich denke, aufgrund solcher Beschreibungen wäre es möglich, die Geschichte der einzelnen Gruben, aber auch der Schmelzhütten in den 70er und 80er Jahren des 18. Jahrhunderts zu bearbeiten.

Abschließend möchte ich noch die zusammenfassenden Daten über den Reinertrag des niederungarischen Bergwesens in den Jahren 1779 bis 1786 angeben:

	Schemnitz und Kremnitz exclusive des Münzamts	Neusohl	Summa
1779	325058 fl 58 1/2 xr	91306 fl 15 3/4 xr	416365 fl 19 1/4 xr
1780	445973 fl 25 3/4 xr	124695 fl 28 1/2 xr	570668 fl 54 1/4 xr
1781	377495 fl 7 1/4 xr	106695 fl 42 xr	484190 fl 49 1/4 xr
1782	459551 fl 59 xr	94225 fl 24 1/2 xr	553777 fl 23 1/2 xr
1783	404237 fl 56 1/2 xr	72844 fl 22 1/4 xr	477082 fl 18 3/4 xr
1784	405480 fl 43 1/2 xr	84063 fl 52 1/2 xr	489544 fl 36 xr
1785	449092 fl 46 xr	69675 fl 34 1/4 xr	518768 fl 20 1/4 xr
1786	565954 fl 21 3/4 xr	72035 fl 26 3/4 xr	637989 fl 48 1/2 xr

Wie aus diesen Zahlen ersichtlich, variierte der Reinertrag des niederungarischen Bergwesens in den Jahren 1779 bis 1786 in einem wogend ansteigenden Trend um eine halbe Million Gulden pro Jahr und erreichte in den angeführten acht Jahren die Summe von 4 148 387 fl 29 3/4 xr. Zum Vergleich: in den acht Blütejahren 1735 bis 1743 war der Reinertrag nur rund 2 Millionen Gulden. Es erhellt also auch aus einer flüchtigen Übersicht, daß die 1770er und 80er Jahre zu den ertragreichsten Perioden des mittelslowakischen (niederungarischen) Bergbaus zu rechnen sind.

Ich wollte mit meinem Vortrag die Aufmerksamkeit der Bergbaugeschichtsforscher auf eine bisher unbekannte, wertvolle, auch quantitativ brauchbare Quelle lenken. Es ist nicht mein Ziel, die Historische Nachrichten im weiteren detailliert zu bearbeiten. Wenn es mir gelingen würde, meine Kollegen zu dieser Arbeit anzueifern, wäre auch das Ziel dieses informativen Beitrags erreicht.



## Victorian Travellers to Nowhere: Socialism and Economic Utopias in the Late XIXth Century\*

ALADÁR MADARÁSZ

Maybe it will sound extremely immodest, but to my mind the background to my topic today, i.e. the reinterpretation of socialist utopias in the light of the most recent history of both Western and Eastern Europe is also one of frightfully large dimensions. To my mind it is more than an evergreen topic for ideological discussion, it is a topic in which the problems of today and the thinking of yesterday actually influence each other.

One could refer here, of course, to Keynes's famous dictum at the end of the *General Theory*, the practical men of government are usually the slaves of some defunct economist. Perhaps Hayek's version of the same insight is more to the point: "It is probably no exaggeration to say that economics developed mainly as the outcome of the investigation and refutation of successive Utopian proposals—if by "Utopian" we mean proposals for the improvement of undesirable effects of the existing system, based on a complete disregard of those forces which actually enable it to work".<sup>1</sup> In fact Hayek's idea is important for me in more senses than one. Hayek was talking about more than the relationship between utopian projects and politics. He also pointed to the close correlation between utopian thinking and the development of economics.

Utopia used to be a bad word for economists and for the historians of economic thought, probably it still is. The study of modern utopian thinking is also marginal in the study of the history of Socialist economics or in the history of modern Socialism in general. In fact, the neglect of the study of the influence of utopias on economists, socialist economists or maybe on all types of socialist or progressive thinkers is responsible for one of the most obvious blind spots in our understanding of the emergence of our own modern socio-economic environment we live in.

Some of the problems I have in mind may only exist for the provincial mind and may seem quite irrelevant to anything else but for the history of parochialism. The names of Bellamy, Hertzka and Morris are important to the history of Socialist

Aladár Madarász, Institut d'Economie de l'Académie Hongroise, Budapest 1502 Pf. 262.

\* A more detailed version was distributed among the participants of the section.

<sup>1</sup> F. A. Hayek: *The Trend of Economic Thinking*, *Economica*, 13, pp. 68.

movements. But who would claim them as intellectual giants or even as serious theoreticians, not to mention as competent economists, although Hertzka was a successful economic journalist? Nevertheless, a history of modern thought and even a history of economic thought can be but an artificial simplification, a mere shadow of the complex history of the real intellectual interactions of the past without recovering their part in a dialogue where the answering partners were serious economists or theoreticians of the socialist movement. Utopian and anti-utopian or simply non-utopian thinkers are part and parcel of a dialectics. Without knowing the one nobody can aspire to tell the other or indeed the whole story.

The recovery of this dialectics is the main reason behind my choice of writing a paper on Socialist utopias and the German Social-Democratic labour movement of the late 19th century. There is something of a paradox in the very notion of a late 19th century German social-democratic utopia. Why do I speak about a paradox? Well, it is difficult to find a better advertised feature of the thinking of the 2nd International German Socialists than their positive and rather categorical denunciation of all utopias, past and present. In their view the utopian mode of thinking was a remnant of the past, thoroughly out of date for the socialists of the Victorian era.<sup>2</sup> Detailed descriptions of “no-where-land”, plans for the “state of the future”, pedantic recipes for the cooks at the helm of the socialist movement of the future were banished from the sanitized *Weltanschauung* of the true Social Democrat. Their understanding of the future was not as simple, however, as one would assume reading their forceful anti-utopian rhetoric. The picture of the future state of mankind in German Social-Democratic thought was deeply ambiguous. This ambiguity was by no means accidental, a quirk of ideological misadventure. To simplify a bit, in my view there was a correspondence between the ambiguous position of the German social democrats on Utopia and the generally ambiguous position of the whole German working class in the totality of the German *Kaiserstaat*.

To describe this fundamental ambiguity in the position of the German working class movement in imperial Germany I would like to introduce (following G. Roth and D. Groh) the notion of “negative integration”. The fast industrialization of the unified German lands gave rise to a powerful, popular and fast growing Socialist labour movement. The reaction of the new German imperial governing class was interesting. They allowed the new labour movement to assume a legal identity and they were tolerated within the boundaries of the official socio-legal structure. At the same time they had effectively blocked the way of this labour movement to reach the nerve centres of the German political machine and denied from them the opportunity of being an equal political partner of the Junkers and the bureaucracy in state decision making. To be more precise, the position of the Social-Democratic Party in Germany was somewhere in-between political partnership and the total denial of the right of

<sup>2</sup> F. Engels: Socialism. Utopian and Scientific, in K. Marx–F. Engels: Selected Works. Vol. I. Moscow, 1970.

existence. Germany was a *Rechtsstaat*, but not a pluralist parliamentary democracy. It was a bureaucratic state and not a liberal system based on an institutionalised system of conflict politics.<sup>3</sup> As a consequence, the German socialists, whose movement had the aim of the fundamental de-stabilisation of the capitalist system more and more became obsessed by the preservation of their institutions and their legal status within the socio-legal framework of the German imperial state. It was a radical movement by its own self-definition, but by seeking a recognisable identity in terms of its existing socio-political environment, objectively, as it were, helped to stabilize the German power system and contributed to its relative longevity. The result of this ambiguity was the ideological schizophrenia of Germany. The socialists wanted to be legal, nonetheless parts of the ruling class could retain a strong centralised state precisely referring to the de-stabilizing aims of the socialists. The socialists themselves imagined that the movement had to and in fact did exist in a splendid isolation from the power system. This isolation was important for them as the safeguard of their ideological purity. To be tainted by the suspicion of cooperation with the state was something to be avoided by all costs. At the same time, I would stress again, they wanted legal recognition. With hindsight and for the outside observer they were in the process of being integrated into the social structure of Germany. The ambiguity and schizophrenia created a negative integration.

The ambiguity in the real position of the German working class movement had found its expression also in the sphere of their ideology and propaganda. The German Social Democrats were brutally anti-utopians and blissfully naive utopians at the same time. It is difficult to decide which was Dr. Jekyll and which was Mr. Hyde of these two voices, but it is beyond all reasonable doubt that German Social Democracy had a double personality. Beyond the praise of their utopian predecessors there was a witch-hunt against utopians in Marxian socialism. At the same time the really popular literature of the party, the real stuff of their propaganda was utopian. In fact, there was a neat division of labour between their anti-utopian and utopian impersonations. In the specific sub-culture or counter-culture of the German working class Marxist socialism had the role to explain and indeed to justify the fact of isolation from other social classes and the same time keep up the spirit in the fighters of class struggle with the promise of inevitable victory. The belief in guaranteed victory was all-important and generated a fatalistic interpretation of the Marxian heritage in which economic determinism and the natural law like patterns of progress had a predominant emphasis. Darwinism and the idea of natural evolution were accepted as additions to Marx. The goal of the revolutionary working class movement was clear and a natural outgrowth of the iron laws of capitalist development. Capitalism will destroy itself and it was beyond the powers of the ruling class, it was thought, to avoid this collapse or even to forestall its march into the future. This world view was so much wedded to the notion of inevitability and natural stages of progress that even the possibility of

<sup>3</sup> K. Marx: Critique of the Gotha Program, in K. Marx–F. Engels: Op. cit.

hastening its pace precipitating the final collapse was deemed to be both impossible and unnecessary. The goal was there, but it was so evident, so self-explanatory that the German Social Democrats did not feel the need of enlarging upon it in any detail. Their chain of argument simply did not need an utopia at the end. Their question was not what sort of future the movement should choose for itself but simply to ask what sort of future would evolve from the present with iron necessity in any case. Theirs was a trip into scientific discovery, not into utopia.

However, although the faith in the inevitable dissolution of the capitalist system was a source of great self-confidence, there was no escape from the ambiguity of their own self-definitions. The promise of electoral success was their only immediate hope. At the same time they knew only too well that even electoral success could not capture for them the political command of Germany. To prop up their propaganda they had simply relied on the time honoured device of holding up an image of a most desirable future state. The drabness and bleakness of the present, the tire and wear of everyday class struggle had to be contrasted to a cheerful, happy, just and equitable future. Present and future had to be presented in sharp contrast. At this point the self-confidence of the scientific socialist and fellow-traveller of inevitable progress suddenly appears as the ikon-painter of an ever so promising and marvellous utopia. Let me just mention one example. Bebel's influential tract, *Women and Socialism*, a scientific socialist sociology at the end suddenly erupts in a grand vision of the future state. Make no mistake, there was no subtlety in this vision. The socialist state of the future was promised there and then as Paradise on earth where mankind could unburden itself from all conceivable negative aspects of historical societies. Bebel did not hide his intent behind painting this grand vision either. Explaining his strategy to Bernstein he wrote in a letter: "everybody, the whole world wants to know what our positive solutions are".<sup>4</sup> Apparently, the pressure for positivity was too strong even for the most hardened and abstract scientific critics of capitalism. They had no real political choice. They needed utopia.

In the second part of this paper I turn to an analysis of Victorian utopias which filled the vacuum of moral painting in the scientific socialist mental world of the Marxian social democrats of the 2nd International. These utopias went hand in hand with the ideology of inevitable socio-natural laws. An unconditional belief in technical progress and the perfectibility of man were their staple notions. Their economics was based on Proudhon and Marx. The harmony of interests, the abolition of poverty and unemployment, equity and equality were suddenly all within reach. The society of the future was supposed to be transparent, the control and planning of production was seen as a routine book-keeping exercise. Science could solve all unforeseen problems which might come up. Incentives for production and work were not a problem. A state commanded army of labour conceived as a national service was perhaps the most

<sup>4</sup> A. Bebel's letter to E. Bernstein in A. Bebel: *Ausgewählte Reden und Schriften*, Vol. I. Berlin, 1970. p. 592.



favoured solution. Promotion was tied to productivity. Capital was provided to the workers' associations by the state free of charge. The workers could retain a share from the profits. Hence self-interest could remain an inspiration, at least in part. The corollary of this vision was the notion of work as joy, a matter of pride and self-satisfaction, an aim in and for itself. In a nutshell, these utopias, Bellamy's Hertzka's, Morris's, almost all of them, promised a total solution for everything. There were few pretences. Everything was and had to be spelled out in great detail. The need of solving everything pushed the utopias towards a literary form. The utopias became utopian novels where a basic story guided the perhaps flagging attention of the worker audience along the tedious argument.

Paradoxically, perhaps the very pedestrian prose and clumsy composition of these utopias, Morris being a significant exception which perhaps only proves the rule, helped them to gain popularity. One should make no mistake, socialist or socialistic utopias were immensely popular amongst the organised German working class. The surviving records of German working class lending libraries prove beyond doubt that Bellamy and Bebel were far the most read authors among the workers. Bellamy's *Looking Backwards* was the trendsetter. Before Bellamy there were no more than perhaps a dozen economic utopias published in the U.S., but after its first publication there was a flood of similar works or refutations, more than 200 individual works. Within a year of its publication there were 8 German translations or adaptations of Bellamy on the German book market and socialist newspapers published it in instalments, a sure sign of its popularity. One of the German adaptations was published under the tell tale title, *Alles Verstaatlicht*, which apparently was seen as the eschatological goal of the German workers' struggle.

Speaking about utopias one should not forget about the counter-utopias either. According to Hayek modern economics is perhaps, in one sense, the most significant counter-utopia. However, there was a tide of novelistic counter-utopias as well, answering the Socialists in their own language and also aimed at the same popular markets. These were as un-original as their forward looking counter-parts. They repeated *ad nauseam* that all the utopian solutions were bad or at least wildly impracticable, perhaps sinister. The drawbacks of socialist states were painted there in devilish colours. It was seen as a command economy of forced labour which would inevitably develop complete anarchy and total loss of liberty at the same time. It was easy for the counter-utopians to point out the consequences of an economic system lacking in incentives which would produce arrogant sales techniques wildly abusing a captive market. They envisioned a system of organised corruption and an economy of shortage.

There is no need to go on and supply more and more details of these utopias and counter-utopias. It would be also fruitless even to start to argue whether the positive or the negative utopias had more realism in predicting the future, i.e. our present. The utopias I am talking about are not necessarily in our future. Some of them were tried in various experiments of war economies and fortunately belong to our past. The point I

wanted to make is simply the following: as a matter of historical fact utopias were the most widely read type of literature and propaganda among the German Social Democratic workers of the Wilhelmine period and also among the workers of Victorian Britain and the U.S. The utopian spirit co-existed with the evolutionist scientificism of the official Marxism of the 2nd International. Without studying these utopias one cannot gain real insights into the dialectics of the emergence of the mass ideologies of the 20th century. One can ignore utopias and their influence only at one's peril. On a more mundane level, since the history of economic analysis has its own historical context as well, I would like to repeat that not only ideologies, but also the economic policies and institutions of all modern 20th century economies, East and West, are influenced, at least to some extent, by the heritage of Victorian or Wilhelmine utopias and counter-utopias. To paraphrase, somewhat freely, Maynard Keynes, "The ideas of utopian thinkers, both when they are right and when they are wrong are more powerful than is commonly understood. Indeed, the world is ruled by little else. Practical men who believe themselves to be quite exempt from any intellectual influences are usually the slaves of some defunct utopian. Madmen in authority who hear voices in the air, are distilling their frenzy from some utopian scribbler of a few years back".<sup>5</sup>

### Literature

- Atlantius (K. Ballod): Ein Blick in den Zukunftsstaat, Stuttgart, 1898.  
 A. Bebel: Die Frau und der Sozialismus, Stuttgart, 1891.  
 E. Bellamy: Looking Backward, Leipzig, 1890.  
 K. Borchardt: Germany 1700–1914, In: Fontana Economic History of Europe 4/1. London, 1975.  
 S. E. Bowman: The Year 2000: A Critical Biography of Edward Bellamy. New York, 1958.  
 D. Groh: Negative Integration und revolutionärer Attentatismus, Frankfurt, 1973.  
 T. Hertzka: Freiland, Leipzig, 1890.  
 T. Hertzka: Entrückt in die Zukunft, Berlin, 1895.  
 F. Kleinwächter: Die Staatsromane, Wien, 1891.  
 K. Mannheim: Ideology and Utopia, London, 1966.  
 F. E. Manuel–F. P. Manuel: Utopian Thought in the Western World, Oxford, 1979.  
 E. Matthias: Kautsky und der Kautskyanismus, in: Marxismusstudien II. Tübingen, 1957.  
 W. Morris: News from Nowhere, London, 1899.  
 A. L. Morton: English Utopia, London, 1952.  
 L. Mumford: The Story of Utopias, Gloucester, 1959.  
 A. Neusüss: Utopie, Berlin–Neuwied, 1969.  
 E. Richter: Die Irrlehren der Sozialdemokratie, Berlin, 1890.  
 E. Richter: Sozialdemokratische Zukunftsbilder, Berlin, 1891.  
 F. X. Riederer: Edward Bellamy's utopischer Sozialismus und sein Einfluß auf das sozialistische Denken in Deutschland, München, 1961.  
 C. E. Schorske: German Social Democracy, New York, 1972.  
 H. J. Steinberg: Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie, Bonn, 1972.

<sup>5</sup> J. M. Keynes: The General Theory of Money, Interest and Employment, London, 1936. p. 383.

# Public Finance and Economic Growth in Hungary During the Age of Dualism (1867–1913)

## Abstract

LÁSZLÓ KATUS

One of the main features of Hungarian economic history in the period between the Austro–Hungarian Compromise (1867) and the First World War was the greater and more immediate role of the state and in general of the public sector as a promoter of economic development than in the more advanced countries of Europe.

After 1867 the fiscal system of Hungary had two particular characteristics:

a) In the Austro-Hungarian Monarchy defence was a common affair, therefore, as two-thirds of the costs of the common army were covered by Austria, the finances of Hungary were relatively less burdened by military expenditures than those of other European countries.

b) The Hungarian governmental system was greatly centralized; 80 per cent of the public expenditures was financed through the central government budget.

The elaborate data at our disposal make it possible to analyse first of all the movement and the structure of central government expenditures and incomes between 1868 and 1913, moreover to examine the structure of total (central and local) government expenditures in 1913. In this regard four statements can be made:

1. The Hungarian data offer a confirmation for Wagner's law ("das Gesetz der wachsenden Staatsausgaben"), since government expenditures grew more rapidly than GNP. While GNP (in current prices) increased by 3,3 per cent per year between 1867 and 1913, central government expenditures grew by 4,7 per cent per year during the same period. In 1868 central government expenditures amounted to 15 per cent of the GNP, in 1913, however, to 26 per cent. The rate of growth of state expenditures in Hungary exceeded that of Austria and it was among the highest in Europe.

2. The increase of outlays (4,7 per cent per year) was quicker than that of the receipts from taxes (3,3 per cent per year). The deficit was covered by profits from state enterprises and by loans. The Hungarian experience verifies A. Sauvy's thesis, according to which the continuous increase in the population and in the per capita national income "permet de recourir sans danger à une politique systématiquement déficitaire, c.à d. à une politique de budget en déséquilibre en faveur de dépenses

László Katus, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014.

publiques utiles à l'expansion économique." The Hungarian state budget was in fact "systématiquement déficitaire" (Table 1.), above all in consequence of the outlays for infrastructure, but the lack of balance—except the 1870s—did not lead to serious problems. The stock of public debt increased from 0,5 milliard crowns in 1868 to 8 milliard crowns in 1913, i.e. from 25 per cent of GNP to 90 per cent, the share of debt service in the central government expenditures, however, declined from 40 per cent in 1876/80 to 16 per cent in 1911/13. Hungarian public loans were placed for the most part in the international capital market. The public sector was the most important mediator of capital import.

3. According to our calculations the role of the public finance in the economy of Hungary before 1914 was much more important than in the more advanced countries. In Hungary (including Croatia) total (central and local) government expenditures (excluding the outlays of public enterprises) amounted to 23 per cent of GNP in 1913, while this share was in Great Britain about 12 per cent, in Germany about 15 per cent, in the U.S.A. about 8 per cent. Total government expenditures including the public enterprises amounted to 32 per cent of GNP. This phenomenon was evidently incident to the relative backwardness of the private sector. (Table 4 and 5).

4. The main factor in the growth of public finance was the extension of the direct economic activity of the public sector. The rapid growth of government expenditures and incomes was paralleled by important changes in their overall structure (Table 2 and 3). The share of defence, of public debt and of administration in the state expenditures declined, while that of economic and environmental services and of state enterprises increased from 33 per cent in 1868/70 to 45 per cent in 1911/13. The share of the outlays for education increased from 1 per cent to 6 per cent.

The increasingly important direct economic activities of the public sector—reflected in the growth and in the structural change of government expenditures—can be divided into three main groups:

1. Infrastructural investments financed through the state budget. According to our calculations, state expenditures on capital accounts amounted to some 20 per cent of total investments between 1867 and 1913; including the investments of the local government the share of the public sector in total capital formation reached 25 per cent. Infrastructural investments amounted to about 97 per cent of public capital formation.

2. The direct economic activity of the state as entrepreneur. The state possessed and operated railways, mines, metallurgical and other works, tobacco factories, estates, as well as post, telegraph and telephone services. In 1910 the state railways and industrial enterprises employed about 230,000 workers amounting to 13 per cent of total employment in industry and transport.

3. Promotion of private enterprises by granting them tax, customs and tariff allowances, interest guaranties, subventions, technological aid, etc. Mainly railway and steamship companies and—from the 1880s on—industrial plants were granted state subventions.

**Table 1.** Gross Expenditures and Incomes of the Central Government in Hungary  
(including Croatia)

Five year averages in millions of crowns						
Year	Tax Receipts	Expenditures exclud. State Enterprises	Surplus (+) or Deficit (-)	State Enterprises		
				Revenues	Expenditures	Surplus or Deficit
1868-70	266	264	+ 2	49	76	-27
1871-75	302	374	- 72	74	101	-27
1876-80	372	532	-160	93	85	+ 8
1881-85	454	537	- 83	145	149	- 4
1886-90	506	574	- 68	174	144	+30
1891-95	626	650	- 24	346	286	+60
1896-1900	670	756	- 86	372	301	+71
1901-05	689	852	-163	390	300	+90
1906-10	921	1089	-168	533	488	+45
1911-13	1094	1316	-222	713	717	- 4

Index  
(1868-70=  
100)  
Annual  
average  
rate of  
growth in  
per cent

411	498	1455	943
3.3	3.8	6.4	5.4

Year	Total Incomes	Central Expenditures	Government		Loans	
			Surplus/Deficit mill. cr.	in percent of expenditures	mill. cr.	in percent of incomes
1868-70	315	340	- 25	7.4	42	13.3
1871-75	376	475	- 99	20.8	102	27.1
1876-80	465	617	-152	24.6	142	30.5
1881-85	600	686	- 87	12.7	78	13.0
1886-90	681	718	- 38	5.3	68	10.0
1891-95	972	936	+ 36	+3.8	25	2.6
1896-1900	1043	1058	- 15	1.4	43	4.1
1901-05	1080	1152	- 73	6.3	39	3.6
1906-10	1454	1577	-123	7.8	168	11.6
1911-13	1807	2033	-226	11.1	304	16.8

Index  
(1868-70=  
100)  
Annual  
average rate  
of growth

574	598
4.1	4.2

(1 Austro-Hungarian crown = 1.05 Franc = 0.85 RM = 0.20 \$)

Table 2. Central Government Expenditures by Function in Hungary

Five year averages in millions of crowns									
Year	Defence	Public Debt	Law, Order, Administration*	Education	Economic and Environmental Services	Tobacco Fabrication and Sale	State Enterprises	Total Expenditures	Investments
1868-70	64	102	68	3	14	24	76	340	38
1871-75	74	125	98	9	42	30	101	475	45
1876-80	99	244	110	9	43	27	85	617	12
1881-85	88	224	124	11	48	42	149	686	51
1886-90	96	249	135	14	38	42	144	718	36
1891-95	98	288	155	19	40	49	286	936	50
1896-1900	110	285	216	34	57	53	301	1058	93
1901-05	134	295	243	47	77	56	300	1152	73
1906-10	167	345	330	81	96	71	488	1577	142
1911-13	277	328	386	123	124	79	717	2033	200
Index (1868-70 = 100)									
	433	322	568	4100	886	329	943	598	526
Annual average rate of growth in per cent									
	3.5	2.8	4.1	9.0	5.2	2.8	5.4	4.2	3.9
<i>in percentages</i>									
1868-70	19	30	20	1	4	7	22	100	11.2
1871-75	16	26	21	2	9	6	21	100	9.5
1876-80	16	40	18	2	7	4	14	100	1.9
1881-85	13	33	18	2	7	6	17	100	7.4
1886-90	13	35	19	2	5	6	20	100	5.0
1891-95	11	31	17	2	4	5	31	100	5.3
1896-1900	10	27	20	3	5	5	29	100	8.8
1901-05	12	26	21	4	7	5	26	100	6.3
1906-10	11	22	21	5	6	5	31	100	9.0
1911-13	14	16	19	6	6	4	35	100	9.8

\* includes important social services as health, pensions, poor relief, family allowances, housing, etc.

**Table 3. Central Government Revenues in Hungary**

Selected five year averages in millions of crowns						
	1868-1870	1876-1880	1886-1890	1896-1900	1911-1913	Index (1868-70 = 100)
<b>Direct Taxes</b>						
Property Taxes	85	92	88	95	114	134
Earnings and Income Taxes and Other Direct Taxes	33	76	109	127	200	606
<b>Total Direct Taxes</b>	<b>118</b>	<b>168</b>	<b>197</b>	<b>222</b>	<b>314</b>	<b>266</b>
<b>Indirect Taxes</b>						
Excises	26	32	85	167	290	1115
Monopolies	81	95	124	149	228	281
Stamps, Fees, Duties	25	43	55	81	166	664
<b>Total Indirect taxes</b>	<b>132</b>	<b>170</b>	<b>264</b>	<b>396</b>	<b>683</b>	<b>517</b>
State Enterprises	49	93	174	372	713	1455
Others	16	34	46	52	96	600
<b>Total</b>	<b>315</b>	<b>465</b>	<b>681</b>	<b>1043</b>	<b>1807</b>	<b>574</b>

*In percentages*

<b>Direct Taxes</b>						
Property Taxes	27	20	13	9	6	
Earnings and Income Taxes and Other Direct Taxes	10	16	16	12	11	
<b>Total Direct Taxes</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>29</b>	<b>21</b>	<b>17</b>	
<b>Indirect Taxes</b>						
Excises	8	7	12	16	16	
Monopolies	26	20	18	14	13	
Stamps, Fees, Duties	8	9	8	8	9	
<b>Total Indirect Taxes</b>	<b>42</b>	<b>37</b>	<b>39</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	
State Enterprises	16	20	26	36	40	
Others	5	7	7	5	5	
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

**Table 4.** Total (Central and Local) Government Expenditures in Hungary (including Croatia) by Functions and by Economic Category in 1913

	a) Excluding Public Enterprises			b) Including Public Enterprises		
	mill. cr.	in percent of total	as percent of GNP	mill. cr.	in percent of total	as percent of GNP
Defence	420	20.2	4.7	420	14.6	4.7
Public Debt	430	20.7	4.8	435	15.2	4.8
Law, Order, Administration	405	19.5	4.6	405	14.1	4.6
Social Services	385	18.6	4.3	400	13.9	4.5
Economic and Environmental Services	435	21.0	4.9	1210	42.2	13.6
<b>Total</b>	<b>2075</b>	<b>100</b>	<b>23.3</b>	<b>2870</b>	<b>100</b>	<b>32.3</b>
Purchases	1495	72.0	16.8	2275	79.3	25.6
Transfers and Subventions	580	28.0	6.5	595	20.7	6.7
Expenditures on Current Account	1790	86.3	20.1	2510	87.5	28.2
Expenditure on Capital Account	285	13.7	3.2	360	12.5	4.1



**Table 5.** Total (Central and Local) Government Expenditures by Functions and by Economic Category in 1913 (in percent, excluding public enterprises)

	U.S.A.	U.K.	Germany	Hungary
Defence	13	30	22	20
Public Debt	5	6	5	21
Law, Order, Administration	11	13	16	20
Social Services	25	33	35	19
Economic and Environmental Services	31	18	15	21
Others	14	—	7	—
Purchases	86	81	82	72
Transfers, subventions	9	13	13	7
Interest on Public Debt	5	6	5	21
Expenditures on Current Account		87		86
on Capital Account		13		14
<i>as percent of GNP</i>				
Defence	1.1	3.7	3.3	4.7
Public Debt	0.4	0.8	0.7	4.8
Law, Order, Administration	0.9	1.6	2.4	4.6
Social Services	2.1	4.1	5.1	4.3
Economic and Environmental Services	2.6	2.2	2.2	4.9
Total	8.5	12.4	14.8	23.3

Sources: R. A. Musgrave: *Fiscal Systems*. Yale Univ. Press 1969

A. T. Peacock—J. Wiseman: *The Growth of Public Expenditures in the United Kingdom*. Princeton 1961.



## Hungarian Migration Patterns New Research in Hungary

JULIANNA PUSKÁS

The problem of overseas emigration was a hotly debated issue at the time in all the European countries concerned. Its pros and cons gave rise to publications enough to fill a library. In Hungary, too, there is no dearth of such contemporary sources.<sup>1</sup> And while these do give a great deal of useful information, they necessarily lack historical perspective, and are tainted with the spirit of nationalism dominating most people's thinking at the time. Both these factors hindered the contemporary commentators in their ability to gain an overview of the migration process. It is but seldom that we find a realistic approach to the nature and characteristics of this instance of geographic mobility, to the factors that inspired it, or to its overall effects. However, as the big wave of emigration abated, interest in it ceased almost overnight, and nobody seemed to care for the social phenomenon which earlier had caused such excitement.<sup>2</sup>

In interwar Hungary, it was only in 1937 that a new book appeared on the previous great wave of migration. Written by a reformer to lend weight to his call for social reform, the book was an indictment of the semifeudal social system which had given rise to this form of the nation's destruction. We read of the trials of the impoverished peasants and agricultural workers forced overseas in what the author calls this "silent revolution". This view of emigration, too, was, of course, tainted with nationalism.<sup>3</sup>

The sixties marked the start of a new period in the investigation of international migration. In the European countries and overseas alike, interest in the subject has grown not only among economists, demographers and ethnographers, but among historians as well.

The factors encouraging researchers in Europe and the United States to take another look at international migration were operating in Hungary, too. These factors

Julianna Puskás, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise Budapest, Pf. 9. 1250.

<sup>1</sup> See Barcza Imre: *A magyarországi kivándorlások irodalma* (A bibliography of emigration from Hungary) Budapest, 1908.

<sup>2</sup> The subject of the emigration from Hungary is barely touched on in a page and a half of the 5th Volume of Hóman B.-Szekfü Gy.: *Magyar történet* (Hungarian History) in a chapter entitled "Népi erők pusztulása" (Decay of the people).

<sup>3</sup> Kovács Imre: *A kivándorlás* (Emigration) Budapest, 1938.

seem to have had quite a lot to do with the economic and political situation of the time, more precisely, with the ideological climate that these gave rise to.

In any case, in Hungary these considerations were influential in the revival of interest in international migration in the 1960s, and studies on the subject by social scientists, historians, ethnographers and men of letters have continued to appear ever since.<sup>4</sup>

The historians have concentrated on the scope of migration and its causes, on the population loss that it entailed, on the attitudes of the ruling classes (landowners and industrialists) to the migration movements, and on the governments' emigration policies.

Research results on emigration from all of Hungary are available for up to 1914; for a number of counties the data have been processed for later years as well. The results are based on a wealth of historical sources, the official documents and reports on migration among them.

These traditional historical sources, however, can yield no picture of the complexity of emigration as a social phenomenon, can give no indication of its development or its component factors.

Historians therefore, had to have recourse to the insights that the other social sciences had gained on the issue of migration; the theories of migration that had been advanced were studied and adapted by historians for their own purposes.

The new methodology thus arrived at began to bear fruit in research results that have been appearing from the mid-seventies.<sup>5</sup>

In what follows, I should like to indicate but a few of the results that the new approach has led to.

1. Through the use of quantification and the mathematical-statistical analysis of time series, we have been able to reconstruct the trends of overseas migration, to discover its phases and cycles. We have found that large-scale overseas emigration from Hungary began in the 1880s. Sporadic cases had occurred before, but these may also be regarded as precursors of the later mass movement; in short, emigration was not a characteristic demographic feature in Hungary prior to the 1880s. The

<sup>4</sup> Rác István: A parasztok elvándorlása a faluról (Peasant migration from the villages) In: Szabó István (ed.): *A magyarországi parasztság a kapitalizmus korában 1845–1914* (The history of the peasantry of Hungary in the age of capitalism 1845–1914) Budapest, 1965. Vol. II. 433–477. Lengyel Alfréd: *Adatok a győrmegyei kivándorlási mozgalom történetéhez 1880–1910* (Facts of the history of the emigration movement in county Győr 1880–1910) Budapest, 1969. Századunk 4.

Szászi Ferenc: *Az Amerikába irányuló kivándorlás Szabolcs megyéből az első világháborúig* (Emigration from county Szabolcs to America up to the First World War) Nyíregyháza, 1972.

Rác István summarized his research results in his *A paraszti migráció és politikai megítélése 1849–1914* (Peasant migration and its political evaluation in Hungary 1849–1914) a book which appeared in Budapest in 1980.

<sup>5</sup> Puskás Julianna: *Amerikai magyar szervezetek* (Hungarian organizations in America) *Történelmi Szemle* 1970. —: *Emigration from Hungary to the United States before 1914*. *Studia Historica*, Budapest, 1975. Gellén József: *Migrációs modellek* (Migration models) In: *Egyetemes Történelmi Tanulmányok*, Debrecen, 1978. 157–181.

distribution of the number of emigrants indicates that the process had three stages: the preparatory stage until the 1880s; the period of activation until the turn of the century; and that of mass emigration from the opening years of the century to World War I. Emigration from Hungary was cut off by the outbreak of World War I in full swing; the fourth, the declining stage of the process had no chance to set in.<sup>6</sup> In the early 1920s, i.e., by the time the unrest due to the war, the revolutions, and the territorial changes had abated, and emigration could again have resumed, America had shut its gates to the “undesirable” peoples of East-Central Europe.<sup>7</sup>

The process of emigration from Hungary was also related to the country's economic cycles; however, brief ups and downs and yearly fluctuations in the number of emigrants were connected much more closely with the rhythm of the American booms and slumps than with changes in the Hungarian economic conditions.<sup>8</sup>

2. Critical comparative analyses of emigration and of immigration statistics, and of census data have shed light on some further characteristics of the wave of overseas migration. For instance, there were conspicuous differences between the numbers showing the migration traffic, the number of people actually moving about, and the data for the net migration balance. To give just one example: between 1900 and 1910, the migration traffic for the Austro-Hungarian Monarchy was 2,270,000 while the net migration balance was 1,376,000. One reason for the difference was the high ratio of emigrants. On a conservative estimate, 40–45% of all the emigrants returned to Hungary after spending some years in the United States. Another reason for the difference was that quite a few people made the trip to America and back a number of times. The fact that the shipping companies registered them every time led to cumulations in the emigration data.<sup>9</sup>

This tendency of the emigrants to go back and forth is confirmed by a great many contemporary accounts, all of which indicate that the Hungarian emigrants did not leave for America with the intention of settling there for good.

This was the most typical feature of the economic migrations of the time. The emigrants regarded their stay abroad as temporary, and only wanted to improve their economic position at home with the money earned abroad. The hopes and plans of the emigrating agrarian population centred around an independent existence in Hungary, to be realized after their return with the money earned in America. The intention to return and set up on their own gave them the energy to accept a standard of living in their new surroundings that was often far below the domestic standard, all in order to save as much money as possible for the realization of their aims.

As the migrants left for America with the intention of working there only temporarily made for a peculiar distribution by sex among the Hungarian emigrants.

<sup>6</sup> Akerman, Sune: Theories and Methods of Migration Research. In: Runblom, H.–Norman, H. (eds.): From Sweden to America. A History of Emigration. Minneapolis–Uppsala, 1976.

<sup>7</sup> Benneth, M. T.: American Immigration Policies. Washington D. C., 1963.

<sup>8</sup> Puskás Julianna: From Hungary to the United States 1880–1914. Studia Historica, Budapest 1982.

<sup>9</sup> See the detailed analysis of the emigration statistics. Ibid.

Young men predominated; many of them had left wives and families at home. Family ties in the broad sense appear to have had a major part in recruiting emigrants: by 1910, 82% of the immigrants from Hungary said they were coming to join relatives already in the U.S.A.

Comparative studies have permitted a more realistic evaluation of the frequency of emigration from Hungary, and have exploded the myth that, next to Ireland, it was Hungary that suffered the greatest population losses through emigration. A comparison with other European figures has shown that the frequency index of emigration in proportion to the total population for Hungary as a whole fell short of the indices for Sweden, Norway, and Italy.

The figures for the peak years, however, place Hungary among the European countries most severely affected by emigration.

Mass emigration from Hungary overseas took place in the third phase of the European migration movement. The wave of overseas migration reached the country from the north, spreading from the Polish and German territories first to the communities along the border, and then ever farther south.

Comparative studies have shown also that the wave of overseas migration spread from migration region to migration region throughout all of Europe. Emigration appeared concentrated in such migration centers even in ethnically homogeneous countries.<sup>10</sup> The existence of emigration regions in Hungary, thus cannot be accounted for in terms of the country's multinational composition, in terms of discrimination against the minority nationalities, as some historians from neighbouring countries have indicated.<sup>11</sup>

The centers of emigration fell outside the pull of the country's major industrial center, Budapest. They were not so different in respect of their demographic features and levels of economic development from the rest of the country as the intensity of emigration would lead one to believe. Nor have the earlier suppositions that the centers of emigration developed in the poorest and most backward regions, regions where land was least available to the peasantry, been confirmed by more thoroughgoing research.<sup>12</sup>

True, the emigration regions were relatively isolated from the country's western and central areas, but they were not completely cut off from the effects of industrialization. Mass emigration, we have found, developed in places where migration already had traditions, where it was already a possible pattern of behaviour. These, for the most part, were areas where the population was in contact with peoples

<sup>10</sup> See also Runblom, H.-Norman, H.: *From Sweden to America*. Minneapolis-Uppsala, 1976; Kerö, R.: *Migration from Finland to North America in the years between the United States Civil War and the First World War*. Turku, 1974.

<sup>11</sup> It was mostly the Slovak historians who were criticized for this by Monika Glettlér: *Pittsburg-Wien-Budapest. Programm und Praxis der Nationalitätenpolitik bei der Auswanderung der ungarischen Slowaken nach Amerika um 1900*. Wien, 1980.

<sup>12</sup> See the map on the distribution of emigration. Puskás J. (1975) 35.

who had joined in the wave of overseas migration in an earlier period—the Germans, Slovaks and Jews of Hungary. The pioneers of mass Hungarian emigration to America were all in the position to receive feedback from these earlier emigrants. Thus, we find that the development of Hungary's emigration regions followed a pattern that reflected in some ways the spread of the wave of migration across Europe.

4. In keeping with our broader interpretation of the phenomenon of migration, we have not confined our studies to the donor country, Hungary, but have followed the emigrants to their new environment, and studied their settlements, their lifestyles, the formation of their communities, and the process of their adaptation.

The macro-level research we have been describing has, along with the results yielded, thrown light on a whole series of questions which we have little hope of answering satisfactorily on the basis of the sources generally relied on.

Neither the emigration statistics nor the bulk of the other contemporary sources tell us the place of the individual in the process of migration. What were the factors selecting for emigration? Who were those who, contrary to their original intentions, ended up staying in America? Is it correct to think of them as a type? Who were the ones to make the trip across the Atlantic a number of times? How long did it take them to make up their minds to return to Hungary for good? And just how great were the savings that they managed to return with? What was the order in which relatives were likely to follow one another to America? Which kinship ties were most influential in causing others to emigrate? How far did emigration break up the nuclear family? Who did the married men leave behind, and how were these families reunited? Until we get answers to these and similar questions, we are unlikely to be able to understand the problems they had in adapting to their new environment.

The efforts to find answers to such questions have led researchers to turn to local investigations, to do micro-analyses of small groups and communities.<sup>13</sup> Just what groups and communities are likely to yield representative evidence upon micro-analysis we can gather on the basis of the macro-investigations conducted to date.

For my own in-depth study, I have chosen a village in the emigration region of Northeastern Hungary, a community which promises to provide data representative of the Hungarian Protestant peasant emigrants.<sup>14</sup>

Emigration fever reached this village relatively late, after the turn of the century. Thus, the older generation still has vivid memories of the emigrants. Given the complete absence of written sources, we can hardly overestimate the value of these personal recollections of the migration period. Unlike our Swedish colleagues, I have found scarcely any community registers of emigration.

<sup>13</sup> See e.g. Bo Kronborg, Thomas Nilsson and Andres A. Svaltestuen: *Nordic Population Mobility. Comparative Studies of Selected Parishes in the Nordic Countries 1850–1900. American Studies in Scandinavia*. Vol. 9. Nos 1–2. Oslo–Bergen–Tromsø, 1977.

<sup>14</sup> The village had a population of 2615 in 1900; it is more than 50 km from the nearest industrial center.

My first task, therefore, was to gather as much information as possible through oral testimony. I started out by seeking out in the village the man reputed to have kept the closest track of the events related to the village and its population. My informant, an old man of 77, recalled those who had left for overseas, proceeding street by street. With a few exceptions, he remembered the years they had left and had information on the emigrant's marital state and economic position. Altogether, he gave me information on 228 people. He gave me advice on who to visit in Canada and the United States from among the emigrants still living and gave me addresses.

I was able to spend the first half of 1982 in the United States and Canada visiting these emigrants and their descendants. In the course of the interviews with them, I made tape-recordings of their accounts of their lives, and then recorded all information they had on their fellow emigrants. I showed them the data sheet I had prepared on the 228 persons my first informant had spoken of, and supplemented and corrected the data on the basis of their observations.

The reliability of my first informant was confirmed by most of what they said; corrections were needed for the most part only in respect of the years of departure.

The tape-recordings thus obtained all indicate that, after an absence of five or six decades, the emigrants still have vivid memories of the village of their birth, and are well-informed of the financial positions and family circumstances of those who stayed behind.

When they learned that I was studying their village in the hope of arriving at a model of overseas migration, they did everything they could to help. They did their best to recall long-forgotten data, names, and addresses, and renewed old acquaintances in the hope of providing me with the most complete and precise information possible.

In the course of the interviews, I learned that geographic dispersion did not necessarily mean the end of the contact among the old emigrants. They do their best to keep in touch, and to keep up on what is happening to the others. Some of them carry on extensive correspondence with their fellow-villagers in various parts of Canada and the U.S. to this end. With the help of this chain of contacts, I was able to get information even on those who had settled far away from all of the larger groups.

A great deal of data is still to be collected, and its analysis is largely yet to be done. From what we know so far, however, we can say a number of things about the process of migration, and how it looked from the point of view of the individuals taking part.

We found that more than 50% of those who had gone to the United States returned within 3 to 5 years. A few returned after as many as 15–20 years abroad. Even of those who ended up staying in America for good, the majority kept on buying bits of land in the village back home. It often took decades for them to finally make up their minds never to return. The interviews with the emigrants and their descendants all indicate that they spent years as industrial workers in the United States dreaming of a better future as farmers back in Hungary.

Emigrant couples and families were an exception. Of a large family of 8 or 10, 3, 4 or 5 of the siblings were likely to emigrate one after the other at intervals of a year or



more. There were married men, bachelors and unmarried girls among the emigrants. Practically all the single men and girls got married in the United States. This was the group that was likely to settle there permanently, whether they married a fellow-villager or someone else. The emigrant heads of families tended, for the most part, to return to the families left behind. Occasionally, a husband would send for his wife and children, or only his wife, entrusting the children to the grandparents' care. Couples thus reunited tended also to return to Hungary, taking with them the children born in America. These children, when they grew up, could, as American citizens, return to the U.S. even in the 1930s after immigration had already been restricted, and were not listed in the immigration statistics. This was the group "born in America but brought up in the old country".<sup>15</sup>

Kinship ties operated to recruit immigrants not only to the U.S., but to Canada as well. Most of those going to Canada in the 1920s had some idea of life in the U.S. either from their relatives or from having spent some time there themselves. On the level of personal contacts, too, thus, Hungarian immigration to Canada was an offshoot of American immigration.

The interviews also revealed that of the 12 people originally hailing from the village who left Hungary in 1956–57 as "refugees" everyone had close relatives already living in Canada or the United States.

In-depth studies of the life histories of individual emigrants will, it seems, enable us to measure the degree of geographic mobility of the group, and will show that this fluctuation was a function of the various forms of their ties to the old-country community, and of the process of their adaptation to the new.

A great deal of the evidence indicates that these Hungarian immigrants would never have had the strength to make the mass changeover from agriculture to industry in an alien social environment had it not been for their belief—mistaken thought it turned out to be—that it was but temporarily that they would have to endure the pitchblack mines, the scorching heat of the foundries, and the suffocating dust of the brick factories in that strange world with its incomprehensible language and customs.

The circumstance that they moved on from one job to another always with an eye to going "home" soon, and the fact that most of the emigrants were lonely men made for the peculiar settlement structure and lifestyle that they developed in the new environment. The emigrants from the village in question followed one another from one neighbouring mining place to the other in West Virginia. There was always a fellow-villager to give a man a place to sleep until the boarding (*burdos*) houses were set up, even these initially by those from the same village. From these two mining camps they moved on throughout the rest of the United States, or returned to Hungary. New Brunswick, New Jersey became one of the centers of settlement for

<sup>15</sup> Puskás Julianna: *Magyarok az Egyesült Államokban és Kanadában—interjúk* (Hungarians in the United States and Canada—interviews). Tapes in the manuscript archives of the Institute of History of the Hungarian Academy of Sciences.

those coming from the village in question; here, the women, too, had an easier time getting jobs. Hamilton, Ontario, was the other center in which they settled permanently.

Those who went to Canada started out working on the farms of the Prairie Provinces, and then went east to Ontario, to find permanent jobs in heavy industry in Hamilton.

The settlement data indicate that although efforts were made to stay together in the course of their wanderings, quite a few of them broke with the group and now live scattered in various states.

On the basis of the information gathered, we are already in the position to find answers to a number of other questions as well: the amount of their savings, the size of the land bought back home, the correlation between the years spent abroad and the savings returned with. It seems that it was only couples who had spent 10–15 years in America and had kept boarders all the time who were able to save enough to buy 25–40 acres of land on their return.

Further analysis of the available data will permit us to present case studies which illuminate the details of such processes, and their effects. It is my firm conviction that such micro-studies must be carried on complementarily to macro-level studies if we are to make headway in understanding migration. The effectiveness of the approach would be greatly enhanced if a number of coordinated studies were to be conducted seeking answers to analogous questions. Although we are in the twelfth hour, there is still time to tap the sources of oral history available on the issue of migration. They are hardly sources that we can well afford to waste.

## Ein Vergleich zwischen Friedmans und Keynes' Ansichten aus einem marxistischen Aspekt

ANTAL MÁTYÁS

Die wichtigsten Merkmale entwickelter kapitalistischer Ökonomien zur Zeit der Herausgabe von Keynes' *General Theory* sind die folgenden:

Die wirtschaftlichen Zyklen sind klassisch, ihre materielle Grundlage ist die zyklische Bewegung der Reproduktion des fixen Kapitals. Der Anteil der Dienstleistungen an der Wirtschaftsaktivität ist nicht bedeutend, und so ist auch der Anteil der Regierung am Nationaleinkommen. Inflation ist noch keine drohende Gefahr. Unfreiwillige Arbeitslosigkeit aus ungenügender aggregierten Nachfrage ist hoch.

All das spiegelt sich folgendermaßen in *General Theory* wider:

Die Automatismen der kapitalistischen Privatwirtschaft sind nicht in der Lage, das hohe Niveau der aggregierten Nachfrage, der Beschäftigung zu sichern. Der Markt erweitert sich lediglich aufgrund von Investitionen, und zwar, infolge des Multiplikatoreffekts, um das vielfache der originellen Investition. Die Ursache der dem Nachfragemangel entstammenden unfreiwilligen Arbeitslosigkeit ist das ungünstige Verhalten der Investitionsmöglichkeiten. Im Interesse der Steigerung der Beschäftigung ist es notwendig, wirtschaftspolitische Maßnahmen zu treffen. Von besonderer Wichtigkeit ist die Fiskalpolitik. Die Ausgaben der Regierung erhöhen die Nominalnachfrage unmittelbar, und, bei einem starren Preisniveau, auch die Produktion und Beschäftigung. Monetärer Politik kommt nur eine sekundäre Bedeutung zu. Ihre Aufgabe besteht in der Regulierung des Zinssatzes durch die Beeinflussung der Geldmenge. Die Änderung der Geldmenge wirkt nur durch den Zinssatz auf die Realsphäre, aber ihr Effekt ist unsicher. Die Senkung des Zinssatzes braucht die Investition nicht anzuregen, und es ist nicht sicher, daß die Geldmenge den Zinssatz vermindert. Die untergeordnete Rolle der Geldpolitik, die Schwäche der Automatismen der kapitalistischen Privatwirtschaft spiegeln sich bei Keynes in der Tatsache, daß er dem Geld, außer seiner Transaktionsfunktion, auch eine spezifische Bedeutung beimisst: es ist die sicherste Haltungsform des Vermögens. In dieser Funktion kann das Geld mit anderen reproduzierbaren Gütern nicht substituiert werden. Wenn die Geldmenge wächst, aber die Investition nicht zunimmt, oder die

Antal Mátyás, Université des Sciences Economiques de Budapest, Budapest, Dimitrov tér 8. 1093.

sogenannte Liquiditätsfalle (liquidity trap) besteht, ist die überschüssige Geldmenge als Vermögen gehalten. Wenn nachher die Regierungsausgaben zunehmen, oder wenn infolge der Besserung der Profitaussichten die Investitionen ansteigen, können diese Ausgaben, auch bei konstanter Geldmenge, aus dem als Vermögen gehaltenen Geld finanziert werden. Hierzu ist nur der Zinsfuß zu steigern.

Die Hauptmerkmale der Wirtschaft der U.S.A. nach dem zweiten Weltkriege sind die folgenden:

Das Gewicht der Dienstleistungen in der Wirtschaft beträgt über 60 Prozent, und die Nachfrage nach Dienstleistungen ist kaum krisenempfindlich. Der Anteil der Regierung am Nationaleinkommen ist wesentlich gewachsen. Die Regierungsausgaben sind dem Profitmotive nicht unterworfen und sind daher den zyklischen Fluktuationen der Wirtschaft nicht ausgesetzt. Die automatischen Stabilisatoren sind wirksam. Infolge der Strukturwandlungen hat die Krisenempfindsamkeit der kapitalistischen Wirtschaft abgenommen. Wirtschaftliche Krise ist öfters von einer verfehlten Wirtschaftspolitik herbeigerufen worden. Aggregierte Nachfrage, Beschäftigung, hatte sich bis Ende der 1960er Jahre auf einem hohen Niveau herausgebildet. Die aus Nachfragemangel stammende Arbeitslosigkeit ist gesunken, und das Verhältnis der technologischen, strukturellen Arbeitslosigkeit ist gestiegen. Die wirtschaftlichen Zyklen sind nicht mehr von dem klassischen Typ. Die Rolle der Fixkapitalinvestitionen in der Gestaltung der Zyklen hat an Bedeutung verloren, und die der langlebigen Konsumgüter daran gewonnen. Ihre Nachfrage ist aber durch Konsumkredit zinselastisch, und so ist die Verantwortung der Geldpolitik für zyklische Schwankungen größer geworden. Mit den erwähnten Strukturwandlungen hat sich aber der Inflationsprozeß herausgebildet. Von den 1970er Jahren an entfaltete sich ein neues Phänomenon, die sogenannte Stagflation (genauer: Slumpflation): mit der Erhöhung der Inflationsrate fiel die Produktion zurück, und Arbeitslosigkeit nahm zu.

In Keynes' General Theory spiegeln sich die Merkmale des Kapitalismus der 1930er Jahre wider, aber Keynes konnte die spezifischen Kennzeichen des jetzigen Kapitalismus nicht beschreiben. Keynes' Wirtschaftspolitik linderte die Arbeitslosigkeit, aber war kein Heilmittel gegen Inflation. Diese Umstände haben die monetäre Gegenrevolution hervorgerufen, die im Jahre 1956, mit dem Erscheinen von Friedmans Aufsatz ihren Anfang nahm.

Betrachten wir nun Friedmans wichtigste Behauptungen.

Die primäre Rolle gehört nicht zur Fiskalpolitik, sondern zur Geldpolitik. Um ihre Effekte besser präsentieren zu können, behandelt Friedman, aus analytischen Erwägungen, die beiden Wirtschaftspolitiken voneinander getrennt. Fiskalpolitik per se ist die Änderung fiskaler Ausgaben oder der Steuerrate bei konstanter Geldmenge. Es ist unsicher ob sie auf die Nominalnachfrage einwirkt. Die Nominalnachfrage wird aber wachsen, wenn die Regierungsausgaben durch die in Umlauf gebrachte Geldmenge finanziert werden. Der die Nachfrage erhöhende Effekt der Regierungsausgaben, der Multiplikatoreffekt, hängt von der Finanzierungsweise ab.

Diese gehört aber schon zur monetären Sphäre. Deshalb wächst die Nominalnachfrage nicht infolge der Regierungsausgaben und der Investitionen an, ihr Anstieg ist vielmehr eine Funktion der Erhöhung der Geldmenge. Die Änderung der Nominalnachfrage hängt von der Änderung der Geldmenge ab. Es ist daher die zyklische Bewegung der Geldmenge, und nicht die zyklischen Änderungen der Investitionen und der Staatsausgaben, die für die Störungen, den Aufschwung und die Krise des Wirtschaftslebens verantwortlich ist.

Das Preisniveau paßt sich der Geldmenge, der aggregierten Nominalnachfrage an, daher kann, bei flexiblen Preisen, die Realnachfrage weder ungenügend, noch zu groß sein. Die flexiblen Preise räumen alle Märkte, einschließlich des Arbeitsmarkts (Marktträumungsparadigma). Deshalb kann es keine aus Nachfragemangel entstehende Arbeitslosigkeit geben. Die realen Größen bilden sich in ihren Gleichgewichtswerten heraus, worauf nur die Realfaktoren, nicht aber die Änderungen der Geldmenge eine Wirkung ausüben können. Geld verhält sich neutral zu den Realprozessen: das Homogenitätspostulat macht sich geltend. Die kapitalistische Wirtschaft als eine Realwirtschaft ist stabil. Es besteht aber infolge der Marktunvollkommenheiten eine natürliche Arbeitslosenrate (natural rate hypothesis). Dies ist auch eine Gleichgewichtsgröße auf einem unvollkommenen Märkte und ist als solche eine Funktion der Realfaktoren.

Während der Effekt der Fiskalpolitik auf die aggregierte Nominalnachfrage unsicher ist, übt die Geldpolitik auch ohne Fiskalpolitik eine Wirkung auf sie aus. Friedman präsentiert den Effekt der Geldpolitik per se durch die Offen-Markt-Operationen. Der Anstieg der Geldmenge stürzt durch die Offen-Markt-Operationen das Gleichgewicht der Vermögensbilanz um. Bei Keynes war es nicht unbedingt notwendig, die angewachsene Geldmenge zu verbrauchen. Die Leute, die sich wegen gewisser Ereignisse um die Zukunft zu sorgen begannen, mögen gedacht haben, daß der Nutzen des Geldhaltens die von anderen Vermögensobjekten stammenden Vorteile überwiegen. Die von Keynes geschilderte Unsicherheit der Zukunft ist in Friedmans Theorie nicht zu finden. Bei Friedman werden die irrtümlichen Erwartungen durch einen Lernprozeß korrigiert, und das Geld hat keine spezifische Rolle in der Funktion des Vermögenhaltens. Bei ihm sind Geld und die Vermögensobjekte, unter ihnen auch die reproduzierbaren Güter, gute gegenseitige Substitutionen. Auch kritisiert er Keynes wegen seiner engen Interpretation der Vermögensbilanz. Friedman konzentriert seine Aufmerksamkeit auf die Substitution zwischen Geld und dem weiten Bereich der Vermögensobjekte. Bei ihm wird die angewachsene Geldmenge zum Kauf nicht nur von Finanzvermögen, sondern auch von Realvermögensobjekten unmittelbar verbraucht, und die überschüssige Geldmenge verwandelt sich durch den Portfolioeffekt unmittelbar in Nominalnachfrage. Er betont auch, daß Geldtheorie ein Teil der Vermögenstheorie sei.

Bei flexiblen Preisen übt aber die Erhöhung der Geldmenge, der Nominalnachfrage, nur auf die nominalen Größen eine Wirkung aus. Er ist der Meinung, daß ein enger Zusammenhang zwischen der Änderung der Geldmenge und der Änderung des

nominalen Nationaleinkommens bestehe. Friedman ist bestrebt, das nominale Nationaleinkommen seitens der Geldmenge zu bestimmen.

Bei Keynes hat sich das Nationaleinkommen der von den Ausgaben bestimmten Größe der aggregierten Nachfrage angepaßt. Auch bei Friedman richtet sich das nominale Nationaleinkommen nach der aggregierten Nachfrage. Aber Friedman sucht die Größe der letzteren nicht durch die Ausgaben zu bestimmen, da seiner Ansicht nach die Ausgaben nur bei wachsender Geldmenge die aggregierte Nachfrage verläßlich erhöhen. Deshalb ergibt sich bei ihm die aggregierte Nominalnachfrage als das Produkt der Menge und der Umlaufgeschwindigkeit des Geldes.

In den vorigen Quantitätstheorien war die Umlaufgeschwindigkeit eine institutionelle Gegebenheit. Bei Keynes ist die Umlaufgeschwindigkeit veränderlich, aber das Maß ihrer Änderung ist unsicher. Bei Friedman ist sie auch veränderlich, sie stellt aber eine determinierte Größe dar, ihre zukünftige Gestaltung ist voraussehbar. Die Umlaufgeschwindigkeit wird von denselben Faktoren bestimmt, die auch die Geldnachfrage der Wirtschaftssubjekte determinieren. Er betont auch, daß die moderne Quantitätstheorie die Theorie der Geldnachfrage sei.

Da die Umlaufgeschwindigkeit eine determinierte Größe ist, deren Änderungen im voraus bestimmt werden können, soweit mit der Änderung der Geldmenge gerechnet werden kann, ist auch das Produkt der Geldmenge und der Umlaufgeschwindigkeit determiniert und benimmt sich auf eine voraussehbare Weise. So ist auch die Entwicklung des Nominaleinkommens im voraus zu bestimmen.

Keynes suchte das Gleichgewichtsniveau des Nationaleinkommens mit Hilfe des Sparen-Investitions-Mechanismus zu bestimmen. Solange die *ex ante* Investition das *ex ante* Sparen übertrifft, aggregierte Nachfrage wird die Größe des Nationaleinkommens übersteigen. Die Produktion des Nationaleinkommens wird erhöht und das beabsichtigte Sparen als eine Funktion des Nationaleinkommens wird mit ihm wachsen. Und beim Gleichgewichtsniveau des Nationaleinkommens werden *ex ante* Investitionen und *ex ante* Sparen und durch sie auch aggregierte Nachfrage mit aggregiertem Angebot miteinander ins Gleichgewicht kommen.

Wenn sich, wie Friedman annimmt, die Geldmenge erhöht, wird sie beim gegebenen Preisniveau die Größe der gesuchten Geldmenge übertreffen. Das überschüssige Geld wird verbraucht und die Nominalnachfrage wird sich erhöhen. Aber diejenigen, zu denen das Geld kommt, werden es auch nicht halten, sie werden es ausgeben. Das Preisniveau wird steigen, die Kaufkraft der erhöhten Geldmenge wird sinken. Das Angebot der realen Geldmenge wird schließlich mit der gesuchten Realgeldmenge ins Gleichgewicht kommen. Das Produkt des Realeinkommens und dieses Preisniveaus ergibt jene Größe des Nominaleinkommens, bei der das Gleichgewicht zwischen der verfügbaren Nominalgeldmenge und der gesuchten Nominalgeldmenge und, ferner, zwischen der aggregierten Nominalnachfrage der Waren und der Preissumme der angebotenen Waren hergestellt wird.

Damit die Preismenge neutral bleiben und der Preismechanismus seine Markträumungsfunktion erfüllen kann, ist es nach Friedmans Ansicht notwendig, daß

die Leute fähig sind, das neue, sich der Änderung der Geldmenge, der aggregierten Nominalnachfrage anpassende Preisniveau zu erkennen, um mit dessen Verhalten im voraus rechnen und sich in ihren Wirtschaftsentscheidungen danach richten zu können. Und alles was dies bei Friedman benötigt, ist die gleichmäßige Geldemissionsrate.

Bei Friedman sind die Störungen des Wirtschaftslebens eine Konsequenz des unerwarteten Anstiegs der Geldmenge, wenn z. B. die Regierung das Maß der Arbeitslosigkeit unter ihre natürliche Rate drücken will und ihre Ausgaben durch die Erhöhung der Geldmenge finanziert. Produktion, Beschäftigung werden vorübergehend steigen, weil mangels der notwendigen Information die Unternehmen, unter den Umständen der Inflation, anfangs unfähig sind, einen Unterschied zwischen den Änderungen des Preisniveaus und der relativen Preisen zu machen. Die Arbeiter, die die natürliche Arbeitslosenrate bilden, beginnen wieder zu arbeiten, weil sie in Ermangelung der nötigen Information den Anstieg des Preisniveaus nicht erkennen und glauben, daß mit ihren Geldlöhnen gleichzeitig auch ihre Reallöhne gestiegen sind. Sobald aber diese falschen Erwartungen korrigiert werden, kehren die realen Größen zu ihren Equilibriumbahnen zurück, und kann die Regierung die Arbeitslosigkeit nur durch eine unerwartete Erhöhung der Geldmenge vermindern. Sie wird dadurch nur die Inflationsrate steigern, während sie das Gleichgewicht der Realwirtschaft auf die kurze Sicht zerrütet, und den Aufschwung und später die Krise der Wirtschaft hervorruft. Arbeitslosigkeit kann sie auf die Dauer nur mit der Erhöhung der Inflationsrate verringern (Akzelerationismus). Ein gegensätzlicher Prozeß spielt sich ab, wenn eine unerwartete Verminderung der Geldmenge stattfindet.

Inflation ist aufgrund der Logik von Friedmans Quantitätstheorie eine Nachfrageinflation. Ohne die Erhöhung der Geldmenge kann der Kostenanstieg keine Inflation verursachen. Die Lohnkämpfe der Gewerkschaften können nur die Wiederverteilung der Geldlöhne erreichen.

Was für Folgen können von der blossen Veränderung der Geldmenge erwartet werden? Erhöht oder vermindert sie die aggregierte Nominalnachfrage? Kann sie einen Aufschwung oder eine Krise zustande bringen? Hat sich ihr Einfluß im heutigen Kapitalismus erhöht? Stehen Geldmenge und nominales Nationaleinkommen in einer Korrelation miteinander?

Ein beträchtlicher Teil der Geldmenge kommt auch in der heutigen kapitalistischen Wirtschaft als ein endogener Prozeß zur Befriedigung des Geldbedarfs des Warenverkehrs in Umlauf, um die Preissumme der Waren zu realisieren. Vor allem deshalb konnte Friedman eine Korrelation zwischen der Änderung der Geldmenge und des nominalen Nationaleinkommens finden. In diesem Zusammenhang haben aber nicht die Geldmenge und mit ihr die Geldumlaufgeschwindigkeit die Größe des nominalen Nationaleinkommens bestimmt sondern die Preissumme der Waren hat bei der gegebenen Umlaufgeschwindigkeit die notwendige Geldsumme determiniert.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Vgl. KALDOR, N., The New Monetarism, *Lloyds Bank Review*, März 1970, 10–15. pp.

Ein anderer Teil der angewachsenen Geldmenge paßt sich nicht dem Warenverkehr an, sondern wird zur Deckung der Staatsausgaben verwandt. Durch die Staatsausgaben erscheint diese Geldmenge unmittelbar als eine Nominalnachfrage. Friedman ist der Meinung, daß die Staatsausgaben das nominale Nationaleinkommen deshalb erhöhen konnten, weil sie durch Geldemission finanziert wurden und deshalb die vergrößerte Geldmenge den Anstieg des nominalen Nationaleinkommens sicherte. Darin müssen wir Friedman recht geben, daß die Wirkung der Staatsausgaben auf die Erhöhung der Nominalnachfrage von der Finanzierungsweise abhängt. Aber eine Ausweitung der Regierungsausgaben findet statt nicht, weil sich die Geldmenge erhöht, sondern die Geldmenge ist größer, weil die Regierung mehr Geld auszugeben wünscht. Es ist daher nicht die Geldpolitik, die die Fiskalpolitik hervorgerufen hat, sondern die Fiskalpolitik hat die Geldpolitik zur Emission einer größeren Geldmenge angeregt.

Ein weiterer Teil der Geldmenge strömt zu den Handelsbanken oder in den öffentlichen Verkehr, zum Beispiel durch die Offen-Markt-Operationen. Dies mag wohl die Geldmenge sein, die den von Friedman geschilderten Effekt ausüben könnte. Diejenigen, die Wertpapiere, d. h. nutzbringendes Vermögen der Zentralbank verkauft haben, wünschen nun das dafür erhaltene Geld ertragsfähig anzulegen. Im Laufe dieses Prozesses verändert sich die Portfoliostruktur. Der Effekt der vergrößerten Geldmenge mag den Portfoliobereich überschreiten und eine Nominalnachfrage nach reproduzierbaren Gütern auslösen. Besonders in Inflationszeiten, als die vermögenbewahrende Funktion des Geldes abnimmt, sind die Wirtschaftssubjekte bestrebt, ihr durch Offen-Markt-Operationen oder anderswie gewonnene Geld loszuwerden, es in wertbeständigen Vermögensobjekten anzulegen. Unter den Umständen der Inflation erscheint Friedmans Kritik über Keynes stichhaltig zu sein: in seiner Analyse der vermögenbewahrenden Funktion des Geldes richtete Keynes sein Augenmerk nur auf die Substitutionsbeziehung zwischen Geld und festverzinslichen Wertpapieren und beschäftigte sich nicht mit der Substitutionsbeziehung zwischen Geld und anderen Vermögensobjekten.

Aber auch in Inflationszeiten werden sich die Wirtschaftsobjekte hüten, das im Prozeß der Offen-Markt-Operationen erworbene Geld in reproduzierbaren Gütern anzulegen, wenn in einer bevorstehenden schlechten Konjunktur die als Vermögen gehaltenen Realgüter nicht, oder nur unter ungünstigen Bedingungen realisiert werden können. In diesem Falle besteht nämlich die Gefahr, daß sie Verluste erleiden oder ihre Liquidität verlieren. Unter solchen Umständen kann der auf die Umgestaltung der Struktur der Vermögensbilanz gerichtete Effekt den Portfoliorahmen nicht überschreiten und erhöht nicht die Nominalnachfrage nach reproduzierbaren Gütern. Und „the rates of return on financial assets would have adjusted themselves in such a manner as to make people content to hold the larger stock of money.“<sup>2</sup> Übrigens mag

<sup>2</sup> HAHN, F. H., Professor Friedman's Views on Money, *Economica*, Februar 1971, 75. p.



unter den Verhältnissen der Kostinflation die angewachsene Geldmenge benötigt sein, die steigende Preissumme der Waren zu realisieren.

Der Portfolio-Gleichgewichtseffekt, die Tatsache, wie die Vermögenhalter, angesichts der erhöhten Geldmenge, die Struktur der Vermögensbilanz ändern, ob sie nur Finanzvermögen oder auch reproduzierbare Realvermögen kaufen und welche Kombination der Wertpapiere innerhalb des Finanzvermögens verwirklichen, hängt von der Wirtschaftslage ab. Bei Friedman dagegen ist es gerade die Verwendung der angewachsenen Geldmenge zum Kauf von Finanz- und Realvermögen, die die Erwerbsrate dieser Vermögensobjekte verändert und die konjunkturellen Fluktuationen verursacht.

Bezüglich der Rolle, die die Geldmenge in der Beeinflussung der Nominalnachfrage spielt, ist Friedman recht, wenn er sagt, daß der Anstieg der Nominalnachfrage, besonders wenn die Umlaufgeschwindigkeit auf die lange Sicht abnimmt, eine Erhöhung der Geldmenge voraussetzt. Aber die rein quantitative Zunahme des Geldes braucht die Nominalnachfrage nach reproduzierbaren Gütern nicht unbedingt zu erhöhen. Obwohl die aggregierte Nominalnachfrage sich als das Produkt der Geldmenge und der Umlaufgeschwindigkeit ausdrücken läßt, kann Friedman trotzdem nicht erweisen, aufgrund welcher Faktoren die aggregierte Nachfrage gewachsen ist. Sein Konzept ist oberflächlich im Vergleich mit der Keynesianischen Erklärung der aggregierten Nachfrage durch Ausgaben.

Ähnlich können wir auch gegen Friedmans Behauptungen über die Änderung der Steuerrate argumentieren. Wenn bei konstanter Geldmenge und konstanten Regierungsausgaben die Steuerrate steigt, ist es nicht notwendig, die mit dem Absinken der Regierungskredite freigewordene Geldmenge zum Warenkauf zu verwenden. Daher ist es nicht gesichert, daß aggregierte Nachfrage nicht abnehmen wird.

Sicherer als der Effekt der monetären Expansion ist die Wirkung der monetären Einschränkung. Die Erfahrungen z. B. der 1970er Jahre in den U.S.A. liefern den Beweis, daß die monetären Restriktionen die Inflation nicht gestoppt haben, wohl aber mit der gespannten Situation auf den Kreditmärkten zum Abbau der Produktion, vor allem durch den Rückgang der Bautätigkeiten, beigetragen haben.

Ähnliche Argumente können auch gegen eine andere Behauptung Friedmans verwendet werden. Er meint, daß es bei konstanter Geldmenge keine Kostinflation geben könne. Wenn das Preisniveau steigt, weil sich die Kosten bei konstanter Geldmenge erhöht haben, werden Produktion und Beschäftigung abnehmen. Somit kann sich eine Inflation auch bei unveränderter Geldmenge entfalten.

In bezug auf den Effekt der Geldpolitik können wir behaupten, daß sie zwar zur Herausbildung der guten und besonders der schlechten Konjunktur beitragen kann, aber sie nur eine der Konjunkturfaktoren ist. Die Zyklen bilden sich als eine

<sup>3</sup> MODIGLIANI, F., *The Monetarist Controversy or, Should We Forsake Stabilization Policies?*, *The American Economic Review*, März 1977, 12. p.

Resultante dieser Faktoren heraus. Es kann vorkommen, daß unter diesen Faktoren die Geldpolitik die Oberhand gewinnt, oder daß bei anderen Faktoren auch der Effekt der monetären Politik nötig ist, um die Waage zum Ausschlagen zu bringen. Die Geldpolitik übt auf die Belebung der Wirtschaft kräftigere Wirkung in einer Periode aus, als die anderen Konjunkturfaktoren eine verhältnismäßigere wirtschaftliche Entwicklung sichern und als jene Sektoren ein bedeutendes Gewicht in der Wirtschaft haben, die weniger krisen-empfindlich sind (wie der Sektor der Dienstleistungen und der Staatssektor). Aber die Geldpolitik konnte diese ihre Wirkung nur in Gemeinschaft mit den anderen Faktoren erreichen.

Der Autor dieses Aufsatzes ist der Meinung, daß Friedman von den auf die Konjunktur auswirkenden Faktoren willkürlich den monetären Faktor auserwählt und seinen Effekt unabhängig von der konjunkturellen Lage präsentiert. Bei ihm verursacht gerade die unerwartete Änderung der Geldmenge konjunkturelle Fluktuationen. Und für den Umstand, daß in der heutigen kapitalistischen Wirtschaft die konjunktur-bestimmende Rolle des monetären Faktors angewachsen ist, liefert er die Erklärung, daß für alle früheren zyklischen Wandlungen, einschließlich der großen Wirtschaftskrise in den Jahren 1929—1933, die monetären Faktoren verantwortlich gewesen waren.

Ein Grundpfeiler der Hypothese der natürlichen Rate ist das Marktträumungsparadigma. Bei Friedman spiegelt die Änderung der relativen Preise Allokationsaufgaben wider, die mit der Realsphäre verbunden sind und den Einklang der Nachfrage und der Produktion sichern. Dagegen drückt das Verhalten des Preisniveaus eine Änderung der monetären Sphäre aus. Wenn die Geldmenge und mit ihr die aggregierte Nominalnachfrage sinken, hält das Fallen des Preisniveaus eine Realnachfrage aufrecht, die nötig ist, eine stabile Beschäftigung zu sichern.

Untersuchen wir nun den Wirklichkeitsgehalt der obigen Behauptung. Nach der marxistischen Theorie drückt das Gleichgewicht der aggregierten Nachfrage und des aggregierten Angebots das Gleichgewicht der sozialen Reproduktion, der Produktion der Konsumgüter und Produktionsmittel in einem Modell der reinen kapitalistischen Wirtschaft aus, welches Modell, wegen der Vereinfachung der Auseinandersetzung nur produktive Kapitalisten und Arbeiter beinhaltet. Nehmen wir klassische Zyklen an, die für dieses Modell typisch sind. Dann werden das Absinken der Investitionsaktivität und der Rückgang des Gewichts des Sektors der Produktionsmittel in der sozialen Gesamtproduktion eine Abnahme der aggregierten Nachfrage hervorrufen. Infolgedessen wird die Konsumnachfrage jener, die in der Herstellung der Produktionsmittel beschäftigt sind, sinken, während sich die Struktur des Gesamtangebots zugunsten der Konsumgüter verschieben wird. Der Abstieg der Investition vermindert auch den Profit der kapitalistischen Klasse. Im Gegensatz zu Friedmans Konzept, spiegelt die Gestaltung des Preisniveaus auch eine Allokationsänderung und nicht nur eine Inflations- oder Deflationsbewegung wider, die sich in der monetären Sphäre zeigt. Deshalb kann die gleichmäßige Emissionsrate als eine bloß in der monetären

Sphäre getroffene Maßnahme die ungestörte Entwicklung der kapitalistischen Wirtschaft nicht sichern. Sie kann die Erschütterungen der kapitalistischen Wirtschaft, die sich aus der Realsphäre ergeben, nicht beseitigen. Indem Modigliani Friedman kritisiert, beruft er sich auf Tatsachen: „... our most unstable periods have coincided with periods of relative monetary stability.“<sup>3</sup>

Versuchen wir nun zu erschließen, indem wir uns auch der von der modernen Wirtschaftswissenschaft dargestellten Mechanismen bedienen, was das ungestörte Absinken des Preisniveaus in der Periode der klassischen Überproduktionskrise erreichen kann. Ist es fähig, die Disparität zwischen den beiden Produktionssektoren zu vermindern? Ist es imstande, den Profit der kapitalistischen Klasse zu erhöhen?

Das Absinken des Preisniveaus erhöht zwar die Nachfrage nach Konsumgütern, würde aber den Profit der kapitalistischen Klasse nur dann erhöhen, wenn es den Verbrauch und die Investition der kapitalistischen Klasse stimulierte, oder das Sparen der Arbeiterklasse verminderte, und sie möglicherweise zu Ausgaben über ihre Geldlöhne hinaus anregte.<sup>4</sup>

In der neueren Literatur weist man oft auf die verschiedenen Vermögenseffekte hin, die mit dem Fallen des Preisniveaus einhergehen. Beim sinkenden Preisniveau nimmt der Realwert von Geldvermögen, Wertpapieren mit festem Nominalwert zu (real balance effect, real financial effect). Indem das sinkende Preisniveau die reale Geldmenge erhöht, vermindert es den Zinssatz, in dessen Folge der Wechselkurs und mit ihm auch der Realwert der festverzinslichen Wertpapiere eine Steigerung verzeichnen. Das Absinken des Zinssatzes kann, über den Vermögenseffekt hinaus, zur Konsumkreditaufnahme anregen, die Investition stimulieren.

Aber die vom Absinken des Preisniveaus ausgelösten obigen Effekte, wie auch der Effekt der Änderung der Vermögensstruktur, sind konjunkturbedingt. Ihre Rolle ist besonders unsicher in Krisenzeiten. Trotz der Zunahme ihrer Realvermögen werden die Arbeiter ihre Ersparnisse kaum vermindern, wenn sie die Zukunft pessimistisch beurteilen. Bei ungünstigen Profitserwartungen wird auch die kapitalistische Klasse ihre Konsumnachfrage mutmaßlich nicht erhöhen, nur weil ihr Realvermögen gestiegen ist. Ein niedriger Zinssatz regt zur Aufnahme von Konsumkrediten, und folglich zu Ausgaben, die die Arbeitslöhne überschreiten, nur wenn der Kreditnehmer hofft, seine Schuld auch zurückzahlen zu können. Aber in ungünstigen wirtschaftlichen Verhältnissen weigen sich die Leute, sich in Schulden zu stürzen. Auch die Unternehmer werden ihre Investitionen bei einem sinkenden Zinssatz nur erhöhen, wenn die Profiterwartungen günstig sind. Brainard und Cooper schreiben über den vom Sinken des Zinssatzes ausgelösten Vermögenseffekt wie folgt: „We do not yet understand how much is permanent and how much is regarded by

<sup>4</sup> KALECKI, M., *The Determinants of Profits*, in: *Selected Essays in the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge, 1971, 78–92. pp.

wealth holders as representing temporary vicissitudes in monetary policy, with negligible influence on spending.“<sup>5</sup>

Wenn die aggregierte Nominalnachfrage sinkt, weil das Gleichgewicht zwischen den beiden Sektoren der sozialen Gesamtproduktion umgestürzt ist, braucht die vom Absinken des Preisniveaus verursachte Konsumnachfrage die verminderte Konsumnachfrage der in der Produktion der Produktionsgüter Beschäftigten nicht zu ersetzen, und auch der eventuell sinkende Zinssatz soll die Investition nicht zwangsläufig stimulieren. Deshalb braucht das Fallen des Preisniveaus *per se* das Zustandekommen des Gleichgewichts zwischen den beiden Produktionssektoren nicht zu beeinflussen. Es ist eine Erfahrungstatsache, daß in der Geschichte des Kapitalismus das sinkende Preisniveau mit den ihm zugeschriebenen Effekten weder den Umsturz des Gleichgewichts zwischen den beiden Sektoren der sozialen Gesamtproduktion zu verhindern, noch die Entstehung klassischer Überproduktionskrisen zu verhüten vermochte. Zudem erweisen die heutigen Preise in der kapitalistischen Wirtschaft im allgemeinen keine abwärts gerichtete Flexibilität. Wenn aber der Preismechanismus den Markt nicht räumen kann, so besteht die Möglichkeit einer Staatsintervention in die Wirtschaft. Übrigens ist die Regierung in der heutigen Entwicklungsphase der kapitalistischen Wirtschaft gezwungen, gerade im Interesse und zur Verteidigung kapitalistischer Wirtschaftsentwicklung mehr und mehr solche Aufgaben auf sich zu nehmen, die der kapitalistische Privatsektor nicht willig oder nicht fähig ist zu lösen.

<sup>5</sup> BRAINARD, W. C. und COOPER, R. N., Empirical Monetary Macroeconomics: What Have We Learned in the Last 25 Years?, *The American Economic Review*, Mai 1975, 172. p.

# The Domestic and International Equilibrium of the Hungarian Economy in the Years Following the Stabilization (1924—1931)

KATALIN FERBER

“It has been proved that our country is unable to pursue an independent, healthy economic policy within the framework of Trianon: our prosperity is subordinated to the general international conditions to such an extent that in the given situation our scope of activity is strictly limited to moderating as much as possible the harmful effects of world economic trends. Though we won our independence in the field of political law, we are all the more dependent economically on the nourishing power of foreign countries.” These bitter words were written by a Hungarian banking expert during the great depression.<sup>1</sup>

After the troubled years of the World War and inflation, in 1924 the Hungarian economy stabilized by English management and participation appeared to be linked to the international circulation of trade and capital.

The two basic principles of stabilization are—somewhat simplified—on the one hand to create a bank with the monopoly of note issue “independent” of the state (or rather in relation to this fact to keep the rate of exchange of the new currency “pengő” steady) and on the other hand to create and maintain a budget balance. In my lecture I will examine the way the two basic principles were realized.

While 46.3 per cent of the Hungarian Net National Product came from agriculture in the year of stabilization, this branch had an even bigger role in foreign trade: in 1926, 67 per cent of exports were agricultural products<sup>2</sup>, and at the same time nearly half of the imported products were industrial finished goods.

Compared to the period before the world-war the number of credit items in the international balance of payments decrease: following the stabilization the most important item of the invisible accounts—remittances of emigrants—continually decreased, so the position of the balance of payments basically depended on the structure of the balance of merchandise trade. The situation was worsened by the fact

Katalin Ferber, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise Budapest, Űri u. 53. 1014.

<sup>1</sup> Tibor Rácz, *A Magyar Nemzeti Bank tíz éve* (Ten Years of the Hungarian National Bank) p. 72. (Ph.D. 1933).

<sup>2</sup> The calculation was made on the basis of the data of the National Bank of Hungary.

that the balance of payments was already “depressed” partly because of debts from before the war, partly due to the payment of reparations.

The stabilization program, started simultaneously with the granting of the League of Nations Loan, had quick and significant results. The greatest contributions were from the tax reforms initiated in the years of inflation, especially the introduction of an important new tax category, the turnover tax.

The National Bank of Hungary began its operations at the same time. The “pengő” became the new currency. Its basis was the Gold Exchange Standard, as the securities of the bank of issue were not only precious metals, but foreign exchange and currency convertible into precious metals as well. Budgetary management of money was unified and strictly joined to the monetary circulation by consolidating all earlier public finance operations of different banking institutions in the hands of the bank of issue.

Immediately after the stabilization a torrent of foreign credits came into the Hungarian economy. The inflow of credits was so rapid and on such a large scale, that already in 1926 the government tried to limit expansion of debts by departmental order. In 1927, however, there was a dual decline in the foreign trade balance compared to the previous years. Not only did imports grow significantly but exports decreased. The domestic fiscal policy regime had no doubt that a policy based on expanding debts was hopeless. It was clear already in 1927, that even to cover the service costs of debts further credits would be required, and if the volume of credits were only modestly decreased, this policy would come to an end.

A double trend could be observed in this period: while the Government tried to obtain further large foreign credits, following the instructions of leading English banking experts tried to limit the inflow of foreign loans. Concerning the discussions with the directors of the Bank of England one of the directors of the Hungarian bank of issue evaluated the English conception as follows:<sup>3</sup>

“Summing up the talks in the circles of the Bank of England it appears that the idea is that Hungary possibly should not receive foreign loans because these would worsen the foreign trade balance of the country. (In this idea the typically English theory, that the loan was the primary cause and the foreign trade balance was only the result, was reflected.) Against this idea I tried to explain that Hungary needed the import of capital to some degree, because today’s productive capital stock was insufficient to cover our needs in consumption and the burdens of our earlier debts. In my opinion the most important thing for us was to obtain the import of this foreign capital as cheaply as possible. Thus we have to regard not so much the provision of sufficient cover for the foreign loans—what the official English idea would be—but rather keeping the interest cost as low as possible.”

The further credit planned in 1927 which exceeded the amount of the League of Nations Loan was not successful. The English experts (above all Niemeyer) insisted

<sup>3</sup> Hungarian National Archives. Notes from Béla Imrédy. 1928.

that the Hungarian Government urgently set up a state organ able efficiently to control the volume of loans and their disposition.

The Bill was drafted, but its final form was a compromise since the National Bank of Hungary did not agree to the provision that the corporation controlling loans should consist mainly of the representatives of Ministries: they insisted on the dominance of banks.<sup>4</sup>

If we examine what the economy used the foreign debts for, according to a survey made in 1931, we get a peculiar result. First of all we should stress that half the amount of debts came from the period before the war. It can be proved that it was not so much the absolute volume of debts that was really dangerous, but this rate and structure. We could outline two peculiarities of the inflow of credits following stabilization: one, most of the credits served infrastructural purposes (credits for counties, cities, and municipalities) two, the yearly increase of short-term credits reached the amount of long- and medium-term credits and even exceeded them in certain calculations. For the latter there were several reasons: one of them was the significant amount of commercial credits, another that in this period it was rather rare for certain industrial enterprises to receive long-term credits directly. This was replaced by a large volume of short-term credits settled by the mediation of domestic banks but used by the companies mainly for long-term purposes: this made repayment rather uncertain.<sup>5</sup>

We may see the same distribution if we examine the investments from budgetary funds and other income of the state, (the free part of the League of Nations Loan): in the years following stabilization: mainly infrastructural investments were made from the central monetary funds of the state in amounts similar to those of the county and municipal loans.

During the eight years following the reorganization in 1924 the balance of budget centralized and redistributed significantly expanded amounts. Expenditures grew by 58 per cent, income by 8 per cent. The published budgetary data from this period always show a surplus, altogether 410 million pengő excess of income over expenditure. But if we consider the amounts based on special law or those coming mainly from the state loans, and if we do not take the printed budgetary data too seriously, it is clear that this surplus was purely result of technical financial transactions. The budgetary year 1930/1931 was closed with an effective deficit of at least 232 million pengő instead of the 200 thousand surplus shown: the next budgetary year closed with a deficit of 180 million.

So considering this eight-year period, as a whole, only 16 million pengő remain instead of the nearly half billion sum of the "official" budget surplus.<sup>6</sup>

<sup>4</sup> Hungarian National Archives. The letter of the president of the National Bank of Hungary to the Minister of Finance. 1928.

<sup>5</sup> Magyarország nemzetközi fizetési mérlege és külföldi tartozásai az 1931 évben (The Balance of International Payments and Foreign Debts of Hungary in 1931). Written by Gyula Szigeti and Gyula Walder. Budapest 1932.

<sup>6</sup> Sándor Hajdrik. Államháztartásunk alakulása a szanálás óta. (Our State Household Since the Stabilization) *Közgazdasági Szemle* (Economic Review) 1933. The amount of the budget deficit is somewhat

As is well-known, after the financial collapse, in Vienna and Berlin it became clear that the Hungarian stabilization and last but not least the "goodwill" of the League of Nations could be saved only by another financial control and a second "stabilization".<sup>7</sup>

The quick relief measures did not help: it became clear that the Hungarian economy could be saved from total collapse only by a rather large long-term credit-transaction that could guarantee the repayment of at least a part of the earlier credits. In the summer of 1931, however, the international financial market was unable to do that for well-known reasons. Countless secret, confidential and strictly confidential reports were made then in order to survey the real situation of the Hungarian economy. As one of the American experts said: "It is not so much the crisis that makes the situation of the Hungarian economy so serious, but the fact that the Government does everything to minimize the seriousness of the real situation."<sup>8</sup>

Comparing the long-term budgetary surplus with the significant international debt increase in the short term, we can state the following:

—adopting the gold exchange system necessarily came together with a quick and significant debt increase in order to maintain the domestic stability of the currency, since maintaining the domestic stability of the currency along with a steadily passive balance of trade could be achieved only with a permanent inflow of credits,

—in spending the loans (with respect to the long-term loans) the reconstruction and replacement of infrastructure, which had been neglected for more than ten years, continually dominated,

—domestic budget investments were used for the same purposes so in this respect there was no significant difference between the use of domestic and foreign state financial sources,

—the budget surplus and also rather high rate of currency reserve of the National Bank of Hungary were steadily based on foreign resources, so the stabilization of 1924 immediately collapsed because of suspension of foreign loans. The Hungarian economy was in "virtual" equilibrium.

---

higher compared to that of the so called "Jacobson report" (Hungarian National Archives, Ministry of Finance, Reserved Papers of the President. (1931. K. 256). At one of the meetings of the so-called National Committee No. 33., established in 1931, the Minister of Finance stated the deficit of the year 1930–1931 as around 470 million pengő. (National Archives. K 513. 1931. session 13.)

<sup>7</sup> The report of Nicholas Roosevelt to the State Department in June 1931 on the Hungarian situation. (U.S. Diplomatic Archives.)

<sup>8</sup> *Ibid.*



## CHRONIQUE

---

# Wissenschaftliche Diskussion anlässlich des 100. Jahrestages der Geburt Otto Bauers

Die Abteilung für Neuzeit und Zeitgeschichte des Instituts für Geschichte der Ungarischen Akademie der Wissenschaften veranstaltete am 15. Januar 1982 anlässlich des 100. Jahrestages der Geburt von Otto Bauer eine wissenschaftliche Diskussion. Vorsitzenden der Diskussion waren *Péter Hanák*, *János Jemnitz* und *Tibor Hajdú*.

Nach der Eröffnungsrede von *Ferenc Mucsi*, stellvertretender Direktor des Instituts für Geschichte der Ungarischen Akademie der Wissenschaften stellte *Emil Niederhauser* in seinem Vortrag: "Otto Bauer und die Nationen ohne Geschichte" im Zusammenhang mit der Auffassung der II. Internationale über die Nation auf Grund der Auffassung von Marx und Engels fest: von der auf den Begriffen Nation-Kapitalismus-Nationalstaat beruhenden marxistischen Konzeption ausgehend war es im Habsburgerreich nicht leicht, das Nationalproblem zu ermessen und eine Lösung zu finden. Die österreichischen Sozialdemokraten durften auch die eindeutige Behauptung von Engels — daß nämlich auf das Reich der Habsburger gegenüber der Machtbestrebungen des zaristischen Rußlands ein Bedarf besteht — nicht außer acht lassen. Otto Bauer, der in deutsch-tschechischer Umgebung das Tageslicht erblickte und als junger Mann die ständigen deutsch-italienischen Konflikte in Südtirol erlebte, entfaltete auch auf Grund seiner persönlichen Erfahrungen sein nationales Programm.

Ein entscheidender Punkt der Bauerschen Theorie ist die Kategorie der Nationen ohne Geschichte. Die Nationen ohne Geschichte waren im Reich — Bauer zufolge — die Ukrainen, Slowenen, Rumänen, ferner die Serben und Slowaken, die historischen Nationen die Deutschen, Ungarn, Tschechen, Polen, Kroaten, Italiener. In gesellschaftlicher Hinsicht hatten die sog. historischen Nationen im Feudalismus eine eigene herrschende Klasse, die grundstückbesitzende Aristokratie und den Adel. Von politischer Seite her analysierend gab es tatsächlich gewisse politische Institutionen, Ständeorganisationen, durch welche sie auch in die Politik des ganzen Reiches mit einsprechen konnten. Die sog. geschichtslosen Nationen verfügten über all dies nicht. Obwohl diese grundlegenden Unterschiede zwischen den historischen und geschichtslosen Nationen zur Zeit des Kapitalismus bereits im Verschwinden begriffen waren, sah es Bauer, — der in seinem 1907 veröffentlichten Buch, „Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie“ seine Anlyase mit dem späten Mittelalter beginnt — klar: innerhalb des Habsburgerreiches spielten die historischen Nationen sogar im Dualismus eine bedeutendere Rolle, als die sog. geschichtslosen.

Auf der politischen Oberfläche haben noch immer eher sie die Geschichte gestaltet, bei den Beschlüssen konnten sie ihre eigenen Interessen besser zur Geltung bringen. Die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Veränderungen wirkten aber bereits in Richtung der Aufhebung dieser Doppelheit.

Otto Bauer, der Politiker verfolgte vor allem die als Ergebnis der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen Veränderungen zustandegekommene politische Bewegung mit Aufmerksamkeit. Seine Analyse hat deshalb trotz ihrer zweifellosen Ergebnisse bereits damals eine Diskussion ausgelöst. Das Attribut „geschichtslos“ hielt Bauer nicht für demütigend, er wollte damit auf die nachteilige Situation hinweisen, um die Jahrhundertwende aber und besonders heute scheint das Attribut „geschichtslos“ schmachvoll zu sein.

*László Kóvágó* setzte die Analyse der politischen Ideen Otto Bauers unter dem Titel „Wendepunkte der kulturellen nationalen Autonomie“ fort. Die kulturelle nationale Autonomie ist ein Grundsatz des Austromarxismus — und Otto Bauers. Der beim Brünner Kongreß von 1899 gefaßte Beschluß wollte Österreich so zu einem demokratischen, Nationalitäten- und Bundesland verwandeln, daß an Stelle der historischen Erbprovinzen durch Nationalitätengrenzen getrennte autonome Gebiete geraten. Wo es wegen der gemischten Nationalitätenzusammensetzung der Bevölkerung als unreal erschien — und das ist der Vorschlag von Bauer und Renner — hätte als Korrektiv das außerterritoriale, personelle Prinzip angewandt werden sollen, daß man durch die Aufstellung der nationalen Kataster durchzuführen wähte.

Der nationale Kataster und das dementsprechende Wahlsystem wurde 1905 in Mähren und Bukowina, dann nach der Annexion in Bosnien-Herzegowina eingeführt. Otto Bauer konnte mit einer gewissen Genugtuung 1907 davon schreiben, daß der nationale Kataster 1899 Utopie gewesen und 1905 bereits in Mähren Gesetz geworden ist. Aber in der noch im gleichen Jahr im „Kampf“ erschienenen Studie schreibt er, daß das Prinzip der personellen Autonomie unhaltbar sei, weil die Erwartung der Austromarxisten nicht erfüllt wurde: die nationalen Diskussionen konnten nicht auf das Nebengleis der gesellschaftlich-politischen Kämpfe geschoben werden.

Auf die Idee der kulturellen nationalen Autonomie drängten in der Sozialdemokratischen Partei Österreichs überwiegend die Sozialdemokraten der Nationalitäten. Bereits Lenin machte darauf aufmerksam, daß beim Brünner Kongreß von 1899 die südslawischen (slowenischen) Sozialdemokraten ein Programm unterbreitet haben, demzufolge ein jedes, in Österreich wohnhafte Volk, unabhängig von dem durch dasselbe bewohnte Gebiet als eine solche autonome Gruppe betrachtet werden kann, welche alle ihrer nationalen (sprachlichen und kulturellen) Angelegenheiten völlig selbständig erledigt. Nach der Auflösung der Monarchie versuchten jedoch die nationalen Bewegungen die Nationalitätenprobleme auf Grund des territorialen Prinzips neu zu regeln. Das haben auch die Friedensverträge um Paris angenommen, obwohl in die Verträge zugunsten der Minderheiten gewisse Garantien eingeschlossen wurden. Darin kam jedem Zeichen nach auch die Wirkung des Austromarxismus zur Geltung.

Der Einfluß dieses Prinzips kann auch außerhalb des Gebiets der Monarchie erwiesen werden. Obwohl die Bolschewiki, hauptsächlich Lenin, das Prinzip der kulturellen nationalen Autonomie oft verurteilt haben, wurde das Programm in 1912 durch die Menschewiki des gemischt bewohnter Kaukasus angenommen. Das Statut über die personelle-nationale Autonomie vom 2. April 1918 der kurzlebigen zentralen ukrainischen Rada spiegelt eine austromarxistische Wirkung wider. Auch die bürgerlichen Parteien Rußlands, sowie der Bund haben den Standpunkt der österreichischen Marxisten angenommen und im weiten Kreise popularisiert. Auch in der Ungarischen Räterepublik wurde zwischen den Anhängern des territorialen und nationalen (personellen) Organisationsprinzips ein heftiger Kampf geführt, die Vertreter des letzteren Standpunktes kamen vor allem aus der Reihe der Nationalitäten, genauer der Deutschen.

Zwischen den beiden Weltkriegen wurde in Lettland und Estland die kulturelle-nationale Autonomie auf Grund des personellen Prinzips eingeführt. In Lettland dehnte sie sich auf das Schulwesen der Nationalitäten aus. In Estland wurde auf Grund des am 5. Februar 1925 erlassenen Gesetz in einem Register, Kataster festgelegt, wer zu je einem Nationalitätengremium gehört. Zum Kompetenzbereich der Gremien gehörten Fragen der Schulorganisation, der Verwaltung und Überwachung, die Angelegenheiten der Bibliotheken, Museen, des Theaters, Films, die Aufführungen und Vorträge in der Muttersprache, die Pflege der Traditionen, usw. Die selbstregierenden Gremien konnten Verordnungen mit verbindlicher Kraft ausgeben, Steuer aussetzen, Nationalitätenbeamten und Pädagogen ernennen.

Die lettischen und estländischen personellen Autonomien erlangten durch die von 1925 an regelmäßig abgehaltenen europäischen Minderheitenkongresse internationale Bedeutung. Auf Einfluß der Vertreter der mit dem Austromarxismus sympathisierenden Minderheiten wurde die kulturelle Autonomie auf die Liste der Nationalitätenforderungen aufgenommen. Die Regierungen haben aber diese Prinzipien im Interesse ihrer eigenen Ziele manipuliert. Die Sieger strebten die Ausspielung der Minderheitengarantien an, die Verlierer hingegen versuchten die Verteidigung der Minderheit zur Verwirklichung ihrer revisionistischen Ziele zu nutzen. Daraus folgte, daß die Friedensverträge nach dem Zweiten Weltkrieg und die UNO die Nationalitätenfrage eindeutig dem Kompetenzbereich der betroffenen Länder zugewiesen haben. Auf diese Weise ist die Wirkung der außerterritorialen kulturellen Autonomie-Idee der Austromarxisten aus der internationalen Nationalitätenpolitik verschwunden.

*János Jemnitz* betonte in seinem Referat unter dem Titel „Bauer, die II. Internationale, der Krieg und die russische Revolution von 1917 (1910—1917)“: Otto Bauer, der 1907 sich in der österreichischen Arbeiterbewegung einen Ruf erworben hat, ist nach 1910 auf den Foren der II. Internationale zu einer der bekanntesten Gestalten der internationalen Bewegung geworden. Zu dieser Zeit wurde die II. Internationale vor allem durch den Krieg, den Militarismus, die Kolonisation; die Möglichkeiten der Demokratisierung und die Beurteilung des Staatsapparates; die

Teuerung und den Kampf der Gewerkschaften um die Wahrung des Lebensniveaus beschäftigt. Dieses nicht vollständige Inventar umfaßt alle Probleme, mit welchen sich Bauer vor dem Ausbruch des Krieges beschäftigt hat.

Bauer, der Politiker, der die Wirklichkeit sehr genau kannte und auf die Veränderungen sehr schnell reagierte, bestand bis zum Ende seines Lebens auf seinen 1908 erörterten Standpunkt: er hat die langsame, organische Entwicklung, die Reform für die optimale Lösung gehalten, aber wenn die Macht diesen Weg endgültig sperrt, dann und nur dann darf die Progression das letzte Mittel, die Revolution wählen. Zur Zeit der Meldung der Kriegsgefahr, 1911 hat er wie folgt formuliert: wenn das Zeitalter des Friedens zu Ende gegangen ist, bedeutet es gleichzeitig, daß auch die Epoche abgeschlossen wurde, als die Revolutionen für ausgeschlossen gehalten wurden, denn die Revolutionen werden oft von den Kriegen erzeugt. Dieser grundlegende Satz hat seinen Standpunkt über die verschiedenen Fragen bestimmt.

Auf die mit der Militarisierung einhergehende Teuerungswelle wurde der Redakteur des „Kampfes“ bald aufmerksam. In seinen Artikeln, Vorträgen hat er sich mit dieser Erscheinung und den damit zusammenhängenden Aufgaben der Gewerkschaften oft beschäftigt.

Auf den Spalten der Zeitschrift „Szocialismus“ (Sozialismus) ist der Aufsatz „Die Teuerung und der Arbeitslohn“ im Jahre 1910 erschienen. In diesem widerlegt er die Feststellung der Kapitalisten und Agrarier, derzufolge die Erhöhung der Arbeitslöhne die Teuerung ausgelöst hätte: „... die Erhöhung der Löhne und die Erhöhung der Preise geht in der Regel gleichzeitig vor sich ... infantile Menschen denken dann, daß die Erhöhung der Arbeitslöhne die Teuerung auslöse. In der Wirklichkeit verursacht jedoch nicht der Arbeitslohn die Teuerung, sondern der gemeinsame Grund der beiden ist die günstige Konjunktur.“ Er verwirft die lassalleanische, bakuninsche These — aber auch die auf unmittelbare revolutionäre Aktion drängende Ansicht Rosa Luxemburgs —, und betont, daß die Gewerkschaften um den höheren Arbeitslohn kämpfen müssen, denn das in den Monopolen organisierte Kapital kann nur durch eine entsprechend kraftvolle, organisierte Arbeitsbewegung zur Wiederverteilung des Mehrwertes gezwungen werden. Und diese Form des Klassenkampfes ist eine unausweichliche Aufgabe der Gewerkschaften. (Der Referent der Frage der Teuerung wäre beim weggefallenen Wiener Kongreß von 1914 gerade Bauer gewesen.)

Dieser Klassenkampf ist mit dem Kampf gegen den Krieg und der Erweiterung der Demokratie eng verflochten. Bauer machte in seinen Aufsätzen über den Imperialismus unter den ersten auf die Kriegsgefahr aufmerksam. Er hat die Illusion angegriffen, daß niemand das Risiko des Krieges übernehmen würde, denn die Kosten des Krieges sind unberechenbar. Beim Kongreß der österreichischen Partei im November 1912 hat er im Zusammenhang mit der Kriegsgefahr über die Verantwortung der Presse gesprochen. Darüber nämlich, daß die Presse die antimilitaristischen Massenbewegungen, die antimilitaristischen Beschlüsse der sozialdemokratischen Parteien totschießt. Bauer beteiligte sich sehr aktiv an der antimilitaristischen

Bewegung, war z. B. ein Redner der im November 1911 in Budapest gehaltenen demonstrierenden Großkundgebung. Er betrachtete diese Form der Information der Massen als ein entscheidendes Mittel des auf die Regierungen ausgeübten Druckes. Besonders zwischen 1911 und 1913 hat er sehr viel dafür unternommen, damit für die Ablenkung des europäischen Krieges je größere Massendemonstrationen organisiert werden. Die Balkan-Kriege haben das Unglück bereits vorausgesagt und Bauer hat sich den reformistischen Illusionen entgegen auch den revolutionären Mitteln der Ablenkung des Krieges nicht verschlossen.

*Frau S. Gábor* untersuchte in der Relation von Otto Bauer und der Ungarischen Räterepublik die Periode nach 1918 des Bauerschen Lebenswerkes. Bauer war überzeugter Anhänger der sozialistischen Ideen, aber sein Zentrismus und seine daraus folgende Politik fügte 1918—1919 dem Klassenkampf des Proletariats Schaden zu: Bauer, der Theoretiker ist vor der Handlung zurückgeschreckt. Er kündigte den Endsieg des Sozialismus an und hielt die Arbeiterschaft in ständiger Kampfbereitschaft, gleichzeitig hat er sie auf Grund einer wissenschaftlichen Untersuchung davon überzeugt, daß die schwere Wirtschaftslage Österreichs, die inneren und äußeren Mißstände, die Kraft des Gegners für die österreichische Partei nicht ermöglichen, dem russischen Beispiel zu folgen.

Bei der Ausrufung der Ungarischen Räterepublik versicherte der Außenminister Deutsch-Österreichs — über Botschafter Cnobloch — Béla Kun: die freundschaftliche Einstellung seines Landes sei unverändert, von der Innenpolitik des unabhängigen Ungarns unberührt. Gleichzeitig hat er darum gebeten, daß die Räterepublik allen Versuchen, Propaganda ausweiche, welche auf die Beeinflussung der österreichischen Innenpolitik abzielen. Außer der diplomatischen Anerkennung hat auch viel bedeutet, daß er den sich nach Ungarn richtenden Waffenschmuggel stillschweigend zur Kenntnis genommen hat. Aber infolge der Ereignisse am 15. Juni — in denen Ernő Bettelheim eine bedeutende Rolle spielte — mußte Botschafter Czóbel Wien verlassen. Bauer hat Béla Kun über die Gründe seiner Entscheidung brieflich informiert. Den Wiener bewaffneten Aufstandsversuch bezeichnete er als eine verfehlt Aktion und führte gleichzeitig dem Kommissär für Auswärtige Angelegenheiten der Räterepublik aus, warum in Österreich keine Proletariermacht in Frage kommen kann. Außer den ungünstigen inneren Kräfteverhältnissen, der Lebensmittelhilfe der Entente hat er sich auch darauf berufen, daß für die Entente Österreich ein Transitgebiet nach der Tschechoslowakei und Polen darstelle, dessen Verlust nicht geduldet werde. Er hat aber auch darauf hingedeutet, daß die Interessen Österreichs und Ungarns trotz der Differenzen verflochten seien; die ungarische Konterrevolution wäre auf Österreich gefährlich, während die österreichische Konterrevolution Österreich zum Ausgangspunkt eines Angriffes auf Ungarn machen würde.

Die Revolutionsfeindlichkeit Bauers war mit seinem Demokratismus, Humanismus zweifelsohne zu vereinen. Er war den darauf angewiesenen behilflich. (Bei der Plünderung der ungarischen Botschaft in Wien hat er zwar nur nach der definitiven Note Béla Kuns Maßnahmen ergriffen, damit die Konterrevolutionäre aus dem

Gebäude der Botschaft entfernt und der Botschafter aus dem Kloster der Franziskaner befreit werden.) Ende Juli 1919 mußte er auf sein Außenministeramt verzichten, er hat jedoch in seinem Brief an Kanzler Renner wieder betont: man müsse sich bemühen, mit der Räterepublik jeden Konflikt zu vermeiden, mit der konterrevolutionären Regierung in Szeged in keinen Kontakt zu treten, im Falle der Aufhebung der Macht der Räte jedem politischen Flüchtling in Österreich Asylrecht zu gewähren, usw. So versuchte der sozialistische Bauer nach seinem Abdanken von der Außenministerwürde die Kämpfer der Revolution zu retten.

*Tibor Hajdú* betonte in seinem Vortrag unter dem Titel „Otto Bauer und die Sowjetunion“: Bauer gehörte zu den sozialdemokratischen Theoretikern, die für die russische Revolution das meiste Verständnis gezeigt haben. In seiner ersten Schrift über 1917 — die in der Übersetzung von József Pogány auch in Ungarisch erschienen ist — stellt er auf Grund seiner persönlichen Erfahrungen fest: die bürgerlich-sozialistische Koalition sei zur Konsolidation der Revolution nicht geeignet, denn es ist zwar leicht, die Portefeuilles unter bürgerlichen Politikern und Sozialisten zu verteilen, aber den Klassengegensatz der Bourgeoisie und des Proletariats zu überbrücken ist unmöglich. Die rein bürgerliche Regierung sei nicht fähig, die Boden- und Nationalitätenfrage zu lösen, den Krieg zu beenden. Das Schicksal der russischen Revolution sei hingegen der Frieden, oder die militaristische Konterrevolution. Aus diesem Grunde hat er die Arbeiterschaft der Mittelmächte aufgerufen, für das russische Beispiel zu kämpfen. Nachdem er die Politik der Bolschewiki ablehnt, sieht er in der durch die sozialistischen Parteien gegründeten Koalitionsregierung die Lösung. Seiner Meinung nach müßte die sozialistische Regierung versichern, daß die Revolution im Rahmen der bürgerlichen Demokratie bleibt.

In den zwanziger Jahren hat er auf den Grundgedanken seines 1917 verfaßten Buches nach wie vor bestanden: er hat die Proletdiktatur abgelehnt und die Befolgung des Beispiels der Bolschewiki nicht empfohlen. Die Erfolge des ersten Fünfjahrplanes, der Sieg des Nazismus, die Niederlage der österreichischen Arbeiterschaft im Jahre 1934 verursachten doch in den Ansichten Bauers einen entscheidenden Wechsel. Mitte der dreißiger Jahre betrachtete er als einzige Hoffnung des Sozialismus die Sowjetunion in Europa.

In seiner tschechoslowakischen Emigration, 1936 wurde sein letztes Buch, unter dem Titel „Zwischen zwei Weltkriegen?“ veröffentlicht. Darin ging er beim Überblicken des Weges der russischen Revolution von seinen Ansichten im Jahre 1917 aus. Mangels einer starken Bourgeoisie wurde seiner Meinung nach der Klassenkampf 1917 zwischen den Sowjets und dem zaristischen Offizierskorps entschieden, aber er erkennt bereits stillschweigend die Alleinherrschaft der Bolschewistischen Partei und ihren Versuch auf den Aufbau des Sozialismus in einem Lande als historische Notwendigkeit an. Die Bolschewistische Partei mußte — so argumentiert Bauer — unter dem Druck der Bedürfnisse des Bürgerkrieges und der Hungernot einen mächtigen bürokratischen-polizeilichen-militärischen Apparat ausbauen, demgegenüber die Rolle der Sowjets stufenweise abgenommen hat. In den zwanziger-dreißiger

Jahren erhöhten die Erfolge der Kollektivisierung und des Fünfjahrplanes die Massenbasis der Diktatur, die „herrschende Parteibürokratie“ hat ihren Kontakt zu den Massen nicht verloren.

Bauer erkennt die Ergebnisse der sowjetischen Wirtschaft als entscheidende Faktoren der Realisierung des Sozialismus an. Gleichzeitig führt er seine Meinung aus, daß die Entwicklung der Wirtschaft, die Hebung des Lebensniveaus die Rückkehr zu den demokratischen Grundlagen des sowjetischen Systems ermögliche. (Er war jedoch auch damit im klaren, daß die Gefahr der Erstarrung des bürokratischen Verwaltungssystems und damit der Festigung eines bürokratischen Technokraten-Staates als Abschluß des 1917 begonnenen revolutionären Prozesses bestehe.)

Bauer gibt die Möglichkeit des Aufbaus des Sozialismus in einem Lande zu und betont: die neuen Gesellschaftsformen entstehen in großen Ländern, und die kleinen Staaten haben diesen zu folgen. Er empfiehlt jedoch die Befolgung des Sowjet-Weges für die kleinen oder großen europäischen Länder nicht, wie es die kommunistischen Parteien betonen. In den Revolutionen nach dem Zweiten Weltkrieg — an dessen Ausbruch er keine Zweifel hegte — könne die Diktatur des Proletariats, als provisorische Notwendigkeit, im Gegensatz zum russischen Beispiel durch demokratische Organisationen, welche von den Massen kontrolliert werden, realisiert werden und unter günstigeren Umständen werde die offene Diktatur nur eine ganz kurze Zeit andauern.

Bauer empfiehlt also einen anderen, demokratischeren Weg im Jahre 1936 den Arbeitern Europas — gleichzeitig bezeichnet er am Vorabend des Zweiten Weltkrieges die Verteidigung der Sowjetunion als die wichtigste Aufgabe.

*Herbert Steiner* untersuchte unter dem Titel „Otto Bauer und der integrale Sozialismus“ die Bauerschen Anstrengungen im Interesse der antifaschistischen Zusammenarbeit der kommunistischen und sozialdemokratischen Parteien. Bauer analysierte real, ohne Illusionen, mit der Marxschen Methode die weltpolitischen Tendenzen der dreißiger Jahre. Er sah es klar, daß der Krieg unvermeidlich sei, deshalb müsse sich die Arbeiterbewegung darauf vorbereiten. In seinem bereits zitierten Buch, „Zwischen zwei Weltkriegen?“ betont er deshalb die Solidarität mit der Sowjetunion, als der einzigen Arbeitermacht und bezeichnet als wichtigste Aufgabe der Periode nach dem Sieg über den Faschismus die soziale Revolution, deren europäischen Entwicklungsprobleme.

Er drängte auf die Annäherung der Kommunistischen Internationale und der Sozialistischen Arbeiterinternationale. Als Antwort auf den VII. Kongreß der Kommunistischen Internationale wählte er im integralen Sozialismus den gemeinsamen Nenner der antifaschistischen Zusammenarbeit zu entdecken. Bauer, als Historiker hat gesehen, daß in den sozialdemokratischen Parteien das revolutionäre Element stufenweise in den Hintergrund gedrängt wurde, während sich der Zentralismus in der kommunistischen Bewegung zukosten der Demokratie verstärkte. Unter integrelem Sozialismus hat er verstanden, daß die Sozialdemokratie revolutionärer, die kommunistischen Parteien hingegen demokratischer sein sollen. So können

sie im Kampf gegen den Faschismus, die Erfahrungen voneinander integrierend, eine größere Wirkung erreichen. Das brauchen beide Richtungen im Interesse des historischen Fortschritts.

Die Konzeption Bauers wurde von beiden Seiten abgelehnt (Ernst Fischer nannte z. B. Bauer einen imperialistischen Agent). Sie wurde abgelehnt, denn sowohl die Kommunistische Internationale, als auch die Sozialistische Arbeiterinternationale erhob auf die Führung der Arbeiterbewegung allein Anspruch. Dies führte zu unnötigen, und für die Linken nur nachteiligen taktischen Auseinandersetzungen. Oft wurde die Notwendigkeit der Zusammenarbeit betont, in der Praxis wurde dafür jedoch sehr wenig unternommen. Den Großteil ihrer politischen Energie verschwendeten sie zur Bestätigung der Beschuldigung, daß ausschließlich die andere Seite die antifaschistische Zusammenarbeit verhindere. (Ein trauriges Beispiel dafür sahen wir auch im spanischen Bürgerkrieg.)

Bauer hat die Schwierigkeiten, aber auch die neuen Hoffnungen gesehen. Die Erfolge der gemeinsamen Aktionen — in Frankreich, Spanien, Österreich (trotz der Illegalität) — verstärkten seinen Optimismus. Seiner Überzeugung nach war die Grundlage des integralen Sozialismus, daß der Sozialismus — hinsichtlich seiner wirtschaftlichen, gesellschaftlichen Faktoren — hochwertiger ist, als der Kapitalismus. Er begrüßte deshalb die wirtschaftlichen Erfolge der Sowjetunion, den Ausbau der Schwerindustrie und die Ergebnisse der Kollektivierung, den kulturellen Aufschwung und die Verfassung von 1935. Er hoffte darauf, daß sich in der Sowjetunion mit der Einführung des allgemeinen Wahlrechts das Selbstbewußtsein der Massen verstärkt und sich die demokratischen Züge weiterentwickeln.

Die Schauprozesse von 1936 haben jedoch Bauer tief erschüttert. Sein Optimismus wurde zerstört, die in die Erneuerung gesetzten Hoffnungen wurden vereitelt. Er mußte einsehen, daß die Verwirklichung des integralen Sozialismus nur sehr langfristig vorgestellt werden kann. Trotzdem hat er betont, daß die Solidarität mit der Sowjetunion bewahrt werden sollte. Er erhob gegen die Prozesse sein Wort, denn daraus konnte nur der Antikommunismus Nutzen ziehen.

*Miklós Szinai* stellte in seinem Referat unter dem Titel „Die Auffassung Otto Bauers über die sozialistische Umgestaltung“ fest, daß die Widersprüche in der Politik Otto Bauers nach 1917 nicht nur mit heutigen Augen, vom Gesichtspunkt der Zeitgenossen aus auffällig sind. Die historischen Fakten beweisen, daß er in seiner Außenpolitik den Entente-Mächten gegenüber Widerstand leistete. Gleichzeitig kämpfte er mit vollem Einsatz in Österreich gegen die Anhänger der Diktatur des Proletariats. Beinahe stolz hat er 1923 darüber geschrieben, daß nicht die bürgerlichen Parteien, sondern nur die Sozialdemokratie fähig war, den Sturm des ungarischen Bolschewismus zurückzuschlagen.

Noch augenscheinlicher war der Widerspruch in der Beurteilung der internationalen revolutionären Welle. In seinem bereits zitierten Brief an Béla Kun vom 16. Juni 1919 analysiert er mit der für ihn charakteristischen Gründlichkeit die komplizierte internationale Lage. Aber einen Faktor, die Möglichkeit des Zusammentreffens der



deutschen und russischen Revolution hat er weder 1919 noch in den späteren Schriften beachtet. An Béla Kun hat er geschrieben, daß er die Weltrevolution als viel weniger gradlinig, viel langwieriger, komplizierter, nuancierter nach Zeit und Ort differenzierter vorstellt, als die Mehrheit der nächsten Freunde Kuns.

Die Auffassung Bauers über die Weltrevolution wurzelt in seinen Ansichten über die vom Kapitalismus in den Sozialismus führende gesellschaftliche Umwälzung. Den Beginn der Weltrevolution konnte er nur in den entwickelten Industrieländern — England, den Vereinigten Staaten — vorstellen, wo die wirtschaftlichen Voraussetzungen für die sozialistische Gesellschaft zuerst anreifen. Im Gegensatz zur russischen Revolution sollte die Revolution im West- und Mitteleuropa vor allem die Kontinuität des gesellschaftlichen Produktions- und Zirkulationsprozesses sichern. Jede Unterbrechung des gesellschaftlichen Stoffwechsels soll vermieden, die Verstaatlichung stufenweise durchgeführt werden. Dieser Prozeß kann Generationen lang andauern, und die Menschheit soll auf dem Weg vom Kapitalismus in den Sozialismus eine lange Reihe der revolutionären Prozesse, der staatlichen und gesellschaftlichen Übergangsformen passieren.

In der Gestaltung seiner Politik zur Zeit der Revolutionen spielten seine Ansichten über die Funktion der Bauern eine entscheidende Rolle. Er erkannte in der russischen Revolution die Bedeutung der Bodenfrage an. Aber, im Gegensatz zu Rußland, wo die Bauernschaft Verbündete der Arbeiterklasse im Kampf gegen die Bourgeoisie war, meinte er, daß in Deutschland und Österreich die Bauernschaft im Bündnis mit der Bourgeoisie gegen die Arbeiterklasse auftrete. In Rußland werde sich die Bauernschaft — nachdem sie Besitzer geworden ist — nur vorübergehend mit der Revolution verbünden, nur solange sie ihr Eigentum nicht bedrohe. Die bäuerlichen Massen bedeuteten auf dem Weg zum Sozialismus ein ungelöstes Problem. Eine größere bäuerliche Masse könnte jedoch nicht vorgestellt werden, als der bäuerliche Ozean Osteuropas und Rußlands. So hätte die Vereinigung der russischen und deutschen Revolution die europäische Revolution nicht beschleunigt, verstärkt, sondern im Gegenteil, sie hätte für den europäischen „industriellen Sozialismus“ eine unüberwindbare Schwierigkeit bedeutet.

*György Litván* untersuchte die Beziehung Otto Bauers zur ungarischen Emigration. Er betonte, daß Bauer nicht nur ein gründlicher Kenner der ungarischen Geschichte und Verhältnisse war, sondern er bewog sich so heimisch in der ungarischen Sphäre, wie dazu als Ausländer nur der Bürger der anderen Seite der dualistischen Monarchie, und nur ein Wiener fähig ist. Gleichzeitig war er den ungarischen Verhältnissen dermaßen abgeneigt, wie wiederum nur ein unmittelbarer und interessierter Nachbar abgeneigt sein kann. Seine historischen Kenntnisse haben es ermöglicht, daß er über die ungarischen Verhältnisse, die Nationalitätenfrage oder sogar über die Revolutionen von 1918—1919, die ungarische Arbeiterbewegung, die verschiedenen politischen Tendenzen eine definitive Meinung bilden konnte.

Die Räterepublik, die Machtübernahme des Proletariats hat er abgelehnt, aber mit tiefem Verständnis schrieb er über die Linkswendung von Zsigmond Kunfi und

seinen Zusammenschluß mit den Kommunisten. Was wissen die Spießbürger, ruft er aus, die Kunfi für die ungarische Kommüne verantwortlich machen, über die Treue, mit der sich der Sozialist gegenüber dem Proletariat auch dann verhält, und sogar besonders dann, wenn dieser trotz seines Rates und jeder Anstrengung in die größte Gefahr stürzt.

In seinem Artikel zum Gedenken Kunfis kamen diese bekenntnisartigen Zeilen vor. Bauer wußte es genau, daß auch er eine zu der am 21. März ähnliche Entscheidung hätte treffen können, und er hat auch bestimmt gewußt, daß er auch nicht anders verfahren hätte, als Kunfi. So entschlossen und hart er gegenüber den Rechten gewesen ist, so verständnisvoll und nachsichtig war er gegenüber den Linken. Natürlich ohne seinen eigenen Standpunkt, politische und moralische Autonomie, sozialdemokratische Einstellung je aufgegeben zu haben. Er ist linker Sozialdemokrat geblieben. Aber in dem nach Revolution sehnenen Herz des rationellen und Realpolitikers Bauer gab es — vielleicht auf Wirkung irgendwelcher geheimen Gewissensbisse — einen „weichen Punkt“ für jene, die, wenn auch ihmzufolge auf eine zu verurteilende und sinnlose Weise, aber das Risiko und die Verantwortung der revolutionären Handlung übernommen haben.

Bauer, als Staatsmann, gewährte den politischen Flüchtlingen das Asylrecht, aber als Sozialist hegte er ihnen gegenüber sehr unterschiedliche Gefühle. Die Konterrevolutionären hat er gehaßt, zu den vorsichtigen Reformsozialisten von Garami und den Kommunisten hatte er — natürlich auf eine je andere Weise — ambivalentes Verhältnis. Kunfi und die Mitglieder der sich um ihn verbündeten Gruppe „Világosság“ („Licht“) fühlte er hingegen ganz nahe zu sich.

Zu der von Károlyi und Jászi geführten demokratischen Gruppe der ungarischen Emigration hatte er wenig persönlichen Kontakt. Aber auch dieser Kreis wurde durch die Persönlichkeit, besonders die theoretische Tätigkeit Bauers stark beschäftigt. György Litván illustrierte es mit einigen Auszügen der Károlyi-Jászi-Korrespondenz. Károlyi, der sich bereits den Kommunisten annäherte, hielt ihn für nicht genügend revolutionär. (Bauer „würde einen jeden auf den Barrikaden sehen, aber jeden mit einem Buch in der Hand.“) Jászi hingegen übt in einem Brief, vom Silvesterabend 1927 an Károlyi über den unhaltbaren Standpunkt der II. Internationale, und persönlich Bauers, F. Adlers und Pál Szendes Kritik. Über den Standpunkt, der zwar die bolschewistischen Methoden kategorisch ablehnt, aber auf die marxistische, also im wesentlichen kommunistische Phraseologie bestehe, um die Generationen hindurch im marxistischen Geiste erzogenen Massen nicht zu verlieren.

Diese vom grundlegend anderen Gesichtspunkt aus verfaßte, und dennoch gleichklingende Kritik von Károlyi und Jászi bezeichnete auch im Milieu der ungarischen Emigration der zwanziger Jahre, daß der revolutionäre Sozialdemokratismus von Otto Bauer, der die besten Traditionen der II. Internationale mit ehrwürdiger Treue repräsentierte, historisch überholt wurde.

Der Anschluß-Gedanke, welcher die historische Existenzberechtigung des auf das deutsche Sprachgebiet beschränkten unabhängigen österreichischen Staates

abgelehnt hat, war die eigenartige Antwort des Austromarxismus und vor allem Otto Bauers auf die Lösung der nationalen Frage in der historischen Situation, als der Verfall der Österreichisch-Ungarischen Monarchie und die schnelle Gründung der Nachfolgestaaten das seit 1899 verkündete sozialdemokratische Programm der „kulturellen nationalen Autonomie“ endgültig illusorisch machten. Das betonte *Lajos Kerekes* in seinem Vortrag „Otto Bauer und die österreichische nationale Frage“. Im Laufe 1917—1918 erkannte Bauer auf Wirkung der sich veränderten historischen Umstände: für seine Hoffnungen auf die Reform der Monarchie bestehe immer geringere Chance. Obwohl sein der Parteiführung unterbreitete Anschluß-Vorschlag am 11. Oktober 1918 noch abgelehnt wurde, hat Victor Adler, der im Namen der sozialdemokratischen Partei bei der am 21. Oktober 1918 zusammengetretenen Provisorischen Konstituierenden Nationalversammlung schon darüber gesprochen, daß das allein gebliebene und wirtschaftlich lebensunfähige Österreich gegebenenfalls dazu gezwungen wird, sich als föderativer Staat Deutschland anzuschließen.

Ende 1918 war die Monarchie aufgelöst worden, die Nationalitäten haben sich vor dem Gedanken der Föderation starr verschlossen. Das und der Sturz der Hohenzollern-Dynastie zeitigte, daß die Provisorische Nationalversammlung am 12. November in einem Manifest ankündigte: Deutsch-Österreich beabsichtige — von seinem nationalen Selbstbestimmungsrecht Gebrauch machend — sich dem demokratischen Deutschland anzuschließen. Es ergab sich eine beinahe beispiellose historische Situation: im Augenblick der Geburt des neuen Österreichs wurde auch seine freiwillige Auflösung proklamiert.

Ideengeschichtlich kann eindeutig erwiesen werden, daß der geistige Vater und dann der Motor der praktischen Verwirklichung des sozialdemokratischen Anschluß-Gedanken Otto Bauer gewesen ist. Die Kraft des Anschluß-Gedanken wurde auch fast symbolisch zum Ausdruck gebracht durch die Tatsache, daß die Koalitionsregierung von Renner mit der Leitung der auswärtigen Angelegenheiten, d. h. der praktischen Verwirklichung des Anschlusses Otto Bauer beauftragt hat.

Die österreichisch-deutsche Vereinigung wurde von Otto Bauer als das revolutionäre Programm der gesamtdeutschen Demokratie betrachtet. „Anschluß an Deutschland, Anschluß an den Sozialismus“ — verkündete er. Er betonte in seinen Artikeln und Reden — unter Berufung auf die Feststellungen von Marx und Engels —, daß die Existenzberechtigung der dualistischen Monarchie nach dem Sturz des Zarismus aufgehoben wurde, es wurde die Verwirklichung des ursprünglichen Zieles der deutschen Revolution von 1848 ermöglicht. Die Nationalitäten haben selbständige Staaten zustandegebracht, Ungarn wurde zum souveränen Staat, die Deutschen vereinigten sich — die klein-, bzw. großdeutsche Lösung ablehnend — in einer demokratischen Republik.

Bauer trat auch wegen gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Gründen für den Anschluß ein. Er war der Meinung, daß Österreich — als Mitglied einer industriell hochentwickelten Großmacht den gesetzmäßig eintretenden gesellschaftlichen Fortschritt gleich genießen könne. Das aus der organisch zustande gekommenen

wirtschaftlichen Einheit der Monarchie herausgerissene Österreich würde — um die Rohstoffquellen, Märkte gebracht — eine lebensunfähige, ausgelieferte Staatsformation sein, ohne die perspektivische Hoffnung der wirtschaftlichen Konsolidation.

Lajos Kerekes betonte abschließend: Der Anschluß-Gedanke von Bauer beruhte auf dem demokratischen Selbstbestimmungsrecht der Völker. Auch andere haben den Anschluß verkündet, aber als überzeugendes Beispiel für die dialektische Anschauung der Geschichte: der gleiche Begriff gewinnt von einer diametral abweichenden sozialen Basis verkündet einen einander ausschließenden Sinn.

1923 ist sein Buch „Die österreichische Revolution“ erschienen. *Ilona Balázs* gab in ihrem Referat „Otto Bauer und die österreichische Gesellschaft in den zwanziger Jahren“ zuerst die Konzeption dieses Bauerschen Werkes bekannt. Derzufolge bildeten die herrschenden Klassen in der Periode nach dem Ersten Weltkrieg, als Ergebnis des wirtschaftlichen Verfalls gegen die Arbeiterklasse eine Einheitsfront. Dieser Einheitsfront gehörten — schrieb Bauer — das Bankkapital, welches freien Devisenhandel forderte, die Industrieunternehmer, welche die sozialpolitischen Lasten für zu viel gehalten haben, die Handelskapitalisten, welche um den freien Handel kämpften, die Neureichen, die um die Vermögenssteuer besorgt waren, sowie das Bürgertum, der Adel und jene Schichten der Intelligenz, deren Einkünfte stark zusammenschumpften, ferner die Bauern an, die sich vor der Bewegung der Landarbeiter fürchteten. Auf diese Weise entstand zwischen der aufstrebenden Arbeiterschaft und dem Bürgertum der sog. „Gleichgewichtszustand“: „das rote Wien“ und die Industriegebiete auf der einen, die anderen Provinzen auf der anderen Seite. Dieser Gleichgewichtszustand drückte sich auch in der eigenartigen Kombination der parlamentarischen Demokratie aus, welche die Regierungsmacht der Bourgeoisie bremste und in der funktionierenden Demokratie, welche die Regierungsmacht in den wichtigsten Fragen vom Einverständnis der proletarischen Organisationen abhängig machte. Aus diesem Grunde wurde die Republik weder der Staat des Bürgertums noch der Proletarier, sondern der Kompromiß der beiden Klassen, d. h. Konsequenz des Gleichgewichtszustands der Klassenkräfte, der sich nach der Revolution ergeben hat. In dieser Situation — zog Bauer die letzte Konsequenz — war die wichtigste Aufgabe der Sozialdemokratie der Erwerb der parlamentarischen Mehrheit bei den Wahlen.

Im zweiten Teil ihres Vortrages analysierte *Ilona Balázs* die statistischen Daten von 1930 im Vergleich zu den Daten von 1910. Auf Grund dieser Analyse reduzierte sich zwischen 1910 und 1930 die Zahl der Selbständigen in Österreich, und als Ergebnis ist die Zahl der niedrigen Schichten der Mittelklasse angeschwollen. In den zwanziger Jahren hat sich die Zahl der Beamten etwa verdoppelt, während die Zahl der Arbeiter zurückgegangen ist. Die Erhöhung des Anteils der mittleren Schichten — vor allem des Kleinbürgertums, des inproduktiven Sektors zeitigte im politischen Leben die Verstärkung der bürgerlichen Kräfte.

Die statistischen Daten von 1930 beweisen, daß die Analyse Bauers richtig ist. Die in der Wirtschaft, Gesellschaft, infolgedessen im politischen Leben vor sich

gegangenen Veränderungen wirkten auf die österreichische sozialdemokratische Bewegung ungünstig aus, haben ihre Entfaltung verhindert und so wurde die Arbeiterbewegung nach der großen Weltwirtschaftskrise geschwächt.

Eines der zentralen Themen der letzten Jahre des Lebens von Bauer war der Faschismus. Damit beschäftigt sich seine 1936 in Preßburg erschienene Schrift, „Der Faschismus“. *Mária Ormos* untersuchte unter dem Titel „Die Faschismus-Erklärung Otto Bauers“ dieses Werk im Zusammenhang mit anderen Faschismus-Interpretationen. Die historische Methode seines Artikels ermöglicht — obwohl er beinahe ausschließlich solche Elemente benützte, welche von anderen großen Persönlichkeiten des geistigen Lebens (Gramsci, Togliatti, Silone, Richard Löwenthal, Arthur Rosenberg, usw.) entworfen wurden — daß das von ihm ausgelegte Mosaik-Bild neuartig sei und dem Faschismus besser als zahlreiche andere Darstellungen der damaligen Zeit entspricht. Bauer trennte voneinander die Phase der faschistischen Bewegung, der Ergreifung der Macht und der faschistischen Diktatur, und macht daher die in der Klassengesellschaft dieser Phasen zum Vorschein kommenden wesentlichen Unterschiede verständlich. Die kleinbürgerliche, agrarische, bzw. großkapitalistische Eigenart des Faschismus erscheinen als Stationen des historischen Weges des Faschismus. Die faschistische Bewegung war Sammelbecken nicht ausschließlich des Kleinbürgertums, sondern aller Elemente der Klassen der Gesellschaft, die mit existentieller Unsicherheit zu ringen hatten.

Bauer berührt auch die Zusammenhänge des Faschismus und des sog. Rückstands. Er war der Meinung, daß der Faschismus in einem solchen Land, dessen demokratischen Traditionen auf eine kürzere Vergangenheit zurückblicken und dessen Wirtschaft im allgemeinen schwächer sei, leichter die Macht ergreifen könne, als in den konsolidierten und wirtschaftlich stärkeren Demokratien. Gleichzeitig hat er betont, daß dieser Unterschied den Faschismus in keinem kapitalistischen System im Fall einer schweren Erschütterung ausschließe. Im Faschismus sah er keine unausweichliche Phase des Kapitalismus, sondern eine mögliche politische Erscheinungsform einer seiner Phasen.

Die faschistische Bewegung könne die Macht nur ergreifen, wenn die Kapitalisten ihre Anwendung als Mittel entschließen. Daraufhin werde sich die Bewegung allzusehr verstärken, um nur Mittel zu bleiben: sie eigne sich auch die politische Macht an, der Faschismus werde über alle Klassen vorherrschend, denn die Klassenkräfteverhältnisse werden im Zeichen der gegenseitigen Schwäche in Gleichgewicht gebracht. Der Faschismus werde in der Tat im gewissen Sinne autonom, aber Bauer — betont *Mária Ormos* — berücksichtigte nicht, daß der Faschismus und Nazismus nicht auf Grund der mit den Interessierten geschlossenen Kompromissen und als Ergebnis des abstrakten Kräftegleichgewichts dazu gelangen, als zugelassener Putsch die Macht zu ergreifen. Das spürt eigentlich auch Bauer, als er — als Kern seines Artikels — feststellt: der Faschismus ist Mittel nicht der Ablenkung der revolutionären Gefahr, sondern der Vernichtung der sozialen Reformen. Er

behauptete richtig, daß der Faschismus gesiegt habe, als die revolutionäre Welle bereits im Rückzug begriffen war.

Die Gedanken Bauers beeinflussen die Forschungsarbeit über den Faschismus auch heute befruchtend. Er beobachtete den Faschismus auf dessen primärem Gebiet, in der Sphäre der politischen Erscheinungen, und so konnte er die Frage der abweichenden Basis der Bewegung und des Systems lösen, er führte — wenn er auch nicht lösen konnte — die Reform-Problematik ein und erwies die relative Autonomie des Faschismus in allen seiner Formen. Seine Schwäche sah die Vortragende darin, daß Bauer seine Untersuchung in der Sphäre der gesellschaftlichen Struktur, der wirtschaftlichen Anforderungen und Möglichkeiten nicht vertiefte, bzw. diese Gebiete miteinander und der politischen Sphäre nicht konfrontierte.

*Gábor Székely* beschäftigte sich in seinem Referat mit der kommunistischen Kritik Bauers. In der ersten Periode der Geschichte der Komintern wurde seine Beurteilung durch die scharfe Konfrontation der revolutionären Bewegung und der reformistischen Richtung bestimmt. Bauer war Symbol der sozialdemokratischen Linke, welche die Notwendigkeit der gesellschaftlichen Revolution anerkennt und sich der kompromißhaften Politik der Rechten entgegensetzt, aber sich vor jedem Schritt in Richtung der Revolution verschließt. Er brandmarkte die Revolution in Rußland als „Abenteuer“, „verfrühte, historisch unbegründete“ Aktion. Die historische Notwendigkeit der Spaltung der revolutionären und reformistischen Richtung hat er mit der Devise „Einheit über alles“ abgelehnt. Die „vereinigende“ Politik der Zweieinhalb Internationalen hat die Komintern so gedeutet, daß solange der Zentralismus auf die Linken keinen wesentlichen Einfluß ausübt, kann er bedeutende, links orientierte Massen von den immer mehr an Kraft gewinnenden Parteien der kommunistischen Bewegung zurückhalten. Aus diesen Gründen wurde Bauer, der mit der Sowjetunion immer sympathisierte, die kommunistische Politik zwar kritisierte, aber den bornierten Antikommunismus immer zurückgewiesen hat, auf den Foren und in den Dokumenten der Komintern oft noch schärfer beschimpft, als der rechtsgerichtete Reformismus.

Den Leitern der bolschewistischen Partei war die theoretische Tätigkeit Bauers bekannt. Lenin hat ihn hochgeschätzt, mit Buharin haben sie einander gegenseitig geachtet. Sinowjew, Trotzki haben seine Werke gelesen, Stalin hat seine Ansichten in mehreren seiner Schriften angegriffen. 1935 ist eine Monographie aus der Feder von A. Iu. Rubinstein unter dem Titel „Otto Bauer, Theoretiker der österreichischen Sozialdemokratie“ in 7000 Exemplaren erschienen.

Beim I. Kongreß der Komintern wurde Bauer vorsichtig behandelt, die Kritik ergoß sich hauptsächlich auf Kautsky und F. Adler. Beim zweiten Kongreß wurde der Hauptakzent auf die Abgrenzung von den sozialdemokratischen Linken gelegt, und dementsprechend war der Ton bei der Beurteilung der Zentristen ebenfalls härter. Auch der Name Bauers, als „reformistischer und sozialverräterischer Leiter“ wurde häufiger erwähnt, aber als Bedingung des Beitritts der Komintern — d. h. unter den 21 Bedingungen — figuriert sein Name nicht unter jenen, die aus der Partei entfernt

werden müssen. Diese „außerordentliche“ Behandlungsweise dauert ganz bis zum V. Kongreß der Komintern. Neben der — oft übertreibenden — Kritik gibt es auch solche Dokumente, die auch die Verdienste Bauers anerkennen. Bei den Verhandlungen der drei Internationalen von 1921—1922 spielte Bauer eine bedeutende Rolle darin, daß Radek auf mehrere Kompromisse eingegangen ist, welche in den ursprünglichen, von Lenin formulierten Richtlinien nicht enthalten waren. Nach dem V. Kongreß wurde auch Bauer immer häufiger unter den „Sozialverrättern, Sozialfaschisten“ erwähnt.

Nach dem Aufstand im Februar 1934 hat Bauer einen großen Weg beschritten. In den Quellen der Komintern hat es aber kein Echo mehr gehabt. Dieses Schweigen, das 1938 nicht einmal durch einen würdigen Nachruf unterbrochen wurde, könnte nur mit einer weiteren Forschungsarbeit erklärt werden. Der Grund des Schweigens könnte — dem Referenten nach — nur sein, daß die Mehrheit der Vorstellungen Bauers — die alle Richtungen umfassende Internationale, die einheitliche Arbeiterpartei, der integrante Sozialismus, die dem antifaschistischen revolutionären Kampf entwachsende proletarische demokratische Diktatur, usw. — weder dann, noch später zur Realität werden konnten.

*János Jemnitz* belebte in seinem Referat — „Bauer und die neue Orientierung der sozialdemokratischen Linken (1934—1936)“ — das Porträt des sich um den Zusammenschluß der antifaschistischen Kräfte, die Schaffung der je breiteren antifaschistischen Einheitsfront bemühten Bauers wieder.

Ernst Fischer hat in Bauer einen tragischen Hamlet gesehen, der sich trotz seiner hervorragenden Erkenntnisse nicht zur Handlung entschließen konnte. Auch andere — z. B. Max Adler — waren ähnlicher Meinung, besonders im Zusammenhang mit der Analyse der Gründe des Februars 1934. Diese wohlklingenden Behauptungen beruhen jedoch auf der Verwechslung der Ursache und Wirkung-Zusammenhänge: Bauer hat nicht von der Möglichkeit der Handlung zurückgeschreckt, sondern er hat nicht mehr getan, weil seine Handlungsmöglichkeit beschränkt war. So war es auch im Februar 1934. Die österreichische Arbeiterschaft antwortete auf die faschistische Herausforderung mit Waffe und widerlegte damit auch die berüchtigte These von Mussolini (die Sozialdemokratie sei so wie ein Schwamm, man müsse ihn nur zusammendrücken, es stellt sich heraus, wie klein er ist.) Die Niederlage im Februar stellte auch den Verlust einer Schlacht dar, hat aber auch bewiesen: man könnte sich der faschistischen-militärischen Maschinerie entgegensetzen. Das ist die Lehre des Februars, diese Überzeugung regt Bauer dazu an — bereits in der Emigration — für die Sozialistische Arbeiterinternationale neue Orientierung zu suchen, eine langfristige antifaschistische Strategie auszuarbeiten.

Als Ergebnis werden im Frühling 1935 — vor dem VII. Kongreß der Kommunistischen Internationale — die Thesen von Bauer, Dan und Zyeromski über den Krieg herausgegeben. In diesen stellen die Verfasser fest: der Sieg des Nazi-Faschismus, die Entwicklung der Sowjetunion und das neue Bündnissystem führten zu einer neuen Situation. Die Sozialistische Arbeiterinternationale wurde mit der

Möglichkeit des Krieges konfrontiert. Aus diesem Grunde müsse die Politik der Sozialistischen Arbeiterinternationale so gestaltet werden, daß Hitler-Deutschland eine Niederlage erleide, die Sowjetunion siege, und das Proletariat nach dem Krieg in den kapitalistischen Ländern seine eigenen Klasseninteressen zur Geltung bringen könne. Für die Sozialistische Arbeiterinternationale sei deshalb unerlässlich, mit der Sowjetunion eng zusammenzuarbeiten.

Wie in einer früheren Periode, suchte Bauer auch in den dreißiger Jahren eine Synthese zwischen den Richtungen der Arbeiterbewegung. János Jemnitz verwies darauf, daß die Nachrufe anlässlich des 1938 eingetretenen Todes von Bauer, die in Ungarn von Illés Mónus und Zoltán Rónai erschienen sind, ebenfalls diesen Gedanken hervorgehoben haben. Auf diese Weise sind die Ideen Bauers auch heute lebendig: die Zusammenhänge des Sozialismus und der Demokratie, die Wechselwirkung des westeuropäischen Kapitalismus und der real existierenden sozialistischen Länder, die Frage der strukturellen Reformen, ihre Weiterentwicklung oder Scheitern sind auch heute aktuelle Probleme. Aus diesem Grunde wenden sich sozialistisch überzeugte Menschen (Sozialdemokraten und Kommunisten) im letzten Jahrzehnt so oft Bauer zu, denn Bauer hat auch für das *Heute* meritorisches zu sagen.

Judit Benke machte mit den Nachrufen der *Arbeiter Zeitung*, des *Wiener Tagebuchs*, der *Zukunft* und der bundesdeutschen *Neuen Gesellschaft* bekannt. Die auf den Spalten der österreichischen und bundesdeutschen sozialdemokratischen Presse anlässlich des Jahrestages erschienenen Schriften suchen auf die gleiche Frage die Antwort, wie die Teilnehmer der Konferenz: welche Züge des Bauerschen Lebenswerkes sind auch heute dauerhaft?

Der Linzer Historiker, Helmut Konrad wählte in der Oktober-Nummer des *Wiener Tagebuchs* den Nation-Begriff Otto Bauers zum Thema des Nachrufes. Konrad betrachtet als wichtigsten Charakterzug des Austromarxismus den Versuch auf die theoretische Lösung der nationalen Frage.

Manfred Marschalek veröffentlichte auf den Spalten der *Arbeiter Zeitung* vom Oktober und November 1918 datierte, unlängst zum Vorschein gekommene Dokumente. Diese liefern wertvolle Angaben dazu, daß Bauer den Anschluß-Gedanken vor allem aus wirtschaftlichen Gründen formulierte.

Peter Pelinka bestimmt in der Beziehung Bauers zur Sowjetunion die spezifischen Kennzeichen des Austromarxismus. Von 1917 an analysiert er die Stellungnahmen Bauers über die Sowjetunion und die kommunistischen Parteien. Bauer beobachtete die innere Entwicklung der Sowjetunion kritisch, erkannte aber die historische Bedeutung der dort vor sich gegangenen großen Entwicklung. Sein kritisches und gleichzeitig zuversichtliches Verhalten gilt — dem Autor zufolge — auch heute als aktuell.

Georg Hoffmann-Ostenhof stellt den antifaschistischen Bauer vor. Solche Faschismus-Analysen — so heißt es bei ihm — wie die von Bauer, bedeuteten die Schaffung des marxistischen Denkens und seine Gedanken sind auch für die Gegenwart äußerst nützlich und lehrreich.



Peter Lhotzky untersuchte in der September-Nummer der *Zukunft* die Beziehung von Otto Bauer und der SPÖ nach dem II. Weltkrieg. Die Erinnerungen von Bruno Kreisky wurden in der *Arbeiter Zeitung* veröffentlicht. Kreisky hebt hervor, daß in den zwanziger Jahren der energische politische Kampf Bauers gegen die christlich soziale Partei zur Wahrung der Einheit der sozialistischen Partei im großen Maße beigetragen hat. Er hat verhindert, daß die Unzufriedenen aus Verbitterung wegen der schrecklichen Krise und der einen halben Million Arbeitslosen der kommunistischen Partei beitreten. Als Ergebnis des politischen Kampfes der einheitlichen sozialistischen Partei — mit Unterstützung der Massen — hat Österreich eine bedeutende politische, gesellschaftliche Umwälzung erlebt.

Den Vorträgen folgten lebhaftere Diskussionen, welche zusammen mit den Referaten eindeutig bestätigten, daß das Lebenswerk, die politische und moralische Größe Otto Bauers auch heute nützliche Lehren liefert.

Sándor Csardi



## COMPTE RENDU DES LIVRES

---

IMREH ISTVÁN: *Viață cotidiană la Secui 1750-1850* (Traduit en roumain par Gelu Pateanu. Préface par Ștefan Ștefanescu. Bucarest, Edition Kriterion, 1982. 472. p. 1 illustration)

Quelques années après sa publication en hongrois le recueil d'études d'István Imreh parut aussi en traduction roumaine. (Le titre du livre en hongrois est « Vie quotidienne en Transylvanie 1750-1850 (Erdélyi hétköznapiak 1750-1850), publié par Kriterion, Bucarest, 1979) Le rang du livre est marqué aussi par le fait que la préface est écrite par Ștefan Ștefanescu, une des personnalités de premier plan de l'historiographie roumaine de nos jours, offrant par là un exemple de sa collaboration avec les historiens de différentes nationalités en Roumanie.

István Imreh, un des plus importants historiens hongrois de Cluj-Napoca, composa ce volume, à l'occasion de son sixième anniversaire, de ses œuvres parues au cours de trois décennies et demie. « Un bilan de tout l'œuvre ? » En fait, ce n'est qu'une partie réduite de tout l'œuvre. Depuis plusieurs décennies István Imreh déploie à l'université de Cluj-Napoca une activité efficace d'enseignant, et cette activité constitue peut-être une partie majeure de l'œuvre de sa vie. Le présent volume ne peut contenir qu'une partie de l'œuvre du chercheur. Parmi ses livres on n'y trouve que la monographie intitulée « *Majorsági gazdálkodás a Székelyföldön a feudalizmus bomlásának idején* » (Métayage chez les Sicules à l'époque de la dissolution du féodalisme), et des études plus ou moins volumineuses y manquent, celles qu'il avait écrites avec des collaborateurs (Elek Csetri, József Pataki), et celles où il traite un sujet d'avant 1750, et aussi toute une série d'autres études et articles qui ne pouvaient pas entrer dans ce volume d'environ 480 pages. Cependant, même ainsi, le volume offre une image très instructive d'István Imreh le chercheur.

De l'édition en langue roumaine ont été éliminées quelques études du volume original (« Le passé vivant dans le présent », « Sicules libres dans la société féodale de la Transylvanie », « Lois communales en Háromszék », « Travailleurs de la manufacture transylvaine », « Mouvements populaires en Háromszék », « Journaux sicules de la guerre de liberté de 1849 »).

Comme il l'écrit dans la préface à son livre, István Imreh a débuté comme explorateur de la vie rurale. Et si nous lisons chez lui : « Si nous continuons les activités de notre peuple, créatrices de valeurs spécifiques, ce n'est pas en vertu du droit du sang, mais par suite du rôle testateur qu'ont l'âme et la conscience », cela évoque inévitablement les lignes par lesquelles István Györfly clôt son livre « *Tradition populaire et culture nationale* ». C'est de là qu'est parti, pour parcourir son chemin tout droit, un des chefs de file de nos jours de l'historiographie marxiste hongroise en Transylvanie. C'est de là que son chemin le conduit aux recherches complexes de l'histoire transylvaine (plus spécialement de l'histoire des Sicules), et qui se réalisent comme recherche du mode de vie.

Quant à ses thèmes, cette recherche est de multiples aspects. István Imreh, étudiant la période 1750-1850, doit s'occuper avant tout de l'histoire de la communauté agraire, mais à son attention n'échappent pas non plus les problèmes de l'artisanat des corps de métier et des villages, ni le destin de Péter Rajka, pionnier en Transylvanie de la fabrication des machines. Ce sont précisément ses études d'histoire économique et sociale qui lui rendent familière l'histoire politique aussi (« *Gábor Áron útban a forradalom felé* » (Áron Gábor en route vers la révolution)). Dans le cadre de telle ou telle branche de l'historiographie, il approche la matière étudiée sous des aspects les plus divers. Pour lui, l'histoire de la communauté agraire est à la fois histoire de la technique agricole, de la communauté des terres, de la coexistence, pas tout à fait paisible, de la propriété paysanne individuelle et du métayage, du statut légal particulier des communautés rurales sicules, exposées à des influences extérieurs arbitraires et en lutte énergique contre elles, et de la culture paysanne (scolarisation etc.). Ce sont des recherches de mode de vie et qui sont exemplaires aussi bien quant à leur étendue que quant à leur rigueur scientifique.

C'est dans les œuvres d'Imreh écrites dans la première moitié des années 1950, que cette rigueur scientifique et ce courage sont le plus frappants. En étudiant par exemple la gestion des propriétés foncières des Mikó en Háromszék, il a fort catégoriquement exposé qu'entre le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et 1848 la gestion des grandes propriétés en pays de Sicules n'est pas marquée en tout premier lieu par l'économie allodiale créée grâce à l'expropriation des terres des serfs, mais au contraire, par l'installation de serfs sur des terres inexploitées pour quelque raison.

Ajoutons encore l'extraordinaire assiduité du chercheur, souvent récompensée par des « trouvailles » toutes particulières. Notons parmi celles-ci les actes de corvée de la propriété des Tholdalagi à Koronka qui, dans le dépouillement exemplaire d'Imreh, donnent la *première fois* la réponse à la question, dont l'importance ne peut pas être assez soulignée, à *quoi* et *comment* ont affecté les propriétaires transylvains les corvées, extrêmement élevées par rapport à celles valables en Hongrie. A peu près la même importance revient à l'analyse complexe, de point de vue d'histoire industrielle et culturelle, des notes des dépenses et des comptes de László Tholdalagi.

Encore un aspect de cet œuvre scientifique : Ces œuvres de l'atelier d'historien hongrois de Cluj-Napoca sont en effet des « travaux de laboratoire ». Les travaux de Imreh comptent, sous plus d'un aspect ; pour des « œuvres préparatoires ». (précurseurs)

L'œuvre de l'historien István Imreh n'est pas simplement une activité de spécialiste. Dans son ensemble, et même directement, il vise à former les consciences. La carrière, partie de la sociographie de Sepsibodok, retourne en fin de compte *au-dessus* du point de départ : de l'histoire vécue involontairement à l'histoire connue et acceptée consciemment, de la sauvegarde à la sauvegarde des valeurs. La valeur de son œuvre scientifique est fournie à la fois par sa valeur « au-delà de la science ».

Zsolt Trócsányi

*Sborník k 150. výročí úmrtí Josefa Dobrovského. Red.: MILAN KOPECKÝ. Brno, 1979 (1981), Univerzita Jana Evangelisty Purkyně, 184 S.*

Die Dobrovský-Jubiläen hatten immer einen bedeutenden wissenschaftsgeschichtlichen und historiographischen Ertrag; 1929, am 100. Jahrestag des Todes Josef Dobrovskýs und dann 1953, anlässlich des 200. Jahrestages seiner Geburt sind sehr wichtige Studienbände erschienen, und die in diesen publizierten Abhandlungen haben wesentliche Konsequenzen, nicht nur in Bezug auf das Lebenswerk Dobrovskýs, sondern im allgemeinen auf die Deutung, die tschechischen Varianten der Aufklärung enthalten. Zu dieser Tradition sind die Professoren der Universität J. E. Purkyně in Brno treu geblieben, als sie das Material einer Dobrovský-Konferenz in vielfältigster Form veröffentlicht haben.

Bei der Konferenz verlauteten Vorlesungen, welche das Lebenswerk des „Vaters“ der Slawistik aus verschiedenen Aspekten, das heißt vom linguistischen, literaturhistorischen, historiographischen, archäologischen, ethnographischen Gesichtspunkt aus erläuterten. Und obwohl sich alle Referenten bemühten, bei ihrem gewählten Thema zu bleiben, ist das Gesamtbild auch aus allgemeinem wissenschaftsgeschichtlichem Aspekt günstig: die verschiedenen Einzelheiten des Lebenswerkes von Dobrovský bringen zur damaligen Lage der gegebenen Disziplin näher, und auf diese Weise werden die Forscher, die Werke Dobrovskýs analysierend, sozusagen dazu gezwungen, die Aspekte der Komparatistik und Kontaktologie anzuwenden. Diese beiden letzteren Verfahren kommen in fast allen Aufsätzen zur Geltung. Aus diesem Grunde kann der Band nicht nur mit dem Interesse der Forscher der Bohemistik, sondern all jener rechnen, die sich für die ost-mitteleuropäischen Varianten der Aufklärung interessieren.

Der Band wird nach einer kurzen Einleitung des Redakteurs mit der Abhandlung von Richard Pražák begonnen. Es wird das weltanschauliche Profil Dobrovskýs auf eine Weise umrissen, daß inzwischen auch eine Typendarstellung der Denker gegeben wird, welche die Ideologie der ostmitteleuropäischen Aufklärung repräsentieren. Dem Verfasser zufolge können im Hinblick auf Ostmitteleuropa drei Typen

unterschieden werden: von Voltaire, Rousseau und Muratori. Der Typ Voltaires unterstützt im wesentlichen den aufgeklärten Absolutismus, der Rousseaus war Sprecher der ausgesprochen bürgerlichen Bestrebungen, während sich der Typ Muratoris als aufgeklärter Reformers meldet. Pražák sieht den Universalismus und die Bedeutung Dobrovskýs darin, daß in seinem Lebenswerk die für alle drei Typen charakteristischen Züge vorhanden gewesen sind. Für seine Weltanschauung ist dennoch kein eklektisches Gemisch der Ansichten kennzeichnend, sondern die aufgeklärte, tolerante Richtung, die aus den in konkreten Fragen geäußerten Stellungnahmen hervorgeht und eindeutig die Anerkennung der politischen Gleichberechtigung der Nationen der Habsburger-Monarchie betreibt, in einem Verhalten kulminiert, daß die Umgestaltung der Monarchie zu einem verfassungsmäßigen Staat beansprucht.

Die Abhandlung von Pražák wird durch die Studie von Karel Palas gut ergänzt, welche die tschechische Literaturgeschichte von Dobrovský und Josef Jungmann vegleicht, eigentlich die Literatur- und Geschichtsanschauung zweier Repräsentanten der aufgeklärten, bzw. romantischen Betrachtung der Nation einander gegenüberstellt. Während für Dobrovský der besorgliche Kritizismus des Philologen und aufgeklärten Denkers, die kraftvolle Anwendung der Quellenkritik charakteristisch ist, paßt der eindeutiger national engagierte Vertreter der nächsten Generation, J. Jungmann die Entwicklung der nationalen Literatur der romantischen Vorstellung über die Nation an, und stützt sich auf Legenden, unbegründete Vermutungen. Und da der Kritizismus von Dobrovský eine Weile durch die gefällige, aber die faktischen Grundlagen nicht nur einmal entbehrende Literaturgeschichtsschreibung und romantische Geschichtsanschauung Jungmanns in den Hintergrund gedrängt wurde, entfaltete sich in der tschechischen Historiographie über die Bewertung des Lebenswerkes von Dobrovský eine Diskussion. Diese wird von Dušan Jefábek anschaulich vorgestellt. Die Anfänge der Diskussion reichen bis zum Ende des 19. Jahrhunderts zurück, als nach dem Scheitern der austroslawischen und alttschechischen Konzeption der tschechische nationale Gedanke eine neue Richtung erhalten mußte. T. G. Masaryk bezeichnete in der tschechischen Reformation die Quelle, von der sich — seiner Meinung nach — auch Dobrovský nährte, und er wähte diese Linie fortsetzen zu müssen. Die Ansichten Masaryks (die Ansichten eines Philosophen-Staatsmanns) wurden vom Historiker J. Pekař widerlegt. Er verwies auf den Herderianismus von Masaryk und zog in Zweifel, daß Dobrovský ideologischer Weiterdenker, unbedingter Anhänger der tschechischen Reformation gewesen wäre. Die dritte Konzeption entstammt Zdeněk Nejedlý, der sowohl mit Masaryk, als auch mit Pekař polemisierte, und in Dobrovský die Gestalt des aufgeklärten Rationalismus gesehen hat, der die tschechische Reformation, bzw. den Husitismus nicht vom theologischen, sondern rationalistischen historischen Gesichtspunkt aus bewertete.

Zwei Studien befassen sich mit der Bedeutung von Dobrovský, als Slawisten. Die eine, von Jaroslav Mandat berichtet über die Beziehungen von Dobrovský und den Anfängen der russischen Slawistik, die andere, von Viktor Kudelka befindet sich unter dem Titel „Dobrovský und die Anfänge der südslawischen Slawistik“ im Band. Beide Aufsätze haben kontaktologischen, d. h. verbindungsgeschichtlichen Charakter: aber keine begnügt sich damit, bloß die Tatsache des Kontaktes zu registrieren, sondern geht weit darüber hinaus. Die Verfasser dokumentieren die inspirative Rolle, welche die Tätigkeit Dobrovskýs in der slawischen Sprachgeschichte, der Forschung der kirchenslawischen Sprache für die in Entstehung begriffene Slawistik mit wissenschaftlichem Anspruch bedeutete. Dadurch wird zugleich das Problem der Definition, Periodisierung der Slawistik aufgeworfen. Mandat unterscheidet zwei Perioden der russischen Slawistik: bis etwa 1835 dauerte die erste, dann wurden die ersten slawistischen Lehrstühle an den Universitäten gegründet. Die zweite kann auf die Jahre zwischen 1830 und 1850 gesetzt werden. Dobrovský trat mit Hilfe seiner vielseitigen Korrespondenz mit bedeutenden russischen Slawisten in Kontakt, und seine Stellungnahme in der Diskussion zwischen Schischkow und Karamsin beeinflusste die Standpunkte in der Frage der Reform der russischen literarischen Sprache. V. Kudělka hat es relativ leichter gehabt, denn Dobrovský hat eine umfangreiche Korrespondenz mit Kopitar hinterlassen, und daraus ist die Rolle ersichtlich, welche Dobrovský in der Gestaltung der slawistischen Ansichten Kopitars gespielt hat. In dieser Korrespondenz wird auch die Meinung Dobrovskýs über die Probleme der kirchenslawischen Sprache, die serbische Sprachreform, die slowenischen sprachlichen Bestrebungen und in diesem Zusammenhang über die Position der südslawischen Völker in der Gemeinschaft der slawischen Völker formuliert.

Dobrovský wird durch die gegenwärtige tschechische Archäologie als Begründer der tschechischen slawistischen Archäologie bezeichnet — das geht aus der kurzen Studie von Jana Vigniatová hervor. Dobrovský erkannte nämlich als erster unter den tschechischen Wissenschaftlern, daß der archäologische Fund historischen Quellenwert besitzt. Er hat aber auch betont, daß die archäologischen Daten mit den linguistischen und ethnographischen Angaben konfrontiert und ergänzt werden müssen.

Die erwähnten und diesmal unerwähnt gebliebenen Studien fassen im Besitz eines umfangreichen Materials die Dobrovský-Forschung nicht nur zusammen, sondern bringen sie mit neuen Aspekten auch voran. Wie gesehen, wurde der Akzent eher auf die Forschung der Details gelegt, im gegebenen Fall hat es sich aber auch als zweckmäßiger erwiesen, als der essayistische Überblick über die Gesamtheit des Lebenswerkes. Unsererseits können wir nur bedauern, daß die Verfasser fast ausschließlich die slawistische Tätigkeit Dobrovskýs erläutert haben, und kein Referat sein Interesse für die nicht-slawischen Völker, Geschichte, Linguistik oder gerade die Ethnographie behandelt hätte. Über die Beziehungen Dobrovskýs zur ungarischen Wissenschaft steht uns dank J. Macůrek und Richard Pražák genügend Material zur Verfügung. Es hätte aber nicht geschadet, wenn z. B. das Verhältnis von Dobrovský und der deutschen Wissenschaft, Dobrovský und der Wiener wissenschaftlichen Kreise neu untersucht geworden wären. Zwar war Dobrovský in der Tat der Begründer der wissenschaftlichen Slawistik, aber im Sinne des von Richard Pražák betonten Universalismus hat er sich nicht in die Slawistik eingeschlossen, er blieb auch vor den Problemen der Germanistik und Finnougristik aufgeschlossen, und trug auch auf diesem Gebiet zur Entwicklung der Wissenschaft bei.

Und obwohl zumindest ein Referat mit diesem Themenkreis aus dem Band fehlt, halten wir die Gesamtheit des Bandes für einen großen Gewinn der Bohemistik und im allgemeinen der Ostmitteleuropa-Forschung.

*István Fried*

**JÓZSEF CHLEBOWCZYK, On Small and Young Nations in Europe. Nation-forming Processes in Ethnic Borderlands in East-Central Europe. Wrocław-Warszawa-Kraków-Gdańsk, Zakład Narodowy Imienia Ossolińskich, 1980. 216 p. (Polish Historical Library 1.)**

The present volume is the first in a series to be published by the Polish Historical Society wishing to present in various foreign languages monographs, anthologies of thematically connected articles, and collections introducing the oeuvres of outstanding historians, an undertaking similar to the Hungarian *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*. This means that the Polish historians also find it necessary to publish their works longer than the articles in the periodical *Acta Poloniae Historica* in languages accessible to a wider range of specialists. We heartily welcome this undertaking and are convinced that the Polish historiography of high standards and full of initiative will only further enhance its international reputation by it.

It has been again a wise thing to bring out as the first volume of the series the book of Józef Chlebowczyk, Professor at Silesian University in Katowice, originally published in 1975 (under the title *Nation-forming Processes in East-Central Europe under Capitalism—from the End of the 18th Century until the Beginning of the Twentieth*). It is of course to be regretted that owing evidently to financial reasons the original version has been abridged almost to one half (and the scholarly apparatus reflecting high erudition is also missing), which makes even comprehension a bit difficult. This outstanding work would have deserved full publication as it is a fine attempt at approaching the problems of nation-forming in Eastern Europe through the methods of historical sociology.

In the introduction the author writes that he is going to review the nation-forming processes in the region between the German and the Russian areas, viz. in the Habsburg Empire, the Ottoman Empire, in the western regions of Russia, and in the eastern provinces of Prussia. Since he does not examine the Balkan

developments in detail, one could say—for the sake of simplicity—that he actually deals with the Habsburg Monarchy, the territory of the Polish-Lithuanian Rzecz Pospolita before the partitions, and the Baltic provinces, devoting perhaps a relatively greater attention to the Habsburg Empire.

As the subtitle indicates, Chlebowczyk reviews the period between the late 18th century and the First World War, referring at times also to the situation after 1918. Here we have to remark that although the process of nation-forming in Eastern Europe really does cover this period, it comes to an end around the middle of the nineteenth century and in the following decades as regards most of the nations in the region. What follows in these cases, is the development of the existing nation, the spread of national consciousness within the whole of the ethnic group, i.e. also among the peasantry, and the development of nationalism. These are undoubtedly factors of nation-forming within capitalist society, but are different from those creating the nation as such. Thus we have here two different phases of the process that are not fully distinguished by Chlebowczyk. True, he also speaks of phase 1 as a basically linguistic-cultural period and phase 2 which is rather political in character. This he subdivides into phase a. aiming at social and national independence within the given framework and according to the realities of the day, led by the leading social group of the nation, and phase b. aiming basically at the political independence of the nation, though not yet in the form of full sovereignty, as the author justly points out. In the second phase, the struggle for cultural and linguistic equality is already pushed to the background partly because this aim had been realized by that time, partly because this was no more an adequate slogan under the new circumstances of capitalism. This led to the phenomenon called by the author *national question*, the essence of which is the formation of specific national communities. When viewed within the framework of the existing state and the given socio-political structure, the same phenomenon is called *nationality problem*. This subtle and, according to our opinion, very appropriate distinction would deserve to be widely used and established in historiography all over the world. The distinction between phase 1 and phase 2, however, does not coincide with the two mentioned above, the first one being, in many cases, a feature of the period prior to bourgeois transformation.

The cause launching the whole nation-forming process is seen by Chlebowczyk in the social and political emancipation of the plebeian masses as something inseparable from the formation of capitalist society. Although this is a rather generalizing explanation, it has made it possible for the author to dwell, very sensibly, merely on *how* a nation comes into being, avoiding the problem of *why*.

In the introductory chapter Chlebowczyk draws a parallel between the West-European, so to say, regular pattern of the nation-forming process brought about by horizontal and vertical integration, and the East-European model. As opposed to the western nation-state, he distinguishes in this latter three basic types: the ruling nations (nations having their own states), the fully shaped political nations with a complete social structure but lacking the institutionalized forms of a nation-state, and the linguistic-ethnic groups and nationalities that will not necessarily become modern nations at all. The model of the state community creating language community and this, in turn, national community in the West, and the opposite process of the language community creating the national and the state community in the East is a very apt characterization of the problem.

The term “linguistic-nationality borderland” is frequently used in the following treatment of the subject. This borderland is ethnically mixed, in contrast with the basically homogeneous territories to be found also in Eastern Europe. It is also very useful to distinguish the “ruling groups” and the “minority groups”, the former not meaning ruling nations at the same time, but the more developed and more influential nations in the second East-European type as opposed to the members of the third type. This is at least what can be deduced from the argumentation, though the author does not definitely say so. Very inspiring are also his ideas on assimilation, the distinction between the natural and the forcible variety. He calls the former active, while the latter passive assimilation. The term is perhaps not very happily chosen, but there are few languages as lucky as the Hungarian to be able to distinguish the two using the versions of the same word: “magyarosodás” for natural assimilation and “magyarosítás” for its forcible form. The author rightly points out how religious differences counteract the process of assimilation. It is, however, debatable that the peasant communities transplanted into alien surroundings (e.g. the 18th-century settlers in Hungary) are less resistant to assimilation. It is just the Hungarian example that proves that the peasants are

the most difficult to assimilate. The fact that the great mobility of capitalist society contributes to assimilation is, naturally, stressed also by Chlebowczyk, but it is again not quite obvious to us, why he considers the *çorbaci* in Bulgaria an example of state assimilation.

The author is right in contributing great significance at the start to Enlightened Absolutism and to the ideas of Enlightenment and Romanticism, as well as to the Germanizing function of the army in the Habsburg Empire. He is very sensible in writing that Herder was the first to adequately outline for the East-European nations the three ideological elements in the nation-forming processes: the significance of linguistic and ethnic unity, the role of historical consciousness and the consciousness of historical mission. It is, however, not clear, why the author writes about the inhabitants of Bukovina that their number grew by over 50 per cent during the first twelve years of Austrian rule through the inflow of settlers from Transylvania, Galicia, and from Hungarian and German territories, these being all (except for the uncertain "German" ones) territories equally belonging to the Empire. Nationality relations in Bukovina are represented as balanced only in the capitalist period. It is equally obscure, why the author speaks of Hungarians and Szeklers when describing ethnic relations in Transylvania. These two terms can be separated in the 18th century only regarding the institutions of the Estates.

From the second chapter the author does not confine himself to a purely sociological approach any more: history comes in, next to annals history at times. This can be disturbing for the average reader, but is fully understandable for the historian.

Examining the role of the factors of nation-forming, the author deals separately with the so-called "Magyar problem", i.e. the peculiar situation in Hungary, where the *natio hungarica*, just broadening into a nation in an ethnic sense, is both the oppressor and the oppressed at the same time. There are similar situations elsewhere, too, as hinted at by Chlebowczyk when distinguishing the terms "ruling group" and "minority group", but it has undoubtedly developed in its fullest form in Hungary.

The ideas of Marx, Engels, Lenin and Stalin on the nation are also dealt with in a chapter. The author stresses that these thinkers viewed the whole problem only subordinated to social progress and, therefore, they could not fully recognize its significance. The duality and possible conflicts of the social and the national aspects are dealt with once again resulting from the occasionally disturbing duality of the theoretical and chronological approach. It is obviously due to the abridgement of the original version of the book that there is a contradiction between page 94 and 95, where the author first writes about the ignorance of the Orthodox clergy, then considers the lower clergy and the teachers to make up the intelligentsia so important at the start of the national movement. Here we have found also a slip of the pen, namely that Josef Dobrovský and Jernej Kopitar are equally called the precursors of the Czech linguistic movement both writing in German. Apart from the fact that they had a mutual dislike of the other, the difference between them is that Kopitar was Slovenian.

Discussing the policy towards the nationalities in the first half of the 19th century, the author emphasizes that the Austrian and the Prussian solutions were actually instrumental in the progress of nation-forming. Nationality policy is dealt with again in another chapter, where the author is right in stating that one cannot speak of actual oppression of the nationalities on Cisleithania. The policy of oppression is called by him Prussian-Hungarian nationality policy, a "flattering" remark for the Hungarians. Indeed, one can speak of a policy of oppression, forceful assimilation and many similar phenomena in the dualist period, but the fight against the nationalities in the economic sphere like the one waged by the Prussian government against the Poles did not emerge in Hungary, not to mention the extent of oppression in Tsarist Russia in those decades.

Chlebowczyk is right also in mentioning the various historical myths of the earlier period as factors of nation-forming. In connection with the Hungarians he refers to the myth of Adam having also been a Hungarian. Well, this spirited nonsense of István Horvát did actually exist, but exerted only little influence on the Hungarian national movement, and was made fun of even by the contemporaries themselves. The author should have mentioned the myth of the kinship of the Huns and the Magyars instead, this having actually been the belief of wide masses in the linguistic-cultural phase of the movement. Chlebowczyk is again right in pointing out that the minorities soon created for themselves the myth of the majorities as their



'enemy', the traces of which can still be felt. He mentions also that the social basis of the national movements was still very narrow in 1848, it had not yet reached the peasantry. This statement makes sense as far as the Slovaks, the Slovenes, and the Ruthenians are concerned, as the author himself has meant it, but is not quite true of the Rumanians (see the uprising of the Rumanian peasants in Transylvania in the autumn of 1848). It is also highly debatable that Budapest should have been a basis of the Slovak middle classes during the dualist era. True, there were such individuals living in Budapest, but the majority of the Slovaks came here as workers, mainly in construction.

The relationship of the national movements and religion is illustrated by the German Kulturkampf which, as the author points out, has actually contributed to the development of consciousness among the Polish peasants.

As to the capitalist period, Chlebowczyk is quite correct in enumerating the various political forms and organizations of the national movements quite up to the political parties, and is also right in saying that political nationalism preceded ideological nationalism placing the nation above all other values, chauvinism, the irrational elements, the societies urging forcible denationalization like the Hungarian FEMKE (Hungarian Educational Society of Upper Hungary) and the EMKE (Hungarian Educational Society in Transylvania), and the corresponding one in Southern Hungary, as well as the similar German societies. This in itself reflects the changed character of the whole national question in the capitalist period as compared with the period of nation-building a positive era also from the point of view of social progress. This distinction is not fully treated by Chlebowczyk.

In his final remarks the author says that the discussed phenomena are valid only in the smaller part of Eastern Europe, especially in the border regions. Still, they deserve attention alongside the regular, West-European type of development, which is quite true. Should the author have examined also the whole European part of Russia and the Balkans in detail, he might not have come to the conclusion that only the smaller part of Eastern Europe is concerned.

This and the other critical remarks do not, however, detract from the merit of the book. This short account is far from enumerating all its conclusions and its whole system of treatment. We have mentioned only those statements with which we particularly agree or do not at all agree. Research into the national question in Eastern Europe has greatly been promoted by this book offering theoretical framework and promoting further thinking and research as well. We hope that an ever wider circle of students of the problem will be stirred by it. This is why we find the publication of the book in English so important even in this abridged form.

*Emil Niederhauser*

MONIKA GLETTLER, Pittsburgh—Wien—Budapest. Programm und Praxis der Nationalitätenpolitik bei der Auswanderung der ungarischen Slowaken nach Amerika um 1900. Wien, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften. 1980.

The period of the *en masse* emigration overseas (1890–1914) took place in the Habsburg monarchy along with the appearance in the foreground of the nationality question and the repeated upswing of political activity among the national minorities. In the increasing flow of emigrants the nationalities were represented beyond their proportion in the population of the empire. This was particularly true of the Slavonic ethnic groups with the Slovaks taking the lead: in 1899 they represented 25 per cent of the immigrants to the United States from the monarchy and 45 per cent of those from Hungary. One in four people among the almost two million members of this ethnic group had already been to America before World War I. In respect of the study of nationality problems and particularly in case of the Slovaks it is important to examine what the connections were between the *en masse* emigration and the nationality movements in the regions where the emigrants originated from; and whether the emigrants had an influence on the formation of both national movements and nationality policy in the two parts of the empire.

These questions are analyzed in the nearly 500-page monograph of the author, mostly based on the sources of archives. According to her formulation, the most direct connections between emigration and the nationality problem could be observed in three major groups of sources:

1. the reactions of the Slovaks in America to the diplomatic and administrative measures both in the Monarchy and in Hungary;
2. the reports and actions of the embassy and consulate of Austria–Hungary in Washington;
3. the files of Hungarian state and church authorities.

And, indeed, neither emigration, nor the activities of the Slovaks in America or the nationality policy comprise any elements which would not turn up in these groups of sources.

The first part of the book throws light, from several respects, upon the general conditions of Slovaks who emigrated to America. The author outlines the extent and the directions of Slovak emigration, the social data of the emigrants, the reasons for emigration and repatriation, as well as the wage levels. She also gives information about the establishment of the Slovaks' social organizations in the USA, the main friendly societies and associations and Slovak newspapers and churches. In connection with the last two it is analyzed how the authorities of Austria–Hungary attempted to extend their control over them. Gaining control was aimed at by the so-called "Hungarian action in America": they worked out the programme of "national solicitude" for those who immigrated to the USA. On the basis of this, from 1903 on, Slovak newspapers which were loyal from the national point of view received financial help and efforts were made to hamper the emigration of "unreliable" clerics, to remove the already emigrated and active "dangerous" persons from the leadership of religious communities and to promote the sending of "reliable" clergymen. Different ways of supporting Slovak schools in America came to be formed within the framework of the action: nuns and books were sent.

The second part of the book contains the central questions of the subject, namely: what activities the Slovaks carried out in America in the national respect, how effective they were and how they influenced the nationality movements in Hungary. After an outline of the conditions of the nationalities and the groups of the national movement in Upper Hungary, the author deals with the activity of the Slovaks in America against the manifestations of Hungarian nationalism and for the support of the Slovak national movement in Hungary; — all in the order of chronology and subjects.

There were three main types of these actions:

1. remittance of funds and donations for subsidizing the Slovak newspapers in Hungary and for the support of the election of Slovak representatives, as well as fellowships for the support of the education of Slovak intellectuals and mainly priests at universities outside Hungary;
2. sending or smuggling from the USA to Hungary such journals published in Slovak which were regarded as "pan-Slavonic" by the Hungarians;
3. performance of anti-Hungarian propaganda among the Slovaks in America.

According to the author, types 1. and 2. were rather limited, only "drops in the ocean". Type 3. i.e. anti-Hungarian propaganda among the Slovaks in America was much more effective. At meetings, congresses and in memoranda they protested against Hungarian nationalism and formulated their demands in the interest and on behalf of the Slovaks in Hungary. These demands were restricted to questions of language and culture. In 1904, a so-called "pan-Slavonic" congress of journalists was held in St Louis whose resolution contained the following points: 1. equal rights for Slovaks with Hungarians in Hungary; 2. rapid application and proper observance of the 1868 Nationality Act; 3. particular emphasis on the observance of those points of the Act which refer to schools and other cultural institutions; 4. return by the Hungarian government of the properties confiscated from different cultural institutions and re-opening the closed culture centres.

Leaders of the Slovaks in America reacted ever more vehemently to the retaliations upon the leaders of the Slovak national movement in Hungary. For instance in 1907, some of them formulated calls for a peasant revolt in Hungary and to this aim they suggested to purchase weapons to be sent to Hungary. Although they tried to formulate the calls in a way that they should be understood by the simple people as well, they were unsuccessful in instigating the masses to revolt. And what is more, soon after the meeting the

conditions of subsistence changed unfavourably for some leaders (removal from leadership of the community, explosions or fires in their homes), which may lead us to the conclusion that the masses applied against them the very methods they had popularized.

Through the representation of the travels of Slovak leaders from America to Hungary and from Hungary to America we can get a picture of the development of their connections and of the internal struggles among the various trends of the national movement; we can get acquainted with the personalities of the Slovak leaders in America and also with the opinions concerning emigration and repatriation—both from the viewpoint of the Hungarians and from that of the Slovaks in America.

Attitudes and their manifestations by the official circles of the monarchy (i.e. of Hungarian state and church authorities) in connection with the Slovaks in America are analyzed in the third part of the book. Hungarian state authorities were interested in the Slovaks in America from the respect of the Slovak nationality question in Hungary. In order to prevent the distribution of Slovak journals from America in Hungary, series of postal suppressions were applied and various measures were taken to trace the papers smuggled into the country. The repatriation of a great proportion of the emigrants was regarded unfavourable since they were looked upon as supporters of the pan-Slavonic and anti-Hungarian ideas.

Monika Glettler minutely reconstructed the conditions, facts and events from the afore-mentioned groups of sources, and her definitions in respect of the connections among Slovak emigration, Slovak national movement in Hungary and nationality policy may be summed up as follows.

The peculiar social structure of the Slovaks in Hungary, the lack of considerable bourgeois and intellectual classes imposed certain limits on the aims and the effectiveness of the national movement. The social structure of Slovak emigrants was even more peculiar. Only two social types could be identified among them: the overwhelming majority belonged to the rural population (peasants and craftsmen) and there were remarkably few intellectuals.

The masses of emigrating peasants had no national ambitions. They left the country definitely on the urge of economic objectives, attracted by more favourable possibilities of earning. They wanted to save up money to settle their debts, to buy land and to improve their subsistence at home. They started on the way as itinerant workmen without any intention of permanent settlement. A significant part of them actually returned to the homeland after a certain period. More than one third of these people were illiterate and lacked any national consciousness. In the USA they could belong to, and so they remained in the lowest classes of society and thus, already because of their position, they could produce no Slovak intelligentsia of their own in America. The Americanization of the few who managed to rise socially alienated them from their communities.

The most important role in the social life of the Slovaks in America was that of the churches. The emotional contacts of the emigrants with the old country remained very strong and this manifested itself in their devotion to the previously left immediate environment and relatives. Dynastic loyalty and staying away from the pan-Slavonic ideas characterized the masses. The change of lifestyle and the fact of being transferred from the village communities of a traditionally agrarian country to industry brought about changes in their views and attitudes. At the same time, isolation in a foreign environment intensified the feelings of a rootless existence and of the lost country, and these affected their social activities as cohesive forces.

The relatively few intellectuals were mainly represented by clergymen, priests and teachers (their proportion was much smaller than it was in the case of the Hungarian emigrants). The reports of the envoy and the consuls evaluated them unequivocally in a negative way: "semi-intellectual proletarians", "people who studied or played the truant at Czech colleges", "persons who were sent down from Hungarian colleges because of their seditious activities" etc. Slovak priests who fled to the USA were qualified by the Hungarian prime minister simply as "the scum of society".

In respect of the quality of the Slovak intelligentsia in America, criticism dominates Monika Glettler's evaluation as well. "The leading groups of the Slovaks in the United States did not always come from among the most talented workers or progressive bourgeois intellectuals." In her opinion, no facts prove the influence of pan-Slavonic, namely Russophile or Czechophile trends, at least not until World War

I. There was a group of people among the Slovaks, too, (although not as many as among the Germans but a certain percentage of the intellectuals anyhow) who, in the spirit of Hungarism and keeping in mind the common history, professed a peaceful coexistence of the national minority with the majority and behaved accordingly. Thus the author draws attention to the necessity of a sober evaluation of trends and groups and, from the respect of research, she points out the danger of regarding the Slovaks in America as either one-sidedly Czechophile or Hungarophile, or as Americans completely separated from the homeland, or as champions of an independent Slovakia.

Naturally enough, Hungarian chauvinism deepened the "irredentism" of the Slovaks in America. It had a great part in the appearance of spasmodic attitudes in the national behaviour of the Slovaks in America, which were to be further strengthened by World War I. On the other hand, however, the hostile attitudes towards Hungarians were also connected with the negative facets of the character of the Slovak leading circles. In the opinion of the author, these were the explanations of the "useless arguments" which weakened the intellectual efforts from several respects and resulted in a lack of perspective in the conceptions. Slovak nationalism was impressed by the fact that it had been born in offices and on the desks of editors and not on the rostrums at public meetings or in the sitting-rooms of middle-class homes. Basically, this was the reason for the lack of hardly any contact between political programme and practice among the Slovaks in America, which situation lasted for decades. Thus, according to Monika Gletler, the "pan-Slavonic danger" and the fear of the repatriated (which ideas were emphasised mainly on the Hungarian part) were groundless, and so the severity of the nationality policy towards Slovaks was also unjustified.

So far, Slovak Marxist historiography has decisively concentrated on the process of emigration and on the revelation of its causes. No publications give evidence of the study either of the community activities of Slovaks who had emigrated to the United States or of the interrelations between emigration and the nationality problems in Hungary. Before World War I, only a few treatises were published concerning the nationality problem (such as those by Emil Balch and Seaton Watson) and they were inspired rather by political interests. However, the historical records were written by the immigrants themselves or, to be more exact, by the members of an exclusive, élite group: priests and journalists, who enumerated and evaluated their social activities with self-praise and partiality. It was only in the 1970s that research activities started (mainly in the USA but in Europe, too) of which scholarly exactness is characteristic in respect of the collection and analysis of the social and political activities among the immigrating ethnic groups and so among the Slovaks as well. Even in these recent scholarly investigations which were inspired by the ethnic renaissance, a more or less explicit temptation to romantic description can be observed. So Monika Gletler's work represents a significant advance in the research of the Slovak national question; an attempt at a sober, factual historical analysis is characteristic of the book, which assumes even the thankless tasks of stripping off the illusions and criticizing the various biases of all sides. The significance of her book goes beyond the framework of Slovak historiography.

The author gives abundant documentation of all her statements and supports almost each element of her analysis by references. Since the majority of her sources had been produced by the representatives of the ruling classes, and thereby she shows and evaluates the events, developments and personalities through the filter of the views of these people, we cannot avoid putting the question: whether these sources provide reliable information first of all for the understanding of the development of class and national consciousness among the Slovaks in America; and for the evaluation of the ethnic movements and their effects, even if the treatment of the subject is as detailed as possible. The reports of the envoy and the accounts provided by the confidential agents mostly contain only indirect, superficial and (last but not least) biased information concerning the internal life of the Slovaks in America and the interrelations between organization into groups and communal activities, as well as between ethnic consciousness and self-consciousness. An unquestionable basis for the evaluations could have been established through a comparison with other groups of sources produced as either written or oral evidence of emigrated and repatriated Slovaks. It is particularly important in case of the investigation of such problems as the follow-up of the changes in the group attitude, behaviour and the development of national consciousness, which may never be grasped

easily anyhow and are not necessarily reflected in direct political actions. A new upswing of the Slovak nationality movement could be observed in Hungary from the 1890s on, although its really significant results did not manifest on the level of nation-wide politics, but in the internal life and attitude of Slovak society (organization of reading circles and cooperatives, more conscious adherence to the language etc.).

Monika Glettler's book contains the results of basic research, after an investigation of sources so far unrevealed in detail. Bringing together the ramifying lines which belong to the range of these problems and the attempt to show the whole environmental background, obviously brought about an occasional sketchiness and offered no possibility for a continuous check of unreliable information. By a more economical treatment of main and subsidiary lines and by a more concise structural arrangement the most important aspects of the investigated questions could have received more emphasis, and thereby the effectiveness of the book against the evaluations of the idealized and biased historical attitude could have been increased. It is fairly well known in historians' circles that the representation of a standpoint which is in opposition to the habitual historical consciousness is not an easy task (and the result is doubtful), even if materials of all the sources produced by the interested and antagonistic groups are contrasted in the sequence of the analysis.

In spite of the above critical remarks, everybody who knows the quantity of the sources the author used, and is somewhat acquainted both with the contents of them and with possibilities and difficulties of ethnic investigations will pay attention mainly to the merits and the outstanding individual performance in Monika Glettler's book and not to the occasional blemishes.

*Julianna Puskás*

**HEINRICH GROSSHEIM: Sozialisten in der Verantwortung. Die französischen Sozialisten und Gewerkschaftler im ersten Weltkrieg. 1914—1917. Bonn, Verlag Neue Gesellschaft. 1978. 385 p.**

Nous avons là un ouvrage intéressant, richement documenté et de portée importante. Dans un périodique d'histoire il est superflu d'insister sur le caractère « passionnant » qu'avait auparavant aussi, et depuis lors toujours, le mouvement ouvrier au temps de la première guerre mondiale. Les ouvrages historiques, de plus en plus abondants, suffisent en eux-mêmes à le prouver. L'« intérêt » de l'ouvrage de Grossheim n'est que rehaussé par le fait qu'il fut publié avec le soutien d'Ebert-Stiftung. C'est-à-dire, sans surestimer ce fait, et sans prendre l'opinion de Grossheim pour quelque « jugement officiel des social-démocrates de l'Allemagne de l'Ouest », nous ne devons pas attribuer au hasard la parution de cet ouvrage. En effet, dans son livre Grossheim traite des questions qui ne sont point de second ordre, telles que l'Internationale et en général l'internationalisme, la question de la Burgfriede et de la politique des réformes sociales. En fin de compte il ne s'agit donc pas seulement de l'angle, toujours instructif, sous lequel les socialistes d'un bord du Rhin jugent le rôle (toujours important) du parti de l'autre bord du fleuve, ainsi que ses possibilités et défaillances. C'est certainement à ses questions de fond que Grossheim chercha et donna la réponse.

Grossheim réclame pour ainsi dire une véritable « requête civile » — et ce au préjudice de la gauche. Le jugement d'acquiescement est prononcé en tout premier lieu en faveur de la « majorité » française. Ajoutons tout de suite que c'est, d'une façon assez marquante, non pas simplement au bénéfice de Renaudel, mais plutôt à celui de Thomas ou, si l'on veut, dans une certaine mesure au profit du groupe de droite de Varenne et de Compère-Morel. Notons que ce jugement n'est pas assez mûri, assez élaboré, qu'il est plus d'une fois contradictoire. L'auteur montre parfois de la compréhension même face aux tendances « opportunistes », de compromis, de Renaudel, seule il n'en a pas face à l'opposition de gauche. Celle-ci, il la condamne au fond en bloc, tout en établissant de la différence entre les pacifistes « minoritaires » et les zimmerwaldiens, présentant ces derniers comme un phénomène encore plus nocif qui, tout en étant

éphémère, n'en cause pas moins des troubles néfastes. Il procède de la même façon, en fin de compte, aussi avec l'aile minoritaire de Longuet-Pressemane-Mistral, mais dans leur cas après chaque analyse concrète, chaque appréciation négative des situations, son jugement final est qu'elle n'en constituait pas moins une part organique de l'unité du parti socialiste qui poursuivait, certes, des idées erronnées, des illusions, des mythes simplifiés, mais forme l'aile gauche du mouvement unifié. Il trace la ligne de démarcation non pas entre la majorité et la minorité, mais entre les zimmerwaldiens et la minorité.

Avant de passer aux rapports entre ce schéma et l'évolution française concrète, je dois remarquer qu'ici il me semble que l'influence « allemande », le souvenir du passé historique du parti social-démocrate allemand, sont par trop intenses. En fin de compte, il devient manifeste que Grossheim part des anciennes « vérités » d'antan, d'une part de l'idée qu'à l'été 1914 « on ne pouvait pas faire autre chose », au moment de l'éclatement de la guerre on ne pouvait rechercher que les moyens de parer à la défaite. C'est-à-dire, il donne parfaitement raison à la direction « majoritaire » des partis français et allemand, aussi bien quant à l'acceptation de l'Union Sacrée qu'à l'interruption, à la suspension des relations avec l'Internationale. Comme auparavant tant le groupe Scheidemann que le bloc Renaudel-Thomas étaient gênés par l'intervention trop précoce de pacifistes qui, « malgré tout », voulaient dès lors établir des contacts avec les socialistes de l'autre bord du front, et qui insistaient sur la responsabilité de *tous les* gouvernements pour la guerre éclatée, Grossheim rend tort en 1978 aussi à ce groupement. Par là, il acquitte non seulement le parti socialiste français, mais en même temps aussi la direction du parti allemand. Nous pouvons même ajouter qu'avoir tracé la ligne de démarcation citée remonte au fond à des origines allemandes, car on voit souvent dans l'historiographie allemande la tendance à donner moins d'importance aux différends entre la majorité et la « *Arbeitsgemeinschaft* », plus exactement l'USPD, et à présenter comme plus importants les conflits, les oppositions entre l'USPD et les spartakistes. Toutefois, en 1916-1917 ces relations n'étaient pas telles, et surtout n'étaient pas exclusivement telles. Cependant, Grossheim travaille par trop sous le signe de cette conception, et ainsi, son travail, en dehors d'être typique, est aussi, souvent, défectueux, parfois contradictoire.

D'ailleurs, dès le début de son ouvrage, l'auteur expose ouvertement sa conception et, sous le signe de la requête civile, il refuse non seulement la vision, les jugements des volumes Rosmer, passant pour des ouvrages standard, mais il est mécontent même des œuvres de Kriegel, de Ligou, voire de l'Américain Wohl qui, de son avis, voyaient mal précisément l'essentiel, donc avaient une opinion par trop favorable à la « minorité ». Mais Grossheim se trouve en opposition, et même typiquement « de droite », non seulement avec ceux-ci, mais aussi avec les historiens français qui consacrent des œuvres à la mémoire des dirigeants de gauche de la CGT (que ce soit Morrheim, Monatte ou Rosmer et Dumoulin), mais même avec ceux qui dépouillent (Denise et Tintant) les activités de Jouhaux. Grossheim donne, certes, une opinion positive sur Jouhaux, mais cette opinion n'est pas authentique. Il n'est pas loin de faire de Jouhaux un Legien et on ne voit pas les frictions, de plus en plus fortes, entre Jouhaux et le gouvernement français, ni sa position bien plus à gauche que Renaudel. Ainsi, l'accord connu de 1917 entre Jouhaux et Merrheim pouvait survenir non seulement parce que Merrheim « glissa vers la droite » — ce que montre Grossheim — mais un élément au moins aussi important en était le glissement à gauche de Jouhaux et de plusieurs autres autour de lui, mais ce qui ne ressort pas du livre. Inutile de dire qu'il montre encore moins comment, en 1916-1917, Jouhaux prit la même position à propos de nombreuses questions que le courant « minoritaire », critiqué par Grossheim, face à la conception de la « majorité », et ce dans des questions de fond. Ainsi Grossheim se trouve opposé non seulement à quelques ouvrages traitant le passé du parti socialiste français, mais à leur majorité prépondérante, et aussi à la réalité. Les ouvrages écrits à l'Est de l'Elbe manquent totalement de sa base historiographique.

Grossheim donna une « introduction » historiographique à son ouvrage, et se range parmi les historiens qui critiquent du côté droit la politique centriste des partis d'avant 1914. Toutefois, ce chapitre plus long, fournissant les bases, est également trop superficiel et typiquement combatif. Là aussi, il constate que les propositions de Jaurès-Vaillant-Keir Hardie sont toujours restées inacceptables pour le parti allemand, mais il ne dit mot des orages qui ont éclaté à ce propos aussi dans le parti allemand (non seulement Rosa Luxemburg, mais aussi Ledebour s'étaient opposés à Bebel), non plus des tendances nationalistes,

voire impérialistes surgies dans le parti allemand et du poids dont elles pesaient sur le parti français. D'une plume légère il écrit que la vision de Jaurès était, elle aussi, chargée d'illusions, sans pour autant le prouver, et il décrit avec une brièveté excessive et sans critique le débat entre Jaurès et Andler, ce qui ne doit pas être attribué au hasard. C'est que précisément ce débat prouve que la vraie ligne de front se trouvait entre l'internationalisme et le nationalisme et que dans cette question Jaurès était opposé dès avant 1914 non seulement à Andler, mais aussi à Fournière, Thomas et à Hervé passé à la droite. Ce n'est pas parce que Jaurès poursuivait des illusions ou qu'il fermait l'œil devant les éléments gênants. En fin de compte, Grossheim dispose de nouveau les figures sur l'échiquier et voudrait jouer le parti comme il a été joué dans le temps. Après 1914 aucun dialogue raisonnable ne pouvait s'établir entre Scheidemann et Renaudel (sans parler déjà de ceux, nombreux, qui étaient plus à droite que Scheidemann et Renaudel), mais Jaurès (et non seulement lui) l'ont clairement vu dès avant 1914, ce n'est donc pas un hasard si, à ce temps héroïque, les personnes « mises en vedette » par Grossheim furent reléguées à l'arrière-plan. Ce n'est pas non plus un hasard si Grossheim se sert souvent de sources secondaires pour prononcer un jugement dépréciatif, cinglant sur les décisions des congrès et s'il néglige des moments où se dégagent, avec une force élémentaire, de vrais mouvements de masse antimilitaristes, antiimpérialistes (l'insurrection et la grève générale à Barcelone en 1909), ou l'échec et l'isolement en Italie, en 1911-1913, des premiers « nationaux et partisans du travail de réformes positives ». Il est clair que, conformément au raisonnement de Grossheim, là aussi, c'est la tendance Bissolati-Bonomi qui est positive et solide.

En ce qui concerne la période d'après 1914, avec une légèreté propre à sa conception, Grossheim qualifie comme insignifiantes les premières conférences internationales, aussi ne traite-t-il pas les répercussions françaises des conférences à Lugano et à Kopenhague, il se contente de déclarer qu'il n'y en eut pas. Pourtant, rien que de citer les quotidiens français de la « minorité » eût été instructif. Il passe simplement sous silence les conférences à Bern au printemps 1915, les jugeant de « zimmerwaldiennes », bien que la conférence des femmes eût des rapports directs avec la France. Il y a toutefois que tout réfute typiquement le schéma de Grossheim, car la conférence de femmes à Bern démontre précisément l'efficacité de la coopération des zimmerwaldiens et des pacifistes. Et comme cette coopération est restée vive malgré les frictions dans le mouvement allemand (ce qui est prouvé aussi par les phénomènes *Gleichheit* et *Neue Zeit*), il en était de même en France aussi. A l'opposé des conclusions et des présentations de Grossheim, le Populaire du Centre ou le Droit du Peuple valent des opinions positives sur Zimmerwald (encore que certaines distances gardées dans un esprit critique fussent également caractéristiques, une ligne de conduite qui différait nettement des articles de l'Humanité, ou des positions prises par Grumbach. Toutefois, Grossheim néglige complètement ce contexte, tout comme le fait que la censure gouvernementale est dirigée avant tout contre les journaux pacifistes, et ce précisément dans les questions de ce genre. Il n'est pas moins typique que les pacifistes français, dès le lendemain de Kienthal, prennent ouvertement, dans la presse aussi, la défense « des pèlerins de Kienthal ». Il n'est pas exact non plus qu'au parlement ceux de Kienthal étaient complètement isolés. Il suffit de voir les procès-verbaux du Parlement dont il ressort que les zimmerwaldiens avaient toujours des approbateurs, des défenseurs pacifistes. En d'autres termes, la séparation simple et rigide des lignes de front n'est pas survenue, car, d'autre part, il est également caractéristique que les pacifistes, tout comme en Allemagne, en France aussi offraient toujours de la publicité aux articles de ceux de Kienthal (que l'auteur omet également de présenter).

En fin de compte, dans tout son ouvrage Grossheim ne cite qu'accidentellement les périodiques de l'opposition pacifiste, il ne dit même pas combien il y en avait et ce que signifiait que la minorité disposait de plusieurs quotidiens. La présentation, insuffisamment précise et approfondie, des positions de la minorité, vues parfois sous la lumière et d'après les sources de la droite, aboutit à des conclusions étonnantes, souvent pas assez nuancées et surtout pas bien fondées, en dehors de celles déjà citées, à des références concernant les différends entre générations dont dans la suite il s'avère qu'ils ne sont pas substantiels. Il remarque que ceux de l'opposition minoritaire ne disposent pas d'un passé notable, sont donc des néophytes, ce qui est une affirmation vraiment étrange concernant des personnes tels que Longuet, Mistral, Pressemane ou même Bourderon qui, depuis leur tendre jeunesse passaient leur vie dans le mouvement socialiste. A ce propos Grossheim pourrait bien dire que plus tard, en 1917-1918, années où s'amplifia la base de la minorité, cet

aspect était caractéristique, mais pas caractéristique des dirigeants, même pas des cadres, et surtout pas avant le printemps 1917. Une autre question essentielle est de savoir comment étaient jugés dans le parti les rapports Huysmans et BST, mais là les opinions y relatives de la majorité et de la minorité furent confrontées bien plus tôt et avec bien plus d'acuité que ne le présente Grossheim. Dès l'automne et l'hiver 1916 les problèmes sociaux furent posés avec bien plus de netteté, partiellement aussi au Parlement, où, à ce moment-là, et précisément dans les questions économiques et sociales, le centre-gauche se sépare déjà de la majorité (groupe Auriol-Bedouce), ce que Grossheim traite à peine, certainement parce que cela contredit à la conception qu'il offre.

Les déficiences et les lacunes sont dans tous les cas caractéristiques. Grossheim se réfère évidemment au congrès du parti en décembre 1916, mais sans même mentionner les opinions, articles, appréciations parus dans les journaux de la minorité. Il s'étend aussi à la conférence des socialistes de l'Entente en août 1917, mais là aussi, il se fonde presque exclusivement sur des sources de droite. Quant à la conférence de Londres, il se base sur les notes de Thomas, mais par hasard G. B. Shaw fit, lui aussi, des notes de cette conférence et qui révèlent — comme d'autres sources aussi — d'une manière fort expressive et précise, les intenses frictions entre Henderson et la « majorité » française. Grossheim, de son côté, présente les choses comme si Henderson avait été d'accord avec la majorité française. C'est le contraire qui est vrai, il y avait entre eux des conflits violents.

Encore longuement pourrions nous énumérer des remarques concrètes mais qui ne changeraient rien à l'appréciation de l'ensemble. Je suis d'avis que l'ouvrage de Grossheim est important et qu'il offre aussi de nouvelles valeurs historiques, il analyse quelques questions dans un esprit critique, à bien des égards il a dépouillé de nouvelles sources, et ainsi il faudra de toute façon tenir compte de son ouvrage — mais sa conception ne peut point être considérée comme nouvelle et même pas — à mon avis — comme justifiée. Avant 1914 ce sont Jaurès, Vaillant et De Pressensé qui l'avaient réfutée dans le mouvement socialiste français, entre 1914-1917 elle ne se justifia pas non plus, et nous ne croyons pas qu'après une analyse critique, la coopération française-socialiste soit imaginable sous le signe de Scheidemann et Renaudel (ou dans une version encore pire de Grossheim, de Legien et Varenne-Thomas).

*János Jemnitz*

**Международное рабочее движение. Вопросы истории и теории. Том III. Начало революционных битв XX века. Москва, 1978. 696 стр.**

**(International Labour Movement. Questions of History and Theory. Beginning of the Revolutionary Fightings in the 20th Century)**

The third part of the great synthesis series planned for seven volumes up the history of the Russian and the international labour movement in the historical period between 1905 and October 1917.

Because of the character of our journal we consider a summary listing all the material included in a work of this kind senseless, for it is impossible to reproduce the contents of 700 pages in a few ones. Here I would only mention that as compared to the previous two volumes for obvious reasons the third one deals more with the Russian working-class movement as the revolution of 1905 and that of February 1917 fall in between the chronological bounds of this volume. Both of these revolutions meant turning-points not only in Russian history but at the same time they had great direct and indirect radiation to and effect on the whole European, as well as on the international labour movement which is traced with great care by the authors of the book. This volume—whose editor-in-chief was also B. N. Ponomaryov but the practical editorial work



was done by the Institute of International Labour Movement of the Moscow Academy and the selected editorial staff was headed by S. S. Hromov, director of the Institute for USSR History—besides the above mentioned chapters on Russian history devotes relatively greater attention and more space to theoretical questions and deals even more with Lenin's activity. It divides his œuvre into several periods: First the authors speak about him in connection with the revolution of 1905 and later in another historical stage when the transitional surpass of the counter-revolution resulted in a strong depression in both the working-class and the democratic movements and finally when World War I broke out, when contemporaries could witness far-reaching disruptions in the whole international movement, Lenin proclaimed a basically different programme. Then in a later period, covering 1915–1916, we may read longer chapters which throw light especially upon how Lenin developed further Marx's revolutionary theory.

Besides these specially Russian chapters and those dealing with Lenin's activity, there are parts rich in material which e.g. record the contemporary reception of the Russian revolution of 1905 among the theoreticians, at the party congresses, in the party press either directly (through subvention or solidarity declaration) or indirectly, discussing how the experiences of the Russian struggle could be used under the conditions of other countries, too. We may find this outlook and reception analysis also in 1917.

The editors and the authors divided this long period into three larger parts. In the first part the revolutionary years of 1905–1907, in the following the long period from 1908 to 1914 are analysed and finally the third larger period offers a survey of the events, standpoints, actions and theories from 1914 through 1917. The editors definitely strove to analyse the events in a wide spectrum.

As compared to the former, imposing Soviet volumes on the II. International published 15 years ago this book is different not only because here the Russian internal development got more space, but also because the working-class conditions and the socialist theories are examined more fully as well. There is a difference also in the much more detailed presentation of the countries outside Europe and when describing these countries the editors remarkably strove to make use of the results of the new elaborations besides presenting and quoting the contemporaneous historical materials. Finally another difference is that apart from describing the situation, the internal development or the balking of the trade unions connected with the socialist parties, this volume goes deeply into the question of anarchosindicalism or the anarchosindicalist trade unions, moreover the phenomena of the Christian Socialist and "yellow" trade unions. It is true, however, that this chapter is unusually short and in several respects I believe we find very rough generalizations here. About the Christian Socialist trade unions we may read a global generalizing evaluation from one of W. Z. Foster's previous works, in a spirit which unavoidably bears the unfortunate stamp of that age. Accordingly the Christian Socialist trend in the labour movement is nothing but a negative phenomenon whereas obviously a more complex analysis is needed especially when we consider the influencing of those layers too, which previously were far from the socialist movement.

When the issue of anarchosindicalism is treated we also meet superficialities.

As concerns the Spaniards we feel that still not enough is said of them or more precisely even if the readers can really learn well their influence and importance from this volume, their organizations, their leaders and the leaders' opinion are much less known. Particular when we draw a parallel between the Spanish and the French CNT phenomenon. This is certainly not surprising since French history has always been the greatest asset of Soviet historical science especially the profound analysis of the French labour movement, and in these questions the younger Soviet scholars could always depend upon V. M. Dalin's rich historical writings of 40–50 years as well as upon the advice of the still creative Dalin. Still even in the French chapter we find such a generalising judgement that the leaders of CGT had great desert in opposing the "internal" national militarism. At the same time they are blamed for being indifferent to the danger of war on international level. I think it should have been mentioned here that the CGT leadership had been strongly divided and the neglect of international antimilitarist tasks had really been characteristic of the former great leaders, Griffuelhes and Pouget who especially in these questions strongly criticized the "new ones" (the also heterogeneous circle of Jouhaux, Merrheim and Yvetot) for espousing the antimilitarist activity. This latter tendency after all was predominant at the congresses and in the resolutions until 1914. Moreover I think it should have been emphasized that it was especially on this ground (or rather partly on this ground) that the

rapprochement between CGT and SFIO (Jaurès-Vaillant) occurred: in opposing the war and the foreign policy of the French government. We get a comprehensive picture of the English labour movement, too. I find it an important virtue of the general historical survey that the authors throw light also upon the workers' culture, a field which has been disregarded many times. There is something, however, I do not find fairly worked out yet: since generally the editors and authors make a distinction and a contrast between the reformist-opportunist trends and the Left; here the portrayal of the English Left is very scamped. The same applies to the presentation of the Labour Party as well and even more to the trade union movement the primary importance of which is generally acknowledged but the description of its figures and trends here is scarcely satisfactory. About the ILP we may read subtle passages at several places but its general evaluation considering the real circumstances in the given period is still not satisfying. And the reader can hardly get a historically true picture about the influence of SDF, SDP and after 1911 that of BSF, he necessarily falls into the error of overvaluation. The authors of the volume deal much more with the representatives of these parties than their weight would demand, and do not include that all of them were intellectuals of a narrow circle (Askew, Rothstein, Hyndman) and while a subtle, critical portrait is painted of Hyndman, bringing out his characteristic, strengthening nationalism, this criticism is missing in the case of Quelch. Talking about the vast panoramas of the international situation there is an interesting and after all not very long summary about the internationalist groups of the period following the outbreak of World War I. In these chapters the authors mention not only the radical leftist Zimmerwaldists but other types of centrist pacifist forces as well (e.g. the French "minority" or the trade union opposition in Germany which rallied around R. Müller, so followed the trace of USPD). They use the same method in case of the Zimmerwald movement where not only two but three trends are distinguished marking out distinctively the role of the Zimmerwald centre (Grimm, Trocki, Roland-Holst). The chapter treating the new theoretical problems that arose during the war is also very interesting but I think it is a pity that this is confined to Lenin's writings for we meet serious efforts in the Russian movement on the pages of the *Letopis*, too, moreover this theoretical debate was characteristic of the relation or better to say fight of the *Djelo* and of the *Letopis*, the domestic legal organs as early as 1916. Most of the problems are of real international concern as many times they arose as such for the role and the economic "intervention" of the state and the question of "war socialism" all caused storms among the political and the ideological leaders and also split the camp of Mensheviks (Martov and Potresov) as well as that of the English, the Germans, the French and the Austrians. The Austrians' case can be of particular interest since the argument is on a higher level supported by the writings and articles of Karl Renner, Friedrich Adler, Robert Danneberg and by Hilferding's letters.

Finally let us say some words about the passages on the Hungarian labour movement.

Generally we get a subtle picture about the problems of the Hungarian labour movement, about the efforts of Hungarian socialists. Following the general concept of the volume the author strove also here to describe how the opportunist Right and the Left had opposed each other in the movement. His opinion that the Left had been formed but it remained weak until 1914 can be accepted. Still there are some approaches and solutions which I do not find convincing and satisfying. Thus I regard it insufficient that the volume does not throw light upon the achievements of the Hungarian labour movement in organizing the workers (here the results are important in comparison with other countries too) or in establishing the socialist press by publishing a high-standard theoretical periodical and the works of the classics and the semi-classics (Bebel, Wilhelm Liebknecht, Lafargue etc.)

I think it is also the fault of the presentation that in the volume of the party leaders, we meet only Garami's name. Kunfi, Weltner, Buchinger are not even mentioned, and that is the case with the trade union leaders too (Jászai, Teszársz). It seems to be a problem so much the more because according to the simple "statistics of emergence" Garami's name appears 3 times, Alpári's 5 times, Vágó's and Jenő László's names twice which may totally mislead the readers concerning their importance in the movement or even their theoretical activities, and may appear a flash back of a lately formed picture. Proportioning, I think, must be treated carefully also in the chapter about the leftist internationalist socialists of the Monarchy during the war, neither here can Alpári and Smeral be placed side by side without any remark.

Smeral was a pillar and newspaper editor of the Czech party movement, Alpári at that time was totally outside the movement and even Ervin Szabó had greater influence on the left opposition than Alpári but he is not even mentioned in the volume.

No doubt, finding the right proportions is a very difficult task. We did give utterance to our critical observations only because the inquirer may hold in his hand a lasting, very high-standard work.

János Jemnitz

Spoločný osud — spoločná cesta. Účast' príslušníkov slovenskej národnosti v robotníckych a roľníckych hnutiach 19. a 20. storočí na území Maďarska. (Štúdie.) Bp. 1980. Tankönyvkiadó, 186 p. Szerk.: Polányi Imre. (Одна судьба — одна дорога. Об участии венгерских словаков в рабочих и крестьянских движениях Венгрии XIX и XX веков.)

Результат очень полезной инициативы Демократического Союза Словаков в Венгрии предлагается в этом издании, который (судя по обложке и послесловию редактора) является первым томом последующей серии. Исследования о совместной борьбе и многовековом сожительстве словаков и венгров по-видимому собираются продолжать. В предисловии Ян Сух, Генеральный секретарь Демократического Союза Словаков в Венгрии правильно акцентирует, что у обоих народов много общих исторических традиций и было бы неправильно разобщить их: мол, это — твои, а это — мои. В свою очередь, редактор Имре Полани замечает, что и в дальнейшем будут стараться более подробно показать эти общие традиции, придерживаясь исторических рамок.

Первый том (разумеется, с точки зрения общей борьбы) избрал наилучшую тему: описание совместных сражений крестьянства и рабочего класса, опираясь на предыдущие исследования, а также на множество данных, которые ранее не были известны.

Статьи следуют друг за другом в хронологическом порядке, и от первой трети прошлого столетия буквально до наших дней раскрывают важные этапы общей судьбы. Лорант Тилковски анализирует положение и участие крестьянской бедноты в восстании 1831-го года, уделяя особое внимание его предпосылкам, увеличению феодальной эксплуатации крестьян в это время.

Ференц Сабо по-новому оживляет один из этапов жизни крупного поселения словаков в области Бекеш. О трудном положении словацкого населения г. Бекешчаба, которое было обусловлено заключенным в 1845 году договором о выкупе, и их борьбе пишет Ян Жыбритта. Под руководством Михаила Храбовского крестьянская беднота и значительная часть сельскохозяйственных пролетариев пыталась взять в свои руки городское самоуправление (в отличие от зажиточных крестьян), и на короткое время им и удалось сделать это. Только после продолжительных репрессий и контраступлений властям удалось расправиться с руководителями и таким образом задуть движение. Как бы продолжением статьи является очерк Ференца Вирага об участии словаков области Бекеш в крестьянских движениях на рубеже двух столетий. Он дополняет множеством новых интересных данных в общем и ранее уже известную тему. Иштван Г. Вашиш анализирует участие в рабочем движении 1930—44 годов рабочей и крестьянской бедноты словацкой области т. н. Вихаршарок. Он представляет много новых данных о влиянии рабочего движения на эти события, говорит об интересе к жизни в Советском Союзе, проявившемуся уже в 1930-х годах.

Лорант Тилковски анализирует борьбу фашизма и антифашизма в кругу значительно выросшего в 1938 году словацкого населения Венгрии. Показывает, что тогдашнее словацкое государство добивалось образования фашистской словацкой национальной партии по образцу немецкой, что ему и удалось осуществить к 1941-ому году, пока что венгерское правительство до 1941 года, и даже после этого всячески старалось помешать объединению словацкого национального движения особенно в северо-восточных областях. Среди жителей, перенесших большие

национальные унижения со стороны государства, все больше возрастала ненависть к фашизму. Представители антифашистского движения действовали даже внутри единой словацкой национальной партии, но со временем они были исключены. Много интересного рассказывает нам автор о периоде после словацкого национального восстания (29 августа 1944 года), о действиях партизан на тогда еще венгерской территории, и о том, как население поддерживало эту деятельность, за что было репрессивно со стороны властей. И в конце *Анна Дивичан* знакомит нас с деятельностью Демократического Союза Словаков в Венгрии, опираясь, в основном, на письменный архив самого Союза, и несмотря на неточную заголовку, она описывает не только период 1956—68 годов, но детально анализирует и развитие с 1948 года. Она показывает на фактах, что в 50-ых годах XX века деятельность Союза почти ограничивалась вопросами культурной жизни, а общественная и политическая сфера осталась нетронутой, хотя деятельность могла принести большую пользу именно в этой области в период социалистического переустройства сельского хозяйства. Решения ВСРП от 1957 года об усилении и расширении политической и социальной деятельности в рамках Патриотического Народного Фронта на практике остались невыполненными. В тоже время автор акцентирует внимание на достигнутых в 1960-х годах результатах, которые в последствии послужили базой для активной деятельности, заданной решением партии 1968 года.

Как об этом говорилось в очень краткой аннотации, все статьи могут послужить, благодаря своим новым данным, источником расширения наших знаний, но, наверное, последняя статья занимается совсем новой, неизведанной областью, и поэтому она может принести достойные внимания результаты вообще в национальном вопросе.

Очень хотелось бы, чтобы за этим сборником последовали и другие. Хорошо, что рядом с многочисленными изданиями Отдела Национальностей Венгерского Этнографического общества появляются и исторические материалы, разумеется, не только в области венгеро-словацких связей.

Если и последующие работы желают открыть новые страницы в дальнейшем развитии венгеро-словацких национальных отношений, то для этого необходимо (как показывает и это издание) не исключать период до 1918 года. Это также поможет открыть новые общие положительные черты развития. Разумеется, что это не дает полного представления, так как сюда еще надо отнести и негативные стороны. Но наше мнение, что настоящее призвание этой серии — это выявление в первую очередь позитивных сторон. Таким образом она может послужить уроком не только любителям истории, но и самим ученым.

Эмиль Нидерхаузер

Iohannes Vitéz de Zredna. Opera quae supersunt. Edidit IVÁN BORONKAI. (Bibliotheca scriptorum medii recentisque aevorum Series nova, tomus III.) Budapest, Akadémiai Kiadó, 1980. 290 p.

1434 immatrikulierte der Sohn einer slawonischen adeligen Familie, Johannes Vitéz von Zredna als Kleriker in die Fakultät *Artes* der Wiener Universität, er konnte aber seine Studien nicht beenden, denn sein Patron und Landsmann brachte ihn in die geheime Kanzlei (Zentralorgan für auswärtige Angelegenheiten) des ungarischen Königs als Notar ein. Dann kam der junge Mann mit Pier Paolo Vergerio in Berührung, der sich in Ofen (Buda) aufgehalten hat, und erlernte von ihm das beste humanistische Latein der Zeit. Als 1440 die ungarischen Prälaten und Aristokraten nach dem unerwarteten Tod König Alberts mangels eines Thronerben den polnischen König Wladislaus auf den ungarischen Thron eingeladen haben, nahmen sie auch Vitéz mit nach Krakau und fanden ihn zum geeignetesten, die mit der Wahl zusammenhängenden Schriften zu formulieren. Auf den Urkunden gab Vitéz eher seine Ambition als den tatsächlichen offiziellen Titel an: *regni Hungariae prothonotarius*. (Einen solchen Titel gab es in der ungarischen Verwaltung nicht).

Seine Karriere stieg zweifelsohne in dieser Zeit am steilsten, vom Domherren in Agram wurde er 1443 Propst von Wardein, dann 1445 Bischof von Wardein. Aus unbekanntem Gründen zog er sich 1443 vorübergehend zurück, diesen Anlaß wollte er wahrnehmen, seine Universitätsstudien in Italien fortzusetzen, sein Plan konnte jedoch nicht realisiert werden. Während des Interregnums — von 1445 an — wurde er zum tatsächlichen Leiter der ungarischen Diplomatie, blieb es auch unter János Hunyadi, zwischen 1453—57 war auch formell als geheimer Kanzler tätig. Zwar verlor er diesen Posten bei der Thronbesteigung von Matthias, übte er als väterlicher Freund des Königs einen großen Einfluß aus, und erreichte mit hartnäckigen Verhandlungen 1464 von Kaiser Friedrich III. die Rückgabe der Stephanskronen. Kein Wunder, daß er 1465 zum Erzbischof von Gran (Esztergom) und Primas des Landes geworden ist. Ende der 1460er Jahre hat sich das Verhältnis zwischen dem Herrscher und Vitéz verschlechtert, 1471 stand der alte Erzbischof an der Spitze einer Verschwörung gegen den König und Matthias hat nicht gezögert, im Sommer 1472 ist Vitéz in demütigendem Hausarrest gestorben.

Sein Wissensdurst wurde durch die vollkommene Aneignung der lateinischen Sprache und die Sammlung der großen Bibliothek klassischer Autoren nicht befriedigt. Bereits als Bischof von Wardein organisierte er einen humanistischen Kreis um sich herum, 1455 ließ er eine Sternwarte bauen, seinen Neffen, einen in lateinischer Sprache schaffenden großen Dichter der Zeit, Janus Pannonius ließ Vitéz 1447 nach Ferrara, in die Schule Guarinos reisen. Auch in Gran fehlten die Humanisten aus seinem Gefolge nicht, hier ließ er den Primaspalast im Renaissancestil umbauen.

Sein Lateinstil wurde am meisten bewundert, seine zwischen 1445—1451 geschriebenen Briefkonzepte wurden von einem seiner Schützlinge und Bewunderer, Pál Ivanovics im *Epistolarium* mit der Zustimmung und dem in Briefform verfaßten Vorwort von Vitéz herausgegeben. Das *Epistolarium* wurde als eine Quelle der mittelalterlichen ungarischen Geschichte bereits im 18. Jahrhundert gedruckt (J. G. Schwandtner: *Scriptores rerum Hungaricarum*, Wien 1746. II.), andere Briefe wurden in der zweiten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts von ungarischen und polnischen Historikern zusammen mit dem im Laufe seiner diplomatischen Tätigkeit gehaltenen Reden in schwer zugänglichen Zeitschriften sporadisch und auch nicht immer genau Mitteilungen veröffentlicht. Inzwischen nahm auch die Zahl der Quellen zu, vom *Epistolarium* war 1746 nur ein Wiener Manuskript bekannt, seitdem kam auch ein Prager hervor, und heute können die Texte von Vitéz aus 16 (zum Großteil im Ausland befindlichen) Kodizes kennengelernt werden. Die Zahl der Kodizes könnte um noch zwei mehr betragen, wenn ein ungarischer und ein Dresdner dem II. Weltkrieg nicht zum Opfer gefallen wären.

Über die Zielsetzung der Arbeit schreibt Boronkai selbst im Vorwort: „In Evidenz genommen und gesammelt wurden die Vitézschen Schriften aufgrund der ziemlich spärlichen Fachliteratur. Weitere Archivrecherche und die Anwendung philologischer Methoden dürften ihre Zahl noch vermehren. Unsere Aufgabe war zunächst die kritische Gestaltung der schon bekannten, doch schwer zugänglichen, oder ungenau publizierten Texte und deren Veröffentlichung in einem Sammelband.“ (S. 12.) Das Material teilte Boronkai auf drei Gruppen auf: 1. 80 Briefe des von Ivanovics gesammelten *Epistolarium* mit den philologischen und sachlichen Anmerkungen von Ivanovics; die 48 gemischten Briefe und Akten zwischen 1440—1469; 3. der Text der 11 bei verschiedenen Anlässen gehaltenen Reden. Den lateinischen Texten (und deren ebenfalls lateinischen Anmerkungen) geht eine kurze deutschsprachige Einleitung vor, diese enthält die wichtigsten biographischen Daten von János Vitéz, die zur Verfügung stehenden Quellen, die Ausgaben und die Fachliteratur.

Unter den Briefen und Schriften machen die persönlichen Briefe von Vitéz nur einen Brocken aus. Die überwiegende Mehrheit bilden die im Namen des Herrschers (während des Interregnums vom Landesrat, dann vom Gouverneur) verfaßten diplomatischen Schriften, die Empfänger waren die Päpste, einflußreiche Würdenträger des Heiligen Stuhls oder ausländische Herrscher. Einen Teil seiner Reden hielt er als Leiter der ungarischen Gesandtschaft, ein anderer Teil war die im Namen des Königs an ausländischen Botschaftern gegebene Antworten.

Boronkai leistete bei der Vorbereitung der Publikation vor allem als klassischer Philologe anerkennungswürdige Arbeit. Die Regeln der kritischen Ausgaben beibehaltend gab er die Lektion-Varianten an, berichtigte die bei der Abschreibung des Textes verübten Fehler, identifizierte die klassischen Autoren

(bei Vitéz dominieren nach der natürlichen Ordnung der Dinge Livius, Cicero und Suetonius) und die der Heiligen Schrift entstammenden Zitate. Der historische Gesichtspunkt wurde im Vergleich zum philologischen leider in den Hintergrund gedrängt, so fehlt vor allem die Begründung, warum eben diese (im 2. Teil veröffentlichte) Briefe als persönliche Leistung von Vitéz betrachtet werden müssen. So bleibt als Gewinn der Geschichtswissenschaft die philologisch sorgfältige Publikation der authentischen Texte.

Erik Fügedi

SZAKÁLY, FERENC: Magyar adóztatás a török hódoltságban (Hungarian Taxation in the Hungary Under Turkish Rule). Budapest, Akadémiai Kiadó, 1981. 486 pp.

A brief review of the nearly 500-page monograph would really try the powers of the critic even if the theme of the work could be restricted to a certain area and a certain period of time. Even the title of Szakály's book, or rather the notion of the *Hungary under Turkish rule* in the title, calls for a separate study. Before looking at the territory of Hungarian taxation, the above mentioned regions under Turkish rule, from a semantic angle, we have to stress that the subsequent historiographic confusions derive from the expansionist strivings of the Turks which brought 150 years of sad trials for Hungary but which proved to be successful at last.

From the second quarter of the 16th century the Osmanli Empire with an aspiration for world hegemony carved out larger and larger pieces of land from the body of the Hungarian Kingdom, the Padishah patronized the Principality of Transylvania, *but he could never bring the whole country under Turkish sway*. Therefore the Turkish Empire which was full of expansionist desires but which was unable to conquer the country, had to accept the fact that the Hungarian state still living in its fragments *collected taxes also in the territories occupied by the Turks*. It is the history of this Hungarian taxation in territories under Turkish rule that Ferenc Szakály described stressing that not even an abundance of refined and detailed analyses could leave any doubt about the main concept, that in Hungary during the time of the Turkish occupation heavy fighting was going on also when the arms were silent, because *the retrograde Turkish feudalism bearing Asian marks was day by day matching its strength with the Hungarian one which in spite of its insufficient development had Western European features from its very start*. The author emphasizes the victory of the latter party.

To help the interpretation of the very complex notion of the "*Hungary under Turkish rule*" here we quote the author of the book: "In Hungary during the 16th and 17th century we have to distinguish at least three and a maximum of five parts, territorial units or zones which in some way or another were under the authority of the Turkish occupants:

- a) the region *behind* the Turkish system of border fortresses,
- b) a strip of changing size which lay behind the Hungarian fortresses in the Hapsburg part of the country but which paid taxes also to the Turks,
- c) a strip of also changing size which lay behind the border fortresses of Transylvania but was forced to pay taxes also to the Turks, since Transylvania, though not independent, was at least a separate country at the time. This area widened after 1660, after the surrender of Várad, but it existed also earlier. . .
- d) the strip between the border fortresses of the Turks and Hapsburg Hungary and
- e) the area between the system of border fortresses of the Turks and that of Transylvania.

The confusion derives from the fact that each of these five territorial units which have essentially different features may be denoted by one succinct name, "*territories under Turkish rule*". (pp. 23–24.) As historians have been using this notion quite freely, Ferenc Szakály suggests a terminological unification by reaching back to the past and analysing contemporary sources on the basis of which he arrives at the conclusion that the phrase "*territories under Turkish rule*" should be used only to denote *territories occupied by the Turks*, while for the parts of Hapsburg Hungary and Transylvania that paid taxes also to the Turks he

suggests the expression "border areas under Turkish rule". (p. 28.) The monograph does not cover the history of the latter parts, but it analyses in detail *the role of the parts of the country occupied by the Turks in the system of Hungarian feudalism*.

Though after their victory at Mohács in 1526 the Turks withdrew from the country, after Buda's surrender the wedge which later pulled the country into three parts became wider and wider. The Turkish occupation brought a shock effect for Hungarian society, and a considerable part of the ruling class fled to regions free from the Turks. On the basis of the relatively poor stock of historical sources about the first decade of Turkish rule in Hungary Ferenc Szakály convincingly proves that in a relatively short time the state power and the nobility could find a way to rescue part of the state and landowner incomes to Hapsburg Hungary which was free from the Turks. "Hungarian taxation in some parts of the territories under Turkish rule—sometimes reaching far into Turkish zones—was an ordinary practice at the end of the 1540s." (p. 51.)

Soldiers of the border fortresses had a key role in the Hungarian taxation of territories under Turkish rule. In the period before the Peace of Adrianople the commanders and soldiers of Eger, Gyula, and Szigetvár had the power to make the population of territories under Turkish rule pay taxes both in cash and in kind also to Hapsburg Hungary, and in case of need offer the Hungarian authorities their working capacity too. Though later each of these fortresses was taken by the Turks, in the early period of the Turkish occupation they played a pioneer role in organizing taxation and a certain "war-economy" system. Though they were changing in number and in their readiness for service, without the soldiers of these fortresses, who remained in the territory of the country all the time, it would have been hard to realize the goal which the author in his summary regards as the most important one in the programme of the Hungarian authorities: "From the very beginnings the Hungarian king and the nobility laid claim to jurisdiction over the whole territory under Turkish rule, and they were not willing to enter negotiations about any territorial restrictions." (451.) From the point of view of taxation it was evidently important to maintain Hungarian jurisdiction in territories occupied by the Turks, because the Hungarian organs asserted a right to all types of taxes and feudal rents in the territories under Turkish rule. When treating the Hungarian imposer of taxes in regions occupied by the Turks again he refers to a complex notion, since *the state, the landowner and the Church* are all included among those levying taxes. Among them we have to stress the role of the *landowner*. The landlords who withdrew to territories free from the Turks raised a claim to all the three forms of feudal rents: *produce rent, money rent and labour services*. As the Turkish occupation was not only an episode in Hungary but a trial of 150 years, and the geographical distance between the taxpayers and those who imposed the taxes came to several hundred kilometres in some cases, in some places it was really difficult or even impossible to fulfill the duties in kind. That was the reason why the seignorial domestic economy, which was based on labour services and was quite common in Eastern and Central Europe, could not spread in territories under Turkish rule, though the Turks inspired by the examples in Hungary tried to introduce this type of economy. But "some Turkish version" of the well-known manorial commodity production existed only in its initial stage, and never developed in its fullest form. So the inhabitants of settlements gradually started to change from their labour services to paying rents. The prompt payment for services in kind rapidly spread after the peace treaties of the Fifteen Years War in 1606. Several examples prove that it was more advantageous for the serf to pay off all his rents in money, but it undoubtedly did not hinder the strivings of landowners for the increase of rents. Though it was not a general phenomenon, it happened in several cases that some wealthy noblemen pinned bailiffs on to their serfs as "guardians" who were also maintained by the tax paying folk and who were representatives of landowner interests also under Turkish rule. While the author stresses the predominance of seignorial jurisdiction, he also points out that the degree of taxation varied also according to territories, it especially applied to settlements of the Serbian ethnic group or jurisdiction which were located in the southern, remotest part of the country, and so could be forced to pay only relatively moderate taxes.

As opposed to landowner taxes it proved to be more difficult to collect the *tithe*. Its payment in kind was more typical of the early period of Turkish occupation, later it was changed to a fixed sum of money payable every year.

Among Hungarian taxes in the territories under Turkish rule the collection of state taxes the so-called *dical tax* proved to be the least intensive. In the beginning the soldiers of border fortresses excelled in collecting these taxes, later their role was taken over by the Treasury or the counties of the nobility. After 1671, in harmony with the absolutism of Leopold which meant heavier pressure of taxation all around Hungary, state taxes increased, but in that period Turkish rule in Hungary was coming to its end. While in several cases money was taking the place of taxes in kind and services, unpaid labour, "*gratuitus labour*" ordered to fortify, maintain or reconstruct fortresses was an important form of state taxes paid in kind. *Ferenc Szakály* presumes not without reason that "...labour service done for fortresses in Hungary under Turkish rule surpasses all unpaid labour demanded by landlords at any time of the period." (p. 466.)

During the Turkish occupation taxation in territories under the jurisdiction of the Principality of Transylvania was nearly the same as in Hungary, the difference was rather of quantity, the Prince demanded more moderate taxes than the Hungarian state. One reason for a lesser degree of taxation is that tax collecting in Transylvania started later than in Hungary, and Transylvania itself was a Turkish protectorate and the authority of the Porte influenced the activity of the Prince's tax collectors. In spite of the fact that in the period the relations of Hungary and Transylvania were strained by diplomatic and sometimes by war tension, both parties regarded the retention of taxation in territories under Turkish rule as their common cause.

Owing to the lack of historical sources there are very few regions or settlements where we could get realistic data by comparing the taxes paid to the Turks and the rents collected by the Hungarian authorities cast out of their land. It seems to be certain that the taxes levied by the Turks surpassed those levied by the Hungarians, though there were some settlements here and there which paid the same amount to both parties. *Ferenc Szakály* wants to emphasize that in spite of the differences in amount, *the collecting of taxes by Hungarians cannot be regarded a purely formal phenomenon in territories under Turkish rule*. The pioneering summary of the situation in the Balkan convinces the reader about the peculiar status of Hungarian territories under Turkish rule. On the Balkan, where the statehood of the peoples living there totally collapsed under the blows of the Turkish troops, no taxation similar to that of the Hungarian during the Turkish occupation could develop; moreover besides the tendencies of isolation, some places also showed the signs of assimilation.

We have not mentioned yet that the author distinguished several phases in Hungarian taxation during the Turkish occupation parallel with the turning points of the political and military events. His division is reasonable, and besides his rich archivalia and the critical use of the earlier special literature it is mainly the proper periodisation that made it possible for *Ferenc Szakály* to paint a realistic picture of the life in Hungary under Turkish rule which, though it was full of gloomy colours, was not as monotonous as some earlier works described it. Another merit of the work is that the author did not stick rigidly to his periodisation, for instance the chapter on the use and lease of wastelands is divided into minor phases.

The book of *Ferenc Szakály* can be ranked among the essential works on Hungary under Turkish rule, its basic statements have an important place in any synthesis, and local history may also turn to it as a source. No doubt that a monograph about Hungarian taxation in territories under Turkish rule supplied a long felt need, the book also proves that *during the Turkish occupation peasant society did not collapse* under the load of double taxation and it is edifying also for universal history that "The above characterized Turkish-Hungarian condominium, the joint possession—at least in its fully developed and consolidated form—was without example in the 500 years of conquest by the Osmanli Empire. To our present knowledge it happened only in Hungary that members of the feudal ruling class driven out of their possession could successfully exercise most of their earlier rights, among them taxation, the most continuously and fully." (p. 472.)

János Búza



KÖPECFI BÉLA, Döntés előtt. Az ifjú Rákóczi eszmei útja (Avant la décision. Evolution idéelle du jeune Rákóczi). Budapest, Akadémiai Kiadó, 1982. 228 p. 82 ill.

Le professeur Béla Köpeczi a écrit un des plus intéressants livres parus ces dernières années sur François II Rákóczi (1676-1735), personnage charismatique de l'histoire hongroise. Une littérature abondante est consacrée à la personnalité de Rákóczi et, à l'occasion du tricentenaire de sa naissance, de nombreuses nouvelles thèses s'y sont ajoutées. Il paraissait donc invraisemblable que, quelques années seulement après ce point culminant dans l'historiographie hongroise, on puisse écrire à ce sujet un livre original et important. Il est vrai, certes, que l'auteur est un des plus éminents spécialistes de cette époque. Cette fois-ci, pourtant, son intention n'était pas de créer une nouvelle synthèse, mais de suivre la formation de la personnalité du jeune seigneur jusqu'au moment où son destin fut fixé (1701).

Cette vie est mouvementée, riche en détails dramatiques qui avaient exercé une influence, pour ainsi dire spectaculaire, sur le caractère du jeune homme. Rákóczi descendait d'une famille princière qui avait perdu son trône. Enfant, il vécut l'insurrection dirigée par Thököly, et c'est précisément quand sa personnalité autonome commença à s'épanouir que dans l'opinion publique apparut la condamnation de ce mouvement qui, poussé certes par la nécessité inéluctable, était allié des Turcs. L'enfant Rákóczi fut, pour ainsi dire, entraîné dans les conflits entre catholiques et protestants, et ces conflits confessionnels étaient devenus dans sa vie une expérience déchirante quand le Thököly révolté, luthérien, est devenu le mari de sa mère, de la catholique Ilona Zrínyi. Agé de dix à douze ans, il vécut, aux côtés de sa mère, un siège de trois ans, et après la capitulation (1688) la cour de Vienne l'arracha à son milieu pour en faire un homme fidèle à la dynastie. C'est donc après une enfance non exempte de troubles que s'est formé le personnage qui, au début de la guerre de liberté, se mettra à la tête des serfs insurgés, tout en étant un des plus grands propriétaires terriens du pays, prince, et qui conduira l'insurrection contre les Habsbourg à la cour desquels il aurait tant voulu s'adapter.

Les sources principales dont s'était servi M. Köpeczi sont les catalogues de la bibliothèque du jeune Rákóczi, les Mémoires et Confessions écrites par lui, une correspondance abondante, d'autres écrits, ainsi que des sources de caractère iconographique. Il analyse avec beaucoup de circonspection les différents textes, accordant une attention particulière aux caractéristiques d'aspect psychologique de la personnalité, il utilise souvent des références, même très brèves, d'un document en apparence indifférent afin de les confronter avec les lectures de son personnage et avec les influences qu'il est possible d'attribuer à celles-ci. Il va jusqu'à examiner à fond les premiers essais d'écriture de l'enfant.

On peut dire qu'en résultat de ces recherches — nécessitant une préparation vraiment pluridisciplinaire (entre autres de larges connaissances philosophiques, théologiques, pédagogiques et littéraires) — l'image que nous nous faisons de Rákóczi s'est modifiée et aussi enrichie. Il est déjà évident que, à l'opposé de l'ancienne conception figée, François II Rákóczi n'était pas un héros prédestiné pour la lutte d'indépendance, ce n'est pas son destin qui l'a poussé à devenir chef de la guerre de liberté. Au contraire, au temps de sa prise de conscience, il a tout fait pour devenir un sujet fidèle de l'empereur, pour s'intégrer dans sa cour. Son éducation, toute sa vision du monde l'y poussait, ses intentions ont donc leur source non seulement dans son intérêt personnel bien compris, mais aussi dans sa personnalité.

Comment donc Rákóczi est devenu un résistant? Les analyses subtiles de Köpeczi démontrent que l'aversion de Rákóczi pour la politique impériale s'était formée graduellement. Cette évolution passait par quelques étapes principales, telles que son éloignement arbitraire du milieu familial, la colère provoquée par le traitement indigne de son rang, les humiliations infligées par le mariage, les différentes insinuations calomniatrices portées contre lui dans les milieux de la cour viennoise etc. Mais ce courant, conduisant à la rupture drastique, est toujours accompagné du désir de s'adapter. A ce propos Köpeczi fait la juste constatation que ce n'est pas à cause d'une conscience démesurée de sa mission que Rákóczi était si sensible par exemple aux actions touchant son statut social, il était mû par la conscience de son rang féodal, conscience inspirée par son éducation. Pour lui, le rang n'était pas simplement une question de protocole, mais un droit qu'il fallait faire honorer dans la vie quotidienne aussi, vu la faiblesse de l'absolutisme des

Habsbourg et l'autonomie relative de la Hongrie. Les traditions familiales, son entourage lui ont très tôt inculqué la conscience de sa dignité, renforcée encore par le stoïcisme chrétien dont il connaissait les aspects renaissance, mais aussi les aspects colorés par le rationalisme cartésien. Tout cela, d'une manière toute naturelle, s'intégrait à sa dévotion intime, au mysticisme de la *devotio moderna*, ce qui détermina toute sa morale : sur lui-même et sur les autres il portait des jugements fondés sur la justice, l'équité, la pureté éthique.

Parfois, on peut lire des données qui vous laissent tout interdit. Une nuit, un serpent glissa près du petit enfant. Sa mère, alertée, emporta, dans sa frayeur, non pas lui, mais sa petite sœur, quitta la chambre en courant avec elle, et le petit garçon resta seul avec le serpent mais qui ne le toucha pas. Cette scène est décrite uniquement dans les Confessions du prince et ainsi, cet événement, au fond pas extraordinaire, est mis sous en éclairage particulier dans l'interprétation du Rákóczi adulte. Le serpent dit-il, symbolisait son beau-père dont les ambitions le visaient, et par sa personne sa famille, sa fortune et son pouvoir politique. « Il est clair — dit Köpeczi — que Rákóczi redoutait, à cause de Thököly, la perte des sollicitudes et de l'amour maternels et qu'il introduisait dans ce sentiment un contenu politique ». Dans cette épisode se reflètent des reminiscences presque hamletiennes de hantises, de jalousie et de politique, tandis que dans l'idée de l'époque le serpent était un symbole, un topos important, souvent cité, ayant des sens d'une interprétation précise.\*

J'ai l'impression que les contradictions, les confusions dans l'évolution idéale du jeune Rákóczi sont les plus marquantes dans la première période de son éducation, dans celle qui se clôt en 1690, par le commencement de ses études universitaires. Le lecteur, imbu de principes courants de la psychologie infantile moderne, doit plus d'une fois être stupéfait en lisant ces chapitres écrits avec virtuosité.

A l'âge de cinq ans Rákóczi fut retiré « aux mains des femmes », sa mère engagea pour lui un chambellan. Cet homme de la petite noblesse lui apprenait à monter à cheval, à faire de l'escrime, surveillait son habillement, lui inculqua les règles de la conduite, du protocole, éveilla en lui le sentiment de son rang et les normes obligatoires du comportement. Son éducation religieuse était également confiée par sa mère à une personne originaire de la petite noblesse, à un frère franciscain. Köpeczi démontre que ce moine était marqué par un stoïcisme chrétien pratique, fort répandu dans la Hongrie de l'époque. L'abécédaire de Rákóczi nous est parvenu, il était suivi par des textes religieux et ensuite par un petit vocabulaire latino-hongrois, rédigé des mots de la vie quotidienne. Un livre de cantiques, le *Cantus Catholici* approfondissait le sentiment religieux. En 1682 un nouveau gouverneur lui fut donné, également originaire de la petite noblesse et qui, pendant six ans, l'instruisit selon le programme des jésuites, enseignant surtout le hongrois et le latin.

Quel était l'entourage de Rákóczi enfant ? C'est un univers peuplé de forteresses, de châteaux, de gentilhommières dans le Nord de la Hongrie. Par exemple dans le célèbre château fortifié de la famille à Munkács (Mukatchevo, URSS) furent inventoriés lors de sa prise par l'armée impériale 42 pièces, 15 autres locaux voûtés, 99 portes, 12 caves, 42 poêles. Le principal décor des locaux d'habitation étaient des tapis et tapisseries, et les seigneurs y habitant étaient habillés de vêtements riches, somptueux, de vives couleurs. La mère, Ilona Zrínyi, possédait des bijoux d'une valeur de 70 000 forints, ce qui correspondait à près de 250 kg. d'or. Le mode de vie seigneuriale, donc l'éducation de Rákóczi aussi, était influencé par les événements politiques et militaires. Sa mère et son beau-père l'ont régulièrement fait assister à ces événements. Déjà, à l'âge de sept ans il était témoin de graves atrocités. Dans ses Confessions il écrit à propos de cette période : « Je me rappelle avec horreur, comme un rêve, comment les Turcs et les Tatares emmenèrent en captivité les chrétiens de Vienne, comment ils les dépouillèrent. » Une nuit de 1683 les Turcs en fuite passèrent par le camp de son père, renversèrent sa tente qui faillit le tuer. Toutefois, la vraie « école des preux » commença pour Rákóczi en novembre 1685. C'est alors que la famille se retira dans la forteresse de Munkács où, le printemps suivant, fut engagé le siège, qui durera jusqu'en janvier 1688. A l'âge de dix ans le titre de commandant de place lui fut conféré. Il s'adonna sérieusement à l'étude des sciences militaires, se faisait expliquer les événements du jour et les secrets de construction de forteresses. Le plus profondément il est touché par l'exemple humain, surtout par l'héroïsme de sa mère qui prit part aux soins donnés aux malades, aux blessés, défiant tout danger. « La résistance de sa mère dans la forteresse de Munkács — écrit Köpeczi — lui laissa le

\* Une large interprétation de cette épisode est donnée dans une nouvelle étude : R. Várkonyi, Á. : *Kritika és emlékezet. II. Rákóczi Ferenc Thököly-képéről* (Critique et mémoire. Thököly vu par François II Rákóczi.) (Sous presse.)

souvenir que la cour de Vienne était l'ennemi de son pays et de lui-même.» Ensuite il affirme que ce qu'il avait vécu à Munkács peut être considéré comme ayant un caractère existentiel, et ce non seulement parce qu'il renforça en lui la conscience de sa mission, mais aussi parce que, la résistance vaincue, il connut tôt l'échec.

Comme je l'ai déjà dit, dans la vie, et aussi dans l'éducation du garçon de douze ans survint un tournant radical. Comme tuteur des enfants Rákóczi fut nommé l'évêque Léopold Kollonich, partisan de la contre-réforme par force, un des principaux adversaires des tendances des ordres hongrois. C'est lui qui avait hâte de séparer le jeune Rákóczi de sa mère et de sa sœur et de l'envoyer au collège des jésuites de Neuhaus (Jindřikov Hradec) en Bohême. Sur ordre personnel de l'empereur Léopold I<sup>er</sup> il fut logé au séminaire, tous les Hongrois furent éloignés de son entourage, car ainsi, dit-on, «il apprendra plus sûrement, entouré de sujets fidèles à l'empereur, à respecter la majesté divine et humaine». Il ne pouvait plus voir sa mère, pendant plusieurs années il ne pouvait pas rencontrer sa sœur non plus, son instructeur fut congédié, on le titulait comte, et dans sa chambre ils logeaient trois. Il n'aimait pas cette compagnie, la nourriture ne lui plaisait pas, et surtout il était offensé par le traitement indigne de son rang.

L'objectif de l'éducation dispensée par les jésuites était d'éduquer un laïc qui soit partisan inconditionnel de l'Eglise. Selon les conceptions de l'époque «le courtisan», pour s'accomplir, devait apprendre avant tout la simulation. Pour y arriver, les moyens linguistiques sont indispensables : sérieuses dispositions pour l'élocution, en premier lieu en latin, intonation distinguée, pathétique. Au monastère de Bohême ces objectifs pouvaient être atteints dans des conditions provinciales. Après avoir fini les classes de syntaxe, de poétique et de rhétorique, Rákóczi posséda la langue latine au point qu'il exprima dans cette langue ses sentiments les plus personnels, il écrivit en latin ses méditations et ses prières, et la connaissance des auteurs classiques constitua une part importante de sa culture.

Son sentiment religieux s'approfondit également et une part importante y revient au culte de la Vierge, ayant exercé une influence émotionnelle, et au mystique. En même temps il avait fort peu de contact avec l'univers hors de l'école, même les étés, il les passait surtout à visiter les monastères des jésuites, à peine avait-il quelques contacts avec sa famille. Köpeczi peut démontrer que les jésuites de Neuhaus étaient convaincus que le jeune Rákóczi avait assimilé leurs vues, ainsi leurs conceptions religieuses et leurs idées politiques aussi, et que leur élève avait donc répondu aux intentions de l'empereur. En fin de compte, c'est un jeune homme renfermé qui sortit de leur école, sans avoir appris la langue allemande, mais ayant presque oublié le hongrois, et qui, dès qu'il put, reprit le mode de vie des aristocrates. Quand, en 1690 à Prague, il engagea ses études universitaires, il avait déjà un cocher, un valet, un secrétaire, prenait des leçons de boxe, faisait de la chasse, des excursions.

Ces quelques détails fournissent, espérons-le, une image fidèle des qualités du livre de M. Köpeczi : il suit pas à pas l'évolution intérieure complexe, loin de former une ligne droite, d'un homme à vie compliquée, au destin plein de vicissitudes. Comme nous venons de le voir les contradictions ne manquaient pas, loin de là. En effet, la culture de Rákóczi, du futur grand prince des Hongrois rebelles, était proche de celle des aristocrates viennois et occidentaux. Son arrière-fond culturel montre sa disposition à s'adapter, bien que ses nombreuses lectures françaises (dont Montaigne, Fénelon) montrent que, versé dans cette culture, il avait la possibilité d'observer avec un esprit critique l'univers hongrois et celui de la cour impériale de Vienne. Köpeczi note que les historiens français, partant des écrits de Rákóczi, affirment qu'il est l'homme du XVII<sup>e</sup> siècle. Si nous le regardons cependant sous l'aspect du XVII<sup>e</sup> siècle hongrois et centre-européen, nous pouvons dire qu'il a devancé son temps d'au moins cinquante ans avec sa large culture, ses tendances modernisantes, son humanisme stoïcien.

Köpeczi présente l'évolution idéale du jeune Rákóczi en traçant à la fois un grandiose tableau de l'histoire culturelle de l'époque. Il sera indispensable de le connaître pour bien comprendre le XVII<sup>e</sup> siècle en Europe Centrale. Mais la conception de ce livre nous offre, elle aussi, quelque chose de neuf, en transformant en homme de chair et os ce héros élevé au piédestal, cet être politique «unidimensionnel». Pour accomplir un tel *tour de force* il faut disposer de connaissances aussi exceptionnelles que celles de l'auteur.

György Granasztói

A „Huszadik Század” körének történetfelfogása (Conception de l'histoire des collaborateurs de la revue „Huszadik Század” (Vingtième Siècle). Történetírók Tára (Collection d'historiens). Budapest, Gondolat, 1982. 405 p.

Une revue peut-elle avoir sa conception de l'histoire? C'est la question que pose *Attila Pók* dans son étude introductive au choix publié sous le titre Conception de l'histoire des collaborateurs de la revue « Huszadik Század ». Sa réponse est positive, dans la mesure où la revue offre un forum à une conception déterminée à laquelle elle s'assimile pour ainsi dire. C'est ce qui s'est passé dans la revue sociologique « Huszadik Század » — écrit-il — que ses contemporains des deux premières décennies de notre siècle, et les générations suivantes aussi, considéraient comme forum du radicalisme bourgeois.

Aussi bien, dans les près de 240 numéros des vingt années de la revue, des études, articles et critiques sur des sujets historiques y sont publiés en premier lieu des chefs de file des radicaux bourgeois tels que *Oszkár Jászi*, *Pál Szende*, *Gyula Rácz*, *Róbert Braun* etc. Ces écrits démontrent clairement les immenses efforts de ce jeune groupe de sociologues pour élaborer le programme de la transformation démocratique — et en perspective socialiste — du pays et pour l'intégrer organiquement dans l'évolution de l'histoire hongroise. Cette réflexion sur l'histoire hongroise, engagée pour des motifs politiques et sous un aspect sociologique, les rapprochait des bases de la conception historique du marxisme, de la découverte de l'importance déterminante des facteurs économiques, des conditions et des luttes des classes. Il n'est pas dû au hasard si leurs thèmes concrets étaient en grande partie consacrés à des questions-clés et à des personnalités clés du passé hongrois telles que la guerre paysanne de *Dózsa*, l'histoire de l'insurrection dirigée par *Rákóczi*, la révolution et la guerre d'indépendance de 1848-49, ou que le rôle joué par *Werbőczy* d'une part et *József Eötvös* de l'autre dans les idées historico-politiques de l'opinion publique de leur époque. Dans leur travail de publiciste sur des sujets historiques une place également considérable revient à l'analyse de l'évolution historique des grands domaines, à la recherche sur le rôle joué en Hongrie par la dynastie des Habsbourg, à leurs travaux sur la naissance et l'évolution de la problématique de la nation et des nationalités.

Les auteurs de ces écrits n'étaient pas — pour la plupart — des historiens, les données et matériaux utilisés étaient pris presque exclusivement dans des publications et dépouillements des sources faits par des historiens spécialisés. Et pourtant, leur culture universelle, leur large horizon, nourrissaient chez eux une ouverture aux problèmes, des vues fraîches, de nouveaux points de vue qui exerçaient un effet fécond sur la nouvelle génération grandissant après le tournant des deux siècles, contribuaient à les rendre capables de mener jusqu'au bout les luttes révolutionnaires de l'après-guerre. Nous pouvons également être d'accord avec l'introduction à ce choix de textes où il est dit que leur conception de l'histoire, avec celle des sociaux-démocrates de ce temps, peut être considérée comme une des sources et un des précurseurs des sciences marxistes historiques de nos jours.

Aussi tentant qu'aurait été de finir le choix des textes avec cette documentation des vues historiques des chefs de file du radicalisme bourgeois, *Attila Pók* choisit une solution plus compliquée, mais qui reflète mieux la réalité. Simplement, fidèle à la réalité historique, il démontre que dans les premières cinq-six années de la revue les plus différentes tendances sociales et politiques avaient accès au « Huszadik Század », du conservatisme libéral par le chrétien-socialisme jusqu'à l'anarchisme. Au début donc l'influence des sociologues radicaux n'était pas exclusive, et même leur système idéal n'était pas encore définitivement formé. De l'autre côté, il fait la démonstration bien documentée de la place croissante qu'occupent, à partir de 1903, année d'adhésion d'*Ervin Szabó*, les conceptions marxistes sur l'histoire et la société. Après 1906, année de la rupture avec les éléments conservateurs, la collaboration active d'intellectuels sociaux-démocrates tels que *Zsigmond Kunfi*, *Zoltán Rónai*, *Elek Bolgár*, *Jenő Varga* etc., aboutit à ce que le marxisme marqua d'une façon importante et constante cette revue.

Cette collaboration exprima sur le plan intellectuel la coopération politique qui s'était créée entre les ouvriers sociaux-démocrates organisés et les sociologues radicaux au cours des luttes pour le droit électoral et au cours de toutes les luttes menées pour une nouvelle Hongrie et qui est devenue la base des forces

démocratiques ayant mené à la victoire de la révolution bourgeoise-démocratique de 1918. Le « Huszadik Század » était un centre sociologique pour toutes les forces qui, en commun, travaillaient pour élaborer le plan de la « découverte de la Hongrie » et d'une Hongrie nouvelle, démocratique.

Attila Pók signale la participation des sociaux-démocrates au travail de la revue par quelques études de moindres dimensions (Kunfi, Zsigmond : La papauté), par des articles polémiques (Ágoston, Péter : Sur l'histoire du grand domaine civil en Hongrie), mais destine à des publications autonomes les travaux marxistes, à côté de la publication des travaux historiques d'Ervin Szabó. Il a certainement raison : les auteurs marxistes de cette revue collaboraient aussi au périodique théorique du parti social-démocrate, donc la présentation plus complète de leurs travaux devrait les inclure également.

De toute façon nous n'avons qu'à saluer leur présentation, plus précisément la documentation de leur collaboration à cette revue, car cela présente la complexité, la variété de ce phénomène, donc la réalité-même; la véritable place qu'occupent dans la vie intellectuelle hongroise et le rôle qu'y avaient joué, ainsi que dans les idées historico-politiques de l'opinion publique, les collaborateurs du « Huszadik Század » des deux premières décennies de notre siècle.

*Ferenc Mucsi*

**LAGZI ISTVÁN, Uchodźcy polscy na Węgrzech w latach drugiej wojny światowej (Réfugiés polonais en Hongrie au cours des années de la deuxième guerre mondiale).**

Warszawa, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1980, 336 p.

Dans les premières semaines de la seconde guerre mondiale des milliers, voire des dizaines de milliers de réfugiés, militaires et civils, arrivèrent en Hongrie de la Pologne, première victime de l'agression hitlérienne. La majeure partie en est allée plus loin, mais une partie est restée dans le pays jusqu'à l'occupation allemande, et elle jouissait de la protection de l'administration hongroise, malgré la politique officielle pro-allemande, et malgré la pression constante exercée du côté allemand.

Le fait-même était connu, immédiatement après la guerre des écrits y relatifs parurent en Hongrie aussi, mais dans la suite, longtemps on n'en a pas parlé. Ces dernières années cependant cette question est de nouveau au centre d'attention, a provoqué même des discussions sur les intentions du gouvernement avec cette position qui n'était évidemment pas pro-allemande, quel besoin il en avait, et si la référence à cette position ne signifie pas excuser le régime contrerévolutionnaire de ce temps-là.

István Lagzi, chercheur hongrois, commença bien avant ces controverses le dépouillement des documents archivistiques concernant cette question, d'abord en Hongrie, dans les archives centrale et provinciales, il rassembla aussi des souvenirs, surtout en Pologne, de sorte que dans quelques années il devint le plus fiable spécialiste hongrois de ce problème. Il a publié nombreux écrit sur ce thème et en hongrois et en polonais.

Cette publication en polonais est comme un résumé des études antérieures, mais il faut dire, en connaissance de ces dernières, un résumé fort laconique. Dans une brève introduction il touche le côté controversé de la question et constate que le gouvernement de Pál Teleki décida d'accueillir les réfugiés polonais pour des considérations politiques visant l'avenir, et se basant sur l'amitié traditionnelle hungaro-polonaise. Ce geste pouvait encore « être intégré » à la politique du régime.

Après l'introduction, au lieu d'esquisser en détails les antécédents, l'auteur commence son récit in medias res, et expose dans sept chapitres bien articulés, la situation et les activités des Polonais en Hongrie. Dès le début, en traitant les répercussions dans la presse hongroise, il note qu'en dehors de la sympathie de la majeure partie de la population, on rencontre aussi des oppositions à l'accueil des Polonais. La presse d'extrême droite attaqua dès l'automne 1939 et dans la suite aussi le gouvernement à cause de sa position pro-polonaise. Les simples gens par contre, et même bien des membres des classes dominantes, accueillirent les Polonais avec sympathie et les aidèrent matériellement aussi. L'auteur montre en détail où les Polonais

étaient placés sur le territoire d'alors de la Hongrie, il le représente sur des cartes géographiques aussi. Il passe en revue les autorités étatiques créées pour régler la question polonaise, les organisations sociales, et aussi les organisations propres des Polonais, partiellement légales, partiellement illégales, ayant des relations avec les mouvements de résistance polonais en Pologne et à l'étranger et déployant des activités dans leur cadre.

Comme nous venons de le dire, la grande majorité des Polonais quitta bien vite le pays. Les autorités ne l'appuyaient pas ouvertement, mais le toléraient, elles ne contrôlaient pas rigoureusement les soldats dans les camps d'internement, et ainsi le nombre des Polonais en Hongrie variait toujours, surtout pendant la période allant jusqu'à 1941, aussi est-il malaisé de fixer exactement leur nombre. Nous connaissons plusieurs estimations, dans les ouvrages et souvenirs publiés jusqu'ici, même des nombres dépassant cent milles ont été cités. De l'opinion d'István Lagzi nous disposons de données sur le séjour en Hongrie d'une soixantaine de milliers en tout, dont 32 000 ont bientôt quitté le pays, en gros illégalement, pour passer par la Yougoslavie à l'Occident, une douzaine de milliers sont rentrés en Pologne, et une quinzaine de milliers sont restés en Hongrie dont la grande majorité a regagné son pays après la guerre.

L'auteur écrit aussi qu'à côté de la sympathie générale, il y avait aussi des manifestations hostiles. La situation des Polonais vivant dans des camps d'internement dépendait au fond des positions de l'officier hongrois qui dirigeait le camp, dans bien des cas on se plaignait de la nourriture, du traitement, et il y avait même des cas d'incidents armés.

Le gouvernement Kállai a fait des tentatives de faire sortir la Hongrie de la guerre, et ce, en premier lieu vers le gouvernement britannique, au cours desquelles il s'est évidemment référé, comme à un mérite, à la situation des réfugiés polonais en Hongrie, et s'efforçait donc de la maintenir au niveau existant. La situation a substantiellement changé après l'occupation de la Hongrie par les Allemands (19 mars 1944). Les Allemands se mirent à transférer les Polonais, et ceux-ci se défendaient avec le concours de la population locale qui leur offrait de l'abri, les cachait. Jusqu'à l'automne 1944 les autorités hongroises ne les touchaient toujours pas, ce n'est qu'avec la prise du pouvoir fasciste de Szálasi qu'elles se joignirent à la persécution des Polonais. L'effet en était pourtant minime, car des territoires de plus en plus étendus furent déjà libérés par l'armée soviétique, et ainsi les Polonais n'avaient plus à se cacher.

Dans les premières semaines et les premiers mois les autorités hongroises aidaient financièrement les réfugiés polonais, afin d'assurer leur existence quotidienne. Avec le temps, les Polonais restés en Hongrie furent insérés dans la vie économique, c'est en premier lieu dans l'agriculture qu'on leur offrait des possibilités de travailler, mais aussi dans l'industrie minière, à des ouvriers qualifiés. Bien moins nombreux étaient admis dans les entreprises industrielles de peur qu'ils ne puissent établir des rapports avec les ouvriers et avec les mouvements de gauche.

Ce que István Lagzi écrit sur la vie culturelle des Polonais présente une grande importance. Les enfants des réfugiés reçurent de l'instruction dans vingt-sept écoles primaires dont les instituteurs étaient évidemment fournis par les réfugiés polonais. Même l'enseignement secondaire fut organisé, à côté des trois lycées polonais, il y avait plusieurs cours, ainsi que des sections polonaises dans des écoles secondaires. Les réfugiés organisaient des groupes théâtraux et autres, des chorales, et ils avaient même des feuilles de presse en langue polonaise, évidemment avec l'appui des autorités.

Dans l'annexe l'auteur publie la liste des sources dépouillées et des monographies et articles sur cette question, ainsi que des souvenirs inédits se trouvant dans sa propre collection. Un complément excellent est fourni par beaucoup de photos, en gros datant de ces temps (les pièces d'identité des réfugiés, les bâtiments où ils furent logés, des feuilles de presse, des photos de ceux qui travaillaient dans l'agriculture, et de manifestations culturelles communes polono-hongroises etc.).

Le livre vise surtout à informer les lecteurs polonais, mais offre en général un exposé bien documenté, objectif, d'un aspect intéressant, non dépourvu d'intérêt international, de l'évolution en Hongrie de la seconde guerre mondiale. L'auteur et l'éditeur polonais ont accompli un travail de haut niveau.

*Emil Niederhauser*

TILKOVSKY LORÁNT, Ungarn und die deutsche „Volksgruppenpolitik“ 1938—1945.  
Budapest, Akadémiai, 1981, 368 p.

Die Entwicklung der ungarländischen deutschen Minderheit (Nationalität) während des Zweiten Weltkrieges, die politische Rolle der „Volksgruppe“ ist sozusagen bis heute durch die Tätigkeit des *Volksbunds* keine einfache historische Frage, sondern blieb lange auch Gegenstand heftiger historisch-politischer Diskussionen.

Über die am 26. November 1938 gegründete, meritorisch von 1939 an tätige Organisation konnte man bereits aus der zeitgenössischen Presse, den parlamentarischen Diskussionen viel wissen. Auch einige Historiker ungarländischer Herkunft der Bundesrepublik Deutschland beschäftigten sich mit ihr, hauptsächlich im Zusammenhang mit der Problematik der Aussiedlung der Deutschen nach 1945, und sie versuchten ihre Rolle, Bedeutung zu vermindern. Auch die sich mit der Periode des Zweiten Weltkrieges befassende ungarische historische Fachliteratur behandelte die Problematik des Volksbunds, natürlich mit der scharfen Kritik, die der Gesamtheit der Zeit galt. Die politische Rolle der deutschen Volksgruppe kam jedoch im allgemeinen nur als eine Frage der gesamten ungarischen Regierungspolitik und der allgemeinen innenpolitischen Entwicklung zur Sprache, über das zugängliche inländische Quellenmaterial hinausgehend, speziell wurde sie nicht untersucht.

Loránt Tilkovszky, ein bekannter Forscher der Mittelgeneration, der die Erschließung der Periode mit der Untersuchung der Entwicklung der im Sinne des ersten Wiener Schiedsspruchs von 1938 Ungarn angeschlossenen slowakischen Minderheit begonnen hat, dehnte mit der Zeit sein Interesse auf die ganze Nationalitätenpolitik des infolge der mehrmaligen Revision wesentlich vergrößerten und wieder Vielnationalitäten-Landes aus, auch innerhalb deren auf die besonders durch die Organisation des Volksbunds privilegierte deutsche Minderheit. Sein großes Verdienst besteht darin, daß er über das ungarische Quellejmaterial hinaus auch das in der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik zugängliche deutsche auswärtige und übrige archivalische Material gründlich erforschte und in die Ausarbeitung des Fragenkomplexes einbezogen hat, und dadurch kann er sehr genau und authentisch die immer engeren Kontakte der Leiter des Volksbunds zu den obersten führenden Kreisen Hitler-Deutschlands dokumentieren. Dadurch kann er sich mit den Historikern überzeugend auseinandersetzen, die die reichsdeutschen Beziehungen des Volksbunds bagatellisieren. Diese Auseinandersetzung geht auf keine direkte Weise vor sich, sondern sein ganzes Quellenmaterial bestätigt eindeutig seine Thesen; er argumentiert letzten Endes mit seinen Daten, der ganzen Ausführung, nicht mit polemisch zugespitzten Attributen, — er geht erst im Nachwort konkret auf die gegensätzlichen Meinungen ein.

Die Behandlung verfolgt eng die Chronologie, Tilkovszky stellt in zahlreichen Kapiteln die politische Entwicklung, Tätigkeit der deutschen Organisation vor. Die Voraussetzungen faßt er nur in einem kurzen einleitenden Kapitel zusammen. Er beschreibt die Lage der deutschen Minderheit in der Periode zwischen den beiden Weltkriegen, und konfrontiert diese durch Andeutungen mit der Lage vor 1918. Das Wesen bestand darin, daß nach 1918 die deutsche Minderheit die stärkste nationale Minorität des territorial stark zurückgegangenen ungarischen Staates gewesen ist, was die Proportionen anbelangt, gleichzeitig war sie überwiegend von bäuerlichem Charakter. Die städtische deutsche Bevölkerung — sowohl die Arbeiterklasse, das Bürgertum, als auch die Intelligenz — wurde bereits als Ergebnis des früheren, viele Jahrzehnte andauernden natürlichen Prozesses assimiliert. Diese, wie betont, natürliche Assimilation wurde nach der Gründung des Volksbunds seitens der Leitung oft vorgeworfen, der Volksbund sprach von gewaltsamer Assimilation, deren äußeres Zeichen die Magyarisierung der deutschen Familiennamen gewesen ist.

Tilkovszky hebt ebenfalls die natürliche Assimilation hervor. Gleichzeitig verurteilt er die ungarischen Regierungen scharf, weil sie keine solche Nationalitätenpolitik verwirklichten, die nicht in Worten, sondern meritorisch die Entwicklung der deutschen Minderheit gefördert hätte. Klar war diese Tendenz an der Schulpolitik ersichtlich, die an Stelle der Schulen mit deutscher Unterrichtssprache

gemischte, ungarisch-deutschsprachige, oder einfach ungarischsprachige Schulen unterstützte, in denen die deutsche Sprache nur einer der Lehrgegenstände gewesen ist. Dies kann natürlich bereits als eine Form der gewaltsamen Assimilation betrachtet und berechtigt beanstandet werden. Gleichzeitig darf auch nicht vergessen werden, daß die Jahrzehnte lange natürliche Assimilation bei den Ungarndeutschen zum geringen deutschen nationalen Bewußtsein führte, was auch dadurch deutlich wird, daß sich vor 1918 die deutsche Nationalitätenbewegung am spätesten, erst nach der Jahrhundertwende entfaltete, und die gesamte Minderheit auch dann nicht umfassen konnte. Der zwischen den zwei Weltkriegen tätige Ungarländische Deutsche Volksbildungsverein umfaßte eigentlich neben den national Bewußten auch die sich in der Assimilation auf dem Halbweg befindlichen Deutschen, und konnte dementsprechend den Regierungskreisen Hitler-Deutschlands nicht entsprechen.

Die Situation hat sich übrigens im Laufe 1940—41 wesentlich verändert, als die Zahl der deutschen Minderheit infolge der territorialen Veränderungen durch die nordsiebenbürgischen Sachsen und die Deutschen in der Batschka sprunghaft gewachsen ist. Die siebenbürgischen Sachsen wurden durch ihre Jahrhunderte alten Privilegien nie assimiliert, die jugoslawischen Deutschen verfügten nach 1918 über ein wesentlich größeres nationales Bewußtsein, und stellten daher natürlich in großem Maße eine Triebkraft der Agitation des Volksbunds dar, die außer dem deutschen nationalen Bewußtsein auch für die nationalsozialistische Überzeugung Wurzeln schlagen wollte.

Das Rückgrat des Buches wird natürlich durch die politische Entwicklung des Volksbunds, sowie die Gestaltung seiner Beziehungen zur ungarischen Regierung ausgemacht. Die Regierung wollte den Volksbund nur als einen kulturellen Verband, wie den Volksbildungsverein betrachten, und hat sich energisch davor verschlossen, daß dieser eine politische Rolle spielen könnte. Die Leitung des Volksbunds hatte freilich solche Ambitionen. All dies ging jedoch überwiegend bereits während des Krieges vor sich, und bedeutete soviel, daß die deutsche Regierung im Interesse der Kriegsanstrengungen die Ansprüche der ungarischen Regierung immer berücksichtigen mußte. Gleichzeitig mußte die ungarische Regierung, im Interesse ihrer Revisionspläne, nach 1941 hingegen im Interesse der Beibehaltung der erworbenen Gebiete dem Druck der deutschen Regierung nachgeben. Auf die doppelte Tendenz weist auch die Tatsache deutlich hin, daß im August 1940, am Tag des zweiten Wiener Schiedsspruchs, der Nordsiebenbürgen Ungarn zugeteilt hat, der ungarische Ministerpräsident und Außenminister den von den Deutschen vorgelegten Entwurf unterzeichnen mußte, der dem Volksbund in der Reihe der ungarischen Nationalitäten eine privilegierte Stellung sicherte, wenn auch keine solche Sonderstellung, wie für die in der Slowakei, in Rumänien oder Kroatien. Am deutschen Entwurf konnte Ministerpräsident Pál Teleki gewisse Modifizierung erreichen. Das Abkommen von 1940 enthielt übrigens — um die ungarische Regierung zu beruhigen — auch die Verpflichtung der Ungarndeutschen zur Loyalität ihrer Heimat gegenüber. Im Laufe von 1942 wurde ein weiterer Entwurf von deutscher Seite vorgelegt (Tilkovszky gibt beide Texte bekannt), dieser sicherte der deutschen Volksgruppe noch weiter gehende Privilegien, und enthielt nicht mehr die Verpflichtung zur Loyalität. Infolge der Veränderung der Kriegslage bestand jedoch die deutsche Regierung nicht mehr darauf, diesen Entwurf der ungarischen Regierung aufzuzwingen, genauso, wie es auch Ende 1942 zum Übergeben der großen Denkschrift nicht gekommen ist, die die Beschwerden der Ungarndeutschen sehr ausführlich darlegte. Tilkovszky führt hier und noch bei zahlreichen Gelegenheiten ausgezeichnete Beiträge an, um beweisen zu können, daß die deutsche Regierung nach ungarischen Beschwerden den Volksbund, und dessen sich in der Rolle des ungarischen Führers gefallenden Franz Basch, manchmal sogar unabhängig von der ungarischen Forderung auf Mäßigung mahnte.

Die ungarische Regierung war so stark gegen die politische Tätigkeit des Volksbunds und die offizielle Einführung der nationalsozialistischen Weltanschauung, daß sie nicht einmal den Gebrauch der Hackenkreuzlerfahnen den Ungarndeutschen genehmigte. Die Kállay-Regierung hingegen, die in Richtung Westen Aussprungsversuche unternommen hat, unterstützte halboffiziell die Bewegung „mit Treue für die Heimat“ im Kreis der Deutschen. Dem Vorstoß des Volksbunds gegenüber hatte jedoch die ungarische Regierung auch eine andere Waffe. Hitler studierte während des Krieges mehrere Entwürfe durch, die sich auf die Gestaltung der Lage der südosteuropäischen Deutschen nach dem Krieg bezogen haben. Unter diesen gab es einen, der von den südungarischen, jugoslawischen und rumänischen Deutschen einen



zusammenhängenden besonderen Staat gründen wollte, als Vortrupp des deutschen Reiches. Hitler hat jedoch die Umsiedlung der südosteuropäischen Deutschen auf die östlichen Gebiete beschlossen. Tilkovszky vermag auf Grund des deutschen archivalischen Materials die verschiedenen Konzeptionen ausführlich zu behandeln. Die Entscheidung über die Aussiedlung der Ungarndeutschen wurde nie zu einem offen verkündeten Programm erklärt, die ungarische Regierung versuchte jedoch jene, die sich dem Volksbund angeschlossen haben, mit dem Gedanken der Aussiedlung in Schach zu halten, wonach die Aussiedlung nur die Mitglieder des Volksbunds und ihre Familie berühren werde.

Tilkovszky untersucht auch, welchen Anteil der deutschen Nationalität der Volksbund gewinnen konnte. Er führt aus, daß außer dem siebenbürgischen sächsischen Bürgertum vor allem die bodenlose landwirtschaftliche Arbeiterschaft begeistert war, die bodenbesitzende Bauernschaft schloß sich vorsichtiger an, ausgenommen die deutsche Bauernschaft in der Batschka. Die tatsächliche Zahl der Mitglieder des Volksbunds machte einer deutschen Feststellung nach 23% der gesamten Nationalität aus, durch die Familienmitglieder, die Jugend- und Frauenorganisation dehnte er sich jedoch zweifelsohne auf die Mehrheit der Volksgruppe aus, besonders über das Trianoner Gebiet hinaus.

Die Führung des Volksbunds beschwerte sich ständig wegen der Assimilation, versuchte alles zu unternehmen, um diese zu verhindern, und sogar um die bereits Assimilierten zurück zu verdeutschen. Daraus ergaben sich Gegensätze zwischen dem Volksbund und den verschiedenen pfeilkreuzlerischen Parteien, der Volksbund verwies berechtigt darauf, daß sich unter ihren Mitgliedern sehr viele assimilierte Deutschen befanden. Die Partei von Fidél Pálffy war auch auf diesem Gebiet zu Kompromissen bereit, Ferenc Szálasi stellte sich jedoch in seiner hungaristischen Konzeption die deutsche Nationalität vor allem als an Ungarn gebunden vor, von der Verpflichtung zur Dissimilation wollte er gar nicht hören. So standen die Gegensätze trotz der gemeinsamen nationalsozialistischen Weltanschauung ständig auf der Tagesordnung, und sie wurden erst zur Zeit der deutschen Okkupation, und dann der Machtergreifung von Szálasi in den Hintergrund gedrängt — dies bedeutete aber schon das Ende.

Es gehörte zu den deutschen militärischen Anstrengungen, daß auf die Eingliederung der Ungarndeutschen in die deutsche Armee, näher in die SS Anspruch erhoben wurde. Die ungarische Regierung mußte sich damit schließlich abfinden, obwohl sie darauf bestanden hat, daß jene, die in den Dienst der SS statt der ungarischen Armee eintreten, dadurch ihre ungarische Staatsbürgerschaft verlieren. Damit mußte sich aber die deutsche Regierung abfinden, und es wurde erst zur Zeit der deutschen Besetzung beseitigt. Auf etwa 100—120 000 kann insgesamt die Zahl jener gesetzt werden, die in die SS einrückten, der Großteil entstammt aber nicht dem Trianoner Gebiet.

Im Verlauf 1944—45 drängte die deutsche Regierung zur Zeit des sowjetischen Vorstosses auf die Umsiedlung der Ungarndeutschen auf deutsches Gebiet, sie konnte aber dies in der gegebenen Situation nur zum Teil verwirklichen, unter anderen wegen des Widerstandes der deutschen Bevölkerung.

Die chronologische Behandlungsweise und die Analyse im Dreieck deutsche Regierung — Volksbund — ungarische Regierung ermöglichte Tilkovszky natürlich nicht, daß er über die innere Struktur, Entwicklung des Volksbunds ein ausführlicheres Bild gibt, er skizziert sie nur in einem Kapitel. Etwas mehr erfahren wir über die inneren Gegensätze der Führung, die Leiter in der Batschka und in Siebenbürgen, die die Führerschaft von Basch immer wieder in Frage stellten. Der Verfasser kann hier sehr plastisch darstellen, wie sie die Hilfe der Reichsdeutschen suchten, und wie der innere Zwiespalt, die Rivalisierungen des Hitler-Regimes dies ermöglichten. Die Position von Basch konnte natürlich nicht gestürzt werden. Tilkovszky berichtet auch über die wirtschaftlichen Angelegenheiten des Volksbunds, wir erfahren wieder auf Grund des deutschen Materials, auf welchen Wegen der Volksbund legale Hilfen aus dem deutschen Reich, und durch welche illegalen Kanäle noch bedeutenderen Summen bekommen hat.

Man könnte noch lange die anderen Feststellungen des Buches bekanntgeben, die Ausfälle von Basch zitieren, die oft von unerhörter Arroganz gegenüber der ungarischen Regierung, besonders solange Pál Teleki und noch mehr Miklós Kállay regierten, zeugten, oder davon reden, wie sich das Verhältnis der Regierungschefs und Basch entwickelte — der Ministerpräsident war nicht nur einmal nur auf deutschen Wunsch bereit, den Leiter der Volksgruppe zu empfangen. Basch sehnte sich immer nach einer Regierungsstellung, dem Posten eines Staatssekretärs, den z. B. in der Slowakei Franz Karmasin, der

dortige deutsche Volksgruppenleiter schon 1939 bekleidete, aber erst die Szálasi-Regierung zeigte Bereitschaft, ihn in die Arbeit des „Kronrats“ einzubeziehen, als dieser nur mehr bloß im westlichen Winkel des Landes tätig war.

Tilkovszkys Buch ist auf jeden Fall gut, es gibt über den Volksbund, als einen Exponenten Hitler-Deutschlands in einem anderen Staat, ein genaues Bild. Was für eine Meinung wir auch über die Aussiedlung der Ungarndeutschen nach 1945 haben, erklärt dieses authentische Bild über die Tätigkeit, über die deutschen Beziehungen des Volksbunds in vieler Hinsicht die 1945 in der ungarischen Öffentlichkeit in Bezug auf die Deutschen entstandene Auffassung.

Wir müssen wieder zur Sprache bringen, wie wir auch im Falle anderer, bei uns in deutscher Sprache herausgegebenen Publikationen getan haben: es ist unverständlich in einem deutschsprachigen, dem deutschen Publikum gedachten Buch (es erschien in Gemeinschaftsausgabe mit dem Wiener Böhlau Verlag KG), daß die Ortsnamen in Ungarisch angegeben werden, statt der deutschen Bezeichnung, es bereitet auch Schwierigkeiten, denn die zitierten deutschen Quellen nennen Pécs Fünfkirchen, der Text des Autors hingegen Pécs. Es ist wirklich keine Frage der staatlichen Souverenität, sondern der historischen Entwicklung, und einfach der Vernunft.

*Emil Niederhauser*

## BIBLIOGRAPHIE

### BIBLIOGRAPHIE CHOISIE D'OUVRAGES D'HISTOIRE PUBLIÉS EN HONGRIE EN 1981

#### 1. *Bibliographies, catalogues, inventaires*

A Birodalmi Udvari Tanács és a Birodalmi Udvari Kancellária levéltára. A birodalmi levéltárak magyar vonatkozású iratai. (Tematikai levéltárak. Összeáll. BUZÁSI JÁNOS) [Les archives du Conseil Aulique et de la Chancellerie d'Empire. Documents des Archives d'Empire concernant la Hongrie. (Archives thématiques. Red. par —.)] Bp. 1979. MOL p. 199.

Acta Cassae Parochorum. Egyházmegyék szerint besorolt iratok. 7. füzet. Erdélyi, váci és veszprémi egyházmegye 1733—1779. Művészettörténeti adatok. [Ecrits classés selon les diocèses, 7<sup>e</sup> cahiers. Le diocèse de Transylvanie, de Vác et de Veszprém 1733—1779, Données d'histoire d'art.] Bp. 1980. MTA Művészettörténeti Kutató Cso. p. 251.

Árszabások a Borsod-Abaúj-Zemplén megyei Levéltárban 1625—1849. Szerk. ROMÁN JÁNOS [Tarifs aux Archives du comitat de Borsod-Abaúj-Zemplén 1625—1849. Réd. par —.] Miskolc, 1980. BAZ megyei Levéltár p. 125.

BARTA LÁSZLÓ: Szentes város községének (közgyűlésének) iratai 1837—1848. [Documents de la commune de la ville de Szentes 1837—1848] LSz 1980. Tome 30. No. 1—2. pp. 109—113.

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1978. AH 1980. Tome 26. No. 3—4. pp. 497—515.

Az 1978. évi Magyarországon megjelent hadtörténelmi irodalom bibliográfiája. II. r. Összeáll. VINICZAI ISTVÁN—WINDISCH ALADÁRNÉ [Bibliographie des ouvrages d'histoire militaire parus en Hongrie en 1978. Réd. par —.] HK 1981. Tome 28. No. 1. pp. 146—159.

Az 1979. évi Magyarországon megjelent hadtörténelmi irodalom bibliográfiája. Összeáll. VINICZAI ISTVÁN—WINDISCH ALADÁRNÉ [Bibliographie des ouvrages d'histoire militaire parus en

Hongrie en 1979. Réd. par —.] HK 1981. Tome 28. No. 4. pp. 660—679.

JAKABFFY IMRE: Magyar régészeti irodalom 1980. [Littérature d'archéologie hongroise 1980] AÁ 1981. Tome 108. No. 1. pp. 120—134.

Könyvtári kis tükör. Társadalomtudományok 1945—1978. Ajánló könyvjegyzék. Szerk. MÁNDY GÁBOR [Petit miroir de bibliothèque. Sciences sociales 1945—1978. Liste des livres recommandés Réd. par —.] Bp. 1981. OSZK p. 274.

Magángyűjtemények Magyarországon 1551—1721. (Könyvjegyzékek bibliográfiája) Szerk. MONOK ISTVÁN [Collections privées en Hongrie 1551—1721. (Bibliographie de catalogues de livres) Réd. par —.] Szeged, 1981. József Attila Tudományegyetem Közp. Kvt. p. 219.

A magyar munkásmozgalom történetéről szóló cikkek jegyzéke 1980. október—november—december; 1981. január—február—március; 1981. április—május—június [Liste des articles sur l'histoire du mouvement ouvrier hongrois oct—nov—déc. 1980; janvier—février—mars 1981; avril—mai—juin 1981] Ptk 1981. Tome 27. No. 2. pp. 241—243; No. 3. pp. 248—249; No. 4. pp. 236—237.

A Magyarországon megjelent történeti munkák önálló kötetek, tanulmányok, cikkek válogatott jegyzéke, 1980. január 1.—december 31. Összeáll. ROZSNYÓI ÁGNES és SZ. GYIVICSÁN MÁRTA [Répertoire choisi des ouvrages d'histoire (volumes, études, articles) parus en Hongrie 1<sup>er</sup> janvier—31 décembre 1980. Réd. par —.] Sz Tome 115. No. 6. pp. 1378—1745.

#### 2. *Recueils d'études*

BARTA JÁNOS: Évfordulók. Tanulmányok és megemlékezések [Anniversaires. Etudes et commémorations] Budapest, 1981. Akadémiai Kiadó, p. 441.

Bács-Kiskun megye múltjából. III. A kapitalizmus kora. Szerk. IVÁNYOSI-SZABÓ TIBOR [Du passé du comitat de Bács-Kiskun. III. L'époque du capitalisme Réd. par —.] Kecskemét, 1981. Bács-Kiskun megyei Levéltár p. 475.

Hajdú-Bihar megyei Levéltár Évkönyve. VIII. Szerk. GAZDAG ISTVÁN [L'Annuaire des Archives du comitat de Hajdú-Bihar. Réd. par —.] Debrecen, 1981. Hajdú-Bihar megyei Levéltár p. 225.

Az igazgatás és a gazdaság területi rendszere. Kutatások a Dél-Dunántúlon. Szerk. TÓTH TIBOR [L'administration et le système territorial de l'économie. Recherches dans la Transdanubie du Sud Réd. par —.] Pécs, 1981. MTA Dunántúli Intézet p. 240.

A középkori társadalomtörténet kérdései. Agrártörténeti cikkgyűjtemény [Les problèmes de l'histoire sociale médiévale. Recueil d'études sur l'histoire agraire] Bp. 1981. ELTE p. 332.

A nemzetközi munkásmozgalom történetéből. Évkönyv 1982. Szerk. JEMNITZ JÁNOS, HARSÁNYI IVÁN [De l'histoire du mouvement ouvrier international. Annuaire. 1982. Réd. par —.] Bp. 1981. Kossuth Kiadó p. 347.

Politikatudományi Tanulmányok. Összeáll. és szerk. POLGÁR TIBOR [Etudes de science politique. Réd. par —.] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 275.

La Pologne et la Hongrie aux XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles: Textes du colloque polono-hongrois de Budapest. Budapest, 1981. Akadémiai Kiadó, p. 148.

### 3. *Ouvrages généraux et traitant plusieurs époques*

BERLÁSZ JENŐ: Az Országos Széchényi Könyvtár története 1802—1867 [Histoire de la Bibliothèque Nationale Széchényi 1802—1867] Bp. 1981. OSzK. p. 555.

Bibliotheca Corviniana. Összeáll. és jegyz. tanulm. CSAPODI CSABA, CSAPODINÉ GÁRDONYI KLÁRA [Réd., notes et étude par —.] Bp. 1981. Magyar Helikon—Corvina, p. 327.

ENGEL PÁL: A honor (A magyarországi feudális birtokformák kérdéséhez) [Le «honor». Aux problèmes des formes de domaines féodaux en Hongrie] TSZ. 1981. Tome 24. No. 1. pp. 1—19.

FÉYÉR PIROSKA: A szőlő- és bortermelés Magyarországon 1848-ig. [La viticulture et la production

de vin en Hongrie jusqu'à 1848] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 385.

FÜGEDI ERIK: Beiträge zur Siedlungsgeschichte einiger slowakischer Dörfer auf dem Gebiet des heutigen Ungarn. SSI 1980. Tome 26. fasc. 3—4. pp. 245—305.

GLATZ FERENC: Történetiró és politika. Szekfű, Steier, Thim és Miskolczy nemzetről és államról. [L'Historien et la politique —, —, — sur la nation et l'État] Bp. 1980. Akadémiai Kiadó, p. 276.

HAJDÚ TIBOR: Az értelmiség számszerű gyarapodásának következményei a második világháború előtt és után [Les conséquences de la croissance du nombre des intellectuels avant et après la deuxième guerre mondiale] V 1981. Tome 24. No. 7. pp. 1—22.

Histoire de la Hongrie Ed. par PAMLÉNYI ERVIN tomes I—II. [en langue japonaise] Bp. 1981. Corvina Kiadó, pp. 341; pp. 410.

KÁLLAY ISTVÁN: A családi hitbizományok Magyarországon [Les majorats familiaux en Hongrie] LK 1979. Tome 50. No. 1. pp. 69—91.

KOSÁRY DOMOKOS: Az akadémiai könyv- és folyóiratkiadás szerepe a társadalomtudományok fejlődésében [Le rôle de l'édition de livres et de périodiques de l'Académie dans le développement des sciences sociales] MTANyI 1981. Tome 32. Nos 1—2. pp. 7—14.

KOSÁRY DOMOKOS: A magyar sajtó megszületése [La naissance de la presse hongroise] MK 1981. Tome 97. Nos 1—2. pp. 7—15.

Magyar Hírmondó. Az első magyar nyelvű újság. Válogatás. Sajtó alá rend., bev. és jegyz. KÓKAY GYÖRGY [Courrier Hongrois. Le premier journal en langue hongroise. Réd., intr. et notes par —.] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 556.

A magyar szakszervezeti mozgalom határozatai I—II. Szerk. ZSIGA LÁSZLÓ [Les décrets du mouvement syndical hongrois I<sup>e</sup> II<sup>e</sup> t. Réd. par —.] Bp. 1981. Táncsics Kiadó, pp. 435; pp. 657.

ORSZÁGH LÁSZLÓ: Anglomania in Hungary, 1780—1900. NHQ 1981. Vol. 22. No. 82. pp. 168—179.

POÓR JÓZSEF: Századunk és a protestantizmus. Irányzatok századunk protestáns teológiájában. A magyarországi szolgáló egyház teológiája. [Notre siècle et le protestantisme. Tendances dans la théologie protestante de notre siècle. La théologie des Eglises «servantes»] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 321.

RÓMER FLÓRIS—IPOLYI ARNOLD—FRAKNÓI VILMOS: Egyház, műveltség, történetírás. Vál. sajtó alá rend. és bev. ROTTLER FERENC [Eglise, culture, historiographie. Choix, réd. intr. par —.] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 390.

SUGÁR ISTVÁN: Az egri vörösbor termelésének múltjából — az egri bikavér kialakulása. [Du passé de la production du vin rouge d'Eger — la formation du vin «Sang de taureau»] AtSz 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 104—132.

SZAKÁCS KÁLMÁN: Mezőgazdasági munkásérdekképviselő 1896—1944. [La représentation d'intérêt des ouvriers agraires 1896—1944] Bp. 1981. Táncsics Kiadó, p. 561.

SZÉKELY GYÖRGY: Die Umwandlung des europäischen Siedlungsnetzes im 16—19 Jahrhundert und Ungarn. A debreceni Déri Múzeum Évkönyve Debrecen, 1981. pp. 79—102.

SZIKLAY LÁSZLÓ: A magyarországi nem magyar nyelvű sajtó kezdetei [Les commencements de la presse non-hongroise en Hongrie] MK 1981. Tome 97. Nos 1—2. pp. 23—34.

TAGÁNYI ZOLTÁN: Agrárforradalmak és parasztság. Egy történeti fejlődés összefoglalási kísérlete; megjegyzések a modern agrárrendszerek kialakulásához. [Révolutions agraires et paysannerie. Tentative de synthèse d'un développement historique; remarques à la formation des systèmes agraires modernes] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 564—573.

VAMOS ÉVA: Lássák, ismerjék a világnak minden népei... Magyarországi és magyar vonatkozású röpiratok, újságlapok (1485—1849) [Que le voient, que le connaissent tous les peuples du monde... Pamphlets, feuilles de journal de Hongrie et concernant la Hongrie 1485—1849] Bp. 1981. Magyar Helikon, p. 141.

VÁRADI-STERMBERG JÁNOS: Századok öröksége. Tanulmányok az orosz—magyar és ukrán—magyar kapcsolatokról [Patrimoine des siècles. Etudes sur les relations russo-hongroises et ukrano-hongroises] Bp. — Uzsgorod, 1981. Gondolat — Kárpati Kiadó, p. 371

4. *Histoire de Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne. Histoire ancienne du peuple Hongrois. Histoire de Hongrie jusqu'en 1526*

BÁLINT CSANÁD: Der landnahmzeitliche Grabfund von Pestlőrinc. AAr 1980. Tome 32. fasc. 1—4. pp. 31—96.

Baranya megye története az őskortól a honfoglalásig. Szerk. BÁNDI GÁBOR [Histoire du comitat de Baranya de l'époque primitive jusqu'à la conquête du pays par les Hongrois] Pécs, 1981. Baranya Megyei Levéltár, p. 423.

III. Béla emlékezete. Vál. és jegyz. bev. KRISTÓ GYULA, MAKK FERENC [La mémoire du roi Béla III Choix et notes, intr. par —.] Bp. 1981. Magyar Helikon p. 215.

BORONKAI IVÁN: Vitéz János levelei és beszédei [Lettres et discours de Vitéz János] ItK 1981. Tome 85. No. 2. pp. 174—180.

BÓNA ISTVÁN: Studien zum frühhavarischen Reitergrab von Szegvár. AAr 1980. Tome 32. fasc. 1—4. pp. 31—96.

CSAPODI CSABA: Svájci—magyar szövetség 500 évvel ezelőtt. (Mátyás király és a svájci kantonok kölcsönös barátsági és semlegességi szerződése, 1479. okt. 18.) [Les 500 ans d'alliance entre la Suisse et la Hongrie. (Le traité d'amitié mutuelle et de neutralité du roi Matthias et des cantons suisses (le 18 octobre 1479))]

DÉKÁNY ENDRE: Ellentétek metszéspontjain. Szent Erzsébet kora. [Au carrefour des contrastes. L'époque de sainte Elisabeth] Va 1981. Tome 46. No. 11. pp. 787—791.

DIETRICH VON APOLDA legendája Szent Erzsébetről (1928-ból) [La légende de Dietrich von Apolda sur sainte Elisabeth en 1298] Va 1981. Tome 46. No. 11. pp. 795—796.

1504—1566. Memoria Rerum. A Magyarországon legutóbbi László király fiának, legutóbbi Lajos királynak születése óta esett dolgok emlékezete. (Verancsics-évkönyv) Sajtó alá rend., utószó és jegyz. BESSENYEI JÓZSEF [1504—1560 Memoria

Remum. Mémoire des événements passés en Hongrie depuis la naissance du roi Louis, fils du roi Ladislas. Annuaire Verancsics. Ed. postface et notes par. —.] Bp. 1981. Magyar Helikon p. 188. Bibliotheca Historica.

FONT MÁRTA: II. Géza orosz politikája 1141—1152. [La politique envers la Russie du roi Géza II. 1141—1152] AUSzeg. AH 1980. LXVII. pp. 33—39.

FRÖHLICH, I.: Le manuscrit latin de Budapest d'une œuvre hellénistique. AA 1979. Tome 27. fasc. 1—3. pp. 149—196.

FÜGEDI ERIK: Kolduló barátok, polgárok, nemesek. Tanulmányok a magyar középkorról. [Moines mendiant, bourgeois, nobles. Etudes sur le Moyen Age hongrois.] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 565.

GERICS JÓZSEF: A Hartvig-legenda mintáiról és forrásairól. [Sur les modèles et sources de la légende «Hartvig»] MK 1981. Tome 97. No. 3. pp. 175—189.

HARMATTA JÁNOS: Érudition, tradition orale et réalité géographique. Le récit sur l'exode des Hongrois chez Anonyme.] AA 1979. Tome 27. fasc. 1—3. pp. 285—303.

HERÉNYI ISTVÁN: A Vas megyei Herény és birtokosai a középkorban. [Le village de Herény dans le comitat de Vas et ses propriétaires au Moyen Age] VSz 1981. Tome 35. No. 3. pp. 442—453.

HERMANN ZSUZSA: Egy pénzügyi tervezettől a Hármaskönyvig. Werbőczy és a parasztháború. [D'un projet fiscal au Tripartitum. Werbőczy et la guerre des paysans] Sz 1981. Tome 115. No. 1. pp. 108—151.

HÓVÁRI JÁNOS: Az 1515—17. évi tulcsai török vámnapló. [Le registre de douane turc de Tulcsa des années 1515—17.] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 430—440.

KLANICZAY GÁBOR: A középkori magyarországi szentkultusz-kutatás problémái. [Les problèmes de recherche du culte des saints dans la Hongrie médiévale] TSz 1981. Tome 24. No. 2. pp. 273—286.

KÖRMENDY JÓZSEF: A veszprémi püspöki és káptalani levéltár Mohács-előtti oklevelei. [Les diplômes des Archives épiscopales et capitrales de Veszprém datés de l'époque précédant la bataille de Mohács] LSz 1980. Tome 30. No. 2. pp. 463—480.

KRISTÓ GYULA: Oroszok az Árpád-kori Magyarországon. [Russes, dans la Hongrie à l'époque des Arpad] AUSzeg. AH 1980. LXVII. pp. 57—66.

KUBINYI ANDRÁS: A mohácsi csata és előzményei. [La bataille de Mohács et ses antécédents] Sz 1981. Tome 115. No. 1. pp. 66—107.

KULCSÁR PÉTER: A Jagello-kor. [L'époque des Jagellon] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 241.

LADÁNYI ERZSÉBET: Libera villa, civitas, oppidum. Terminológiai kérdések. [Libera villa, civitas, oppidum. Problèmes terminologiques] TSz 1981. Tome 23. No. 3. pp. 450—477.

MAKK FERENC: Megjegyzések a II. Géza-kori magyar-bizánci konfrontáció kronológiájához. [Remarques à la chronologie de la confrontation hungaro-byzantine à l'époque du roi Géza II.] AUSzeg AH 1980. LXVII. pp. 41—56.

MAKK FERENC: Megjegyzések Kálmán külpolitikájához. [Remarques à la politique extérieure du roi Kálmán] AUSzeg. AH 1980. LXVII. pp. 21—31.

SZEGFŰ LÁSZLÓ: Vata népe. [Le peuple de Vata] AUSzeg. AH 1980. LXVII. pp. 11—19.

SZŰCS JENŐ: Megosztott parasztság — egységesülő jobbágyság. A paraszti társadalom átalakulása a 13. században. [Paysannerie partagée — serfs en voie d'unification. La transformation de la société paysanne du XIII<sup>e</sup> siècle] 1<sup>re</sup> partie Sz 1981. Tome 115. No. 1. pp. 3—65; 2<sup>e</sup> partie Sz 1981. Tome 115. No. 2. pp. 263—319.

TARDY LAJOS: A tatárországi rabszolgakereskedelem és a magyarok a XIII—XV. században. [Le commerce d'esclaves dans le pays des Tartares et les Hongrois aux XIII<sup>e</sup>—XV<sup>e</sup> siècles] Bp. 1980. Akadémiai Kiadó, p. 241.

A tatárjárás emlékezete. Szerk. KATONA TAMÁS [La mémoire de l'invasion des Mongols. Réd. par —.] Bp. 1981. Magyar Helikon p. 357. Bibliotheca Historica.

TÓTH ENDRE: Megjegyzések Pannónia provincia kialakulásának kérdéséhez [Remarques aux problèmes de la formation de la province Pannonia] AÉ 1981. Tome 108. No. 1. pp. 13—33.

VIDA MÁRIA: Szent Kozma és Damján magyarországi tiszteletének eredete és értelmezése (11—14. század) [Origine et interprétation de l'admiration de saint Cosma et Damian en Hongrie] Sz 1981. Tome 115. No. 2. pp. 340—367.

VIDA TIVADAR: Szent Erzsébet és Marburgi Konrád. [Sainte Elisabeth et Conrad de Marbourg] Va 1981. Tome 46. No. 11. pp. 792—795.

## 5. Histoire de Hongrie 1527—1790

Adatok II. Rákóczi Ferenc házasságkötéséhez. Rákóczi Ferenc ismeretlen levele. Köln, 1694. szeptember 27. Bev. és közl. ANTALL JÓZSEF [Données concernant le mariage de Ferenc II. Rákóczi. Une lettre inconnue de Ferenc Rákóczi. Cologne le 27 septembre 1694. Intr. et ed. par —.] TSz 1981. Tome 24. No. 2. pp. 296—301.

BARCZA JÓZSEF: Bethlen és a vallási türelem [Gábor Bethlen et la tolérance religieuse] Va 1981. Tome 46. No. 2. pp. 89—92.

BARTA GÁBOR: A Sztambulba vezető út 1526—1628 (A török—magyar szövetség és előzményei) [Le chemin menant à Stamboul 1526—1628 (L'alliance turco—hongroise et ses antécédents)] Sz 1981. Tome 115. No. 1. pp. 152—205.

BARTA JÁNOS, ifj.: Mária Terézia mezőgazdasági társaságai. Kísérlet a Habsburg-monarchia nemességének aktivizálására. [Les sociétés agraires de la reine Marie-Thérèse d'Autriche. Tentative à activer les nobles de la Monarchie des Habsbourg] AtSz 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 31—50.

BÁNKUTI IMRE: A szatmári béke [Le traité de paix de Szatmár] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 161.

BENCZÉDI LÁSZLÓ: Az 1681. évi soproni országgyűlés és vallási végzései [La Diète de Sopron en 1681 et ses décrets religieux] Confessio, 1981. Tome 5. No. 4. pp. 32—42.

BENDA KÁLMÁN: Diplomáciai szervezet és diplomaták Erdélyben Bethlen Gábor korában [Corpus diplomatique et diplomates en Transylvanie à l'époque de Gábor Bethlen] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 725—730.

BENDA KÁLMÁN: Mária Terézia királynő a magyar történetírásban [La reine Marie-Thérèse d'Autriche dans l'historiographie hongroise] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 485—492.

Bethlen Mihály útinaplója (1691—1695). Sajtó alá rend. és utószó JANKOVICS JÓZSEF [Le journal de voyage de Mihály Bethlen (1691—1695) Ed. et. postface par —.] Bp. 1981. Magyar Helikon p. 257. Bibliotheca Historica.

BITSKEY ISTVÁN: Bethlen, Pázmány és a Káldi-Biblia [Bethlen (Miklós) Pázmány (Péter) et la Bible traduit par Káldi] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 737—743.

CZIGÁNY ISTVÁN: A császáriak hadjárata 1705 őszén [La campagne de l'armée impériale en automne 1705] HK 1981. Tome 28. No. 1. pp. 74—104.

CZIGÁNY ISTVÁN: Hadsereg és ellátás Bethlen Gábor korában [Armée et approvisionnement à l'époque de Gábor Bethlen] HK 1981. Tome. 28. No. 4. pp. 526—541.

Debrecen város magistrátusának jegyzőkönyvei 1548—49. Szerk. SZENDREY ISTVÁN. Összeáll. BALOGH ISTVÁN [Les procès-verbaux de la mairie de la ville de Debrecen 1548—49. Red. par —, — Ed. par —.] Debrecen, 1981. A Hajdú-Bihar megyei Levéltár és Kossuth Lajos Tudományegyetem p. 202.

Dézsmajegyzékek. I. 1. Heves- és Külső-Szolnok vármegye 1548. Szerk. KOVÁCS BÉLA [Listes de dime 1<sup>re</sup> t. Les comitats de Heves et de Külső-Szolnok 1548. Red. par: —.] Eger, 1981. Heves megyei Levéltár p. 170. A Heves megyei Levéltár forráskiadványai.

FODOR PÁL: Bauarbeiten der Türken an den Burgen in Ungarn 16—17 Jahrhundert. AO 1981. Tome 35. fasc. 1. pp. 55—88.

HECKENAST GUSZTÁV: Erdély technikai műveltsége Bethlen Gábor korában. [La culture-technique en Transylvanie à l'époque de Gábor Bethlen] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 731—736.

HELTAI GÁSPÁR: Krónika az magyaroknak dolgairól. Szerk. KULCSÁR MARGIT. Bev. KULCSÁR PÉTER [Chronique sur les affaires des Hongrois] Red. par —, Intr. par —.] Bp. 1981. Magyar Helikon p. 473. Bibliotheca Historica.

IVÁNYOSI-SZABÓ TIBOR: A „kongó” nevű pénz forgalma Kecskeméten. [La circulation de la monnaie nommée „kongó” dans la ville de Kecskemét] TSz 1981. Tome 24. No. 2. pp. 287—295.

KOSÁRY DOMOKOS: Értelmiség és kulturális elit a XVIII. századi Magyarországon [Intelligentsia et élite culturelle en Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle] V 1981. Tome 24. No. 2. pp. 11—20.

KÖPECZI BÉLA: Bethlen Gábor és állama [Gábor Bethlen et son État] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 664—672.

KÖPECZI BÉLA: A Rákóczi-szabadságharc a külföldi közvéleményben [La guerre d'indépendance de Rákóczi dans l'opinion publique étrangère] MK 1981. Tome 97. Nos 1—2. pp. 16—22.

LENDVAI L. FERENC: A reformáció és irányzatai Magyarországon. [La réforme et ses tendances en Hongrie] Vg 1981. Tome 22. No. 10. pp. 599—604.

MAKKAI LÁSZLÓ: Bethlen és az európai művelődés [Bethlen (Gábor) et la culture européenne] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 673—697.

MAKKAI LÁSZLÓ: Gábor Bethlen's European Policy. NHQ 1981. Vol. 22. No. 82. pp. 63—71.

MÉSZÁROS ISTVÁN: A XVI. századi városi iskoláink és a „studia humanitatis” [Les écoles dans les villes de Hongrie et les « studia humanitatis »] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 237.

NAGY LÁSZLÓ: Bocskai István a hadak élén [István Bocskai à la tête de l'armée] Bp. 1981. Zrínyi Kiadó, p. 253.

NAGY LÁSZLÓ: A magyar politikai irodalom történetéhez (Az 1605-ös kiáltvány Európa népeihez) [Contribution à l'histoire de la littérature politique hongroise (La proclamation de 1605 aux nations de l'Europe)] MT 1981. Tome. 26. No. 5. pp. 358—365.

NÉMETHY SÁNDOR: Egy gályarab prédikátor közléről (Bátorkeszi István, szül. 1640-ben) [Un prédicateur forçat regardé de près (István Bátorkeszi, né en 1640)] Confessio, 1981. Tome. 5. No. 1. pp. 41—50.

PACH SZIGMOND PÁL: Bethlen Gáborról — születésének 400. évfordulóján (Gábor Bethlen — au 400<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance) Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 744—749.

PÉTER KATALIN: Vie de la société transylvaine dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. AH 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 1—29.

RÁCZ LAJOS: Főhatalom a XVI—XVII. századi Erdélyben [Le pouvoir principal en Transylvanie aux XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles] JK 1981. Tome 36. No. 10. pp. 857—864.

Ratio Educationis. Az 1777-i és 1806-i kiadás magyar nyelvű fordítása. Ford., jegyz. MÉSZÁROS ISTVÁN [Ratio Educationis. La traduction en hongrois des éditions de 1777 et 1806. Trad. notes par —.] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 433.

Régi magyar levelestár. (XVI—XVII. század) I—II. k. Vál., sajtó alá rend., bev. és jegyz. HARGITTAY EMIL (Anciennes lettres hongroises (XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles) I<sup>er</sup>—II<sup>e</sup> t. Choix, ed. intr. notes par —.) Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 651; p. 593.

SÁNDOR LÁSZLÓ: A robotmunka az Esterházyak bujáki uradalmában a XVIII. században [La corvée dans le domaine de Buják des Esterházy au XVIII<sup>e</sup> siècle] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 515—531.

SÍPOS FERENC: A Rákóczi-szabadságharc előkészítése, 1697—1703. [Les préparatifs de la Guerre d'Indépendance de Rákóczi] HK 1981. Tome 28. No. 1. pp. 43—73.

SMERDA, MILAN: A csehek és Magyarország a harmincéves háború után (A lipóti abszolútizmus jobbágypolitikájának kérdéséhez) [Les Tchèques et la Hongrie après la Guerre de trente ans. (Au problème de la politique envers les serfs de l'absolutisme de l'empereur Léopold.) AUDhist. et Nos 13—14. pp. 22—43.

SUGÁR ISTVÁN: Az egri vár eleste 1596-ban. [La chute de la forteresse d'Eger en 1596] HK 1981. Tome 28. 1. pp. 11—42.

SZAKÁLY FERENC: Magyar adóztatás a török hódoltságban. [Taxation des Hongrois sur les territoires occupés par les Turcs.] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 486.

SZAMOSKÓZY ISTVÁN: Erdély története (1598—1599, 1603). Vál., bev., és jegyz. SINKOVICS ISTVÁN [Histoire de Transylvanie (1598—1599, 1603) Choix, intr. notes par —.] Bp. 1981. Európa Kiadó, p. 551.

TÓTH SÁNDOR: Török stratégia a tizenöt éves háborúban 1593—1606 [La stratégie des Turcs pendant la guerre de Quinze Ans 1593—1606] AUSzeg. AH 1981. LXIX pp. 15—41.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: Bethlen Gábor hivatalszervezete [Le système administratif de Gábor Bethlen] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 698—702.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: I. Rákóczi György emlékezete (Fejedelemmé választásának 350. évfordulójára) [La mémoire de György I<sup>er</sup> Rákóczi (Au 350<sup>e</sup> anniversaire de son élection à la dignité princière)] Confessio, 1981. Tome 5. No. 2. pp. 32—37.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: I. Rákóczi György erdélyi állama [L'Etat transylvaine de György I<sup>er</sup> Rákóczi] JK 1981. Tome 36. No. 6. pp. 495—502.

TRÓCSÁNYI ZSOLT: Rendi gazdaságpolitikai tervezetek Erdélyben (1711—1761) [Projets de politique économique des Ordres en Transylvanie (1711—1761)] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 385—391.

VÁLASZÚTI GYÖRGY: Pécsi disputa. Bev. és jegyz. DÁN RÓBERT [La dispute de Pécs. intr. notes par —.] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 792.

VARGA J. JÁNOS: Szervitorok katonai szolgálata a XVI—XVII. századi dunántúli nagybirtokokon [Le service militaire des « servitores » dans les grands domaines de Transdanubie] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 203.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: „Legnagyobb bölcsesség és eszesség...” Bethlen Gábor és az európai



béketárgyalások (1648—1714) [«La plus grande sagesse et intelligence...» Gábor Bethlen et les négociations de paix européennes] V 1981. Tome 24. No. 2. pp. 1—10.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: Politique envers les serfs et développement culturel dans l'Etat de Rákóczi AH 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 31—62.

WELLMANN IMRE: Die erste Epoche der Neubesiedlung Ungarns nach der Türkenzeit (1711—1761) AH 1980. Tome 26. Nos 3—4. pp. 241—307.

WELLMANN IMRE: Közösségi rend és egyéni törekvések a 18. századi falu életében [Système collectif et ambitions individuelles dans la vie du village au 18<sup>e</sup> siècle] TSz 1980. Tome 23. No. 3. pp. 376—449.

ZIMÁNYI VERA: Bethlen Gábor fejedelem gazdaságpolitikája [La politique économique du prince Gábor Bethlen] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 703—713.

ZIMÁNYI VERA: A Zrínyi család tengermelléki birtokai [Les domaines au bord de la mer Adriatique de la famille Zrínyi] Sz 1981. Tome 115. No. 2. pp. 368—416.

Zrínyi hadtudományi munkái. Bev. PERJÉS GÉZA, ROHONYI GÁBOR, TÓTH GYULA [Les œuvres dans le domaine de science militaire de (Miklós) Zrínyi. Intr. par —.] Bp. 1981. Zrínyi Kiadó, p. 457.

## 6. Histoire de Hongrie 1791—1849

ANDICS ERZSÉBET: A nagybirtokos arisztokrácia ellenforradalmi szerepe 1848—49-ben I. k. Tanulmányok, iratok. 1844. július 4—1848. március 12., kiegészítő iratok a II. és III. kötethez. [Le rôle contre-révolutionnaire de l'aristocratie terrienne en 1848—49 I<sup>er</sup> t. Etudes, écrits, du 4 juillet 1844—12 mars 1848, écrits supplémentaires aux II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> tomes.] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 583.

ANDORKA RUDOLF: A gyerekszám alakulásának társadalmi tényezői paraszti közösségben (18—19. században). [Les éléments sociaux du nombre des enfants dans les communautés paysannes (aux 18<sup>e</sup>—19<sup>e</sup> siècles)] ET 1981. Tome 92. No. 1. pp. 94—110.

BENDA GYULA: Fényes Elek forrásai [Les sources d'Elek Fényes] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 365—380.

BERKOVITS GYÖRGY: A gyarmat. Újpest történeti szociográfiája, 1835—1868. [La colonie. Sociogra-

phie historique de Újpest, 1835—1868] V 1981. Tome 24. No. 8. pp. 32—50.

BONA GÁBOR: Szerb katonák az 1848/49-es honvédségben [Soldats serbes dans l'armée hongroise en 1848/49] HK 1981. Tome 28. No. 1. pp. 105—116.

CSIZMADIA ANDOR: Az állam és az egyház kapcsolatai 1848—49-ben [Les relations de l'Etat et de l'Eglise en 1848—49] Vg 1981. Tome 22. Nos 8—9. pp. 499—510.

DEÁK ISTVÁN: Guyon Richárd délvidéki hadjárata a szabadságharc utolsó heteiben egy kiadatlan hadtest-napló tükrében (1849. június 26—július 30.) [La campagne menée dans le Sud de la Hongrie par Richard Guyon par un journal de corps d'armée inédit pendant les dernières semaines de la guerre d'indépendance (du 26 juin 1849 ou 30 juillet 1849)] Sz 1981. Tome 15. No. 3. pp. 557—586.

DÓKA KLÁRA: Buda kézművesei 1828-ban [L'artisanat de la ville de Buda en 1828] TSz 1981. Tome 24. No. 1. pp. 100—113.

HERCZEGH GÉZA: Görgei (Vázlatok egy arcképhez) [Görgei. (Esquisse pour un portrait)] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 411—429.

KOMLÓS, JOHN: A Védegyelet [La Ligue pour la protection de l'industrie hongroise] TSz 1981. Tome 24. No. 1. pp. 51—57.

KOVÁSSY ZOLTÁN: Adalékok Gábor Áron életrajzához [Données pour la biographie de Gábor Áron] HK 1981. Tome 28. No. 1. pp. 117—124.

MÉREI GYULA: A magyar királyság külkereskedelme 1790—1848 [Le commerce extérieur du royaume de Hongrie 1790—1848] Sz 1981. Tome 115. No. 3. pp. 463—521.

RÁCZ LAJOS: Széchenyi István államtudományi gondolkodásáról. (A Hítel 150 éves megjelenése alkalmából) [Sur la manière de penser d'István Széchenyi concernant la science d'Etat (A l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la parution du «Crédit»)] JK 1981. Tome 36. No. 3. pp. 171—178.

SÁNDOR PÁL: Iparos és kereskedő zsellérek Fejér megyében az 1828. évi országos összeírás tükrében [Brassiers s'occupant de l'industrie et du commerce dans le comitat de Fejér par le recensement de 1828] AtSz 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 236—240.

SÁNDOR PÁL: A pályakezdő Deák portréjához [Portrait de Deák (Ferenc) au début de sa carrière] Sz 1981. Tome 115. No. 3. pp. 522—556.

SCHWARZ KATALIN: Magyarország államháztartása 1828—1847-ben a Tafeln adatai alapján

[Finances publiques de la Hongrie de 1828 à 1847 d'après la documentation «Tafeln»] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 450—477.

SPIRA GYÖRGY: A magyar negyvennyolc és a parasztság [1848 en Hongrie et la paysannerie] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 51—59.

SPIRA GYÖRGY: Perczel próbálkozása a délvideki szerbek megbékítésére 1849 tavaszán [La tentative de Perczel pour la réconciliation des serbes de la région du Sud au printemps de 1849] TSz 1981. Tome 24. No. 1. pp. 114—128.

SZABÓNÉ FEHÉR ERZSÉBET: A sárospataki kollégium 19. század eleji kéziratossal tantervei [Les programmes d'enseignement en manuscrit du Collège de Sárospatak au commencement du 19<sup>e</sup> siècle] LSZ 1980. Tome 30. No. 3. pp. 491—502.

URBÁN ALADÁR: Batthyány Lajosné visszaemlékezései férje fogságára és halálára [Les mémoires de Mme Lajos Batthyány sur la captivité et la mort de son mari] Sz 1981. Tome 115. No. 3. pp. 587—620.

URBÁN ALADÁR: A nagy év sodrában. Tanulmányok 1848-ról [Au courant de l'année glorieuse. Etudes sur 1848] Bp. Magvető Kiadó, p. 603.

VARGA ÉVA: Gyöngyös gazdasága és társadalma az 1828. évi országos összeírás tükrében [L'économie et société de la ville de Gyöngyös par le recensement en 1828] AtSz 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 152—162.

### 7. Histoire de Hongrie 1849—1919

CSIZMADIA ANDOR: Eötvös József egyházpolitikája [La politique de József Eötvös envers l'Eglise] Vg 1981. Tome 22. No. 7. pp. 437—445.

DÓKA KLÁRA: A Tisza-szabályozás szervezete (1846—1879) [L'Organisation de régularisation de Tisza 1846—1879] LSz 1980. Tome 30. No. 3. pp. 325—331.

EÖTVÖS JÓZSEF: A XIX. század uralkodó eszméinek befolyása az államra I—II. [L'influence des idées dominantes du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'Etat vol. I—II] Bp. Magyar Helikon, pp. 481; 658.

EÖTVÖS JÓZSEF: A zsidók emancipációja [L'émancipation des juifs] Bp. 1981. Magvető Kiadó.

FARKAS MÁRTON: Lemberg. Az Osztrák—Magyar Monarchia hadműveletei 1914 kora őszén Galiciában, augusztus 15—szeptember 25. [Lemberg. Opérations militaires de la Monarchie Austro-Hongroise en Galicie an début de l'automne 1914,

du 15 aout a 25 septembre] HK 1981. Tome 28. No. 2. pp. 167—207.

FOGARASSY LÁSZLÓ: A Magyarországi Tanácsköztársaság katonai összeomlása [Le débacle militaire de la République des Conseils Hongrois] TSz 1981. Tome 24. No. 1. pp. 20—50.

FRATER ZSUZSA J.: Az 1855. évi kolerajárvány Magyarországon [L'épidémie du choléra en Hongrie en 1855] Bp. 1980. Magyar Országos Levéltár és Központi Statisztikai Hivatal, p. 156.

GERGELY ANDRÁS—VELIKY JÁNOS: Der Weg der ungarischen Presse in der Politik nach 1867. AH 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 163—187.

JESZENSZKY GÉZA: A koalíció és Anglia. Angolorientációs kísérletek a század eleji magyar politikában [La coalition et l'Angleterre. Les tentatives d'orientation vers l'Angleterre de la politique hongroise au début du 20<sup>e</sup> siècle] Sz 1981. Tome 115. No. 5. pp. 958—994.

JESZENSZKY GÉZA: The Correspondence of Oszkár Jászi and R. W. Seton-Watson before World War I. AH 1980. Tome 26. Nos 3—4. pp. 437—454.

KOMLÓS, JOHN: Politikai száműzetésben. Kossuth amerikai útja 1851—1852-ben [En exil politique. Le voyage de Kossuth en Amérique en 1851—1852] V 1981. Tome 24. No. 10. pp. 43—52.

KOSÁRY DOMOKOS: Széchenyi Döblingben [Széchenyi à Döbling] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 307.

LABÁDI LAJOS: A szentesi Cs. kir. Járásbíróság iratai 1850—1854. [Documents du tribunal d'arrondissement impérial, royale de la ville de Szentes 1850—1854] LSZ 1980. Tome 30. Nos 1—2. pp. 143—146.

LUKÁCS GYÖRGY: levelezése (1908—1917) Szerk. FEKETE ÉVA, KARÁDI ÉVA [—]. Correspondance (1908—1917) Réd. par, —.] Bp. Magvető Kiadó, p. 745.

LUKÁCS GYÖRGY: Napló. [Tagebuch (1910—1911) Das Gericht (1913) Sajtó alá rend. LENDVAI L. FERENC Mis sous presse par —.] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 97.

LUKÁCS LAJOS: A Vatikán és Magyarország 1846—1876. A bécsi apostoli nunciusok jelentései és levelezése Magyarországról [Le Vatican et la Hongrie 1846—1876. Les rapports et les lettres des nonces apostoliques de Vienne sur la Hongrie] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 260.

MANN MIKLÓS: Ágoston Trefort, Gestalter ungarischer Kulturpolitik 1872—1888. AH 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 145—162.

MASTERMANN, C. NEVILLE: Gladstone's Meeting with Kossuth. NHQ 1981. Vol. 22. No. 82. pp. 179—182.

MORVAY JUDIT: Asszonyok a nagycsaládban. A mátraalji palóc asszonyok élete a múlt század második felében [Femmes dans les familles éteudues. La vie des femmes « palócs » dans la deuxième moitié du siècle passé] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 227.

MUCSI FERENC: Törekvések a Magyarországi Szociáldemokrata Párt szervezeti reformjára (1890—1914) (Efforts pour la réforme de structure du Parti-Socialdémocrate en Hongrie 1890—1914) PtK 1981. Tome 27. No. 1. pp. 47—80.

RÁCZ ISTVÁN: A paraszti migráció és politikai megítélése Magyarországon, 1849—1914 [La migration paysanne et son appréciation politique en Hongrie 1849—1914] Bp. 1980. Akadémiai Kiadó, p. 238.

SIKLÓS ANDRÁS: Az Osztrák—Magyar Monarchia utolsó offenzívája (1918 június 15—24) [La dernière offensive de la Monarchie Austro—Hongroise (15—24 juin 1918)] HK 1981. Tome 28. No. 2. pp. 208—263.

SOMOGYI ÉVA: Abszolutizmus és kiegyezés 1849—1867 [Absolutisme et compromis 1849—1867] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 225.

TÖRÖK KATALIN: Paraszti gazdaság és háztartás a 19. század közepén. Kísérlet az ipari forradalom előtti parasztgazdaságok rekonstruálására [Exploitation et ménage paysan au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Tentative pour la reconstruction des exploitations paysannes qui existaient avant la révolution industrielle] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 381—488.

#### 8. Histoire de Hongrie 1919—1945

BALÁZS GYÖRGY: A Csongrád megyei kubikusok helyzete- és mozgalmi a gazdasági válság utáni években (1933—1939) [La situation et les mouvements des terrassier dans le comitat de Csongrád pendant les années après la crise économique (1933—1939)] AtSz 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 546—563.

BALOGH EDGÁR: Hét próba. Egy nemzedék története 1924—1934. Szolgálatban. Egy nemzedék története, 1935—1944. I—II. k. [Sept épreuves. Histoire d'une génération, 1924—1934. Dans le

service. Histoire d'une génération, 1935—1944. Vol. I—II.] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 421; p. 423.

BARACSI ERZSÉBET: Az Országos Takarékosági Bizottság (1925—1931) [Comité National pour l'Épargne 1925—1931] LSz 1980. Tome 30. No. 3. pp. 305—324.

BÁRCZY JÁNOS: Zuhanóugrás [Mémoires de BÁRCZY JÁNOS] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 654.

BELLÉR BÉLA: Az európai nemzetiségi kongresszusok és Magyarország a kisebbségvédelem rendszerében (1925—1929) [Les congrès des nationalités et la Hongrie dans le système de la protection des minorités nationales (1925—1929)] Sz 1981. Tome 115. No. 5. pp. 995—1040.

A Bethlen—Peyer paktum előtörténetéhez Közli: SZŰCS LÁSZLÓ [Contributions aux antécédents du pacte Bethlen—Peyer] Ed. par. —.] PtK 1981. Tome 27. No. 4. pp. 155—163.

DOMBRÁDY LÓRÁND: A magyar gazdaság és hadfelszerelés 1938—1944 [L'économie et l'équipage de guerre de Hongrie 1938—1944] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 292.

FAUST IMRE visszaemlékezése a nem hivatalos magyar fegyverszüneti delegáció moszkvai útjáról (1944 augusztus—szeptember) Közli PINTÉR ISTVÁN [Le souvenir de FAUST IMRE du voyage à Moscou de la délégation hongroise non-officielle de l'armistice (août—septembre 1944) Ed. par —.] PtK 1981. Tome 27. No. 2. pp. 191—207.

FEJES JUDIT: Magyar—német kapcsolatok 1928—1932. [Relations hungaro-allemandes 1928—1932] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 154.

FOGARASSY LÁSZLÓ: Hamelin tábornok egy titkos jelentés tükrében (1921-ből) [Général Hamelin par un rapport secret (de l'année 1921)] SSz 1981. Tome 35. No. 1. pp. 48—50.

FOGARASSY LÁSZLÓ: Iratok az osztrák—magyar határkérdés történetéhez III. (A velencei egyezmény) [Documents à l'histoire du problème de la frontière austro-hongroise III. (La convention de Venise)] SSz 1981. Tome 35. No. 2. pp. 156—161.

GERGELY FERENC: Cserkész világtábor Magyarországon (Gödöllő, 1933) [Rencontre mondiale des scouts en Hongrie (Gödöllő, 1933)] Sz Tome 115. No. 6. pp. 1218—1243.

HAJDÚ TIBOR: Mi valósult meg a polgári demokráciából Magyarországon? [Qu'est-ce qui s'est réalisé de la démocratie bourgeoise en Hongrie?] Vg 1981. Tome 22. Nos 8—9. pp. 511—520.

JUHÁSZ GYULA: The Hungarian Peace-Feelers and the Allies in 1943. AH 1980. Tome 26. Nos 3—4. pp. 345—377.

KOVÁCH IMRE: Szabolcs-Szatmár értelmisége a két világháború között [L'intelligentsia dans le comitat de Szabolcs-Szatmár entre les deux guerres] SzSzSz 1981. Tome 16. No. 4. pp. 37—43.

LACKÓ MIKLÓS: Demokratikus érzület és értelmiség. Az értelmiség politikai arculatáról a két világháború között. [Sentiment démocratique et les intellectuels. De la mentalité politique des intellectuels entre les deux guerres mondiales] Vg 1981. Tome 22. Nos 8—9. pp. 521—526.

LACKÓ MIKLÓS: Szerep és mű. Kultúrtörténeti tanulmányok [Le rôle et l'œuvre. Etudes dans le domaine de l'histoire de la culture] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 342.

LAGZI ISTVÁN: Militaires français réfugiés en Hongrie 1942—1945. AH 1980. Tome 26. Nos 3—4. pp. 395—429.

MONOSTORI IMRE: „Életem legfeketebb éve volt.” Németh László és az Új Szellemi Front. [«C'était l'année la plus triste de ma vie» László Németh et le mouvement «Új Szellemi Front» (Nouveau Front Spirituel)] Forrás 1981. Tome 13. No. 9. pp. 82—92.

PÉTERI GYÖRGY: International Liquidity and the National Economy as a Factor in Hungary's Monetary Policy, 1924—1931. AH 1980. Tome 26. Nos 3—4. pp. 379—394.

PINTÉR ILONA: Egy tanyagazdaság 1939-ben [Une ferme en 1939] AtSz 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 211—222.

PRITZ PÁL: Magyarország külpolitikája a formálódó Berlin—Róma tengely árnyékában [La politique extérieure de la Hongrie à l'ombre de l'Axe de Berlin—Rome en train de se former] Sz 1981. Tome 115. No. 5. pp. 924—957.

PUSKÁS JULIANNA: A magyarországi kivándorlás sajátosságai a két világháború között 1920—1940 [Les traits caractéristique de l'émigration hongroise entre les deux guerres mondiales 1920—1940] MT 1981. Tome 26. No. 10. pp. 735—745.

RÁNKI GYÖRGY: A német—magyar kapcsolatok néhány problémája 1933—1944. [Quelques problèmes des relations germano—hongroises 1933—1944] V 1981. Tome 24. No. 9. pp. 1—18.

SEBESTYÉN SÁNDOR: A Bartha Miklós társaság 1925—1933 [La Société «Bartha Miklós» 1925—1933] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 262.

SZAKÁLY SÁNDOR: Három dokumentum a 2. magyar hadsereg doni katasztrófájáról [Trois documents sur la catastrophe du bord du fleuve Don de la 2<sup>e</sup> armée hongroise] HK 1981. Tome 28. No. 4. pp. 628—642.

SZAKÁLY SÁNDOR: A Horthy-hadsereg tábori csendőrségének megszervezése és alkalmazása a második világháború idején (1938—1944) [L'organisation et l'emploi de la prévôté de l'armée Horthy pendant la deuxième guerre mondiale] HK 1981. Tome 28. No. 3. pp. 376—402.

100%. A KMP legális folyóirata. 1927—1930. Válogatás a három évfolyamból. Bev. TAMÁS ALADÁR. Vál., szerk. LACKÓ MIHÁLY [100% revue légale du Parti Communiste Hongrois. Un choix des trois années. Intr. par —, Choix, red. par —.] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 310.

TILKOVSKY LORÁNT: A magyarországi németység a Darányi-kormány idején (Les allemands de Hongrie à l'époque de gouvernement Darányi) Sz 1981. Tome 115. Nos 5—6. pp. 883—923; 1001—1135.

TILKOVSKY LORÁNT: Ungarn und die deutsche „Volkgruppenpolitik“ 1938—1945. Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 368.

TÓTH PÁL PÉTER: Az egyetemi hallgatók mozgalmi Debrecenben (1933—1936) [Les mouvements des étudiants de l'Université de Debrecen (1933—1936)] Sz 1981. Tome 115. No. 6. pp. 1192—1217.

VAS ZOLTÁN: Horthy (Miklós) Bp. 1981. Szépirodalmi Kiadó, p. 793.

VASS PÉTER: Prohászka Ottokár és Kosztolányi Dezső levélváltásának margójára [Sur la marge de la correspondance d'Ottokár Prohászka et de Dezső Kosztolányi] Va 1981. Tome 46. No. 6. pp. 391—395.

### 9. Histoire de Hongrie depuis 1945

BARLA SZABÓ ÖDÖN: Gazdaságpolitika és gazdasági fejlődés az MDP KV 1953. júniusi ülése után [Politique et développement économiques après la séance de juin 1953 du Parti des Travailleurs Hongrois] PtK 1981. Tome 27. No. 2. pp. 3—55.

BARTA BARNABÁS: Az 1980. évi népszámlálás összefoglaló eredményei [Les résultats d'ensemble du recensement de 1980] StSz 1981. Tome 59. No. 1. pp. 5—23.

BELÉNYI GYULA: A szegedi tanyák 1949-ben [Les fermes de Szeged en 1949] *AtSz* 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 223—235.

BEREND T. IVÁN: Gazdaságirányítási-tervezési mechanizmusunk reformjának első fejezete 1956—57-ben [Le premier chapitre de la réforme de notre mécanisme de gestion économique et de planification] *V* 1981. Tome 24. No. 12. pp. 1—21.

BEREND T. IVÁN: Hungary's Road to the Seventies *AOe* 1981. Tome 25. Nos 1—2. pp. 1—17.

Budapesti Statisztikai évkönyve. [Annuaire Statistique de Budapest] Bp. 1981. Statisztikai Kiadó, p. 374.

BURGERNÉ GIMES ANNA: A magyar gazdaság növekedése a 70-es években [La croissance de l'économie hongroise pendant les années 70] *KgSz* 1980. Tome 27. No. 4. pp. 385—397.

CSEH-SZOMBATHY LÁSZLÓ: A magyar család típusai és ezek működése [Les types de la famille hongroise et leur fonctionnement] *JK* 1981. Tome 36. No. 7. pp. 561—567.

CSEH-SZOMBATHY LÁSZLÓ—CSIPÁN TIBOR—GERGELY ATTILA—LUKÁCS JÁNOS: Értelmiségi életmódvétel Budapesten [La manière de vivre des intellectuels à Budapest] *TtKözl* 1981. Tome 11. No. 3. pp. 385—392.

CSIKÓS-NAGY BÉLA: Az árpolitika szerepe gazdaságpolitikai céljaink végrehajtásában [Le rôle de la politique de prix dans la réalisation de nos objectifs de politique économique] *KgSz* 1980. Tome 27. Nos 7—8. pp. 831—841.

Dokumentumok, gondolatok. A konszolidáció huszonöt évéből. Az MSzMP Ideiglenes Központi Bizottságának határozata az ellenforradalom okairól. [Documents, réflexions. Des 25 ans de la consolidation. Le décret du Comité Central Provisoire du P(arti) S(ocialiste) Ou(vrier) H(ongrois) sur les causes de la contre-révolution] *V* 1981. Tome 24. No. 11. pp. 1—18.

ENYEDI GYÖRGY: A magyar településhálózat átalakulási tendenciái [Tendances de transformation du réseau d'agglomération en Hongrie] *MT* 1981. Tome 26. No. 10. pp. 727—734.

EPERJESI LÁSZLÓ: A KISZ zászlóbontása és kezdeti fejlődése [La formation et le développement de la Jeunesse Communiste dans le commencement] *PtK* 1981. Tome 27. No. 4. pp. 3—29.

ERÉNYI TIBOR: Történelem és politika. (Az MSzMP útjának tanulságai) [Histoire et politique. Les enseignements de la voie du P(arti) S(ocialiste)

O(uvrier) H(ongrois)] *TáSz* 1981. Tome 36. No. 6. pp. 58—71.

Életszínvonal 1960—1980. Szerk. ZAFIR MIHÁLY [Le niveau de vie entre 1960—1980 Réd. par —.] Bp. 1981. Központi Statisztikai Hivatal p. 298.

FICZERE LAJOS: Gazdaságirányítás és közigazgatás [Gestion économique et administration] *JK* 1981. Tome 36. No. 6. pp. 445—453.

GÁBOR R. ISTVÁN—GALASI PÉTER: A „második” gazdaság. Tények és hipotézisek. [La «deuxième» économie. Faits et hypothèses] Bp. 1981. Közgazdasági és Jogi Kiadó, p. 106.

GLATZ FERENC: Történeti-politikai gondolkodás válaszai a felszabadulás után [Les réponses du penser historique et politique] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 146—158.

GYARMATI GYÖRGY: A pártok a közigazgatás reformjáról (1945—1947) [Les partis sur la réforme de l'administration 1945—1947] *PtK* 1981. Tome 27. No. 2. pp. 154—190.

GYARMATI GYÖRGY: Politikai szempontok érvényesülése a tanácsrendszer előkészítő munkálataiban [La prépondérance des points de vue politiques dans les travaux préparatoires du système de conseils] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 178—190.

HARASZTI ÉVA, H.: British Reflections on the Decisive Year of Post-War Hungary: 1948. *AH* 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 199—204.

HOLLÓS ERVIN—LAJTAI VERA: A nemzetközi osztályharc és Magyarország 1956 őszen [La lutte de classe international et la Hongrie en automne 1956] *PtK* 1981. Tome 27. No. 3. pp. 3—50.

HUNYADI KÁROLY: A munkás-paraszti hatalom védelmében. A fegyveres erők hősi halottai 1956—1957. [Pour la défense du pouvoir ouvrier-paysan. Les morts glorieux des forces militaires 1956—57] Bp. 1981. Zrínyi Kiadó, p. 253.

IZINGER PÁL: Az első évtized. (Az állami gazdaságok 1945—1956 között) [La première décennie. Les fermes d'Etat entre 1945—1956] *V* 1981. Tome 24. No. 6. pp. 26—40.

IZSÁK LAJOS: A Magyar Szabadság Párt megalakulása és tevékenysége 1946—1947. [La formation et l'activité du Parti de la Liberté de Hongrie 1946—1947] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 203—226.

JEMNITZ JÁNOS: A Szociáldemokrata Párt és a nemzetközi munkásmozgalom 1945—1948 [Le Parti Socialdémocrate et le mouvement ouvrier international 1945—1948] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 159—164.

- Júliustól júniusig. Dokumentumok 1956—1957 történetéből. Összeáll. RÁKOSI SÁNDOR [De juillet à juin. Documents de l'histoire des années 1956—1957. Réd. par —.] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 270.
- KÁDÁR JÁNOS. Szövetségi politika — nemzeti egység. Beszédek és cikkek 1978—1981. [Politique d'alliance — unité nationale. Discours et articles 1978—1981] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 368.
- KELEMEN SÁNDOR: Bibó István és a magyar demokrácia [István Bibó et la démocratie en Hongrie] *Confessio*, 1981. Tome 5. No. 1. pp. 107—116.
- KLINGER ANDRÁS: Népesedés és népesedéspolitikai [Démographie et politique de population] *MT* 1981. Tome 26. Nos 11—12. pp. 960—963.
- KLINGER ANDRÁS—NAGY ISTVÁNNÉ: A munkásosztály összetételének alakulása a hetvenes években [La formation de la structure de la classe ouvrière pendant les années 70] *StSz* 1981. Tome 59. No. 12. pp. 1173—1192.
- KOLOSI TAMÁS: Az értelmiségről vitatkozva [Discussion sur l'intelligentsia] *TáSz* 1981. Tome 36. No. 3. pp. 20—32.
- KOROM MIHÁLY: Magyarország Ideiglenes Nemzeti Kormányának és a fegyverszünet (1944—1945) [Le Gouvernement National Provisoire de la Hongrie et l'armistice 1944—1945] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 522.
- KOVÁCSY TIBOR: Az utasításos gazdaságról [La gestion de l'économie par directive] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 191—202.
- KÖVÁGÓ LÁSZLÓ: Nemzetiségek a mai Magyarországon. [Minorités nationales dans la Hongrie d'aujourd'hui] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 188.
- A lakosság jövedelme és fogyasztása 1960—1979. Szerk. ZAFIR MIHÁLY [Le revenu et la consommation de la population entre 1960—1979. Réd. par —.] Bp. 1981. Központi Statisztikai Hivatal, p. 98.
- LUKÁCS GYÖRGY: Demokratizálás és a holnap. (Részletek 1968 őszén írott tanulmányából [Démocratisation et le lendemain] Fragments de son étude écrite en automne 1968] *Vg* 1981. Tome 22. Nos 8—9. pp. 552—559.
- Magyar Külpolitikai Évkönyv 1980. A Magyar Népköztársaság külpolitikai kapcsolatai és külpolitikai tevékenysége [Annuaire de la politique extérieure 1980. Les relations et activité de politique extérieure de la République Populaire Hongroise] Bp. 1981. Magyar Külügyminisztérium.
- MILTÉNYI KÁROLY: Az értelmiség mobilitása, rétegződése és helyzete 1945 után [La mobilité, structure et situation de l'intelligentsia après 1945] *TáSz* 1981. Tome 36. Nos. 8—9. pp. 129—133.
- NEMES JÁNOS: A Rádió ostroma 1956. okt. Az MSzMP útjának tanulságai [Le siège de la Radio en octobre 1956. Les enseignements de la voie du P(arti) S(ocialiste) O(uvrier) H(ongrois)] *TáSz* 1981. Tome 36. No. 10. pp. 50—56.
- NYERS REZSŐ: Gazdaság és politika kölcsönhatása gazdasági fejlődésünkben [Interaction de l'économie et de la politique dans notre développement économique] *TáSz* 1981. Tome 36. No. 12. pp. 37—43.
- NYERS REZSŐ—TARDOS MÁRTON: Vállalatok a gazdasági reform előtt és után [Entreprises avant et après la réforme économique] *V* 1981. Tome 24. No. 3. pp. 9—19.
- ORBÁN SÁNDOR: A magyar társadalom felszabadulást követő átalakulásának történeti vizsgálatához [Contribution à l'étude historique de la transformation de la société hongroise après la Libération] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 135—145.
- PETŐ IVÁN: Az 1949—1950-ben működött Nehézipari Minisztérium hivataltörténete [Histoire du Ministère de l'Industrie Lourde qui fonctionnait entre 1949 et 1950] *LSz* 1980. Tome 30. No. 3. pp. 407—423.
- SZABÓNÉ MEDGYESI ÉVA—MOLNÁR FERENC: A szocialista vállalat. A termelőerők és a vállalatok fejlődése a mezőgazdaságban 1961—1977. [L'entreprise socialiste. Le développement des forces productives et des entreprises dans l'agriculture 1961—1977] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 178.
- URBÁN KÁROLY: Az 1953-as fordulat és a magyar értelmiség [Le tournant de 1953 et les intellectuels hongrois] *PtK* 1981. Tome 27. No. 4. pp. 30—83.
- VARGA F. JÁNOS: A Magyar Radikális Párt és az 1947-es választások [Le Parti Radical Hongrois et les élections en 1947] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 227—244.
- VIDA ISTVÁN: A magyarországi népi demokratikus forradalom külső feltételeinek kérdéséhez [Contribution au problème des conditions extérieures de la révolution démocratique populaire de Hongrie] *TSz* 1981. Tome 24. No. 2. pp. 165—177.

VITÁNYI IVÁN: Társadalom, kultúra, szociológia [Société, culture, sociologie] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 313.

#### 10. *Histoire universelle*

ANDERLE ÁDÁM: Indián függetlenségi küzdelmek a XVI—XVIII. században (Luttes indiennes pour l'indépendances aux XVI—XVIII<sup>e</sup> siècles) Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 290.

ANISIMOV, A. F.: Az ősközösségi társadalom szellemi élete [La vie intellectuelle des communes primitives] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 367.

ÁDÁM MAGDA: A Kisantant (1920—1938) [La Petite Entente (1920—1938)] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 265.

ÁGH ISTVÁN: Fejlesztés vagy felszabadulás. A „politikai fejlődés” problémái a harmadik világban [Développement ou libération. Problèmes du «développement politique» au Tiers-Monde] V 1981. Tome 24. No. 4. pp. 1—12.

BEREND T. IVÁN: A nagy válság és Közép-Kelet-Európa. [La grande crise et l'Europe Centrale-Orientale] MTAFT 1980. Tome 29. Nos 1—2. pp. 41—53.

BÍRÓ MARGIT: Georgian Sources on the Caucasia Campaign of Heracleios. AO 1981. Tome 35. No. 1. pp. 121—132.

BOIS, GUY: Mi a feudalizmus? [Qu'est-ce que c'est le féodalisme?] Vt 1981. No. 4. pp. 3—26.

BUDA GÉZA: Kelet-Afrika és Kelet [L'Afrique orientale et l'Orient] Vt 1981. No. 1. pp. 35—49.

CROUZET, FRANÇOIS: A brit nagyiparosok társadalmi eredete az ipari forradalom korszakában [L'origine sociale des grands industriels anglais à l'époque de la révolution industrielle] TSz 1981. Tome 24. No. 2. pp. 245—251.

CZÖVEK ISTVÁN: Egy XIX. századi költő-diplomata gondolatai koráról. (Fjodor I. Tyutcev 1803—1873) [Pensées d'un poète-diplomate du XIX<sup>e</sup> siècle sur son époque] AUDhist. et. No. 13—14. pp. 122—151.

CSÖPPÜS ISTVÁN: Bizalmas rendelkezés a külföldi munkavállalókkal szembeni német magatartásról 1943-ban. [Instructions confidentielles sur le contenance allemand fait envers les salariés étrangers en 1943] LSz 1980. Tome 30. Nos 1—2. pp. 211—216.

DAUTRY, JEAN: Az 1848-as forradalom és a köztársaság [La révolution de 1848 et la République] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 463.

DOMONKOS LÁSZLÓ: A felvilágosodás és a felsőoktatás a 18. századi Amerikában [Les Lumières et l'enseignement supérieur en Amérique au 18<sup>e</sup> siècle] TSz 1981. Tome 24. No. 1. pp. 58—70.

FARKAS ISTVÁN: Legenda vagy valóság? A Galilei-per felülvizsgálatáról [Légende ou réalité? Données sur la révision du procès de Galilée] Vg 1981. Tome 22. No. 7. pp. 433—436.

FONER, S. PHILIP: Az amerikai munkásszövetség (AFL) megalakulása (1881) [La naissance de l'Association des Ouvriers Américains en 1881] NMTÉvk 1982. pp. 20—29.

FROBENIUS, LEO: Afrikai kultúrák. Válogatott írások. Szerk.: Bodrogi Tibor [Les civilisations de l'Afrique. Ecrits choisis. Réd. par —.] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 401.

GEBEI SÁNDOR: Az ukrán kozákság részvétele az antifeudális mozgalmakban a XVI. század végén és a XVII. század első felében [La participation des cosaques ukrainiens dans les mouvements anti-féodaux à la fin du XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle] AUDhist. et. No. 13—14. pp. 44—68.

GEORGIEV, GEORGI: Felkelés Bulgáriában 1923. (Az 1923. szeptemberi antifasiszta felkelés története) [Soulèvement en Bulgarie, 1923. (L'histoire du soulèvement antifasciste du septembre 1923)] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 224.

GERGELY JENŐ: XIII. Leó pápa és a Rerum Novarum enciklika [Le pape Leon XIII et l'encyclique «Rerum Novarum»] Vg 1981. Tome 22. No. 7. pp. 427—432.

GLASNECK, JOHANNES—KOWALSKI, WERNER: A Szocialista Munkásinternacionálé történetéhez (1923—1940) [Contribution à l'histoire de l'Internationale des Ouvriers Socialistes (1923—1940)] PtK 1981. Tome 27. No. 3. pp. 107—142.

GOLDZIHNER IGNÁC: Az iszlám kultúrája. Művelődéstörténeti Tanulmányok I—II. k. [La culture de l'Islam. Etudes sur l'Histoire de la Civilisation] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 1095.

HAHN ISTVÁN: Az antikvitástól a harmadik világ felé [De l'antiquité vers le Tiers Monde] MT 1981. Tome 26. No. 9. pp. 651—660.

HAHN ISTVÁN: Tulajdon és birtoklás az archaikus Hellasban [Propriété et possession en Hellas archaïque] MTAFT Tome 29. Nos 1—2. pp. 59—76.

HAHN ISTVÁN: A János-evangélium és a gnosztikus háttér. [L'Évangile selon Jean et l'arrière-plan gnostique] Vg 1981. Tome 22. No. 6. pp. 343—351.

HAHN ISTVÁN: Az antik demokrácia születése [La

naissance de la démocratie antique] Vg 1981. Tome 22. Nos 8—9. pp. 466—474.

HALUSTYIK ANNA—MAGYAR BÁLINT: A portugál fasizmus érdekstruktúrája és az alkotmány [La structure d'intérêt du fascisme portugais et la Constitution] JK 1981. Tome 36. No. 1. pp. 51—59.

HANDKE, HORST: Munkamegosztás és foglalkoztatottsági struktúrák. (Adalék az emberi termelőerő fejlődéséhez Németországban 1871 és 1918 között) [Division du travail et structures d'emploi (Contributions au développement de force productrice humaine en Allemagne entre 1871 et 1918)] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 493—507.

HARASZTI ÉVA: Békéltető. A brit külpolitika az 1930-as években. [Les conciliateurs. La politique extérieure britannique dans les années 1930] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 179.

HARMATTA JÁNOS: Royal Power and Immortality. The Myth of the Eagles in Iranian Royal Ideology. AA 1979. Tome 27. No. 4. pp. 305—319.

HARMATTA JÁNOS: Társadalmi terminológia és szövegtörténet. Hérodotosz szöveggyományszásához [Terminologie sociale et histoire de texte. Contributions à la transmission de texte de Hérodote] AT 1980. Tome 27. No. 1. pp. 1—7.

HARSÁNYI IVÁN: A Spanyol Kommunista Párt helyzetértékelése a köztársaság leverése utáni hónapokban (1939. március—augusztus) [L'appréciation de situation du Parti Communiste Espagnol après la répression de la République (mars—août 1939)] PtK 1981. Tome 27. No. 1. pp. 81—109.

HAVAS LÁSZLÓ: Asinius Pollio és a római köztársaság bukása [Asinius Pollio et la chute de la république de Rome] AT 1980. Tome 27. No. 2. pp. 240—253.

HEGYI DOLORES: Az ionok Kisázsiaiában [Les ioniens en Asie Mineure] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 257.

HEGYI KLÁRA: A törökök berendezkedése meghódított országokban. [Installation des Turcs dans les pays occupés] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 392—404.

HORSBAWM, E. J.: A forradalom [La révolution] Vt 1981. No. 2. pp. 88—120.

HORVÁTH GYULA: A mexikói munkásmozgalom és a népfrempolitika (1935—1938) [Le mouvement des ouvriers mexicains et la politique du front populaire] PtK 1981. Tome 27. No. 4. pp. 117—154.

HORVÁTH PÁL: „Doctor Universalis” Albertus Magnus és a keresztény arisztotelizmus [«Doctor

Universalis». Albertus Magnus et l'aristotélisme chrétien] Vg 1981. Tome 22. No. 3. pp. 154—162.

JEMNITZ JÁNOS—SURÁNYI RÓBERT: Kísérlet az angol baloldali szocialisták és kommunisták összefogására, 1931—32-ben [Tentative pour l'union des socialistes de gauche et des communistes anglais en 1931—1932] NMTÉvk 1982. pp. 43—51.

JOHANCsik JÁNOS: Az Egyesült Szocialista Párt és az „új baloldal” politikai törekvései (1960—1965) [Aspirations politiques du Parti Socialiste Unifié et de la «gauche nouvelle» (1960—1965)] PtK 1981. Tome 26. No. 3. pp. 143—172.

JUHÁSZ GYULA: Az 1929—1933-as gazdasági válság hatása a nemzetközi viszonyokra [L'influence de la crise de 1929—1933 sur les relations internationales] MTAFT 1980. Tome 29. Nos 1—2. pp. 35—40.

KARSAI ELEK: A berchtesgadeneri sásfészekről a berlini bunkerig. [Du «nid d'aigle» de Berchtesgaden au bunker de Berlin] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 681.

KI-ZERBO, JOSEPH: Fekete-Afrika története tegnapról holnapig. [Histoire de l'Afrique Noire. D'hier à demain. Fragments du livre de Ki-Zerbo, Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain Librairie Hatier, Paris, 1972. p. 702] Vt 1981. No. 1. pp. 90—114.

KOHASHIRO TAKAHASHI H.—KAICHIRO IISHI: A feudális földtulajdon felbomlása és a parasztság társadalmi differenciálódása Japánban [La dissolution de la propriété féodale et la différenciation de la paysannerie au Japon] Vt 1981. No. 3. pp. 29—35.

KOVÁCS ENDRE: Korszakváltás. Emlékiratok. [Tournant de l'histoire. Mémoires] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 395.

KÖVÁGÓ LÁSZLÓ: A Komintern és a nemzetiségi kérdés a húszas években [Internationale Communiste et la question des minorités nationales dans les années vingt] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 754—769.

KÖVICS EMMA: A Páneurópa-mozgalom fogadtatása Németországban 1924—1932. [L'accueil du mouvement Paneuropéen en Allemagne 1924—1932] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 360—384.

KUN MIKLÓS: A pánszlávizmus gyökereinél (A 19. század első fele szláv mozgalmainak értékeléséhez) [Les racines du panslavisme. (L'appréciation des mouvements slaves du début du 19<sup>e</sup> siècle)] Vt 1981. No. 4. pp. 54—75.



LEWIS, BERNHARD: *Isztambul és az oszmán civilizáció [Istanbul et la civilisation ottomane]* Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 229.

LUDASSY MÁRIA: Szabadság vagy egyenlőség? Változatok a neoliberalizmusra, 1960—1980 [Liberté ou égalité? Variations sur le néolibéralisme 1960—1980] V 1981. Tome 24. No. 7. pp. 23—36.

MADARAS ÉVA: Lueger és az osztrák keresztényszociálisok megítélése a magyar polgári sajtóban (1895—1897) [L'appréciation de Lueger et les socialistes chrétiens d'Autriche par la presse hongroise (1895—1897)] AUDhist. et. Nos 13—14. pp. 152—188.

MAKKAI LÁSZLÓ: *Ars historica. Megjegyzések Fernand Braudel: Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme, XV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles c. művéhez.* [Ars historica. Remarques sur l'ouvrage de Fernand Braudel intitulé *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme, XV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles*] Sz 1981. Tome 115. No. 1. pp. 206—215.

MAKKAI LÁSZLÓ: Örökös jobbágság és kapitalizmus [Servage perpétuel et capitalisme] Sz 1981. Tome 115. No. 2. pp. 320—339.

MAKKAI LÁSZLÓ: — KLANICZAY GÁBOR: Anyagi kultúra, szokásrend, mentalitások. Javaslat egy tudományközi együttműködésre [Civilisation matérielle, coutumes, mentalités. Projet d'une coopération interdisciplinaire] TSz 1981. Tome 24. No. 2. pp. 268—272.

MANFRED, A. Z.: Napoléon Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 509.

MARÓTI EGON: Az itáliai mezőgazdasági áru-termelés kibontakozása (A pun háborúk kora) [L'essor de la production marchande de l'agriculture en Italie (L'époque des guerres puniques)] Bp. Akadémiai Kiadó, 1981. p. 296.

A második világháború története 1939—1945. 10. k. A fasiszta Németország szétzúzásának befejezése. Szerk. biz. eln. Usztyinov D. F. [L'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale 1939—1945. Vol. 10. L'achèvement de l'écrasement de l'Allemagne fasciste. Président du Comité de Rédaction —.] Bp. 1981. Zrínyi Kiadó, p. 719.

MEHRING, FRANZ: Tanulmányok a német történelemből. Vál. és előszó GUNST PÉTER [Etudes sur l'histoire allemande. Choix et préface par —.] Bp. 1981. Gondolat Kiadó, p. 597.

MONTGOMERY, BERNARD L. tábornagy emlékiratai [Mémoires de maréchal —.] Bp. 1981. Zrínyi—Kossuth Kiadó, p. 369.

MOUSNIER, ROLAND: *A Fronde (1648—53)* [La Fronde] Vt 1981. No. 2. pp. 45—63.

MUKHIA, HARBANS: Volt-e feudalizmus az indiai történelemben? [Est-ce qu'il y avait de féodalisme dans l'histoire de l'Inde] Vt 1981. No. 3. pp. 3—28.

NÉMETH ISTVÁN: Az 1932-es poroszországi államcsíny [Le coup d'Etat de Prussie en 1932] PtK 1981. Tome 27. No. 3. pp. 243—245.

NIEDERHAUSER EMIL: Az első lengyel munkáspárt [Le premier parti ouvrier polonais] NMTÉvk. 1982. pp. 30—42.

Noblesse française, noblesse hongroise: XVI—XIX<sup>e</sup> siècles. Red. par KÖPECZI BÉLA, H. BALÁZS ÉVA Bp. — Paris 1981. Akadémiai Kiadó, — CNRS p. 199.

ORMOS MÁRIA—INCZE MIKLÓS: A fasiszta ideológiák alapjairól. [Fondaments des idéologies fascistes] Sz 1981. Tome 115. No. 6. pp. 1136—1191.

PAPP IMRE: Földbirtokmegosztás és differenciálódás a francia társadalomban a polgári forradalom előtti évtizedekben [La répartition de la propriété terrienne dans la société française avant quelques décennies de la Révolution de 1789] AUDhist. et. Nos 13—14. pp. 69—121.

PÁSTI JUDIT: A chemnitzi kézműves-legények szabályzatai a 15. század végétől a 17. század elejéig. [Les statuts des compagnons de métier de Chemnitz du fin du 15<sup>ème</sup> jusqu'au début du 17<sup>ème</sup> siècle] LSz 1980. Tome 30. Nos 1—2. pp. 155—166.

PETNEKI ÁRON: Egy krakkói polgár feljegyzései Báthori István korából [Notes d'un citoyen de Cracovie à l'époque d'István Báthori] Tt 1981. Tome 35. No. 6. pp. 23—28.

POLONYI PÉTER: Adalékok a piac szerepéhez Kínában [Contributions au rôle du marché en Chine] Vt 1981. No. 3. pp. 68—72.

RÁNKI GYÖRGY: Az 1929—1933-as gazdasági válság kérdései [Des problèmes de la crise de 1929—1933] MTAFT 1980. Tome 29. Nos 1—2. pp. 11—20.

RÁNKI GYÖRGY: Gazdaság és külpolitika. A nagyhatalmak harca a délkelet-európai gazdasági hegemoniáért. [Economie et politique étrangère. La lutte des grandes puissances pour l'hégémonie économique de l'Europe du Sud-orientale] Bp. 1981. Magvető Kiadó, p. 353.

RÁNKI GYÖRGY: *The Great Powers and the Economic Reorganization of the Danube Valley after World War I.* AH 1981. Tome 27. Nos 1—2. pp. 63—97.

- RITOÓK ZSIGMOND: Vergilius (Halálának 2000. évfordulója) [Virgile. L'anniversaire 2000 de sa mort] ThSz 1981. Tome 24. No. 6. 357—362.
- SARLÓS BÉLA: Historical significance of the Legislation of the Hungarian Soviet Republic. AJu 1981. Tome 23. Nos 3—4. pp. 377—395.
- SKINNER, WILLIAM C.: Piaci rendszer és társadalmi struktúra Kína vidéki körzeteiben [Système du marché et structure sociale dans les régions provinciales de la Chine] Vt 1981. No. 3. pp. 85—124.
- STONE, LAWRENCE: Az angol forradalom [La révolution d'Angleterre] Vt 1981. No. 2. pp. 19—44.
- SZABÓ IMRE: Les minorités et les droits de l'homme AJ 1981. Tome 23. Nos 1—2. pp. 1—19.
- SZALAI JULIA: Radikális idők — radikalizmus nélkül. A viktoriánus korszak gazdasági, társadalmi, szociálpolitikai változásainak előtörténete. [Les temps radicaux — sans radicalisme. La préhistoire des changements économique, sociale, social-politique de l'époque de la reine Victoire] Vg 1981. Tome 22. No. 5. pp. 273—281.
- SZÉKELY GÁBOR: Az Amszterdam—Pleyel-mozgalom és az antifasiszta egység [Le mouvement-Amsterdam—Pleyel et l'union antifasciste] NMTÉvk 1982. pp. 52—66.
- SZÉKELY GYÖRGY: Emelkedő és hanyatló városok Európában a 17. század első felében [Villes en croissances et en décadence en Europe dans la première moitié du 17<sup>e</sup> siècle] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 714—724.
- SZERB ISTVÁN: A kínai korszerűsítési törekvések. (Történeti vázlat) [Tentatives pour la modernisation en Chine. (Esquisse historique)] V 1981. Tome 24. No. 10. pp. 12—20.
- SZIRTES I. JÁNOS: Az osztrák államszerződés története [L'histoire du traité d'Etat d'Autriche] Sz 1981. Tome 115. No. 4. pp. 799—819.
- SZTUZSINA, EMILJA PAVLOVNA: A város és kolostora a középkori Kínában (A kapcsolatok néhány aspektusa) [La ville et son cloître dans la Chine médiévale. (Quelques aspects des relations)] Vt 1981. No. 3. pp. 73—84.
- SZÚCS JENŐ: Vázlat Európa három történeti régiójáról [Esquisse sur les trois régions historique de l'Europe] TSz 1981. Tome 24. No. 3. pp. 313—329.
- SZVÁK GYULA: Vaszilij Oszipovics Kljucsevszkij (1841—1911) Vt 1981. No. 4. pp. 111—117.
- TARVEL, ENN: A parasztság társadalmi differenciálódása Észtországban a feudalizmus idején [La différenciation sociale de la paysannerie en Estonie dans le système féodale] AUDhist. et. Nos 13—14. pp. 3—9.
- THIRSK, JOAN: Kutatási irányok a 16—18. századi angol mezőgazdaságtörténetben [Tendances de recherches de l'histoire agraire d'Angleterre du 16—18<sup>èmes</sup> siècles] AUDhist. et. Nos 13—14. pp. 10—21.
- TÖKEI FERENC: A „harmadik világ” fejlődésproblémáinak történeti alapjairól [Les bases historiques des problèmes de développement du «Tiers Monde»] MT 1981. Tome 26. No. 9. pp. 643—650.
- VARGA JENŐ: A tőkés gazdaság a II. világháború után. Válogatott írások (1945—1954) [L'économie capitaliste après la Deuxième Guerre Mondiale. Écrits choisis (1945—1954)] Bp. 1981. Kossuth Kiadó, p. 356.
- VIKOL KATALIN: Tocqueville és hatása Magyarországon. Centralisták és liberálisok vitái a reformkorban [Tocqueville et son influence en Hongrie. Débats entre les «centralistes» et libéraux à l'époque des réformes] Vg 1981. Tome 22. No. 2. pp. 73—79.
- ZACHAR JÓZSEF: Az osztrák—német liberális Alkotmánypárt és a politikai hatalom 1861—1881. [Le Parti de Constitution libérale austro-allemande et le pouvoir politique 1861—1881] Bp. 1981. Akadémiai Kiadó, p. 350.
- WILLIAMS, SHERRY LEE: Ottoman Land Policy and Social Change: The Syrian Provinces. AO 1981. Tome 35. No. 1. pp. 89—120.

## Liste des abréviations

### Titres des recueils d'études

AUDhist. et.	Acta Universitatis Debreceniensis de Lodovico Kossuth nominatae
AUszeg AH	Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae
NMTÉvk.	A nemzetközi munkásmozgalom történetéből. Évkönyv. [De l'histoire du mouvement ouvrier international. Annuaire]

### Titres des revues et périodiques

AA	Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungariae
AAr	Acta Archeologica Academiae Scientiarum Hungariae
AÉ	Archeológiai Értesítő [Revue d'Archéologie]
AH	Acta Historica Academiae Scientiarum Hungariae
ÁJ	Állam- és Jogtudomány [Sciences politiques et juridiques]
AJu	Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungariae
AO	Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungariae
AT	Antik Tanulmányok [Etudes sur l'Antiquité]
AtSz	Agrártörténeti Szemle [Revue d'histoire agraire]
ET	Ethnográfia [Ethnographie]
HK	Hadtörténelmi Közlemények [Bulletin d'histoire militaire]
ItK	Irodalomtörténeti Közlemények [Bulletin d'histoire de la littérature]
JK	Jogtudományi Közlöny [Bulletin de sciences juridiques]
KgSz	Közgazdasági Szemle [Revue d'Economie]
LK	Levéltári Közlemények [Bulletin des Archives]
LSz	Levéltári Szemle [Revue des Archives]
MK	Magyar Könyvszemle [Revue de Livre Hongrois]
MT	Magyar Tudomány [Science Hongroise]
MTAFT	A Magyar Tudományos Akadémia Filozófiai és Történettudományi Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences philosophiques et historiques de l'Académie Hongroise des Sciences]
MTANyI	A Magyar Tudományos Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences littéraires et linguistiques de l'Académie Hongroise des Sciences]
NHQ	The New Hungarian Quarterly
PtK	Párttörténeti Közlemények [Bulletin d'histoire du Parti]
SSI	Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungaricae
StSz	Statisztikai Szemle [Revue de Statistique]
SSz	Soproni Szemle [Revue de la ville de Sopron]

Sz	Századok [Siècles]
TáSz	Társadalmi Szemle [Revue Sociale]
ThSz	Theologiai Szemle [Revue Théologique]
TSz	Történelmi Szemle [Revue d'Histoire]
Tt	Tiszatáj [Paysage de Tisza]
TtKözl	Társadalomtudományi Közlemények [Bulletin des Sciences Sociales]
V	Valóság [Réalité]
Va	Vigilia
Vg	Világosság [Clarté]
VSz	Vasi Szemle [Bulletin du Comitát de Vas]
Vt	Világtörténet [Histoire universelle]

#### AUTEURS DES COMPTES RENDUS DES LIVRES

*J. Búza*, Université des Sciences Economique de Budapest, Budapest, Dimitrov tér 8. 1093 — *I. Fried*, Bibliothèque Széchényi, Budapest, Múzeum krt. 16. 1088 — *E. Fügedi*, Budapest, Corvin tér 6. 1011 — *Gy. Granasztói*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *J. Jemnitz*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *F. Mucsi*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *E. Niederhauser*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *J. Puskás*, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, Budapest, Úri u. 53. 1014 — *Zs. Trócsányi*, Archives Nationales, Budapest, Bécsi kapu tér 4. 1014



*Acta Historica* publishes papers on history in French, English, German and Russian.

*Acta Historica* appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultura” Foreign Trading Company (1389 Budapest 62, POB. 149) or its representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einem 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bastellbar bei “Kultura” Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62, POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

---

Журнал “*Acta Historica*” публикует трактаты из области исторических наук на русском, немецком, французском и английском языках.

“*Acta Historica*” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле “Kultura” (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE  
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001  
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street  
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

**AUSTRIA**

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1206 Wien XX

**BELGIUM**

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE  
30 Avenue Marnix, 1050 Bruxelles  
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER  
162 rue du Midi, 1000 Bruxelles

**BULGARIA**

HÉMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

**CANADA**

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017  
Postal Station "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

**CHINA**

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22  
115 66 Praha  
PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2  
PNS DOVOZ TLAČE, Bratislava 2

**DENMARK**

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6  
1165 Copenhagen K

**FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY**

KUNST UND WISSEN ERICH BIBER  
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

**FINLAND**

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

DAWSON-FRANCE S. A., B. P. 40, 91121 Palaiseau  
EUROPÉRIODIQUES S. A., 31 Avenue de Ver-  
sailles, 78170 La Celle St. Cloud  
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTA-  
TION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac  
75240 Paris Cedex 05

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR  
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin  
DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT  
Straße der Pariser Kommüne 3-4, DDR-104 Berlin

**GREAT BRITAIN**

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION  
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET  
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.  
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN  
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate  
Wellingborough, Northants NN8 2QT  
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House  
Folkstone, Kent CT19 5EE  
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street  
London WC1E 6BS

**GREECE**

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL  
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

**HOLLAND**

MEULENHOF-BRUNA B.V., Beulingstraat 2,  
Amsterdam  
MARTINUS NIJHOFF B.V.  
Lange Voorhout 9-11, Den Haag

**SWETS SUBSCRIPTION SERVICE**

347b Heereweg, Lisse

**INDIA**

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14,  
Asaf Ali Road, New Delhi 110001  
150 B-6 Mount Road, Madras 600002  
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD  
Madame Cama Road, Bombay 400039  
THE STATE TRADING CORPORATION OF  
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok  
36 Janpath, New Delhi 110001

**ITALY**

INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino  
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via  
Lamarmora 45, 50121 Firenze  
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58  
20124 Milano  
D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma

**JAPAN**

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD.  
17-7 Shinjuku 3 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91  
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,  
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31  
NAUKA LTD. IMPORT DEPARTMENT  
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

**KOREA**

CHULPANMUL, Phenjan

**NORWAY**

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S., Karl  
Johansgatan 41-43, 1000 Oslo

**POLAND**

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-  
kowska 80, 00-517 Warszawa  
CKP I W, ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

**ROMANIA**

D. E. P., București  
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, București

**SOVIET UNION**

SOJUZPECHAT — IMPORT, Moscow  
and the post offices in each town  
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

**SPAIN**

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

**SWEDEN**

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26  
101 20 Stockholm  
GUMPERS UNIVERSITETSBOKHANDEL AB  
Box 346, 401 25 Göteborg 1

**SWITZERLAND**

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

**USA**

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES  
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201  
F. W. FAXON COMPANY, INC.  
15 Southwest Park, Westwood Mass. 02090  
THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION  
AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14868  
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.  
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006  
STECHELT-MACMILLAN, INC.  
7250 Westfield Avenue, Pennsauken N. J. 08110

**YUGOSLAVIA**

JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd  
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad



# ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

TOME 29



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST

1983



## SOMMAIRE

### ETUDES

<i>Pál Pritz</i> , Das Geheimnis der auf mehreren Bahnen betriebenen deutschen Außenpolitik .....	35
<i>Pál Sándor</i> , Quelques traits du portrait de Deák au début de sa carrière .....	3
<i>Jenő Szűcs</i> , The Three Historical Regions of Europe .....	131

### COMMUNICATIONS

<i>Gábor Klaniczay</i> , Le culte des saints dans la Hongrie médiévale .....	57
<i>Lajos Lukács</i> , Relations entre le Vatican et le Gouvernement de Versailles .....	185

### VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Compte rendu sur le 8 <sup>ème</sup> Congrès International d'Histoire Economique (Budapest, du 16 à 20 août 1982) .....	211
<i>Interventions hongroises dans les sections C du Congrès</i> .....	217
<i>György Granasztói</i> , Sur l'industrie urbaine du bâtiment en Hongrie (1400—1650) (C/18) .....	217
<i>Éva Vámos</i> , <i>Ferenc Szabadváry</i> , The Role of South-German Merchant Firms in Upper Hungarian (Central Slovakian) Mining in the Period Directly Following the Fuggers (1548—1569) (C/14) .....	233
<i>Walter Endrei</i> , Capital and Labour. A Case Study of the Silk Throwing Mill (C/1) .....	239
<i>Gusztáv Heckenast</i> , Über die sogenannten „Historischen Nachrichten“ (C/14) .....	245
<i>Aladár Madarász</i> , Victorian Travellers to Nowhere: Socialism and Economic Utopias in the Late XIX <sup>th</sup> century (C/9) .....	251
<i>László Katus</i> , Public Finance and Economic Growth in Hungary During the Age of Dualism (1867—1913) (C/11) .....	257
<i>Julianna Puskás</i> , Hungarian Migration Patterns. New Research in Hungary (C/23) .....	265
<i>Antal Mátyás</i> , Ein Vergleich zwischen Friedmans und Keynes' Ansichten aus einem marxistischen Aspekt (C/28) .....	273
<i>Katalin Ferber</i> , The Domestic and International Equilibrium of the Hungarian Economy in the Years Following the Stabilization (1924—1931) (C/11) .....	283

## CHRONIQUE

Wissenschaftliche Diskussion anlässlich des 100. Jahrestages der Geburt Otto Bauers (Sándor Csardi) 287

## COMPTES RENDUS DES LIVRES

<i>Б. А. Рыбаков, Язычество древних славян (Иштван Долманьош)</i> .....	111
L'affirmation des Etats nationaux indépendants et unitaires du Centre et du Sud-Est de l'Europe (1821—1923) (Emil Niederhauser) .....	113
<i>Wolf Dietrich Behschnitt, Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830—1914 (E. N.)</i> .....	115
Die Protokolle des Österreichischen Ministerrates 1848—1867. III. Abteilung. Das Ministerium Buol-Schauenstein, Band 2, 13 März 1853 — 9 Oktober 1853 (Somogyi Éva) .....	118
<i>Б. А. Айзын, Революционные германские социалдемократы против империализма и войны (1907—1917 гг.) (Янош Йемниц)</i> .....	120
Geschichte der Sorben I—IV (Domonkos Illényi) .....	122
Исторнография новой и новейшей истории стран Европы и Америки (Эмил Нидерхаузер) .	125
<i>István Imreh, Vianță cotidiană la Secui 1750—1850 (Zsolt Trócsányi)</i> .....	305
Sbornik k 150. výročí úmrti Josefa Dobrovského. Red. <i>Milan Kopecký (István Fried)</i> .....	306
<i>Józef Chlebowczyk, On Small and Young Nations in Europe. Nation-forming Processes in Ethnic Borderlands in East-Central Europe (Emil Niederhauser)</i> .....	308
<i>Monika Glettler, Pittsburgh — Wien — Budapest. Programm und Praxis der Nationalitätenpolitik bei der Auswanderung der ungarischen Slowaken nach Amerika um 1900. (Julianna Puskás)</i> .	311
<i>Heinrich Grossheim, Sozialisten in der Verantwortung. Die französischen Sozialisten und Gewerkschaftler im ersten Weltkrieg. 1914—1917. (János Jemnitz)</i> .....	315
Международное рабочее движение. Вопросы истории и Теории (Я. Й.) .....	318
Spoločný osud — spoločná cesta. Účasť príslušníkov slovenskej národnosti v robotníckych a roľníckych hnutiach 19. a 20. storočí na územi Maďarska. (Študie) Red. <i>Imre Polányi (E. N.)</i> .....	321
Iohannes Vitéz de Zredna. Opera quae supersunt. Edidit <i>István Boronkai (Erik Fügedi)</i> .....	322
<i>Ferenc Szakály, Hungarian Taxation in the Hungary Under Turkish Rule (János Búza)</i> .....	324
<i>Béla Kópeczi, Avant la décision. Évolution idéelle du jeune Rákóczi. (György Granasztói)</i> .....	327
Conception de l'histoire des collaborateurs de la revue « Huszadik Század » (Vingtième siècle) (Ferenc Mucsi) .....	330
<i>István Lagzi, Uchodźcy polscy na Węgrzech w latach drugiej wojny światowej. (E. N.)</i> .....	331
<i>Loránt Tilkovszky, Ungarn und die deutsche „Volksgruppenpolitik“ 1938—1945. (E. N.)</i> .....	333

## BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie en 1981 .....

337